



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 8 - SESSION EXTRAORDINAIRE 2013-2014

Réforme du mariage «Patienterechter»	p. 293 p. 280	Sommaire des séances publiques n°s 24-27	p. 330	24 ^e séance	Mardi 17 juin 2014
Fonds National de la Recherche	p. 324			25 ^e séance	Mercredi 18 juin 2014
Réorganisation de l'ILNAS	p. 314			26 ^e séance	Jeudi 19 juin 2014
				27 ^e séance	Mercredi 2 juillet 2014

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter



Droits de l'Homme: visite du Président de la CEDH

Début juillet, le Président de la Cour européenne des Droits de l'Homme (CEDH), M. Dean Spielmann, a effectué une visite officielle à Luxembourg. Reçu dans la matinée par le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, M. Spielmann a rencontré au courant de l'après-midi une délégation élargie, composée des députés membres de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, de la Commission juridique et de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Lors des échanges de vues, M. Spielmann a salué la célérité avec laquelle le Grand-Duché a l'habitude de réagir aux arrêts de la Cour qui le concernent directement, tout comme son réflexe d'adapter en permanence la législation luxembourgeoise en fonction d'arrêts rendus contre d'autres pays, en allant souvent au-delà des standards fixés par les juges.

La Cour est actuellement saisie de 15 requêtes luxembourgeoises: un nombre «dérisoire» aux dires de M. Spielmann, eu égard au nombre d'habitants peuplant le Grand-Duché et comparé au nombre de requêtes beaucoup plus volumineux en provenance d'autres pays européens.

Il est d'ailleurs prévisible qu'une grande partie des requêtes ne réponde pas aux critères de recevabilité, comme c'est d'ailleurs le cas pour 95% des affaires dont la Cour est saisie. Dans ses interventions, M. Spielmann a finalement insisté sur la nécessité d'accorder une plus grande importance à l'éducation aux droits de l'Homme afin d'y sensibiliser les étudiants dès leur plus jeune âge.



M. Dean Spielmann, Président de la CEDH, entouré de M. Mars Di Bartolomeo, Président, et de Mme Simone Beissel, Vice-Présidente de la Chambre.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Deux députés luxembourgeois chargés avec des rapports



(de gauche à droite) M. Claude Adam, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Yves Cruchten, M. Marcel Oberweis, Mme Anne Brasseur, M. Marc Spautz et Mme Toiny Thommes-Gerbec

Sous la présidence de Mme Anne Brasseur, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) s'est réunie pour sa 3^e partie de session à Strasbourg entre le 23 et le 27 juin 2014. Les moments forts de cette session furent certainement le discours très attendu du Président de l'Ukraine, M. Petro Porochenko, sur la situation dramatique dans son pays et la réélection du Secrétaire général du Conseil de l'Europe, M. Thorbjørn Jagland, qui s'est imposé contre Mme Leutheusser-Schnarrenberger.

La délégation luxembourgeoise, composée de M. Marc Spautz, Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Yves Cruchten, M. Claude Adam et M. Marcel Oberweis a participé activement aux débats en séance plénière et dans les différentes commissions. L'assiduité au travail des députés luxembourgeois est largement reconnue par l'Assemblée parlementaire et a été récompensée par la nomination de deux rapporteurs sur des rapports en cours de préparation.

En effet, Mme Françoise Hetto-Gaasch a été désignée pour préparer un rapport important au sujet de «L'égalité et la coresponsabilité parentale: les droits des pères». «C'est un sujet qui me tient particulièrement à cœur et je suis fière d'avoir été chargée avec ce dossier», a-t-elle conclu.

À M. Yves Cruchten revient l'honneur de préparer le rapport très attendu sur les difficul-

tés des ONG (organisations non gouvernementales) à exercer librement leurs activités dans certains pays membres du Conseil de l'Europe, ce qui pose évidemment de graves interrogations sur la situation démocratique et les droits de l'Homme.

Parmi les nombreux rapports, résolutions et recommandations adoptés lors de cette 3^e partie de session, on peut également relever le débat sur la situation des services publics et de l'administration en Europe.

En séance plénière, M. Cruchten a tenu un plaidoyer fort contre les tendances actuelles de libéralisation et de privatisation des services publics: «La dérégulation et la privatisation sont souvent accompagnées par une détérioration de la qualité des services pour les citoyens et par une dégradation des conditions de travail et de salaire. La politique ne devrait donc pas se laisser tenter par des gains faciles et rapides à court terme, mais au contraire, elle devrait viser le long terme, assurer des services publics de qualité répondant aux besoins et aux attentes des citoyens, les protéger contre les abus des marchés et du capitalisme à outrance et finalement préserver des emplois durables et décents.»

Suite en page 2

Suite de la page 1

Qu'est-ce que le Conseil de l'Europe?

Le Conseil de l'Europe est la principale organisation de défense des droits de l'Homme du continent européen. Il comprend 47 États membres, dont les 28 membres de l'Union européenne. Tous les États membres du Conseil de l'Europe ont signé la Convention européenne des droits de l'Homme, un traité visant à protéger les droits de l'Homme, la démocratie et l'État de droit.

Droits de l'Homme, démocratie, État de droit

Le Conseil de l'Europe préconise la liberté d'expression et la liberté des médias, la liberté de réunion,

l'égalité et la protection des minorités. Il a lancé des campagnes sur des thèmes tels que la protection des enfants, le discours de haine sur Internet et les droits des Roms, la minorité la plus importante en Europe. Le Conseil de l'Europe aide les États membres à lutter contre la corruption et le terrorisme et à mener les réformes judiciaires nécessaires. Son groupe d'experts constitutionnels, connu sous le nom de Commission de Venise, donne des conseils juridiques à des pays du monde entier.

Le Conseil de l'Europe défend les droits de l'Homme par le biais de conventions internationales, comme la Convention sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique

et la Convention sur la cybercriminalité. Il suit les avancées des États membres dans ces domaines et fait des recommandations à travers des organes de suivi spécialisés et indépendants. Les États membres du Conseil de l'Europe n'appliquent plus la peine de mort.

L'Assemblée parlementaire

L'Assemblée parlementaire réunit 318 parlementaires des 47 États membres; elle élit le Secrétaire général, le Commissaire aux droits de l'Homme et les juges à la Cour européenne des droits de l'Homme; elle offre un forum démocratique de débats et observe les élections; ses commissions jouent un rôle important dans l'examen des questions d'actualité. Les députés adoptent des

résolutions et font des recommandations au Comité des ministres qui devront se pencher sur les questions abordées par les parlementaires et, le cas échéant, veiller à transposer ces recommandations dans les législations nationales respectives.

Autres organes

À côté de la Cour européenne des droits de l'Homme et de l'Assemblée parlementaire, le Conseil de l'Europe héberge également le Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, le porte-parole de plus de 200.000 régions et municipalités.

Personnalités

Présidente de l'Assemblée parlementaire: Mme Anne Brasseur (Luxembourg)

Secrétaire général du Conseil de l'Europe: M. Thorbjørn Jagland (Norvège)

Président de la Cour européenne des Droits de l'Homme: M. Dean Spielmann (Luxembourg)

Membres de la délégation luxembourgeoise de l'Assemblée parlementaire: Mme Anne Brasseur (DP), Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV), M. Yves Cruchten (LSAP), membres effectifs, et MM. Marc Spautz (CSV), Claude Adam (déi gréng) et Marcel Oberweis (CSV), membres suppléants.

Suivez les débats et l'actualité du Conseil de l'Europe sous: www.coe.int et www.assembly.coe.int.

Session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE



La Chambre des Députés était représentée à Bakou par Mme Josée Lorsché, M. Claude Haagen (1^{re} rangée), M. Eugène Berger, M. Jean-Marie Halsdorf et M. Gusty Graas (2^e rangée).

La Déclaration de Bakou, adoptée lors de la 23^e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE, reprend les résolutions qui ont été adoptées par les trois commissions en charge respectivement

- des affaires politiques et de la sécurité,
- des affaires économiques, des sciences, des technologies et de l'environnement et
- de la démocratie, des droits de l'Homme et des questions humanitaires.

La crise en Ukraine, débattue lors d'une séance spéciale consacrée à ce sujet, est un des thèmes principaux de la déclaration. En effet, l'AP-OSCE y exprime son inquiétude face à la situation en Ukraine et met en avant le rôle de l'OSCE dans la mise en place d'un dialogue constructif dans le but de prévenir une escalade du conflit et d'activer les réseaux diplomatiques. La déclaration appelle également la Russie à renoncer à l'annexion de la Crimée tout en déplorant l'intervention armée des forces russes dans la région. L'AP-OSCE réitère son soutien à la souveraineté et à l'indépendance politique, ainsi qu'à l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

La déclaration encourage aussi les États membres à réglementer la politique d'immigration de façon à en tirer le meilleur profit et à en réduire les effets néfastes. Dans ce contexte, le document déplore les crimes de haine contre les travailleurs migrants et appelle les États à renforcer la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Le texte critique notamment le recours de certains pays membres de l'OSCE, dont l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, le Kazakhstan et la Fédération de Russie, à des pratiques d'intimidation, voire à la détention de nombreux défenseurs des droits de l'Homme.

D'autres sujets de la déclaration sont la traite d'enfants à des fins d'exploitation sexuelle, la sécurité alimentaire, les ressources limitées en eau, l'élaboration d'un accord universel sur le climat, la mise en place de règles pour éviter d'autres crises financières, le droit de propriété des femmes et la prévention contre les cyberattaques.

Finalement, les membres de l'AP-OSCE ont élu un nouveau Président dans la personne de M. Ilkka Kanerva, ancien Ministre des Affaires étrangères finlandais. Il présidera l'Assemblée parlementaire composée de 57 États membres pendant un an, jusqu'à la prochaine session annuelle en 2015 qui aura lieu à Helsinki.

Réunion des Présidents de la COSAC

Perspectives de l'UE et fonds structurels et d'investissement

«Le vrai défi de l'Union européenne (UE) est de retrouver son âme.»

C'est avec ces mots que le Président du Sénat de la République italienne, M. Pietro Grasso, s'est adressé aux présidents des délégations de la COSAC (Conférence des organes parlementaires spécialisés dans les affaires de l'Union des Parlements de l'Union européenne) réunis à Rome du 17 au 18 juillet. Et d'ajouter que les parlements nationaux sont un pilier important pour redonner une identité profonde et une nouvelle vitalité à une UE au visage terne et fatigué.

«Un nouveau départ pour l'UE» est aussi le mot d'ordre de la présidence italienne de l'UE dont les priorités ont été présentées par le Sous-secrétaire d'État aux Affaires européennes, M. Sandro Gozi.

Tout d'abord, l'accent sera mis sur la croissance et l'emploi. Une croissance générée par un renforcement de la politique d'investissement et de soutien aux PME et à l'industrie à travers une extension des ressources financières, qui devra engendrer une

augmentation de l'emploi, en particulier celui des jeunes.

Ensuite, il sera question de mieux coordonner la politique d'immigration et d'asile au niveau européen et de renforcer la politique étrangère pour conférer plus de poids à l'UE sur la scène politique internationale. Selon M. Gozi la dimension parlementaire de l'UE doit être davantage développée afin de renforcer le contrôle démocratique. Ceci se fera entre autres à travers une évaluation de l'application du traité de Lisbonne.

«Plus de transparence et de démocratie» ont été les mots clés de l'intervention de M. Maroš Šefčovič, Vice-Président de la Commission européenne et Commissaire européen en charge des relations interinstitutionnelles et de l'administration, qui a annoncé une extension de la garantie jeunes jusqu'à trente ans, ainsi que sa pérennisation dans la période de programmation 2014 à 2020.

La Chambre des Députés était représentée par M. Marc Angel qui, dans son intervention sur les fonds structurels et d'investissement de l'UE, a souligné l'importance de la collabo-

ration entre les autorités nationales, régionales et locales, d'un côté, et les employeurs, les syndicats, les ONG et d'autres organismes favorisant l'inclusion sociale, de l'autre, afin que cette politique ait un impact maximal.

Il a également salué la démarche du Parlement européen qui est parvenu à atténuer les conséquences d'un mécanisme qui doit désormais prendre en compte les circonstances sociales et économiques d'un État membre concerné et garantir que toute suspension soit proportionnelle à ces critères.

C'est la recherche de cet équilibre entre contrôle et autonomie que le Commissaire européen en charge de la politique régionale, M. Johannes Hahn, a mise en avant dans son intervention.

À la lumière des événements tragiques liés à la catastrophe aérienne en Ukraine, les participants à la réunion ont réitéré leur volonté de discuter de la politique de voisinage de l'UE lors de la prochaine réunion plénière de la COSAC et ont observé une minute de silence en hommage aux victimes.



M. Marc Angel a représenté le Parlement luxembourgeois à Rome.

Le Président de la Chambre exprime ses condoléances

Choqué par l'effroyable drame du vol MH17, le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a rendu hommage aux victimes à l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas le mardi 22 juillet 2014. Le Président de la Chambre a laissé un message dans le livre de condoléances et a exprimé en personne sa compassion à l'Ambassadeur S.E. M. Peter W. Kok.

«Nous devons nous montrer solidaires. Devant l'insupportable douleur de nombreuses familles ayant perdu un proche, c'est avec un sentiment de très forte émotion que je me permets d'exprimer les plus sincères condoléances en mon nom propre et au nom de la Chambre des Députés. Mes pensées vont à toutes

les personnes éprouvées par cette tragédie», a-t-il dit.

La grande majorité des 298 victimes sont de nationalité néerlandaise.

Une famille entière - les parents et ses deux fils -, résidant dans la commune de Roeser, y a également laissé sa vie.

M. Di Bartolomeo a plaidé pour que les circonstances du crash en Ukraine soient entièrement élucidées. «Les auteurs de ce drame sont redevables envers la communauté internationale pour ce qu'ils ont fait. Leur acte odieux ne doit pas rester impuni», a souligné le Président de la Chambre des Députés.



M. Mars Di Bartolomeo signe le livre de condoléances en présence de l'Ambassadeur du Royaume des Pays-Bas, S.E. M. Peter W. Kok.

Visite de travail d'une délégation du Sénat français

L'entrevue entre le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, et une délégation du groupe interparlementaire d'amitié France, Belgique et Luxembourg du Sénat français fut non seulement l'occasion de faire le point des relations - très bonnes - entre les deux institutions, mais également d'avoir un échange de vues intéressant sur les politiques luxembourgeoise, française et européenne.

Le Président du groupe d'amitié, le sénateur Philippe Leroy, a insisté sur le fait que le Luxembourg et la France sont très proches. «L'amitié entre les deux pays est très solide et la convergence de vues sur l'Europe nous rapproche davantage», a expliqué le sénateur français.

M. Leroy a ensuite montré son intérêt pour les priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne de la deuxième moitié de 2015. Quant à M. Mars Di Bartolomeo, il a insisté sur l'importance de se retrouver autour de valeurs communes, aussi bien au Grand-Duché que dans l'Union européenne toute entière. «Les valeurs qui étaient à l'origine de l'Union européenne doivent être remises en son centre. L'Europe de demain devra chercher un équilibre entre les domaines économique et financier et la solidarité sociale. Au cours de sa prochaine Présidence du Conseil, le Luxembourg es-



Une délégation du groupe interparlementaire d'amitié France, Belgique et Luxembourg du Sénat français reçue à la Chambre.

saiera de redonner un autre visage - un visage plus humain - à l'Europe», a notamment souligné M. Di Bartolomeo.

Comme il l'avait déjà fait à plusieurs reprises et encore récemment à l'occasion de sa visite à l'Assemblée nationale à Paris, le Président de la Chambre des

Députés a abordé le sujet de la centrale nucléaire de Cattenom en insistant sur le fait qu'un incident majeur pourrait remettre en cause l'intégrité territoriale luxembourgeoise.

La délégation française s'est également intéressée au système luxem-

bourgeois des retraites, au budget national et à la collaboration régionale, où le Président de la Chambre, tout en insistant sur le potentiel énorme de coopération dans la Grande Région, a su satisfaire ses interlocuteurs par les réponses et explications fournies.

Outre le Président du groupe interparlementaire d'amitié, M. Philippe Leroy, la délégation du Sénat fut composée de Mmes Muguette Dini, Présidente déléguée pour le Luxembourg, Gisèle Printz, Vice-Présidente, Leila Aïchi et M. Charles Revet.



L'administration parlementaire se présente

Le Service juridique

Au début de l'année 2008, la Chambre des Députés a décidé de se doter d'un service chargé exclusivement des questions juridiques. Cette tâche est assurée depuis lors par deux fonctionnaires: M. Max Agnes en est le chef de service et Mme Katja Hientgen est en charge du secrétariat.

Les attributions du Service juridique de la Chambre des Députés sont multiples et diverses. L'on peut dire qu'il traite de toutes les affaires et questions juridiques qui découlent des activités du Parlement luxembourgeois.

Ainsi, le Service juridique agit pour prévenir tout engagement éventuel de la responsabilité de la Chambre des Députés à l'occasion des contentieux de tous ordres de juridiction. Il ne participe pas activement aux travaux législatifs, mais agit plutôt comme un service de support, ce qui

engendre une collaboration constante avec les divers services de la Chambre.

Parmi les multiples domaines d'intervention du Service juridique, il y a notamment la matière contractuelle. À ce titre, le Service juridique assure l'élaboration voire l'analyse des conventions et accords conclus avec des parties tierces.

En collaboration avec les services concernés, le Service juridique assure l'élaboration des conditions générales des cahiers des charges dans le cadre de l'organisation de marchés publics et prête assistance aux services concernés de l'administration parlementaire dans l'élaboration de la partie des conditions spécifiques des cahiers des charges.

Par ailleurs le Service juridique prépare les dossiers au cas où la Chambre

serait amenée à se présenter devant les autorités judiciaires et représente la Chambre devant les juridictions où le ministère d'un avocat n'est pas requis. Il centralise et exploite également les plaintes éventuelles adressées à l'administration parlementaire.

Une autre tâche qui incombe au Service juridique est la tenue et la mise à jour du Code parlementaire. Le service gère également les contrats d'assurances conclus par la Chambre des Députés et s'occupe de la déclaration et de la gestion des sinistres.

Bien évidemment, le Service juridique procède à des recherches à propos de tout sujet s'avérant nécessaire au bon fonctionnement de l'administration parlementaire voire de la Chambre.



Réforme du mariage

6172A - Projet de loi portant

a) réforme du Titre II. du Livre I^{er} du Code civil «Des actes de l'état civil» et modifiant les articles 34, 47, 57, 63, 70, 71, 73, 75, 76, 79, 79-1 et 95;

b) réforme du Titre V. du Livre I^{er} du Code civil «Du mariage», rétablissant l'article 143, modifiant les articles 144, 145, 147, 148, 161 à 164, 165 à 171, 173 à 175, 176, 177, 179, 180 à 192, 194 à 199, 201, 202, 203 à 206, 212 à 224, 226, 227, introduisant les articles 146-1, 146-2, 175-1, 175-2 nouveaux et abrogeant les articles 149 à 154, 158 à 160bis, 178, le Chapitre VIII et l'article 228;

c) modification des articles 295, 351, 379, 380, 383, 390, 412, 496 alinéa 1^{er}, 509-1 alinéa 2, 730, 737, 791, 847 à 849, 852 alinéa 3, 980 alinéa 2, 1405, 1409 et 1676 alinéa 2 et abrogation des articles 296, 297 et 1595 du Code civil;

d) modification de l'article 66 du Code de commerce;

e) modification des articles 265 alinéa 1^{er}, 278 et 521 du Nouveau Code de procédure civile;

f) introduction d'un Titre VI.bis nouveau dans la Deuxième Partie du Nouveau Code de procédure civile;

g) introduction d'un Chapitre VII.-I nouveau au Titre VII du Livre I^{er} du Code pénal;

h) abrogation de la loi du 23 avril 1827 concernant la dispense des prohibitions du mariage prévues par les articles 162 à 164 du Code civil; et

i) abrogation de la loi du 19 décembre 1972 portant introduction d'un examen médical avant mariage

I. Remarques préliminaires

La décision de la Commission juridique de scinder le projet de loi n°6172 en deux est entérinée en date du 16 mai 2012. Dans le cadre des amendements le même jour, la commission propose de n'aborder que le seul volet relatif à la réforme du mariage dans le cadre d'un projet de loi n°6172A. Cette réforme du mariage ne doit toutefois pas se limiter à ouvrir le mariage aux couples de même sexe, mais vise une réforme globale du Titre V. du Livre I^{er} du Code civil, intitulé «Du mariage» en intégrant les dispositions modificatives et abrogatoires contenues dans les projets de loi n°5908 et n°5914. Y figurent également les modifications proposées sous l'article 1^{er}, point 1) du projet de loi n°6039. Il est par ailleurs retenu de continuer l'examen du volet se rapportant à la réforme de l'adoption dans un projet de loi n°6172B. La commission juridique propose cependant d'inclure les modifications d'ordre terminologique nécessaires en vue de la réforme de la filiation à réaliser dans le cadre du projet de loi n°6172B.

Dans ce même contexte, il est retenu de regrouper les projets de loi n°5908¹, n°5914² et n°6172A dans un même projet de loi, y compris les modifications ponctuelles proposées dans le cadre d'une relecture proposée du Titre II «Des actes de l'état civil» du Livre I^{er} du Code civil. C'est dans cet ordre d'idées que certaines modifications incluses dans le projet de loi n°6039³ sont intégrées dans le projet de loi n°6172A.

À la suite du premier avis du Conseil d'État, la commission juridique réitère sa volonté d'insérer les deux projets de loi n°6172A et n°6172B séparément. Elle regrette que l'avis du Conseil d'État sur le projet de loi n°6172B ne soit pas encore disponible et indique vouloir tenir compte de l'approche fondamentale adoptée par le Gouvernement en ce qui concerne l'exclusion de l'adoption plénière dans le chef des conjoints de même sexe, ce à quoi s'est opposé le Conseil d'État.

II. Les principales réformes contenues dans le projet de loi n°6172A

1. De l'ouverture du mariage aux couples de même sexe

1.1. La première étape de reconnaissance et de protection des communautés de vie entre couples de même sexe

Le Luxembourg a en 2004 décidé d'accorder aux personnes vivant ensemble sans être mariées le droit d'officialiser leur communauté de vie à travers l'introduction en droit luxembourgeois du partenariat. Il suivait pour ainsi dire un mouvement de reconnaissance et de protection des communautés de vie qui s'observait dans d'autres pays de l'Union européenne. Selon certains, l'«introduction des nouveaux statuts a été une première occasion pour étudier la place faite à l'homosexualité en Europe occidentale.»⁴

Le Luxembourg n'était à ce moment ni précurseur, ni retardataire en la matière.⁵

Or, la consécration du partenariat en droit luxembourgeois a amené le tribunal administratif dans un jugement du 3 octobre 2005 d'arriver à la conclusion suivante en matière de droit de séjour du conjoint, de nationalité malgache, d'un ressortissant belge, établi au Luxembourg:

«Dans la mesure où le Grand-Duché de Luxembourg a, par la loi précitée du 9 juillet 2004, décidé de reconnaître et de protéger juridiquement les communautés de vie de personnes autres que le mariage en permettant à des couples de sexe différent ou de même sexe de faire une déclaration de partenariat, il ne saurait refuser le séjour au conjoint d'un ressortissant belge, établi au Luxembourg et ayant des attaches personnelles, professionnelles et sociales étroites au pays pour y séjourner et travailler depuis une dizaine d'années, fussent-ils de même sexe, sous peine de se contredire soi-même et de porter atteinte de façon disproportionnée et injustifiée au droit du demandeur au respect de sa vie privée et familiale au sens de l'article 8 [de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales].»^{6,7}

Dans son jugement, le tribunal administratif n'impose pas l'ouverture du mariage aux couples de même sexe. Il n'appartient en effet pas au juge d'interpeller le législateur sur des points de politique juridique.

Le tribunal administratif ne fait rien d'autre que pointer du doigt des évolutions qui se font à l'étranger et auxquelles le Luxembourg ne saurait se soustraire, d'autant plus qu'un premier pas dans cette direction a été franchi.

1.2. Les récentes évolutions dans les autres pays de l'Union européenne

Il est intéressant de noter d'emblée que la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dispose dans son article 9:

«Le droit de se marier et le droit de fonder une famille sont garantis selon les lois nationales qui en régissent l'exercice.»

À la différence de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales qui réserve le droit de se marier et de fonder une famille à l'homme et la femme à partir de l'âge nubile, la Charte ne pose pas de telles conditions de sexe. Ce faisant, elle rend compte d'une réalité déjà consacrée dans plusieurs États membres de l'Union européenne, d'autres étant en train de se diriger dans une direction similaire.

L'analyse de la cartographie des pays d'Europe occidentale ayant ouvert le mariage aux couples de même sexe nous permet de dresser le tableau⁸ suivant:

- dix pays européens reconnaissent le mariage homosexuel. Il s'agit des Pays-Bas (2001), de la Belgique (2003), de l'Espagne (2005), de la Suède (2009), de la Norvège (2009), du Portugal (2010), de l'Islande (2010), du Danemark (2012), de la France et de la Grande Bretagne (2013).

- neuf pays européens reconnaissent une forme d'union civile aux couples de même sexe: l'Allemagne (2001), la Finlande (2002), le Luxembourg (2004), la Slovaquie (2006), la République tchèque (2006), la Hongrie (2009), l'Irlande (2010), l'Autriche (2010) et la Croatie (2010).

En d'autres termes, non seulement les pays scandinaves, à l'exception de la Finlande, mais de plus en plus de pays limitrophes du Grand-Duché permettent aux couples de personnes de même sexe de contracter mariage.

1.3. L'introduction du mariage homosexuel en droit luxembourgeois

1.3.1. L'initiative gouvernementale

À l'occasion de la déclaration de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, concernant le programme gouvernemental⁹ du 29 juillet 2009, ce dernier se prononce comme suit au sujet du mariage homosexuel:

«[D]'Politik huet och d'Flicht, sech iwwert dat Wirtschaftlecht, Finanziell a Sozialt eraus mat deene Liewensfroen ze beschäftegen, déi d'Leit am Land ëmdreiwen. Si muss vun Zäit zu Zäit der Gesellschaft d'Temperatur huelen. Si muss spieren, wéini ronderëm bestëmmt gesellschaftspolitesch Froe genuch Konsenselementer erugeräift sinn, déi hir et erlaben, fir kënnen behäertzt ze léigiféieren. Wa se e Konsens feststellt, deen um Wuessen ass, ouni schonn integral ze sinn, muss se kënnen den integrale Konsens, deen et jo eigentlech ni wäert ginn, antizipéieren. Och wann net jiddwereen oder nach net jiddweree sech deem Quasikonsens kann uschléissen. Mä d'Politik muss mat der Gesellschaft harmonéieren. Si däerf hir net ëmmer nëmmen nolafen.»

Dofir féiere mer d'Bestietnis fir Homosexueller an. Gläichgeschlechtlech Partner solle sech kënnen bestueden. Gléck léisst sech net exklusiv iwver klasesch Strukturen an Ariichtungen definéieren. Et bestëmmt sech aus sech selwer eraus. Och dowéinst solle mer de gläichgeschlechtliche Partner e Recht ginn, d'Kanner vun hirem Partner ze adoptéieren. Et gëtt kee Recht op d'Kand. Et gëtt wuel awer Rechter vum Kand. Déi Léisung, déi mer virschloen, respektéiert genau des Rechter.»

Ces considérations ont d'ailleurs motivé les auteurs du projet de loi initial d'indiquer que:

«Cette institution [i.e. le mariage] évolue dans la même mesure que notre société évolue. Cette évolution s'observe surtout dans les pays occidentaux comme la conséquence d'une volonté de garantir une cohabitation démocratique conforme à un ordre économique, juridique et social juste et d'établir une société avancée, ouverte à l'égalité de traitement et de chances des individus et des groupes.»¹⁰

Et plus loin:

«La vie de famille présente aujourd'hui d'autres facettes qu'il y a trente ans et les réformes entamées en sont une démonstration continue. [...] Le partenariat enregistré a constitué une première étape dans la reconnaissance des couples de même sexe en leur permettant d'officialiser leur union, leur engagement l'un envers l'autre et d'obtenir de ce fait l'accès à certains régimes légaux.»¹¹

Ou encore:

«L'ouverture du mariage aux couples de même sexe répond à une demande sociale qui fait partie d'un mouvement de renforcement du principe d'égalité, dont la mise en œuvre passe à la fois par la lutte contre les discriminations, le renforcement des droits existants et la création de nouveaux droits.»¹²

1.3.2. Consensus au sein de la Commission juridique

Dans le cadre de l'instruction du projet de loi n°6172 dans sa version initiale, il appert qu'il existe un consensus au sein des groupes et sensibilités politiques représentés au sein de la commission juridique quant à l'accès des unions de même sexe au mariage.¹³

1.3.3. Points de vue partagés du Conseil d'État

Avis du Conseil d'État

Il ressort de l'avis du Conseil d'État du 27 novembre 2012 qu'il est conscient de la tâche qui lui incombe face à ce projet de loi. Ainsi, il rappelle qu'«il est du devoir du Conseil d'État d'analyser chaque projet de loi soumis à son avis avec toute la rigueur juridique et l'acuité intellectuelle requises, en faisant abstraction de considérations politiques ou trop contingentes. Cela est encore plus vrai pour des projets de loi ayant un impact haut en conséquences sur la vie quotidienne d'un nombre potentiellement considérable de citoyens, voire sur les orientations sociologiques de notre collectivité. Dans cette tâche exigeante, le Conseil d'État se doit de respecter la neutralité, l'objectivité, les intérêts justifiés de toutes les parties

en cause, tout en établissant un équilibre entre le rôle régulateur que joue le droit dans une société, et sa fonction de donner à chaque individu une sphère de protection favorisant son épanouissement personnel, voire son bonheur. Un projet du genre de celui sous avis pose des défis particulièrement élevés sous cet angle de vue, alors qu'il s'agit de trouver un juste équilibre entre les intérêts légitimes de la société en tant que telle, et de personnes adultes de même sexe souhaitant se marier.»¹⁴

La Haute Corporation estime que «le volet du texte sous avis ayant trait au mariage homosexuel apporte sans doute la réforme la plus fondamentale au mariage depuis son instauration en 1804 en tant qu'institution de droit civil par le Code civil.»¹⁵

Après avoir dressé l'historique du mariage, le Conseil d'État constate que «dans la conception du mariage la plus universellement reconnue à l'heure actuelle, [...] l'altérité des sexes n'est pas une condition nécessaire au mariage, que le mariage non religieux est une invention très récente, et que les raisons pour se marier valablement reconnues, tant en religion qu'au civil, sont si multiples et variées que la conclusion de la diversité de sexe entre partenaires n'est pas un élément nécessaire et péremptoire pour une union juridique labellisée «mariage.»¹⁶

Elle relève ensuite que «si le droit civil a sans doute un rôle stabilisateur et modérateur dans les sociétés, et se caractérise par conséquent nécessairement par certains traits conservateurs plutôt qu'avant-gardistes ou précurseurs, il faut cependant veiller à ce qu'il ne s'installe pas un déphasage entre la réalité sociologique, sociale et humaine d'une société et les normes civiles appelées à les régir.»¹⁷

Tout en rappelant les principes devant guider le législateur, le Conseil d'État ne se prononce pas expressis verbis en faveur de l'ouverture du mariage aux couples homosexuels. Dans son commentaire de l'article ménageant cette ouverture, il se limite à indiquer que «ces modifications n'appellent pas d'observation du Conseil d'État.»¹⁸

Avis séparé du Conseil d'État¹⁹

Dans un avis séparé, il est relevé que «le principe de précaution, si haut en cours en d'autres domaines, exige qu'au préalable de toute initiative du législateur, une mûre réflexion et un large débat de société soient menés sur toutes les conséquences²⁰ pouvant résulter du changement projeté des paradigmes du mariage.»²¹

L'approche de la Commission juridique qui consiste à scinder le projet de loi n°6172 en deux, pour évacuer d'abord celui relatif au mariage, pour ensuite débattre de ses conséquences, n'est pas approuvé dans cet avis séparé. Les questions relatives à l'adoption devraient, selon la teneur de l'avis séparé, être traitées en premier lieu, et ce dans l'intérêt supérieur de l'enfant, «pour lequel la lisibilité de sa filiation et l'inscription dans une histoire et une lignée sont essentielles pour la construction de son identité.»²²

Pour ces raisons, et celles plus amplement développées dans ses considérations générales, l'avis séparé énonce son opposition à l'ouverture du mariage aux couples de même sexe.

1.4. Questions de droit international privé

Le droit au mariage pour un couple de même sexe soulève quelques questions de droit international privé. En effet, comme le notent les auteurs du projet de loi n°6172, «[d]ans une Europe où la libre circulation des personnes avec une divergence de législation fondamentale entre États concernant le mariage entre deux personnes de même sexe, il faudra néanmoins se préoccuper des conditions de fond qu'un couple de même sexe, dont l'un aurait la nationalité luxembourgeoise et l'autre une nationalité étrangère, doit remplir afin de pouvoir se marier.»²³

14. Projet de loi n°6172A², Avis du Conseil d'État, p. 6

15. Idem, p. 3

16. Idem, p. 5

17. Ibidem

18. Projet de loi n°6172A², Avis du Conseil d'État, p. 8

19. La pratique de l'avis séparé du Conseil d'État est consacrée à l'article 28 alinéa 2 du règlement d'ordre intérieur du Conseil d'État qui dispose que «Chaque membre [du Conseil d'État] a encore le droit de proposer un avis séparé qui peut être appuyé par un ou plusieurs autres membres du Conseil d'État. Cet avis est communiqué à tous les membres ou distribué au plus tard avant la discussion en séance plénière.»

20. Ils citent les questions ayant trait à l'aide médicale à la procréation, à la gestation pour autrui, aux dons anonymes de gamètes, aux manipulations génétiques, à l'adoption d'enfants.

21. Projet de loi n°6172A², Avis séparé du Conseil d'État, p. 18

22. Idem, p. 19

23. Projet de loi n°6172, exposé des motifs, p. 16

1. À travers le dépôt dudit projet, le Gouvernement souhaitait activement lutter contre les mariages dits «simulés» qui d'après l'exposé des motifs constitueraient un phénomène régulier. (Projet de loi n°5908, exposé des motifs, p. 6)

2. Ce projet vise à tenir compte de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, approuvée par une loi du 15 décembre 1988, et ceci notamment dans le domaine du mariage.

3. Ce texte en projet propose entre autres des adaptations à l'état civil, y compris aux mentions à inscrire sur l'acte de mariage.

4. Maks Banens, «Mariage et partenariat de même sexe en Europe – Vingt ans d'expérience», Politiques sociales et familiales, Comparaisons internationales, n°99, mars 2010, p. 73

5. Selon Maks Banens, le Luxembourg faisait alors partie de la deuxième vague.

6. TA, 3 octobre 2005, n°19509 du rôle

7. Reflets – Informations rapides sur les développements juridiques présentant un intérêt communautaire, n°1/2006, p. 23: les auteurs de cette publication qualifient le jugement d'expéditif et le rapprochent d'une décision du Verwaltungsgericht du 9 septembre 2004 qui aboutit au résultat opposé.

8. <http://www.toutleurope.eu/actualite/le-mariage-homosexuel-en-europe.html>

9. Programme gouvernemental 2009, p. 108: Le Gouvernement entend ouvrir le mariage aux couples homosexuels. Le Code civil disposera que «deux personnes de sexe différent ou de même sexe peuvent contracter mariage.»

10. Projet de loi n°6172, exposé des motifs, p. 15

11. Idem, p. 16

12. Idem, p. 16

13. À noter que le représentant de la sensibilité politique ADR déclare donner son accord personnel à ce sujet. (cf. Procès-verbal de la réunion de la commission juridique du 11 janvier 2012, p. 6)



Ainsi, selon les auteurs du projet de loi, la rédaction du Code civil²⁴ s'oppose à ce qu'un ressortissant d'un État qui interdit le mariage homosexuel puisse se marier avec une personne de même sexe. Les auteurs du projet de loi considèrent que les conditions inscrites à l'article 171 du Code civil étaient cumulatives²⁵.

Rosa Lëtzebuerg ne partage pas ce point de vue. L'association rappelle que l'article 171 du Code civil a été introduit en droit luxembourgeois dans le sillage de la ratification de la Convention de la Haye du 14 mars 1978 sur la célébration et la reconnaissance de la validité des mariages²⁶. L'article 3 de cette convention se lisant comme suit:

«Le mariage doit être célébré:

1. lorsque les futurs époux répondent aux conditions de fond prévues par la loi interne de l'État de la célébration, et que l'un d'eux a la nationalité de cet État ou y réside habituellement; ou²⁷

2. lorsque chacun des futurs époux répond aux conditions de fond prévues par la loi interne désignée par les règles de conflit de lois de l'État de la célébration.»

Les autorités luxembourgeoises ne sauront refuser le mariage aux couples homosexuels sur la seule base que la loi nationale d'un des deux futurs époux interdirait un tel mariage. Y voir des conditions cumulatives, quod non, conduirait à établir une nouvelle discrimination fondée sur la nationalité.

La Commission juridique a dans le cadre de l'instruction du présent projet de loi tenu compte de cette observation en faisant clairement ressortir le caractère alternatif des deux règles de droit international privé inscrit à l'article 171 du Code civil, ce qui trouve d'ailleurs l'accord du Conseil d'État²⁸.

2. De l'adoption

2.1. Le projet initial

Les auteurs du projet de loi initial ont opté pour l'ouverture de l'adoption simple aux couples mariés de même sexe²⁹. Cette approche est privilégiée alors que, d'une part, l'adoption simple laisse subsister les liens avec les parents biologiques et, d'autre part, l'enfant ainsi adopté garde une personne de référence de chaque sexe, c'est-à-dire son parent biologique ou ses parents biologiques et a le bénéfice d'un couple «supplémentaire» de parents, ses parents adoptifs.

Dans son avis du 15 octobre 2010, l'ORK indique que «l'évolution rapide des mœurs dans la société luxembourgeoise permettra d'exclure un jour, toute stigmatisation préjudiciable d'un enfant du seul fait d'avoir été adopté ou de séjourner auprès de deux parents de même sexe.»³⁰

Pourtant, il semble partagé sur le point de savoir s'il faut à ce stade ouvrir l'adoption plénière aux couples de même sexe. D'une part, l'ORK estime que, d'un point de vue légal, l'exclusion systématique des couples homosexuels du régime d'adoption plénière n'est plus justifiée. L'aptitude pour un couple homosexuel, comme pour tout autre couple, d'accueillir un enfant devrait en effet être appréciée dans le cadre de l'enquête sociale à laquelle il sera procédé avant toute adoption plénière. D'autre part, «l'ORK rappelle qu'à ses yeux, l'adoption simple doit néanmoins en toutes circonstances être privilégiée par rapport à l'adoption plénière alors qu'elle permet le maintien des relations avec la famille d'origine (comprenant un père et une mère).»

L'ORK continue en évoquant l'importance des enquêtes sociales et qui permettraient «de

scruter la situation sociale et les motivations des futurs parents adoptants». Les rapports établis par la suite devraient de l'avis de l'ORK se concentrer sur la capacité et la responsabilité des personnes à devenir parent et non pas sur leur destin ou choix de vie.

Les enquêtes sociales sont par ailleurs jugées déterminantes par le Guide de Bonne Pratique pour l'application de la Convention de la Haye pour une meilleure réalisation/exécution des adoptions internationales. L'autorité centrale du pays d'origine devra, en effet, déterminer, si le placement envisagé est dans l'intérêt supérieur de l'enfant. La décision de placement implique d'identifier, parmi les parents jugés qualifiés et aptes à adopter, ceux qui pourraient le mieux répondre aux besoins de l'enfant.

Le CET adopte une position moins nuancée face au choix des auteurs du projet de loi de n'ouvrir que l'adoption simple aux couples de même sexe. «Par la différence maintenue entre adoption simple et adoption plénière, cette égalité de traitement et de chances n'est pas donnée.»³¹

Le CET va même plus loin en récusant à l'adoption plénière toute raison d'être, alors qu'elle enlève à l'enfant adopté tout droit de connaître ses parents biologiques, droit expressément consacré par la Convention internationale des droits de l'enfant de l'ONU du 20 novembre 1989 et auquel adhère le Gouvernement dans l'exposé des motifs au projet de loi initial. Si, pour quelque raison, le Gouvernement souhaiterait maintenir les deux types d'adoption, le CET estime que la seule ouverture de l'adoption simple aux couples mariés de même sexe, tandis que les couples mariés hétérosexuels pourront toujours procéder à une adoption plénière crée une nouvelle discrimination fondée sur l'orientation sexuelle.

En résumé, le CET se félicite de la réforme du mariage. Pour ce qui est de la réforme de l'adoption, le CET considère que «du moment que l'intérêt supérieur de l'enfant est garanti et ceci au moyen d'une enquête sociale digne de ce nom, l'orientation sexuelle ou l'état civil d'une personne ne devraient plus être décisifs.»³²

2.2. La position gouvernementale suivie par la Commission juridique

Dans le contexte de la scission du projet de loi n°6172, la Commission juridique n'a pas examiné dans ses amendements du 16 mai 2012 la partie du projet se rapportant à l'adoption. Dans son avis du 27 novembre 2012, le Conseil d'État attire l'attention des auteurs des amendements parlementaires sur le fait qu'à ce stade le projet de loi a pour effet d'étendre aux époux homosexuels tous les droits que le Code civil reconnaît aux époux hétérosexuels, donc également ceux en matière d'adoption.

En réponse à cette observation du Conseil d'État, la Commission juridique, en tenant compte de la position gouvernementale en la matière, propose d'insérer dans le projet de loi un article 367-4 nouveau:

«L'adoption plénière prévue aux articles 367 et 367-1 ne peut pas être demandée par des conjoints de même sexe.»

2.3. L'opposition du Conseil d'État

Dans son avis complémentaire du 4 juin 2013, le Conseil d'État déclare être dans l'impossibilité d'accorder la dispense du second vote constitutionnel en ce qui concerne la disposition visant à interdire l'adoption plénière aux conjoints de même sexe à défaut pour les auteurs de fournir un autre argument susceptible de justifier la disparité envisagée au regard de l'article 10bis de la Constitution et de l'article 14 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Pour étayer sa position, le Conseil d'État renvoie à un arrêt du 19 février 2013 de la Grande Chambre de la Cour européenne des droits de l'Homme (X et autres c. Autriche, requête n°19010/07) qui observe que «les différences [de traitement] fondées sur l'orientation sexuelle doivent, tout comme les différences fondées sur le sexe, être fondées sur des raisons particulièrement solides et convaincantes et que «le principe de proportionnalité exige dès lors non seulement que la mesure soit normalement de nature à permettre la réalisation du but recherché, mais il oblige également qu'il est nécessaire pour atteindre ce but (en l'espèce la protection de l'enfant) d'exclure certaines personnes (en l'espèce les personnes vivant dans une relation homosexuelle) du champ d'application de la mesure dont il s'agit». La Cour a ainsi précisément reproché au Gouvernement autrichien de ne pas avoir établi l'affirmation que seules les familles com-

posées de parents de sexes opposés soient capables d'élever convenablement un enfant.³³

Cela ne signifierait pas pour autant que le droit de l'adoption évolue dans le sens d'accorder aux conjoints, indépendamment de leur orientation sexuelle, un droit à l'enfant.

Le Conseil d'État soulève enfin un sujet discuté en France, dans le contexte de l'ouverture du mariage aux couples de même sexe et des possibilités d'adoption, et ayant trait au droit des adoptés de connaître leurs origines biologiques. Le Conseil propose ainsi de mettre en place un dispositif permettant à l'adopté de lever le secret sur ses origines, quel que soit le type d'adoption. Ici encore la Cour européenne des droits de l'Homme aurait jugé que la loi doit donner à l'enfant adopté la possibilité de demander soit l'accès à des informations non identifiantes sur ses origines, soit la réversibilité du secret sur l'identité des parents biologiques.^{34,35}

2.4. La solution retenue

Suite à l'avis complémentaire du Conseil d'État, la commission a longuement débattu de la démarche à suivre. Il est finalement retenu de procéder à une étude de droit comparé des régimes en vigueur dans nos pays voisins dont on peut retenir ce qui suit:

- En France, la loi, entrée en vigueur le 18 mai 2013, autorise tout à la fois le mariage entre couples homosexuels et toute forme d'adoption par ces couples, alors qu'en France il existe la différenciation entre adoption plénière et simple.

- En Belgique, le mariage entre couples homosexuels a été introduit en 2003, mais l'adoption leur a seulement été ouverte en 2006.

- Aux Pays-Bas, dès 2001, les couples homosexuels ont obtenu le droit de se marier et d'adopter sur le plan national et international. Or, face aux refus de certains pays d'autoriser que des enfants y ressortissants puissent ainsi être adoptés, l'adoption a dû être réformée. Désormais l'adoption internationale est fermée aux couples homosexuels alors qu'ils continuent de pouvoir accéder à l'adoption nationale.

Face au constat que la réforme amorcée en France était trop récente pour en tirer des conclusions et que le régime néerlandais de 2001 a dû faire l'objet d'ajustements, il est finalement décidé de se concentrer sur l'exemple belge.

Le modèle belge connaît, comme le Luxembourg, les deux régimes d'adoption. Et lors de l'introduction du mariage homosexuel en 2003, le législateur belge a ouvert l'adoption (simple et plénière), nationale et internationale, aux couples homosexuels, qu'ils soient mariés ou non.

Malgré cette ouverture formelle, on constate qu'en pratique les adoptions par des couples homosexuels ne sont presque exclusivement que des adoptions nationales. Or, de telles adoptions sont très rares.

Pour ce qui est des adoptions internationales, il convient de rappeler que le pays d'origine de l'enfant adopté doit accepter ce type d'adoption, alors que l'adoption doit être prononcée dans le pays de l'adopté qui applique sa propre loi. Beaucoup de pays originaires d'enfants adoptés sont toutefois de plus en plus réticents d'accorder des adoptions en faveur d'adoptants de pays tiers. Une baisse est en effet constatée depuis plusieurs années. Celle-ci concerne tous les pays du monde et ce pour plusieurs raisons. La principale en est que de plus en plus de pays d'origine ont ratifié la Convention de La Haye, qui dispose notamment que les enfants doivent être en priorité élevés dans leur famille ou adoptés dans leur propre pays. D'autre part, «le développement socio-économique des États d'origine des enfants a pour conséquence une diminution du nombre d'enfants abandonnés et une augmentation des adoptions nationales. La politique de certains gouvernements des États d'origine favorise les adoptions nationales et exprime un besoin en adoption internationale concernant de plus en plus des enfants dits à besoins spécifiques, c'est-à-dire des enfants plus âgés, des enfants en fratrie ou encore des enfants porteurs de maladies ou de handicaps.»³⁶

3. Autres changements concernant le mariage et l'état civil

3.1. Lutte contre les mariages simulés

Reprenant en partie le texte du projet de loi n°5908, la Commission juridique souscrit aux

33. Projet de loi n°6172A⁵, Avis complémentaire du Conseil d'État, p. 3

34. Pour plus de détails, il est renvoyé au document parlementaire n°6172A⁵

35. Notons que le droit de l'enfant de connaître ses origines biologiques sera traité dans le projet de loi n°6568 portant réforme du droit de la filiation.

36. Rapport d'activité 2013, Ministère de la Famille, p. 108

objectifs de lutte contre les mariages simulés, i. e. de protéger les victimes contre des manœuvres frauduleuses et de rendre à l'institution du mariage sa valeur et sa crédibilité qui se trouvent altérées par les détournements que constituent les mariages simulés.³⁷

Les auteurs dudit projet de loi n°5908 expliquent que la notion de mariages simulés vise deux phénomènes, qui peuvent des fois se recouper:

1) le mariage de complaisance, encore appelé mariage blanc ou fictif, qui a été exclusivement contracté soit à des fins migratoires, soit pour obtenir un avantage professionnel, social, fiscal ou successoral;

2) le mariage forcé dans lequel le conjoint se trouve privé soit de la liberté de se marier ou de rester célibataire, soit de choisir son conjoint.³⁸

Plusieurs moyens sont envisagés pour endiguer le développement de ces deux phénomènes.

D'un point de vue préventif, les auteurs du projet de loi n°5908 envisagent tout d'abord la possibilité pour les officiers de l'état civil de procéder à des auditions des futurs conjoints. En plus, le procureur d'État pourra prononcer le sursis à la célébration du mariage, voire former opposition contre le mariage, ces décisions pouvant cependant faire l'objet d'une procédure de mainlevée judiciaire qui sera mise en place par le présent projet de loi.

Sur le plan «répressif», le procureur d'État aura premièrement la possibilité de demander l'annulation du mariage. Il est également proposé de créer de nouvelles infractions pénales.

Dans le cadre de l'examen des propositions gouvernementales en la matière, la Commission juridique a décidé de ne pas consacrer la faculté d'une audition préalable des futurs conjoints par l'officier de l'état civil.

En effet, outre des interrogations comme celle relative à la qualification professionnelle de l'officier de l'état civil quant à la tenue d'une audition des futurs conjoints, les membres de la Commission juridique ne sont pas convaincus d'une application cohérente et uniforme par les services de l'état civil des actuelles 106 communes luxembourgeoises. Partant, et à défaut d'avoir l'assurance d'une application strictement uniforme parmi lesdits services de l'état civil, il existe le risque de provoquer une sorte de «forum shopping» concernant le lieu de célébration du mariage.

De plus, des interrogations subsistent sur la valeur juridique et le caractère contraignant de l'entretien préalable des futurs conjoints effectué par l'officier de l'état civil.

Selon les membres de la Commission juridique, le pouvoir décisionnel dont sera investi le Ministère public permettra une application cohérente et uniforme des dispositions afférentes, et ce dans un souci de sécurité juridique. Par contre, l'officier de l'état civil aura en tout cas la faculté de saisir le procureur d'État en fonction du caractère certain et pertinent des indices sérieux laissant présumer que le mariage envisagé constitue un mariage susceptible d'être vicié.

Dans son avis du 27 novembre 2012, le Conseil d'État se demande si les arguments avancés par la Commission juridique et ayant trait à la compétence des officiers de l'état civil de procéder à l'audition et à l'efficacité de cette procédure, ne pourraient pas être transposés aux moyens d'actions mis à disposition des officiers de l'état civil suivant les amendements parlementaires. En effet, la commission parlementaire supprime l'audition préalable des futurs époux au motif qu'elle a des interrogations quant à la qualification professionnelle de l'officier de l'état civil et quant à l'application uniforme et cohérente du dispositif prévoyant l'audition par les services de l'état civil des différentes communes.

La commission parlementaire décide de passer outre l'observation du Conseil d'État et maintient la notion d'«indices sérieux» sur lesquels l'officier de l'état civil peut se baser pour surseoir à célébrer le mariage.

Toujours dans le cadre de lutte ex ante contre les mariages simulés, la Commission juridique propose de requérir à titre de condition de fond la présence physique des deux personnes qui veulent contracter mariage devant l'officier de l'état civil. Cette condition régira toutes les situations de mariage susceptibles de tomber sous le champ d'application de la loi luxembourgeoise et ce indifféremment de la condition de nationalité du ou des deux futurs époux. La possibilité de pouvoir obtenir au préalable une dérogation à cette condition de présence n'a finalement pas été retenue, alors que le Conseil d'État a demandé la suppression de celle-ci.

37. Projet de loi n°5908, exposé des motifs, p. 6

38. Ibidem

24. Et plus particulièrement l'article 171 du Code civil qui dispose que «Le mariage doit être célébré:

1° dans le cas où un des futurs conjoints est de nationalité luxembourgeoise ou réside habituellement au Luxembourg, lorsque les deux futurs époux satisfont aux conditions de fond de la loi luxembourgeoise;

2° lorsque chacun des futurs époux remplit les conditions de fond exigées par la loi applicable à son statut personnel.»

25. Selon les auteurs du projet de loi initial, la position luxembourgeoise diffèrera sur ce point de celle des Pays-Bas, de la Belgique ou de l'Espagne.

26. Notons finalement que même si la Convention de la Haye susmentionnée fut signée par 6 pays (en plus des trois pays mentionnés ci-après, l'Égypte, la Finlande et le Portugal), seuls trois États contractants l'ont ratifiée à ce jour: le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Australie.

27. La conjonction «ou» a été omise au moment de la rédaction de l'article 171 du Code civil. Elle doit pourtant être sous-entendue.

28. Projet de loi n°6172A², Avis du Conseil d'État, p. 11

29. Il est en même temps envisagé d'autoriser l'adoption simple par les partenaires au sens de la loi modifiée du 9 juillet 2004 (peu importe leur orientation sexuelle)

30. Projet de loi n°6172³, Avis de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand, p. 4

31. Projet de loi n°6172⁵, Avis du Centre pour l'égalité de traitement, p. 1

32. Idem, p. 3



Sur le plan répressif, la Commission juridique va au-delà des propositions gouvernementales en introduisant de nouvelles causes de nullité. Ainsi, il est décidé de suivre le législateur belge qui, en plus de l'absence de consentement, a consacré un article spécifique au mariage de complaisance. Il s'ensuit qu'«il n'y aura [dès l'entrée en vigueur de ce projet de loi] pas de mariage, lorsque, bien que les consentements formels aient été donnés en vue de celui-ci, il ressort d'une combinaison de circonstances que l'intention de l'un au moins des conjoints n'est manifestement pas la création d'une communauté de vie durable, mais vise uniquement l'obtention d'un avantage en matière de séjour, lié au statut de conjoint». Il sera dès lors possible d'obtenir l'annulation du mariage sans devoir faire le détour de la théorie du défaut de consentement.

La nullité du mariage pourra également résulter de ce que l'un des conjoints se trouve sous l'empire d'une violence ou d'une menace, voire d'une contrainte, y compris la crainte révérencielle envers un ascendant. Il s'agit en l'espèce de deux fondements spécifiques pour les demandes d'annulation de mariages forcés.

Il échet de noter que les prérogatives du ministre public sont par ailleurs étendues alors qu'il pourra désormais former opposition pour les cas où il pourra légalement demander la nullité du mariage. Ce faisant, un parallélisme est établi entre les procédures d'opposition et d'annulation, d'autant plus que le rôle du procureur d'État est bel et bien d'assurer l'ordre public.

Le procureur d'État a à l'avenir la possibilité de demander la nullité du mariage, dans le cas où le consentement d'un conjoint a été vicié, compétence dont il ne dispose pas actuellement. D'un point de vue procédural, l'opposition du procureur d'État reste valable aussi longtemps qu'une mainlevée judiciaire n'aura été prononcée, à la différence des oppositions formées par un membre de la famille des futurs conjoints qui deviennent, sauf renouvellement, caduques après l'écoulement d'un délai de six mois.

3.2. Âge légal du mariage

Le Code Napoléon avait fixé à l'époque l'âge légal du mariage pour la femme à 15 ans et pour l'homme à 18 ans.

Ce n'est qu'en 1992 que cet âge légal du mariage a fait l'objet d'adaptations. Aux termes d'amendements gouvernementaux au projet de loi n°2557 relatif à la protection de la jeunesse, l'âge de nubilité pour la femme a été relevé à 16 ans.

Nous nous trouvons aujourd'hui en face d'une nouvelle approche. En effet, selon les auteurs du projet de loi n°5914, «l'âge légal du mariage pour les femmes fixé à 16 ans ne répond plus aux exigences et à la réalité d'une société moderne, ni au statut que les femmes ont acquis aujourd'hui. [...] À l'âge de 16 ans, la personne est considérée comme étant un enfant au regard de la Convention internationale relative aux droits de l'enfant. Fixer l'âge légal du mariage pour les jeunes femmes à 16 ans revient à permettre le mariage d'enfants, ce qui contrevient également aux lois portant sur les enfants en ce qui concerne leur protection contre les discriminations, ainsi que la protection et le développement de leur intérêt supérieur et de leur bien-être.»³⁹

L'alignement de l'âge légal du mariage des femmes sur celui des hommes⁴⁰ permettrait ainsi de rétablir l'égalité des sexes et de lutter contre les mariages d'enfants, surtout dans les cas où ceux-ci sont arrangés ou forcés.

Quoiqu'il en soit, les auteurs du projet de loi restent attachés au régime dérogatoire inscrit dans le Code civil. Il est ainsi prévu de permettre, à titre exceptionnel, dans des circonstances graves et justifiées, le mariage de personnes âgées de moins de 18 ans.

À la différence de la position gouvernementale, la Commission juridique estime, en suivant en cela l'avis du Conseil d'État⁴¹, qu'il serait opportun d'accorder compétence au juge des tutelles pour lever la prohibition ayant trait à l'âge des futurs conjoints, et ce pour des motifs graves. Par rapport à la situation actuelle, le juge des tutelles sera ainsi amené à statuer dans une seule et même procédure judiciaire sur le volet relatif (i) à la dispense d'âge et celui relatif (ii) au consentement des parents. De même, l'articulation du texte proposé permet au juge saisi, dans son appréciation du dossier, de tenir compte de l'intérêt de l'enfant.

Le juge des tutelles pourra également être saisi dans les cas d'un refus des parents à consentir au mariage de leur enfant mineur.

Notons enfin qu'il appartient désormais à une autorité judiciaire, i. e. le procureur d'État territorialement compétent de lever les prohibitions du mariage entre l'oncle et la nièce ou le neveu, la tante et le neveu ou la nièce. La loi du 23 avril 1827 pourra de ce fait être abrogée.

3.3. Examen prénuptial

Dans leur réunion du 7 mars 2012, les membres de la Commission juridique sont informés, par l'intermédiaire de M. le Ministre de la Justice, de la demande de M. le Ministre de la Santé de supprimer l'exigence d'un certificat médical comme condition préalable à la célébration du mariage.

À cet égard, il est relevé qu'en France l'examen médical prénuptial a été abrogé avec effet au 1^{er} janvier 2008 par la loi n°2007-1787 du 20 décembre 2007 relative à la simplification de droit, article 8-I.

Un avis daté au 2 juin 2010 du Conseil supérieur de l'hygiène transmis au Ministre de la Santé a conclu que «l'examen prénuptial, dans sa forme actuelle, peut être aboli sans risque sanitaire pour la population résidente».

Ledit Conseil supérieur de l'hygiène constate que:

«- L'objectif de cet examen était à l'origine de détecter les affections susceptibles de constituer un risque pour la descendance du jeune couple. Cependant, depuis 1972, la proportion d'enfants nés hors mariage a considérablement augmenté, l'examen prénuptial ne permet donc plus de couvrir adéquatement les jeunes adultes avant leur accession au statut de parent.

- D'après les données de la Direction de la Santé, 2 cas de tuberculose maladie ont été détectés à la suite de 10.784 examens prénuptiaux durant la période 2007-2009. Pour les autres maladies faisant l'objet d'un dépistage (rubéole, syphilis, toxoplasmose), la proportion de dépistages ayant abouti à une action (vaccination, traitement ou recommandations préventives) n'est pas connue (durant la période 2007-2009), mais la fréquence des femmes en âge de procréer qui sont séronégatives pour la rubéole est infime.»

Le Ministre de la Santé conclut que «L'instauration du médecin référent dont les missions sont définies à l'article 19bis du Code des assurances sociales permettra également de mieux cibler les efforts de prévention et de promotion de la santé.»

Sans attendre le dépôt d'un projet de loi du Ministre de la Santé, les membres de la Commission juridique proposent de supprimer l'exigence du certificat médical tel qu'actuellement prévu.

Ainsi, la loi du 19 décembre 1972 portant introduction d'un examen médical avant mariage et modification des articles 63, 75 et 169 du Code civil, inspirée de l'ordonnance n°45-2720 du 2 novembre 1945 sur la protection maternelle et infantile (qui rendait obligatoire le certificat d'examen médical avant mariage), sera abrogée.

Nonobstant ce qui précède, il est toujours loisible aux futurs conjoints de procéder, de leur propre volonté, aux examens médicaux qu'ils estiment utiles. Cependant, l'officier de l'état civil ne pourra en tout cas plus subordonner la célébration du mariage à la production d'un certificat médical.

3.4. Délai de viduité

Dans le cadre du projet de loi n°5155 portant réforme du divorce, le Gouvernement avait déclaré vouloir supprimer le délai de viduité en cas de divorce:

«Chacun des époux divorcés pourra se remarier dès que la décision de divorce aura force de chose jugée. La présomption de paternité du précédent mari de la mère n'est plus applicable dans le cas de remariage de la femme après divorce. Le délai de viduité [au contraire] est maintenu en cas de décès du mari, afin de protéger les droits des enfants à naître et surtout leurs droits successoraux.»⁴²

Par la suite, et alors que l'instruction dudit projet de loi se trouvait dans une impasse, le Gouvernement déposait le projet de loi n°5914, qui par souci de cohérence juridique reprenait les modifications envisagées dans le cadre du projet de loi n°5155, tout en les complétant à travers la suppression du délai de viduité imposé dans le chef de la femme veuve dont le mariage est dissout suite au décès du conjoint.

Ces changements ont, sur proposition de la commission juridique, trouvé leur entrée dans le projet de loi n°6172A.

3.5. Réforme de l'état civil

À côté de quelques modifications terminologiques, telles que le remplacement de la notion d'époux par celle de conjoint, le projet de loi prévoit quelques changements des actes de l'état civil dont notamment:

a) Dans le cadre du projet de loi n°6039, les auteurs du projet de loi proposent de supprimer parmi les mentions à figurer sur les actes de l'état civil des indications sur les professions des personnes concernées.

«En effet, la mention de la profession au niveau des actes de l'état civil ne présente plus de valeur ajoutée. Originellement, la profession servait à faire la distinction entre les habitants d'un village qui portaient les mêmes noms. Aujourd'hui, il y a d'autres procédés pour faire cette distinction. Par ailleurs, la loi du 13 mai 2008 portant introduction d'un statut unique pour les salariés du secteur privé a mis fin à la distinction entre ouvriers et employés. Enfin, la profession, qui peut changer d'un jour à l'autre, donne souvent lieu à des contestations de la part de déclarants qui se voient refuser par l'officier de l'état civil une désignation particulière, comme par exemple l'indication d'un grade académique ou toute autre indication portant sur une position hiérarchique.»⁴³

La Commission juridique décide d'intégrer ces modifications, qui ont par ailleurs trouvé l'accord du Conseil d'État, dans le projet de loi n°6172A.

b) Un autre changement déjà amorcé dans le cadre du projet de loi n°5908 concerne la force probante des actes de l'état civil étranger.

Les auteurs dudit projet de loi écrivaient que cette modification viserait à offrir la possibilité à

tout destinataire d'un acte de l'état civil étranger d'en décider le rejet pour irrégularité, falsification ou mensonge, après avoir, le cas échéant, procédé à toutes les vérifications utiles. Autrement dit, la valeur probante de ces actes étrangers ne sera plus absolue dans la mesure où il sera désormais possible d'opposer des doutes au sujet de l'authenticité ou la véracité de ces actes.⁴⁴

Alors que cette modification avait déjà reçu l'aval du Conseil d'État⁴⁵, lequel soulignait par ailleurs que «cette modification devra permettre à lutter contre la fraude en matière d'actes de l'état civil étrangers»⁴⁶, la Commission juridique décide de l'intégrer dans le projet de loi n°6172A. Elle juge toutefois utile d'apporter certaines précisions quant à la procédure de vérification des actes de l'état civil étranger en s'inspirant du libellé de l'article 22-1 de la loi française n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations telle que modifiée. Ainsi, il incomberait à l'officier de l'état civil d'informer, en cas de doute sur l'authenticité ou l'exactitude de l'état civil étranger, le procureur d'État qui pour sa part procédera ou fera procéder aux vérifications utiles.

Dans son avis du 27 novembre 2012, le Conseil d'État s'oppose formellement à la proposition parlementaire en ce qu'il ne résulterait pas clairement de celle-ci qui prend la décision de surseoir à la transcription d'un acte civil étranger, le procureur d'État ou l'officier de l'état civil. Il recommande aux membres de la commission juridique de s'inspirer plutôt de la nouvelle procédure de lutte contre les mariages simulés (nouvel article 175-2 du Code civil), ce à quoi fait droit la Commission juridique.

44. Projet de loi n°5908, commentaire des articles, p. 8

45. Projet de loi n°5908³, Avis du Conseil d'État, p. 5

46. Ibidem

43. Projet de loi n°6039, exposé des motifs, p. 3

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 16.05.2012

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

06.02.2013 Examen de l'avis du Conseil d'État

20.02.2013 Examen de l'avis du Conseil d'État

06.03.2013 Présentation et adoption d'une série d'amendements

05.06.2013 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État;
Échange de vues

12.06.2013 Continuation de l'examen du projet de loi

19.06.2013 Continuation de l'examen du projet de loi

26.06.2013 Continuation de l'examen des projets de loi

29.01.2014 Continuation de l'examen du projet de loi

05.02.2014 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

12.02.2014 Présentation et adoption d'une série d'amendements

19.03.2014 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

21.05.2014 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

28.05.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.06.2014

ILNAS

6315 - Projet de loi

- portant réorganisation de l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services et portant organisation du cadre général pour la surveillance du marché dans le contexte de la commercialisation des produits,

- modifiant

*** la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures,**

*** la loi modifiée du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits,**

*** la loi modifiée du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie,**

*** la loi du 25 mars 2009 relative à la compatibilité électromagnétique,**

*** la loi modifiée du 27 mai 2010 relative aux machines,**

*** la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets, et**

*** la loi du 21 décembre 2012 concernant les équipements sous pression transportables,**

- abrogeant la loi modifiée du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services

L'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services (désigné par son acronyme «ILNAS») est une administration placée sous l'autorité du ministre ayant l'Économie dans ses attributions et a été créé par la loi du 20 mai 2008. Cette loi sera abrogée et remplacée par le présent projet de loi.

Tel qu'amendé, ce projet de loi a comme objectif principal:

- d'adapter le fonctionnement de l'ILNAS à la législation européenne et aux normes européennes et internationales en vigueur;

- de renforcer le cadre général de la surveillance du marché des produits fabriqués;

- de transférer l'ensemble des directives «Nouvelle approche» qui sont dans la compétence de l'Inspection du travail et des mines vers l'ILNAS, et

- de créer un Bureau national de métrologie.

39. Projet de loi n°5914, exposé des motifs, p. 5

40. Cette décision trouve également l'accord de la Chambre des Salariés. (cf. Projet de loi n°6172¹, Avis de la Chambre des Salariés, p. 2)

41. Projet de loi n°5914⁶, Avis du Conseil d'État, p. 3

42. Projet de loi n°5155, commentaire des articles, p. 23



Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur,
le 10.08.2011

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur
et de l'Économie solidaire

- 12.07.2012 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
- 24.01.2013 Examen de l'avis du Conseil d'État
- 31.01.2013 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
- 07.02.2013 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
- 28.02.2013 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
- 26.09.2013 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- Travaux de la Commission de l'Économie
(Président: M. Franz Fayot):
- 16.01.2014 Confirmation du rapporteur
- 16.01.2014 Présentation du projet de loi
- 23.01.2014 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
- 10.04.2014 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
- 08.05.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport
- 22.05.2014 Examen du quatrième avis complémentaire du Conseil d'État
Adoption d'un projet de rapport complémentaire

Vote en séance publique: 19.06.2014

Fonds national de la recherche publique

6420 - Projet de loi

- **modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un Fonds national de la recherche dans le secteur public;**

- **modifiant la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg**

Le projet de loi a pour objet d'adapter la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un Fonds national de la recherche dans le secteur public (ci-après: «FNR») au développement qu'a connu le système national de la recherche publique au cours de la dernière décennie, avec notamment la création de l'Université du Luxembourg et l'introduction de conventions pluriannuelles dites «contrats de performance» avec les centres de recherche.

1. Mise à jour des missions du FNR

Le projet de loi clarifie les missions actuelles du FNR en précisant la nature et les objectifs de l'action du fonds qui s'inscrit dans le cadre général de la politique nationale définie par le Gouvernement et en mettant en exergue le rôle du fonds comme instrument principal de la mise en œuvre de la politique gouvernementale dans le domaine de la recherche. Les activités de soutien du FNR en faveur de la recherche et des chercheurs seront complétées à l'avenir par des initiatives et des approches de valorisation des résultats en vue de maximiser les effets économiques, sociaux ou culturels des activités de recherche.

L'activité principale du FNR consiste à financer la recherche par l'intermédiaire de programmes pluriannuels en sélectionnant les meilleurs projets d'un point de vue scientifique, tout en tenant compte de leur potentiel économique, social ou culturel.

Dans le temps, les activités de financement du FNR se limitaient prioritairement à la recherche dans une optique de développement et de consolidation des compétences scientifiques de ses bénéficiaires. Vu que les activités du FNR ont une importance pour le développement socio-économique du pays, le projet de loi introduit également la notion de valorisation des résultats de la recherche publique au niveau des missions du Fonds.

2. Redéfinition du cadre des organismes éligibles pour une intervention du FNR

Au fil des dernières années, un certain nombre d'établissements, d'administrations ou d'organismes publics ont entrepris des activités de recherche en vue de l'accomplissement de leurs missions. Ces activités sont toutefois exclues du financement par le FNR.

Afin de permettre à ces organismes de bénéficier du financement du FNR, le cercle des bénéficiaires sera défini comme suit:

a) les établissements publics ayant la recherche inscrite comme mission principale

dans leur base légale;

b) les organismes, services et établissements publics qui entreprennent dans les domaines qui les concernent des activités de recherche;

c) les associations et les fondations sans but lucratif régies par les dispositions de la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif entreprenant, dans les domaines qui les concernent, des activités de recherche.

3. Convention pluriannuelle entre l'État et le FNR

Afin de renforcer l'autonomie du FNR, le projet de loi prévoit que les relations entre le FNR et l'État seront régies, d'une part, par une convention pluriannuelle portant sur la politique générale du FNR, ses choix stratégiques, ses activités ainsi que sur les objectifs à atteindre et, d'autre part, sur les moyens mis à sa disposition par l'État selon les procédures budgétaires en vigueur. Les conventions pluriannuelles font référence aux contrats de performance conclus avec les centres de recherche publics.

4. Clarification de la gouvernance du FNR

Le FNR se compose de deux organes, le conseil d'administration et le conseil scientifique. Dans une perspective de renforcement de l'autonomie du FNR, les rôles respectifs des organes en question sont redéfinis.

Désormais, le conseil d'administration sera composé uniquement de personnalités externes au FNR. Les membres du conseil sont choisis en fonction de leur compétence et de leur expertise en matière de recherche et de gestion de programmes et de projets scientifiques ainsi que de valorisation de la recherche. Le nombre de ses membres sera réduit de douze à neuf. Les représentations d'office de différents ministères au sein du conseil d'administration sont abolies. En contrepartie, le législateur introduit la fonction de commissaire du Gouvernement. Le commissaire participe aux séances du conseil d'administration avec voix consultative. À préciser que le conseil d'administration n'est plus appelé à prendre toutes les décisions en relation avec la gestion du FNR. Il définit la politique générale et la stratégie du FNR dans le cadre des objectifs définis par une convention pluriannuelle. À rappeler que le nombre des membres du conseil d'administration est fixé à neuf. Ils sont nommés et révoqués par arrêté grand-ducal sur proposition du Gouvernement en Conseil.

Le secrétaire général, qui est le chef de l'exécutif, dirige le FNR tout en lui conférant et la cohérence et l'unité obligatoires. Il met en œuvre la stratégie définie par le conseil d'administration et prend toutes les décisions en relation avec la gestion journalière du FNR. Ainsi, le présent projet de loi renforce le rôle confié au secrétaire général, dans la mesure où la loi de 1999 lui conférait un caractère essentiellement administratif.

Quant au conseil scientifique, il convient de noter qu'à l'avenir, les bénéficiaires du FNR ne

feront plus partie des membres de ce conseil. Il va sans dire que ce changement au niveau de la composition du conseil scientifique, conseillé par des spécialistes externes en 2006 lors de l'évaluation réalisée par l'OCDE, s'explique par la nécessité de veiller à ce que les décisions soient prises en toute transparence et neutralité. Comme la composition du conseil scientifique est modifiée de manière à recruter des experts indépendants qui ne sont pas engagés dans une entité éligible auprès du FNR, l'article 18 du projet de loi supprime le paragraphe 7 de l'article 13 de la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, qui prévoit deux représentants de l'Université du Luxembourg au conseil scientifique du FNR.

5. Introduction d'aides à la formation-recherche dites «collectives»

Le dispositif des aides à la formation-recherche (AFR) est modifié de façon à introduire la possibilité de contribuer au financement d'écoles doctorales ou écoles de recherche par l'intermédiaire des AFR. À noter que les critères d'évaluation pour les subventions collectives d'aide à la formation-recherche s'appliquent non pas au projet individuel mais au programme pluriannuel de l'école doctorale à financer. Les écoles doctorales, qui apportent aux doctorants une culture pluridisciplinaire dans le cadre d'un projet scientifique cohérent, organisent la formation des futurs docteurs tout en préparant leur insertion dans la vie professionnelle.

Dans le cas des AFR individuelles, le chercheur adresse sa demande de subvention au FNR. Pour les AFR de type collectif, c'est l'établissement d'accueil qui formule la demande. Celle-ci se fait sur base d'un programme pluriannuel de recherche et de formation qui décrit en détail les objectifs et l'envergure de l'école doctorale en termes de chercheurs pour une durée de trois à quatre ans. Le but majeur du programme est d'améliorer les conditions générales de travail et de perspectives de carrière des chercheurs en donnant aux chercheurs l'accès aux contrats de travail et des possibilités de formation complémentaire.

6. Fonctionnarisation des agents actuellement engagés en tant qu'employés de l'État

Outre les modifications apportées à la loi du FNR, le projet de loi procède à la fonctionnarisation des employés de l'État du département Recherche et Innovation du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. En raison de l'absence d'un cadre effectif prévu par la loi, les renforcements en personnel se sont faits par la voie de recrutements d'agents de la carrière de l'employé de l'État. Comme ces agents assument des tâches relatives à l'exécution de missions souveraines de l'État, assurées en principe par un fonctionnaire, le projet de loi sous rubrique redresse cette situation en faisant bénéficier les agents du département Recherche et Innovation du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du statut de fonctionnaire d'État.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,
le 03.04.2012

Rapporteur: M. André Bauler

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des
Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

- 19.04.2012 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
- 10.12.2012 Examen de l'avis du Conseil d'État
- 10.01.2013 Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
- 14.03.2013 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 06.06.2013 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 03.02.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur
Présentation des amendements gouvernementaux du 20 novembre 2013
Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
- 24.02.2014 Adoption d'une série d'amendements parlementaires
- 24.04.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur
- 12.05.2014 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'État
- 30.06.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.07.2014

«Patienterechter»

6469 - Projet de loi relatif aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé et modifiant:

- **la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers;**

- **la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;**

- **le Code civil**

Le projet de loi a comme but l'instauration légale d'un corps de droits et d'obligations réglant la relation entre le patient et les prestataires de soins. Celle-ci constituait une priorité du programme gouvernemental 2009-2014 et fut confirmée par le Gouvernement issu des élections anticipées du 20 octobre 2013.

En effet, dans son accord de coalition, le nouveau Gouvernement s'est engagé à finaliser le présent projet de loi et à clarifier les questions relatives à la mise en place d'un fonds d'indemnisation fixant aussi les conditions de prise en charge de l'aléa thérapeutique (...) créé et géré en synergie avec les systèmes en place dans les pays voisins.»

Il convient de noter que le présent projet de loi s'inspire dans une large mesure des dispositions en vigueur en Belgique et, dans une moindre mesure, de celles en vigueur en France.

Pour le Luxembourg, la formalisation des droits du patient représente un pas important afin de garantir une meilleure visibilité, un meilleur respect et un équilibre judicieux des droits et obligations des patients ainsi que des droits et obligations des prestataires de soins.

La meilleure qualité possible des soins et l'accès universel à ces soins dans un système basé sur la solidarité constitue le droit primordial des patients. À cela s'ajoutent des droits et obligations découlant de principes généralement reconnus: le libre choix du prestataire, le droit à une information adéquate, le consentement éclairé au traitement, les droits et obligations relatifs au dossier du patient, le droit à la confidentialité et au respect de la vie privée.

Le projet de loi n'entend donc nullement réinventer les droits et obligations des patients. Par contre, il vise à les confirmer en aspirant toutefois à les rendre plus lisibles et transparents, tant pour les patients que pour les prestataires de soins de santé, en rassemblant dans un seul texte de loi les dispositions applicables en la matière et actuellement éparpillées dans différents textes (loi hospitalière, Code de déontologie, jurisprudence).

Cette façon de procéder n'entend en aucun cas encourager les conflits entre patient et prestataire de soins de santé. Au contraire, le but principal consiste à rééquilibrer ces relations en mettant en place une approche fondée sur le partenariat entre le patient et le prestataire de soins de santé, basée sur la confiance et le respect mutuel des deux parties. Pour



cette raison, il est prévu d'instaurer un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé avec pour objectif premier de favoriser le dialogue et de prévenir dans la mesure du possible une résolution conflictuelle du litige.

Le service national d'information et de médiation aura l'avantage de pouvoir offrir aux parties une solution plus rapide et moins onéreuse qu'une procédure judiciaire qui souvent s'avère

particulièrement douloureuse au regard du volet émotionnel entourant les enjeux de santé.

Le nouveau service national n'aura pas compétence pour les questions de remboursement de prestations aux assurés; pour ce genre de questions un point focal sera créé au sein de la Caisse Nationale de Santé dans le cadre de la transposition de la directive sur les soins transfrontaliers (voir projet de loi 6554).

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 21.08.2012

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

- 10.01.2013 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi par M. le Ministre de la Santé
Échange de vues général
- 07.02.2013 Entrevue avec une délégation de la Patientevertriebung
- 07.03.2013 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 21.03.2013 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 18.04.2013 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 02.05.2013 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 16.05.2013 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 06.06.2013 Continuation et clôture de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

13.06.2013 Examen et adoption des amendements parlementaires et d'un nouveau texte coordonné

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

- 21.01.2014 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 28.01.2014 Continuation de l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 25.02.2014 Entrevue avec une délégation de l'Association des Médecins et Médecins-Dentistes (AMMD)
Entrevue avec une délégation de la Patientevertriebung
Conclusions
- 18.03.2014 Continuation de l'examen du projet de loi à la suite des entrevues avec l'Association des Médecins et Médecins-Dentistes (AMMD) et la Patientevertriebung
- 13.05.2014 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
- 27.05.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.06.2014

Cybercriminalité

6514 - Projet de loi portant:

1) approbation de la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001,

2) approbation du Protocole additionnel à la Convention sur la cybercriminalité, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques, fait à Strasbourg le 28 janvier 2003,

3) modification du Code pénal,

4) modification du Code d'instruction criminelle,

5) modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques

Le projet de loi sous rubrique a comme objet d'approuver la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité ouverte à la signature à Budapest le 23 novembre 2001 ainsi que le Protocole additionnel à cette Convention, relatif à l'incrimination d'actes de nature raciste et xénophobe commis par le biais de systèmes informatiques, fait à Strasbourg le 28 janvier 2003. Par conséquent, une série de dispositions légales, notamment de droit pénal et de procédure pénale, doivent être adaptées. Dans ce

sens, le présent projet de loi vise à renforcer la lutte contre la cybercriminalité de manière générale et également en ce qui concerne les actes de racisme et de xénophobie commis par le biais de systèmes informatiques.

Ainsi, la Convention du Conseil de l'Europe sur la cybercriminalité est un instrument juridique exhaustif qui couvre tous les aspects importants de la lutte contre la cybercriminalité en établissant une terminologie, en harmonisant les éléments d'infractions prévus par le droit pénal matériel, en fournissant au droit procédural les moyens nécessaires à la poursuite des infractions et en mettant en place un régime rapide de coopération internationale.

Suite à de profonds changements engendrés par la numérisation, la convergence et la mondialisation permanente des réseaux informatiques, la raison d'être du Protocole additionnel s'explique par la nécessité de combattre sur un plan international les actes de racisme et de xénophobie commis par le biais de systèmes informatiques. Les réseaux informatiques et l'information électronique sont de plus en plus utilisés pour commettre des infractions pénales.

L'approbation des deux instruments internationaux prémentionnés facilite la détection, l'investigation et la poursuite d'infractions tant au plan national qu'au niveau international et prévoit des dispositions matérielles en vue d'une coopération internationale rapide et fiable.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 12.12.2012

Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

- 17.04.2013 Désignation d'un rapporteur
- 24.04.2013 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 08.05.2013 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 15.05.2013 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

05.06.2013 Examen d'une série d'amendements gouvernementaux

22.01.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur

26.02.2014 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

19.03.2014 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

23.04.2014 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

28.05.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.06.2014

Soins de santé transfrontaliers

6554 - Projet de loi portant

1) transposition de la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers;

2) modification du Code de la sécurité sociale;

3) modification de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire;

4) modification de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien;

5) modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;

6) modification de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments;

7) modification de la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux

Le projet de loi vise la transposition en droit national de la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers.

Les soins de santé transfrontaliers, qui sont définis par la directive comme étant des soins dispensés ou prescrits au profit d'un patient dans un État membre autre que celui où il est affilié, ne constituent pas des services comme les autres, notamment en raison de l'intervention de l'État comme troisième partie dans le cadre de leur prestation. Ils ne peuvent donc pas être assimilés aux autres services marchands et, partant, ont été exclus de la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur, communément appelée «Directive Services».

La directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers a pour but de mettre en place un cadre communautaire spécifique visant à faciliter l'accès à des soins de santé transfrontaliers sûrs, efficaces et d'excellente qualité et à garantir la mobilité des patients. Elle poursuit donc un objectif distinct de celui des règlements communautaires de coordination des régimes de Sécurité sociale permettant de déterminer l'institution compétente en cas de soins transfrontaliers, c'est-à-dire celle qui supporte la charge des soins de santé (ci-après «les règlements de coordination»).

L'article 20 nouveau du Code de la Sécurité sociale comporte les règles concernant la prise en charge des soins dans un État membre de l'Union européenne, en Suisse ou dans un pays de l'EEE, pour les personnes affiliées au

Luxembourg.

Le principe du remboursement sans autorisation préalable

Le remboursement des soins transfrontaliers pourra se faire en principe sans autorisation préalable et la prise en charge se fait en vertu du Code de la Sécurité sociale. L'autorisation préalable devient ainsi l'exception et se limite à ce qui est nécessaire et proportionné à l'objectif poursuivi par l'autorisation.

Les exceptions

L'exigence d'une autorisation préalable de la Caisse Nationale de Santé (CNS) est maintenue lorsque les soins de santé transfrontaliers

- impliquent le séjour du patient à l'hôpital pour au moins une nuit,

- impliquent le recours à des infrastructures ou des équipements médicaux hautement spécialisés et coûteux soumis à planification.

Dans ces hypothèses, la prise en charge par la sécurité sociale est soumise à l'obtention d'une autorisation préalable de la CNS, sur avis motivé du Contrôle médical de la Sécurité sociale. À noter cependant que l'application du nouvel article 20 CSS se fera sans préjudice de l'application d'autres instruments de droit international d'application directe, en particulier du règlement (CE) n°883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale.

Tout comme la directive, le projet prévoit deux hypothèses dans lesquelles une autorisation préalable ne peut être refusée:

- si la demande porte sur des prestations qui, bien que disponibles sur le territoire national, ne sont pas accessibles dans un délai acceptable sur le plan médical;

- si la demande porte sur des soins de santé qui ne sont pas prévus par la législation luxembourgeoise, mais sont indispensables sur le plan médical.

Les soins de santé à l'étranger ne tombant pas dans le champ d'application de la directive

Un article 20bis nouveau introduit dans le CSS vise la prise en charge de prestations de soins de santé à l'étranger qui ne tombent pas dans le champ d'application de la directive 2011/24/UE, c'est-à-dire celles dispensées dans un pays qui n'est pas un État membre de l'Union européenne, la Suisse ou un pays de l'EEE et délivrées en dehors de l'application d'une convention bilatérale en matière d'assurance maladie liant le Luxembourg. Ce texte comporte pratiquement le statu quo actuel, c'est-à-dire que la prise en charge est effectuée en cas d'urgence ou dans l'hypothèse où les prestations sont autorisées par la CNS, sur avis motivé du Contrôle médical de la Sécurité sociale.

La mise en place de points de contact nationaux

Un volet important de la directive concerne la mise en place de points de contact nationaux dont la mission consiste à offrir aux citoyens européens une information de qualité quant à leurs droits en matière de soins de santé transfrontaliers.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale, le 14.03.2013

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

- 13.06.2013 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: Georges Engel):

- 04.03.2014 Présentation du projet de loi
Échange de vues d'ordre général

17.03.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État



31.03.2014 Désignation d'un nouveau rapporteur
Adoption définitive des amendements parlementaires
12.05.2014 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
28.05.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport
Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports
(Présidente: Mme Cécile Hemmen):
04.03.2014 Présentation du projet de loi
Échange de vues d'ordre général

Vote en séance publique: 17.06.2014
Loi du 1^{er} juillet 2014
Mémorial A: 2014, n°115, page 1738

Navigation intérieure

6567 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Strasbourg de 2012 sur la limitation de la responsabilité en navigation intérieure faite à Strasbourg, le 27 septembre 2012

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver la Convention de Strasbourg de 2012

sur la limitation de la responsabilité en navigation intérieure. La convention concerne la navigation commerciale et crée une limitation de la responsabilité par rapport au régime commun. Son objectif est triple. Elle augmentera les limites fixées par une convention similaire datant de 1988, elle élargira le champ d'application à un plus grand nombre de pays et elle visera à harmoniser tant que possible les régimes applicables en la matière.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 23.04.2013
Rapporteur: M. Gusty Graas

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):
03.03.2014 Nomination d'un rapporteur
10.03.2014 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
05.05.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.06.2014

Accord de sécurité Luxembourg-Norvège

6607 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Norvège concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées, signé à Bruxelles, le 21 février 2013

Traditionnellement les notions de protection des informations classifiées étaient mises en relation avec des situations de guerre et d'opérations militaires, avec des menaces directement palpables et des ennemis clairement définis. Mais de nos jours, les menaces sont devenues plus diffuses et variées, moins visibles et prévisibles. Ces nouvelles menaces ne sont pas purement militaires et ont trait notamment au terrorisme international, à la prolifération des armes de destruction massive, à la criminalité organisée ou encore à l'espionnage industriel et technologique. Le Luxembourg ne peut y faire face sans le concours de partenaires avec lesquels l'échange d'informations n'est possible que moyennant des accords tel que celui soumis à approbation. L'appartenance du Luxembourg à l'Union européenne ou à des organisations internationales telles que l'OTAN l'oblige à assurer un degré minimal de sécurité en matière d'informations classifiées.

C'est dans ce cadre que la Chambre des Députés a adopté la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, permettant d'organiser la classification de cer-

taines informations sensibles et de déterminer les conditions dans lesquelles des habilitations de sécurité peuvent être délivrées. Ce faisant, le Luxembourg n'a pas seulement assumé ses responsabilités internationales, mais a créé le cadre nécessaire à l'échange de documents, matériaux ou renseignements classifiés avec d'autres pays. Avec l'entrée en vigueur de la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité, le Luxembourg dispose du dispositif nécessaire pour la conclusion d'accords bilatéraux concernant l'échange de pièces classifiées avec des États tiers.

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord de sécurité entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Norvège concernant l'échange et la protection réciproque d'informations classifiées. L'accord sous rubrique vise à créer le cadre juridique dans lequel s'inscrit l'échange d'informations et de matériels classifiés, notions d'ailleurs clairement définies dans l'article introductif. Il se limite généralement à énoncer quelques principes de base qui ont traditionnellement cours en la matière ainsi que quelques règles d'ordre procédural, et renvoie expressément aux législations nationales respectives des États parties relatives à la protection des informations classifiées. Jusqu'à présent, le Luxembourg a conclu des accords bilatéraux similaires avec la France, l'Allemagne, la Lettonie, le Portugal et l'Espagne, ainsi que récemment avec la Belgique, la République tchèque, la Suède, la Slovaquie, la Finlande, la Slovaquie, l'Estonie et la Géorgie.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 04.09.2013
Rapporteuse: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
(Président: M. Marc Angel):
13.01.2014 Désignation d'un rapporteur
20.01.2014 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport
03.03.2014 Explications sur les effets de la mise en œuvre de l'Accord
12.05.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport complémentaire

Vote en séance publique: 05.06.2014

Tram

6626 - Projet de loi portant sur la construction d'une ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare Centrale et le Circuit de la Foire Internationale au Kirchberg

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à participer aux travaux de réalisa-

tion d'une ligne de tramway à Luxembourg entre la Gare Centrale et LuxExpo au Kirchberg. Ces travaux comprennent les travaux d'infrastructures de la ligne à proprement parler, la construction du centre de remisage et de maintenance, l'acquisition des rames de tramway, les études et les mesures compensatoires

y relatives. Le montant total des travaux à réaliser est estimé à 230.520.000 euros.

À noter que le financement de la réalisation de cette ligne de tramway se fait à deux tiers pour le compte de l'État et à un tiers pour le compte de la Ville de Luxembourg.

L'autorisation du législateur pour procéder à ces travaux est requise en vertu de l'article 99 de la Constitution, étant donné que ce montant dépasse le seuil de 40 millions d'euros prévu à cet effet par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 04.10.2013

Rapporteur: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable
(Présidente: Mme Josée Lorsché):

29.01.2014 Désignation d'un rapporteur
05.02.2014 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
14.05.2014 Suite de l'examen de l'avis du Conseil d'État
28.05.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.06.2014

Conventions fiscales

6633 - Projet de loi portant

1. approbation du Protocole, signé à Bruxelles, le 9 juillet 2013 modifiant la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune;

2. approbation du Protocole, signé à Luxembourg, le 20 juin 2013, modifiant la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Slovaquie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Ljubljana, le 2 avril 2001;

3. approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement du Royaume de l'Arabie Saoudite tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Riyad, le 7 mai 2013;

4. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 10 mai 2013;

5. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'île de Man tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Londres, le 8 avril 2013;

6. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, ainsi que le Protocole et l'échange de lettres y relatifs, signés à Londres, le 17 avril 2013;

7. approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République tchèque tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 5 mars 2013;

et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande

Le projet de loi sous rubrique a pour objet l'approbation des conventions fiscales nouvellement conclues entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et un certain nombre de pays ou entités territoriales. L'approbation porte plus précisément sur des conventions avec l'Arabie Saoudite, Guernesey, Jersey, l'île de Man et la République tchèque. Le projet de loi porte également approbation des Protocoles modifiant les conventions fiscales conclues en 1980 avec le Danemark et en 2001 avec la Slovaquie.

L'objectif poursuivi par ces conventions fiscales consiste dans l'élimination de la double imposition et s'inscrit dans les efforts de lutte contre la fraude fiscale. Toutes ces conventions reprennent à leur compte l'approche adoptée par le modèle de convention fiscale de l'OCDE en matière d'échange de renseignements permettant aux administrations et législations nationales de procéder dans la pratique à des échanges de renseignements. Le projet de loi poursuit ainsi la politique visant à négocier et à modifier des conventions de non double imposition pour les rendre conformes aux standards internationaux de l'OCDE en matière de l'échange d'informations sur demande.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 17.12.2013

Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire
(Présidente: Mme Diane Aehm):

13.05.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission des Finances et du Budget
(Président: M. Eugène Berger):

13.05.2014 Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État
27.05.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.06.2014

Protection des informations classifiées

6635 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif à la protection des informations classifiées échangées dans l'intérêt de l'Union européenne, signé à Bruxelles, le 25 mai 2011

Le projet de loi sous rubrique vise à faire approuver par la Chambre des Députés l'Accord entre les États membres de l'Union euro-

péenne, réunis au sein du Conseil, relatif à la protection des informations classifiées échangées dans l'intérêt de l'Union européenne.

L'accord comble un vide juridique pour les informations classifiées émanant des institutions de l'Union européenne, de ses États membres et d'États tiers ou organisations internationales dans l'intérêt de l'Union européenne. Il est ainsi complémentaire aux accords bilatéraux classiques concernant l'usage et la protection réciproques des informations classifiées que le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg a conclus jusqu'à présent avec la France, l'Allemagne, la Lettonie, le Portugal, l'Espagne,



la Belgique, la République tchèque, la Suède, la Slovaquie, la Finlande, la Slovénie, l'Estonie et la Géorgie.

Selon les auteurs du projet de loi, le critère mis en exergue par le présent accord, pour indiquer que les informations classifiées échangées sont soumises à l'accord, est notamment celui de „l'intérêt de l'Union européenne“. A cet effet, l'accord vise à assurer la protection par les parties:

- des informations classifiées échangées entre les institutions européennes (ou les agences, organes ou organismes institués par l'Union européenne) et les parties;

- des informations classifiées communiquées par les parties entre elles dans l'intérêt de l'Union européenne;

- des informations classifiées reçues d'États tiers et échangées entre les institutions de l'Union européenne et les parties.

tion bilatérale particulière qui s'applique depuis le 1^{er} mai 2009.

La nouvelle convention avec la Serbie garantit les droits en matière de sécurité sociale des personnes qui ont été soumises successivement ou alternativement aux législations des États contractants.

Dans une large mesure la présente convention suit l'aménagement général des conventions

bilatérales conclues jusqu'à présent par le Luxembourg et reprend les formules de coordination usuelles adoptées tant dans ces instruments que dans les règlements communautaires (CE) 1408/71 et 883/2004 sur la coordination des systèmes de sécurité sociale en Europe.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2013

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

20.01.2014 Désignation d'un rapporteur

03.03.2014 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

12.05.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.06.2014

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2013

Rapporteur: M. Frank Arndt

Travaux de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

(Président: Georges Engel):

12.05.2014 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

28.05.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.06.2014

Union internationale des télécommunications

6637 - Projet de loi portant approbation

- des amendements portés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 signés à Antalya et du 22 octobre 2010 signés à Guadalajara à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications telles qu'amendées par la suite;

- des réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 à Antalya et du 22 octobre 2010 à Guadalajara

Antécédents et travaux parlementaires

Dépôt le 20 décembre 2013 par le Ministre des Affaires étrangères et européennes. Les avis de la Chambre des Métiers et de la Chambre de Commerce datent respectivement des 25 novembre 2013 et 5 décembre 2013. Le Conseil d'État a émis son avis le 6 mai 2014.

Le 7 mai 2014, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace a désigné M. Claude Adam comme rapporteur. La Commission parlementaire a analysé le projet de loi et l'avis du Conseil d'État au cours de sa réunion du 26 mai 2014. Elle a examiné et adopté le présent rapport au cours de sa réunion du 30 juin 2014.

Objet du projet de loi

Le projet de loi porte approbation d'amendements apportés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 et du 22 octobre 2010 à la Constitution et la Convention de l'Union internationale des télécommunications (UIT) dans leur versions amendées depuis leur signature. Le projet concerne aussi

les réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de 2006 et de 2010.

La Conférence de plénipotentiaires est l'organe suprême de l'Union. Les Conférences ont lieu tous les quatre ans. Elle adopte notamment les plans stratégique et financier et apporte, si nécessaire, des modifications aux textes de base et de régulation.

Les principales modifications apportées aux actes de l'UIT

L'Union a notamment décidé de s'ouvrir davantage à la société civile, au secteur privé et au monde académique.

Une autre modification touche le système des contributions en vue de le rendre plus flexible en faveur des États membres et les membres des secteurs participant aux travaux de l'UIT.

Les amendements apportés aux instruments fondamentaux reflètent les objectifs clés de l'Union qui consistent à optimiser les travaux de l'Union et à l'ouvrir davantage au secteur privé et à la société civile. Pour faire face au rythme accéléré de l'évolution technologique, l'Union tend à mettre en place un cadre adéquat qui permettra au secteur des technologies de l'information et de la communication d'intégrer toutes les évolutions et tendances nouvelles pour répondre ainsi aux besoins du public et des consommateurs.

Parmi les amendements les plus importants, il y a ceux liés à la réduction de la durée des Conférences de plénipotentiaires, l'introduction d'une définition plus large de la notion d'„observateur“, la participation des établissements universitaires aux travaux de l'Union, la révision de l'échelle des classes de contribution en vue de plus de flexibilité pour les États membres et les membres des secteurs de participer aux travaux de l'Union.

Union Postale Universelle

6640 - Projet de loi portant approbation

- du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union Postale Universelle,

- du Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union Postale Universelle,

- des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole Final, signés au Congrès Postal Universel de Genève, le 12 août 2008

I. Antécédents

Le projet de loi sous rubrique a été déposé à la Chambre des Députés le 20 décembre 2013 par le Ministre des Affaires étrangères et européennes. Les avis de la Chambre des Métiers et de la Chambre de Commerce datent respectivement des 25 novembre 2013 et 5 décembre 2013. Le Conseil d'État a émis son avis le 6 mai 2014.

Le 7 mai 2014, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace a désigné Mme Tess Burton comme rapportrice. La Commission parlementaire a analysé le projet de loi et l'avis du Conseil d'État au cours de sa réunion du 26 mai 2014. Elle a examiné et adopté le présent rapport au cours de sa réunion du 30 juin 2014.

II. Objet du projet de loi

Au cours du 24^e Congrès de l'Union Postale Universelle (ci-après: «UPU») ont été signés des documents concernant l'avenir des services postaux. Lors de la signature des Actes, le Luxembourg s'est joint à la déclaration faite par les États membres de l'Union européenne d'appliquer les Actes adoptés par le Congrès de Genève dans le respect du Traité établissant l'Union européenne et des règles de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

L'Arrangement concernant les services postaux

de paiement n'a pas été modifié par le Congrès de Genève. Le Luxembourg a signé cet arrangement lors du Congrès de Genève et exprime ainsi sa volonté de rester lié par l'arrangement en question.

Principales modifications

- Sur le plan stratégique

Le 24^e Congrès s'est résolument tourné vers l'avenir en se fixant comme objectif de développer davantage les services postaux par le biais des nouvelles technologies.

Le Congrès a en outre décidé de moderniser la poste et les services postaux électroniques et d'élargir l'EMS (express mail service) par de nouveaux services. D'autres décisions importantes concernent la mise en place d'un système de frais terminaux basé sur des tarifs s'orientant aux coûts.

- Parmi les décisions d'ordre financier

Le 24^e Congrès a adopté un modèle plus flexible de financement futur de l'Union qui permet aux pays membres d'opter pour une classe de contribution supérieure à la leur au cours de la période entre deux Congrès (les Congrès ont lieu tous les quatre ans). Cette flexibilité devrait servir à l'avenir à combler certains déficits budgétaires qui risquent de compromettre la mise en oeuvre de certaines décisions et de projets ambitieux de l'Union.

- Sur le plan législatif

La définition du «pays membre» a été remplacée, à différents endroits des actes du Congrès, par la définition de «opérateur désigné» ceci pour tenir compte de la libéralisation dans le secteur postal. Les régimes de responsabilité et de réclamation ont également été adaptés à la pratique actuelle.

- Sur le plan organisationnel

Le Congrès a élu un nouveau conseil d'administration et un nouveau conseil d'exploitation postale. Le Luxembourg n'a pas posé de candidature pour ces deux organes.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2013

Rapporteur: M. Claude Adam

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

07.05.2014 Désignation d'un rapporteur

26.05.2014 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

30.06.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.07.2014

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 20.12.2013

Rapportrice: Mme Tess Burton

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

07.05.2014 Désignation d'un rapporteur

26.05.2014 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

30.06.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.07.2014

Sécurité sociale: accord Luxembourg-Serbie

6639 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Serbie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 7 juin 2013

Le projet de loi a pour objet l'approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Serbie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 7 juin 2013.

L'objectif principal de la Convention en matière de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Serbie signée à Luxembourg le 7 juin 2013 est de remplacer l'ancienne Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Communauté d'État Serbie et Monténégro en matière de sécurité sociale, signée à Belgrade le 27 octobre 2003 qui est actuellement applicable.

La nouvelle convention bilatérale est surtout une adaptation formelle devenue nécessaire suite à l'indépendance du Monténégro. À noter qu'avec ce pays, nous avons une conven-

Centre pénitentiaire Uerschterhaff

6655 - Projet de loi relatif à la construction du centre pénitentiaire d'Uerschterhaff

Le projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à la construction d'un nouveau centre pénitentiaire à Uerschterhaff près de Sanem. Ce nouveau centre permettra de décongestionner le Centre pénitentiaire de Schrassig, qui est sujet depuis un certain

nombre d'années à une surpopulation constante.

Étant donné que la construction de la maison d'incarcération se chiffre à une dépense de 155.650.000 euros, l'intervention du législateur s'impose, ceci conformément à la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État qui dispose qu'une dépense dépassant la limite des 40 millions d'euros doit être autorisée par voie législative.



Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 12.02.2014

Rapporteur: M. Georges Engel

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

26.03.2014 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Échange de vues

23.04.2014 Examen de l'avis du Conseil d'État

04.06.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

26.03.2014 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Échange de vues

Vote en séance publique: 19.06.2014

Reconnaissance de qualifications professionnelles

6658 - Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 2010 portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées

Le projet de loi sous rubrique vise à transposer en droit luxembourgeois les dispositions de la directive 2013/25/UE portant adaptation de certaines directives dans le domaine du droit d'établissement et de la libre prestation de services, du fait de l'adhésion de la République de Croatie. La directive visée modifie l'article 49 de la directive modifiée précitée 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles pour ce qui est des droits acquis spécifiques aux architectes et la reconnaissance de leurs qualifications professionnelles, ainsi que les annexes V et VI pour ce qui est de la nomenclature des titres de qualifications professionnelles relevant du système de la reconnaissance automatique. Suite à cette directive européenne, la République de Croatie bénéficie de la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles pour ce qui est notamment des droits acquis spécifiques aux architectes et de la reconnaissance sur la base de la coordination des conditions minimales de formation de la profession de médecin.

En ce qui concerne les professions de médecin, de médecin-dentiste, de médecin-vétérinaire, de pharmacien, d'infirmier responsable de soins généraux et de sage-femme, la reconnaissance automatique, pour les ressortissants de la République de Croatie, est d'application pour autant que les diplômes pour lesquels la reconnaissance des qualifications professionnelles est demandée soient inscrits dans les annexes afférentes de la directive modifiée 2005/36/CE. Cette inscription implique la reconnaissance automatique par les autorités compétentes luxembourgeoises, sans qu'une réglementation supplémentaire soit nécessaire.

Par contre, pour faire bénéficier les ressortissants de la République de Croatie des droits acquis spécifiques aux architectes, une modification du dispositif législatif luxembourgeois s'impose. Plus précisément, il convient de compléter en conséquence l'article 6, paragraphe 2 de la loi du 26 juillet 2010 portant organisation de la formation à la profession réglementée de l'infirmier responsable de soins généraux et de la formation de sage-femme et portant reconnaissance des titres de certaines professions réglementées.

Par ailleurs, l'article 6, paragraphe 1er de la loi précitée du 26 juillet 2010 ne fait pas de renvoi à l'annexe VI de la directive modifiée 2005/36/CE, annexe qui règle les droits acquis. Or, ce renvoi est nécessaire.

rait pas conforme avec l'interprétation que la Cour de justice de l'Union européenne a donnée de la directive 2008/115/CE dans l'arrêt Achughbadian (CJUE, 6 décembre 2011, affaire C-329/11) au sujet de la criminalisation du séjour irrégulier. La modification proposée vise à adapter l'article 140 en vue de sa conformité à la directive et prévoit une sanction pénale à

l'encontre d'un ressortissant de pays tiers auquel la procédure de retour a été appliquée et qui continue à séjourner irrégulièrement sur le territoire sans avoir un motif justifié de non-retour, notamment s'il ne bénéficie ni d'un report, ni d'un sursis à l'éloignement.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 31.03.2014

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la

Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

05.05.2014 Désignation d'un rapporteur

12.05.2014 Présentation du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

05.06.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.06.2014

Loi du 26 juin 2014

Mémorial A: 2014, n°113, page 1731

Arrêt Pont-Rouge

6684 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Le projet a pour objet la construction d'une nouvelle gare ferroviaire dénommée Arrêt Pont-Rouge sur la ligne du Nord, à hauteur du Pont

Grande-Duchesse Charlotte, avec ses accès et deux funiculaires. Le montant total des travaux à réaliser est estimé à 96.297.629 euros. L'autorisation du législateur pour procéder à ces travaux est requise en vertu de l'article 99 de la Constitution, étant donné que ce montant dépasse le seuil de 40 millions d'euros prévu à cet effet par l'article 80 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 24.04.2014

Rapporteur: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

07.05.2014 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

14.05.2014 Examen de l'avis du Conseil d'État

28.05.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.06.2014

Identification des personnes physiques

6687 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques

Le projet de loi entend apporter à la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques deux modifications ponctuelles et urgentes.

D'une part, le projet de loi prévoit de décaler l'entrée en vigueur des dispositions relatives aux registres communaux des personnes physiques du 1^{er} juillet 2014 au 1^{er} janvier 2016. Le maintien de la date d'entrée en vigueur initiale engendrerait pour les communes des problèmes au niveau du registre d'attente et de l'historique des informations connues.

Le décalage de l'entrée en vigueur ne modifie pas le fonctionnement actuel des registres de la population et du registre national des personnes physiques.

D'autre part, deux dispositions «inadaptées» concernant les cartes d'identité électroniques

délivrées à partir du 1^{er} juillet 2014 sont redressées.

À l'article 12(1), alinéa 1^{er} de la loi précitée du 19 juin 2013, il est précisé que ces cartes d'identité sont délivrées aux Luxembourgeois inscrits sur le registre national des personnes physiques, au lieu d'un registre communal, comme le dispose le texte actuel. Le paragraphe 2 de l'article 12 dispose en effet que la carte d'identité «est établie sur base des données inscrites sur le registre national et sur le registre des cartes d'identité».

À l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 12, les termes «et, à défaut» sont remplacés par le terme «ou». De cette façon, les Luxembourgeois résidant à l'étranger «pourront choisir le lieu de leur demande et de la délivrance d'une carte d'identité». Cette délivrance pourra désormais avoir lieu par l'intermédiaire, soit d'une mission diplomatique ou consulaire à l'étranger, soit du Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE). Ainsi, un Luxembourgeois qui réside dans la région frontalière du Grand-Duché ne doit pas se déplacer à la capitale de son pays de résidence.

Dépôt par M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 17.02.2014

Rapporteur: M. Claude Adam

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

(Présidente: Mme Simone Beissel):

24.02.2014 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

12.05.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.06.2014

«Directive retour»

6673 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Suite à une évaluation de la transposition de la directive 2008/115/CE du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (dite), les services de la Commission européenne ont conclu à la non-conformité de la législation nationale du Grand-Duché en trois points. Le présent projet de loi, en modifiant trois dispositions de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration, est destiné à répondre aux observations de la Commission européenne et à éviter l'ouverture d'une procédure d'infraction telle que prévue à l'article 258 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Une première modification concerne l'article 111(2) de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration qui ne reprend pas les exemples cités par l'article 7(2) de la directive 2008/115/CE pour lesquelles une extension de la période de départ volontaire serait possible. Le texte du projet de loi reprend ces exemples non limitatifs, à savoir la durée du séjour, l'existence d'enfants scolarisés et d'autres liens familiaux et sociaux.

Ensuite, selon la Commission européenne, la transposition correcte de l'article 3(6) de la directive requiert que la législation nationale prévoit expressément que l'interdiction d'entrée concerne l'ensemble du territoire des États membres ou du moins que l'étranger à l'encontre duquel a été prise une interdiction d'entrée sur le territoire est informé qu'il fait l'objet d'un signalement aux fins de non-admission dans le système d'information Schengen (SIS).

Finalement, la Commission européenne a retenu que la législation luxembourgeoise ne se-

Dépôt par M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur, le 08.05.2014

Rapporteur: M. Claude Haagen

Travaux de la Commission des Affaires intérieures

(Président: M. Claude Haagen):

22.05.2014 Désignation d'un rapporteur

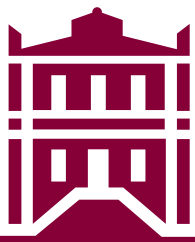
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

05.06.2014 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.06.2014

Loi du 25 juin 2014

Mémorial A: 2014, n°109, page 1712



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. le Président

2. Communications

- M. le Président

3. Ordre du jour

- M. le Président, M. Fernand Kartheiser, M. Claude Wiseler, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, M. Eugène Berger, M. Justin Turpel, M. Fernand Kartheiser
- Vote

4. Dépôt de deux propositions de loi par M. Fernand Kartheiser

- Exposé: M. Fernand Kartheiser

5. Validation des élections européennes

- M. le Président
- Tirage au sort des membres constituant la Commission de vérification des élections au Parlement européen du 25 mai 2014
- Interruption de la séance publique de 14.56 à 15.08 heures
- M. le Président
- Mme Martine Hansen
- Rapport de la Commission de vérification des élections au Parlement européen du 25 mai 2014: Mme Cécile Hemmen
- Vote

6. 6469 - Projet de loi relatif aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé et modifiant:

- la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers;
- la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;
- le Code civil
- Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: M. Georges Engel
- Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Alexander Krieps, Mme Josée Lorsché (dépôt d'une motion), M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany
- Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Motion 1: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Serge Urbany, M. Fernand Kartheiser, Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé

- Vote sur la motion 1 (adoptée)

7. 6554 - Projet de loi portant

- 1) transposition de la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers;
 - 2) modification du Code de la Sécurité sociale;
 - 3) modification de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire;
 - 4) modification de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien;
 - 5) modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;
 - 6) modification de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments;
 - 7) modification de la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux
- Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Georges Engel
 - Discussion générale: M. Serge Wilmes, M. Edy Mertens, Mme Josée Lorsché, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany
 - Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

8. 6639 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Serbie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 7 juin 2013

- Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale: M. Frank Arndt
- Discussion générale: Mme Viviane Loschetter, M. Edy Mertens, M. Gilles Roth, M. Fernand Kartheiser
- Prise de position du Gouvernement: M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- M. Serge Urbany (motivation d'abstention), M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Romain Schneider et Mme Lydia Mutsch, Ministres; M. Marc Hansen, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.34 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. le Président.** - E schéine gudde Mëtten. Ech maachen heimat d'Sézung offiziell op a froen d'Regierung, ob se Kommunikatiounen ze maachen huet.

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - Neen, Här President.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Gesondheitsminister.

2. Communications

Ech hunn da folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen an den Äntwerte läit um Büro vun der Chamber.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sézung an der Administratioun erakomm sinn, ass un d'Fraktioun weiderverdeelt ginn.

3) Eng Lëscht mat de Petitiounen, déi vun der Petitiounskommissioun respektiv vun der Conférence des Présidents als recevabel erkläert gi sinn, ass un d'Fraktioun verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 17 juin 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6694 - Projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 05.06.2014

6695 - Projet de loi déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (UE) n°181/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant les droits des passagers dans le transport par autobus et autocar; modifiant la loi du 8 avril 2011 portant introduction d'un Code de la consommation; modifiant la loi du 29 juin 2004 portant sur les transports publics

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 10.06.2014

6696 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet, signé à Bruxelles, le 19 février 2013

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 16.06.2014

6697 - Projet de loi relatif à l'équipement des bâtiments de la première phase de construction de la Cité des Sciences à Belval

Dépôt: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 16.06.2014

3) Les pétitions publiques suivantes ont été déclarées recevables en date du 5 juin 2014:

Pétition publique n°371 - Vote obligatoire pour résidents depuis plus de 5 ans au Grand-Duché

Dépôt: 14.05.2014

Pétition publique n°376 - Géint deen neie Stadion

Dépôt: 20.05.2014

Pétition publique n°381 - Fir däitlech méi Personal a besser Éffnungszäite bei der ADEM - Pour une nette augmentation du personnel et un changement des horaires d'ouverture auprès de l'ADEM

Dépôt: 27.05.2014

Pétition publique n°383 - Géint mobil a fix Radaren!

Dépôt: 02.06.2014

Pétition publique n°384 - D'Hondt-Verfahren abschaffen

Dépôt: 02.06.2014

Pétition publique n°385 - Umweltfreundliche Mobilität - Gegen einen Aufbau eines Ethanol-tank-

stellennetzes (E-85, Superethanol) in Luxemburg - Contre une installation d'un réseau des pompes Superéthanol (E-85) au Grand-Duché de Luxembourg

Dépôt: 02.06.2014

Pétition publique n°387 - Alle Bürger Luxemburgs haben das Recht auf ein pestizidfreies Leben

Dépôt: 03.06.2014

Pétition publique n°388 - Referendum zur Einführung der Bürgergesetzgebung von unten

Dépôt: 04.06.2014

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

Den Ordre du jour modifié hutt Der virleien. Gëtt et zum Ordre du jour Wuertmeldungen?

Den Här Kartheiser wann ech gelift.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, villmools Merci fir d'Wuert. Dir Damen an Dir Hären, ech wollt eng Proposition maachen, fir dat Gesetz iwwert d'Homobestietnis, wat muer de Mëtten um Ordre du jour ass, vum Ordre du jour erofzehuelen.

Ech wëilt ufänken, fir ze soen, datt mer déiwe Respekt hu fir d'Initiativ „Schutz fir d'Kand“, déi sech ganz vill Méi gemaach huet an engem schwierige gesellschaftlechen Émfeld, fir fir hiert Uleies Ennerschrëften ze sammelen, fir d'Petitioun N°343, déi hei an der Chamber am Abrëll, de 7. Abrëll, déposéiert gouf a bis de 14. Juni 2014 fir d'Ennerschrëft op war.

Si hu gesammelt 4.751 Ennerschrëften, dovunner 3.188 online a 1.563 um Pabeier. Elo ass et esou, datt si opgrond vun deem Resultat net an der Prozedur vun der éffentlecher Petitioun an engem éffentlechen Débat hei empfaange gi sinn, mä just haut an der Petitiounskommissioun konnte sech äusseren, wat also eng net éffentlech Sézung war.

Fir eis als ADR ass dat net korrekt. Mir wëlle feststellen a mengen, datt mer mussen eng aner Kultur vun der direkter Demokratie hei entwéckelen an datt mer si hätte missen unhuelen als Partner an enger éffentlecher Diskussioun opgrond vun deem Resultat vu 4.700 Ennerschrëften, wat se gemaach hunn.

Eis Argumenter sinn déi hei: Éischtens, all Bierger sinn d'selwecht virum Gesetz, wéi et och den Artikel 10bis vun eiser Verfassung esou wënscht. Ennerschrëft ass Ennerschrëft! A mir stelle fest, datt déi Ennerschrëften demokratesch legitiméiert a juristesche valabel sinn. Mir behalen eis och d'Recht opgrond vun dëser konstitutioneller Dispositioun vir, eventuell juristesche Considératiounen ze huelen, déi dann dem Recht vun deene géifen entsprechen, déi sech net iwwer Internet un där Petitioun bedeelegt hunn, mä iwwer Pabeier, fir sécherzestellen, datt och vun eise Juridictione ka festgestallt ginn, datt déi Ennerschrëfte geneesou valabel si wéi déi aner.

Et ass gesot ginn hei, datt déi normal Prozedur misst respektéiert ginn, datt d'Chamber net kéint d'Regelen änneren, mä mir stelle fest, an eise Reglement gëtt et guer keng Regeln. Eist Chambersreglement huet bis elo just e Projet 6690 (veuillez lire: eng Proposition 6690) virleien. Et gëtt keng Regel hei am Parlament, déi géif disponéieren, wéi ee Genre vun Ennerschrëfte legitim ass a wéi een net. Et gëtt keng rechtlech Basis fir esou eng Positioun. A souguer an där Proposition fir d'Ännerung vun Chambersreglement steet net explizit dran, datt Pabeierrennerschrëften net géifen akzeptéiert ginn. Dat ass nozeliesen am proposéierten Artikel 155bis vun der Proposition 6690.

Mir wieren eis dergéint, datt Leit, déi aus Altersgrënn, Aarmutsgrënn oder aus aneren Ursachen net um Internet wëlle präsent sinn oder kënne präsent sinn, vun esou Petitiounslëschten ausgeschloss wäeren. D'Initiativ „Schutz fir d'Kand“ hat d'Chamber de 24. Abrëll an de 26. Mee doriwwer informéiert a si krut eréischt eng Reaktioun den 10. Juni. Mir wëllen also heimadder ganz kloer soen, datt mer eis dem Statsrot uschlëssen, deen och nach viru Kuerzem gesot hat a regrettéiert huet, datt souwuel d'Regierung wéi d'Chamber en éffentlechen Débat an dëser Fro schéngen ze esquivéieren, an datt mer eis och deenen uschlëssen, déi eng breet éffentlech Debatt iwwert d'Méritten oder d'Netméritte vun deem proposéierten Homobestietnis wëlle féieren.

Aus all deene Grënn, Här President, proposéiere mir also, datt mer fir d'Éischt eng éffentlech Debatt hu mat deene Petitionnairen, esou wéi déi Prozedur et jo versprach huet u sech,



well genuch Ënnerschrëften do sinn. An zweeten hätte mer gär, datt déi Diskussioun iwwert d'Suiten eréischt da gefuort géif ginn, wa mer wierklech konnten enner eis kloer sinn, wéi mer déi schrëftlech Ënnerschrëften an esou engem Kader féieren, dann eng öffentlech Debatt hunn, déi deen Numm verdéngt, an dann op dee Projet de loi zréckkommen, deen hei de Mëttwoch soll votéiert ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. Ech hu keng weider Wuertmeldungen. Wëllt just...?

Den Här Wiseler, wann ech gelift.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech wëll just dozou soen, datt mir och der Meenung sinn, datt mer selbstverständlech am Respekt vun all deenen, déi hir Meenung wëllen zum Ausdrück bréngen, hei handelen, mä awer och derbäi soen - esou wéi dat de Moien an der Petitiounskommissioun geschitt ass -, datt d'Chamber sech eng Rei Regele ginn huet, eng Rei Regele gesat huet an datt och an deem hei Fall déi Petitioun behandelt ginn ass no den aktuelle Regele vun der Chamber an eisen Aen. Dat heescht, wéi eng ordinär Petitioun, datt all déi Leit empfaange gi sinn, datt se och hir Argumenter konnten ausneeleeën an der Petitiounskommissioun an datt all d'Membere vun der Kommissioun, all Fraktioun sech konnt e Bild iwwert d'Argumentatioun maachen.

Dat ass also an eisen Ae geschitt no deem, wéi d'Chamber a sech sollt dat behandelen. Dofir si mer der Meenung, datt den Ordre du jour bäibehale soll ginn. Mir sinn awer par contre - an dat wëll ech hannendru soen; all déi Froestellungen, déi gestallt gi si par rapport zu den elektronische Petitiounen op där enger Säit an dem Fait, datt ee kann, soll schrëftlech kënnen eraginn, wou kloer d'Positioun vun der Chamber déi ass, déi mer alleguer kennen - der Meenung, esou wéi de President vun der Chamberkommissioun unanime mat sämtleche Fraktiounen dat an der Petitiounskommissioun schonn ugeschwat hat, datt ee soll am September eng Kéier déi ganz Organisatioun vun de Petitiounen iwwerkucken, fir ze gesinn, ob do Schwächten dra sinn, fir ze gesinn, ob mer kënnen d'Organisatioun vun deene Petitiounen, déi hei an d'Chamber erakomm sinn, ob mer dat kënnen anescht, ob mer dat kënnen besser gestalten.

Ech mengen, do si mir als Fraktioun, mä ech mengen, déi aner Fraktiounen och, Demandeur, fir dat eng Kéier ze iwwerkucken.

Haut, an der Situatioun, wou mer haut sinn, menge mer, solle mer eis un déi Regeln halen, déi mer eis alleguer gemeinsam gesat hunn.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Wiseler. Den Här Bodry.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, Här President, ech deelen déi doten Aschätzung. Ech mengen och, dass et falsch ass, hei den Androck ze ginn, wéi wa keng öffentlech Debatt iwwert déi dote Froe stattfonnt hätt a méiglech gewiescht wär. Ech wëll drun erënneren, dass dee Projet de loi am Joer 2010 deponéiert ginn ass an dass zënterhier a sëlliche Sitzungen hei am Parlament an och an der Effentlechkeet iwwert den Inhalt vun deem dote Projet de loi diskutéiert ginn ass an dass, wat déi Fro vun der Volladoption ugeet, och do zënter dem Summer d'lescht Joer d'Positiounen, d'Majoritéitspositiounen hei an deser Chamber ganz kloer sinn.

Elo wëllen hei den Androck ze ginn, wéi wann dat eng Iwwerraschung wär praktesch, dass dee Projet géif haut à la va-vite hei diskutéiert ginn an der Chamber, dat kann ech net akzeptéieren. Jorelaang huet déi Prozedur gedauert. Iwwer ee Joer ass praktesch de vollen Text vum Gesetz bekannt, a senger ganzer Envergure. Et war also d'Méiglechkeet do, des Laangen an des Bredde iwwer all déi inhaltlech Froen ze diskutéieren. Dat wäerte mer haut jo och nach maachen hei an der Debatt an der Chamber. Esou dass ech mengen, dass mer u sech hei prett sinn, fir déi doten Diskussioun ze féieren. An duerfir ass eis Fraktioun och derfir, dass mer beim Ordre du jour bleiwen, esou wéi e proposéiert ass.

Zweete Punkt, deen ech trotzdem wëllt opwerfen: Den Här Kartheiser huet hei et vermidde, fir eis Verfassung ze zitieren, déi effektiv ganz droleg formuléiert ass. Den Artikel 67 - ech wëll lech en eigentlech och hei virlesen -, dee seet, dee weineg schwätzt vum Recht op Petitioun, dat muss ee praktesch indirekt draus erausliesen, mä deen awer par contre eng Interdiction virgesäit, an déi ass wéi folgt formuléiert: «Il est interdit de présenter en personne des pétitions à la Chambre.» Ech géif dee Saz do zur Meditation hei vun der Chamber ginn an d'Fro stellen, ob mer déi Regeln, déi mer eis elo provisoresch ginn hunn, iwwerhaapt kënnen definitiv festschreien, wa mer bei deem dote Verfassungstext bleiwen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Bodry. D'Madame Loschetter, wann ech gelift.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Här President, et ass bal alles gesot gi vu menge Virriedner. Dofir wëll ech net nach eng Kéier dat widderhuelen. Mä ech wëll lech awer soen, datt déi gréng Fraktioun sech deenen Aussoe kann honnertprozenteg ralléieren. An dofir denke mir och, datt den Ordre du jour, esou wéi en elo presentéiert ass, och soll oflafen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Loschetter. Den Här Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo, Merci, Här President. Ech sinn och nach an där Rei vun deenen, déi elo grad scho gesot hunn, datt mer Geleeënheet hate säit Jore praktesch, fir iwwert dee Projet hei ze diskutéieren, iwwer all d'Facetten op alle méigleche Plazen, datt also hei dat net eng Iwwerraschung ass, datt dat also een Débat ass, dee gutt preparéiert ass an deen och kontrovers a kontradiktöresch an der Vergaangenheet och an der Effentlechkeet diskutéiert ginn ass, datt mer also sollen haut de Mëtten och eisen Ordre du jour bäibehalen an dann och dee Projet diskutéieren an dann och hoffentlech ofstëmmen.

Eng zweet Remarque ass awer och déi: Ech kann och mat op de Wee vun deem goen, wat de Vizefraktiounschef vun der CSV gesot huet, suggéiert huet: Datt mer sollen elo, no éischten Erfarunge mat der elektronischer Petitioun, wou awer, mengen ech, souwuel bei eis heibanne wéi awer och dobaussen am grand Public déi eng oder aner Mëssverständnis vläicht sinn oder Onprezisioun sinn, datt mer do sollen en temps utile net ze laang waarden, fir spéitstens am September, am Hierscht e Bilan ze maachen an ze kucken, do vläicht e puer Kurskorrektur virzehuelen, fir datt mer dat Instrument dann och kënnen valabel an am Verständnis an an der Transparenz vu jiddwerengem benotzen.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Berger. Den Här Turpel, wann ech gelift.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Merci, Här President. Mir sinn der Meenung, datt dee Gesetzesprojet iwwert d'Netdiskriminierung vu gläichgeschlechtliche Koppele muer soll gestëmmt ginn, datt dee soll zur Diskussioun muer stoen a gestëmmt ginn.

(Interruption)

Nee muer!

(Interruption)

Muer, muer. Ech hoffen!

(Hilarité)

...datt dee muer soll gestëmmt ginn, an dat obschon elo kuerzfristeg eng Pétition ordinaire presentéiert ginn ass. Ech sinn d'accord mam Alex Bodry, dee seet, datt déi Pétition ordinaire do scho vill méi laang hätt kënnen presentéiert ginn.

Wat d'Pétition publique ugeet, ass dat eng Saach. Ech mengen, do si mer an enger neier Prozedur dran. Mir sinn och absolut der Meenung, an dowéinst sinn ech och frou, datt d'Petitiounskommissioun sech doriwwer eens ass, datt een d'Zesummespill vu Pétition ordinaire/Pétition publique no éischten Erfarunge muss bilanzéieren an da kucken, ob een do eventuell verschidde Regeln ännert. Zum Beispill, datt een e Contrôle aféiert iwwert d'Pétition ordinaire, deen et de Moment net gëtt - wat et och dowéinst onméiglech mécht, fir déi iwwerhaapt kënnen..., déi Ënnerschrëfte kënnen ze cumuléieren -, ob mer en Online-Contraôle direkt aféiere bei der Pétition en ligne an esou weider.

Ech mengen, dat sinn alles Iwwerleeungen, déi solle gemaach ginn. A mir hunn eis och an der Petitiounskommissioun d'Wuert ginn, fir scho praktesch an der nächster Sëtzung unzefänken, de Relevé duerchzehuelen, déi Lee duerchzehuelen, déi mer opgestallt hu vun all deene Saachen, déi do opgestallt gi sinn. Dat verhënnert net, datt, wat dee Projet hei ugeet, een awer elo d'Impressioun hat, wéi wann am leschte Moment géif versicht ginn, eng Debatt, déi schonn trotzdem eng Rei Jore leeft an der ganzer Gesellschaft, fir déi elo mat engem Trick do erauszögeren. Well soss wier esou eng Pétition ordinaire nämlech scho vill éischer komm.

An ech schlësse mech deenen un, déi scho virdrun an der Entrevue, déi mer hate mat de Petitionnaires, gesot hunn, datt, wa se net iwwerzeegt gewiescht wieren, datt een dee Projet de loi muer soll stëmmen, da wiere se et elo, nodeem datt se d'Petitionnaires héieren hätten, well mer do - a mir komme sécherlech

muer drop zréck - héieren hunn, datt eng ganz Rei berechtigt Froen, déi elo iwwerhaapt näischt mam Thema hei ze dinn hunn, ausser wann et em d'Diskriminierung vu gläichgeschlechtliche Partner geet, déi iwwerhaapt näischt mam Thema ze dinn hunn, souwisou missten diskutéiert ginn, esou datt et héich Zäit gëtt, fir déi gläichgeschlechtlech Rechter hei endlech ze arréieren, fir datt endlech och déi falsch öffentlech Diskussioun doriwwer ophéiert a mer emol erëm zu deene richtege Problemer kënnen kommen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Turpel. Ech mengen, domat ass alles gesot a mir kéinten zur Décision iwwert den Ordre du jour iwwergoen, wéi e vun der Presidentekonferenz...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech froen de Vote électronique, Här President.

► **M. le Président.** - Ah? Jo, ech war nach net fäerdeg, mä bon!

(Hilarité)

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dir waart esou gutt lancéiert!

► **M. le Président.** - Also, wie mam vun der Presidentekonferenz proposéierten Ordre du jour d'accord ass, ass gebieden, mat Jo ze stëmmen, wien net domat d'accord ass, mat Neen. Den elektronische Vote ass gefuert ginn. Da maache mer dat esou.

Vote

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

(Brouhaha)

Wie mam Ordre du jour, wéi en...

(Interruptions diverses)

Wien also mat der Proposition principale, dat ass den Ordre du jour, wéi e vun der Presidentekonferenz virgeschloen ass, d'accord ass, stëmmt mat Jo, dee wëllt eng Ännerung hunn, mat Neen.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Et sinn nach eng Rei Apparater, déi net ginn, well dann nach deen zweeten, drëtte Code do muss all Kéiers agi ginn. Vläch wann ech gelift dat respektéieren, datt d'Leit dann eng Chance hunn, hire Code erëmfannen, fir dann och kënnen hei...

► **M. le Président.** - Jo. Bei mir ass guer näischt méi um Schierm.

(Hilarité et brouhaha)

Sou, also ech géif lech proposéieren, mir maachen de Vote nach eng Kéier, fir dass alles kloer ass. D'Frostellung ass jo och elo kloer.

De Vote ass lancéiert. Voilà, déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. Ech ginn dovun aus, dass de Vote elo ofgeschloss ass.

57 Deputéiert si mam virgeschloenen Ordre du jour d'accord, bei 3 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: *Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies (par M. Marcel Oberweis), Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;*

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger (par M. Guy Arendt), MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Eugène Berger);

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: *MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.*

Also bleiwe mer bei eise proposéierten Ordre du jour.

Ech hunn eng Wuertmeldung fir den Dépôt vu Propositions de loi. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

4. Dépôt de deux propositions de loi par M. Fernand Kartheiser

Exposé

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt hei am Numm vu menger Partei zwou Propositions de loi haut deponéieren.

Déi éischt betrëfft d'Schafung vu Classes d'accueil am Enseignement fondamental. Mir wëllen do de Gemengen och d'Méiglechkeet ginn, esou Klassen anzeféieren. Bis elo ass dat just eng Décision, déi de Stat kann huelen. Et ass déi éischt Proposition, ech dierf lech déi iwwerreechen.

6698 - Proposition de loi

1. *modifiant la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;*

2. *autorisant la création par les communes de classes spécialisées d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays*

Déi zweet Proposition de loi, déi betrëfft d'Proposition fir en nationale Referendum iwwert d'„Ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe“. Mir sinn der Meenung, datt, wéi ech et och scho virdru kont soen, mer müssen eng breet öffentlech Debatt iwwer all déi Froen hunn, déi sech an dem Zesammenhang stellen. Dat ass bis elo an eiser Analys net de Fall gewiescht. Dofir wëlle mer der Bevëlkerung folgend Froe stellen: Sidd Dir souwuel fir d'Aféierung vum Bestietnis vu gläichgeschlechtliche Koppele wéi och fir d'Adoption duerch gläichgeschlechtlech Koppele? An dat iwwert de Wee vun engem nationale Referendum.

Dës Regierung huet sech jo engagéiert, fir där direkter Demokratie méi Raum ze ginn an d'Leit méi participéieren ze loosse. Dat hei ass eng kruzial Fro vun eise gesellschaftlechen Zesummeliewen an dofir wëllt mir proposéieren, datt eis Leit hei am Land sech kënnen iwwert d'Voie vum Referendum doriwwer aussprechen.

6699 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national sur l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci fir den Dépôt. Mir géifen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Et ass d'Validatioun vun den Europawahlen.

5. Validation des élections européennes

No de Wahle fir d'Europaparlament vum 25. Mee 2014 ass et un der Chamber, fir d'Wahlen ze validéieren. D'Texter vum Wahlgesetz vum 18. Februar 2003 iwwert d'Europawahl soe Folgendes, den Artikel 282: «La Chambre des Députés se prononce seule sur la validité des opérations électorales qui sont régies par la loi nationale. Toute réclamation contre ces opérations doit être formulée, sous peine de forclusion, par écrit et introduite dans les dix jours de l'élection auprès du Secrétaire général de la Chambre des Députés.»

Den Artikel 283 seet: «Le Parlement européen vérifie les pouvoirs des représentants et statue sur les contestations qui pourraient éventuellement être soulevées sur la base des dispositions de l'Acte portant élection des représentants au Parlement au suffrage universel direct.

Toutefois, les contestations qui sont relatives à des dispositions nationales auxquelles cet Acte renvoie sont vidées par la Chambre des Députés.

Le Président de la Chambre des Députés adresse au Président du Parlement européen les documents nécessaires à la vérification des pouvoirs des représentants du Grand-Duché de Luxembourg.»

Ech wëllt d'Chamber nach drop opmierksam maachen, dass keng Reklamatiounen iwwert d'Europawahlen eragaange sinn. An dofir louse mer elo, esou wéi dat virgesinn ass, déi siwe Membere vun där Kommissioun aus, déi no-kontrolléiere soll, ob alles uerdnungsgeméis bei de Wahle verlaf ass.

Tirage au sort des membres constituant la Commission de vérification des élections au Parlement européen du 25 mai 2014

Déi Kommissioun setzt sech zesammen aus: der Madame Hansen, dem Här Fayot, der Madame Hemmen, dem Här Marc Spautz, dem

Här Adam,...

(Brouhaha général et interruptions)

Okay.

Dem Här Eischen, dem Här Lies...

► **Plusieurs voix.** - Deen ass net do.

► **M. le Président.** - Oh là là, dat gëtt méi eng schwéier Saach. Den Här Arndt an d'Madame Elvinger.

► **Plusieurs voix.** - Si ass net do.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Den Här Fayot ass ze remplacéieren, wéinst dem Cathy Fayot.

► **M. le Président.** - Ah. Den Här Schank, an dann, fir sécher ze sinn, och nach een, fir den Här Fayot ze ersetzen, wéinst familiäre Banden. Den Här Haagen.

► **Plusieurs voix.** - Ah!

► **Une voix.** - Ech weess net, ob mer dat stëmmen.

(Hilarité et interruption)

► **M. le Président.** - Also, d'Kommissioun setzt sech zesummen aus: den Häre Marco Schank, Félix Eischen, Frank Arndt, Claude Haagen, Marc Spautz, an den Dammen Hansen an Hemmen. D'Missioun vun där Kommissioun besteet doran, fir d'Resultat vun den Europawahl vum 25. Mee aus deem eenzege Wahlbezirk ze iwwerpräiwen an ze validéieren. A fir der Kommissioun d'Aarbecht ze erméiglechen, ënnerbriechen ech d'Sézung.

(La séance publique est suspendue à 14.56 heures.)

(La séance publique est reprise à 15.08 heures.)

D'Kommissioun huet hir Aarbechten ofgeschloss, an domat fuere mer mat eiser öffentlecher Sézung weider. D'Wuert huet d'Präsidentin vun der Kommissioun, d'Madame Martine Hansen. Madame Hansen, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. D'Kommissioun, déi duerch Lous zesummegegat gouf, setzt sech aus folgende Memberen zesummen: D'Madame Martine Hansen - ech selwer -, d'Madame Cécile Hemmen, den Här Marc Spautz, den Här Félix Eischen, den Här Frank Arndt, den Här Marco Schank an den Här Claude Haagen. D'Madame Cécile Hemmen gouf vun Rapporteur an ech selwer zum President vun där Kommissioun ernannt.

Här President, ech bieden lech deemno, dem Rapporteur d'Wuert ze ginn.

► **M. le Président.** - Merci, Madame Presidentin. Dat maachen ech dann och direkt. D'Madame Cécile Hemmen huet d'Wuert.

Rapport de la Commission de vérification des élections au Parlement européen du 25 mai 2014

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP), rapportrice.** - Donc, je vous présente le rapport de la vérification de la Commission de vérification.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, les résultats de l'examen auquel a procédé la commission que vous avez désignée en vue de la validation des élections au Parlement européen du 25 mai 2014 sont les suivants:

Résultats de la circonscription unique:

Bulletins trouvés dans les urnes:	226.218
Bulletins blancs:	12.728
Bulletins nuls:	9.718
Bulletins valables:	203.772
Nombre total des suffrages valables de toutes les listes:	1.172.614
Nombre électoral:	167.517
Les différentes listes ont obtenu les suffrages suivants:	
Liste 1 (LSAP - d'Sozialisten):	137.504
Liste 2 (DP - Démocratesch Partei):	173.255
Liste 3 (CSV - Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei):	441.578
Liste 4 (ADR - Alternativ Démocratesch Reformpartei):	88.298
Liste 5 (déi gréng):	176.073
Liste 6 (KPL - d'Kommunisten):	17.506
Liste 7 (déi Lénk):	67.544
Liste 8 (PID - Partei fir Integral Demokratie):	21.303
Liste 9 (Piraterpartei):	49.553

Sont élus sur les différentes listes:

Liste 1 (LSAP - d'Sozialisten): 1 élu, à savoir Mme Mady Delvaux-Stehres

Liste 2 (DP - Démocratesch Partei): 1 élu, à savoir M. Charles Goerens

Liste 3 (CSV - Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei): 3 élus, à savoir Mme Viviane Reding, M. Georges Bach, M. Frank Engel

Liste 4 (ADR - Alternativ Démocratesch Reformpartei): aucun élu

Liste 5 (déi gréng): 1 élu, à savoir M. Claude Turmes

Liste 6 (KPL - d'Kommunisten): aucun élu

Liste 7 (déi Lénk): aucun élu

Liste 8 (PID - Partei fir Integral Demokratie): aucun élu

Liste 9 (Piraterpartei): aucun élu

Vu le procès-verbal de la circonscription unique et en l'absence de réclamations, la Commission propose à la Chambre de valider les élections européennes du 25 mai 2014.

Merci pour votre attention.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Hemmen.

Vote

Ass d'Chamber mat de Konklusione vun der Kommissioun averstanen an ass se bereet deemno, d'Europawahl vum 25. Mee ze validéieren? Ech bieden lech em en Handzeechen, wien dofir ass. Wien ass dogéint? Wien enthält sech?

Also huet d'Chamber d'Resultat vun den Europawahlen eestëmmege validéiert. Ech wäert de President vun Europaparlament an deem Sënn informéieren a soen lech Merci.

Mir ginn zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour iwwer a kommen zum Projet de loi 6469. Et geet em de Projet de loi iwwert d'Patientenrechte an d'Médiatioun am Gesondheitssecteur. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Jean-Marie Halsdorf, Alexander Krieps, d'Madame Josée Lorsché, déi Häre Fernand Kartheiser a Serge Urbany. An d'Wuert huet elo direkt den honorabelen Här Rapporteur, de Georges Engel. Här Engel, wann ech gelift.

6. 6469 - Projet de loi relatif aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé et modifiant:

- la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers;

- la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;

- le Code civil

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

► **M. Georges Engel (LSAP), rapporteur.** - „Jeder denkende Patient ist für den Arzt ein Enfant terrible.“ Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir dass deem net esou ass, hu mer haut d'Geleeënheet, hei e Gesetz ze stëmme fir kloer Rechter a Flichte fir de Patient a fir de Prestataire de soins. Et ass keng Revolutioun, et ass eng Kloerstellung, eng Vereinfachung an eng Zesummeleung vun enger Rei vun Artikelen a verschidde Gesetzestexten, ënner anem der Loi hospitalière, dem Code de déontologie an enger Rei vu Jurisprudenzen, déi sech all mat der Relatioun tëschent Patient a Prestataire de soins beschäftegen.

De Projet de loi 6469 ass den 21. August 2012 deponéiert gi vum deemolege Gesondheitsminister Mars Di Bartolomeo. Ee Projet also vun der viregter Regierung, deen also den Appui vun alle Parteien aus där Regierung hat an och dunn deponéiert gouf. Avise si vum Collège médical, vum Conseil Supérieur de Certaines Professions de Santé, vun der Patienteverriedung, der Entente des hôpitaux luxembourgeois, der AMMD, vun der Commission nationale pour la protection des données, vun der Chambre de Commerce, der Chambre des Salariés, der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics a vun der Association de la médiation et des médiateurs agréés erakomm. D'AMMD an de Conseil scientifique dans le domaine de la santé hunn och nach Positionen zum amendéierte Projet geholl. Et ass also eng ganz, ganz breet Consultatioun beim Ausschaffe vum Gesetzestext gefouert ginn, an

eng ganz Partie vu Kritiken a Propose goufen esou schonns am Virfeld berücksichtegt.

No de Wahle vum 20. Oktober ass der neier Kommissioun de Projet virgestallt ginn. D'AMMD an d'Patienteverriedung sinn nach eemol gehéiert ginn. An et hat een d'Impressioun, dass de Projet no de Wahlen en anere gi wier, wéi virun de Wahlen. Op alle Fall ass aus enger vun de Majoritéitsparteien, déi de Projet virun de Wahle gedroen huet, eng Oppositionspartei ginn, déi de Projet op eemol net méi gedroen huet, obwuel et absolut dat selwecht Gesetz ass.

De 27. Mee ass de Rapport an der Kommissioun majoritär ugeholl ginn. Dëst Gesetz huet als Zil wéi gesot, de legale Kader vu Rechten a Flichten, deen d'Relatioun tëschent Patient a Prestataire de soins regelt, anzusetzen. Et war dëst eng Prioritéit vun der viregter Regierung, an et ass och eng Prioritéit vun där Regierung.

Dës Regierung huet sech och anere Froen ugeholl an huet an hirem Koalitionsprogramm Folgendes stoen: «La mise en place d'un fonds d'indemnisation fixant aussi les conditions de prise en charge de l'aléa thérapeutique créé et géré en synergie avec les systèmes en place dans les pays voisins.»

À l'instar vu Frankräich an nach méi vun der Belsch gëtt sech hei un hirem Gesetz inspiréiert an et goufen zwee belsch Experten em Rot gefrot, den Här Professor Dr. Herman Nys an d'Madame Professor Dr. Geneviève Schamps.

Dëst war och eng Kritik vun den Dokteren, déi ëmmer erëm komm ass, nämlech d'Fuerderung no engem formellen Engagement vun der Regierung, fir e Fong anzerichten. Et handelt sech hei effektiv em e grave Problem, nottamment dee vum Aléa thérapeutique, dat heescht Schied a gesondheetlech Problemer, déi no enger Behandlung optrieden, déi awer net op e Behandlungsfeeler zrëckzeféiere sinn.

D'AMMD huet an deem Zesummenhang d'Ariicht vum eben esou engem solidareschen finanziéierten Indemnisationssfond gefuerdert. Och de Conseil d'État hält esou een Indemnisationssystem basé sur la solidarité nationale als onbedéngt noutwendeg, dat am Zesummenhang mat engem Uerteel iwwert d'Infection nosocomiale, bei deem d'Prestataires de soins eng Obligation de sécurité de résultat zougesprach kruten.

Wat dee Punkt ueget, huet sech, wéi gesot, déi aktuell Regierung schonns an hirem Programm formell engagéiert, fir bannent engem Joer e Projet virzeleeën iwwert d'Kreatioun vun esou engem Fong, an Zesummenaarbecht mat Experten aus dem Ausland, wou et ebe schonns esou Systemer gëtt. Dës Kritik vun der AMMD gouf also Rechnung gedroen.

Dëst Gesetz setzt dann och d'Konventioun vun Oviedo zum Deel em, déi Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet awer nach net ratifizéiert huet. An am Uschloss vun dem Gesetz gëtt och d'Direktiv 2011/24 iwwert déi grenzüwwerschreidend Versuergung von de Patienten an en nationaalt Gesetz emgesat, déi den Zougang zur Fleeg an zur Betreuung tëschent Lëtzebuerg an anere Versécherungsmitgliedern regelt.

Dëst Gesetz ass ee wichtege Schratt an d'Richtung vu méi Visibilitéit, vun engem bessere Respekt an engem méi gläichen Equilibre tëschent de Rechten a Flichte vun de Patienten an de Rechten a Flichte vun de Prestataires de soins.

Eis Suerg an eiser Aarbecht an der Kommissioun war ëmmer, och wann een et heiandsou huet miss rappeléieren, déi beschtméiglech Qualitéit u Soins an engem solidareschen Gesondheitssystem mat engem universellen Zougang zu qualitativ héichwärtiger Fleeg ze sécheren.

Eng Rei vu Rechten sinn elo an dem Gesetz verankert: d'Recht, sech sai Prestataire de soins fräi eraussichen ze kënnen; d'Recht op eng adequat Informatioun iwwer sai Gesondheitszustand; d'Recht, iwwert d'Risiken an d'Virdeeler vun de verschidde Behandlungsmethoden informéiert ze ginn; an d'Recht, och net informéiert ze ginn, sinn an dem Gesetz verankert. Gradesou wéi d'Recht an d'Verpflichtung, wat de Patientendossier ubetrëfft. D'Recht op Vertraulichkeet, de Respekt vun der Privatsphär a schlussendlech och d'Recht, sech vun där Persoun, déi ee wëllt, bei den Dokter begleeden ze loossen.

Et ass also keen Neierfanne vun de Patientenrechten, mä et geet virun allem dorëms, dës Rechten ze confirméieren, méi liederlech a méi transparent ze maachen a se an engem Gesetz anzuschreiwien.

An hei ass d'Kritik vun der AMMD och relativ onverständlech, well schonns elo ass eng adequat Informatioun vum Dokter par rapport zum Patient absolut Flicht. An et muss ee sech d'Fro stellen, firwat elo d'Fuerderung kënn, fir dës Flicht, déi wéi gesot elo scho besteet, nach extra rémunéiert ze kréien.

Et geet hei net drëms, Konflikter tëschent Patient a Prestataire ze encouragéieren, mä au contraire, et geet drëms, d'Relatioun tëschent deenen zwee ze rééquilibréieren, e Partenariat ze schafen, deen op Vertrauen a Respekt berout.

Et gëllt also hei och, vun där fréierer paternalistescher Relatioun ewechzekommen tëschent dem allmächtigen Dokter, dem „Gott a Wäiss“, deen d'Décisionen eleng hält vis-à-vis vu sengem Patient, deen déi Autoritéit an d'Décisionen ouni Fro dann och akzeptéiert huet.

Dofir ass och een Élément clé vun dem Gesetz d'Schafe vun der Médiatiounsstell, déi den Dialog favoriséieren soll an och preventiv schaffe wäert an, wa méiglech, och Konflikter, déi soss virum Gericht ausgedroe misste ginn, verhënnere soll. Domadder wäerten dann och déi dezentral Strukturen an de Spideeler vum Dësch sinn. Déi Roll gëtt elo vun där nationaler Struktur iwwerholl, déi deemno och indépendant an onparteesch ass. Et ass awer kloer, dass de Mechanismus fir den Traitement vun de Plainten an deenen eenzelne Strukturen besteet bleift. Dat am Sënn vum Artikel 64 vum Spidolsgesetz.

Ech wëll hei awer och kloerstellen, dass absolut déi meescht Relatiounen tëschent Prestataires de soins a Patient ganz gutt verlafen. Et sief gesot, dass d'Zuel vun de Plainten net extrem héich ass, soudass een dovunner ausgoe kann, dass et kee generelle Malaise an der Relatioun tëschent Patient a Prestataires de soins gëtt. Dës Service soll dofir hëllefen, deenen zwou Parteien zur Sait ze stoen, fir eng méi séier a manner deier Solutioun fir hire Problem ze fannen an d'Gerichtsprozedur, déi oft mat vill Emotioun, Leed an lenger verbonnen ass, ze verhënnere.

Et gëtt dëst awer kee Service, deen iwwert de Remboursement informéiert. Dëst gëtt dann an deem nächste Projet de loi behandelt, dee mer um Ordre du jour hei hunn, wou dës Point de contact dann och agesat gëtt.

D'Kommissioun huet zwou Serië vun Amendementen ugeholl, fir op formell Oppositionen a Bemerkungen vum Conseil d'État an och nach weider aner Kritiken anzegoen.

Woubäi een anere grouse Punkt d'Informatioun vum Patient war: Niewent der Fro, a wéi enger Sprooch dass déi Informatioun soll geschéien - mir hunn eis hei op déi gängeg Sproochen aus dem Land gëeenegt -, ass d'Fro, wéi eng adequat Informatioun ze definéieren ass. Déi ass dunn diskutéiert ginn, a wat och muss respektéiert ginn a wéi den Dokter oder en anere Prestataire de soins bewiese kann oder soll, dass en där Obligation vun der Informatioun och tatsächlech nokomm ass.

Hei gouf et eng länger Diskussioun iwwert d'Charge vun der preuve, dass d'Informatioun och richtig geschitt ass. An demem Projet de loi ass et kloer, dass hei déi aktuell Situatioun net changéiert. Elo scho läit et beim Prestataire de soins, fir d'Preuve vu senger adequater Informatioun ze bréngen. An dës Projet de loi konsolidéiert dës Position vun der Cour de cassation.

Ausserdeem gouf et länger Diskussiounen iwwert de Référentiel, dee vum Conseil scientifique sollt ausgeschafft ginn. D'Kommissioun huet zrëckbehalen, dass et keng Obligation gëtt, fir e Référentiel national fir all Interventiounen mussen auszeschaffen - iwweregens gëtt et dat och a kengem anere Land, esou ee Référentiel national -, an dat aus Grënn vu Manque de ressources souwuel beim Ministère wéi och beim Conseil scientifique an awer och weint der Fro, wat d'Responsabilité juridique ueget, mä dass de Conseil scientifique Recommendations de bonnes pratiques sollt ausschaffen, esou wéi en dat och selwer proposéiert huet, a fakultativ Référentielle kann ausschaffen oder sech uschaffen a se dann och diffuséieren kann.

Ech erspueren lech hei den Detail vun all deenen Diskussiounen an Ännerungen, well bei deenen Dispositionen läit den Däiweil ganz dacks am Detail. Noliere kënn Dir dat alles am ganz detailléierte schrëftleche Rapport vun der Kommissioun.

Merci dofir op dës Plaz och der wäertvoller a ganz rigoureser Aarbecht vum Martin Bisenius vum Service des Commissions, vun de responsables Mataarbechter aus dem Ministère, dem Här Schwebag, an natierlech och de Mataarbechter aus menger Fraktioun, dem Nadine Entringer.

Et sief nach gesot, dass um Enn vun der Prozedur, wou mer an de Kommissiounen diskutéiert hunn, nach eng Kéier déi prinzipiell Diskussioun iwwert d'Fro, ob et net besser wier, amplaz vun enger Médiatiounsstell éischer eng Conciliatiounsstell anzerichten, opkomm ass. Dës Diskussioun ass net nei a war och schonns am Virfeld vum Dépôt vum Projet de loi gefouert ginn, ouni dass et awer finalement Eneegkeet iwwert d'Ausrichtung vun där Stell gi wär.



Well dunn awer d'Instruktioune vum Projet esou wäit fortgeschritt waren a kuerz virum Ofschloss stoungen, huet d'Majoritéit vun der Kommissioun fonnt, et wier elo un der Zäit, fir mat dësem Projet endlech ganz konkret am Sënn vum Respekt vun de Patienterechter Neel mat Käpp ze maachen an dëse Projet zum Ofschloss ze bréngen.

Ech wëll hei och op den Avis vun der Madame Médiatrice Lydie Err ze schwätze kommen, déi och op d'Fro vun der Formation vum Médiateur ageet. Am Gesetz steet dran, dass de Médiateur eng Expérience dans un domaine utile à l'exercice de sa fonction muss hunn. Mir kommen also hei am Gesetz och de Bedenke vun der Madame Err entgéint.

Dat soll d'Chamber awer net drun hënneren, hei an dräi Joer op dëse Projet nach eng Kéier zréckzekommen an nozefroen, wéi eng Konklusiounen een aus dëser Médiatiounsstell zéie kann a wou een d'Schrauwen usetze soll, fir de Service dann, le cas échéant, ze optimiséieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst ass e gutt Gesetz fir d'Patienten a bréngt och méi Struktur fir d'Prestataires de soins. Et ass e Schratt an déi richteg Richtung fir méi Vertrauen vun deem enge géigeniwwer deem aneren.

Ech bréngen heimat den Accord vun der LSAP a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. Als éischten ageschriwwene Riedner huet d'Wuert den Här Jean-Marie Halsdorf.

Discussion générale

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt wollt ech dem Rapporteur Merci soe fir säi wierklech ausféierleche schréttleche Rapport an och säin haut méi kuerze mëndleche Rapport.

Dëse Projet de loi ass elo e puer Joer ënnerwee an e gëtt elo nach virun der Summerpauze hei evaküiert, well en eben och Elementer vun enger EU-Direktiv iwwert d'Soins transfrontaliers ëmsetzt. Duerfir hu mer elo missen, et gëtt emol esou argumentéiert, méi séier schaffen.

An et muss ee feststellen, dass dat elo an zwou Kommissiounen geschitt ass an dëser Legislaturperiode, während et an där leschter an enger geschitt war. Ech wëll just déi Klamer opmaachen, dass ech am Fong geholl léiwer gehat hätt, et hätt een dat kënnen an enger maachen, well elo sinn et zwou Sorten, oder et sinn déi eng Deputéierten, déi diskutéieren de Volet „Sécurité sociale“, an déi aner diskutéieren de Volet „Santé“. Ech hätt léiwer gehat, dat wäeren dëselwech Leit gewiescht. Dat hätt vläicht zu méi Transparenz bäigedroen.

Mä wat ee muss soen, ass, dat Gesetz, dat bleift dem Lëtzebuurger Gesondheitsmodell trei. Dat heescht, d'Fräiheet, fir en Dokter erauszewielen, oder d'Patiente kréie weider héichwärtig Leeschtungen, dat muss ee soen.

De Projet de loi, dee stell jo da generell Regeln op an e prezisiéiert d'Rechter an d'Flichte vun de Patienten. D'Gesetz regelt zum Beispill, dass d'Privatsphär muss respektéiert ginn, dass keng Diskriminatiounen dierfen entstoën, dass de Patient muss obligatoresch informéiert ginn, dass en Accès kritt op den Dossier médical. Dat gëtt heimat geregelt.

Et sollen transparent Prozeduren an esou weider kommen, also e ganze Koup Virgaben, wou awer eng fir mech bei där Aufgabestellung ganz wichteg ass, dat ass déi adequat Informatioun vum Patient op allen Niveaue. Dat ass fir mech d'Schlüsselstellung.

An ech muss soen, ech sinn der Iwwerzeugung, dass am Fong geholl dëse Volet „Informatioun vum Patient op allen Niveaue net optimal geléist gëtt mat dësem Gesetz. Et geet och net ëmmer ganz einfach, dat muss ech éierlech soen, well d'Situatioun komplex ass.

E gutt Beispill, fir dat ze illustréieren, dat huet de Rapporteur jo ugeschwat, dat ass d'Sprooch. Laut Gesetz muss d'Informatioun vum Patient an dräi offizielle Sproochen vum Land geschéien. Mir hunn awer, an dat wëssen allegueren déi Leit, déi heibanne sinn, ee grousst multikulturellt Ëmfeld, soudass leider net jiddwereen eng vun deenen dräi Sproochen beherrscht. Do kann eng drëtt Persoun da geholl ginn, e sougenannt Accompagnateur, deem da fir de Patient d'Iwwersetzung mécht an déi net offiziell Sprooch, an deem iwwersetzt da vun där net offizieller Sprooch an eng vun deenen dräi offizielle Sproochen. Gutt. Hei ass eng pragmatisch Léisung gewielt ginn, well déi (veuillez lire: déi Problematik) léisst sech net ganz legal cadréieren. Mä wat dat elo genau heescht am Kontext Rechter a Flichte vu Patienten, dat wäerte mer eréischt an e puer Joer gesinn.

A klappt dat da wierklech esou, wéi et am Gesetz steet? Well do gëtt gesot: De Patient muss kloer verständlech Informatiounen kréien. An ech mengen, do ass et wichteg, dass dann, wann de Patient mam Dokter zesummen déi Décisioun hëlt, am Partenariat, wéi et am Gesetz steet, da muss een do kucken: Wéi ass et do mat der Responsabilitéit, zum Beispill beim Choix thérapeutique? Ass et do de Patient? Beim Acte médical, ass et do den Dokter? Ech mengen, d'Zukunft wäert eis hei weisen, wéi dee Modell, deem hei zréckbehale ginn ass, an Zukunft funktionéiert.

Mä en anert Element, op dat ech och wollt agoen, wou am Fong geholl eng falsch Optioun geholl ginn ass a mengen Aen, an déi ass och elo eréischt kuerzfristeg geholl ginn, dat ass déi, fir ee Référentiel nëmme fakultativ anzeféieren. Well e Référentiel ass och wichteg, well wa mer de Patient informéieren, da muss en den Duerchbléck kréien, e muss verstoen, e muss am Fong geholl wierklech gesinn, wat op en zoukënt. E Référentiel mécht Sënn, dat weess jiddwereen heibannen, fir eben all Typ vun Interventioun an d'Risiken opzeféieren, dat ass eng Plus-value. An de Conseil scientifique sollt jo dat och maachen.

Bon, do sinn Dokterer dann, déi soen: Mir paken dat net, mir hu keng Moyenen. Dat kann een novollzéien. Mä d'Resultat ass elo eben dat, an domat si mir net d'accord, fir eben e Référentiel fakultativ ze maachen, deem also nëmme heiansdo iwwert d'Niewewirkungen an d'Risiken informéiert.

Ech huelen un, ech ginn dervun aus, dass dat zur Konfusioun wäert féieren, well et weess een net. Wann een e richteg Référentiel hätt, deem obligatoresch wär, dann hätt een Transparenz an e an alle Beräicher. Elo gëtt et awer verschidde Beräicher, wou et keng Referenze wäert ginn, an anere wäerten et der ginn. De Statsrot huet dat hei opgeworf an huet gesot, dat wär eng Unsicherheit an och eng Insécurité juridique. An ech ka mer virstellen, dass de Patient an d'Prestataire an d'Dokterer am Fong geholl hei et net esou einfach kréien.

Gutt, am Rapport steet dann, an deem ausféierleche Rapport, de Ministère an och de Conseil scientifique géifen eng Responsabilitéit kréien, wa se d'Moyenen net hätten an trotzdem missten en obligatoreschen nationale Référentiel opstellen. Dat ass richtig. Mä wann et awer elo esou kënt, wéi Dir et hei virschreift, dat heescht, dass dee Conseil scientifique soll Référentiellen diffuséieren, déi éischters emol net obligatoresch sinn an déi dann och nach vun anere Quellen aus dem Ausland opgestallt ginn, also ënnert deenen hirer Responsabilitéit, da gëtt dat a mengen Aen e schéinen Duerjerneen.

D'Zukunft wäert eis et weisen, well mir hunn Dokterer hei zu Lëtzebuerg, déi hu studéiert an Däitschland, a Frankräich, a Belgien, an Eisträich, an England, an den USA an esou weider. An da kann ee sech wierklech d'Fro stellen: Wéi eng Référentiellen aus wéi engem Land priméieren dann elo?

A wa se net obligatoresch sinn, wou gëtt dann deem ee geholl a wou gëtt deem anere geholl? Ech mengen, dat do ass eng Virlag fir gerichtlich Prozesser. An an deem Sënn, mengen ech, kréie mer eng verwurrt Situation. An ech hätt léiwer gehat, am Fong geholl, wa mer do eng kloer Linn kritt hätten.

Am Rapport gëtt och geschwat iwwert d'nationale Référentiellen an engem Droit comparé mat de Belsch, de Fransosen an den Däitschen. Et ass richtig, kee vun deenen dräi huet eng aner Situatioun, mä d'Situatioun ass ëmmer kloer. An ob se hei zu Lëtzebuerg kloer ass, dat wäert d'Zukunft eis weisen.

Wat ech weess, dat ass, dass an deene Länner exklusiv national rekrutéiert gëtt. Dat heescht an Däitschland, Frankräich an a Belgien huet déi grouss Majoritéit vun de Medeziner studéiert an deem Land, kennt dee System. Hei a Lëtzebuerg komme se aus allen Himmelsrichtungen an, ech mengen, dat gehéiert sécherlech zum Rächtrum vum medezinesche Wësse vun eisem Land, mä, ech mengen, en Opstelle vu klore Richtlinne misst am Fong geholl ageféiert ginn. Dat geschitt hei net an dat bedauere mer.

An duerfir mengen ech, dass hei à titre principal de Patient an à titre subsidiaire och den Dokter sech kaum wäerten erëmfannen, wa se keng kloer Referenzen hunn. Duerfir plädéiere mir Richtung Statsrot. An duerfir hat ech och proposéiert, no enger Institutioun ze siche respektiv sech Moyenen ze ginn, fir esou e Référentiel opzestellen. An do hate mer jo gesot: Kommt, mer kucken, et ass jo eng Démarche vun der Regierung, an engem Joer e Gesetz ze maachen iwwert den Aléa thérapeutique. Do hätte mer och léiwer gehat, dat wier elo komm. Bon, dat kënt dann an engem Joer. Do hätt ee kënnen ganz gutt an enger Démarche

deen do Volet vun dem Référentiel mat abauen, an dann hätt een dat gemaach, wat de Statsrot a sengem rezenten Avis - deem Avis ass eréischt dräi Méint al - mécht. An dat huet d'Majoritéit net gemaach, an duerfir, do si mer net op d'ärselwechter Welleläng mat der Majoritéit.

De Conseil scientifique soll och Recommandatiounen a Bonne-pratiques ausschaffen. Dat ass eng gutt Saach, e Kader maache fir dat Ganzt, dat ass gutt. Well um Terrain si verschidden Intervenanten, wéi gesot de Conseil scientifique, de Conseil supérieur des maladies infectieuses, de Groupe National de Guidance en matière de Prévention de l'Infection Nosocomiale an esou weider. Dat ass gutt. Do muss och - wéi soll ech soen? - en Dénominateur commun fonnt ginn. Dee wäert och fonnt ginn. Mä do muss mer onbedéngt an Zukunft dann et och fäerdegbréngen, hei zu Lëtzebuerg d'Formation continue obligatoresch ze maachen. Dat ass de Corollaire zu där Démarche, wa mer hei wëllen eng kloer Linn hunn.

En anere Volet, deem ech wollt uschwätzen, deem och wichteg ass, dat ass deem, dass d'Spideeler laut rezenter Jurisprudenz eng Obligation de résultat hunn am Beräich vun nosokomialen Infektiounen. A mat dësem Gesetz gëtt déi Obligation de résultat och fir d'Medeziner formaliséiert. Et ass et scho virdu ginn duerch Gerichtsuerteiler, mä elo gëtt se formaliséiert. Dat heescht also da ganz kloer, dass zum Beispill, wann elo eng Komplikatioun kënt, den Dokter muss bezuelen, wann zum Beispill eng nosokomial Infektioun optritt.

Dat ass awer an deem Sënn net optimal, loosse mer dat emol esou formuléieren, well hei kann et sinn, dass eng Responsabilitéit am Spill steet, ouni dass awer e Feeler gemaach ginn ass.

An duerfir mengen ech, et misst eng Struktur do sinn, déi op d'Solidaritéit baut. An déi hu mer eben net. An ech hoffen, dass mer do séierstens weiderkommen, fir eis un deem Modell, deem fransésche Modell vun der ONIAM ze orientéieren, fir dem Patient, dann, wann en ee reelle Schued huet, do eng Ulafstell ze schafen, wéi et se a Frankräich gëtt; an d'Finanzierung kéint sech och un deem Modell orientéieren.

Mir bedauern, dass dat net elo direkt mat dësem Gesetz verabschit gëtt an dass dat eréischt an engem Joer kënt. An dat hätt missen an dësem Gesetz gemaach ginn. Dat ass an deem Sënn eng falsch Optioun.

Eng aner falsch Optioun, déi hutt Der och ugeschwat, dat ass déi vun der Plaintébearbeitung. Haut ass et jo esou, wann de Patient eng Plainte wëllt maachen, da kann en déi beim Minister maachen, e kann déi am Spidol maachen, beim Collège médical, bei der AMMD, an haut ass et och esou, dass d'Gestioun vun de Plainten an de Spideeler och gemaach gëtt. Dat ass sécherlech net onofhängeg an och net objektiv.

Duerfir ass et also sénnvoll, an dat muss ee soen, wann een a Richtung Médiatioun geet. Et ass sénnvoll, well dat net Instrument, dat funktionéiert generell. Et ass eenzegaarteg, et ass onofhängeg.

Wat och gutt ass, ass déi Décisioun, fir keng spezifesch Ulafstell fir de Spidolssecteur ze maachen. Dat ass eng richtig Décisioun. An et ass och richtig, fir ze soen, e Patient, dee muss fir d'Éischt bei den Dokter goen, deem e behandelt, ier en dann, wann dat net klappt, bei d'Spidoldirektioun geet, bei de Plaintéservice, wann en eng Plainte huet. An eréischt da kann en d'Médiatiounsstell domat befaassen. Dat ass och gutt esou, déi Hierarchie. Well, ech mengen, wann dat esou geschitt, kënnen verschidden Onzefriddenheeten eventuell schonn ofgebaut ginn, ier de Konflikt als solchen da kënt.

Fir d'Médiatioun am Spidol ze maachen, am Netspidolssecteur an an der Laangzäitbehandlung ouni Hôtellerieplainten, dat ass och richtig gestach ginn am Gesetz; dat ass also positiv. Mä, bei der Médiatioun, wou et jo dann drëm geet, d'Vuë méi no beieneen ze kréien, dat ass eng gutt Saach, mä déi huet keng Moyenen. An do läit d'Kromm an der Heck!

A wann een och nach weess, dass d'Médiatiounsinstumenter, Dir wäert dat gesinn, dat ass dat, wat am visibelsten ass fir de Bierger, dat heescht fir de Patient dobaussen, dann ass et ganz kloer, dass d'Leit do legitim Erwaardungen un dëst Instrument hunn, fir global Léisungen ze schafen, an eng Médiatiounsstell, dat ass meng Iwwerzeugung, déi huet déi (veuillez lire: déi Moyenen) net.

An duerfir plädéiere mir d'fir, éischer an d'Richtung vun enger Conciliatioun ze goen, well déi huet e Pouvoir décisionnel à caractère obligatoire. An do kann een, wéi de Rapporteur och scho gesot huet, Neel mat Käpp maachen.

An ech soen et nach eng Kéier, an Dir wësst et, dass an där leschter Réunioun virun e puer Méint d'AMMD gradesou gutt wéi d'Patientevertriidung an der Chamberskommissioun gesot hunn, dass si prinzipiell favorabel sinn zu enger Conciliatiounsstruktur, déi méi effizient kéint fonctionnéieren. Well et ass iwwert d'Effizienz vum Fonctionnement geschwat ginn. Dat misst natierlech nach am Detail gekuckt ginn.

Duerfir verstinn ech net, dass mer guer net op dee Wee gaange sinn, dass mer einfach gesot hunn, et gëtt awer elo eng Médiatioun gemaach. Hei gi vill Erwaardungen am Fong geholl..., hei erwaarde sech d'Leit ganz vill a mir wäerten hei Fäll kréien, déi net kënnen geléist ginn. An ech sinn iwwerzeugt, dass souguer mat deem heite System eise Gesondheitsystem hei zu Lëtzebuerg wäert méi deier ginn.

Am Rapport hutt Der geschriwwen, et wär laang diskutéiert ginn iwwer eng Conciliatiounsstell, mä et wär kee Konsens ginn. Ech muss soen, dat mag vläicht esou sinn, mä dee Kompromëss, deem heiten, ass a mengen Ae keng gutt Léisung, et ass éischer eng schlecht Léisung. An ech sinn och gespaant dann, wa mer an e puer Joer kucken - Dir wëllt jo elo an dräi Joer en éischte Bilan maachen -, wéi et da weidergeet.

Eng aner Fro, déi och am Rapport opgeworf gëtt, déi sénnvoll gewiescht wär, dat ass déi, fir vläicht nëmme eng Ulafstell am Sënn vun der Direktiv 2011/24 ze maachen, déi mer jo och hei ëmsetzen, an zwar fir all déi Missiounen, déi des Direktiv virgesäit, fir dat op eng Plaz, eng Ulafstell ze maachen. Dat heescht, d'Informatiounen iwwert déi eenzel Anbieter vu medezinesche Leeschtungen an och d'Informatiounen iwwer Qualitëts- a Sécherheitsnormen, déi hei zu Lëtzebuerg gëllen. Mä och dat geschitt net, wat fir de Bierger wierklech net optimal ass, well hie muss elo kucken, wou e wat nofroee kann an nofroee muss.

Deriwwer eraus huet dëse Service national och keng Kompetenz am Fong geholl fir d'Zréckbeziele vu Prestatiounen. An och do, mengen ech, ginn et falsch Erwaardungen, déi wäerten entstoën, esou dass ech léiwer gehat hätt, et hätt een dat och méi zentraliséiert, wéi mer dat elo gemaach hunn.

E weidere Problem, deem och nach ugeschwat gouf, dat war dee vun der Responsabilitéit, d'Assurance vun de Prestataire. Hei misst ee Kohärenz kréien. D'Assurance vun de Medeziner misst a mengen Aen obligatoresch ginn a si misst Garantie sinn, dass och Beruffer mat héije Risiken, wéi zum Beispill Gynekologen, eng Assurance kënnen kréien, och wann dat méi schwierig ass. Hei misst zu honnert Prozent jiddwereen assuréiert sinn. Do misst mer eis Moyene ginn, fir den Assurancgesellschaften ze imposéieren, dass d'Dokterer och da sech assureiere kënnen. Do misst een am Fong geholl sech d'Moyene ginn, dass jiddwereen assuréiert ass.

Do dernieft misst dann e Fonds de garantie geschafe ginn, deem am Fong geholl op der professioneller Solidaritéit géif baséieren an dann déi Fäll opfänkt, wou den Assurancendélai oder den Assurancplaffong driwwerläit. Dat ass och e wichtige Punkt, deem ass net ugeschwat ginn. Mä ech mengen, do muss och d'Regierung sech eppes afale loosse, well de System, wann e wëllt anstänneg funktionéieren, da muss en als Ganzt funktionéieren.

Schliesslech ass nach en anere Volet, deem ech wollt uschwätzen, deem ass vun der AMMD opgeworf ginn. Déi seet, duerch dës nei Approche kréie mer eng Surcharge administrative bei de Prestataires de soins, well zousätzlech Obligatiounen entsti fir de Corps médical. An dat kann zu engem méi deiere Gesondheitsystem féieren, well den Dokter muss de Patient méi oft gesinn, fir eng Behandlung wéi virun ze maachen. Dat heescht, e brauch méi laang Zäit an dat ka méi deier kaschten.

Do derzou gehéiert natierlech och, wann ech vun administrativen Oplage schwätzen, wéi laang en Dossier muss gehale ginn. An hei hate mer jo och grouss Diskussiounen, well en Dossier halen ass och e groussen administrativen Opwand. A wann ech dat soen, da schwätze mer och iwwert d'Prescriptionszäit, wou et an dësem Gesetz eng Inkohärenz gëtt. An do muss ech och kloer soen, dass d'Tatsaach, dass d'Prescription am Zivilrecht bei 30 Joer läit, an déi gesetzlech Obligatioun, fir de medezineschen Dossier ze halen, nëmme bei zéng Joer läit, esou wéi et am Gesetz steet, dass dat problematesch ass. Et hätt ee ganz gutt kënnen, mengen ech, spezifesch déi medezinesch Responsabilitéit op zéng Joer erofféieren. Dat wär

a mengen Ae méi kohärent gewiescht, well wann den Dossier no zéng Joer zerstéiert gëtt, dann huet de Medeziner kee Beweismëttel méi.

A wann de Ministère schreift am Rapport, bis elo hätte mer keng Kenntnis vun engem Fall, wou dës Dispositioun eng virrangeg Roll gespillt hätt, da kann dat an Zukunft awer méi oft kommen, well d'Patiente besser informéiert ginn, a wann nëmmen ee Fall sech presentéiert, dann ass dee schonn ze vill. Duerfir hätt ech mer erwaart, dass de Justizminister hei elo tranchéiert hätt an net gewaart hätt, wéi en eis geschriwwen huet, fir eng generell Revisioun ze maache vun den Délais de prescription. Dat ass a mengen Aen déi falsch Optioun.

Gutt, d'Qualitéit vun engem Gesetz, déi moosst een un der Praktikabilitéit vum Gesetz. Dat heescht, et kuckt een: Wéi ginn déi bestehend Situatiounen geléist? Entstinn nei Situatiounen? Wéi ginn déi nei Situatiounen geléist? Ass d'Situatioun mam Gesetz besser, méi transparent gi wéi virdrun? Dat kann een elo nach net soen. Mä ech ginn dervun aus, dass mer mat dësem Gesetz nei Rechtsónsicherheit wäerte kréien. An ech fäerten, dass eis Gerichter nieft hirer viller Aarbecht nach Aarbecht wäerten derbäikréien.

D'Praktikabilitéit vun dësem Gesetz wäert wuel éischter Mëttelmooss sinn. Do wou Verbesserung fir de Patient an d'Medeziner kommen, wäerten och Verschlechterunge kommen. An den nächste Jore kréie mer nach genuch Geleeënheet, fir doriwwer ze diskutéieren, well am Prinzip sollt e Gesetz Fäll léisen, an net nees neier schafen.

Mat dësem Gesetz kréie mer e legale Kader - de Rapporteur huet dat och gesot - fir Rechter an Obligatiounen an der Relatioun Dokter/Patient. Jo, d'äst war och eng Prioritéit vun der viregter an ass eng vun dëser Regierung. De Projet de loi, deen ass och begréissenswäert, mä et stinn nach vill Froen op, well d'Regierung och net gewëllt ass, méi konsequent am Sënn vum Patient virzegoen. Duerfir ass de Fazit vun der CSV deen, dass si sech beim Vote vun dësem Projet de loi enthält.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Als nächste Riedner huet d'Wuert den Här Alex Krieps.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Bonjour, Här Präsident, a Merci fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech si ganz frou, dass dat hei Gesetz elo haut an de Chambersplenum kéint. A jiddweree seet, et wär eng Prioritéit vun der viregte Regierung gewiescht a vun dëser. En éischte schrëftleche Bewäis, dass heiriwwer sollt geschwat ginn, datéiert vum 4. Abrëll 1996 an engem Brëif vum Här Lahure un den Här Reimen. Wann een dat wëllt akucken, da kann en dat gesinn.

D'OMS huet déi Prioritéit schonn 19...

► **M. le Président.** - Här Krieps...

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Ja, wat mengt Der?

(**Interruption**)

► **M. le Président.** - Ech wär lech ganz dankbar...

(**M. Alexander Krieps dépose une documentation.**)

Merci, Merci.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Dir kritt nach e puer Blieder, maacht lech keng Suergen.

► **M. le Président.** - Dat ass ganz schéin, dass ech och emol eng Kéier eppes kréien.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Et muss een ëmmer dokumentéiert sinn, mä Dir kéint dat jo beweisen, dass dat do drasteet.

Et ass eng Saach, och wat mech elo haut e bëssen hei erstaunt, dat ass vun onsem Kolleeg, dem Minister (veuillez lire: fréiere Minister) Halsdorf, deen elo seet, dass d'CSV géint dat Gesetz hei ass oder sech enthält oder hei an do. A bis den 20. Oktober 2013 ware si ni dergéint! Also, ech weess net, ech sinn doriwwer verwonnert. Also...

(**Interruption**)

Neen, ech hunn... Jo dach, ech lauschteren ëmmer gutt no!

An dann, dat Gesetz hei geet also iwwer d'Rechter vun de Patienten; d'Flichten, déi sinn esou hallef an hallef, ech kommen herno nach dorobber zréck. D'Schafung vum nationale Médiatiounssystem fannen ech eng ganz gutt Saach an engem éischte Volet.

Déi hei Gesetzgebunge bestinn am Ausland säit Joer an Dag. Dat geet op mindestens 15, 20 Joer zréck. A wat ech nach wollt heizou soen, et ass virdrun ugeriet ginn, d'Konventioun vun Oviedo, dat schéngt och keng Prioritéit ze sinn, well déi datéiert vum 4. Abrëll '97! Also dofir, kommt, mir ginn elo net hei an d'Prioritéiten eran! Wann dat all Kéiers 18 Joer dauert, bis et heihin-nerkënt, da schéngt dat mer schwiereg ze sinn.

Dat hei Gesetz befaasst sech natierlech primär mat der Onzefriddenheet vum Patient, an haaptsächlech vis-à-vis vun de Soignanten, net nëmmen den Dokter, all de Gesondheetsberuffer, mat deenen de Patient a Kontakt war. Also wéi Der kéint gesinn, ass dem Patient säi Frust berechtigt oder net, deen dréit sech haaptsächlech géint d'Soignanten. Well en huet kee Recours géint de Gesondheitsminister, géint allmëiglech Kommissiounen, Direktiounen vu Spideeler, d'Gesondheetskeess. An dat hei wäert näischt u senger Situatioun änneren, wann e muss véier Méint waarden, fir eng IRM oder fir eng Mammographie ze kréien.

An ech si ganz verwonnert och gewiescht, dass d'Patientevertriedungen - ech wëll keng Nimm nennen hei natierlech -, dass déi net d'Initiatioun vun enger privater IRM hei am Land fuerdere wëllen. Dir gitt op Tréier oder op Sankt Vith, da kritt Der eng IRM a siwen Deeg! An och am nationale System, dat heescht net an engem System, wou Der musst Privatpatient sinn.

An Zukunft wäert de Patient vum Chirurg..., engem Kolleeg säi Brudder, dee wäert elo missen erklären, wann en eng Titaniumsprothesen asetzt bei engem Patient, eng Héftprothesen... En hätt besser, e géif emol eng Virgeschicht zielen, dass den Titanium vun engem Lëtzebuurger Ingenieur Kroll entwéckelt ginn ass, deen 1945 ausgewandert ass an Amerika, dass säi Patent haut nach ëmmer geholl gëtt, fir dat ze produzéieren. Dir kéint op Wikipedia elo kucke goen. An da kritt en dann erkläert, wéi den Titanium ausgesäit, e kritt och vläicht erkläert, dass an der Flëssegkeet géint d'Moseier an där enger méi Salz ass oder manner. Dat ka wichteg sinn, wann en héije Blutdruck huet. D'Informatioun wäert also iwwer alles goen!

Ech gesinn hei zwar e puer Problemer kommen, an zwar déi, dass den Dokter éischters e puer Poterstonnen do mat dem Patient mécht, a moies fréi kritt de Patient amplaz den Thermometer eng Lëscht Ziedelen dohinnergeluecht, déi en ënnerschreiw muss, fir do d'Zäit erméizekréien. Dat gëtt am Fong eng Autogrammstonn fir de Patient.

D'Zuele vun de Plaignante géint d'Soignanten hei am Land si mir net bekannt. Mir krute se och net an der Kommissioun gezielt, mir krute keng Zuele vum Ministère, mir krute keng Zuele vun der Direktioun vun der Santé, mir krute keng vun Collège médical. De Kolleeg Halsdorf huet gesot, d'Patiente kéinte sech bekloe bei der AMMD. Mä ech mengen, d'Association des médecins wär net frou, wann ee sech bei hir beklot. Et wär besser, si géife beim Collège médical sech mellen.

An dann hu mer och keng Zuele kritt vun der Patientevertriedung. Dat heescht, hei si mer am Niwwel! An dem Rapport vum respektéierte Georges Engel steet, et wäeren e puer Honnert Fäll. Sinn dat der 200, sinn dat der 900? Ech hu keng Ahnung. Ech kommen awer op d'Schwäizer Zuelen zréck herno.

Also, dat ass eng Saach, d'Plainten, dat ass eng gutt Saach. D'Flichte vun de Patienten hunn ech an dësem Gesetz wierklech ganz wéineng erméifont. Mir ginn net an den Detail. Dir hutt auslännesch Publikatiounen, déi och schonn e Joer an en Dag al sinn, do steet alles dran. Éischters, d'Sprooch ass ugeschwat ginn. Do gëtt gesot, dass Dir misst souguer a Gebärdesprooch deenen dat erkläre kënnen, dass de Patient d'Recht huet op eng fair Rechnung an eng transparent Rechnung. Wou gëtt et dat dann hei an de Spideeler? Ech ka mech dat net erënnere, säit den Tiers payant agefouert ginn ass.

An dann, de psychiatresche Patient gëtt an dësem Gesetz net spezifesch protegéiert. Zwangsjacken, Restraints, also dat ass e Problem. Dat kann een..., ech hunn nach eng aner Lëscht, ech ginn herno dem President dat alles.

D'Flichte vun de Patienten, do sinn der och heiansdo drënner, déi schreiw, dass de Patient d'Recht (veuillez lire: d'Flicht) huet, seng Rechnungen ze bezuelen. Dat gëtt et jo och heiansdo.

D'Informatiounspflicht steet also iwwer allem. Wat ech mengen: An dësem Fall ass jo vun der Regierung akzeptéiert ginn, dass mer innerhalb vun engem Joer dee Fonds d'indemnisation fir d'Aléas thérapeutiques bréngen. Dat ass eng Prozedur, déi leeft bei de Fransousen och scho 50 Joer bei deenen obligatoreschen Impfungen, wann do Séquellé waren - mir hu keng obligatoresch Impfungen hei -, mä da sinn d'Leit entschiedegt ginn, wa se krank gi sinn.

Aner Saachen, d'Patiente wëllen och hautdesdaags iwwer hir Behandlungsoptionen informéiert ginn an associéiert ginn. Dat ass eng Realitéit, déi besteet. D'Internetaccèsen, déi si jo ganz respektabel. An als DP, mir respektéieren an dësem Gesetz - och déi kollektiv an individuell Fräiheet, déi mir verrieden, seet ons -, dass e Patient, deen net wëllt behandelt ginn, dass mer dee muss respektéieren. Well dat ass eng individuell Fräiheet, déi muss een absolut respektéieren, speziell bei schwéier kranke Patienten, déi d'Flemm hunn no engem gewëssene Moment.

Dir musst och wëssen, an Etüden - vun doudkranke Patienten hu se eng Etüd publizéiert -, do sinn 30.000 Mann am leschte Joer wéinst hirer Krankheet operéiert ginn an do war et am Fong nëmmen ubruecht bei 3.000. Dir musst dat kucken, déi Proportionen. Am Spidol interesséiert mech och ze wëssen, ob do de Patron vum Service oder den „junior doctor“ d'Patienten informéiert iwwer hir Zukunft oder hir Operationen oder Behandlungsméiglechkeeten.

Richtig huet de Kolleeg Halsdorf gesot, dass d'Formation continue an dësem Gesetz festgeschriwwen gëtt. An dat ass e Projet, dee misst och relativ séier kommen, fir all Prestataires natierlech, net nëmme Medeziner.

An dësem Gesetz ass och festgehalten de Libre choix vum Patient, fir säin Dokter erauszewëhlen. Dat ass eng schwéier Problematik, wann en hospitaliséiert ass. Et ass méi einfach am ambulante Secteur. Mä et steet awer och an dësem Gesetz, dass den Dokter säi Patient auswiele kann, behandle kann oder net. Wann en et net wëllt maachen, da muss en d'Continuité des soins garantéieren. Interessant ass och mat der Aféierung vum Médecin référent, wat do déi éischt Bilane sinn, well do ass jo de Patient kontraktuell mat sengem Référent gebonnen. Do géif ech och eng Kéier gären héieren, wat d'Resultater sinn.

Ein Aspect, dee mech natierlech ëmmer stéiert, dat ass déi Levée vum Secret médical. Mir hunn an dësem Gesetz stoe souguer, dass de Partner, wien ëmmer deen ass, Accès zu Ärem Dossier huet, och wann Der scho gestuerwe sidd, e Partner, dee quer kee Lien mat lech huet! Wësst Der, d'Nopesch, déi iwwer de Gaart lech Moie seet, geet Ären Dossier froen. Dat steet esou hei am Gesetz! Dat gëtt et awer och nëmme bei ons an deem Gesetz. Dat gëtt et néierens anescht.

De Référentiel ass ugeschwat ginn, de Référentiel national. Ech gleewen, mir hunn net déi kritesch Mass, fir esou eppes opzustellen, an och net d'Moyenen.

Den Accès un den Dossier ass an der Schwäiz extrem reduzéiert. An Dir musst, wann Der dout sidd, musst Der eng extra Autorisatioun hunn, fir en Accès un den Dossier ze kréien. Déi perséinlech Noté vun...

(**Interruption**)

Jo dach! Also de Succ..., d'Wittfra, mir verstinn ons!

(**Hilarité**)

Et ass zwar gewéinlech ëmgedréit. Also, d'Liewenserwaardung gläicht sech elo aus, passt op! Et ass net ëmmer un lech.

(**Hilarité générale**)

Dat gesot, d'perséinlech Donnée vum den Dokter, d'perséinlech Noté sinn an der Schwäiz net accessibel fir iergendeen. Dat ass eng Saach.

An dann hu mer jo bei der Levée vum Secret médical: Wat maacht Der mat deene Krankheeten à déclaration obligatoire? Mir hunn där der jo nach. Gi mer déi da präis? Soe mer dem Conjoint oder dem Partner, dass de Josy eng iwwerdrobar Krankheet huet? Wéi maache mer et mat onsem Führerschäin? Do fülle mir zwou Säiten aus, ob de Patient d'äst oder dat hat, ob e fuere kann, net fuere kann. Do misst een och eng kleng Revisioun ubanen. Wéi maache mer et mat den Deklaratiounen vun de Maltraitancé bei de Kanner oder bei deenen eelere Patienten?

De President war virdrun e bëssen opgereegt, elo kritt e gläich nach e puer Ziedelen, well ech sinn net mat deenen Aussoen d'accord, wéi wann d'Medezin duerch dat hei Gesetz géif méi bëlle ginn. Well nämlech: Time is money! An dat zielt och bei ons am Beruff. An do fäerten ech, dass dat hei en Impakt op d'Honoraires huet. An ech hunn extra dem President en Dossier matbruecht vun e puer Rechnungen vu menge Patienten, déi am Wintersport an der Schwäiz waren. Also Dir hutt besser, Dir iwwerleech lech d'nächst Joer, ob Der effektiv an d'Schwäiz zréckgitt, well dat do war méi deier wéi d'Woch am Hotel! An ofgesinn dovun: fir en ëmgedréinte Fanger oder eng Mogripp! Also, do sinn der e puer drënner.

Also ech gleewen, dass dat hei Gesetz en Impakt huet, well wou méi Zäit gebraucht gëtt...

An da geet et wéi an der Schwäiz, all fënnel Minutten... Da kritt Der eng Schachauer op den Dësch, deen en dréckt se, deen aneren dréckt se. Dat gëtt nach ganz lëschtteg! Ech soen lech, dass et doriwwer erausgeet!

An deem Gesetz hei hätt ee kënnen e Consentement tacite implizéieren vum Patient, wann et eng net komplizéiert Prozedur ass, oder en diagnostesche Wee, amplaz dass een e Consentement exprès hei virschléit. Well dat schéngt mer iergendwéi awer och zäitlech enk ze ginn. An ech fäerten, déi Zäit vum Informéiere gëtt herno op der klinscher Zäit geholl, wann de Patient soll ënnersicht ginn an hei an do, a wa soll nopeduecht ginn.

An dann hu mer nach aner Problemer, déi opkommen. Am Ausland, an deene Regelen hei - ech hunn lech natierlech dat éischt Spidol an der Welt matbruecht, den Johns Hopkins zu Baltimore -, do d'äerf d'Spidol och keng Dénge enregistrieren, keng Examen oder esou. Ech war als Medezinstudent an den Enn 60er Joren an engem Psychiatreservice, do sinn déi Patient gefilmt an opgeholl ginn a mir niewendrun hunn ons vrecktelaacht am Sall niewendrun. Mä ech kann lech just soen, do ass och eng gewësse Confidentialitéit. An ëmgedréit stellt sech elo..., mir gesinn elo Patient kommen, déi wëllen d'Konversatioun mat ons enregistrieren. Dat gëtt eng Situatioun, déi menger Ansicht no schwierig ze bändegen ass.

D'Obligatiounen, do kann ee méi wäit goen. Wat mer och gefrot haten - an d'Madame Ministesch weess dat - an de Koalitionsgesprécher: D'Demokratesch Partei hätt gären d'Zuel vun den Akten, déi prestéiert gi vun de Prestataires de soins, an d'Qualitéit vun deenen Akten. Well dat ass extrem wichteg, wann ee wëllt d'Ausgaben an der Gesondheet kontrolléiert kréien. An ons gréng Kolleeg sinn Zeien, dass dat gefuerdert ginn ass.

Den Droit à la santé, dat sinn déi psychologiesch, philosophesch Konzepter, dat ass e kollektivt Recht. Dat ass net en individuell Recht, dass ee Recht op gutt Gesondheet huet, an dat integréiert scho quer net d'Altere vun de Persounen, incurabel Krankheeten oder den Doud an esou virun. Mä wat sécher muss gestallt ginn, ass den Droit à l'accès des soins. Dat ass extrem wichteg!

(**Interruption**)

Ech hunn net méi fir laang. Macht lech keng Suergen!

Ech wollt lech e puer Wuert awer iwwer d'Médiatioun hei soen. D'Médiatioun. Wat ass d'Definitiou vun engem Médiateur? An onser Gesetzgebung ass dee Médiateur, dee schéngt mir iergendwéi missen aus der Fonctioun publique ze kommen, wann ech déi Passagé liesen. Ech wär frou, wann dee Médiateur sech och mat Experte kéint ëmginn, awer Experten, déi en au cas par cas kann erbäizéien. Dat wär wichteg. A wat e bësse feelt bei där Médiatioun, dat ass en Délai. Hei muss iergendwéi, ech weess net iwwer wéi ee Wee, awer en Délai kommen, net dass dat sech Méint a Joren hischleeft.

An Norwegen hu se d'Médiatioun scho ganz laang, déi och zentraliséiert ass neierdengs. Do hu se e Mann oder eng Fra mat enger Formation juridique, awer ouni spezifesch Formation vun der Médiatioun. Dat muss ee wëssen. Si hu 5.000 Fäll d'Joer an Norwegen, e Land, wat 5 Milliounen Awunner huet. 19% weise Feeler no vun de Fleegekräften an 12% gi kompenséiert. Awer d'Parteien, wéi ech virdru gesot hunn, déi begéine sech net. Dat schéngt mer... A 25% vun de Plaignanté sinn onzefridden!

An der Belsch hutt Der eng Médiation médicale an Dir hutt eng federal Kommissioun fir den Extra-hospitalier. An de Regiounen hutt Der och eng fir d'Spideeler. Dat ass eng Saach, déi muss sech diskutéiere loosse a weisen. An der Belsch natierlech huet ee bei der Médiatioun e Phenomeen, deen ass ganz speziell fir d'Belsch, déi hunn eng Dimension vum Contrôle social.

An der Belsch hate se 60.000 Plainten an engem Joer an 19 Sproochen! D'kulturell Adaptatioun spillt hei natierlech och. An et ass e Contrôle social, et ass keng Défense vun de Rechter vun de Patienten. Dat nämlech hutt Der an der Toskana an Italien. D'Belsch hunn zwar déi „no fault compensation“, also den Aléa thérapeutique, déi hunn deen.

An der Schwäiz, wéi ech gesot hunn, do kann den Dossier médical nëmme vum Patient selwer konsultéiert ginn. D'Notes personnelles gehéieren him net. An den Dossier ass eben net accessibel.

Ech mengen trotzdem, dass am grouse Ganzen dat hei Gesetz e Fortschritt ass. Et sinn nach verschidde Saachen, déi ëmrummt mussen ginn.

Ech wollt och zum Schluss mengem Kolleeg Georges Engel fir säin exzellente schrëftleche

Rapport an och säi mëndleche Rapport Merci soe vun hei. An ech wollt och all de Kolleegen an der Chamberskommission a Kolleginne Merci soen, well dat war eng ganz flott Kommissioun, déi gutt geschafft huet a se haten all Asaz zu dësem Gesetz.

Mir wäerten an der Zukunft nach eng Kéier dozou opgeruff ginn, fir dat Gesetz vläicht ze verbesseren, op alle Fall ze compléetieren. Dat steet jo am Regierungsprogramm. An natierlech bréngen ech am Numm vu menge Kolleginnen a Kolleegen vun der Demokratescher Partei, DP, dass Der et wësst, Lëscht 2,...

(Hilarité)

...den Accord zu dëser Gesetzesvirlag a mir stëmmen och déi Motioun, déi ënnerwee ass.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Krieps. An als nächst Riednerin huet d'Josée Lorsché d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kolleegen, iwwert de Lëtzebuerger Gesondheitsystem gëtt jo ganz vill geschwat a vill geschriwwen, awer haaptsächlech, wann et drëms geet, sech ze bekloen. Déi wéinegst vun eis a vun de Leit dobausse si sech bewosst, datt an de leschten zweielef Joer iwwer 700 Milliounen Euro eleng an d'Infrastrukture vum Gesondheitssektor gefloss sinn, an datt ganzer 760.000 Leit am Fall vu Krankheet vum Lëtzebuerger Sozialsystem geschützt sinn. Och datt muss eng Kéier gesot ginn.

Eise Gesondheitsystem ass esou opgebaut, datt den universellen Zougank zur Medezin fir all Mënsch garantéiert ass, onofhängeg vu senger finanzieller Situatioun, onofhängeg vu senger nationaler a kultureller Identitéit an onofhängeg dovun, ob et sech ëm en effentlechen oder private Prestataire handelt. Jiddwee gëtt hei gläichbehandelt. Och d'Recht op de fräie Choix vum Dokter, d'Recht op d'Confidentialité, op Informatioun oder Netinformatioun, op Selbstbestimmung an op d'Ënnerstützung duerch eng Vertrauenspersoun ginn an eisem Gesondheitsystem längst als Normalitéit ugesinn.

Trotz all dësen Errungenschaften mussen natierlech permanent Efforte gemaach ginn, fir de System weiderhin ze verbesseren an eng ganz Rei vu Chantieren, déi nach opstinn, fäerdegstellen. Een dovun ass eben de Projet de loi vun haut, deen d'Rechter an d'Obligatiounen vun de Patiente regelt, zum Deel och déi vun den Dokter. En ass viru bal zwee Joer vum fréiere Gesondheitsminister déposéiert ginn. An no laangen Diskussiounen a Consultatiounen läit en haut um Dësch, nodeems en eng Virgeschicht hat, déi nach vill méi laang war, wou ech frou sinn, datt den Alexander Krieps esou gutt recherchéiert huet. Hei gëtt een nach Saache gewuer, déi een net wousst!

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Bei dësem Gesetzesprojet geet et net drëms, d'Rad nei ze erfannen, dat huet och de Rapporteur scho betount. Et geet ëschter drëms, déi scho bestoend Rechter an d'Obligatiounen am gesamte Gesondheitssektor kloer ze definéieren a se duerch weider Dispositiounen ze ergänzen. Dat Ganzt natierlech mam Zil, grad wéi eis Nopeschlänner, endlech eng eenheetlech an transparent Gesetzgebung ze hunn, wat d'Patientenrechter betrëfft.

Ech wëilt awer och eppes zu der Oviedo-Konventioun soen. Et geet drëms, datt Lëtzebuerg um internationale Plang glafwierdeg bleift. Dës Konventioun, och Biomedizin- oder Bioethik-Konventioun genannt, huet Lëtzebuerg viru ganzer 17 Joer ënnerschriwwen - dem Här Krieps war dat och opgefalle -, se ass awer net ratifizéiert an ëmgesat ginn! Dat ass bedauerlech, well hiren Objet grad dora besteet, déi europäesch Mënscherechter am Beräich vum Gesondheitssektor ze konkretiséieren a weiderzëntwëckelen.

Iewesch Zil ass et, bei all Uwendung vu Medezin a Biologie, d'Wërd vum Mënsch an d'Identitéit vum Mënsch ze schützen a Mindeststandarde fir dee Schutz sécherzestellen. Et ass erfreeslech, datt de Projet de loi vun haut der Ëmsetzung vun där Konventioun scho Rechnung dréit am Virfeld. E gudden Deel dovun ass scho Bestanddeel vun dësem Gesetz. An et ass och erfreeslech, datt d'Chamber deemnächst mam Projet de loi 5528 befaasst wäert ginn, deen d'Oviedo-Konventioun definitiv zu Lëtzebuerg wäert approvouieren.

Léif Kolleginnen a Kolleegen, eigentlech ass et egal, ëm wéi ee Gesetz et sech handelt, de Schutz vum Patient a senger Wërd muss am Mëttelpunkt stoe bei all medezinescher Aktivitéit, bei all Behandlung, bei all Interventioun. E

gëtt nëmmen erreecht, wann d'Relatiounen tëschent dem Patient an dem Dokter optimal funktionéieren.

Déi klassesch Definitioun vun där Relatioun, déi baséiert eigentlech op dräi zentrale Begrëffer oder, besser gesot, op dräi zentrale Wäerter: éischters der Fräiwëllegkeet, zweetens dem Vertrauen an drëtters der Verantwortung. Et sinn och dës dräi Wäerter, déi sech transversal duerch dee ganze Gesetzesprojet zéien.

De Georges Engel als Rapporteur ass ausféierlech op déi eenzel Bestëmmungen agaan, an verdéngt e grouse Merci, net nëmme fir säin detailléierte Rapport, mä och fir d'Ausdauer, déi en an dësem komplexen Dossier un den Dag geluecht huet, well mer hate jo ganzer 17 Kommissiounssëtzunge mat dësem Projet. An dat war e laange Wee!

Als Vertrieederin vun der grénger Fraktioun wëll ech net op alles agoen, wat diskutéiert ginn ass, mä virun allem op déi Punkten, déi méi kontrovers diskutéiert gi sinn. Ee vun den Haaptpunkten, deen net nëmmen zu internen Diskussiounen gefouert huet, mä och vun externen USPriechpartner méi kritesch begutacht ginn ass, ass deen, dee schon ugeschwat ginn ass, d'Aféierung vum zentralen Informatiouns- a Médiatiounssystem, dee speziell fir de Gesondheitssektor soll agefouert ginn.

An deem Kontext ass et net onwichtig drop hinzuweisen, dat huet de Rapporteur och scho gemaach, datt d'Aféierung vun der villsäits gefuerdter Conciliatiounsinstantz no laangen an zéie Verhandlungen tëschent dem Gesondheitsministère an den Acteuren aus dem Sektor scho virun de Wahlen gescheitert war. Am Fall vu Behandlungsfeeler hätt d'Conciliatioun et natierlech erlaabt, Expertisen ze maachen, während d'Médiatioun déi Befugnisse net huet.

Well awer kee Konsens tëschent den implizierten Acteuren zustane konnt kommen, ass d'Iddi vun der Conciliatioun bei der Virbereedung vun dësem Projet de loi fale gelooss ginn. Ech sinn der Meenung, datt een iergendwou de Punkt muss maachen. Et muss een de Punkt setzen a mir hunn e gesat. Ech denken, datt d'CSV nach bereet wär, weider zéng Joer an deem Krees ze dréinen. Mir net!

D'Alternativ läit, wéi gesot, an der Aféierung vun enger Informatiouns- a Médiatiounsstell, mat där am Gesondheitswiesem Neiland betratt gëtt. D'Grondiddi dovun ass déi, datt d'Patienten an d'Prestataire, déi a Konflikt gerode sinn, selwer am beschte wëssen, wéi se hire Konflikt léise kënnen an en och fräiwëlleg wëlle léisen. Si mussen just wéi erwuesse Persounen matenee schwätzen a matenee verhandelen, mat der Hëllef vum Médiateur. Hie spillt d'Roll vum Intermédiaire, als neutrale Beroder, bis datt déi zwou Parteie mat Genugtuung aus der Médiatioun erausginn.

Och wann et sech dobäi net ëm en Ermëttlungsprozess handelt, esou mussen trotzdem verschide Konditiounen erfëllt ginn, virun allem d'Confidentialité, déi een net muss hei am Gesetz grouss ervirhiewen, well se scho längst iwwer eng EU-Direktiv vun 2012 an d'Lëtzebuerger Jurisprudenz agefloss ass. Wichtig ass och, datt de Médiateur kompetent, onparteesch an onofhängeg ass, wat säin Aarbechtsverhältnis zum Prestataire ugeet. Et wier net vertretbar, wann d'Spidolsdirektiounen oder eenzel Dokter d'Recht hätten, déi Persoun iwwer en Aarbechtskontrakt anzustellen an duerno hire Patron ze spillen.

Laut der Dispositioun, déi festgehal ginn ass, soll dës Onofhängegkeet doduerch entstoen, datt de Médiateur net vun de Prestataire, mä vun der Gesondheitsministesch nominéiert gëtt. Doriwwer eraus soll eng zentral Informatiouns- a Médiatiounsstell geschaf ginn, déi a kengerleer Relatioun zu de Prestataire oder enger Patientevertrieedung steet, mä ënnert der neutraler Autoritéit vum Gesondheitsministère.

Wat d'Formatioun ubelaangt, déi ass jo och schon ugeschwat ginn, si mir net wéi d'OMBudsfra der Meenung, datt et sech ëm eng Persoun soll handele mat spezifesch medezineschen Erfahrungen a Kompetenzen. An eisen Aen ass et net dat medezinesch Wëssen, wat hei zielt, mä aner Qualitéiten, wéi beispillsweis Diskretioun, Verhandlungsfäegkeet, sozial Kompetenzen, Fangerspëtzegefäll am Umgang mat de Leit, an natierlech och muss se Erfahrung hunn op deem Gebitt.

Wat déi medezinesch Fachausbildung ubelaangt, wëilt ech och ze bedenke ginn, datt d'Objektivitéit schnell a Gefor geréit, wann en Dokter tëschent engem Confère an engem Patient muss verhandelen (veuillez lire: vermëttelen), am Fall wou de Médiateur en Dokter ass. De Risiko, datt zwee Leit aus dem Gesondheitssektor sech bewosst oder onbewosst matenee verbannen, schon eleng well se eng gemeinsam Berufserfahrung hunn oder gemeinsam studéiert hunn, muss vu virer an aus-

geschloss ginn, och wann deen een duerno eng aner Roll huet wéi deen aneren.

Léif Kolleginnen a Kolleegen, alles an allem kënnen mer d'Veronsécherungen um Terrain verstoen, wann et ëm d'Aféierung vun dësem neie Service geet. Ëmsou méi, well et en neit Instrument ass, wat nach net erprouft ass. De Prinzip vun der Médiatioun ënnerstëtze mir awer voll a ganz a fannen et och wichtig, dësem Instrument eng Chance ze ginn. Wann d'Médiatioun et fäerdegbréngt, eng Rei Konflikter vu virer an ze verhënnern an zu méi engem équilibréierten Verhältnis tëschent de Patienten a Prestataire bäizetroen, dann huet se schon eleng hiren Zweck erfëllt.

Ebe grad well mer mat dësem Instrument Neiland betrieden, si mir der Meenung, datt no dräi Joer eng Evaluatioun soll stattfannen, an datt e Bilan soll gezu ginn, wat seng praktesch Ëmsetzung um Terrain ugeet. An deem Sënn wëllt ech lech, Här President, eng Motioun iwwerreechen.

► **M. le Président.** - Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant le projet de loi 6469 relatif aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé;*

- *considérant que le but principal dudit projet de loi consiste à rééquilibrer les relations entre le patient et le prestataire de soins de santé en mettant en place une approche fondée sur le partenariat, basée sur la confiance et le respect mutuel des deux parties;*

- *considérant que l'objectif premier de la structure de médiation dans le domaine de la santé instaurée par le projet de loi 6469 est de favoriser le dialogue et de prévenir dans la mesure du possible une résolution conflictuelle du litige;*

- *considérant que la médiation dans le domaine de la santé constitue un instrument nouveau ne pouvant se prévaloir d'aucune expérience comparable;*

- *considérant qu'il y a lieu d'assurer un suivi adéquat de ce nouveau service;*

invite le Gouvernement

- *à dresser, d'ici 2017, une évaluation approfondie du fonctionnement et des activités du service national d'information et de médiation mis en place en fonction de l'objectif poursuivi;*

- *à fournir, le cas échéant, des recommandations quant aux résultats et difficultés rencontrés et quant à l'évolution future de ce service afin de décider d'éventuelles adaptations dans un esprit de qualité et d'amélioration continue.*

(s.) Josée Lorsché, Georges Engel, Alexander Krieps.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Se ass ënnerschriwwen vun dräi Fraktiounen, mat jeeweils engem Vertrieeder, d'Fraktioun vun der LSAP, der DP an déi gréng, an invitéiert d'Regierung, an dräi Joer eng déif gräifend Evaluatioun vun der Médiatioun ze maachen, ze analyséieren, ob dës Médiatioun hire Missioun gerecht gëtt an, de Fall gesat, déi néideg Adaptatiounen virzehuelen.

Mir sinn eis bewosst, datt net all Konflikt am gemeinsamen Averstännis ka geregelt ginn, och net dann, wann d'Médiatioun wierklech ganz perfekt funktionéiert. Et ginn och grav Härtefäll. An an deene Fäll mussen aner Weeër ageschloe ginn. Et ass awer net, wéi wa mer do keng Léisung ausgeschafft hätten. Deen een ass natierlech de Wee op d'Gericht, wat trachéiere kann, am Fall wou de Schued kloer identifizierbar ass an d'Rechtméissegkeet vum Patient senger Klo unerkannt ass. Grad bei gesondheetleche Schied ass et awer net ëmmer méiglech, e Schëllegen oder e Feelverhalten ze identifizéieren, well d'Ursaache sinn einfach oft esou diffus, datt dat net geet. A se kënnen och net ëmmer op eng Feelbehandlung zréckgefouert ginn.

Aus deem Grond ass scho bei de Koalitionsverhandlungen - den Här Krieps huet drop higewisen - no enger Léisung gesicht ginn, fir souwuel dem Patient wéi och dem Medeziner belasschend a penibel Gerichtsprozesser ze erspieren. D'Léisung besteet, wéi gesot, an der Aféierung vum Fonds d'indemnisation, deen um Solidaritéitsprinzip berout. Ech betoune Solidaritéitsprinzip, well all Patient an all Dokter onverschëlt an eng Konfliktsituatioun gerode kann, wat d'Resultat vun enger Behandlung oder enger Interventioun ugeet.

Als Gréng hate mir déi Form schon am Wahlprogramm gefuerdert a mir si wierklech frou, datt d'Koalitionspartner mat op deeselwechte Wee wollte goen. A mir begrëssen et ganz besonnesch, datt d'Käpp am Gesondheitsministère schon dämpfen, fir d'Modal-

téite vum Fong auszeschaffen. Et wäert net méi laang dauere bis en en place ass.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Léif Kolleginnen a Kolleegen, en anere vill diskutéierte Punkt war dee vun der Informatiounspolitik vun den Dokter an der Informatiounspflicht an der gläichberechtigter Bedeelegung vum Patient an Entscheidungen, déi bei enger Behandlung getraff musse ginn. Wann e Patient Beschwerden huet, déi en Dokter net kennt, a wann den Dokter Erklärungen gëtt, déi de Patient net verstee, da si mer just do, wou mer net wëllen hikommen, nämlech bei engem Dialogue de sourds.

Leider ass dës Zort vun Dialog keng Ausnahm. International Etüde konnte beweisen, datt eng Konsultatioun bei engem Generalist an der Moyenne net méi wéi 15 Minuten dauert, an datt d'Patienten an der Moyenne schon no 18 Sekonne vun hirem Dokter ënnerbrach ginn, wa se him vun hire Leiden erzielen. Well d'Patienten dem Dokter an deem Fall net alles erziele kënnen, wat se ze erzielen hunn, gi wichteg Elementer vun der Virgeschicht vun der Krankheet, wat Anamnese genannt gëtt, ënnert den Dësch gekiert. D'Resultat si ganz oft Feeldiagnosen a Feelbehandlungen!

Den Impakt vun der Zäit, léif Kolleginnen a Kolleegen, déi en Dokter sech fir Patientegesprécher reservéiert, soll also kengesfalls ënnerschätzt ginn. Et gëtt net oft dervu geschwat. Dem Gesetzgeber ass et leider net méiglech, e festen Zäitkader fir all Zort vu Konsultatioun virzeschreiwen. Et kann een hei net mat der Stoppauer virgoen. Ech fäerte ganz, esou laang wéi d'Operatiounen am beschte bezuelt ginn, gëtt d'Zäit grad do agespuert, wou se am néidegsten ass, beim Patientengespräch!

Déi zweet Ursach vun engem mangelhaften Informatiounsaustausch tëschent dem Medeziner a sengem Patient läit natierlech och an der Villsproochegkeet vun eisem Land an och vu villen anere Länner. Engersäits si mer jo frou, datt mer se hunn. D'Villsproochegkeet mécht de Rächtmung vun eisem Land aus, den intellektuellen a kulturelle Rächtmung. An dee Rächtmung soll gefërdert ginn. Anerersäits muss am Gesondheitssektor alles gemaach ginn, fir datt d'Dokteren an d'Patienten op Aenhéicht kënnen matenee schwätzen. An duerfir brauche se eng gemeinsam Sprooch.

Dat ass natierlech net einfach an engem Land wéi Lëtzebuerg. De Gesetzesprojet berëfft sech dofir op de Lëtzebuerger Sproocheregime, deen dräi Sproochen offiziell unerkennt. Ech denken, dat ass eng ganz pragmatesch Léisung, déi doudsicher net perfekt ass. Mir schloen zousätzlech Efforte vir a wäere frou, wa se kéimen.

Déi Moosnamen, déi mir eis ausgeduecht hunn, déi stinn och deelweis am Gesetz. Dat ass, éischters, de Réckgrëff op international oder interkulturell Interpretieren oder Vertrauenspersounen. Anerersäits awer och d'Förderung vu Sproochecoursen am Gesondheitssektor, net nëmme fir d'Dokteren, mä fir dat gesamt Flegpersonal, wat och do schafft.

Ech wëilt awer soen, datt an deem Beräich scho ganz vill Efforte gemaach ginn. Mä et ginn ni Efforte genuch gemaach.

Eng aner Kommunikatiounspist ass déi, déi an Däitschland ganz oft am Asaz ass. Hei kënnen speziell informatesch Aarbechtsinstrumenter agesat ginn a ville Sproochen an deelweis och an Zeechesprooch. Se hu sech op ville Plaze bewäert. Bei eis gëtt et se nach selten oder guer net. Se sinn net nëmme sénnvoll am Umgang mat friemsproochige Patienten, mä och am Umgang mat héiergeschiedegte Leit. Vun deenen ass och am Gesetz net ganz vill gesot ginn.

Ee Wuert nach zum sougenannte Référentiel, deen och schon zur Sprooch komm ass. Et ass e weidert Mëttel, fir d'Patienten iwwert déi wichtegst Elementer vun der Behandlung an iwwer hir Risiken ze informéieren. An der Santéskommissioun ass majoritär - ouni d'CSV - festgehal ginn, datt de Medeziner dem Patient en nationalen oder en auslännesche Référentiel fir all Typ vun Interventioun kann zur Verfügung stellen. D'Diffusioun vun engem Référentiel soll also net obligatoresch sinn.

An dës Dispositioun ënnerstëtze mir.

Éischters, well et extrem rar a komplex Krankheete ginn, déi jee no hirer Evolutioun, hire Symptomer oder hirer Gravitéit musse behandelt ginn an net an e fest Schema vun engem Référentiel erapassen.



Zweetens ass d'Medezin eng Wëssenschaft, déi schnell evolueiert. Dowéinst mussen d'Medeziner eng gewësse Fräiheet behalen. Se mussen d'Recht behalen, flexibel op Entwécklungen anzegoen an dorop ze reagieren an deemno och wéi bei Interventioune kuerzfristeg Annerunge virzehuelen. D'Heelung ass net nëmmen eng Wëssenschaft. D'Heelung ass och eng Konscht an eng Konscht brauch Kreativitéit.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Anerefalls verléiert se hire gesellschaftleche Stellwäert.

E festgefruerene Référéntiel géif dës Kreativitéit an dës Flexibilitéit bei enger schwieriger Behandlung ewechhuelen oder zumindest aschränken an de Medeziner e wichtege Deel vun hirem wichtege Handlungsspillraum huelen.

Deen ass ëmsou méi grouss, wat d'Ausbildung vun den Doktere méi grouss ass, an net, wat de Référéntiel besser ass. D'Plus-value fir e Patient läit eiser Meinung no dofir net an der Aushängung vun engem Référéntiel, mä villméi an der regelméisseger a gezielter Weiterbildung vun den Dokteren...

► **Une autre voix.**- Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- ...an an der Zäit, déi d'Doktere sech fir d'Patienten huelen oder huelen dierfen, fir Mëssverständnisse a Feelbehandlungen auszuschléissen.

Léif Kollegeinnen a Kollegen, ofschléissend wéilt ech nach just e puer méi allgemeng Remarquë maachen, déi an d'Zukunft gericht sinn, well déi kënn och nach. Mir halen haut net op mat schaffen. Wann dëst Gesetz bis a Kraaft ass, da sollte mer net stoe bleiwen. Mir sollte weider Schrëtt aleeeden, fir d'Rechter vun de Patienten ze stäerken.

Mir géifen et zum Beispill begréissen, wann déi gëllend Regeln aus dësem Gesetz deemnächst iwwersichtlech zesummegefaasst, a méiglechst vill Sproochen iwwersat an um Terrain géifen diffuséiert ginn, beispillsweis a Form vu Patientecharten oder engem Patientebrief, wéi se am Ausland oft ze fanne sinn. Dat éischt Recht vun all de Biergerinnen a Bierger muss nämlech sinn, hir eege Rechte fir d'Éischt emol ze kennen.

Mir sinn och frou, datt d'Regierung de Contrôle médical méi genee wéllt ënnert d'Lupp huelen an all Hiewelen a Bewegung wéllt setzen, fir déi schwaarz Schof am System ze detektieren, well och si sinn eng Gefor fir de Patient. Mir sollen all Feelentwécklung vermeiden.

Beispillsweis muss all Mënsch, dee bei den Dokter geet,...

(Coups de cloche de la présidence.)

...virun iwwerflëssegem Ordonnancen an domat virun engem iwwerdriwwene Konsum vu Medikamenter geschützt ginn. Net méi spéit wéi d'Iescht Woch war nach an der Press Rieds vun der grousser Unzuel vu Psychopharmaka, déi hei am Land geschléckt ginn. Mam Recht vu psychesch kranke Leit op eng mënschewürdeg Therapie hu chemesch Keulen, wéi de Moien an der Kommissioun gesot ginn ass,...

► **M. le Président.**- Madame Lorsché, Dir misst zum Schluss kommen.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Ech hunn nach 20 Sekonnen.

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Neen, Dir hutt keng 20 Sekonne méi. Dir hutt schonn...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Fir d'Motioun.

► **M. le Président.**- Jo, mä d'Motiounszeit dierf leider, laut Reglement, net kumuliert gi mat der normaler Riedezäit. Dat ass nun emol esou virgesinn. Im Zweifel für den Angeklagten. Mä, Madame Lorsché,...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Entschëllegt, Här President. Ech hat dat esou erkläert krit. Dann hunn ech dat déi nächste Kéier...

► **M. le Président.**- Jo, duerfir hunn ech et elo eng Kéier esou kloer gesot,...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Merci.

► **M. le Président.**- ...dass keng Équivoque méi kann opkommen do derbäi. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert erëm, fir zur Konklusioun ze kommen.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Dat ass eng Interpretationsdivergenz.

► **M. le Président.**- Et ass keng Interpretatioun vum Reglement; dat ass ganz kloer an däitlech. Ech wéll et dann och eng Kéier virlesen: «Le temps de parole relatif aux motions ou aux résolutions ne peut être cumulé avec celui des rapporteurs, interpellateurs, auteurs...» an esou weider an esou fort.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Neen, neen. Mä och,...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Ech hunn et elo verstanen. Mä virdu woussst ech dat net.

► **M. le Président.**- ...datt et dann an allen Hinsichte kloer ass fir jiddwereen. Fir d'Deputierten dann ze informieren: Dat ass net nëmme fir de Rapporteur, mä et ass fir den Interpellateur an de Riedner.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Ech hunn de Message verstanen, Här President,...

► **M. le Président.**- Merci.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- ...a soenlech villmools Merci. Ech sinn haut méi gescheit ginn.

Doriwwer eraus wéilt ech dann nach just eppes soen, nämlech datt déi beschte Patienterechter fir eis nach ëmmer déi sinn, déi net an Usproch geholl musse ginn. An deem Sënn wéilt ech der Regierung an haaptsächlech der Madame Ministesch félicitéiere fir all Initiativ, déi op Preventioun setzt a vill Krankheete verhënnere kann.

An deem Sënn soen ech lech villmools Merci, datt Der mer nach déi Minutte vergonnt hutt, a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och der Madame Lorsché a Merci de Kollege fir d'Versteesdemech. Ech wäert dat dann och bei dëser Geleeënheet bei jiddwereengem esou interpretieren. Mä et ass heiansdo wichtege, wann een erëm op säi Reglement zrëckfënn. Merci villmools!

Deen nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, villmools Merci. Ech probieren, mech dann och ganz streng un d'Zäit ze halen. An dem Här Engel, wéll ech direkt emol ufänken, mat engem grouse Merci fir säi Rapport.

Mir hunn eis awer gewonnert, firwat mer eigentlech dat Gesetz haut virgeluecht kréien. Et ass hallef fäerdeg an et ginn eng ganz Rei vu wichtege Froen an dësem Gesetz net ugeschwat.

Firwat soe mer, et ass hallef fäerdeg? Ma avéier Punkten.

Dat Éischt ass déi Konventioun d'Oviedo, déi an engem Sënnzesummenhang heimadder steet - iwwert déi ass jo haut schonn zweemol geschwat ginn - an déi nach ëmmer net ëmgesat ass. Dobäi ass eng Ethikskonventioun, eng Bioethiksfro extrem wichtege!

Et ass net ze verstoen, firwat dat esou laang dauert, an et ass nach manner ze verstoen, wou mer elo iwwert direkt Implikatiounen an eiser Gesellschaft diskutieren, wéi zum Beispill eng Procréation médicalement assistée oder eng Gestation pour autrui, wat eminent bioethesch Froen opwerft a wou eng Diskusioun ronderëm eng Oviedo-Konventioun eis géif erlaben vläicht, an deem Beräich Kloerheet ze kréien.

Et ass och ganz komesch, datt ausgerechent déi gréng Kollegeen hei soen, datt d'Dignitéit an d'Identitéit vum Mënsch missten all Kéiers do respektiert ginn, well et si genau si, déi et jo an hire politeschen Optiounen, wéi elo zum Beispill dem Homosexuellebestietnis, net respektieren.

► **Plusieurs voix.**- Ooohhh!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Dat Zweet ass: Firwat soe mer, dat Gesetz hei wier net fäerdeg? Majo wéinst deem Widdersproch zwëschen der Prescription trentenaire am Zivilrecht an zéng Joer Dokumenter fir d'Dokteren. Do ass eng evident Kontradiktioun. Mir verstinn och net, wéi schonn d'Kollege vun der CSV et virdu gesot hunn, wéi esou d'Justice dat étudiéiert a firwat mer net direkt do zu enger Léisung komm sinn.

Drëttens, mir bekennen eis als ADR och kloer zu enger Responsabilité sans faute am Beräich vun der Medezin, an et misst sinn, datt Accidents médicaux, wou keng direkt Responsabilitéit kann identifizéiert ginn, iwwert d'Solidarité nationale gekläert kéinte ginn. Et ass eis gesot ginn, dat soll elo an engem Joer kommen. Mir froen eis: Firwat solle mer dann d'Gesetz elo huelen, wa mer et schonn an engem Joer da musse complétéieren oder nobesseren?

Genausou wéi déi Instance de conciliation, déi mer jo gär hätten, oder déi op jidde Fall

d'AMMD an d'Patientevertriedung gär hätten. Och déi soll an engem Joer eréischt kommen. Firwat muss mer dann elo e Gesetz huelen, wou den Aléa thérapeutique dann erëm eng Kéier no enger gewëssener Zäit iwwerschafft gëtt?

Et ass komesch, datt mer also e Gesetz hei kréien, wat a wichtege Punkten net fäerdeg ass a wou Froen opbleiwen.

Da kënn nach derbäi, datt dat eigentlech, wat déi meeschte Leit interesséiert, a wat fir vill Leit déi wichtegst Patienterechter sinn, an dësem Gesetz zum Deel iwwerhaupt net ugeschwat gëtt oder ëm Ecken ugeschwat gëtt.

Dat Éischt ass d'Sprooch. Et ass fir vill Lëtzebuerger eng richteg Préoccupation, datt se am Gesondheets- an am Fleegesecteur hir eege Sprooch net kënnen schwätzen, datt se hir Péng, hir Suege mussen op Franséisch oder op aner Sproochen ausdrécken, déi se dacks net gutt kënnen, an zemools net gutt kënnen, wann et hinne richteg schlecht geet.

Mir als ADR fuerderen zënter Joren, a mir maachen et konsequent, datt am gesamte Gesondheets- a Fleegesecteur muss Lëtzebuerger geschwat ginn. A mir soen, datt eng Haftung muss bestoen, wann opgrond vu mangelhafte Lëtzebuergerkenntnisser Mëssverständnisse bestinn.

déi gréng soen, mir brauchen interkulturell Interpretieren an esou weider. Mä et geet hei am Land dach emol haaptsächlech drëm, datt déi Leit, déi hei am Land wunnen, datt ass nach ëmmer eng Majoritéit vu Lëtzebuerger, an dem Gesondheetssecteur hei am Land kënnen hir Sprooch schwätzen. Dat ass eigentlech déi gréissten Eraufuerderung haut. Firwat gëtt dat an dësem Gesetz net kloer berücksichtegt an ëmgesat, datt dat och méiglech ass?

Da gëtt et eng ganz Rei vu Suergen, déi och de Leit als Éischt afalen, wa vun hire Rechte geschwat gëtt am Gesondheetssecteur: d'Urgencen an de Kliniken, chronesch Péng. Wéi gëtt chronesch Péng behandelt? Wéi kënnen mer d'Klinike barrièrefräi maache fir behënnert Leit? Wéi ass et mat Begleetpersounen? Datt déi zum Beispill kënnen och stationär opgeholl ginn, wa se mat engem Schwéierbehënnerten an d'Klinik ginn. A lauter esou Froen leien de Leit uewen, méi vläicht wéi de Référéntiel oder aner Saachen, déi hir Wichtigkeet hunn, awer déi direkt Realitéit vun de Patienten am Land wesentlech manner beréieren.

Dann hu mer déi Fro vun där enger Ulafstell, fir Informatiounen ze ginn. Wa mer herno iwwert d'Ëmsetzung vun enger EU-Direktiv schwätzen, komme mer dorobber. Et wär effektiv eng gutt Geleeënheet gewiescht, fir eng eenzeg Informations-, Konsultatiounsstell hei am Land ze schafen. A mir hoffen, datt mer dat kënnen nohuelen.

Mir brauche genuch a gutt ausgebildete Personal a mir mussen iwwerall am Gesondheetssecteur, zemools och bei deenen Demenzkranken an der Geriatrie, derfir suergen, datt d'Dignitéit vun de Mënschen ëmmer respektéiert gëtt. Dat si Saachen, déi vill Leit un éischer Plaz interessieren.

Mä d'Dokteren, virun allem si hunn eng ganz Rei vu Saachen ugeschwat, déi mer och mussen opgräifen, wa mer wëllen eschtlech iwwer eise Gesondheetssecteur nodenken.

Dat Éischt ass zum Beispill déi Fro vun den Accompagnateuren. Si hu mat Recht drop higewisen, datt et do en Duerjerne gëtt an der Definition vun engem Accompagnateur, zum Beispill, wann d'Dispositions de fin de vie oder esou am Spill sinn.

A mir hunn eng Erscheinung hei am Land, wéi och op anere Plazen, mä déi mer net dierfen négligieren, datt ass dat vun Accompagnateuren, déi Frae begleeden an och bei der Ennersichung wëlle begleeden. A fir ganz konkret de Problem ze benennen: Et gëtt hei eng Grupp, eng méi radikal Grupp an eiser islamescher Populatioun, virun deenen d'Dokteren och zum Deel géintiwirer eis Angschtgefiller ausgeschwat hunn, wou se eng Fra emol net méi kënnen ennersichen, well een derbäisteet, deen dat net akzeptéiert. A wou déi Leit natierlech deene Fraen hir elementar Rechte als Patientinnen deen Abléck net kënnen respektieren.

Dat geet net hei am Land! A mir mussen dach de Courage fannen, als Politik eng Léisung ze fanne fir esou Situatiounen, fir och deene Frae kënnen ze garantieren, datt se all Ennersichung, all Behandlung kënnen kréien, déi hinnen zousteet, a wou mer eis net aschüchtere loosse duerch Accompagnateuren, déi aus hire reliéisen oder aneren Iwwerzeugungen dat wëlle verhënnere. Dat geet hei am Land net. Op jidde Fall net an der Opfaassung vun der ADR.

Da wëlle mer och de Secret médical kloer verdeedegen. Mir hunn hei am Land esou eng

Kultur entwéckelt vun Antigeheimnis. Fir d'Éischt gi mer d'Bankgeheimnis op, elo fänke mer un, d'Dokteschgeheimnis ze sacrificieren, ouni richteg gutt Argumenter do ze hunn. Mir hunn en Drock vun der Sait vum Ombudsman zënter enger gewëssener Zäit géint de Secret médical. Mir hunn awer och do Entwécklungen, déi mir op jidde Fall net kënnen akzeptieren.

Zum Beispill, wann den Ombudsman iwwer Gesetz d'Méiglechkeet krut, fir Kontrollfongtiounen an den Établissements de surveillance auszuféieren, dann heescht dat net, datt dat an der Psychiatrie geet! Mir kënnen net engem Ombudsman - an dëser Situatioun ass et jo eng Damm -, mä „Ombudsman“ ass e schwedescht Wuert, dat heescht „Mënsch“, dat ass also geschlechtsneutral. Mä mir kënnen net dem Ombudsman d'Méiglechkeet ginn, medezinesch Dokteren an der Psychiatrie ze kucken, well eng psychiatresch Instanz ass keen Établissement de surveillance, dat ënnert d'Folterkonventioun oder enner aner Instrumenter géif falen, wou do muss kënnen kontrolléiert ginn.

Mir mussen also ganz gutt oppassen. Ech sinn d'accord mat all deenen, déi soen, mir mussen d'Rechter vun de Patienten an der Psychiatrie stäerken. Mä eent vun deene Rechter, wat muss gestärkt ginn, ass op jidde Fall och d'Protektioun vun hirer Privatsphäre a vun hirem Secret médical.

D'Autorité parentale ass och esou eng Saach. Mir hunn hei am Land en Duerjerneen a leschter Zäit, wat mer mat där Autorité parentale maachen. Mir schwäche se eigentlech permanent a verschiddene Saachen, well mer d'Émancipation du mineur gär hätten. Mä ech froe mech: Awéiwäit kann ee bei engem Mineur vun engem Consentement éclairé iwwerhaupt schwätzen?

Et ass eng Tendenz am Abléck, och bei dëser Regierung, beim Wahlrecht, elo beim Patientenschutz, bei der Ofdreiwung, fir de Mineuren ëmmer méi Rechte ze ginn. Mä et ass eng ganz geféierlech Entwécklung och. Mir gesinn zum Beispill an der Belsch bei der Euthanasie fir Mannerjäreger, datt do och déi Tendenz besteet. Wat aver heescht, datt mer eigentlech Leit, déi iwwerhaupt nach net déi Maturitéit hunn, fir extrem schwéier Décisiounen kënnen ze huelen, datt mer déi awer wëllen an esou Situatiounen setzen, an datt se da ganz liicht kënnen enner Drock gesat ginn.

Et geet drëm, fir och déi Leit ënner 18 Joer effikass ze schützen, an dat heescht och, datt mer d'Autorité parentale net dierfe sacrificieren an och derfir suergen, datt, wa mer vun Autorité parentale schwätzen, déi zwee Elterendeeler ëmmer déiselwech Rechte sollen hunn.

Bei den Honoraren hu mir als ADR Versteesdemech fir d'Dokteren, wann déi soen, wa se méi Zäit investieren, da solle se och bezuelt ginn. Mir soen awer och, datt mer am Interesse vun de Patienten gewësse Praktike musse méi transparent gestalten. Zum Beispill déi Fro vun de Sonderhonorare CP an aner Saachen, dat soll esou geregelt ginn, datt d'Dokteren dat musse mam Patient am Virus ofmaachen, fir datt do och de Patient weess, wat e muss bezuele bei deene Prestatiounen. Virun allem bei deene Prestatiounen, déi eben net vun enger Krankeess iwwerholl ginn.

Genausou wéi bei de Locatiounen vu verschidden Apparaten, wou eng Rei vu Spezialiste wierklech ganz grouss Geldfuerderunge stellen an hir Patienten an ëmmer erëm an iterativ. Ob mer do net musse Méiglechkeete fannen, fir am Diskurs an am Dialog mat den Dokteren awer Léisungen ze fannen, déi géifen zu groussen Erspuermisser féieren.

Da gi mer den Dokteren och recht, wa se soen, et muss eng Obligation d'assurer ginn. Dat ass och e Rôle vum Stat, fir déi kënnen ze schützen. De Renversement de la charge de la preuve ass eppes, wat d'ADR prinzipiell oflehnt, well mer se net als rechtsstaatlech considéieren.

Mir wëllen och, datt de Patient, datt dat net eng Onméiglechkeet gëtt fir den Dokter, fir derfir ze suergen, datt de Patient muss alles verstoen. An nach eng Kéier: Wa mer iwwer Sproochen hei am Land schwätzen, dann ass eist éischt Uleies, op jidde Fall als ADR, datt mer musse Lëtzebuerger wierdegen a Lëtzebuerger duerchsetzen.

Nach ee lescht Wuert zur Médiatioun, an do schléissen ech mech ganz kloer deem un, wat een anere Virriedner hei gesot huet. Mir mussen an der Médiatioun op jidde Fall Délaien hunn a mir mussen d'Méiglechkeet hunn, fir Experten erunzeéien, bis mer dann endlech op eng Conciliatioun kënnen kommen.

Ech soen lech Merci. Derbäi, an ech mengen, dat hutt Der verstanen, bei all deene Reserven, déi mir hunn, wäerte mir dëst Gesetz net stëmmen.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!



► **M. le Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. Als nächste Riedner huet den Här Urbany vun déi Lénk d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci. Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz hei geet jo op eng europäesch Direktiv zrëck iwwer Patiententechter. Et soll een dat och emol kloer an däitlech soen, wa vu Mérite geschwat gëtt, wiefir dat Gesetz hei zoustänneg ass, fir dass et heihinnerkënt.

Dat Gesetz regruppéiert a systematiséiert och eng Rei vu Rechter, déi et elo schonn deelweis gëtt. Am Gesetz sinn, dat wëll ech hei ganz kloer soen, eng Rei vu positive Punkten. Et sinn awer och Hallefhäerzegkeeten dran a souguer Onsécherheeten, déi fir de Patient hei geschafte ginn.

Positiv erëm eng Kéier ass, dass dat Ganzt konnt eingehend diskutéiert ginn an der Kommissioun. Positiv ass och, dass e ganz detailléierten, e wierklech ganz detailléierte schrëftleche Bericht virläit, deen och d'Funktioun huet, fir d'Gesetz ze interpretéieren.

Déi wichtegst Punkten hei, déi fir de Vote ausschlaggebend sinn, sinn an eisen Aen éischters d'Recht op Informatioun vun de Patienten. Et gëtt eng obligatoresch Informatiounspflicht agefouert fir de Gesondheitspraktiker, fir iwwer wesentlech Ziler vu senger Interventioun ze informéieren: iwwert d'Konsequenzen, déi se kann hunn, iwwert d'Benefisser, déi se eventuell huet fir de Patient, iwwert d'Dränglechkeet oder d'Netdränglechkeet, iwwer Risiken an iwwer heefeg Suiten, déi mat esou Type vun Interventiounen verbonne sinn, eventuell schlëmm Suiten, déi kënnen dermat verbonne sinn, iwwer Alternativen oder och iwwert d'Konsequenzen, wann näischt geschitt.

Woubäi de Medeziner d'Interventioun an d'Risiko vun der Interventioun muss kënnen aschätzen an och erklären opgrond vum allgemenge Gesondheitszoustand vun deem eenzelne Patient.

Informatiounen iwwer Risike sinn zousätzlech méiglech laut deem Gesetz hei mat Hëllef vu sougenannte Referenzpublikatiounen, iwwert déi hei scho geschwat ginn ass. Déi solle vum Conseil scientifique vun der Santé ausgeschafft ginn, wat eng staatlech Organisatioun ass. Ob et sénnvoll ass an net iwwerduerschnëttlech bürokratesch, demiewent nach obligatoresch national Referenzen a Recommendationen fir Medeziner ze schafen, dat wëll ech einfach emol dohigestallt loossen. Ech mengen éischer, dass dat net sénnvoll ass, well, ech si kee Medeziner, mä ech ka mir en Operéieren oder en Therapéiere no engem Kachbuch net virstellen, an d'Madame „Lorgé“ huet hei ganz kloer gesot, dass am Medezinberuff, grad wéi an anere Beruffer och, eng Portioun Kreativitéit a Konscht erfuerdert ass, soudass ech net d'accord si mat deene Kritiken, déi hei vun der CSV an där Hinsicht un deem Gesetz hei virbruecht ginn.

Nei ass an deem Gesetz, dass de Patient selwer kann zousätzlech Informatiounen nach froen iwwert déi berufflech Praxis vun deem jeeweilege Medeziner, wéi d'Zuel vun Akten ass, déi e gemaach huet, de Komplikatiousgrad vun deenen Akten, ob en eng Assurance huet - ganz wichteg - an esou weider.

Den Dokter huet also eng ganz Rei vun Informatiounspflichten, déi en hei kritt, an en huet och Bewäispflicht, dass en där Informatiounspflicht nokomm ass. Dat war virdu schonn an der Jurisprudenz esou, mä elo ass et och am Gesetz dran. Dat Gesetz - muss ee souguer soen awer, kritesch gesinn - kënt éischer den Dokter hei entgéint bei där Informatiounspflicht a beim Bewäis dovunner, andeems se kënnen hiren eegene regelméisseg gefouerten Dossier, also hir eege Piëcen als Bewäis bréngen vun deenen Informatiounen, déi se dem Patient matgedeelt hunn. An dann ass et erëm eng Kéier um Patient, fir de Contraire ze beweisen, dass dat net esou war.

Zweetens sinn hei eng Rei Saachen dran, an dat hânt och mateneen zesammen, iwwert d'Matbestëmmung vun de Patienten, déi informéiert Patienten also. Si kënnen sech, fir besser informéiert ze ginn, accompagnéiere loosse vun enger Persoun. De Patient muss, steet elo am Gesetz, och wann et an der Praxis vläicht virdu schonn esou war, ausdrécklech den Accord gi fir déi Behandlung. Deen Accord ka sech aus sengem Verhalten och einfach erginn, e muss net expressément erfolgen, mä op jidde Fall muss de Medeziner sech vergewësseren, dass den Accord do ass an och dass de Patient alles verstanen huet. E kann awer och dat iwwer säin Dossier beweisen, an ech gesi wierklech do e bëssen awer de Problem vun de Preuves préconstituées bei esou Dossieren, wou een emol esou Dossieren an deem Sënn uelet, an dann ass d'Bewäislaascht emgedréit, an da muss de Patient beweisen, dass en a Wierklechkeet guer net informéiert ginn ass.

An dat ass awer wichteg, well de Patient hëlt jo, an dat steet elo ausdrécklech am Gesetz dran, zesumme mat de medezineschen Acteuren d'Décisiounen iwwer seng Gesondheet. An dat huet erëm eng Kéier Auswierkung op d'Responsabilitéit vun de Medeziner. Et steet däitlech am Commentaire des articles dran, dass de Patient mat verantwortlech gëtt fir d'Konsequenze vun deem ageschloenen therapeutische Wee. E gëtt en Acteur de Santé selwer, steet do dran, deen och sengersäits iwwregens Informatiounspflichten huet iwwer seng Gesondheitsgeschichte an esou weider, wat awer problematesch ka ginn an der Praxis, well et muss ee jo eiser Meenung no ausgoe vun enger ongläicher Situatioun tëschent Patienten a Medeziner.

Elong verantwortlech fir Feeler bei deem konkrete medezineschen Akt bleift zwar am Prinzip de Medeziner, dat steet awer och net hei am Gesetz, mä dat sinn déi allgemeng Regele vun der Responsabilité civile, an de Patient huet och ëmmer nach do d'Bewäispflicht, dass den Dokter Feeler gemaach huet, woubäi, dat muss een awer dann op där anerer Säit erëm soen, et natierlech en Avantage fir hien duerstellt, dass en och den Dossier ka consultéieren zu jidder Zäit an och zu enger Zäit, wou nach kee Prozess leeft.

Nei a positiv ass, eiser Meenung no, och d'Virschalte vun enger gratis staatlecher Médiatiounsstell, spezifesch fir de Gesondheitssektor, déi och Transaktiounen kann ofschléissen, allerdéngs nëmmen, wann déi zwou Parteien d'accord sinn, an och, wat awer net onwichtig ass, wann d'Assurance domat d'accord ass.

A positiv fanne mer och, dass déi Plaintestellen, déi bis elo an de Spideeler bestanen hunn, wou d'Leit sech konnte beschwéieren, dass déi elo vum Dësch schéngen ze sinn, well et ass jo ganz kloer, dass een net Juge et partie ka sinn: Dat sinn Ugestallte vun de Spideeler gewiescht, déi do d'Plainten entgéintgehoen hunn.

Wichtig wier et iwwregens, wann deeselwechte Prinzip géif agefouert gi bei der Médecine du travail, wou och déiselwecht Problemer bestinn.

Déi obligatoresch Conciliatioun ass ugeschwat ginn, wann eng Médiatioun gescheitert ass oder guer keng zustane komm ass. Ob dat elo engem Geriichtsverfahre virzezéien ass, eng Conciliatioun mat obligatoreschen Effete fir déi zwou Parteien, dat wëll ech wierklech emol dohigestallt loossen. Dat muss een nach weider diskutéieren.

Ech sinn och do net d'accord mat deene Kritiken, déi ervirbruecht gi sinn, well ech mengen, souwuel bei Geriichtsverfahre wéi bei Conciliatiounen stellt sech virun allem d'Fro vum Käschtepunkt vun deene Verfahre a vun der Demokratiséierung eventuell vun der Justizhëllef.

An et stellt sech d'Fro vun der Assurance vun den Dokter. Hei misst d'Konsequenz op jidde Fall sinn, wann een Dokter keng Assurance huet, da soll e seng Zouloossung entzu kréien. Déi Konsequenz gëtt awer vun den Auteurs vum Gesetz hei net a Betrib geholl.

Et geet och net dovunner Rieds an deem Sënn, wéi et erwënscht wier an deem Gesetzestext, dee mer herno nach stëmmen wäerten iwwert d'Sécurité sociale. Et ass ugekënnegt ginn, do géif e Projet de loi kommen iwwert dee Garantiefond. An der Deklaratioun vun der Regierung steet kloer dran, dass se et wëilten an engem Joer maachen. D'Madame „Lorgé“ huet eis hei gesot, et wier quasi fäerdeg, et misst..., et géif elo relativ séier kommen; wou een nëmme ka soen, wat éischer, wat besser. Mä mir menge virun allem, dass all déi Froen, déi ech elo opgeworf hunn, och mussen dobäi gekläert ginn, a feststeet awer och, dass se an deem Text hei net erkläert sinn.

Ech kann elo net méi op verschidde Problematiken agoen, déi ganz schwerwiegend, delikat an heiansdo peinlech sinn. Dat ass, wann et em Zoustëmmung geet vu Patienten, déi keng Zoustëmmung méi kënnen selwer ginn. Ech mengen, dass do d'Doktere virun eng grouss Verantwortung gestallt sinn, déi een och net am leschten Detail iwwer esou e Gesetz ka léisen.

Dat kann de Fall si während Operatiounen natierlech, et kann och de Fall si bei gewëssenen Onzourechnungsfäegkeeten oder bei där sougenannter Exception thérapeutique, déi hei agefouert gëtt, fir ze soen, wann de Patient eng gewëssen Informatioun net verdréit a sengem Gesondheitszoustand, da soll een him se net ginn, da muss een him se net ginn.

Ech weess och net, ob déi Designatioun vun enger Personne de confiance, déi soll am medezineschen Interesse vum Patient handelen, wann dee säi Wëllen net méi selwer äussere kann, ob déi all Problemer léist oder op net nei Problemer doduerch geschafte ginn. An ech froe mech, ob zum Beispill d'Vermischung mat

Liewenstestamenten eng gutt Léisung ass, déi hei geschitt. Esou kann zum Beispill, an esou interpretéieren ech deen Text hei, aus enger Personne de confiance, déi do ass, fir an engem senger Plaz Gesondheitsdécisiounen ze huelen, kann op eemol eng Persoun ginn, déi eng Décisioun ze huelen huet iwwert d'Enn vum Liewen oder vice versa, ausser et gëtt ausdrécklech an deem Text vum Patient festgehalten, dass en dat net wëllt.

Aus all deenen Ursachen, déi ech elo opgezielt hunn - op verschiddener kann ech net méi agoen, et gëtt positiv Punkten, et gëtt och negativ Punkten, et gëtt ongeklaerte Froen -, wäerte mer eis op jidde Fall enthalen hei, an ech muss soen, no deene vehemente Kritike vum honorabelen Här Alexander Krieps kann ee jo als Oppositioun deen Text hei eigentlech guer net méi stëmmen. Mir wäerten eis duerfir enthalen.

Merci.

(Brouhaha)

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alexander Krieps (DP).** - D'Haaptsaach ass, ech stëmmen en, Här Urbany!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Urbany. Dir hutt gesinn, ech schaffen u menger Aussprooch bei dem Numm vun Ärer Partei. Ech wollt dem Här Urbany och soen, dass d'Madame „Lorgé“ eigentlech „Lorsché“ heescht. Merci.

An domat huet d'Regierung d'Wuert, d'Gesondheitsministesch Madame Lydia Mutsch.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Här Sozialminister, fir d'Éischt emol Merci fir dee flotten Débat, dee mer hei haten. Ech mengen, et ass och de Mérite vum Rapporteur, deen eis net nëmmen e ganz gudden an ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport gemaach huet, mä dee virun allem iwwer säi Rapport déi Diskussiounen erëmgespigelt huet vun deene leschte Méint oder Joren, kann ee scho bal soen, an der Kommissioun, déi och ganz interessant waren a bei deenen ech de Ple-séier hat an der viregter Legislativperiod als Presidentin mat dobäi ze sinn, an ech wëll och vun deser Geleeënheet profitéieren, fir mengem Virgänger Merci ze soen, ënnert deem senger Tutelle jo awer ëmmerhin deen heite Projet déposéiert ginn ass an deen och dohannertstoung an deen och mat dozou bäigedroen huet, dass an der vergaangener Legislativperiod deen awer ganz komplexe Sujet op eng flott Aart a Weis an der Kommissioun konnt diskutéiert ginn.

Ech wollt och nach eng Kéier hei opwerfen, an dat ass scho vun enger Rei vu Membere gesot ginn, déi d'Chance haten och, an der leschter Legislativperiod schonn dobäi ze sinn, dat ass, dass schonn eng ganz Rëtsch Ronne gedréit gi sinn, an zwar mat Représentanten aus dem gesamte Gesondheitssektor, an dat ass och gutt esou.

Ech wëll als Beispill drun erënnere, dass souwuel virum Dépôt wéi och an der Chamberkommissioun selwer, an zwar virun deser Legislativperiod wéi och an deser Legislativperiod op den Avis vun der AMMD zrëckkomm ginn ass oder och op d'Patientenverriedung, et ass op si gelauscht ginn. Hir Avise sinn am Detail examinéiert ginn, an et sinn och eng ganz Rëtsch vu Reflexiounen agefloss an dat heite Gesetz. An eigentlech muss et jo och esou sinn.

An dat gëtt mer och eng Geleeënheet, fir hei ervirzeträichen, dass déi, déi ech elo grad genannt hunn, stellverriedend fir all déi, déi am Gesondheitssektor matwierken, wierklech mat hiren Avisen a mat hirem Input a mat hiren Diskussiounen, déi si mat eis zesumme gefouert hunn, wierklech e wichtige Acteur an eisem Gesondheitswiesem sinn, ouni déi mir och déi ganz Diskussiounen net esou kéinte féieren, wéi mer se tatsächlech gefouert hunn.

Als Resultat, an dorobber freeën ech mech haut, hu mer elo hei an der Chamber e Gesetz, wat wierklech de Patient an de Mëttelpunkt vun eisem Gesondheitssystem stellt an d'Rechter vun ebe grad deem Patient stärkt a weider ausbaut. Dat ass net all Dag um Ordre du jour vun enger Chamber, an dofir sollt een dat och esou ervirzeträichen.

An direkt eng grondsätzlech Ausso: Dem Patient säin alleréischte Recht ass dat, fir seng Rechter a Flichten iwwerhaupt emol kloer ze kennen. An dofir ass et ze begrëissen, als Alleréischte, dass dat heite Gesetz an engem modernen a kohärenten Text dem Patient seng Rechter a Flichten allegueren iwwerhaupt emol zesummefaasst, an an enger Form, déi een duerchaus a verschiddene Sproochen a Formen herno och soll no baussen droen. Dat ass eng ganz flott Propositioun, déi hei komm ass. Dat ass emol ee vun deenen allergreiste

Méritten, an dat war bis elo an där doter Form net de Fall.

Dat heite Gesetz stärkt och virun allem dem Patient säi Rôle als mündegen a gläichberechtigten Acteur vu senger eegener Gesondheet. Dat ass nach laang net an alle Länner de Fall, an duerfir huet dat Gesetz och dee grouse Mérite, fir déi doten Approche anzekloen an dat och an engem kohärenten Text ze dokumentéieren.

D'Informatioun an d'Abézéie vum Patient si ganz wichtige Elementer, fir dass de Patient, an dat ass och oft hei ervirgestrach ginn, an zu Recht ervirgestrach ginn, a senger Prise en charge kann iwwerhaupt emol aktiv matwierken a sech fir d'Behale vu senger Gesondheet selwer abrénge kann. Och dat ass an der Praxis nach laang net ëmmer an net iwwerall eng Selbstverständlechkeet.

An duerfir nach eng Kéier, dat heite Gesetz gesäit an deem Sënn eng ganz Rei vu Mesurë vir, déi ech ganz résuméiert nach eng Kéier wëll ervirzeträichen: E Recht vum Patient, iwwer säi Gesondheitszoustand informéiert ze ginn. Den Dokter muss dem Patient déi néideg Informatiounen iwwermëttelen, ënner anerem iwwer seng Gesondheet, iwwert d'Behandlungsméiglechkeeten an d'Risiken, fir sech zesumme mam Dokter fir déi eng oder déi aner Behandlungsméiglechkeet oder deen een oder aneren Traitement kënnen en connaissance de cause ze decidéieren.

De Patient kann zu all Moment säin Dossier froen an e muss och eng Kopie kréien innerhalb vun engem Maximum vu 14 Deeg, an en huet e Recht, fir sech deen Dossier in extenso erklären ze loossen, wat am Moment esou net de Fall ass. Duerfir e groussen Novum an och eng grouss Bedeitung an deem heite Gesetz.

Vun der AMMD - an och dat ass hei e puermol ervirgestrach ginn an deem doten Zusammenhang, awer och an aneren Zusammenhäng - ass an der Lescht verstäerkt op deem dote Punkt Kritik opkomm. Ech stellen awer fest, datt d'Verriedung vun den Dokter heit net de Prinzip contestéiert, fir de Patienten déi dote Rechter ze ginn, mä dass domadder virun allem bei hinnen tarifär Fuerderunge verbonne sinn, well si der Meenung sinn, dass doduerjer, dass dem Patient eng verstärkten Informatioun zoukomme muss, och e verstärkten Zäitopwand kënt an dorunner och déi Fuerderunge geknäppt sinn, fir deem verstärkt an der Nomenclature Rechnung ze droen.

Ech iwwerloossen elo jiddwerengem Einzelnen ze jugéieren, ob en dat als justifiéiert gesäit oder net. Mä virun allem iwwerloossen ech et awer och de Kolleeg vum der Sécurité sociale, déi dat natierlech och mat ze tranchéieren hunn an duerfir och d'Tutelle hunn. Mä ech wëll awer ganz fairnesshalber hei soen, dass bei alle Kritiken, an zum Deel och gerechtfertigte Kritiken, vun enger Dokteschverenegung an zum Deel och vun anere Verriedungen, dat doten awer den Hauptasaz war an net de Prinzip, fir dem Patient méi Rechter ze ginn, an ech mengen, dat éiert och déi eenzel Intervenanten.

Bon, vill Patientene sinn och frou, an och dat ass zu Recht hei ervirgestrach ginn, fir am Beräich vun der Gesondheet op Hëllef vun enger Persoun kënnen zrëckzegräifen, sief et well se sech selwer net à l'aise spieren, fir déi Décisiounen eleng ze huelen, sief et well se mengen, dass se net à même dozou sinn. An duerfir gesäit d'Gesetz e Recht op en Accompagnement vir, en Accompagnateur, deen déi Persoun dann ebe kann ënnerstëtzen. An dese Begleeder, dee gëtt fräi vum Patient gewielt. Et konnt een heiansdo hei bei enger Rei vun Interventiounen mengen, et géif een een imposéiert kréien. Dat ass jo absolut net de Fall. Dee Begleeder gëtt fräi gewielt. A fir de Fall, dass ee mengt, dat net méi selwer kënnen ze decidéieren oder am Virfeld d'Angscht huet, dass ee vläicht an eng Situatioun kënt, an där een net méi ka selwer decidéieren, kann de Patient och eng Vertrauenspersoun schrëftlech designéieren, déi dann a sengem Numm an a sengem Intérêt kann handelen. An och déi Mesuren ënnerstëtzen a begleeden de Patient, virun allem déi Patienten, déi méi fragil sinn, a wéi enger Hinsicht och ëmmer, an och dat ass e verbréit Recht fir d'Patienten. An ech mengen, do wäerten och an Zukunft, ob jonk oder al, ob schwéier krank oder manner schwéier krank, vill Patienten op dat Recht zrëckzegräifen. An och dat ass eng Méiglechkeet, déi dat heite Gesetz schafft an déi een net sollt ënnerschätzen.

Ech wëll och nach eng Kéier kuerz op déi vill diskutéiert Informatiouns- a Médiatiounsstruktur zrëckkommen, déi iwwert dat heite Gesetz fir de

gesamte Gesundheitssektor geschafte gëtt an déi a mengen Aen eng grouss Errungenschaft ass. Et ass eng nei geschafte Struktur a se ass do fir de Patient, awer se ass och do fir de Prestataire. Natierlech, mir schafen haut e Patientengesetz, mä et sollt een awer och hei drop insistéieren, dass de Prestataire geneesou viséiert ass, well déi heiten nei Instanz soll jo neutral an onofhängeg am Gesundheitssektor an am Gesundheitsberäich informéieren, wéi eng Gesundheitsdängschter et ginn, u wee sech de Patient hei zu Lëtzebuerg ka wenden, Patienten a Prestataire iwwer hir Rechter a Flichten informéieren, iwwert d'Médiatioun respektiv iwwert déi aner Schrëtt, wéi zum Beispill och d'Gerichter, dat ass jo awer eng Méiglechkeet, informéieren.

Ech wëll och eng kleng Ausso vum Här Krieps nuancéieren, an deem Sënn, dass nom Doud e Partner wuel Accès zum Dossier vun der verstuerwener Persoun kann hunn, ausser déi hätt am Virfeld geäussert, dass se domadder net d'accord ass. Mä soulaang de Patient leeft, muss e säin Accord ginn, fir ween och ëmmer soll oder kann en Accès zu deem Dossier kréien.

Bon, am Fall vun engem Konflikt kann déi Instanz mam Accord vun de Betroffenen als Mediateur dem Patient a Prestataire hëllefen, e Konflikt bäizeleeën. An ech huele mer dat ganz zu Häerz, wat hei gesot ginn ass - ech mengen, et war och vum honorabelen Här Krieps -, dass een hei och nach iwwert d'Notioun vun der Durée soll nodenken, fir dass een awer net an d'Onendlecht „eramédiatiéiert“ oder Conciliationsgesprécher wëllt féieren. Ech mengen, déi Notioun soll ee roueg eranhuelen.

Stéchwuert Référéntiel, dat war jo een Thema, deem den Haaptoppositionssprecher hei zimlech in extenso behandelt huet. Ech wëll hei awer trotzdem en Appell maachen, fir der Saach eng Chance ze ginn.

Ech wëll och rappeléieren, dass hei de Conseil scientifique, dee mer jo och wëlle valoriséieren - dat hu mer am Regierungsprogramm extra drageschriwwen -, dat ass e wichteg Instrument, dat mer do hunn, an dee Conseil scientifique, dee soll elo d'Méiglechkeet hunn, fir en Dokument zur Verfügung ze stellen, do, wou et Virgaben am In- oder Ausland gëtt, an den Dokter kann dat dann utiliséieren. E kann awer och selwer e Référéntiel ausschaffen.

Allerdéngs soll sech d'Opklärung net op Formulär beschränken. Do sollte mer awer och hei wierklech en Appell maachen, well all Opklärungsdokument soll virun allem ënnerstëtzend agesat ginn. Et ass e gudden Outil, mä am Vierdergrond soll awer d'Gespréich stoe mam Patient. An dat ass och hei ënner anerem vun der Madame Lorsché, awer och vum Rapporteur e puermol ervirgestrach ginn.

Duerfir nach eng Kéier: De Schwéierpunkt läit bei der Vermëttlung a bei der Kommunikatioun. An et ass och dat, wat dat heite Gesetz wëllt an de Mëttelpunkt stellen, fir de Parteien eben ze hëllefen, eng aussergerichtlech Léisung ze fannen. Ech sinn am Contraire zum Här Urbany der Meinung, dass dat ëmmer eng méi nohalteg Léisung ass, wann et engem geléngt, iwwert d'Médiatioun en Accord ze fannen. Et ass ganz niewebäi och méi eng bëlleg Formule, wann een net muss op d'Gericht goen oder op e Gerichtsprozess zrëckgräifen.

Ëmmerhi geet et awer och - an duerfir gebrauchen ech hei dat Wuert „nohalteg“ - dréms, fir d'Vertrauen tëscht dem Patient an dem Prestataire am ideale Fall nees hierzestellen. Dat wëlle mer jo awer domadder erreechen. A wann dat eis geléngt, dann hu mer awer vill geschafft.

Dofir ass et och wichteg, hei eng neutral Stell ze schafen, net d'Spidol, net de Collège médical, net d'Patientevertrieder, déi alleguerten an hirem Rôle ganz wichteg Acteur sinn, awer eben net fir dat heiten.

Eng wichteg Fuerderung, an dat ass dee leschte Punkt, op deem ech wëll agoen, wou net nëmme d'AMMD an och d'Patientevertrieder, mä virun allem och d'Membere vun der Kommissioun drop insistéiert hunn, ass d'Schafen ebe vun engem Fonds d'indemnisation vum Aléa thérapeutique, deem am Regierungsprogramm verankert ass an deem elo net Partie intégrante vun deem heite Gesetz ass, well soss hätte mer nämlech dat wichteg Instrument haut net kënne schafen. Dat ass a mengen Aen eng absolut berechtigt Fuerderung.

Esou wéi och de Premier dat a senger Ried zur Lag vun der Natioun schonn ervirgestrach huet, ass sech d'Regierung eens, dass dëst Ge-

setz net deen eenzegen Effort ass, mat deem dës Regierung d'Patientenrechte wëllt stäerken. Do gehéiert ënner anerem dee Fonds d'indemnisation derbäi. An do hu mer jo d'Aussoe gemaach, dass mer wëlle probéieren, innerhalb vun engem Joer no der Publikatioun vun dësem Projet de loi op deem dote Wee ze goen.

Dir hutt ganz richteg gesot, an deem Sënn dämpfen och schonn d'Käpp bei eis am Ministère. Ech mengen, do wäert nach déi eng oder déi aner schloflos Nuecht kommen, mä op alle Fall ginn d'Aarbechten zu deem Fonds d'indemnisation intensivéiert, fir deem Zäitplan kënnen anzehalen a fir domat och Schied vum Patient ofzehalen an iwwert d'Schafe vun engem Fonds d'indemnisation vum Aléa thérapeutique d'Rechter vum Patient zousätzlech ze stäerken, awer och de Prestataire e Stéck Sécherheet ze ginn, dat si haut an där Form net hunn.

Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, ech si frou, dass mer dat Gesetz haut kënne stëmmen. Et ass a mengen Aen e ganz wichteg Gesetz am Intérêt vun de Patienten. Ech géif ofschléissend dovunner profitéieren, fir alle Membere vun der Kommissioun an hire jeeeweilige Rôlen nach eng Kéier e grouse Merci ze soen. Et war flott, fir mat lech zesummeschaffen, an ech freeë mech op déi nächst Projeten.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Minister. Mir sinn dann um Enn vun eisen Diskussiounen zum Projet iwwert d'Bündelung an d'Prezisioun vun de Patientenrechte. Mir géifen iwwert de Projet de loi ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6469 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen.

► **Une voix.** - Här President, beim honorabelen Här Max Hahn geet et net.

(Brouhaha)

► **Une autre voix.** - Dee geet.

► **M. le Président.** - Geet en nach ëmmer net?

Ech mengen, et misst zwar elo geklappt hunn, well ech hu 60 Stëmmen.

Voilà, da géife mer de Vote ofschléissen.

De Projet de loi 6469 ass mat 34 Jo-Stëmmen, bei 3 Nee-Stëmmen an 23 Abstentiounen ugeholl.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6469 est adopté par 32 voix pour, 3 voix contre et 25 abstentions.

Ont voté oui: MM. Marc Angel (par Mme Cécile Hemmen), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn (par Mme Joëlle Elvinger), Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: Mmes Diane Aedem, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Octavie Modert), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Claude Wiseler), Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Aedem), Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber dermat d'accord, fir d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech lech Merci.

Motion 1

Mir hunn d'Motioun am Zesummenhang mam Projet virleien. Ech ginn dervun aus, dass d'Motioun motivéiert ass.

(Assentiment)

Jo. Ech géif da froen, ween zu der Motioun nach wëllt Stellung bezéien.

Ech hunn d'Wuertmeldung vum Här Halsdorf selbstverständlech, och vun der Madame Ge-

sondheitsminister, déi herno drop wäert reagéieren. Här Halsdorf.

► **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV).** - Merci, Här President. D'CSV wëllt sech, grad ewéi beim Gesetzestext, och hei enthalen, well mer déi Démarche vun der Majoritéit hei net deelen. A Richtung vu Médiatioun brauche mer Effizienzstruktur, dass herno d'Patienten, déi domat befaasst ginn, net musse léigféieren oder net musse virun d'Gerichter goen. An duerfir, mengen ech, gëtt sech hei enthalen. Dat wollt ech lech just matdeelen.

► **M. le Président.** - Jo, den Här Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Här President, ech wëll soen, dass mer d'Motioun hei unhuelen, och wa mer net mat alle Considéranten elo am Detail esou d'accord sinn, wéi et hei ausgedréckt ass. Mä de Sënn dervun, fir dass soll eng Evaluatioun gemaach gi vun deem Fonctionnement vun deem Service, dat Uleies deele mer.

► **M. le Président.** - Den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President. Aus deeneselwechte Grënn u sech wéi d'Kollege vun der CSV wäerte mir och eis hei bei dësem Text enthalen. Et ass just gesot ginn och, dass mer sollte bannent engem Joer u sech eng Conciliationsprozedur proposéiert kréien. An hei gëtt jo gesot, no dräi Joer maache mer eng Médiatiounsrevisioun. Dat ass schonn...

(Interruption)

Oh, dat ass vläicht Är Iddi, awer mir gesinn dat anescht, Här Engel. Op jidde Fall aus deem Grond, dass mir eis éischter fir eng Conciliationsprozedur aussprechen a mengen, dass mer hei op dee falsche Wee ginn, wäerte mir eis och bei dësem Text enthalen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. Vu dass et jo d'Roll heiansdo vum President ass, och fir Froen ze klären, effektiv sinn dat zwee verschidde Puer Schong, Médiatioun an de Fonds d'indemnisation.

(Interruption)

Neen, neen, neen, de Fonds d'indemnisation, deem an engem Joer soll geschafte ginn. Also, ech wollt déi Prezisioun just dozou ginn.

Keng weider Wuertmeldung? Da géif ech der Madame Gesundheitsminister d'Wuert ginn.

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - Ech mengen, Här President, déi heite Motioun ass eng logesch Suite vun den Diskussiounen, wéi se an der Kommissioun gefouert gi sinn. Am Projet de loi selwer steet dran, dass déi national Informations- a Médiatiounsstell all Joer e Rapport presentéiert dem Gesundheitsminister. Dee géif sech dann engagéieren, fir deen och wat an d'Kommissioun ze huelen.

Doriwwer eraus ass et interessant, no dräi Joer eng Bilanzéierung ze maachen a Form vun enger Evaluatioun. Ech mengen, dat wier eng logesch an eng flott Démarche, an d'Regierung kann déi Propositioun unhuelen.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Gesundheitsminister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert d'Motioun iwwergoen.

Vote sur la motion 1

Ass e Vote électronique gefuerdert?

(Négation)

Kënne mer à main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Da géif ech déi Kollege bidden, déi dermat d'accord sinn, d'Hand ze hiewen.

Dergéint? Enthaltungen?

Dat schéngt mer kloer ze sinn. Domat ass d'Motioun ugeholl.

Ech wëll jo dann net dem Kollege Halsdorf soen, wat de fréiere Gesundheitsminister mer an d'Ouer geflüstert huet.

Voilà, da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi iwwert d'Soins de santé transfrontaliers, d'grenziwwerscheidend Soine fir d'Patienten an d'Patientenrechte. De Modell vun der Riedezäit ass nom Modell 1 virgeschloen. An den Här Rapporteur, den honorabelen Här Georges Engel, huet d'Wuert. Här Engel.

7. 6554 - Projet de loi portant

1) transposition de la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers;

2) modification du Code de la Sécurité sociale;

3) modification de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire;

4) modification de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien;

5) modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;

6) modification de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments;

7) modification de la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

► **M. Georges Engel (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, nodeems mer elo d'Gesetz iwwert d'Patientenrechte gestëmmt hunn, komme mer elo zu engem Projet iwwert d'Patientenrechte a Saache Soins transfrontaliers. Et geet hei ëm d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2011/24, op déi ech scho beim viregte Projet Allusioun gemaach hunn. Den Text, dee mer elo hei virleien hunn, suivéiert den Text vun dëser Direktiv.

Et geet hei ëm Obligatiounen, déi variéieren, deemno ob Lëtzebuerg den État membre d'affiliation oder den État membre de traitement ass. Et geet hei also och ëm Gesundheitsleeschungen, déi ee Patient kritt an engem anere Land wéi an deem, wou e verséichert ass.

Hei ass et wichteg, ervirzehiewen, dass Gesundheitsleeschungen keng Servicer wéi anerer sinn, well déi medezinesch Versuergung en Intérêt général huet an de Stat och hei seng Roll ze spillen huet. Aus deem Grond goufen d'Gesondheitsleeschungen aus der sougenannter „Direktiv «services»“ och erausgeklamert.

D'Zil vun der Direktiv ass et, fir de Patienten den Zougang zu grenziwwerscheidend Gesundheitsleeschungen ze garantéieren. Déi solle sécher, effikass a qualitativ héichwäerteg sinn. D'Zil ass domadder en anert wéi dat vun de sougenannte Règlements de coordination de sécurité sociale, déi solle regelen, wéi eng Institutioun d'Käschte vun de Gesundheitsleeschungen droe soll.

D'Direktiv gesäit verschidden Obligatiounen fir d'Memberstate vir, jee nodeems, ob se den État d'affiliation oder den État de traitement sinn. Deemno gëtt d'Direktiv fir Lëtzebuerg net nëmme vun deem Projet de loi 6554 iwwert d'Soins transfrontaliers émgasat, mä een Deel dovunner och vun dem Projet, dee mer elo grad gestëmmt hunn, de 6469 iwwert d'Patientenrechte. Dat, wa Lëtzebuerg den État de traitement ass, wou also Patienten aus anere Länner sech hei zu Lëtzebuerg medezinesch behandle loosse.

Erlaabt mer e klengen historiesche Réckbléck. Sait 1925 gesäit de Code des Assurances sociales d'Méiglechkeet vir, dass Leit, déi zu Lëtzebuerg assuréiert sinn, d'Méiglechkeet hu vun engem Traitement am Ausland.

1951 an 1954 koumen dunn am Gesetz iwwert d'Assurance-maladie vun de Fonctionnaires an den Employéen an am Code des Assurances sociales licht Annerungen an der Aart a Weis, wéi d'Autorisatioun fir en Traitement am Ausland eranzehuele sinn.

Bei der Gesetzesännerung vun 1974 ass folgenden Text am Code des Assurances sociales iwwerholl ginn: «Les assurés ne pourront se faire traiter à l'étranger que du consentement de leur caisse de maladie, à moins qu'il ne s'agisse des premiers soins en cas d'accident ou de maladie survenus à l'étranger.» Dës Zoustëmmung kann net refuséiert ginn, wann den Traitement vum behandelnden Dokter a vum Kontrolldokter vum Assuré recommandéiert gëtt oder wann deen noutwendegen Traitement am Grand-Duché net méiglech ass. Wann den Traitement also zu Lëtzebuerg net méiglech ass, muss en och am Ausland autoriséiert ginn.

1972 (veuillez lire: 1992) du sinn dës Behandlungsmethoden am Ausland dann am Artikel 20 vum Code des Assurances sociales ageschriwwen ginn. Dës Formulatioun ass nach ëmmer en vigueur, dréit awer der Evolutioun am



europäesche Recht net méi Rechnung säit der Jurisprudenz aus dem Joer 1998 vun der Cour de Justice europäen, säit dem Uerteel an der Affär Decker/Kohl.

An der Deklaratioun vum Juni 2006 ass dunn, well glécklecherweis - glécklecherweis! - keng Eenegung konnt fonnt ginn tëschent dem Europäesche Parlament, dem Conseil an der Kommissioun, deenen hir Vuen, wat d'Gesondheitsleeschungen uginn, zimlech auserneelouchen, décidéiert ginn, d'Gesondheitsleeschungen definitiv aus der Direktiv 2006/123 iwwert d'Libre circulation des services eraszehuelen.

An den 2. Juli 2008 huet d'Europäesch Kommissioun eng Propositioun vun enger Direktiv vum Parlament a vum Conseil presentéiert, déi d'Applikatioun vun de Patienterechter, wat d'Soins de santé transfrontaliers ubelaangt, regele soll.

Et goufe laang Diskussiounen iwwert dës Direktivpropositioun a si gouf och ganz vill amendéiert. Fir déi eng Länner huet d'Propositioun dem Principe de subsidiarité net genuch Rechnung gedroen, deen de Länner eng grouss Autonomie reservéiert a sech duerch eng grouss Diversitéit an de verschiddene Regimer charakteriséiert. Fir anerer, notamment och fir Lëtzebuerg, huet d'Propositioun net genuch de Spezifitéite vun de Gesondheitsservicer par rapport zu anere Servicer Rechnung gedroen, an et gouf gefaart, dass hei d'Dier opgemaach géif gi fir eng Zwouklassemeezin, wou déi Räch, déi sech Zousazassurancé kenne leeschten a besser Informatiounen hätten, Virdeeler hätte par rapport zu Mannerbemëtten.

D'Memberstaten hu sech schlussendlech zu dem Kompromisstext, dee mer haut virleien hunn, décidéiert, deen den 9. März 2011 ugeholl ginn ass.

Dës Direktiv, déi berout op dräi Piliere: éischters, de Patienten et ze erméiglechen, hir Rechter auszeüben; zweetens, den Zougank zu héich qualitative Soenen assuréieren a kloerheet ze verschafen, wat d'Responsabilitéit vun de verschiddenen Acteuren ugeet, an drëttens, d'Kooperatioun tëschent de Gesondheitssystemer an der Unioun ze ënnerstëtzen.

Verschidden Dispositiounen am Text sinn agebaut ginn, fir ebe keng Zwouklassemeezin ze erméiglechen, esou zum Beispill déi Kontaktplazen an deenen eenzelne Länner, déi d'Missioun hunn, dem Bierger déi richteg qualitativ Informatiounen iwwer hir Rechter bei grenzüberschreidender Fleeg ze ginn.

Et weidert Schlüsselement am Kader vun der Transpositioun vun dëser Direktiv ass d'Aschreiwung an nationaalt Recht vum Recht op e Remboursement an der Héicht vun de Käschten an no de Konditiounen, déi applizéiert gi wäeren, wann d'Soien am eegene Land, also am État d'affiliation, gemaach gi wäeren. Duerfir brauchen d'Länner awer en transparente Mechanismus, wat d'Käschteberechnung ugeet a wat d'Autorisatiounen betrëfft, déi ee brauch, fir dës Soien ze kréien.

Wat sinn dann elo déi ganz nei a grouss Change-menter par rapport zur bestehender Situatioun?

Et gëtt de Prinzip vum Remboursement vun de Soins transfrontaliers fir all Patienten, déi zu Lëtzebuerg affiliéiert sinn, agefouert, an dat ouni Autorisation préalable. Dat ass de Prinzip.

Ausnahmen dozou ginn et awer a folgende Fäll: D'Autorisation préalable vun der CNS, op Avis motivé vum Contrôle médical vun der Sécurité sociale, bleift, éischters, wann de Patient op d'mannst eng Nuecht hospitaliséiert muss ginn, an zweetens, wa fir déi medezinesch Behandlung héich spezialiséiert an deier Infrastrukturen oder Equipementen gebraucht ginn.

D'Autorisation préalable kann net refuséiert ginn, wann et ëm Leeschtunge geet, déi zu Lëtzebuerg guer net oder net an engem akzeptablen Zäitraum disponibel oder zougänglech sinn. Urgent Traitement oder am Virfeld autoriséiert Traitement ausserhalb vun der EU, der Schwäiz oder dem europäesche Wirtschaftsraum ginn natierlech, wa se urgent sinn, weider rembourséiert.

Eng weider Neierung sinn, wéi schonns virdrun ugeschwat, déi national Kontaktpunkte, déi solle geschaf ginn, wou dann op der Gesondheitskeess ee sech ka melle fir Informatiounen iwwert de Remboursement fir de Fall, wou Lëtzebuerg den État d'affiliation ass. An, dat hu mer am Gesetzesprojet virdrun gestëmmt, de Service national d'information et de médiation fir de Fall, wou Lëtzebuerg den État de traitement ass. Et sinn dës zwou wichteg Neierungen am Intérêt vum Patient, deen esou méi Sécherheet a méi Transparenz kritt, wat seng Behandlung ugeet.

Derbäi kommen eng Rei aner Adaptatiounen vu Gesetze, déi duerch d'Direktiv néideg sinn, notamment wat den Exercice vum Dokter, vum Zännokter a vum Vétérinaire ubelaangt, wou hei eng Obligation d'assurance virgesinn ass.

An duerfir, dat wollt ech dem Här Halsdorf och nach eng Kéier soen, bei eis hei zu Lëtzebuerg, do gëtt et ee Gesetz, d'Gesetz vum 14. Juli 2010, wat eng Obligation fir eng Assurance scho festleet.

Weider ginn hei och d'Konditiounen adaptéiert, fir de Beruff vum Apdikter ze exercéieren. Ausserdem kommen nach zwee parlamentaresch Amendementer derbäi, déi d'Unerkenne vum Verschreiw vu Medikamenter regelen.

Et sief gesot, datt de Conseil d'État, grad wéi och d'Chambre des Salariés, et net ganz glécklech fonnt huet, datt hei zwou Informatiounsplazen, de Point de contact an dee Service national d'information et de médiation ageriicht ginn, eemol beim viregte Gesetz, wéi gesot, an eemol hei.

D'Kommissioun war awer der Meenung, datt dat absolut Sënn mécht, well se zwee ganz verschidde Beräicher betreffen a bei der Opdeelung, wéi et elo virgesinn ass, och déi jeeweileg Fachkompetenz garantéiert ass. De Statsrot huet och verschidden Oppositionsformelles ausgeschwat, déi awer ouni gréisser Problemer konntent aus dem Wee geraumt ginn.

Eigentlech war den Délai de transposition vun dëser Direktiv de 25. Oktober 2013. Dësen Délai ass elo largement dépasséiert an duerfir hu mer och scho vun der Kommissioun de béise Fanger gewise kritt. Mä dës Gesetz, dat elo haut da gestëmmt gëtt, trëtt dann deen éischten Dag am Mount no der Publikatioun am Mémorial a Kraaft.

Merci wollt ech soen de Leit aus der Kommissioun, dem Sekretär aus der Kommissioun vun der Sécurité sociale, de Mataarbechter vun den Ministère vun der Sécurité sociale an och de Mataarbechter aus der Fraktioun, déi hei bei dem Projet de rapport gehollef hunn, vill gehollef hunn, ganz vill gehollef hunn!

E weidert Gesetz also, wat mer haut hei stëmmen, wat am Sënn vum Patient ass, wat méi Sécherheet a méi Transparenz bréngt. Ech bréngen heimat den Accord vun der LSAP an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur. An d'Wuert huet den Här Serge Wilmes vun der CSV.

Discussion générale

► **M. Serge Wilmes (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soe fir d'Éischt dem Georges Engel villmools Merci, well de Rapport, deen Der gemaach hutt, ass ganz komplett. Dir hutt gewisen, ëm wat et hei geet. Dat erspuert mer dann och eng Kéier, nees alles erëm eng Kéier ze widerhuelen, an anere Wiederer dann zwar, mä d'Detailer vun dem Gesetzesprojet sinn domadder kloer.

Et ass e wichtege Gesetzesprojet. Et ass, wéi Der virdrun hei erkläert hutt, d'Ëmsetzung vun enger Direktiv, déi an zwee Deeler eben elo ëmgesat ginn ass. Mat engem éischte Projet de loi virdrun an elo mat dem Projet de loi, wou et ëm déi Affiliéiert geet an dee Moment de Volet Sécurité sociale ebe betrëfft.

Et ass virun allem awer och e Projet de loi, dee weist, mat deem virdrun, dat ganz Spannungverhältnis, wat och existéiert um europäeschen Niveau an den europäesche Gesetzgebungen, a mam Wëllen eben, fir aus Europa e gemeinsame Maart jo ze maachen, e gemeinsame Bannemaart ze maachen, wou et verschidde Rechter gëtt, déi respektéiert mussen ginn, sech kenne fräi ze bewegen, och d'Servicer kenne fräi zirkuléieren, wou dann zwar d'Gesondheitsprestatiounen net considéiert gi wéi déi normal Servicer, mä wou da versicht gëtt, eben e spezifeschen Encadrement dofir ze fannen.

Dir hutt och elo den Historique gemaach gehat, deen och ganz kloer weist, wéi schwéier et awer war an och nach ass, fir do e kompletten, harmoniséierten an och norméierten europäesche System ze fannen. Well awer déi verschidden europäesch Länner ganz verschidde Kulturen a verschidde Gesondheits- a Sécurité-sociales-Systemer hunn an dat net esou einfach ass, fir déi zesummenzeféieren.

Do ass also, wéi Der gesot hutt, och e Kompromisstext dobäi entstanen, fir ze soen, okay, mir kucken, datt den europäesche Bierger kann zwar och an der Europäescher Unioun sech behandle loosse. E gëtt dann och integréiert, wann en an engem anere Land sech behandle léisst, an dee Gesondheitssystem, an dee System vun der Sécurité sociale. E kritt also e Recht op déiselwecht Prestatiounen, déiselwecht Soine wéi an deem Land, mä et ass awer säi Land, wou en affiliéiert ass, wat dann déi Prestatiounen, déi Käschte dovunner eben zréckbezill an dann an deem Moment iwwerhëlt. Dat ass dee Kompromiss, dee fonnt ginn ass, fir ebe kenne dee System awer besser

mateneeren ze koordinéieren, ouni e komplett ze integréieren an domadder komplett ze harmoniséieren.

Et ass, wéi gesot, déi Direktiv weist ganz gutt dat Spannungsverhältnis, wat nach ëmmer do besteet a wat och net bei alle Beräicher, déi d'Europäesch Unioun, wou jo de Wëllen ass, fir méi eng koordinéiert... fir méi eng Zesummenaarbecht an Europa ze féieren, wäert komplett kenne errechen.

Mir hunn also, wéi gesot, mat dem Gesetzesprojet elo déi lescht Elementer oder déi, déi nach iwwreg bliwwen sinn, well mir hu jo schonn eng ganz Partie Saachen en cours de route ëmgesat, déi sech notamment och speisen aus der Jurisprudenz vum Europäesche Gerichtshaff, wou Der gesot hutt, bei Decker/Kohl, fir ebe kenne an d'lëtzebuergesch Gesetzgebung ëmzesetzen, datt keng Diskriminatioun och besteet, wann ee sech am Ausland als lëtzebuergesch Affiliéierte behandle loosse wëllt. Mir hunn dat schonn an de leschte Joren no an no ëmgesat. Dat hei ass elo e weideren Deel dovunner, fir dat ze garantéieren.

Dir hutt gesot, ëm wat et do alles geet. Ech wëllt dat also, wéi gesot, net nach eng Kéier widerhuelen, mä just op een, zwee Punkten nach eng Kéier agoen. Et ass ee Punkt, deen d'Chambre de Commerce an hirem Avis gesot huet, an zwar, datt et bei der Informatioun vum Patient, wann e gär sech wëll am Ausland behandle loosse, datt et do wichteg ass, datt en och ganz genau weess, wat sinn déi Rechter an och herno déi Remboursementer, déi ech ka kréien, an déi Behandlung, déi ech ka kréien, déi erasginn, déi sech speisen aus dem europäesche Reglement, dat jo eng ganz Partie Rechter schonns accordéiert huet.

A wat sinn déi Soins, déi Prestatiounen, déi sech speisen aus der europäescher Direktiv, déi elo mat dem Gesetzesprojet an deem anere virdrun ëmgesat ginn. Datt et also wichteg ass, datt de Patient ganz genau weess, wat ass an engem gewësse Fall méi avantagéis an, wann e sech behandle léisst, op wat e sech do baséiert, wat fir eng Rechter aus wat fir engem Gesetzestext an aus wat fir enger juristesche Quellen eraskommen. Et ass ebe wichteg, datt en do déi Informatiounen dee Moment kritt, fir datt en eben och kann, esou opgekläert wéi méiglech, eng Décisioun dann do huelen.

An dann ass en anere Punkt, deen de Collège médical zitéiert huet, op deen en higewisen huet, dat ass dee vun der Nomenclature. D'Nomenclature, déi jo muss respektéiert gi vun den Dokterer hei zu Lëtzebuerg, well mer jo de System hunn, datt mer konventionéiert sinn, währendeems dat am Ausland awer éischter de Géigendeel ass, éischter d'Ausnahm ass.

An do weist eben de Collège médical drop hin, datt u sech déi Nomenclature endlech misst ugepasst ginn och un d'Realitéit virun allem vun enger Medezin, déi eben och an hire Prestatiounen, an hirer Behandlung vill méi differenziéiert hautdesdaags virgeet. A wou et jo och Fallbeispiller am Ausland gëtt, an anere Länner, wou eng Nomenclature besteet, déi awer vill méi differenziéiert ass wéi déi Lëtzebuergesch.

Am Regierungsprogramm ass jo virgesinn, datt déi Nomenclature soll op de Leescht geholl ginn. Mir si jiddefalls derfir, datt dat dann och endlech, no laangen Diskussiounen, nodeems mer schonn zéng Joer laang amgang sinn, driwwer ze diskutéieren, datt se misst eng Kéier op de Leescht geholl ginn, datt mer dat och maachen.

Dat sinn déi zwee Punkten, déi ech u sech wollt am Numm vun der CSV-Fraktioun nach eng Kéier soen. An dann och am Numm vun der CSV-Fraktioun den Accord bréinge fir dese Gesetzesprojet.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Wilmes. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Edy Mertens vun der DP. Här Mertens, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Edy Mertens (DP).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Chamber huet haut d'Resultater vun den Europawahl validéiert. Elo kéint een natierlech froen, wat huet dat do dann elo..., wat huet dee Schrëtt elo ze di mat dem virleiden Text a mam Vote vun deem virleiden Text iwwer grenzüberschreidend medezinesch Versuergung? Mä ech muss soen, och wann et nëmme en Zoufall ass am Kalenner, dass dës zwee Punkten deeslewechten Dag um Ordre du jour stinn, esou ass et awer esou, dass dee Projet de loi, iwwert dee mer haut hei diskutéieren, ganz vill mat Europa ze dinn huet.

Dacks genuch gëtt jo dobausse gesot, dass d'Europäesch Unioun ze wäit ewech vum Bierger wier, dass een d'Virdeeler net wierklech géif spieren an d'Leit an hirem Alldag éischter géif

behënneren, wéi hinnen hëllefen. Dat läit awer och dorun, dass mer dës Virdeeler, wéi mer se kennen zum Beispill bei der Reesfräiheet oder de fräie Choix vun der Aarbechtsplaz, der Studieplaz, dacks als ganz selbstverständlech unhuelen. Grad wéi och d'Tatsaach, dass ee sech am Fall vun enger Krankheit am Ausland ka behandle loosse.

Ech wëll a menger Interventioun net op déi laang an deelweis immens komplizéiert Virgeschicht vum Remboursement vu Behandlungen am Ausland agoen; dës géif sécherlech eng Eiwegkeet daueren! Ëmmerhi gesäit eise Code vun der Assurance sociale, wéi elo grad gesot, well säit 1925 d'Méiglechkeet vun dem Remboursement vun engem Traitement am Ausland vir. Bis et zur Direktiv koum, iwwert déi mer haut ofstëmmen, war et, wéi well gesot, ee ganz laange Wee mat ville juristeschen Ausenanersetzungen a mat villen Uerteeler vum Europäesche Gerichtshaff.

Dass et esou wäit huet musse kommen, louch oder läit och nach zum Deel dorunner, dass eng Rei vun de Memberstaten d'Rechtssprechung vum Europäesche Gerichtshaff nëmme lückenhaft oder guer net ëmgesat huet. Vun dohier huet dréngenden Handlungsbedarf bestanen.

Et ass an eisen Aen net zoomuttbar, dass de Patient seng Rechter muss akloen! Wëssend, wéi laang sech esou Prozedure kenne hinzielen, stellt dat grad fir e schwéierkranke Patient natierlech absolut keng Alternativ duer, dass deen domat op d'Gericht geet. Well, wéi esou dacks, kéint et emol passéieren, dass dee Patient gestuerwen ass, ier en an de Genoss vun deem Uerteel ka kommen!

Här President, ervirzesträichen ass an dem Kontext, dass d'Direktiv net zu engem Ënnergrouwe vun den nationale Kompetenzen am Gesondheitsberäich wäert féieren. An deenen éischte Virlage wollt d'Europäesch Kommissioun hir Kompetenzen op dem Feld jo ausdehnen. Lëtzebuerg wollt a wëllt dat net!

Eise Gesondheitssystem, an dat muss een och emol eng Kéier soen, ass ee vun deene performantsten op der Welt, ganz besonnesch och wat d'Prise en charge ugeet. An dat wëssen der nach ganz vill net. Dofir wëlle mer net, dass et op dem Gebitt zu enger Vergemeinschaftung vun de Kompetenze kënnt. Dese Schratt géif nämlech wahrscheinlech zu enger Ofsenkung vun eisen heitege Standarde féieren. Dës kann net an eisen Interessi sinn, weder am Interessi vum Assuré a Patient, nach am Interessi vun de Prestataire.

Dacks ass am Zesammenhang mat dëser Direktiv dat Gespenst vun der Zwouklassemeezin ervirgeruff ginn an un d'Wand gemoolt ginn. Dofir gëtt et awer, eiser Iwwerzeugung no, keng wierklech Unhaltspunkte. Au contraire! D'Direktiv féiert zu enger Stärkung vun de Rechter vun alle Patienten an der grenzüberschreidender Versuergung, onofhängeg vun hirer privater finanzieller Situatioun, well där Direktiv no soll déi grenzüberschreidend Versuergung deene Patienten zegutt kommen, déi drop ugewise sinn, an net just deenen, déi iwwert déi entsprechend Moyene verfügen.

Här President, d'Haaptzil vun der Direktiv besteet, wéi gesot, doranner, fir den Zougank zu medezineschen Traitementen am Ausland méi einfach ze maachen. Dat ass an eisen Aen och eng Noutwendegkeet. Speziell an engem Land wéi Lëtzebuerg, wat opgrond vu senger Gréisst a senger Awunnerzuel net all Form vu Behandlung senge Leit kann ubidden.

Ganz praktesch bedeit dat aus der Siicht vum Patient, fir Leit, déi vläicht op enger laanger Waardelëscht stinn, ka sech d'Zäit bis zur Behandlung oder bis zur Diagnos wesentlech verkieren. Och kenne Patienten, déi am Grenzgebitt zu engem anere Land wunnen, oder si aus private Grënn, well zum Beispill een Deel vun hirer Famili an deem jeeeweilege Land wunnt, méi einfach an dem Land behandelt ginn. A ganz besonnesch virdeelhaf ass dës Direktiv fir Patienten, déi un enger seltener Krankheit leiden, déi eng héich spezialiséiert Behandlung brauchen, déi awer net an all Land kann ugebuede ginn.

Als Dokter weess ech aus menger laangjähreger Berufserfahrung nëmme vill ze gutt, wéi d'Praxis bei eis ausgesäit. Als Beispill wëll ech hei nëmme drun erënneren un deen Zodi, wann een no enger IRM freet. Dat ass eppes, wat natierlech och säin Nidderschlag an de Käschten an eise Gesondheitswiesen huet. Et ass esou, dass ee laang muss waarden hei am Land, dat ass eben esou. Et kéint een natierlech och soen: Ma da verschreift der net esou vill! Muss da fir all Hänn do eng IRM

opgeschriwwen ginn? Muss all Knéi - mä lénksen deet am Ablack och wéi -, muss do direkt eng IRM gemaach ginn oder kann den Dokter net mengen hei an do?

Mir mussen awer wëssen, dass ech déi Kollege Spezialiste ganz gutt ka verstoen, dass se wëllen eng Sécherung an hirem Diagnostic hunn. An déi kritt ee leider nëmme mat enger gudder Technik. An do ass d'IRM am Abléck nach ëmmer dat Besch, géif ech soen. Et ass esou, an d'Spezialiste soen engem dat, dat kann een och liesen, dass och net do eng honnertprozenteg Garantie ass, dass de Miniskus wierklech futti ass, dass d'Kräizband eppes huet oder dass soss éierens eppes am Bauch ënnerwee ass, mä et muss een awer wëinstens all Moyenen ausschöpfen.

Well, an elo kënt et, wann ech nämlech hingginn als Chirurg an ech froen zum Beispill eng Arthroscopie, fir e Knéigelenk ze nennen, net ze schwätzen, wat dat géif bedeiten, ech géif eng Laparoskopie maachen - ech muss dofir de Patient an eng Narkos leeën - an et kéim zu engem Zwëscheffall bei der Narkos. Dat muss Der lech virstellen, dat hu mer alles erlieft, wann dann do ee 16-jährige Fussballspieler läit, jo, do muss onbedéngt eng Arthroscopie gemaach ginn, do ass hei an do. An da kuckt een eran an et kënt zu engem fatalen Zwëscheffall, fir deen net onbedéngt den Anästhesist muss Schold hunn, an da froen ech mech, wéi de Chirurg herno do steet. Also, dat ass eben haut esou, dass dee sech ofséchere wëllt an dass eng IRM freet.

Ech weess awer, well ech jo am Grenzgebiet schaffen, dass et méiglech ass, eng IRM ze froen zum Beispill a menger Géigend zu Sankt Vith; et gouf elo grad genannt. Do kënt Dir an d'IRM goe spéitstens, ech mengen, dee leschten Termin, deen ech elo fir e Patient krut, ass a véier Wochen. Do ass et dann esou, ech hat bis elo nach keng grouss Schwieeregkeeten do, mä ech hat awer och well zu Patientee gesot, iwwerlee Der et ganz gutt, wann ech eppes hunn, ginn ech och op Sankt Vith, well dann drénke mer eben de Weekend e puer Meter Béier manner, da bezuele mer d'IRM. Dat ass och esou, Här Minister, esou kann een eventuell spueren.

(Hilarité)

Dat ass méiglech. Do kritt een eng.

Mä, wéi gesot...

(Interruption)

Ma neen, et ass esou, dass einfach d'Zäit verkierzt gëtt, an ech brauch lech net ze soen, wat dat bedeit fir den Aarbechtsmaart. Wann Der Patienten hutt, déi op eng Schëller-IRM zwee Méint mussen waarden, dann heescht dat zwee Méint net schaffe goen. A wann et dann esou ass, wéi ech et elo just an der Praxis erliewen, dass de Patient dann awer e chirurgesch Agréff gemaach muss kréien, dann hänt Der nach eng Kéier véier Méint bei enger Schëller-interventioun do hannendrun. Dann ass praktesch en halleft Joer fort! Dat kann et jo net sinn. Dat schéngt jo och mat där heiter Direktiv dann awer wesentlech méi einfach ze ginn.

Ech wëll awer och nach op eppes anescht ze schwätze kommen, dat ass dat, wann een... Dass een onbedéngt awer och dobausse bei de Patientee muss Oplklärung bedriewen, dass déi Patientee wëssen, dass se net elo eng Kaart an de Grapp kréien, well se kruten elo just déi nei Sécurité-sociales-Kaart, an dass se mat där do grenziwwerscheidend Dokteschvisité kënnen maachen. Well Dir wësst jo, d'Tendenz zu Lëtzebuerg ass, wéi iwwerall, si sécher sech of mat Visité vun dräi Aendokteren an engem Dag oder vun dräi Orthopäden. Neen, dat ass et net! Et ass wierklech fir déi Leit, déi et brauchen, déi an Nout sinn am Ausland. Do soll dat gutt funktionéieren.

Da muss een awer och d'Patienten drop hiweisen, dass se sollen oppassen. Wa se dat richtig uwennen am Ausland, funktionéiert dat. Dat erliewen ech och ëmmer erëm. Dir gitt mat Ärer Kaart op déi jee weils, wéi an Däitschland, Eisträich, Gebietskrankenkasse, da gëtt dat validéiert an da bezuelt Der guer nâischt, dann ass dat esou.

Et kann awer sinn, dass Der keng Erfahrung dran hutt, dass Der an e Spidol ageliwwert gitt, well der ebe Bauchwéi hutt oder soss iergend-eppes, an dir lant an där ganzer Maschinerie. An et kënt ee bei d'Bett, da seet deen, kanns de mer dat wann ech gelift ënnerschreien, da sidd Der plötzlech gekréint ginn zu engem Klassepatient. A wann der ee Klassepatient sidd, da wësst Der, wat dat heescht.

Also zu Frankfurt hat e Gehierchirurg engem

Patient dat dohinner geluecht an d'Sekretärin hat dunn dem Patient deen Dag virun der Operatioun erkläert, haalt lech un, Klassepatient heescht zwielefmol den Tarif! Zwielefmol krut dee Professor den Operatiounstarif, fir dat selwecht ze operéieren, wat ee wahrscheinlech, ech weess net, hei hätt kënnen maachen.

Dat si Saachen, dat si Falen, an dann hutt Der de Patient do setzen an da kommen d'Tréine gelaf. An den Dokter Krieps hat et just zitéiert, an der Schwäiz, do gesi mer fir eng einfach Consultatioun Bronchite, hat ech elo des Lescht och nach eng Patientin: 780 Schwäizer Frang! Du sot ech: Wat huet deen Dokter da mat Der gemaach?

Also, et heescht virsiichteg sinn! An net, dass d'Leit elo mengen, elo krée se déi Kaart, an da funktionéiert dat. Neen! Am Ausland, a verschiddene Länner jiddefalls, an Däitschland, an Eisträich kann engem dat och passéieren, also do, wann een do am Schigebitt den Arm auskugelt, da kann et emol liicht passéieren, dass een eng Rechnung vu 6.000 Euro, 4.000 bis 6.000 Euro herno aus der eegener Täsch muss bezuelen! An dat kann et net sinn. Dorop muss een hiweisen.

Dofir fannen ech grad, Här Rapporteur, dass et ganz wichteg ass, déi Centres d'information, déi et do gëtt, oder déi Points d'information, wou de Patient opgekläert gëtt, em wat et sech wierklech hei handelt. Net dass dat zu enger Aart Tourismus féiert. Well esou ass et effektiv jo nach net, well een nach ëmmer den Accord vum Contrôle médical fir verschidde Saache muss hunn.

Ech géif einfach hei plädéieren an deem Sënn och derfir, dass de Contrôle médical bei verschiddenen Akten, bei verschiddenen Saachen, oder wann ee gesäit, dat do dauert wierklech elo esou laang... Mir haten ee Fall, do war de Patient hospitaliséiert, d'IRM gouf am Ausland ugefrot - well dat steet jo och am Text hei dran, wann den Délai net kann agehale ginn, et war wierklech wichteg; ass et e Kriibs, ass et keen, dat am Ennerleif?, bei engem Verdacht op en Ovarialkarzinom, dann heescht et och virumaachen -, da kann ech net bis Enn September, wann et elo Juni ass, waarden, ier dat gemaach gëtt. Ech mengen, da gëtt hannert dem Réck vum Patient hin an hier gemaach, gëtt de Kontrolldokter d'Autorisatioun oder net. Do géif ech en Appel maachen och un den Här Minister, drun ze erënneren, och un de Contrôle médical, dat därerf wierklech net hannert dem Patient passéieren, well et geet hei wierklech em ganz wichteg Saachen. Also dat ass keen Unfug, dat ass eng Noutwendegkeet!

Da wëll ech soen, dass, och wa meng Fraktioun dee virleienden Text wäert stëmmen, esou gëtt et dach e puer Punkten, déi ech awer nach wëll opwerfen. Fir d'Éischt emol, wéi esou dacks, hu mer et net fäerdegkritt, déi Direktiv hei am Délai vun 30 Méint ëmzesetzen. Dat ass virun allem bedauerlech, well mat dëser Direktiv d'Rechter vum Patient och gestärkt ginn.

Zweetens. Den Impakt vun der Ëmsetzung vun der Direktiv op de Budget vun eiser Gesondheitskeess ass bis haut, zumindest mengen Informatiounen no, net wierklech bekannt. An anere Länner goufen am Virfeld vun der Ëmsetzung vun der Direktiv Etüde gemaach, esou zum Beispill a Frankräich, wou de Senat eng entsprecheend Etüde an Opdrag ginn huet.

Déi viregt Regierung, ënnert där den Text op den Instanzwee bruecht ginn ass, ass beim Dépôt vum Projet de loi dovunner ausgaangen, dass de Projet keen Impakt op de Budget vun der CNS hätt, well jo keng nei Rechter fir de Patient géifen entstoën. Dat ass richtig. Allerdéngs stellt sech d'Fro, wéi héich mëttlerweil deen Deel vun auslännesche Behandlungen am Budget vun der CNS wierklech ass. Dëst si schlisslech Suen, déi net hei zu Lëtzebuerg ausgi ginn. An ech wier frou, wann déi zoustänneg Ministeren eis hei kéinten déi entsprecheend Chifferen awer noliwweren.

Här President, zum Schluss wëll ech nach eng Kéier betounen, dass déi virleiend Direktiv de Patienten, awer och de medezinesche Prestataire an der Europäescher Unioun Rechtssécherheet gëtt, wat natierlech och eng Viraussetzung fir déi grenziwwerscheidend Versuergung ass.

Als Vertrieeder vun enger liberaler Medezin, wou de fräie Choix vum Dokter a vun der Behandlung fir de Patient eng wichteg Roll spillt, wéi et an deem viregte Gesetz jo och gesot gouf, begréisst d'Demokratesch Partei absolut dat Recht, wat déi Patientee solle kréien.

Dëst gesot wëll ech dem Rapporteur, dem honorabele Kolleg Georges Engel, Merci soe fir säi gudden schrëfflechen a prezise mëndleche Rapport. An domadder ginn ech dann och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu deem virleiende Projet de loi.

Merci villmools fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Mertens. An déi nächst Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, bei dësem Projet de loi steet jo haut de Patient eng zweete Kéier am Mëttelpunkt. Dat geschitt net oft an der Chamber. Mir si frou, dass et esou ass. E steet net am Mëttelpunkt vun der Lëtzebuurger Gesondheetspolitik, mä am Mëttelpunkt vun der europäescher Gesondheetspolitik. D'Direktiv, déi haut ëmgesat gëtt, regelt d'Mobilitéit vun de Patienten am europäesche Raum an ass, wéi gesot, d'Resultat vu villen Etappen, déi deelweis laang gedauert hunn. Se ginn zrëck op d'Joer 1925.

(Interruption)

Wat gelift? Ah, ech hat geduecht, et hätt een...

► **M. le Président.** - Neen, neen, neen, kee Problem.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - D'Schlusssetapp huet 1998 ugefaange mam Uerteel vum Europäesche Gerichtshaff an der Affär Decker/Kohll, déi ass dee Moment lassgetrëppelt ginn, wéi et em e Brëll gaangen ass. Dëst Uerteel huet de Grondsteen zu dëser Direktiv geluecht. Am Uerteel ass festgehale ginn, dass déi passiv Dëngschtleeschtungsfräiheet prinzipiell och op de Gesondheetssecteur unzewenden ass an dass d'Patienten domat e Recht op medezinesch Behandlungen am Ausland hätten.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

De Grondgedanken, dee sech hannert dëser Direktiv verstoppt, ass eng besser Zesammenaarbecht tëschent den europäesche Länner am Beräich vun der Prise en charge vun de Patienten, wat och scho vum Rapporteur gesot ginn ass. Se gëtt éischters de Patienten d'Méiglechkeet, hir Rechter a vollem Émfang an a voller Transparenz wouerzuehuelen. Zweetens garantéiert se den Accès zu qualitativ héichwäertege Soinen a klärt d'Responsabilitéit vun deenen eenzelnen Acteuren. An drëtters stäerkt dës Direktiv d'Gesondheetsssystemer vun den eenzelne Länner duerch d'Synergien, déi ënnerenee geschafte kënnen ginn.

D'Virdeeler fir de Gesondheetsystem an all Land si grouss, mä d'Virdeeler fir d'Patientee sinn nach méi grouss. Well an de leschte Jore vill Konfusioun bestanen huet a keen esou richtig wosst, wéi eng Rechter een als Patient am Ausland an Usproch kéint huelen, ass et natierlech richtig a wichtig, dass dës Rechter an Zukunft kloer geregelt sinn. De Virdeel wäert an Zukunft dora bestoen, dass d'Recht vun enger Auslandsbehandlung am Konfliktfall net méi vum Europäesche Gerichtshaff geregelt muss ginn, mä dass vu viretan d'Patienten, wa se gutt informéiert sinn, dovun kënnen profitéieren.

Aus der Siicht vum individuelle Patient kléngt et ganz positiv. E ka sech fräi eraussichen, a wéi engem Land e behandelt wëllt ginn a vu wem. Wéi vill Menschen awer tatsächlech vun dëser Méiglechkeet Gebrauch maachen, dat bleift ofzewarten. Kulturell a sproochlech Hürden oder d'Reeskäschten an d'Tatsaach, dass d'Behandlungskäschte virgestreckt mussen ginn, wäerten och an Zukunft eng grouss Roll spille fir de Patient.

Déi europäesch Bank fir Sozialwirtschaft, déi dës Iwwerleeungen an engem Monitoring opgestallt huet, geet dovun aus, dass virun allem gebilt a relativ gesond Menschen en Traitement am Ausland wäerten notzen. Émsou méi wichteg ass et dofir, dass d'Informatioun an d'Sensibilisatioun, déi sech op dës nei Regelung bezéien, all d'Schicht vum der Gesellschaft errechen, an net nëmme privilegiéierter.

D'Mise en place vum sougenannten „Point de contact national“ ass dowéinst wierklech eng wichteg a gutt Saach. Am Fall, wou en Assuré sech am Ausland behandle wëllt loossen, soll an deem Service iwwert d'Konditiounen vum Remboursement, d'Qualitéit vun de Leeschtungen, d'Beschwerdeverfahren an d'Haftungsfroen informéiert ginn. Dësen nationale Kontaktpunkt ass un d'Gesondheitskeess an domat un de Ministère vun der Sécurité sociale uegbonnen, well et bei dësem Gesetz eigentlech méi em de finanziellen Aspekt vun der Behandlung geet an net esou em déi medezinesch Finess vum der Behandlung. Dowéinst läit d'Kompetenz wierklech bei der Sécurité sociale.

Et gëtt awer och eng Suerg, déi mer wëilten hei betounen. Mir risquéieren e bëssen, bei allen Informatiounsstellen, déi geschafte ginn, vu lauter Beam de Bësch net méi ze gesinn. Et ass keng Stonn hier, do hu mer de Service d'information et de médiation an d'Liewe geruff, a gläich duerno kënt et zu der Schafung vun enger zweeter Informatiounsinstanz, déi éischt ënnert der Tutelle vun der Santé, déi aner ënnert der Tutelle vun der Sécurité sociale, mat

de Patienten an der Mëtt. Fir Konfusiounen ze vermeiden a Kloerheet ze schafen, ass d'Kommunikatioun no baussen och bei der Ëmsetzung vun dësem Gesetz en iewesch Gebot.

D'Biergerinnen an d'Bierger mussen konsequent informéiert ginn, a wéi engem Fall se sech un de sougenannte Point de contact national vun der Sécurité sociale solle wenden an a wéi engem anere Fall dann eben un de Service d'information et de médiation vum Gesondheitsministère. Fir eis ass et kloer, well mer eis vill domat beschäftegen, fir déi Leit dobaussen ass dat do eng wäert Iwwerleeung.

Doriwwer eraus si mir, grad wéi virdru beim Projet de loi iwwert d'Patienterechter, der Meinung, dass och hei déi Dispositiounen aus dem Gesetz missten iwwersat ginn. Et geet jo schlisslech em Europa an net nëmme em Lëtzebuerg. Se sollen a vill Sproochen iwwersat ginn, dass och auslännesch Leit, déi d'Lëtzebuurger Sprooch nach net beherrschen, och hei am Land liewe kënnen, wëssen, wat hir Rechter sinn. A se sollen duerno esou wäit wéi méiglech diffuséiert ginn.

Et ass gutt, dass dës Direktiv no laanger Zäit endlich ëmgesat gëtt, och e bësse mat Verspéidung, mä se gëtt ëmgesat. Besser ass et natierlech, wann all Versécherten och weess, wat drasteet a wou seng konkret Rechter leien, wann et em grenziwwerscheidend Prestatiounen geet, respektiv wou seng Rechter och net leien.

Et wier och wichteg ze wëssen, wéi et mat deene Prestatiounen steet, déi an eisem Land e Rekord brieche, wann et em d'Waardelëschte geet. Den Här Mertens huet et ugeschnidden - Stéchwuert IRM: Kann e Patient ee vum Dokter ordonniéierten IRM d'office am Ausland duerchféiere loossen, well et do keng Waardelëschte ginn a well d'Resultat do méi séier virläit, oder muss en an deem Fall en zousätzlechen Accord kréien?

Émgedrëit kann ee sech natierlech och d'Fro stellen, ob d'Waardelëschte fir eenzel Traitementer hei am Land nach méi laang ginn, am Fall, wou eis auslännesch Frënn et virzéien, sech léiwer zu Lëtzebuerg behandelen ze loossen an a Kaf huelen, dass et hei ebe méi laang dauert. Och déi Fro muss eng Kéier kloer sinn.

Et wäerte vill Leit sech se stellen a se sollen eng Äntwert kréien. Besser nach: Se sollen am Virfeld informéiert ginn. Ebe just, well d'Käschte vun enger Auslandsbehandlung vum Patient mussen bezuelt ginn a just zu deem Montant wäerte rembourséiert ginn, deen zu Lëtzebuerg zielt, muss de Käschtepunkt am Virfeld bekannt sinn, inklusiv de Verwaltungskäschten, déi net rembourséiert wäerte ginn, fir ze vermeiden, dass d'Patientee béis Iwwerraschungen erliewen, während auslännesch Prestatairé sech bei deene Leit d'Hänn reifen.

Eng aner Suerg, déi mer hunn, ass déi vun der Nomenclature. Mir sinn net déi Eenzeg, déi déi Suerg hunn. Déi viregt Regierung hat déi Suerg och schon.

D'Nomenclature ass zu Lëtzebuerg nach net eenheetlech geregelt. Et läit kee konkret Zuelematerial vir an eis Nomenclature ass net an alle Fäll mam Ausland vergläichbar. Hei geet et drëms, méi prezis an transparent Daten opzestelle wat d'Zäit vun der Behandlung, d'Form vun der Behandlung, d'Resultat vun der Behandlung an natierlech och de Präis vun all Behandlung betrëfft.

Eng besser a méi transparent Dokumentatioun vun den Akten an Interventiounen géif donieft och zu enger besserer a méi transparenter Käschtesteuerung am Gesondheetssecteur féieren an domat zu engem bessere Management vun der Qualitéit. Dat sinn d'Aussoen, déi eis heiteg Gesondheetsministesch a fréier Deputéiert, d'Madame Lydia Mutsch, virun engem Joer op dëser Plaz gemaach huet. Deemools huet si de Gesondheetsminister gefrot, wéi et mat der Ëmsetzung vun där Zilsetzung wär. D'Äntwert vum Minister war, wéi ëmmer, ganz léif a berouegend.

► **Plusieurs voix.** - Ah!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Den aktuelle Regierungsprogramm gëtt e bësse méi kloer a seet ganz genee, dass déi Nomenclature iwwerschaft wäert ginn an an engem Joer wäert virleien. Et gëtt net méi vun engem Travail de longue haleine geschwat, wéi de Gesondheetsminister deemools geäntwert huet. De Regierungsprogramm schwätzt vun der kuerzfristeger Iwwerarbechtung vun der Nomenclature ënnerhalb vun engem eenzege Joer. Dës Aarbecht ass wichteg a muss och wierklech dréngend gemaach ginn.

Eng Fro, déi ech gestallt kritt hunn an dowéinst wëllt erwähnen, ass déi, ob dës Richtlinn dozou féiert, dass d'Patientee géint hire Wëllen an d'Ausland geschéckt kënnen ginn. Dat heescht schon, dass Leit sech Froe stellen, déi eigentlech iwwerhaapt net gefrot solle ginn oder mussen ginn. Mä se gi gestallt. An et ass, fir direkt



ze soen, dass näischt géint de Wëlle vun engem Patient daerf geschéien an dass Lëtzebuerg, wéi all aneren europäesche Stat, fir d'Versuergung vu senge Versécherter zoustänneg muss sinn. Well eist Land awer ze kleng ass an net déi néideg Mëttelen huet, fir all Zort vu Behandlung unzibidden, hunn d'Dokteren awer nun emol keen anere Choix, wéi de Patient an d'Ausland ze schécken, fir behandelt ze ginn, natierlech am Fall, wou de Patient och bereet ass, dat ze maachen, a sàin Accord gëtt. Dat war nach ëmmer esou an dat wäert och esou bleiwe mat der Direktiv.

Wat eis an deem Kontext awer um Häerz läit, ass, dass de Patient mat där Décisioun net eleng dosteet. Och hei zielt et, de Patient ze informéieren. E muss vergläiche kënnen, wéi eng Leeschtungen am Ausland ugebuede ginn a wat se kaschten. An dofir ass de Point de contact national zoustänneg, ausser den Dokter hält sech Zäit oder huet Zäit, fir de Patient ze informéieren. Et ass déi éischt Konditioun, fir dass e säi Choix autonom kann huelen a gutt informéiert kann treffen an, grad wéi am Projet de loi iwwert d'Patientenrecht, als mündige Patient kann ugesi ginn.

Erlaabt mer zum Schluss, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach eng Remarque iwwert déi international Kooperatioun am Spidolssecteur, déi nach net ugeschnidde ginn ass. Och déi ass virun engem Joer an der Debatt hei iwwert de Plan hospitalier diskutéiert ginn. Besonnesch, wat de Spidolssecteur ueget, muss mir eis dem Fortschritt upassen an op Qualitéit setzen. Mir mussen Netzwierker opbauen, déi sech queesch duerch Europa a virun allem an der Region Stéck fir Stéck weiderentwéckelen.

Firwat? Well éischtens de Secteur ganz käschtenintensiv ass a fir 50% vun den Dépensen an der Santé responsabel ass. Mir brauche Synergien, well d'Synergie spuere Geld, se erhéien d'Qualitéit, well d'Kompetenze gebündelt ginn.

Zweetens ass d'Zesummenaarbecht awer och wichteg, wann et sech ëm Noutfall handelt. Do hu mer de Moment e grave Problem. D'Grenze vun dräi aneren EU-Länner sinn net wäit ewech oder, besser gesot, déi Grenzen daerft et guer net méi ginn. Mir sollten d'Ouverture no bausen, déi duerch dës Direktiv geféiert gëtt an déi allen Assuréeen zeguttkënn, als Chance ugesinn. Och hei verweisen ech op den Débat iwwert de Plan hospitalier virun engem Joer, wou d'Thematik vun de Régions hospitalières opgeworf ginn ass.

Eiser Meenung no maachen d'Spidolsregionen nëmme den Sënn, wa se sech net op Lëtzebuerg beschränken. Se mussen eigentlech a gemeinsamen Ofkommisse mat den Nopeschlänner definéiert ginn, mat der Groussregion. An där Kooperatioun huet Lëtzebuerg gutt Kaarten, well eise Gesondheetssystem vun héijer Qualitéit ass, an awer och, well eis Mentalitéit oder zumindest d'Mentalitéit vun deene meeschte Leit vu grousser Oppenheet geprägt ass. Déi Chance sollte mir net an enger Richtung vun enger verstärkter Zesummenaarbecht mat den Nopeschlänner, den Nopeschregionen an den Nopeschgemenge goen.

Et kann net sinn, dass eng Persoun, déi zu Lëtzebuerg an akut Nout geréit, net vun de Servicier ka profitéieren, déi direkt op där anerer Säit vun der Grenz leien. Esou ee Fall ass et an der leschter Zäit ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wa mir et fäerdgebréngen, d'Grenzposten op der Autobunn ofzerappen...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- An d'Luuchten och!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- ...- an d'Luuchten och, fir dass se lech net op de Kapp falen! ...

(Hilarité)

...an domat e fräit an oppent Europa symboliséieren, da muss mer et och fäerdgebréngen, am Noutfall mam SAMU iwwert déi Grenzen ze fueren, fir engem Mënsch d'Lieven ze retten. Och dora läit de Sënn vun dëser Direktiv.

Domat sinn ech schonn um Schluss a wënsche mir, dass méiglech vill Patiente vun dëser Direktiv profitéieren kënnen respektiv vun dësem neie Gesetz am Sënn vun hire Rechter an am Sënn vun engem Europa ouni Grenzen.

lech, léif Kolleegen, soen ech villmoos Merci fir d'Nolauschteren, an dem Georges Engel als Rapporteur en zweete Merci fir sàin zweete Rapport vun haut a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme la Présidente.**- Merci, Madame Lorsché. Als nächstem ageschriwwene Riedner ass et elo um Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Villmoos Merci, Madame President. Léif Kolleeginnen a

Kolleegen, iwwert déi medezinesch Froen ass scho ganz vill gesot ginn, dofir vun eiser Säit aus just e puer zousätzlech Kommentaren.

Mir wäerten dëst Gesetz stëmmen. En häerzleche Merci och un de Rapporteur, deen eis elo scho fir d'Zweet haut vill Erklärungen ginn huet. Et dréit zur Fräiheet bäi, eiser Meenung no dréit et och éischer zum Ofbau vun enger Zwouklassemeezin bäi, déi awer am Abléck existéiert, wou een awer kann, wann ee besser Mëttelen huet, awer méi liicht an d'Ausland goen, fir sech behandelen ze loosson, wéi aner Leit.

Mä e puer Punkte wëlle mer besonnesch ervirsträchen. Et ass iwwert de positive Rôle vun der Europäescher Unioun elo vill geschwat ginn. D'Madame Lorsché huet sech gefreut, datt d'Grenzhaischer ofgebaut ginn an aner Saache méi. Et muss ee wëssen, datt mer hei an engem Beräich sinn, deen absolut och intergouvernemental ka geregelt ginn a laang intergouvernemental geregelt ginn ass, ier et eng Europäesch Unioun iwwerhaapt gouf.

Et ass net esou, datt mer dat onbedéngt der Europäescher Unioun verdanken. Et ass einfach eppes, wat d'State brauchen. Et ass am Interesse vun de Bierger, also gëtt et gemaach. D'Rechtsform ass fräi ze wielen an dat geet och mat anere Méiglechkeeten.

Mir si souwéiso an dem Beräich vun de Kompetenzen vun der Europäescher Unioun net am Beräich vun enger Eegekompetenz vun der Unioun, héchstens am Beräich vun enger Compétence partagée, an dann nach! Da muss een nach wëssen, datt dat hei u sech e bëssen eng Iwwerinterpretatioun vun de Kompetenzen vun der Unioun ass. Déi awer, well se am Interesse elo vun de Leit ass an d'Fräiheet vun de Leit erhéicht, eis elo net hei spezifesch stéiert.

Et muss een awer wëssen, datt d'Reglementer, wa Koordinatiounsfroe vu soziale Systemer iwwert de Wee vun europäesche Règlementer geregelt ginn, u sech an d'Kompetenzen vun den Nationalstaten onzouläseg agräifen, well et budgetär Inzidenzen huet. U sech si mir als Chamber an deem Sënn an eiser budgetärer Autoritéit léiséiert. Déi Règlementer, déi hei och zitéiert ginn, den 883 an den 987, hätte sollen an deem Sënn eigentlech Direktive sinn.

Gradesou ass feststellen, datt net vun ongeféier déi Fro hei aus der „Direktive «services»“ ausgeklamert gouf, eben och aus Kompetenzgrënn, well d'Europäesch Unioun u sech d'Kompetenz net huet, fir déi heite Saachen ze regelen. An dann ass e bal klassesche Prozedere an der Entwécklung vun europäesche Recht och hei feststellen, nämlech datt iwwert de Wee vun Uerteeler vun Europäesche Geriichtshaff dann op deem Sënn federalisteschen an Integratiounselementer erbäigefouert ginn, déi an den Traitéeen esou net gewünscht waren. Dat ass sécher de Fall gewiescht beim Arrêt Decker/Kohll.

Mä, wéi gesot, mir als ADR kënnen dat hei matstëmmen, well et am Interesse vun de Leit och hei am Land ass, mat e puer Remarquen. Och mir wiere ganz interesséiert, fir ze wëssen, wat déi finanziell Inzidenze sinn.

Et steet an Ärem Rapport, Här Engel, wann ech mech gutt erënneren, datt dat vum Budget vun der Sécurité sociale assuméiert gëtt. Mä och deen ass fir eis relevant, och wann net direkt elo d'Konsequenze budgétiséiert ginn, mä och de Budget vun der Sécurité sociale fléisst an a gesamtstaatlech Considératiounen, Defizitkritären an aner. Dat heescht, och wann dat elo reng Dépensé sinn, déi elo net direkt budgétiséiert sinn, si se fir eis nationalstaatlech relevant a mir muss se am A behalen.

Dofir och vun eis déi Fro: Wéi vill Leit profitéieren dovunner? Wéi eng finanziell Konsequenze sinn heimadder verbonnen?

Dat Zweet ass ganz kloer och, datt mer net zwou Informatiounsstrukture brauchen. D'Madame Lorsché hat och dorobber opmierksam gemaach. Mir hunn der elo zwou, déi eng, déi mer bei der Sécurité sociale hunn, déi aner, déi mer virun agefouert hunn. Dat soll eng sinn! Mir mussen kucken, wéi mer trotz deene verschiddenen administrative Froen dat kënnen zesummefféieren, an net nëmme fir déi Ausländer, déi sech wëllen hei am Land behandle loosson, mä och fir déi Lëtzeburger, déi wëllen déi Informatiounen hunn, déi hinnen zoustinn - mir hate virdru bei de Patientenrecht dorivver geschwat, datt déi eng Plaz hunn, wou se sech kënnen adresséieren, an net zwou.

Eng Regierung, déi och seet, se wéilt eng Simplification administrative erbäiféieren, huet do ganz sécher e Beräich, wou ouni vill Méi esou eng Simplification administrative ze realiséieren ass. Also kommt, mir ginn net op de Wee vun zwou verschiddene Strukturen, mä mir kucken, dat zesummenzeféieren!

Dat gesot, ginn ech och ganz gär den Accord vun der ADR fir dëst Gesetz.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme la Présidente.**- Merci, Här Kartheiser. Dann, ech weess net, vun déi Lénk, ech hunn hei keen ageschriwwen. Ass keen, dee wëllt intervenéieren?

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Neen, mir wäerten de Projet stëmmen.

► **Mme la Présidente.**- Ah, très bien!

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme la Présidente.**- Bon, da ginn ech mat Freed d'Wuert un d'Regierung, den Här Minister Romain Schneider.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.**- Merci, Madame Presidentin. Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt géif ech och vun dëser Plaz aus dem Rapporteur e grouse Merci soe fir engersäits dee schréfflechen a virun allem och dee mëndleche Rapport.

Derniewent virun allem awer och, och wéi hien et ugedeit huet, der gesamer Kommissioun e grouse Merci fir déi Aarbecht, déi gelescht gouf an déi konstruktiv gelescht gouf.

Well och, wann dës Projet sech einfach ugesäit, hate mer dach ze dinn, virun allem opgrond vun enger Rei Remarquen, och vum Conseil d'État mat zwou Oppositions formelles derbäi, déi et a sech haten. An ech mengen, hei virun allem déi aktiv Roll och vun där ganzer Kommissioun, fir ze kucken, eng Léisung ze fannen a virun allem och eise lëtzebuergesche soziale System ze erhalen, de Fonctionnement, wéi en de Moment fonctionnéiert, mat engersäits Cotisatiounen säitens vum Stat, vun den Assuréeen a säitens vum Patronat, an dann natierlech och an der CNS d'Gestioun vun dëser Fonge respektiv d'Ausbezuere vun de Prestatiounen, vun den Indemnitéiten, d'Prise en charge eigentlech vun deenen enzelnen Traitementen och viru kënnen esou ze regelen, war eng wichteg Roll a war eng wichteg Entscheidung.

Dofir och, mengen ech, hu mer ganz flott Formulë fonnt, déi och herno den Accord säitens vum Statsrot fonnt hunn, fir ze kucken, och viru kënnen am Code de la Sécurité sociale respektiv da méi spezifesch an de Statute verschidde Saachen ze regelen. E grouse Merci un d'Membere vun der Kommissioun ënnert der Leedung vum President fir déi Aarbecht, déi gelescht gouf!

Et gouf richtegerweis gesot, datt d'Émsetze vun dëser Direktiv zwee Voleten huet. Deen éische Volet hutt Der hei gestëmmt, den zweete Volet ass deen, dee mer de Moment amgaange sinn ze diskutéieren a wou mer, mengen ech, ganz kloer drop higewisen hunn, datt et hei drëms geet, datt Lëtzebuerg als Stat souzesoen d'Affiliatioun vun den Assuréeen considéiert an do natierlech eng Rei vun Obligatiounen huet, an dann an deem dote Kader och d'Obligatioun huet, dës Direktiv énzeetzen.

Och wa richtegerweis gesot ginn ass, datt mer an engem gewëssenen Drock sinn, datt mer verspéit sinn, fir dës Direktiv énzeetzen, mengen ech, geet et ebe grad dorëms och, datt mer dës zwee Projet-de-loien zesummen hei diskutéiert hunn, well se effektiv aneefléissen, op där enger Säit den Traitement vun de Patienten, op där anerer Säit de Remboursement vun den Assuréeen hunn, deenen enzelne Beräicher.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Et gouf virun allem och drop higewisen, datt een op där enger Säit elo ka ganz einfach sech an d'Ausland beginn, fir e Remboursement ze kréien, an dat virun allem an Ambulatoiren, an datt virun allem déi Autorisations préalables bestoe bleiwen an deenen enzelnen Ausnahmen, sief et bei Urgencen, sief et virun allem och bei engem Séjour an enger Klinik nach mat op d'mannst enger Nuecht, wou also all Kéiers nach d'Autorisation préalable muss gefrot ginn.

An ech mengen, d'office kann ech och direkt soen, datt mer hei zu Lëtzebuerg - an ech wëll dat och nach eng Kéier betounen; et gouf och vu jiddwerengem eigentlech hei gesot - een exzellente Gesondheetsversuergungssystem hunn, datt mer exzellent Spideeler hunn, datt mer exzellente Dokteren hunn, déi engersäits am Extra-hospitalier respektiv am Hospitalier intervenéieren, fir de Bierger hei zu Lëtzebuerg respektiv den Assuréeen allegueren, déi hei zu Lëtzebuerg assuréiert sinn, och déi Soinen ze ginn, déi wichteg an noutwendeg sinn.

Dofir, datt ech och mengen, datt mer an Zukunft och kënnen op dës exzellente Aarbecht zréckgräife vun eisem ganze Gesondheetsapparat an datt dofir dës Prise-en-charge, déi mer maachen, dës Traitementen, dës Consultatiounen, déi am Ausland, am noen Ausland ge-

maach ginn, och sech wäerten, wéi an der Vergaangenheet, limitéieren an dofir och kënnen d'Ausnahm sinn an deene Fäll, déi genau hei beschriwwen goufen.

Et muss een och soen, datt dës Direktiv, déi mer iwwert déi Gesetzer émssetzen, a virun allem dat heiten, eng ganz Rei vu Saache scho bei eis am nationale Gesetzesrecht respektiv iwwert de Code de la Sécurité sociale geregelt sinn an iwwert d'Statuten. Mir hunn also just missen eng Rei vu konkreten Adaptatiounen maachen, dat virun allem, wat d'Artikelen vum Code de la Sécurité sociale 20 an 21 ubetrëfft, wou déi ganz Prise-en-charge geregelt ginn. Dat hu mer elo gemaach, soudatt och hei Kloerheet doranner besteet.

Och ass hei richtegerweis ugeschnidde ginn, datt ee muss ganz kloer den Ennerscheid maachen engersäits zwëscht dem Règlement de coordination, deen nach ëmmer besteet an dee wierklech och déi eenzel Systemer vun der Sécurité sociale an deenen enzelnen europäesche Länner respektiv derniewent och an der Schwäiz an an deem ganzen Espace économique regelt, do, wou d'Koordinatioun also zwëscht de Systemer gemaach gëtt. An datt mer hei spezifesch elo ganz genau regelen, wat déi eenzel genau Modalitéite si bei der Affiliatioun vun der Persoun respektiv vum Remboursement, dem direkte Remboursement respektiv dee mat enger Autorisation préalable, déi hannendrusteet.

D'Direktiv ass eng, déi effektiv entstanen ass opgrond och vun enger Rei vu Jurisprudenzen. D'Jurisprudenz vun der Cour européenne, déi jo virun allem déi zwee Fäll betrëfft, déi mer kennen: den Arrêt Decker, dee mat de Brëller, an da virun allem den Arrêt Kohll, deen d'Soins dentaires ubetrëfft. Hei ass am Prinzip eng logesch Folleg dovun, fir ze kucken, och am nationale Recht dës Direktiv émssetzen, déi also kloermécht, wat d'Rechter si bei der Affiliatioun, déi eenzel Hypotheesen, déi ee kann hei gesinn.

A virun allem awer och, an dofir ass et jo och esou wichteg, datt een hei drop hiweist an och eng Kéier suivéiert, an dat gouf och hei ganz kloer gesot, datt d'Émsetzung vun dëser Direktiv an d'nationalt Recht selbstverständlech an alle State muss einhergoen. An dofir ass et jo an deem Moment och déi ganz Fro vun den Nomenclaturen, déi mer gestallt hunn am Ausland, déi mussen erfëllt ginn, och bei eis selbstverständlech, d'Nomenclature, wou ech direkt vläicht elo drop wäert agoen - déi Fro gouf hei gestallt: Wou si mer an der neier Nomenclature drun?

Mir sinn amgaangen, dorunner ze schaffen. Mir sinn amgaangen, zesummen och virun allem mat der AMMD, awer och virun allem mat eiser Commission de nomenclature, an déi eenzel, an déi lescht Zich ze kommen, fir ze kucken, wat fir ee System huele mer elo. An ech mengen, mir orientéieren eis de Moment hin op de franséische System, de CCRM, deen, mengen ech, eng Rei vu vergläichbare Méiglechkeete weist, wéi mer an Zukunft eis Nomenclature kënnen abannen op déi nei Nomenclature. Een einfachen Iwwergank, mat och neie Pathologien, déi selbstverständlech mat dra sinn, mat neien Agréffer, déi virun allem och méi am Fong spezifizéiert ginn.

Alles dat ass um Lafen. Mir probéieren, dee sportlechen Zäitraum, dee virgi war am Regierungsprogramm, och anzehalen, och wann ech mengen, datt mer virun allem de Schluss vläicht kënnen oder musse wahrscheinlech e bëssen ausweiten, well mer awer elo schonn de Moment bei bal néng Méint si vun dësem Dé-lai. Soudatt een hei muss selbstverständlech, mengen ech, Zäit hunn.

Dat soll een och éierbar maachen, well esou eng Nomenclature mécht een net all Joer nei. Déi mécht ee fir eng gewëssen Zäit. Do muss ee Planungssecherheet hu fir jiddwieren, souwuel fir de Prestataire wéi natierlech och fir d'CNS, déi hannendrun ass an déi eenzel Beräicher muss rembourséieren an och émssetzen.

Ganz wichteg och, mengen ech, vun dëser Plaz gouf hei nach eng Kéier drop higewisen, datt mer duerch dat heite Gesetz, duerch d'Émsetzung vun der Direktiv keng Zwouklassegesellschaft schaffen. Neen, au contraire! Ech mengen, et ass esou, datt mer hei de Libre choix virun allem méi breet maachen, datt mer jiddwerengem d'Méiglechkeet ginn, och d'Remboursementen kënnen ze kréien, an derniewent och déi néideg Méiglechkeeten ze hunn, sech medezinesch kënnen ze versuergen. Och wann ech nach eng Kéier betounen, datt ech mengen, datt mer déi meescht Gesondheetsversuergung hei zu

Lëtzebuerg selwer kënnen fannen a wierklech nëmmen a konkrete Spezialisatiounen mussen am Ausland dës kënnen huelen.

D'Fro gouf och opgehäit, mengen ech, vun der Informatioun vu jiddwerengem. Selbstverständlech ass eng Informatioun ganz wichteg an deem Beräich. An ech mengen, d'CNS huet sech jo och ganz kloer hei agestallt op dräi Punkten: engersäits ee Guichet unique anzerichte fir den Assuré, fir sech mat Zäiten ze informéieren, wat déi eenzel Traitement a Prise-en-charge virun allem bedeiten. Dann demnächst virun allem och an Dépliants, wou se elo schonn an deene meeschten Dépliants op véier, op fënnf Sproochen higinn.

Och dat, mengen ech, ass ganz wichteg, datt een nient dem Lëtzebuergesche virun allem och Däitsch, Franséisch, Englesch an och déi gängeg Sprooch wéi Portugisesch an och vläicht Bosnesch derbähält; déi Sproochen, déi mer hei zu Lëtzebuerg schwätzen. Dat leeft an enger Rei vun anere Secteuren. An ech hunn och d'CNS gebieden, virun allem an anere Beräicher och méi aktiv Informatioun ze maachen un d'Assuréeen, un déi spéider Patienten, fir mat Zäite kënnen deen richtege Conseil ze kréien. Fir eben net drop hinzestoussen, datt mer zum Schluss herno musse Prozesser hu respektiv Onzefriddenheeten hunn op béide Säiten.

Ech mengen, et gouf och ugeschwat hei, datt iergendwéi géif riskéiert ginn, datt een d'Patiente géif drécken, iergendwou hinzegoen. Ech mengen, datt hei nach ëmmer d'Regel gëllt vun der Liberté du choix, Liberté du médecin, déi och grad hei verstärkt gëtt an eigentlech net zréckgefouert gëtt.

Wat de Käschtepunkt ubetrëfft, mengen ech, ass et esou, datt mer och schonn elo eng ganz Rei vun dese Saachen erfëllen. Ech muss lech déi genau Zuelen nach eng Kéier noliwweren, déi hunn ech effektiv net am Kapp. Erlaabt mer, dass ech an där nächster Kommissiounssëtzung vun der Sécurité sociale déi Zuele vun der CNS selbstverständlech - dat ass jo net de Statsbudget, deen hei spillt, mä deen vun der CNS - noliwweren, wat déi eenzel Beräicher waren, fir esou enge Prise-en-charge am Ausland nozegoen.

Mat Sécherheet muss ee kucken, wéi d'Evolution ass. Mir kënnen jo net eigentlech kucken, wat geschitt an deenen nächste Joren. Mir wëssen eigentlech net, wat fir eng Evolution wäerte mer hunn, soudatt ech géif proposéieren, datt een eng Kéier d'Zuele seet, wéi et bis elo war, an datt een da vläicht an zwee Joer eng Kéier e Bilan mécht an da kuckt, wéi ass déi Evolution hei gewiescht an deenen nächste Joren.

Bon, ech mengen, wichteg ass virun allem, datt mer, wéi gesot, de Mëtteg dës zwee Gesetze kënnen zesumme votéieren. Et sinn zwee Gesetze, déi eis erlaben, dës Direktiv konkret ëmzesetzen.

Selbstverständlech muss d'CNS, a virun allem mécht se dat och am Laf vun deenen nächste Wochen, och virun allem de Code de la Sécurité sociale adaptéieren, och hir Statute selbstverständlech dorop adaptéieren, fir och hei an deem Beräich dann ebe konform ze sinn, fir ganz einfach och hei dës Direktiv op Lëtzebuerg Recht, mä virun allem och an eise System vun dem Code de la Sécurité sociale a vun de Statuten ze adaptéieren.

Bon, zum Schluss géif ech lech alleguete Merci soe fir d'Ennerstëtzung vun sämtleche Fraktiounen zu deem Projet. E Projet, deen, wéi gesot, zu deem éischte Projet gehéiert. Mat deene Voté vun deenen zwee Projeten hei kréie mer dës Direktiv an nationaalt Gesetz ëmgesat.

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Sozialminister.

Vu dass mer um Enn vun eiser Diskussioun sinn, géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6554 iwwergoen, an ech géif de Vote lancéieren.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6554 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procurationen. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6554 ass unanime ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par M. Marcel Oberweis), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par Mme

Nancy Arendt), MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Adehm), Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Villmools Merci!

Da géife mer zum leschte Punkt vun eiselem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass d'Konvention mat Serbien a Saache Sécurité sociale. An den Här Rapporteur, den Här Frank Arndt, huet d'Wuert.

8. 6639 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Serbie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 7 juin 2013

Rapport de la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale

► **M. Frank Arndt (LSAP), rapporteur.** - Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech wëll wierklech och sportlech weiderfueren. Et si verschidde Leit, déi hunn nach ee Rendez-vous den Owend.

Duerch dese Gesetzesprojet 6639 gëtt eng Konvention ëmgesat, déi Lëtzebuerg gemaach huet am Beräich vun der Sécurité sociale mat Serbien. Dës Konvention mat Serbien moderniséiert an adaptéiert déi, déi mir mat Serbien-Montenegro haten, eng Konvention, déi de 27. Oktober 2003 zu Belgrad ënnerschriwwen ginn ass an och elo nach Bestand huet.

Dës Adaptation ass virun allem néideg ginn no der Onofhängegkeet vu Montenegro. Montenegro, mat deem Lëtzebuerg zënter dem 1. Mee 2009 eng eege Konvention huet. All Konventionen baséieren natierlech op de communautaire Reglementer, dem 1408/71 an dem 883/2004 iwwert déi international Koordination vun de verschidde Systemer vun der Sécurité sociale.

Déi dräi grouss Prinzipien, op deenen dës Konvention baséiert, sinn d'Égalité de traitement, d'Exportation vun de Prestatiounen an d'Totalisation vun den eenzelne Versécherungsperioden. Dës Koordinatioun garantéiert am Beräich vun der sozialer Sécherheet deene Leit bestëmmte Rechter, déi successiv oder alternativ der Législatioun vun deenen ënnerzeechnete Länner ënnerstallt waren.

Se beinhalt geregelt Rechter a Prinzipien an de Beräicher vun der Assurance maladie-maternité, Assurance accidents du travail et maladies professionnelles, Alters- an Invalidepensioun souwéi d'Hannerbliwwenepensioun, awer och Chômage a Familjeprestatiounen.

Ausgeschloss dovun sinn d'Assistance sociale a Prestatiounen fir Krichsaffer souwéi d'Assurance dépendance.

Bei de Familienzoulagen hält dës Konvention fest, dass den Usproch op Leeschtungen un d'Condition de résidence vun de Kanner gebonnen ass. Fir déi Kanner, fir déi Leeschtungen den Ament schonn exportéiert ginn, gelten extra Iwwergangsbestëmmungen, soudass si dës erweidert kënnen kréien, wéi ënnert där aler Konvention.

Fir de Rescht erspueren ech lech ee laangen an techneschen Exposé iwwert déi eenzel Dispositiounen vun den Artikelen. Dësen Exercice hu mir an der Kommissioun gemaach. Ech soen der Kommissioun ee grouse Merci och dofir, fir déi konstruktiv Mitaarbecht an dese Sëtzungen. Den Detail fannt Dir an dem schrëftleche Rapport vum Projet de loi.

De Statsrot huet awer zwou pertinent Remarqué gemaach, wat d'Ausnahmeregelung betrëfft an am Zesammenhang mat administrativen Arrangementer. D'Kommissioun huet déi Bemierkungen zur Kenntnis geholl an ass der Meinung, dass dës och sollte bei neie Konventionen berücksichtegt ginn. Och dozou gi mir detailléiert Explikatiounen am schrëftleche Rapport.

Ofschlëssend géif ech lech Merci soe fir d'Nolauschteren an am Numm vun eiser Fraktioun och gréng Luucht ginn, fir dee Projet hei ze stëmmen.

Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Arndt. Als ageschriwwene Riedner hunn ech als Éischt d'Madame Viviane Loschetter.

Discussion générale

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Jo, Merci, Här President. Mir wollt just eis Zoustëmmung zu deser Konvention, zu deem Projet de loi matdeelen. Merci.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Loschetter. Dann hunn ech den Här Kartheiser nach, deen ageschriwwen ass.

(Interruptions diverses)

Ah, entschëllegt, jo! Ah, den Här Edy Mertens. Ech hat lech net hei stoen.

► **M. Edy Mertens (DP).** - Merci, Här President. Ech wëll dem Rapporteur, dem Här Frank Arndt, villmools Merci soe fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport an dem Accord vun der Demokratescher Partei ginn dozou, vun der Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci. Dann hunn ech och nach den Här Roth, deen zwar net op der Lëscht ass, mä deen awer ganz gär d'Wuert kritt.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Neen, vu datt mer den Tour maachen, Här President, soen ech och dem Rapporteur, dem Här Arndt, Merci, deen nach bal hei gefall war, esou schnell hat en dat hannerst sech bruecht. An ech ginn och duerfir d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu deem Gesetzesprojet.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Roth. An dann huet den Här Kartheiser d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President. Ech hu jo elo vill méi Zäit, fir ze schwätzen, well ech mengen, déi aner Fraktiounen gi mer dann hir.

(Hilarité)

Also, op jidde Fall just eng Bemierkung vun eiser Säit.

Also déi éischt, dat ass natierlech de Merci un de Rapporteur, deen dat wierklech impressionnant seier gemaach huet.

Déi zweet ass déi Observatioun vum Statsrot. Ech profitéieren, datt den Här Minister hei ass, deen sech jo och mat der Entwécklungshëllef e bësse besser auskennt wéi den Duerchschnitt vun de Leit. An do ass déi Bemierkung vum Statsrot iwwert d'Noutwendegkeet vun der Ratifizierung vun techneschen Ofkommen äusserst interessant.

De Statsrot huet gesot, an dat huet d'Kommissioun jo zur Note also geholl an och approuvéiert: «Le Conseil d'État a retenu qu'„En effet, dès qu'ils ont vocation à engager internationalement le Luxembourg, les arrangements administratifs, convenus entre un ministre et son homologue étranger et qui concernent en règle générale l'exécution ou l'interprétation d'un traité préexistant, ne peuvent pas se dispenser de l'approbation parlementaire.”» Dat ass dat, wat mir ëmmer gesot hunn, wat de Statsrot elo nach eng Kéier rappéléiert a wat virun allem och gëllt fir dee Programme indicatif de coopération, wou mir als ADR ëmmer soen, déi musse ratifizéiert ginn!

Et sinn Engementen, wou Lëtzebuerg, och wann dat e Programm ass, an d'Cour constitutionnelle hat schonn e puermol gesot, et ass egal, wéi esou een internationalen Accord heescht, ob dat e Bréif ass, e Memorandum, wat och ëmmer. Et ass vun der Natur aus en internationalen Accord an e muss ratifizéiert ginn.

An och hei huet de Conseil d'État dat elo nach eng Kéier vollkommen zu Recht rappéléiert. A mir soen als ADR: Wat hei richtig ass a wat vun der Kommissioun och ugeholl gouf an als richtig befonnt ginn ass, muss och gëllen am Beräich vun der Entwécklungshëllef, wa mer iwwert de Programme indicatif de coopération schwätzen.

Eng zweet Bemierkung ass, mir solle jo, dat steet, mengen ech, och am Text, wann ech mech elo gutt erënneren, datt mer eng

Konvention mat Montenegro jo hunn. Déi hei ersetzt jo déi, déi mer mat Serbien-Montenegro haten. Mir hunn awer elo um Internet gekuckt a keng separat Konvention mat Montenegro fonnt op der Internetsäit vum Ministère de la Sécurité sociale. Dat ass elo mat Datum vum 13. Juni.

Duerfir wollt mer den Här Minister froen: Hu mer dann elo eng Konvention mat Montenegro oder hu mer keng? A wann, da misste mer vläicht de Site vum Ministère de la Sécurité sociale awer an deem Sënn aktualiséieren.

An dann nach eng drëtt Fro. Mir hunn elo hei gesinn, datt déi Arrangementer mat Serbien generéis sinn. Dat steet souguer am Text selwer. Si sinn och méi generéis, wéi déi fréier Konvention mat Serbien a Montenegro. Da stellt sech selbstverständlech och d'Fro vun der budgetärer Relevanz, gradesou wéi virun. Och do gëllt, datt se vun der Sécurité sociale gedroe ginn, déi Ausgaben, mä fir eis awer wichteg sinn. An da sinn eng ganz Rei technesch Froen, wou ech muss soen, datt mer heiansdo d'Qualifikatioun feelt, fir am Detail déi do Dispositiounen nozevollzéien.

Mä notament wollt ech den Här Minister froen mat de Babyjoren. Wann ech den Text richtig interpretéieren, da ginn och déi Babyjoren bei der Lëtzebuerg Sécurité sociale fälleg, wéi Gebuerten a Serbien. A wann dat da wierklech de Fall ass, da freet ee sech natierlech och: Gëllt dat och fir de Forfait d'éducation, dat heescht, fir d'Mammerent, fir Gebuerten, déi a Serbien geschitt sinn? An do wär et vläicht interessant, fir e Wuert vun Erklärung ze héieren.

Villmools Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss an den Här Sozialminister, de Romain Schneider, huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.** - Här President - dës Kéier: Här President -, Dir Damm an Dir Hären, Merci och fir dem Rapporteur säi schrëftlechen a säi mündleche Rapport. Hien trëtt do e bëssen an d'Fousstapfe vun aneren, déi an der Sécurité sociale ëmmer déi Rapporten do presentéiert hunn. Dat ass ëmmer eng flott Entrée en matière, fir sech an d'Sécurité sociale anzeschaffen, well een do effektiv och ëmmer Konventionen bilaterale gesäit, wat jo eigentlech och d'Basis ass vun deenen anere Konventionen.

Bon, ech mengen, mir setzen de Mëtteg hei eng Konvention ëm, déi ënnerschriwwen gouf, eng nei Konvention mat Serbien, déi eis viru liiert huet an enger Konvention, déi mir hate mat Montenegro-Serbien, déi jo an deem Moment no hirer Onofhängegkeet zwou Konventionen gouf.

An dat ass och direkt d'Antwort op eng Fro vum Här Kartheiser, ob eng Konvention mat Montenegro besteet. Jo, et besteet eng. Et ass eng ënnerschriwwen ginn den 19. Februar 2008, déi 2009 hei an der Chamber ugeholl gouf. Ech mengen, ech war deemools selwer Rapporteur dervun, well ech ëmmer déi dote Volet gemaach hunn, an ech kucken awer um Site no, well dat misst natierlech dropstoen. Wann et net dropsteet, dann ass dat e Lapsus, da muss een dat korrigéieren. Op jidde Fall, mir hunn elo de Moment dann eng Konvention mat Montenegro an op där anerer Säit kréie mer och eng mat Serbien, wann dese Projet de loi guttgeheescht gëtt.

All déi aner Modalitéiten, déi an där Konvention stinn, och mat de Babyjoren, ginn esou gehandhabt wéi selbstverständlech all déi aner Konventionen och, déi mer hu mat all deenen anere Länner, wat d'Prise en charge vun de Babyjoren hei ubetrëfft hei am Land. An ech mengen net, an ech misst dat awer nach eng Kéier genau nofroen, mä ech gleewen net, datt de Moment op der Säit, dass déi Prise en charge ass, wéi Dir se zitéiert huet, wann d'Kanner ebe gebuer ginn an Montenegro. Hei handelt et sech effektiv ëm dat, wat hei zu Lëtzebuerg bei der Affiliatioun eben de Fall ass, respektiv bei der Präsenz hei de Fall ass.

Wat awer Är Antwort um éischte Volet ubetrëfft, déi vun der Ratifikatioun vu Konventionen, mengen ech, hate mer déi doten Diskussioun schonn eng Kéier gehat an der zoustänneger Kommissioun vun den Affaires étrangères, wou ech eben als Kooperationsminister déi eenzel Bilanen a Partneriater virgestallt hunn, déi mer all Kéier hunn, an ech mengen, meng Antwort war deemools kloer, datt ech der Meinung sinn, datt mer déi dote Programme indicatifs de coopération net brauche vun der Chamber ratifizéieren ze loossen. Dat ass d'Haltung vun der viregter Regierung gewiescht, dat ass och déi vun der jëtzege Regierung.

Ech hu mech awer och ganz kloer bereet erkläert, an Dir hutt gesinn an de Convoca-



tiounen, datt ech den 30. Juni erëm eng Kéier bei lech kommen, fir och déi véier Commissions de partenariat, déi ech elo hat, engersäits an El Salvador, an Nicaragua, och elo am Senegal an am Mali, lech ze presentéieren, wéi d'Resultater do leien, well genau wéi lech a virun allem där ganzer Chamber läit et mer drun, datt déi Suen, déi mer investéieren hei an déi ëmmerhin generell, net alleguerten, an de Programme indicatif de coopération, mä generell an d'Kooperatioun, wat awer ee Prozent vun eisem PIB sinn, datt déi richteg ugewannt ginn, datt déi op der Plaz richteg agesat ginn, an dofir soll een op der Plaz och effektiv déi Commissions de partenariat maachen, fir mat de Partner op der Plaz kloerzestellen, datt déi Sue richteg investéiert ginn an een och wierklech gesäit, wou d'Infrastruktur sinn an datt d'Infrastruktur virun allem och funktionéieren. Dofir, mengen ech, ass dat de Wee, deen ech och an deenen nächste Jore wëll goen, op deen ech all Kéiers wëll zrëckkommen.

An ech hunn och kee Problem, wa mer effektiv dës Konventiounen elaboréieren, fir déi am Virfeld an der zoustänneger Kommissioun eng Kéier ze weisen, eng Kéier ze diskutéieren, fir ze kucken, wou een hei kann och effektiv Modifikatioune maachen.

Bon dat, mengen ech, zu de Remarquen, déi koumen. Deenen anere Fraktiounen soen ech Merci fir deen Accord, dee se dësem Projet ginn, an ech géif dann och mengen, datt mer esou lues ufänken, all déi Konventiounen, déi

unhänken, wat d'Ex-Yougoslavie ubetrëfft, ëmgesat ze kréien. Ech mengen, et steet nach eng op vum Kosovo, déi mer nach mussen ëmsetzen, déi am Moment nach an der Maach ass, an da wäerte mer déi meescht gemaach hunn, an da kënne mer iwwer bilateral Konventiounen och déi Voleten ofdecken.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Sozialminister. Mir géifen dann direkt zum Vote iwwert de Projet de loi iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6639 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass eriwwer. Mir hu 57 Deputéierten, déi um Vote deelgeholl hunn, 55-mol Jo, zwou Abstentiounen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6639 est adopté par 58 voix pour et 2 abstentions.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher (par M. Marcel Oberweis), Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden (par M. Michel Wolter), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen (par M. Serge Wilmes), Françoise Hetto-Gaasch (par M. Félix Eischen), MM. Jean-Claude Juncker (par M. Paul-Henri Meyers), Aly Kaes, Marc Lies (par Mme Diane Aehm), Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM.

Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank (par M. Gilles Roth), Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech ginn dervun aus, dass d'Abstentiounen nach motivéiert ginn. Här Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ech wëll eis Abstentiounen domat begrënnen, dass de Prinzip, wou d'Kannergeld ausbezuelt gëtt, hei geännert gëtt par rapport zu där Konventioun vu virun. Dat heescht, den Uert, wou et elo ausbezuelt gëtt, ass do, wou d'Kanner wunnen, während et virun den Uert war, wou d'Eltere geschafft hunn. Dat ass dee Prinzip, deen och

an der Europäescher Communautéit gëllt, an deem berühmte Reglement 883.

Lëtzebuerg hat versicht, dat och ze änneren do, ass net duerchkomm domadder, an elo gëtt iwwert déi Konventiounen do dee Prinzip dann agefouert. Dat heescht, deen ale Prinzip, dee méi favorabel war fir d'Leit, déi hei schaffen, gëtt elo geännert. Dat ass e klere Réckschrëtt awer vun där Konventioun hei, déi mer net esou kënne matdroen.

► **M. le Président.** - Merci. D'Fro nach un d'Chamber...

Här Minister?

► **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale.** - Also, ech verstinn déi Enthaltung do. Ech mengen zwar, datt dat net esou ass. Ech mengen, da musse mer den Text am Fong eng Kéier duerchhuelen, mä ech mengen net, datt do eng Ännerung par rapport zur viregter Konventioun ass, wéi se war.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Minister.

Dann nach just d'Fro un d'Chamber: Gëtt se d'Dispens vum zweete Vote?

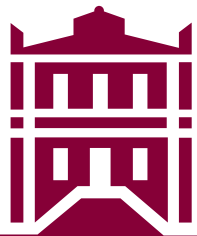
(Assentiment)

Villmools Merci.

Domat ass d'Sëtzung eriwwer. Rendez-vous muer um zwou Auer.

Merci.

(Fin de la séance publique à 18.24 heures)



SÉANCE 25

MERCREDI,
18 JUIN 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. le Président

2. Ordre du jour

- M. le Président

3. 6687 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques

- Rapport de la Commission des Affaires intérieures: M. Claude Haagen

- Discussion générale: M. Emile Eicher, M. Guy Arendt, M. Roberto Traversini, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany

- Prise de position du Gouvernement: M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

4. 6172A - Projet de loi portant

a) réforme du Titre II.- du Livre I^{er} du Code civil «Des actes de l'état civil» et modifiant les articles 34, 47, 57, 63, 70, 71, 73, 75, 76, 79, 79-1 et 95;

b) réforme du Titre V.- du Livre I^{er} du Code civil «Du mariage», rétablissant l'article 143, modifiant les articles 144, 145, 147, 148, 161 à 164, 165 à 171, 173 à 175, 176, 177, 179, 180 à 192, 194 à 199, 201, 202, 203 à 206, 212 à 224, 226, 227, introduisant les articles 146-1, 146-2, 175-1, 175-2 nouveaux et abrogeant les articles 149 à 154, 158 à 160bis, 178, le Chapitre VIII et l'article 228;

c) modification des articles 295, 351, 379, 380, 383, 390, 412, 496 alinéa 1^{er}, 509-1 alinéa 2, 730, 737, 791, 847 à 849, 852 alinéa 3, 980 alinéa 2, 1405, 1409 et 1676 alinéa 2 et abrogation des articles 296, 297 et 1595 du Code civil;

d) modification de l'article 66 du Code de commerce;

e) modification des articles 265 alinéa 1^{er}, 278 et 521 du Nouveau Code de procédure civile;

f) introduction d'un Titre VI.bis nouveau dans la Deuxième Partie du Nouveau Code de procédure civile;

g) introduction d'un Chapitre VII.-I nouveau au Titre VII du Livre I^{er} du Code pénal;

h) abrogation de la loi du 23 avril 1827 concernant la dispense des prohibitions du mariage prévues par les articles 162 à 164 du Code civil; et

i) abrogation de la loi du 19 décembre 1972 portant introduction d'un examen médical avant mariage

- Rapport de la Commission juridique: M. Paul-Henri Meyers (M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre intervient)

- Discussion générale: M. Léon Gloden (dépôt d'une motion), M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter, Mme Simone Beissel, M. Roy Reding (M. Marc Angel intervient), M. Justin Turpel (M. Claude Haagen, M. Marc Angel et Mme Claudia Dall'Agnol interviennent), M. Marc Angel, M. Fernand Kartheiser

- Prise de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice (M. Gast Gibéryen et M. Jean-Claude Juncker interviennent)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Motion 1: M. Alex Bodry, M. Fernand Kartheiser, M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, Mme Viviane Loschetter, M. Justin Turpel, M. Félix Braz, Ministre de la Justice, M. Claude Wiseler

- Vote sur la motion 1 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; M. Félix Braz, Mmes Maggy Nagel, Lydia Mutsch et M. Dan Kersch, Ministres; Mme Francine Closener, Secrétaire d'Etat.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. le Président.** - D'Sëtzung ass op. An ech géif direkt d'Regierung froen, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Neen, Här President.

► **M. le Président.** - Da soen ech lech Merci.

2. Ordre du jour

Op Ufro vum Här Ausseminister Jean Asselborn wollt ech froen, ob d'Chamber dermat d'Accord ass, fir eisen Ordre du jour vu muer liicht ze änneren an dee Projet de loi N°6673, deen ursprénglech fir en Dënschdeg geplangt war, um Schluss vum Ordre du jour nach matzehue-

len, well e misst am Mémorial virum 1. Juli publizéiert sinn. Also als leschte Punkt vum Ordre du jour vu muer, vun deem ech net mengen, dass e surchargéiert wär. Ech hat mer och erlaabt, mat den eenzelne Kollegeen aus der Conférence des Présidents ze schwätzen.

Sidd Der dermat d'accord, dass mer dem Här Ausseminister entgéintkommen?

(Interruption)

Dat ass de 6673.

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert a mir géifen dee Projet zum Schluss vum Ordre du jour huelen.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut, dat ass de Projet 6687. Do geet et ëm eng Ofännung vum Ge-

setz iwwert d'Identifikatioun vun de Persounen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Ageschriwwen si bis elo: déi Hären Emile Eicher, Guy Arendt, Roberto Traversini a Fernand Kartheiser. Et ass also nach Zäit, fir sech anzeschreiwen.

D'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorebelen Här Claude Haagen. Här Haagen, wann ech gelift.

3. 6687 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi 6687, deen d'Gesetz vum 19. Juni 2013 iwwert d'Identifikatioun vun de physische Persoune concernéiert, ass den 8. Mee vun dësem Joer vum zoustännegen Innenminister hei an der Chamber déposéiert ginn.

Dat aktuell Gesetz betrëfft d'Gemengepopulationsregëster souwéi den nationale Persounenregëster, deen dorausser entstanen ass. Et geet also hei ënner anerem ëm d'Umeldung- an d'Ofmeldungsprozedure bei de Ge-

mengen an déi domat verbonnen Obligatiounen a Rechter vun de Bierger.

D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 29. Abrëll, d'Chambre des Métiers den 23. Mee an de Statsrot den 20. Mee vun deem Joer ofginn. D'Kommissioun huet sech och nach mat enger Remarque vum Conseil vun der Chambre des Huissiers de Justice befaasst.

Den 22. Mee huet déi zoustänneg Kommissioun mech als Rapporteur designéiert an d'Intérieurskommissioun huet de schréfftleche Rapport iwwert dese Gesetzestext de 5. Juni 2014 unanime ugeholl.

Dat bestehend Gesetz iwwert d'Identifikatioun vun de physische Persounen ass d'lescht Joer, an zwar den 19. Juni 2013, hei an der Chamber gestëmmt ginn. An elo kann ee sech scho froen, firwat dese Projet de loi elo muss emgeännert ginn.

Déi verschidden Emännerunge betreffen haapt-sächlech den Artikel 12 vum aktuellen, beste-hende Gesetz, wéi gesot vum Juni 2013. Dese Projet de loi wäert haapt-sächlech zwou punktuell Modifikatiounen, wou eng Urgence virläit, am bestehende Gesetz virhuelen.

Dat aktuell Gesetz besteet aus véier essentielle Voleten: verschidden Dispositiounen, déi de Registre national des personnes physiques betreffen, déi den 1. Juli 2013 a Kraaft getruede sinn; Dispositiounen, wou d'Identifikationsnummer vun de Persounen emgeännert gëtt - et ginn zousätzlech Zuelen an der Matricule derbäigesat an d'Entrée en vigueur ass fir den 1. Juli vun deem Joer virgesinn -; an Dispositiounen iwwert déi nei elektronesch, mat Chip ausgestallten Identitéitskaarten, déi och den 1. Juli a Kraaft tretien; Dispositiounen weiderhin iwwert déi kommunal Registere vun de physische Persounen, wou dese Projet de loi virgesäit, fir des Entrée en vigueur vum 1. Juli 2014 op den 1. Januar 2016 ze verréckelen.

Déi nei elektronesch Identitéitskaarten, déi un d'Lëtzebuurger, déi a Lëtzebuerg wunnen, ausgestallt ginn, déi Lëtzebuurger also mussen am Registre national des personnes physiques age-droe sinn. Am bestehende Gesetz beriff sech awer dee virgenannten Artikel op de Registre communal.

Dës Dispositiounen am bestehende Gesetz, déi virgesi sinn, hätte vill Problemer op villen Niveaue mat sech bruecht, dëst besonnesch, wat de Registre d'attente ubelaangt.

Dese Regëster, wou Persounen agedroe ginn, deenen hiren Dossier nach net komplett ass, hätt riskéiert, dass no der bestehender Gesetzgebung, laut dem Artikel 27 Persounen, deenen hiren Dossier net komplett wier, well Dokumenter feelen oder well se net begrënt sinn, enger Radiation automatique, also enger automatescher Sträichung aus dem Regëster innerhalb vun engem Joer ennerleien, wou den Dossier net komplett gewiescht wier.

An deem Kontext ass den Artikel 34 vum beste-hende Gesetz vum 19. Juni 2013 ze gesinn, wou d'Gemengen den Historique aus dem kommunale Populationsregëster musse suppriméieren, fir dass just den nationale Regëster vun de Persounen des Donnéeën, des historesch Donnéeën ausweise kann. Dëst war aus organisatoreschen, zäitlichen souwéi Grënn vun der Protection des données fir d'Gemengen net ze maachen.

Déi detailléiert Argumentatioun heizou fannt Der am Exposé des motifs souwéi am Commentaire des articles souwéi a mengem zoustännegem schréfftleche Rapport.

Eng massiv automatesch Sträichung aus dem Populationsregëster wier also fir vill Leit ze fäerte gewiescht. Dëst hätt vill Problemer fir déi concernéiert Bierger um administrativen, sozialen an domadder och um finanziellen Einfeld fir déi betraffe Bierger mat sech bruecht. Aus dese Grënn gesäit dese Projet de loi also de Report vun der Entrée en vigueur vun den Dispositiounen vum Registre communal op den 1. Januar 2016 vir.

Och ass et virgesinn, fir d'Definitioum vum Registre d'attente, déi verschidden Aschreibungsregelen a -konditiounen, d'Radiatiounen, déi dat géif mat sech bréngen, souwéi d'Integratioun an den nationale Regëster vum Historique vun den Donnéeën an de Populationsregëster ze änneren.

An der zoustänneger Intérieurskommissioun hunn d'Membere sech och mat der Problematik vum Umelle vu Stéit a Gebaier, déi no illegalen Transformatiounen - dat heescht ouni Baugenehmigung - dann net konform zum Baureglement vun där Gemeng gewiescht wieren, befaasst. An deem Kontext ass och iwwert

d'Uwendung vum Cadastre vertical diskutéiert ginn.

All des virgenannt Iwwerleungen an hir Propositiounen wäerte mat alle concernéierten Acteuren - d'Gemengen, de Syvicol - diskutéiert ginn, éier eng nei Modifikatioun vum bestehende Gesetz an déi legislativ Procédure wäert goen.

En anert Beispill, wat d'Dispositioun vum Artikel 19 vum Gesetz ugeet, war d'Fro - an déi Fro muss erlaabt sinn -, ob den zoustänneg Fonctionnaire communal op d'mannst muss, als Beispill, 25 Joer hunn.

Als Konklusioun kann ee Folgendes soen: Dese Projet de loi bréngt also keng Emännerung fir d'Gemenge vum aktuelle Fonctionnement vum nationale Regëster vun de Personnes physiques souwéi vum kommunale Populationsregëster mat sech, ausser dass den Délai changéiert gëtt.

Här President, en aneren Objectif vun deemem Projet de loi ass fir déi Lëtzebuurger, déi am Ausland wunnen. Si kréie mat deemem Projet de loi d'Méiglechkeet, hir Carte d'identité beim CTIE, also beim Centre des Technologies et de l'Information de l'État, unzefroen. Dëst natierlech ënner der Responsabilitéit vun deem zoustännegem Minister, esou dass de CTIE nëmme den Intermédiaire vun der Zoustellung an der Ausstellung vun der Identitéitskaart ass.

De concernéierte Lëtzebuurger Bierger, deen also am Ausland leeft, brauch sech also net méi op déi zoustänneg lëtzebuergesch Botschaft, déi normalerweis an den Haaptstied vun deene Länner ass, ze déplacéieren. A bal all Land ass dëst natierlech, wat d'Distanzen ubelaangt, eng Erliichterung vun der Demande, jo, och vun der Procédure. E Lëtzebuurger, deen zum Beispill an Däitschland bei Tréier wunnt, brauch also net méi op Berlin ze fueren.

Dëst gesot a vu d'Urgence vun deemem Projet de loi, mat den Erklärungen, déi ech elo grad ginn hunn, géif ech lech bidden, dese Projet de loi ze stëmmen. Ech op jidde Fall bréngen den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Haagen. Eischten ageschriwwene Riedner ass den Här Emile Eicher.

Discussion générale

► **M. Emile Eicher (CSV).** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, dass d'Entrée en vigueur vun einzelnen Dispositiounen betreffend d'Registes communaux des personnes physiques op den 1. Januar 2016 zréckgesat gëtt, huet seng gutt Grënn. Mir hu se viräuser schonn héieren.

Et huet sech nämlech erausgestallt, dass et och bei der Consolidatioun vun den Donnéeën vum Registre national des personnes physiques an de bestehende Registres communaux eng horrend grousse Zuel vun Inkohärenzen gëtt. Si sinn an néng Pilotgemengen, déi verschidden Datsätz, matenee verglach ginn. Et huet sech dobäi erausgestallt, dass et wierkelech eng On-mass vun inkompletten Informatiounen op där enger oder anerer Säit gëtt, ob dat elo de Code vum Land, de Code vun der Gemeng ass, ob et Nimm sinn, déi a verschiddener Schreifweis geschriwwen gi sinn, inkorrekt Adressen an esou virun.

Als Beispill kann ech lech meng Gemeng nennen, well déi wor do derbäi. Mir haten 29.500 Inkohärenzen bei manner wéi 5.000 Leit. An da kennt Der lech virstellen, wat dat do bedeit. D'Spezialisten hunn deemno gemengt, mir wieren do bei mindestens dräi Milliounen Inkohärenzen landeswäit. Dat heescht, et ass Bedarf an et ass eng Urgence, dass mer hei agéieren.

Déi Synchronisationsmesuren, déi tëscht dem SIGI, dem Gemengesyndikat, deen d'Gestioun vun der Informatik fir honnert Gemenge mécht, an der Stad Lëtzebuerg - do war et de CTIE - emgesat goufen, konnte ronn 75% vun de Problemer, déi se detektéiert hunn, och léisen. Emmerhi bestinn nach 25%, déi se net direkt ouni zousätzlech Recherche kënnen an Ugrëff huelen.

Wa mir also dëst Gesetz elo net géife stëmmen, da missten all déi do concernéiert Leit op de Registre d'attente gesat ginn an da misste mer bannent engem Joer déi a Conformitéit setzen. De Claude Haagen huet et viräuser scho gesot. Mä dat Schlëmmst ass, dass wann dat net geschitt, da géife se automatesch vun dem Regëster gestrach ginn, och mat deene Konsequenzen, op déi ech elo net méi aginn, déi hien och schonn hei des Laangen an des Bree-den erkläert huet.

Dir verstittt also, dass eis Verwaltungen Zäit brauchen, fir des Inkohärenzen aus dem Wee ze raumen. Och muss een d'Kritären, déi de Registre d'attente de Moment beschreiben

oder Viraussetzung dovunner sinn, nei definéieren. D'Regierung hat dat jo och wëlles an nächster Zukunft ze maachen.

Datselwecht gëllt iwwerengs och fir d'Bäibe-hale vun dem Historique, dee mir an eise Gemengen hunn, an dee riskéiert gehat hätt, wa mer elo keng Annerung géife maachen, dass e ganz géif verluer goen. An do hu mer awer interessant Informatiounen drop.

Selbstverständlech begréisst d'CSV och d'Méiglechkeet fir eis Grenzgänger, dass se hei an der Enneschtgaass beim CTIE kënnen eng Demande maachen, fir e Pass (veuillez lire: fir eng Carte d'identité) ze kréien. Dat ass eng ganz grousse Erliichterung fir déi Leit, an et gëtt der jo ëmmer méi, déi an dat not Ausland wunne ginn, dat heescht, déi dee Moment net méi bräichten op Berlin, Paräis oder Brüssel ze pilgeren, fir do hir Demande eranzeginn.

Et ass jo kloer, dass déi bestehend Populationsregëster bis den 1. Januar 2016 a Kraaft bleiwen. Dëst gesot, mengen ech, verstittt Der d'Urgence vun deem Gesetz, a selbstverständlech ennerstëtz d'CSV och dat hei Gesetz mat hirem Vote.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Eicher. Den nächste Riedner ass den Här Guy Arendt.

► **M. Guy Arendt (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegen, ech mengen, als Eischt géif ech wëllen dem Claude Haagen Merci soe fir säin explizite Rapport, souwuel schréfflech wéi och mündlech. Et ass u sech och alles gesot ginn.

Och ee Punkt, dee wichteg ass, dass mer d'Chambre des Huissiers berouegt kréien, wat d'Froen ubetrëfft, ob si elo nach Accès zu den Donnéeën kréien oder net, well do eng gewëssen Diskrepanz ass tëscht eng Kéier Registre communal, eng Kéier Registre national. Ech mengen, do soll d'Chambre des Huissiers, do ware mer eis an der Kommissioun och eens, dass déi selbstverständlech kënnen Zougank op déi Donnéeën kréien, egal wéi de Regëster elo heescht. Well si mussen dat hunn, fir hir Akte kënnen zoustellen.

De Rescht ass alles gesot ginn, komplett. Dofir géif ech just nach wëllen hei den Accord vun der DP-Fraktioun bréngen fir dese Projet.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Arendt. Den nächste Riedner ass den Här Roberto Traversini.

► **M. Roberto Traversini (déi gréng).** - Grazie Presidente.

(Hilarité)

Ech mengen, Merci un de Rapporteur. Merci un den Emile Eicher, dee mat engem Beispill, wou Gemenge konkret mat deem heite Gesetz betraff waren, d'Problemer ganz kloer gewisen huet.

Ech mengen, dass et wichteg ass, dass een dat iwwerschafft. Et ass wichteg, dass d'Gemengen et méi einfach gemaach kréien. Ech mengen, dass et och gutt ass, dass et bis den 1. Januar 2016 reportéiert gëtt. An ech ginn natierlech heimadder den Accord vun där grénger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Traversini. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser, dee scho prett ass.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Emmer, Här President. Villmoos Merci fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, zwee Kommentare vun eiser Säit, nodeem mer dem Här Haagen häerzlech Merci gesot hu fir säi Rapport.

Deen éischte Kommentar betrëfft déi Méiglechkeet vun eise Lëtzebuurger Matbierger, déi am Ausland wunnen, fir sech net méi un eng Lëtzebuurger Ambassade ze adresséieren, fir hir Carte d'identité ze kréien. Dat ass selbstverständlech eng praktesch Erliichterung, déi mer begrëissen.

Et muss een awer och bedenken, dass d'Ambassaden am Ausland aus villerlee Grënn awer och mussen, oder et wier gutt, wa se géife wëssen, wéi vill Lëtzebuurger an deem Land wunnen, wou se sinn. Well déi Communautéiten, déi mer am Ausland hunn, déi ginn automatesch mat Problemer konfrontéiert an deem Land, wou se residéieren, sief dat am schoulesche Beräich, am steierleche Beräich oder an anere Beräicher, wou d'Ambassade eventuell muss déi Problemer kennen, fir déi Interessen ze verrieden a fir bei de Communautéite kënnen ze intervenéieren.

Wa mer elo awer an eng Situatioun erakommen, wou d'Ambassade manner wësse wéi vir-

dru bis guer net méi wëssen, wéi vill Lëtzebu-ger oder wéi eng Lëtzebuurger wou wunnen, dat huet praktesch Nodeeler fir déi Concernéiert. Mir hu bis elo keng Obligatioun, fir sech bei enger Ambassade anzuschreiwien, an op jidde Fall zu menger Zäit am Ausseminstère hate mer och ni Lëschte vun deene Lëtzebu-ger, déi an deene verschiddene Länner ge-wunnt hunn. Dat ass net praktesch fir d'Ambas-saden a virun allem kann et en Nodeel si fir déi Lëtzebuurger, déi an deene Länner wunnen.

Eis Suggestioun wär also, dass déi Lëtzebu-ger Ambassaden an deene verschiddene Länner kéinten informéiert sinn, wéi eng Lëtzebu-ger do wunnen, fir dass se en Iwwerbléck hunn iwwert déi Communautéiten, deenen hir Inter-esse se eventuell och musse géintiwuer der Gaaschregierung verrieden.

Deen zweete Punkt ass déi Radiatioun vun de Lëschten an de Gemengen. Mir woren ëmmer der Meenung, dass mer dat ganz genee musse kucken, insbesondere och an der Familjekommissioun, wéinst all deene Problemer, déi sech mat deene Radiatiounen kënnen verbannen, wann et zum Beispill Sans-domicile-fixé gëtt duerch esou Radiatiounen.

Mir haten hei eng Interpellatioun gemaach virun enger gewësser Zäit, wou mer op déi Problematik opmierksam gemaach hunn, en-ner wéi enge Konditiounen e Mënsch ka ra-diéiert gi vun deenen Awunnerlëschten, well dat effektiv ka ganz dramatesch Konsequenzen hunn, an dass dat e wichtige Facteur och ass, fir an eng Obdachlosegkeet erofzerutschen. Dat heescht, mir wäeren nach ëmmer inter-esséiert als ADR, fir déi do Problematik kënnen och eng Kéier am Kontext vun der Familje-kommissioun ze beliihten, gär zesumme mam Intérieur, mä dass mer an deem do spezif-ischen Aspekt kéinten e Modus Vivendi fannen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Kéier ass jo dat Gesetz hei gestëmmt ginn am Juni 2013, dass war eng ganz grousse Diskussioun hei an der Chamber. D'ganz deemoleg Oppositioun huet do dergéint ge-stëmmt, aus verschiddene ganz pertinenten Ursachen. Eng vun deenen Ursache war déi, déi mer elo haut richtbéien. Dat heescht, dass et, wa mer näischt elo géinnert hätten um Ge-setz, deemnächst ganz grousse praktesch Schwierigkeete gi wiere mat deem Registre de la population an de Gemengen, wou ganz Donnéeën verluer gaange wieren an de Geme-nge, wou Leit einfach vun der Lëscht gestrach gi wieren. Dat gëtt elo richtgebéit a selbstver-ständlech stëmmen mer och déi Korrektur vun deem Gesetz hei.

Et sinn awer och nach aner Kritiken deemools virbruecht ginn. Et ass gesot ginn, dass et e Problem géif gi bei der Vernetzung vun den Donnéeën, dass sech do en Dateschutzpro-blem géif stelle bei der Vernetzung vun deenen Donnéeën, déi do geschafe ginn, beim Accès och zu deenen Donnéeën an der Fonction publique, vu verschiddene Ministèren, vu verschiddene Statsbeamten, wou net kloer ass, wien wouzou Accès kritt.

Dat ass och elo nach net gekläert. Et ass gesot ginn, wann et esou ass, wéi et am Gesetz steet, dann ass et den zoustännegem Minister. Dee leet fest, wien Accès dozou huet. An dat ass och elo nach esou, a wann een dee Règlement grand-ducal kuckt, deen do am Dezember eraus-komm ass, dann ass dat och effektiv esou, dass et den zoustännegem Minister ass, deen den Ac-cès vun de Beamten accordéiert. Si mussen zwar hiren Intérêt beweisen, fir dorunnerze-kommen, un déi Donnéeën, mä et ass awer eleng de Minister, deen dat ka jugéieren, even-tuell enner der Kontroll vun enger Kommis-sioun duerno. An deem Zesammenhang huet den Här Etgen zum Beispill geschwat vun der Gefor vum gliesene Bierger.

Et sinn och hefteg Kritik ginn, besonnesch vun eise gréng Kollegen, an deem elektrone-schen Chip, deen do agefouert sollt ginn. Den Här Félix Braz huet deemools gesot, et wier net kloer, wat de sécherheetstechnesche Gewinn vun esou enger Moossnam wier, an en huet grad wéi mir och deemools drop higewisen, dass och souguer eng Gefor besteet, dass Leit, déi einfach en Dispositif un Internet kënnen eroflueden, an der Lag wieren, op Distanz enger Persoun hir Carte d'identité auszeliesen, déi einfach nëmme e puer Meter vun hinnen ewech steet, an dass do eng Garantie op d'mannst misst geschafe ginn, dass dat net méiglech ass.

Hien huet deemools geschwat, den Här Braz, vun enger Bringschuld vun der Regierung. D'Regierung hätt eng Bringschuld, fir eis kloer-zemaachen, dass déi technesch Problemer, déi

hie selwer opgeworf huet, déi sécherheetstechnesch Problemer fir déi betraffte Leit, déi e selwer opgeworf huet am Kontext mam Ofliessen duerch egal wie vun esou Carte-d'identitéen, dass do misst d'Garantie sinn, dass dat net méiglech wier.

Elo soll déi Carte d'identité den 1. Juli kommen. Ech hunn elo nach eng Recherche virdru gemaach, ob dee Règlement grand-ducal, deen dat sollt regelen, da schonn do wier. Ech hunn en net fonnt, ech hu mer och elo soe gelooss, dass en och nach net do ass, mä dass en an deenen nächsten Deeg soll an de Mémorial kommen. An ech wier nawell frou, wann d'Regierung eis hei kéint soen, wat dann elo anescht ass par rapport zu deene Befierchtungen, déi eenzel Membere vun der Regierung deemools an der Chamber heizou geäussert hunn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Urbany. Domat wär eis Diskussioun ofgeschloss an d'Wuert huet den Innenminister, den Här Dan Kersch.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Merci, Här President. Ech wéilt fir d'Éischt emol der Kommissioun Merci soe fir déi exzellente Aarbecht, déi mer hei konnte leeschten. Ech mengen, et war eng grouss Eestëmmegkeet, an dat huet een och aus de meeschte Bättrëg vun de Kollege vun de Fraktiounen héieren, fir d'Éischt Gesetz zesummen ze stëmmen.

Ech géif soen, et ass e klenge Gesetz, mä et ass e Gesetz, wat de Gemenge ganz grouss Erleichterung wäert verschafen, well jo awer eng gewëssen Onrou am Gemengesector ze verspiere war, wann dat Gesetz elo, esou wéi et geplangt war, op den 1. Juli 2014, wat de Registre communal des personnes physiques ugeet, hätt misse emgesat ginn.

Mir hunn elo ronn annerhaleft Joer Zäit, fir déi vill Problemer, déi, mengen ech, och vun deenen eenzele Riedner ugeschwat gi sinn, elo nach eng Kéier op de Leescht ze huelen a se da vläicht am Gescht vun dem Avis vum Syvicol vum 10. Februar 2012 nach eng Kéier ze belichten an da Léisungen ze sichen, déi och am Intérêt vun de Gemenge sinn, awer selbstverständlech och vun deene Leit, déi an deem Regéister gefouert ginn. Ech mengen, et ass elo virdru schonn am Detail ugeschwat ginn, mat wéi enge Problemer dass mir géife konfrontéiert ginn, wa mir hei net reagéiert hätten.

Ech wéilt nach vläicht op zwou Saachen agoen, eng, déi den Här Kartheiser elo hei ugeschwat huet. Eben doduerch, dass mer elo d'Méiglechkeet schafen, dass d'Lëtzebuurger, déi am Ausland liewen, och kënnen eng Carte d'identité kréien, déi da vun der Regierung, vum zustännegen Innenminister ausgestallt gëtt, kréie mer emol iwwerhaupt d'Donnéeë vun all deene Lëtzebuurger, déi am Ausland liewen, wou soss keng Obligatioun war, fir sech iergendwou ze mellen. Dat ass dat eent.

Dat anert ass dat, dass mer deene Leit mat deem Gesetz hei elo nach eng Vereinfachung maachen, esou wéi dat och virdru schonn erkläert ginn ass, dass si net musse wierklech an eng Haaptstad rennen, fir da kënnen eng Carte d'identité unzeferen, mä dass se dat och kënnen hei zu Lëtzebuerg maache beim CTIE. Ech mengen, dass dat eng Simplification administrative fir déi Betraffen ass, déi wierklech scho sech ka weise looszen.

D'Demande vun Här Urbany. Ech mengen, Här Urbany, dat, wat Dir elo hei ugeschwat hutt, ass eng Diskussioun, déi effektiv schonn d'leschte Kéiers hei gefouert ginn ass. Si ass esou e bëssen um Thema verbäi, an deem Sënn, dass dat Gesetz sech hei mat där doter Problematik iwwerhaupt net méi befaasst.

Ech ginn lech awer ganz gären eng Äntwert op dat, wat Der sot: Den Chip, dee kann op jidde Fall net op Distanz ofgelies ginn. Ech mengen, dat ass ganz kloer. Déi Leit, déi eng Carte d'identité hu mat deem elektronischen Chip, déi mussen hiert Averständnis ginn, fir dass den Chip iwwerhaupt ofgelies ka ginn.

Wat ass op deem Chip drop? Och dat ass kee Geheimnis. Et ass engersäits d'Foto drop, an zwar ouni déi biometresch Daten, déi ginn no zwee Méint geläschert aus der Datebank. Da kennt och nach derbäi, dass selbstverständlech och d'Adress vun deem Jeeweilegen drop ass, wat an deem Sënn en neie Moment ass. Dat heescht, dass also Leit, déi och ennerhalb vun enger Gemeng plënnere, an Zukunft mussen eng nei Carte d'identité ufroen. Ech mengen, dat bréngt op där enger Säit awer och Kloeerheet mat sech, souwuel fir de Bierger wéi och op deene Plazen, wou ee sech muss ausweisen.

Ech wéilt just nach vläicht ofschléissend der Kommissioun nach eng Kéier Merci soe fir déi exzellente Zesummenaarbecht. Dat heiten ass

iwwert de Ministère gelaf, zesumme mat der Kommissioun, mä ech mengen, déi, déi am dankbarste si fir dat, wat mer haut de Mëtten hei maachen, dat sinn d'Gemengen an d'Bierger dobaussen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Innenminister. Mir géifen da kënnen zum Vote iwwert d'Gesetz iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6687 et dispense du second vote constitutionnel

Ech lancéieren de Vote. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

(Interruptions)

Jo, mir hunn awer 60 Stëmmen.

► **Une voix.** - Et huet een zweemol gedréckt!

(Hilarité)

► **M. le Président.** - Et huet vläicht ee fir lech mat gedréckt. Da kucke mer emol no. De Projet 6687 ass unanime ugeholl, also ziele mer lech mat.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Laurent Mosar), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt);

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gustav Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Et bleift nach jidd d'Fro ze stellen, ob Dir domat d'accord sidd, fir d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn.

(Assentiment)

Dat schéngt de Fall ze sinn. Dann ass dat esou decidéiert. Villmools Merci.

Mir géifen dann zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen, dem Projet de loi 6172A, wou et enner anerem drëm geet, fir d'Gesetzgebung iwwert d'Bestietnis ofzeänneren. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeleecht, a bis elo sinn ageschriwwen: déi Damme Loschetter a Beissel an déi Häre Gloden, Bodry, Reding an Angel. Et ass also nach Zäit, fir lech anzeschreiw. Den Här Kartheiser nach.

An d'Wuert huet direkt den honorabele Rapporteur, den Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

4. 6172A - Projet de loi portant

a) réforme du Titre II.- du Livre I^{er} du Code civil «Des actes de l'état civil» et modifiant les articles 34, 47, 57, 63, 70, 71, 73, 75, 76, 79, 79-1 et 95;

b) réforme du Titre V.- du Livre I^{er} du Code civil «Du mariage», rétablissant l'article 143, modifiant les articles 144, 145, 147, 148, 161 à 164, 165 à 171, 173 à 175, 176, 177, 179, 180 à 192, 194 à 199, 201, 202, 203 à 206, 212 à 224, 226, 227, introduisant les articles 146-1, 146-2, 175-1, 175-2 nouveaux et abrogeant les articles 149 à 154, 158 à 160bis, 178, le Chapitre VIII et l'article 228;

c) modification des articles 295, 351, 379, 380, 383, 390, 412, 496 alinéa 1^{er}, 509-1 alinéa 2, 730, 737, 791, 847 à 849, 852 alinéa 3, 980 alinéa 2, 1405, 1409 et 1676 alinéa 2 et abrogation des articles 296, 297 et 1595 du Code civil;

d) modification de l'article 66 du Code de commerce;

e) modification des articles 265 alinéa 1^{er}, 278 et 521 du Nouveau Code de procédure civile;

f) introduction d'un Titre VI.bis nouveau dans la Deuxième Partie du Nouveau Code de procédure civile;

g) introduction d'un Chapitre VII.-I nouveau au Titre VII du Livre I^{er} du Code pénal;

h) abrogation de la loi du 23 avril 1827 concernant la dispense des prohibitions du mariage prévues par les articles 162 à 164 du Code civil; et

i) abrogation de la loi du 19 décembre 1972 portant introduction d'un examen médical avant mariage

Rapport de la Commission juridique

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV) rapporteur.** - Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Gesellschaft, an där mir liewen, stellt d'Bestietnis nach ëmmer eng grouss Bedeutung duer. Déi Bedeutung fanne mir erëm an deene verschidde Sparte vun eiser Gesetzgebung: am Zivilrecht, am Sozialrecht, am Aarbechtsrecht, an der Steiergesetzgebung. Iwwerall fanne mer do en Hiwäis op d'Bestietnis.

Et ass dofir net verwonnerlech, dass och déi Reform vum Bestietnis, wéi mir se elo hei virleien hunn, direkt Konsequenzen op déi verschidde Beräicher vun eiser Gesetzgebung huet, a virun allem op eis Zivil- a Sozialgesetzgebung.

D'Commission juridique war sech och där Komplexitéit vun der Matière bewosst. Si wusst, dass, wann d'Bestietnis géif geännert ginn, dat besonnesch och am Zivilrecht wesentlech Konsequenze kéint mat sech bréngen fir aner Kapitele vum Code civil.

Dofir huet och d'Commission juridique ganz um Ufank vun hiren Aarbechten eng dräifach Décisioun geholl. Déi éischt war déi, dass aus deene véier Gesetzesprojeten, déi d'Regierung am Zesummenhang mat dem Bestietnis an der Chamber deponéiert hat, vun deenen der zwee scho vum Conseil d'État aviséiert waren, dass d'Kommissioun decidéiert huet, fir aus deene véier Texter een Text ze maachen, dee kohärent wär, deen déi ganz Matière géif ëmfaassen. An dofir ass och aus deene véier Texter en neit Dokument entstanen, d'Chambersdokument 6172, wat iwwereng haut als Dokument der Chamber zum Vote virläit.

Déi véier Projete vun der Regierung, déi d'Bestietnis betreffen, sinn téschent dem 29. August 2008 an dem 21. September 2010 an der Chamber deponéiert ginn. Si droen d'Nummere 5908, 5914, 6039 a 6172. Déi véier Projeten, déi zum Deel aus verschidde Ministère kumm sinn, hu verschidde a wichteg Deelaspekter vun dem Bestietnis reforméiert.

Duerch déi Deelreformen ass et awer dozou kumm, dass déi verschidde Projete sech zum Deel iwwerschnidden hunn an, wéi de Conseil d'État gesot huet, sech och zum Deel widdergesprach hunn. Dofir huet och de Conseil d'État a sengem Avis derfir plädéiert, fir déi Texter ze iwwerschaffen an aus deem Ganzen een neien, zesummenhängenden Text ze maachen. D'Kommissioun ass an där Fro dem Wonsch, wann ech esou ka soen, vum Conseil d'État nokomm.

Eng zweet Entscheidung, dat war, dass d'Kommissioun decidéiert huet, fir sech ze orientéieren no der belscher Gesetzgebung. Déi Texter, déi virleichen, hunn zum Deel Dispositiounen, Bestëmmungen aus franséischen Texter iwwerholl an doduerch ass d'Kohärenz vun deenen Texter net méi grouss ginn. De belschen Text, dee méi kloer war a fir deen och iwwerengens de Conseil d'État plädéiert huet, fir sech do ze orientéieren, huet a ville Froe vun der Reform vum Bestietnis méi Kloeerheet bruecht wéi franséisch Texter.

Eng drëtt Décisioun, déi d'Commission juridique geholl huet am Zesummenhang mat der Reform vum Bestietnis, war déi, fir déi Reform net zesummen ze maache mat aneren Ofännerunge vu Kapitelen aus dem Code civil, nottamment mat enger Reform vun Adoptiounsrecht, vun der Filiatioun, vun der Autorité parentale oder vum Scheedungsrecht. Domat ass natierlech och deen Deel aus dem Regierungsprojekt N°6172, deen d'Adoptioun betraff huet, aus dem Gesetzprojekt iwwert d'Bestietnis erausgeholl ginn, en ass ofgetrennt ginn. En huet och eng aner Nummer kritt: 6172B. D'Commission juridique huet awer ausdrécklech betount, dass se gären hätt, dass de

Conseil d'État d'Analys vun deem Projet géif weiderféieren an och en Avis iwwert dee Projet géif virbréngen, wat awer bis haut nach net geschitt ass.

D'Entscheidung, fir mat der Reform vum Bestietnis keng aner zivilrechtlech Reform ze verbannen, huet natierlech dozou bäigedroen, dass d'Aarbechte méi einfach gi sinn. Ouni awer ganz einfach ze sinn, dat wäerte mer och nach gesinn. Mä et huet mat sech bruecht, dass mer méi rapid konnten un där Reform schaffen an dass et méiglech war, déi Aarbechten an der Zäit vum Januar bis Abrëll 2012 ofzeschléissen, esou dass schonn de Projet, esou wéi d'Commission juridique e festgehalen huet, de 16. Mee 2012 un de Statsrot konnt weidergoen.

A sengem Avis vum 27. November 2012 huet de Statsrot am Allgemenge sech mat deenen Texter, wéi d'Commission juridique se proposéiert hat, d'accord erkläert. Hien huet awer eng Rei wesentlech Froe gestallt, op déi ech net alleguer wëll agoen.

Ech wëll just eng vun deene Froen erausgräfen, an dat ass déi, dass de Conseil d'État gemengt huet, ier een déi Reform iwwert d'Bestietnis géif ofschléissen, sollt ee sech awer ausschwatzen iwwert d'Konsequenz, esou wéi d'Commission juridique d'Bestietnis virgestallt huet, iwwert d'Konsequenz dovun op d'Volladoptioun. En huet ausdrécklech déi Fro gestallt, well e gesot huet: Doduerch dass Der d'Adoptioun, esou wéi d'Regierung se presentéiert hat am Projet de loi, ausgeklammert hutt, ass also an Zukunft eng Volladoptioun méiglech och fir gläichgeschlechtlech Partner.

Déi Fro, déi eigentlech net behandelt war, hätt de Conseil d'État gär gekläert gehat. D'Kommissioun huet net gezéckt a si huet am Sënn vum Regierungsprojekt en Amendement gemaach zum Artikel 367 vum Code civil, wou d'Kommissioun ausdrécklech dat, wat d'Regierung proposéiert hat, iwwerholl huet a gesot huet, dass se der Meinung wär, a si huet dat an deem Artikel festgehalen, dass also gläichgeschlechtlech Koppele vun der Volladoptioun ausgeschloss wäeren.

Deen Amendement ass un de Conseil d'État gaangen. An de Conseil d'État huet a sengem Avis vum 4. Juni 2013 zu deem Amendement kloer an engem ausféierlechen Avis Stellung bezunn, a sän Avis ass geëndegt oder huet concluéiert mat enger Opposition formelle. Deen Amendement géif, esou huet de Conseil d'État och argumentéiert, géint de Gläichheitsprinzip vum Artikel 10bis vun der Verfassung a géint den Artikel 14 vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun verstoussen.

D'Commission juridique huet sech doropshin am Juni 2012 (veuillez lire: Juni 2013) laang mat där Matière nach eng Kéier beschäftigt a si ass an hirer Sitzung vum 26. Juni zur Konkusioun kumm, dass deen Amendement, dee se proposéiert hat zum Artikel 367 Code civil, net kéint oprechterhale ginn, well d'Chamber hätt sech et net kenne leeschten, en Text ze stëmmen, deen duerno bei der Cour constitutionnelle als contraire zu der Verfassung an och contraire zu Mënscherechtskonventiounen considéiert gi wär.

Mir hunn also deen Artikel an deen Amendement fale gelooss. Dat huet natierlech bedeit, dass domat de Mariage, d'Bestietnis, all Koppele vum Bestietnis an och déi gläichgeschlechtlech Koppelen net méi vun enger Volladoptioun ausgeschloss wäeren, dass et also fir all Koppelen, fir all bestuete Koppelen d'Méiglechkeet vun enger Volladoptioun géif ginn. Juristesche gesi war keng aner Léisung an där Hisiicht méiglech!

Den Detail vun deenen Avisen, op déi ech hei net kann agoen, besonnesch och déi Avis vum Conseil d'État, kennt Der a mengem schrëftleche Rapport noliessen. Dir fannt och d'Avis vum allen aneren Instanzen, wou et mer leed deet, dass ech natierlech net kann, wéinst der Kloeerheet och vun der Iwwersiicht, op all déi Detailler do agoen. Ech wëll mech nämlech hei, fir Kloeerheet ze schafen, op dat Wesentlech beschränken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Sënn vu méi Kloeerheet wäert ech och versichen, de Gesetzesprojekt 6172 esou ze analyséieren, dass ee gesäit, wou déi wichteg Elementer vun deem Projet sinn. Ech wëll net an d'Detailler goen, mä ech wëll déi wichteg Elementer ervirhiewen. Ech hunn dofir och versicht, op eng einfach Aart a Weis déi wesentlech Zich vun der Reform duerzeleeën, déi een eigentlech an zwee groussen Ziler ka festhalen.

En éischt Volet, an net en onwesentlechen, dat sinn all Moosnamen, déi an Zukunft solle sougenannt Schänbestietnisser oder forcéiert Bestietnisser verhënnere. Ënnert deen zweeten Deel, déi zweet Zilrichtung vum Projet kann een eigentlech all déi Moosnamen aklasséieren, déi am Bestietnis eng besser Gläichbehandlung vum de Partner, och am Hibleck op den Accès zum Bestietnis selwer, oder eng Gläichstellung vum de Partner wëllen erreechen, oder awer all déi Mesuren, déi versichen, diskriminatoresch Bestëmmungen ofzeschaffen.

Ech wëll dann elo déi zwee Deeler e bësse méi ausféierlech behandelen an zum Schluss déi eng oder aner Moosnam nach ervirhiewen, déi ech eigentlech weder an déi eng nach an déi aner Zilrichtung kann aklasséieren.

Fir d'Éischt emol d'Moosname géint d'Schänbestietnisser oder och géint forcéiert Bestietnisser. Déi Moosnamen, déi ganz wäit ginn, gesi vir, dass eenzel Mesurë kënnen geholl gi vum Bestietnis. Et sinn och Bedingungen am Zesummenhang mam Bestietnis selwer, an et sinn aner Moosnamen, déi nom Ofschluss vum Bestietnis geholl ginn, notamment am Zesummenhang mat der Annullatioun vum Bestietnis.

Fir d'Éischt emol d'Moosname vum Bestietnis. Déi Bestëmmunge betreffen haaptsächlech d'Kapitel iwwert den État civil, notamment den Artikel 70, wou virgesinn ass, dass een, wann ee sech wëllt bestueden, rezent Pabeiere bäibréngen muss, rezent Pièce bäibréngen muss, ënner anere eng integral Kopie vum Gebuertschäin, déi net méi wéi sechs Méint däerf al sinn. Dat ass eng Neierung.

Zweet wichteg Neierung: Contrairement zu de jëtzege Bestëmmungen, déi de Lëtzeburger Autoritéiten net erlaben, auslännesch Akte vum État civil ze contestéieren, gesäit elo den Text vir, dass d'Lëtzeburger Autoritéiten, déi Zweifel an der Richtigkeet vun auslänneschen Akten hunn, de Procureur kënnen domat saisieren, deen dann déi néideg Enquête mécht, dee sech och der Transkriptioun vun deenen Akten am Lëtzeburger État civil bei där respektiver Gemeng kann opposéieren.

Selbstverständlech ass dat eng déif gräifend Décisioun, déi de Procureur kann huelen, an do ass och, wéi dat an engem Rechtsstat üblich ass, e Recours virgesinn. Ech wëll do keng Detailer ginn. Déi Recourse géint esou eng Oppositioun vum Procureur d'État ginn nei geregelt an den Artikelen 1007-1 bis 1007-3 vum neie Code de procédure civile.

Zweet Mesure: Wann de Buergermeeschter, deen d'Bestietnis soll virhuelen, der Meenung ass, dass eventuell d'Bedingungen, dass d'Bestietnis och fräi zustane kënn, net erfüllt wäeren, wann en Zweifel huet och iwwert d'Richtigkeet vu Piëcen an esou virun, da kann de Buergermeeschter de Procureur d'État domat saisieren, e kann en informéieren.

An de Procureur d'État kann dann entscheiden. Wann e mengt, dass déi Bedenke vum Buergermeeschter richtig wäeren, dass eppes do derhantert wär, kann de Procureur d'État sech deem Bestietnis opposéieren. Hie kann et aussetzen, hie kann awer och soen, dass en der Meenung ass, dass et net däerf stattfannen. E muss dat natierlech och dee Moment motivéieren.

Déi nei Artikelen 175-1 an 175-2 regelen d'Pouvoir vum Procureur d'État, déi hei ganz wäit ginn an déi och natierlech déi Recourse virgesinn, vun deenen ech scho virdu geschwat hunn am neie Code de procédure civile.

Déi zweet Kategorie vu Mesurë sinn am Zesummenhang mam Bestietnis selwer. D'Bestietnis, dat menge mir haut, misst op der Gemeng stattfannen. A mir mengen och, et kann ee sech net par procuratioun bestueden. Dat ass awer am Code civil net esou kloer.

Déi Fro gétt gekläert doduerch, dass elo virgeschriwwen ass, dass d'Bestietnis muss op der Gemeng an aller Effentlechkeet stattfannen, a Präsenz vun deene Leit, déi sech wëlle bestueden. Ee Bestietnis par procuratioun ass net méiglech.

Wann een natierlech net ka kommen aus valabel Grënn, kann de Procureur erlaben, dass och d'Bestietnis doheem stattfënnt. An a ganz dréngende Fäll kann de Buergermeeschter sech och déplacéieren op den Domicile, de Wunnsätz vun deene Leit, déi eben net méi kënnen aus dréngende Grënn op d'Gemeng kommen. Mä d'Regel ass awer déi, an déi gétt och an den Text ageschriwwen, dass

d'Bestietnis op der Gemeng an der Effentlechkeet stattfënnt an net duerch Procuratioun.

Déi perséinlech Präsenz soll och garantéieren, dass déi zwee Leit, déi sech wëlle bestueden, hir Entscheedung an aller Fräiheet huelen. Déi fräi Entscheedung vun deenen zwee Partner gétt dann och an zwee neien Artikelen, dem 146-1 an dem 146-2, präziséiert. Ech maachen hei drop opmierksam, dass dat zwéin Artikelen sinn, déi mer aus der belscher Gesetzgebung iwwerholl hunn an déi ganz kloer eenzel Fäll viséieren, wou gegebenenfalls dee Consentement net ginn ass.

D'Fransousen hunn dat méi allgemeng beschriwwen. An deene belschen Texter ass do am 146-1 ganz kloer gesot, dass, wa sech aus den Ernstänn vum Bestietnis ergëtt, dass wéinstens ee vun de Partner sech net wollt bestueden, dat heescht, eng dauerhaft Bindung, eng dauerhaft Liewensgemeinschaft mat deem anere Partner agoen, mä dass säin Zil eigentlech war, en aneren Avantage am Zesummenhang notamment mam Openhalt zu Lëtzebuerg ze erreechen, dann ass opgrond vun deem Artikel keng Awëlleegung do an da kann och de Mariage annulléiert ginn.

En zweeten Artikel, den 146-2, gesäit vir, dass, wann ee Partner sech bestit, deen dozou forcéiert ginn ass oder deem gedroht ginn ass oder dee Menacé kritt huet, fir sech ze bestueden, och dee Mariage net gültig ass. Och do ass kee Consentement do, a wa kee Consentement do ass, ass de Mariage net gültig. Hei geet den Text esou wäit, dass souguer de Respekt virun den Eltere kann als Drohung oder als Menace considéiert ginn. Dat heescht, déi sougenannt „crainte révérencielle“ gétt am Artikel 180 considéiert als eng Méiglechkeet, fir de Mariage ze annulléieren, wat bis elo net de Fall war.

Wann een also nowise kann, dass déi fräi Entscheedung no deenen Dispositiounen, déi ech elo kuerz exposéiert hunn, net ginn ass, da kann de Mariage, da kann d'Bestietnis vum Gericht annulléiert ginn.

No deene bestehenden Texter kann déi Nullitéit haaptsächlech gefrot gi vun deene bestuete Leit selwer oder vun anere Familljemembere. No deem neien Text kann och de Procureur d'État déi Annullatioun vun dem Bestietnis froen. E kritt also hei nei Pouvoiren an e kritt se am Intérêt vum Ordre public, well de Procureur och de Verteideger vum Ordre public soll sinn.

Am Zesummenhang mat de Schänbestietnisser oder dem forcéierte Bestietnis verweisen ech och op d'Strobbestëmmungen, déi nei agefouert ginn an den Artikelen 387 bis 389 vum Code pénal. Prisongsstrofen a Geldbousse bis zu 20.000 Euro si virgesinn am Fall, wann zum Beispill een e Bestietnis agaangen ass, wou en eigentlech sech net wollt bestueden, mä en aneren Avantage, notamment eng Openhaltsgenehmung zu Lëtzebuerg, wollt kriegen, zweetens, wann ee Geld kritt huet, fir esou e Mariage ze arrangéieren, oder wann een duerch Gewalt oder Drohung eng aner Persoun zu engem Bestietnis gedrängt huet.

Ech hunn nach bäizéifügen, dass déi Bestëmmungen hei iwwert déi sougenannt Schänbestietnisser oder forcéiert Bestietnisser an anere Länner, notamment an der Belsch an och a Frankräich, scho viru Jore geholl si ginn an dass Lëtzebuerg hei eigentlech nëmmen an där doter Matière nozitt an, wéi gesot, sech orientéiert un där belscher Gesetzgebung.

Déi zweet Zilsetzung vun dem neie Gesetz iwwert d'Bestietnis betrëfft, wéi ech dat genannt hunn, eng besser Gläichstellung tëschent Mann a Fra oder eng Gläichstellung vu Persounen ouni Berücksichtigung vun hirem Geschlecht. Ech gesinn an deem Kapitel véier verschidde Moosnamen: fir d'Éischt emol d'Opmaache vum Bestietnis fir gläichgeschlechtlech Partner; zweetens, d'nei Festsetzung vum Alter, fir sech kënnen ze bestueden; drëttens, d'Ofschaffung vum Délai de viduité; a véiertens, d'Ofschaffung vum Artikel 1595 vum Code civil.

Déi éischt Neierung, déi een also areie kann an déi Kategorie vun deene Moosnamen vun enger besserer Gläichstellung tëschent de Persounen am Hibleck op d'Bestietnis, ass d'Opmaache vum Bestietnis fir gläichgeschlechtlech Partner.

Deen neien Artikel 143 gesäit vir, dass zwou Persoune vu verschiddenem Geschlecht oder gläichem Geschlecht sech bestuede kënnen. U sech hätt een eigentlech kënnen an deem Artikel soen: D'Bestietnis ka stattfannen tëschent zwou Persounen ouni Considéierung vun hirem geschlechtlecher Beschafeneheet. Dat heescht, eigentlech hätt de Sexe oder däerf de Sexe an där Hisiicht kee Rôle méi spillen.

D'Bedingungen, fir sech ze bestueden, sinn déiselwech, ganz egal, ob et eng Koppel vu

verschiddenem oder gläichem Geschlecht ass. An d'Konsequenze sinn och déiselwech. D'Rechter an d'Flichte sinn déiselwech. Et gétt do keen Ënnerscheid an et kann och keen en Ënnerscheid siche goen, weder am zivile Recht nach an anere Sparte vun eiser sozialer oder anescht geuerdner Gesetzgebung. D'Konsequenze sinn also och déiselwech bei alle juristesche Méiglechkeeten, déi ee sech ka virstellen, notamment am Code civil.

Ech mengen, méi ass doriwwer net ze soen. Well wann ee seet, et gétt nëmmen ee Mariage, et gétt nëmmen eng Form, da kann een och net do nach en Ënnerscheid tëschent deem engen oder deem anere maachen.

Zweete Punkt, den Alter, fir sech kënnen ze bestueden, gétt fir Mann a Fra oder fir Fra a Mann op 18 Joer festgesat. Deen Alter ass elo 16 Joer fir d'Fra an 18 Joer fir de Mann. Firwat dat esou war, dorop wëll ech net agoen, mä dat ass eng al Regel, déi datéiert net nëmme vum Napoleon, mä schon aus dem Mëttelalter, wéi um Ufank versicht ginn ass, iwwerhaupt de Mariage ze regelen. D'Fra hat ëmmer d'Recht, sech méi fréi ze bestuede wéi de Mann.

Allerdéngs, wa mer soen, et muss een 18 Joer hunn, fir sech däeren ze bestueden, wëllt dat net soen, dass ee virun 18 Joer kee Mariage däerf agoen. Et kann ee sech och virun 18 Joer bestueden, allerdéngs mat enger duebler Bedingung: Dee Partner, dee manner wéi 18 Joer huet, brauch, fir sech ze bestueden, eng Dispens vum Juge des tutelles. No der jëtzege Gesetzgebung gétt déi Dispens accordéiert vum Grand-Duc.

Mir hu gemengt, well mer an engem Rechtsstat sinn, wou och de Refus... Dat ka jo virkommen, déi Dispens ka refuséiert ginn, a well mer an engem Rechtsstat sinn, muss ee kënnen och e Recours maache géint e Refus vun esou enger Dispens. An dofir ass et méi richtig, dass een déi Pouvoiren eng anerer Verwaltung gétt, an net dem Statschef. Et gétt awer nach eng aner Ursach, do kommen ech nach drop.

Zweetens muss de Mannerjähregen den Accord hu vu sengen Elteren oder vun engem vun den Elteren, wann nëmmen een Elterendeel do wär. Wann d'Elteren de Mariage refuséieren, huet de Mannerjähregen oder déi Persoun, déi en Intérêt huet, mä och de Mannerjähregen, d'Méiglechkeet, fir e Recours ze maachen, erëm eng Kéier beim selwechte Riichter, dat heescht beim Juge des tutelles. De Juge des tutelles muss also bei alle Mannerjähregen éischtens emol d'Dispens ginn an e muss ënnersichen, ob déi Autorisatioun vun den Elteren do ass, fir sech däerfen ze bestueden.

Dat ass eng Simplificatioun, wat d'Gerichtsbarkeit uegt. An och aus där Ursach hu mer gemengt, wär et wichteg, dass d'Dispens déplacéiert géif gi vum Grand-Duc bei de Juge des tutelles. Wann de Juge des tutelles dat refuséiert, kann natierlech e Recours géint déi Décisioun gemaach ginn. D'Konzentratioun vun deenen Décisiounen vun de Bestietnisser vu Mannerjährege beim Juge des tutelles stellt also, wéi ech gesot hunn, eng Vereinfachung d'uer a gétt och dem Mannerjährege fir seng Défense eng ganz gross Garantie.

Eng drëtt Ännerung betrëfft den Délai de viduité. Do sinn natierlech vill Leit, déi froe sech: Wat ass dat? Ech hu kee Lëtzeburger Ausdrock fir den Délai de viduité. Ech kann et nëmmen émschreiven: Dat ass dee längsten Délai - dat ass en Délai vun 300 Deeg -, deen eng Wittfra muss ofwaarden nom Doud vun hirem Mann, ier se sech erëm däerf bestueden. Et huet eng Persoun, déi mech ugesprach huet, gemengt, dat wär dee längsten Délai, wou se misst trauren.

(Hilarité)

Ech hunn hir missen an där Opfaassung widersprieche. Dat ass dee längsten Délai - a se enttäuschen! -, dat ass dee längsten Délai, wou aus deem éischt Mariage nach e Kand kéint op d'Welt kommen. A well et zur Zäit vun Napoleon schwéier war ze beweisen, wëschtaflech ze beweisen, wien dann de Papp vum Kand kéint sinn - ech verweisen hei op den Artikel 312: de Papp ass deen, dee mat der Fra bestuet ass, a wann en dout ass, bleift en awer de Papp,...

(Interruption)

...och wann duerno e Kand op d'Welt kënt -, mä dat huet mat sech bruecht, dass d'Fra hei aneschter behandelt gétt wéi de Mann, well de Mann ka sech nom Doud vun der Fra direkt bestueden. Et ginn haut aner Mëttele, fir ze beweisen, wie Papp vun engem Kand ass. Dofir ass och déi Dispositioun, déi eigentlech diskriminatoresch ass, net méi ubruecht. An dofir hu

mer och proposéiert, déi do Dispositioun ofzeschaffen.

E véierten Artikel, deen ofgeschaaft gétt, ass den Artikel 1595. Deen Artikel gesäit vir, dass tëschent bestuete Partner kee Verfaf däerf stattfannen. Et ass d'Prohibitoun vun der Vente tëschent bestuete Partner.

► **M. le Président.**- Lauschtert wann ech gelift dem Rapporteur no.

(Interruption)

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.**- D'Regierung ass net betraff heivun.

► **M. le Président.**- Ech wär ganz frou, wann d'Regierung dem Rapporteur géif nolauschteren.

► **M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre.**- Mir hunn eis beroden. Mir lauschteren no.

► **M. le Président.**- Merci.

► **M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre.**- Iwwert deen Délai beroden.

(Hilarité)

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.**- Et ass also verbueden, tëschent bestuete Partner sech eppes ze verkafen, dat ass d'Prohibitoun vun der Vente. Do gétt et een Arrêt vun der Cour constitutionnelle vum 8. Januar 2010, dee festhält, dass deen Artikel géint de Gläichheitsprinzip vum Artikel 10bis vun der Verfassung verstéisst. Mir hu laang driwwer diskutéiert, wat mer mat deem Artikel solle maachen, ob mer e solle reforméieren. An d'Commission juridique huet sech dann entscheet, esou wéi a Frankräich deen Artikel einfach ofzeschaffen. Mat där Proposition war och de Statsrot d'accord.

Här President, ech kommen nach op e leschten Deel vu mengem schrëftleche Rapport. Dat si Mesuren, déi ech eigentlech net konnt areien, weder an déi eng Zilrichtung nach an eng aner, weder an déi vun de Schänbestietnisser nach an déi vun der Gläichstellung vun de Partner.

Dat ass fir d'Éischt emol an dem État civil deen Text, dee virgesäit, dass an Zukunft kee Beruff méi brauch am État civil agedroen ze ginn. Et si vill Leit, déi de Beruff änneren, soudass dann déi Androung am État civil souwéissou falsch ass. Dofir gétt elo d'Noutwendegkeet, fir säi Beruff unzeginn, gestrach.

Zweet Ännerung: Mir hu misse queesch duerch de Code civil d'Ausdréck „époux/épouse“ ersetzen duerch „conjoint“, notamment wéinst de gläichgeschlechtleche Partner. Mir hunn och d'Ausdréck „père et mère“ ersat duerch „parents“, esou wéi de Conseil d'État dat virgesinn oder proposéiert hat. Dat war séier gesot, mä dat huet e groussen Deel vun der Aarbecht ageholl.

Da wëll ech awer nach op eng aner Neierung hiweisen, an dat ass d'Ofschaffung vum Gesetz vum 19. Dezember 1972. Dat Gesetz huet virgesinn, dass, wann ee sech wollt bestueden, een e Certificat médical op der Gemeng huet missen ofginn, dass een en vue, am Hibleck vun Mariage vun engem Dokter ënnersicht gi war.

De Gesondheitsministère huet gemengt, well haut e grouss Prozentsaz vun de Leit sech net méi bestueden, kéint d'Zil vun deem Gesetz souwéissou net erreecht ginn, an doniewent wär et och esou, dass déi meescht Leit haut hiren eegenen Dokter hätten an dass se vum Bestietnis scho méi wéi eng Kéier beim Dokter waren, dass den Dokter se géif kennen an dass se iwwert den Dokter, notamment iwwert de Referenzdokter, hiren eegene Gesondheitszustand haut besser géife kennen - wat ze bewiese wär - wéi 1972.

Ganz egal, wat och d'Ursaache sinn, d'Kommissioun huet sech dem Virschlag vum Gesondheitsministère ugeschloss an d'Gesetz vum 19. Dezember 1972 ofgeschaaft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zu menger kuerzer Konklusioun.

Ech soe fir d'Éischt emol Merci all deenen, déi matgeholfen hunn un där Reform: déi verschiddenst Ministeren; d'Beamten aus dem Ministère, déi vill Geduld hu missen hunn, och mat der Commission juridique a mam Rapporteur; d'Regierungs-, déi zoustänneg Sekretäre vun der juristescher Kommissioun, déi eis duerch déi Tableaen, déi se gemaach hunn, d'Recherchen, déi se gemaach hunn, ganz vill geholfen hunn; déi juristesche Kommissioun selwer, déi vun der leschter Legislaturperiod a vun där heiter; an zum Schluss och meng Matarbechter aus der CSV-Fraktioun.

D'Gesetz 6172A, wat d'Bestëmmunge vum Bestietnis reforméiert, setzt wierklech nei Akzenter, op ville Punkten. Ech hunn elo a groben Zich eenzel Linnen hei skizzéiert, mä et

si vill Nuancen dran, déi een an engem vereinfachte Rapport, deen ee mécht, net kann erëmginn. Déi Nuancé sinn e wéineg verluer gaangen, ech ginn dat zou, mä dat ass awer net dran, wann ee wëllt en Exposé méi einfach maachen.

All déi, déi sech do fir d'Matière interesséieren, kënnen dat an deem ausféierleche Rapport an am Text selwer noliesen. An ech mengen, et sinn der och vill, vill Leit am Land, déi direkt betraff si vun deem Text hei, soudass et vläicht och wichteg wär, dass déi zoustänneg Ministère souwuel de Gemengen, mä och de Leit déi Reformen iwwer verständlech Texter méi no këinte bréngen.

Ech mengen, dass Lëtzebuerg sech heimat, duerch déi Reform vum Bestietnis, e modernen Text gëtt, en Text, deen eis och erlaabt, aner Reformen elo unzagoen, notament déi vun der Adoptioun, vun der Filiatioun an och vum Scheedungsrecht. Hei ass en éischte Steen an déi do Richtung. An dofir kann ech nëmmen dat, wat an dem schréffleche Rapport zum Schluss steet, lech recommendéieren, Dir Dammen an Dir Hären: deen Text hei ze stëmmen!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci. Ier ech deem nächste Riedner d'Wuert ginn, erlaabt Der mer vläicht, dann och dem honorabele Rapporteur en häerzleche Merci ze soe fir säin trotzdeem ganz nuancéierte Rapport. An ech géif dann d'Wuert weiderginn un den Här Léon Gloden.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, et ass net alldeeglech, dass een an deem héijen Haus iwwer e gesellschaftspoliteschen Dossier debatéiert an zum Schluss och ofstëmmt, duerch deen een eng iwwer 200 Joer al zivilrechtlech Institutioun wëllt reforméieren. An nodeems esou en alen Hues wéi de Paul-Henri Meyers geschwat huet, ass et och fir...

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

(Brouhaha)

► **M. le Président.** - Mä jonk am Geescht!

► **Une voix.** - Très bien!

(Interruptions diverses)

► **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.** - Cela ne me dérange pas.

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Dat war guer net pejorativ gemengt. De Rapporteur huet verstanen, wéi ech dat wollt soen.

...ass et besonnesch fir e méi jonken Deputéierten, deen net déi Erfahrungswärter huet wéi de Rapporteur, en Challenge, zu esou engem gesellschaftspoliteschen Dossier ze schwätzen.

De Projet geet zréck op den deemolege Justizminister François Biltgen. An dese Projet gouf virugefouert vun der leschter CSV-Justizministerin Octavie Modert.

De Rapporteur ass op d'Diskussionen an der Kommissioun agaangen, an et huet ee wirklech och an där Kommissioun gespuert, dass mer en net alldeegleche Projet de loi géifen do traitéieren. Ech wëllt och op deser Plaz dem Rapporteur e grouse Merci soen, dass e mat deem néidegen Fangerspéizegill a mat dem néidegen Know-how eis alleguer duerch déi dach komplex Matière vum Mariage am Code civil gefouert huet.

D'CSV ass sech, wéi ëmmer, hire Responsabilitéite bewosst. Mat eis kann een iwwer alles schwätzen, och iwwer gesellschaftspoliteschen Themen.

► **Une voix.** - Très bien!

(Brouhaha)

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Mir blockéieren net per se, mä mir huelen Décisionen op Basis vun Texter, vun Argumenter an opgrond vun eisem Grondsazprogramm.

Här President,...

► **M. le Président.** - Hei!

► **M. Léon Gloden (CSV).** - ...wann ech als Buergermeeschter Leit bestueden zu Gréiwemaacher op der Gemeng, dann halen ech ëmmer eng kleng Usprooch. Eng Usprooch iwwert d'Leift. D'Leift!

► **Une voix.** - Richteg!

► **M. Léon Gloden (CSV).** - D'Leift ass jo dat héchst positivt Gefill, wat zwee Mënsche kënnen fir deen aneren empfänken an empfangen.

► **Une autre voix.** - Zwee Mënsche fir en aneren.

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Wann zwee Leit sech bestueden, also d'Unioun virum Officier vum Eat civil aginn, da ginn zwee Individuen, zwee eenzegaarteg Mënschen zesummege-

fouert an duerch de Mariage forméiere se à nouveau eng eenzegaarteg Koppel, well keng Koppel ass d'selwecht wéi déi aner.

An dat ass hei d'Fro an deem Projet de loi: Wéi wäit d'äerf een Drëtten - an deem Fall de Législateur - sech an eng éierlech Léift téschent zwou Persounen améschen? Wéi wäit d'äerf ee sech do améschen? Dat heescht, wat fir eng Limiten d'äerf de Législateur der éierlech emfonntener, der éierlech gemengter Léift téschent zwou Persounen setzen?

An et ass kloer, wann een, an ech hunn et virdu gesot, eng Institutioun wéi de Mariage reforméiert, déi op mënschleche Gefiller baséiert, an deem Fall op der héchster positiver Emotioun, dass esou e Projet de loi Emotiounen an der Gesellschaft ervirriff. D'är enger an där anerer.

Woubäi ech awer op deser Plaz kloer wëll ënnersträichen, dass een déi Leit, déi, ouni dass déi Leit Haass schüre wëllen, eng Rei duerchaus berechtigt Froen opwerfen, stellen a probéieren, eng Äntwert dorobber ze fannen, net als reaktionär duerstelle soll, mä och fir déi Leit Versteedsdemech opbréngen soll. D'Politik muss à la fin du jour eng Décision huelen.

Datt des Reform net einfach ass, dass des Reform komplex ass, och juristesesch ganz komplex, beweist eleng d'Tatsaach, dass de Statsrot eng Rei Avis séparés zu deemem Projet geholt huet. An de Rapporteur huet dat och kuerz ugedeit.

Ech wëllt op deser Plaz fir d'Éischt emol ënnersträichen, et geet em d'Reforme globale vun der Institutioun vum Mariage. De Mariage homosexuel, deen Punkt, dee jo ganz vill dobaussen an der Éffentlechkeet diskutéiert ginn ass, ass ee vu ville Punkten, jo, e wichtige Punkt, awer net deen eenzege Punkt an deser Reform.

Duerch dese Projet de loi gëtt eng Modernisatioun, eng generell Modernisatioun vun der Institutioun Mariage ervirgeruff. A mir wäerten déi Limiten, déi bis elo bestanen hunn, fir dass eng éierlech gemengte Léift net konnt zustane kommen oder méi schwéier zustane kommen, ofschafen. Zum Beispill de Contrôle médical gëtt ofgeschaaft, den Délai de viduité - de Rapporteur huet lech erkläert, em wat et hei geet.

Och eng Reform, och e Punkt, dee wichtig ass: Mir schafen of, dass de Beruff an der Publikation muss publizéiert ginn. Well - eng kleng Klammer op - et bestit ee sech jo net, well de Partner déi eng oder aner Funktioun oder deen een oder anere Beruff huet, mä et bestit ee sech jo exklusiv aus Léift. Klammer zou.

► **Une voix.** - Exklusiv!

(Brouhaha)

► **M. Léon Gloden (CSV).** - En anere wichtige Punkt, an de Rapporteur huet et och ugedeit, ass d'Gläichstellung vu Mann a Fra an deemem Projet de loi. Jiddwereen d'äerf sech bestueden, wann en 18 Joer huet. Et ginn eng Rei Exceptionen, ech ginn net méi dorop an. Mä well de Mariage déi ultieme Form vum Zesummeliewen ass, baséierend exklusiv op der Léift, muss méi streng Kontrollen agefouert ginn, fir géint d'Mariages blancs a Mariages simulés virzagoen. Och dat geschitt duerch dese Projet de loi.

Här President, komme mer dann zum Mariage homosexuel, e wichtige Punkt an deemem Projet de loi. Erlaabt mer, hei meng perséinlech Gedankenevolutioun zu deemem Punkt lech matzedeele.

Jo, ech hu mech och perséinlech am Ufank ganz schwéier mam Mariage homosexuel gedenkt, well et ass eppes - entre guillemets - „Friemes“, eppes Ongewinntes, wat mir bis heihinner net kannt hunn. Wéi ech des éischt Iwwerleeunge gemaach hunn, hunn ech mer gesot: Sief elo net stur, setz dech mat deenen aneren Argumenter och auserneen!

An ech hunn och eng kéier den CSV-Grondsazprogramm duerchgelies,...

► **Plusieurs voix.** - Ah!

► **M. Léon Gloden (CSV).** - ...wou drasteet, dass d'CSV eng Vollekspartei ass, wou de Respekt virum eenzelne Mënsch ancréiert ass, eng Partei, déi op d'Solidaritéit setzt, déi och op de Respekt vum Rechtsstat setzt.

Erlaabt mer, hei och kuerz en Auszuch aus der Regierungserklärung vum 29. Juli 2009 vum deemolege Premier ze liesen, well och déi hunn ech nach eng kéier am Detail gelies.

Deemools sot de Jean-Claude Juncker: „D'Politik huet och d'Flicht, sech iwwert dat Wirtschaftlecht, Finanziell a Sozialt eraus mat deene Liewensfroen ze beschäftegen, déi d'Leit am Land ëmdreien. Si muss vun Zäit zu Zäit der Gesellschaft d'Temperatur huelen. Si muss spieren, wéini ronderëm bestëmmte gesellschaftspolitesch Froen genuch Konsensele-

menter erugeräift sinn, déi hir et erlaben, fir kënnen behäertzt ze léigféieren. Wa se e Konsens feststellt, deen um Wuessen ass, ouni schonn integral ze sinn, muss se kënnen den integrale Konsens - deen et eigentlech ni ganz gëtt - antizipéieren. Och dann, wann net jiddwereen oder nach net jiddweree sech deem Quasikonsens kann uschléissen. Mä d'Politik muss mat der Gesellschaft harmonéieren, si d'äerf hir net ëmmer nëmmen nolafen.

Dofir féiere mer d'Bestietnis fir Homosexuellen an. Gläichgeschlechtlech Partner solle sech kënnen bestueden. Gléck léisst sech net exklusiv iwwer klassesch Strukturen an Arichtungen definéieren. Et bestëmmt sech aus sech selwer eraus. Och dowéinst solle mer de gläichgeschlechtliche Partner e Recht ginn, d'Kanner vun hirem Partner ze adoptéieren. Et gëtt kee Recht op d'Kand. Et gëtt wuel awer Rechter vum Kand. Déi Léising, déi mer virschloen, respektéiert genau des Rechter.“ Fin vun der Citatioun.

Léif Leit, ech hu mer dunn och déi perséinlech Fro gestallt: Mat wéi engem Recht kann ech engem anere refuséieren dat Recht, wat ech fir mech selwer beusprochen a wat ech a mengem perséinleche Fall och selwer virum eelef Joer exercéiert hunn? Hunn ech och mat Concernéierte geschwat? Well wann ee ronderëm kuckt, dann huet jiddwereen, kennt jiddweree Leit, déi doduerch betraff sinn. An deene Leit geet et net dréms, ze schockéieren dobaussen, déi Leit wëlle just datselwecht Recht kréie wéi d'Heterokoppelen och.

Well de Mariage ass keng Halligalli-Institutioun. A well mer haut de Mariage hei reforméieren, beweist dat, dass de Mariage seng Daseinsberechtigung huet. An et ass jo och eng Demande do, fir sech kënnen ze bestueden. Well och an engem Débat wéi deemem sollt ervirgerach ginn, dass de Mariage eng fest Bindung ass, eng Bindung bis zum Enn vum Liewen, wou net nëmme Rechter entstinn, mä och Flichten.

An ech erënnere mech, an de Rapporteur erënnert sech och dorun, dass mer och en Débat haten an der Kommissioun iwwert déi Termen: Fidélité, Assistance a Secours mutuel, an dass mer eis eens waren alleguer an der Kommissioun, dass dat d'Quintessenz vum Mariage ass an dass mer un deenen Termen näscht solle réckelen.

An da muss een och d'Realitéit an d'Ae kucken. Ech moosse mer wierklech hei net un, e Jugement ofzeginn, mä ech stelle just fest, dass haut bei den Heterokoppelen, déi bestuet sinn, d'Halschent, iwwert d'Halschent an d'Bréck ginn: 50,4% no deene Chifferen, déi mir virleien. Och dat beweist, dass déi sakrosankt Institutioun, wann ech dat esou d'äerf soen, vum Mariage awer och duerch Heterokoppele Réss kritt. D'ailleurs, wann dat hei agefouert ass, sinn och d'Homokoppelen net géint d'Scheidung gefeit. Wann et net méi geet, da muss een och kënnen aus enger Institutioun wéi dem Mariage dignement austrieden.

Ech wëllt och hei op deser Plaz ënnersträichen, dass eng ganz Rei Länner de Mariage homosexuel hunn. Mir erfanne jo hei näscht, kee Deus ex machina, mä et geet duer, wann ee ronderëm kuckt. Erlaabt mer just ervirzehiewen, dass an der Unioun bis haut zéng Memberstater de Mariage homosexuel hunn: wéi d'Hollänner, wéi d'Belsch, wéi Dänemark, Spuenien, Portugal a Frankräich, fir just déi ze zitéieren.

Et sinn och eng Rei südlännesch Länner, déi et hunn: wéi Argentinien, Brasilien, Mexiko. Souguer an Amerika sinn no mengen Informatiounen 18 vu 50 Memberstater, déi de Mariage homosexuel hunn. An et ass amgaangen, iwwert den Homomariage léigféiert ze ginn a Länner wéi Taiwan, Thailand, Vietnam, Chile an och nach an villen anere Memberstater vun de Vereenegte State vun Amerika.

Firwat - firwat -, léif Leit, an déi Fro muss ee sech stellen, hunn dann esou vill Länner de Mariage homosexuel unerkannt? An de Statsrot gëtt am Fong indirekt eng Äntwert a sengem Avis vum 27. November 2012.

Ech zitieren: «Dans la conception du mariage, la plus universellement répandue de nos jours, l'altérité des sexes n'est pas une condition nécessaire au mariage et les raisons pour se marier sont si multiples et variées que la diversité de sexe entre partenaires n'est pas perçue comme un élément nécessaire et péremptoire.

Mariage et procréation sont de moins en moins perçus comme étant nécessairement liés. Pour les personnes qui décident de se marier, les facteurs déterminants ne sont plus des motivations d'ordre économique ou de statut, ni la volonté de fonder une famille, mais l'affection personnelle, la solidarité émotionnelle, l'échange avec l'autre et la compréhension réciproque. Il en résulte que le mariage ne saurait plus être perçu comme l'apanage exclusif de deux personnes de sexe différent.»

De Statsrot fiert virun: «Le droit civil a un rôle stabilisateur et modérateur dans les sociétés, et se caractérise par conséquent nécessairement par certains traits conservateurs plutôt qu'avant-gardistes ou précurseurs. Il faut cependant veiller à ce qu'il ne s'installe pas un déphasage entre la réalité sociologique, sociale et humaine d'une société et les normes civiles appelées à la régir. Ces considérations plaident en faveur de modifications fondamentales, surtout en matière du droit des personnes.» Fin de citation.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et sinn all des Iwwerleeungen, déi d'CSV-Fraktioun dozou gefouert hunn, fir de Mariage homosexuel ze sinn.

Mä domadder ass de Projet de loi nach net fäerdeg. An de Rapporteur ass op déi verschiddenen Aspekter agaangen, déi d'Introductioun vun der Reform vum Mariage wäert mat sech bréngen. An doduerch, dass mer duerch dese Projet de loi de Mariage homosexuel aféieren, hu sech natierlech och eng ganz Rei juristesesch Froen als Konsequenz gestallt, notament d'Adoptioun. D'Adoptioun ass e sensibele Sujet. Vläch nach méi sensibel - vläch nach méi sensibel -, wéi d'Fro vum Bestietnis vun Homokoppelen.

An déi Leit, déi domadder Schwierigkeeten hunn, dass Homokoppele kënnen Kanner adoptéieren, sollen net an de rietsen Eck gedréckt ginn. Et gi Fakten, wou ee ka soen, jo, vläch kritt dat Kand et am Ufank e bésse méi schwéier. Net duerch d'Koppel - net duerch d'Koppel! -, mä mir wëssen alleguer, dass d'Kanner kënnen an enger Schoul grausam sinn an dass Kanner do gehänselt ginn. Si ginn elo heiansdo gehänselt duerch deen een oder deen anere sozialen Émstand. An dat ka geschéien. Mä ass dat en Argument, fir ze soen, mir wëllen d'Adoptioun net opmaachen?

Ech erënnere och un d'Diskussionen an der Kommissioun. De Rapporteur huet et erkläert. Am Ufank war jo net, den Objet vun deemem Projet de loi war jo net d'Adoptioun, et war de Mariage. An doduerch, dass mer de Mariage opgemaach hunn, si mer och, an ech kommen herno nach drop zréck, si mer op de Wee gaangen, fir net nëmmen d'Adoption simple, mä och d'Adoption plénière fir d'Institutioun Mariage ze generaliséieren, wann ech dat esou ka soen.

Et gëtt vill geschriwwen am Kader vun der Adoptioun iwwert den Droit naturel. Ech wëll elo hei keen Débat juridico-philosophique lasstrieden, mä et gëtt en Ennerscheid téschent „le droit naturel“ an „les droits naturels“. Den Droit naturel ass eppes, wat am Fong net soll evoluéieren, wann Der déi grouss Philosophen noliest. Mä „les droits naturels“ am Pluriel, dat sinn Droits subjectifs, déi evoluéiere mat der Zäit. A ganz oft ginn als „les droits naturels“ d'Droits de l'Homme zitéiert, a mir wëssen alleguer, dass d'Droits de l'Homme och kënnen evoluéiere mat der Zäit.

A wann ech mat villen Homokoppele geschwat hunn, deene geet et guer net un éischer Stell och em d'Adoptioun, a scho guer net em d'Adoption plénière, mä si wëllen un éischer Stell vun der Institutioun Mariage profitéieren. A wéi mir an der Kommissioun just d'Adoption simple wollte bäibehalen, dunn huet de Statsrot gesot, baséierend op der Jurisprudenz vum Europäesche Geriichtshaff, dass dat net géif goen. An ech mengen, et ass wichtig, och eng kéier hei am Plenum déi relevant Passagen ze zitieren:

«La Cour...», also d'Cour vu Stroossbuerg, «...a conclu à la violation de l'article 14, combiné à l'article 8 de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, en constatant que la différence de traitement opérée en matière d'adoption avait été fondée sur l'orientation sexuelle des requérants. La Cour a encore observé que le principe de proportionnalité exige dès lors non seulement que la mesure soit normalement de nature à permettre la réalisation du but recherché, mais oblige également de démontrer qu'il était nécessaire pour atteindre ce but, en l'espèce la protection de l'enfant, d'exclure certaines personnes, en l'espèce des personnes vivant dans une relation homosexuelle, du champ d'application de la mesure dont il s'agit.

Dans cette affaire, la Cour a plus précisément reproché au gouvernement autrichien de ne pas avoir établi le caractère préjudiciable pour un enfant d'être élevé par un couple homosexuel et de pas avoir établi l'affirmation que

seules les familles composées de parents de sexes opposés soient capables d'élever convenablement un enfant.»

An enger anerer Affär huet den Europäesche Geriichtshaff den 28. Februar 2010 decidéiert: «La Cour a constaté que la communauté scientifique et plus particulièrement les spécialistes de l'enfance, les psychiatres et les psychologues, est divisée sur les conséquences éventuelles de l'accueil de l'enfant par un enfant ou des parents (veuillez lire: par un ou des parents) homosexuels. Il n'est partant pas prouvé à l'heure actuelle que l'adoption d'un enfant par une personne homosexuelle ou par un couple de même sexe soit toujours dans l'intérêt supérieur de l'enfant. Il n'est cependant pas non plus prouvé qu'une telle adoption soit contraire à l'intérêt supérieur de l'enfant.» Fin de citation.

An, Här President, mir lieue jo net an engem rechtsfräie Raum. Mir hunn international, europäesch Traitée ratifizéiert, enner anerem d'Menscherechtskonventioun, enner anerem d'Unerkennung vun der Juridictioun vum Menscherechtsgeriichtshaff zu Stroossbuerg. Wa mer soen, mir wëllen déi Reform vum Mariage, wéi se hei exposéiert ginn ass, an et stelle sech déi juristeschen Konsequenzen opgrond vu rechtskräftegen Urteeler, déi mer unerkennen, da muss een och zur Konklusioun kommen, datt an dem Fall vum dem Mariage homosexuel d'Adoptiounsrechter déiselwecht si wéi am Kader vum engem Mariage hétérosexuel.

Souguer den ORK huet a sengem Avis gesot, datt vum Point de vue juridique d'Exklusioun vun den Homokoppele fir Adoption plénière net justificéiert ass, mä, an ech mengen, do si mer eis alleguer eens heibannen, datt den Intérêt supérieur vum Kand an eleng den Intérêt supérieur vum Kand muss zielen.

Ech wéilt och eng Kéier, ech wéll dat elo hei net zitieren, fir lech net ze langweilen, mä et ass och eng Kéier wichteg, d'Artikelen 351 et suivants aus dem Code civil nozeliesen, well am Kader vum engem Adoption simple oder an enger Adoption plénière vu Kanner hei zu Lëtzebuerg mussen nach ëmmer d'Elteren, déi leiblech Elteren, hiren Accord gi fir esou eng Adoptioun. Wann ee vun de leiblechen Eltere gestuerwen ass, da geet den Accord vun dem iwwerliewenden Elterendeel duer. Mä och dat ass eng Informatioun, déi ech wollt hei awer och nach eng Kéier ennersträchen, well déi Informatioun, hunn ech fonnt, ass e bëssen an den Debatten dobaussen ennergaangen.

Jo, mir sinn eis eens, et geet em d'Recht vum Kand an net em d'Recht op d'Kand. Dëse Prinzip géllt fir all Mariage. Jo, «l'enfant n'est pas un objet de droit, mais un sujet de droit». An et ass eleng dee Sujet de droit, den Intérêt supérieur vum Kand, dee muss an der Enquête sociale gekuckt ginn, fir ze decidieren - egal, wat fir eng sexueller Orientéierung d'Koppel huet vun de Requéranten -, ob e Kand zur Adoptioun fräigi gëtt oder net.

An an deem Sënn, Här President, déposieren ech lech och hei eng Motioun, wou mer als CSV nach eng Kéier drop hiweisen, datt fir eis den Intérêt supérieur de l'enfant maassgebend ass.

► **M. le Président.** - Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- constatant qu'il n'existe pas de droit à l'enfant, mais uniquement des droits de l'enfant;

- considérant que le fait de refuser l'adoption aux personnes et couples de même sexe revient à traiter de manière différente les personnes et les couples homosexuels et hétérosexuels;

- considérant que si des différences de traitement sont possibles, elles doivent se fonder sur des raisons objectives, rationnellement justifiées, adéquates et proportionnées à leur but;

- considérant que pour la Cour européenne des droits de l'Homme, une différence de traitement opérée en matière d'adoption fondée uniquement sur l'orientation sexuelle constitue une violation des articles 14 (interdiction de la discrimination) et 8 (droit au respect de la vie familiale) de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales;

- considérant encore que pour la Cour européenne des droits de l'Homme le principe de proportionnalité exige non seulement que la mesure soit normalement de nature à permettre la réalisation du but recherché, mais oblige aussi de démontrer qu'il était nécessaire pour atteindre ce but d'exclure certaines personnes du champ d'application de la mesure visée;

- soulignant également que la Cour européenne des droits de l'Homme a clairement reconnu la protection de l'intérêt de l'enfant comme un but légitime;

- considérant que cet intérêt doit impérativement guider toutes les décisions en matière d'adoption quelle que soit d'ailleurs l'orientation sexuelle des adoptants;

- considérant dès lors que le caractère préjudiciable d'une adoption pour un enfant ne dépend pas de l'orientation sexuelle de son ou de ses parent(s) adoptif(s);

- considérant dès lors que la procédure d'adoption, et plus particulièrement l'enquête sociale préalable à la décision d'adoption, revêtent une importance fondamentale;

- relevant à cet égard que l'article 10 de la Convention européenne en matière d'adoption des enfants (révisée) dispose que:

«L'autorité compétente ne prononce une adoption qu'après la réalisation des enquêtes appropriées concernant l'adoptant, l'enfant et sa famille. Au cours de ces enquêtes et par la suite, les données ne peuvent être collectées, traitées et communiquées que dans le respect des règles relatives au secret professionnel et à la protection des données à caractère personnel. Les enquêtes, dans la mesure appropriée à chaque cas, portent autant que possible et entre autres sur les éléments suivants:

a. la personnalité, la santé et l'environnement social de l'adoptant, sa vie de famille et l'installation de son foyer, son aptitude à élever un enfant;

b. les motifs pour lesquels l'adoptant souhaite adopter un enfant;

c. les motifs pour lesquels, lorsque seulement l'un des deux époux ou partenaires enregistré(e)s demande à adopter l'enfant, l'autre ne s'associe pas à la demande;

d. l'adaptation réciproque de l'enfant et de l'adoptant, et la période pendant laquelle l'enfant a été confié à ses soins;

e. la personnalité, la santé et l'environnement social, ainsi que, sous réserve de restrictions légales, le milieu familial et l'état civil de l'enfant;

f. les origines ethnique, religieuse et culturelle de l'adoptant et de l'enfant.»;

- rappelant qu'il n'existe pas de droit à l'enfant et considérant partant que l'intérêt de l'enfant ainsi que la sécurité juridique imposent une réglementation claire et rigoureuse des différentes méthodes de procréation et techniques médicales de procréation existantes;

invite le Gouvernement

- à évaluer le fonctionnement de la procédure d'adoption actuelle et à procéder aux adaptations qui s'avèreraient nécessaires pour renforcer la protection de l'intérêt de l'enfant en tenant compte de l'article 10 de la Convention européenne en matière d'adoption des enfants précitée;

- à soumettre les enquêtes sociales préalables à l'adoption à une évaluation;

- à faire en sorte que toute adoption, peu importe l'orientation sexuelle des adoptants, se fasse toujours en considération de l'intérêt supérieur de l'enfant;

- à considérer la signature de la Convention européenne en matière d'adoption des enfants (révisée) du 27 novembre 2008;

- à encadrer strictement les méthodes de procréation et techniques médicales de procréation voire à légiférer à ce niveau, notamment en tenant compte des dispositions y relatives contenues dans le projet de loi 6568 portant réforme du droit de la filiation.

(s.) Léon Gloden, Sylvie Andrich-Duval, Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, Octavie Modert, Serge Wilmes, Claude Wiseler.

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Mir maache jo och keng Gesetzer, fir just Gesetzer ze maachen. Mir maache Gesetzer, well eng gewësse Realitéit dobausse sech erausschleift. An d'Realiteit am Kader vum der Adoptioun ass och, datt ëmmer manner Kanner adoptéiert ginn. Dat huet eischtens domadder ze dinn, datt manner Kanner aus dem Ausland fräigi ginn, fir adoptéiert ze ginn, well déi Länner, déi d'Convention de La Haye iwwert d'Adoptioun ratifizéiert hunn, ëmmer méi versichen, och an hirem Land, wéi et do steet, d'Kanner ennerzekeréien, oder probéieren, datt d'Kanner an hirem originären Famill kënnen bleiwen.

Et ass och eng Tatsaach, datt, wa mer dëse Projet de loi stëmmen, eng Rei Länner net méi wäerte fir Lëtzebuerg Kanner fräiginn zur Adoptioun wéinst dem Homomariage. Mä dat ka keen Argument sinn, fir géint den Homomariage ze sinn.

Leif Leit, opgrond vun all dësen Iwwerleunge ginn ech heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Gloden. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zéng Joer nodeem mer hei an der Chamber d'Afëierung vun deem eischten Entworf vun der ziviler Partnerschaft decidéiert hunn, d'zivil Partnerschaft, déi souwuel op ass fir béidgeschlechtlech wéi gläichgeschlechtlech Koppelen, steet elo d'Chamber virun enger weiderer Reform, enger Revolutioun sécherlech am Lëtzebuergeser Familljerecht. Et geet em d'Afëierung vum Bestietnis och fir gläichgeschlechtlech Koppelen.

Dëse Gesetzesprojet stellt ouni Zweifel, dat ass scho gesot ginn, déi fundamentaal Reform vum Bestietnis duer, déi mer hei zu Lëtzebuerg zënter dem Code Napoléon duerchgefëieren hunn. Et ass awer och an eisen Aen déi lescht Etapp vun enger jorzéngtelaanger Entwécklung, wat d'Bestietnis ueget, enger Entwécklung, déi sech an zwou Richtunge beweegt huet: eng Entwécklung haaptsächlech, wat d'Emsetze vum Gläichheitsprinzip am Familljerecht a besonnesch am Bestietnis betrëfft, wou et drëm geet, dëse Prinzip ze stäerken an integral ëmzesetzen.

Haut schloe mer dat Kapitel definitiv zou. Mat dëser Reform hu mer de Gläichheitsprinzip an allen Elementer vum Bestietnisrecht zu Lëtzebuerg ëmgesat an domadder dem Artikel 11 vun eiser Verfassung Rechnung gedroen.

Et ass awer och eng jorzéngtelaanger Entwécklung, déi sech och am Bestietnis elo erëmispigelt, fir enger Form vun Diskriminierung vu Menschen opgrond vun hirem sexueller Orientéierung en Enn ze setzen. An duebeler Hisiicht also, a puncto Gläichheitsprinzip an a puncto Netdiskriminierung, setze mer haut, esou denken ech, e Meilësten duerch de Vote vun dësem Gesetzesprojet.

Fir all déi Politiker, fir all déi Parteien, déi sech net zënter Kuerzem, mä déi sech zënter laange Jore fir Mänscherechter, fir Netdiskriminierung a fir eng Modernisierung vum Familljerecht asetzen, ass et sécherlech e Moment vu grousser Satisfaktioun: d'Satisfaktioun, iwwer steten Asaz enger Iddi zum definitiven Duerschbroch verhollef ze hunn.

Als LSAP hate mer d'Homobestietnis fir d'Éischt 1999 an engem Wahlprogramm; aner Parteie schonn e puer Joer éischter. Zënter '99 triede mer also mam Wieler kloer mat eisen Absichte vir a mir setzen eis an, dass mer d'Bestietnis opmaachen och fir gläichgeschlechtlech Koppelen.

Zënter 2004 soe mer och kloer an eise Wahlprogramm, dass mer och fir d'Méiglechkeet vun alle Forme fir Adoptioun bei gläichgeschlechtliche Koppele sinn. Déi zwou Iddie ginn hei an dësem Gesetzesprojet ëmgesat, esou wéi et aus den Aarbechte vun der juristescher Kommissioun ervirgeet.

Et ass e laange Wee gewiescht, e laange Wee, deen net einfach war a wou net ëmmer hei eng Majoritéit an der Chamber war! De mandatéierte Spriecher vun der CSV huet gesot, mat der CSV wäert ëmmer iwwer Gesellschaftsfragen ze diskutieren. Jo, et konnt ee mat hinnen diskutieren! Et wär och nach, géif ech soen, echt, wann een net méi kéint enner demokratesche Parteien iwwer politesch Themen, déi d'Gesellschaft betreffen, diskutieren. Mä et war net ëmmer einfach, mat der CSV sech eens ze setzen op deem dote Punkt.

An ech wéll awer net esou grausam sinn, hei Zitater unzefëieren aus den Debatten, déi mer hei virun zéng Joer haten,...

(Interruptions diverses)

...am Mee 2004, wou mer iwwert d'Gesetz iwwert d'zivil Partnerschaften ofgestëmmt hunn, mä wou awer och ofgestëmmt an debatéiert ginn ass an darselwechter Debatt ronderëm eng Proposition de loi vum René Wagener, déi mer als LSAP mat ennerstëtzt hunn, fir de Mariage pour tous hei zu Lëtzebuerg anzefëieren. Dat war virun zéng Joer!

An an zéng Joer huet sech eigentlech un de juristeschen Argumenter näischt geännert, huet sech och un der Notioun vun der Léift, déi hei héichgehale gëtt, näischt geännert. Huet sech, mengen ech souguer, um Grondsazprogramm vun der CSV am Wesentlechen näischt geännert. An dach sinn ech frou feststellen, dass d'CSV haut zu enger anerer Konklusioun kënn wéi virun zéng Joer.

Mam Ennerscheid, dass eis zéng Joer verluer gaange sinn, fir déi Vollreform vum Bestietnis ze maachen, enger Diskriminierung, déi bestanen huet, en Enn ze setzen. Dat ass schued, dass et esou laang gedauert huet. Mä et ass ze begrëssen, dass et haut méiglech war, an an engem breede Konsensus méiglech ass. Dat

hunn ech nach wie vor léiwer wéi knapp Ofstëmmungen hei an dësem Parlament, wann ee besonnesch gesellschaftlech Reforme kann op e bësse méi breet Féiss stellen. Dat brauch heiansdo Zäit.

Vläicht huet et sech gelount, op déi Zäit ze waarden, well ee jo och muss feststellen, dass allgemeng - allgemeng - d'Diskussioun dobausse roueg gefouert ginn ass. Et ass emol deen een oder aneren Dérapage ginn, déi eng oder aner Lieserbréiwer oder aner Aussoen an de Sozialnetzer, déi sécherlech iwwert d'Zil erausgeschoss sinn an déi och emol konnte blessant sinn. Mä ech muss awer soen, dass souwuel hei téschent de politesche Parteien wéi och an der Gesellschaft dobaussen, fannen ech perséinlech, awer d'Limité vun enger haarder Diskussioun an der Saach net dépasséiert gi sinn.

Dat muss een ervirhiewen, wéi ech och wéll ervirhiewen, dass déi Reform hei, datt ass eng Particularitéit vun der Geschicht, rapportéiert gëtt duerch en CSV-Deputéierten,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ...d'CSV, déi éischter Bremser an där ganzer Geschicht iwwer laang Joren zumindest war an déi elo iwwert de Rapporteur..., deem ech wéll félicitéieren fir seng engagéiert Aarbecht, virun allem och an der Kommissioun, wéi en un déi komplex an delikat politesch Matière erugaangen ass. En huet et fäerdegbruecht, dozou bäizedroen, och do d'Debatten e bëssen ze entkrampfen, ze versachlechen, an dat huet sech, mengen ech, och sécherlech op déi effentlech Diskussioun ausgewierkt. Also dem Paul-Henri Meyers en décke Merci!

Wéi mer allegueren eigentlech, mengen ech, an der juristescher Kommissioun iwwert déi lescht Joren - mir hu jo haaptsächlech 2012 fir d'Éischt ugefaangen, intensivt iwwert déi Texter ze diskutieren -, wéi et méiglech war, allegueren zesummen, an do war och den aktuelle Juristizminister aktiv mat derbäi bei deenen Aarbechten, dee beschtméiglechen Text ze hunn. A wou mer eigentlech och ëmmer d'Sich no Kompromisser am Sënn haten, fir ze verhënnern, dass et zu engem Broch an der Gesellschaft op deem dote Punkt géif kommen.

Ech wéll och belobegend ervirhiewen - dat kënn mer net oft vir! - d'Haltung vun der kathoulescher Kierch hei zu Lëtzebuerg, déi näischt gemaach huet, zumindest vun offizieller Säit, fir hei Uelech op d'Feier ze geissen. Dat hei wär eng Matière gewiescht, wou een dat hätt kënnen maachen. An aner Kierchen hunn dat an anere Länner gemaach. Et brauch een nëmme ze kucken, wéi d'Diskussioun a Spuenien verlaf ass. Spuenien, wat virun enger Rei vu Jore schonn déi heite Reform an enger sozialistescher Regierung gemaach huet, wéi do déi Geeschlech mat op d'Strooss gaange sinn, wou se zu Honnertausenden demonstréiert hunn, fir dat dote Gesetz ze verhënnern.

Ech ka mech och un Aussoen erënneren, déi net den heitege Poopst, mä säi Virgänger, de Benedikt, gemaach huet, dee virulentst bal - bon - Menacen ausgeschwat huet fir déi Länner, déi wéilten an déi dote Richtung vun engem Opmaache vum Bestietnis fir gläichgeschlechtlech Koppele goen.

Den Toun awer, besonnesch och an deem Communiqué, dee virun e puer Deeg publizéiert ginn ass vun der kathoulescher Kierch, weist, dass do awer an deem heite Punkt, zumindest hei zu Lëtzebuerg, méi en offenen Espirit ass. An dat huet sécherlech och gehollef, dass mer déi Diskussioun hei kënnen an enger gewëssener Serenitéit féieren. Dat géif ech mer och fir zukünfteg Diskussiounen bei ähnlech heikelen Theme wënschen - där wäerten der jo nach hei op dës Chamber zoukommen -, dass mer dann déiselwecht Serenitéit an Objektivitéit an de Respekt virun deem anere géife behalen.

D'Resultat vun all deenen Aarbechte fënn déi onageschränkt Zoustëmmung vun der sozialistescher Fraktioun, well se och e bëssen awer den Usproch huet, dass se net ganz onschëlleg ass, dass et iwwerhaupt zu deem Projet de loi komm ass. Dat huet ze di mat de Koalitiounsverhandlungen vun 2009, wou konform och zu deem, wat mir an eise eegene Wahlprogramm stoen haten, et mat der CSV no Diskussiounen méiglech war, déi Reform vum Bestietnis mat eranzefëieren, zwar do an där Variant nach, dass d'Volladoptioun net sollt méiglech sinn. Duerfir sollt et jo eigentlech zu enger Reform vun der Adoptioun kommen, wou eigentlech sollt d'Volladoptioun an Zukunft allgemeng net méi méiglech sinn, fir also laanscht déi Diskriminierungsfro do ewechzekommen.

Schlussendlech war et awer méiglech, opgrond vun deene percutanten Argumenter vum Conseil d'État, dee sech beruff huet op europäesch Jurisprudenz, déi ganz kloer war bei

deem dote Punkt, fir also d'Adoptionsrecht och hei ouni Diskriminatioun spillen ze looschen, awer natierlech no deenen normale Regeln, wéi Adoptionsen ze handhabe sinn. Ech kommen nach méi spéit am Detail op déi dote Fro zréck, déi och dobaussen awer heftig diskutéiert gëtt.

Eis Positioun, wéi gesot, an där doter Fro, huet net variéiert am Laf vun de Joren. Si ass zënter 1999 kloer bliwwen. Si ass also net gepräagt duerch iergendwellech moudesch Trends, deenen ee wëllt nooen, wat emol e Virwurf war, deen emol en CSV-Deputéierten an enger viregter Diskussioun der LSAP an anere Partei gemaach huet: wann ee fir d'Homobestietnis wär, da wëllt een iergendengem Trend nolafen. Ech mengen net, dass dat en Trend ass, em deen et hei geet, mä hei geet et em eng fest ennerlech Iwwerzeugung, déi een an deenen dote Punkten ze hunn huet an déi mer och ëmmer haten.

Déi Argumenter also, déi ech haut hei virbréngen fir deen heite Projet, déi hu mer scho plädéiert a viregten Debatten, déi mer an deemem Haus zu deenen dote Froen haten. Ech hunn d'Debatt vum Mee 2004 schonn ervirgehuewen, och am Joer 2010 war eng Interpellatioun vum deemolegen Deputéierte Xavier Bettel zu deenen dote Froen. Ech brauch also hei keng Pirouette ze dréinen, mä kann dat widderhuelen, wat mer als Partei - ech selwer an aner Spriecher - an der Vergaangenheet zu deenen dote Punkte gesot hunn. Ech wëll och hei d'Lydie Err ervirhiewen, wat sécherlech och zu de Virreider eigentlech gehéiert vun all deene gesellschaftspolitesche Reformen, wou mer elo eng weider wichteg Etapp hei duerchzéien.

Ausgangspunkt fir d'LSAP-Fraktioun ass, dass schéngt mer normal ze sinn an engem Rechtsstat, d'gesellschaftlech Realitéit. D'gesellschaftlech Realitéit, déi sécherlech net méi déi ass haut wéi viru 50 Joer. D'Realiteit besonnesch awer och vun der Famill ass eng ganz aner, wéi wann een nëmmen eng oder zwou Generatiounen no hanne kuckt. Et ass d'Realiteit vun enger enormer Villfalt, vun enger staarker Evolutioun, a wou een eigentlech net weess, wou eigentlech déi Entwécklung do wierklech wäert ophalen.

An et ass esou, dass dat traditionell Bild vun der Famill, wat oft nach elo vun de Géigner vun där Reform an deene leschten Deeg ëmmer erëm an de Vierdergrond gestallt gëtt, dat traditionell, verankert Bild vun der Famill - oft als Ideal, als eenzeg méiglechen Idealfall duergestallt vu Mamm, Papp a Kand -, dat muss een elo einfach soen, a ganz ville Fäll, vläicht souguer an der Majoritéit vun de Fäll, net méi der Wierklechheet um Terrain entsprécht, der soziologescher Realitéit, wéi se hei zu Lëtzebuerg och feststellen ass.

Loosse mer eis näischt virmaachen: Praktesch all zweet Bestietnis gëtt duerch Scheedung gebrauch. Elengerzéiend Mamm mat Kand, getrennten Elteren, déi mat neie Partner an hire Kanner zesummeliewen, Grousselteren oder aner Familljemembere, déi sech em d'Kanner bekëmmere, Geschwëster, déi a verschiddene Familljen opwuessen, allméiglech Konstellatiounen ginn et haut a sinn denkbar. An a priori kann een net soen, dass déi eng oder déi aner vu virera schlecht fir d'Kand ass oder déi eng nëmme ka gutt fir d'Kand sinn. Dat ass d'Realiteit, wéi mer se haut fannen. An et hânt vum Eenzelfall of, wéi am Endeffekt d'Situatioun vun der Kand ass.

Fir eis ass et awer och gradesou kloer, an dat ergëtt sech eigentlech aus där Villfalt, dass am Mëttelpunkt vum Familljeprojet, egal wéi en ausgesäit, soll a wäert och weiderhin d'Kand stoen. Dat kann net anescht sinn! Wat also den Ausschlag gëtt, dat sinn dem Kand seng Bedierfnesser an Interessen, säi Gläichgewicht a säi Gléck.

An eisen Aen huet dat näischt mat der sexueller Orientéierung vun deenen ze dinn, déi sech em d'Kanner këmmere. Wat eenzeg an eleng zielt, dat ass d'Capacitéit vun deene Leit, fir d'Kanner ze erzéien, hinnen alles ze ginn, wat se brauchen: Léift, Wäerter, Respekt viru sech selwer, viru aneren, d'Bewosstsinn, zu enger Kollektivitéit ze gehéieren.

Duerfir wäerte mer och net d'accord sinn, a ware mer eigentlech net d'accord, fir engem vu vireran d'Recht ze verweigere, eng Famill ze grënnen, eng Geschicht, Wäerter weiderzeginn. Esou e fantastesche Liewensprojet muss jiddwerengem zougänglech sinn, ouni Diskriminatioun!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Duerfir si mer fir d'Bestietnis fir jiddwereen.

Dass mer domadder eng jorhonnertelaang Traitioun a Fro stellen, däers si mer eis bewosst. Mä dass muss een a Kaf huelen, wann et net soll zu engem definitive Broch vun der Realitéit um Terrain an de Rechtsnorme kommen. Et gëtt

näischt méi Geféierlech an engem Rechtsstat, wéi wann op eemol d'Regelen, déi édictéiert gi sinn, net méi passen op déi sozial Realitéit, déi een um Terrain feststellt.

Mir sinn awer der Meenung, dass och d'Famill, esou villfälteg wéi se haut ausgesäit, esou divers wéi se ass, Regele brauch. Dat sinn op där enger Säit allgemeng Regeln, déi allgemeng Gültigkeet hunn, Normen, mä awer och spezifesch Regeln, wéi Texter iwwert d'Partnerschaft, wéi Texter iwwert d'Bestietnis.

D'Bestietnis als Institutioun, als besonnesch Partnerschaft, vum Gesetz geregelt a geschützt, dat Bestietnis bleift bestoen. Jo, an eisen Ae gëtt et eigentlech och gestärkt duerch deen heite Gesetzestext, well mer jo d'Bestietnis opmaachen, fir zousätzlech Partnerschaften a Koppele kënnen opzehuelen. Dëst Gesetz bedeit och kengesfalls, wéi et oft duergestallt gëtt vun de Géigner dobaussen, en Doudesstouss fir d'Bestietnis a fir d'Famill, mä et ass eng Stärkung vun all Partnerschaft, déi op Dauer ausgerichtet ass.

Zënter der Aféierung vun zivile Bestietnis ënner dem Napoleon huet d'Institutioun munch Entwécklung matgemaach. De Mariage, wéi mer en haut kennen, ass net méi dee Mariage, wéi e virun 200 Joer a méi agefouert ginn ass hei zu Lëtzebuerg. An och do wëll ech nach eng Kéier op déi eenzel grouss Etappen agoen vun där Entwécklung, déi d'Institutioun vum Bestietnis, wa mer dee Begrëff wëlle bäibehalen, hei zu Lëtzebuerg wéi an anere Länner och - zu Lëtzebuerg ëmmer e bësse mat Verspéidung zu enger Rei vun eisen Nopeschlänner - da matgemaach huet.

Ech hunn et scho gesot, déi éischt wichteg Etapp war d'Gläichstellung vu Mann a Fra an deem Bestietnis. D'bestuete Fra war während laangen, laange Jorzéngten, bis an den Ufank vun de 70er Joren era mannerjähreg. Wa se e Kont wollt opmaachen, huet se missen d'Ennerschrëft vum Mann hunn. Wa se wollt schaffe goen, nëmmen déi bestuete Fra, net déi net bestueten, wa se wollt schaffe goen, huet se missen d'Autorisatioun vum Mann hunn. Alles dat, wat engem haut als aberrant erschéngt, huet laang gedauert, bis et a Fro gestallt ginn ass an emgeännert ginn ass. An och dat waren deemools heftigste Diskussiounen! Och deemools ass gerüttelt ginn un Traditionen an un agefuere Regeln. Dat war déi éischt grouss Reform.

Déi zweet grouss Reform, déi e bësse méi spéit gemaach ginn ass, déi sech och méi an Etappe gemaach huet, ass och d'Gläichstellung gewiescht vun de Kanner, wou mer haut souguer nach an eise Text hei, dee mer hei stëmmen, och opgrond vun engem Uerteel, wat eis Cour de Cassation geholl huet, och eng Diskriminatioun weider aus dem Text, aus dem Code civil eraushuelen, also d'Gläichstellung vun deene Kanner, déi am Bestietnis gebuer sinn, ausserhalb vum Bestietnis gebuer sinn, legitim oder onehelech Kanner. Et ass wichteg, mengen ech, dass een dee Gläichheitsgedanken och do bis un d'Enn denkt.

An haut dann, wéi gesot, sti mer virun der drëtter, a wéi ech mengen, leschter Etapp, fir d'Iddi, de Prinzip vun der Gläichheet, wéi en an eiser Verfassung verankert ass, och am Bestietnis ëmzesetzen: dass d'Bestietnis net eleng also engem Mann an enger Fra reservéiert, mä och fir zwou Fraen oder zwou Männer méiglech ass.

Ech muss éierlech soen als een, deen och scho méi laang derbäi ass: Viru 25 Joer, wéi ech ugefaangen hu mat der Politik, hätt ech mer eigentlech ni virgestallt, well et kaum deemools an der Diskussioun war, dass eng Kéier d'Bestietnis kéint eppes aneschters si wéi en Zesummeschloss vu Mann a Fra. Dat war deemools net an der Diskussioun. Dat war éischer eng ganz marginal Diskussioun, déi zaghaft ugefaangen huet an deem dote Punkt.

Mä et ass eng Iddi, déi hire Wee gemaach huet, déi och, wéi Émfroe weisen, schéngt gedroen ze si vu grouss Majoritéiten an den eenzelne Länner. É Wee, dat ass scho gesot ginn, deen eng ganz Partie Länner och viru Lëtzebuerg gemaach hunn.

Mat Ausnahm vun Däitschland sinn all eis Nopeschlänner entre-temps deen dote Wee gaangen. Net nëmmen déi skandinavesch Länner, déi och e bësse Précurseur an deene Beräicher sinn, hunn deen dote Wee gemaach, mä och esou Länner, konservativ Länner wéi Groussbritannien hu viru Kuerzem deen dote Schrott gemaach. Och Südlänner, déi och an deenen dote Froen net onbedéngt zu den „front runner“ gehéieren, hu viru e puer Joer schonn deen dote Schrott gemaach.

Ech hunn och gesot, et ass net nëmmen de Gläichheitsprinzip, deen heimadder héichgehale gëtt. Et ass och géint d'Diskriminéierung vun den Homosexuellen, mengen ech, wou

mer haut e kloert Zeechen no bausse setzen. An och do huet Lëtzebuerg eng Geschicht, an net déi rühmlechste.

Wann een e bëssen do zréckblidert, ech ka mech un déi Diskussioun nach an den 80er Joren erënneren. Dunn hate mir esou en drolechen Artikel bei eis am Code pénal stoen, den Artikel 372bis. Deen ass eréischt '71 agefouert ginn iwwert d'Jugendschutzgesetz. Dat war dann och deen hehre Gedanken, deen hannendrustoung.

An et huet iwwer 20 Joer gedauert, '92, bis en dann ofgeschafft ginn ass, och no heftigsten a laangen Diskussiounen an Oppositionen - Dir kënnt lech denken, och hei am Haus, vu wem -, fir dat doten erëm a Fro ze stellen, well do u sech am Code pénal virgesi war, dass et kee Problem wier, wann e 70-Jährege mat engem 50-Jährege (veuillez lire: mat engem 15-Jährege) Meedche géif schlofen, dat huet de Gesetzgeber net interesséiert; mä wann ee vun 19 Joer mat engem vu 17 Joer schléift, dann ass et strafbar an dann huet ee sech Geldstrofen a Prisongsstrofen ausgesat.

Dat war en Text, deen, wéi gesot, 20 Joer hei zu Lëtzebuerg Bestand hat, deen och nach vu ganz bekannten, héichgestallten haaptsächlech CSV-Politiker bis zum Schluss ganz heftig verteidegt ginn ass. Leit, déi herno sech staark involvéiert hunn am Asaz fir d'Mënscherechter, och op europäeschem Plang, zum Beispill. Da kënnt Der lech denken, vu wem oder vu wat fir enger Politikerin dass ech schwätzen.

Wat d'Bestietnis ausmécht, dat ass och scho viru gesot ginn, dat ass d'Léift, awer net nëmmen d'Léift. Dat ass de gemeinsamen Engagement an de Wëllen, e Projet virunzudriewen a seng Famill ze schützen. An déi Méiglecheit, dat menge mir, sollen all Koppelen hunn, ob et Heterokoppele sinn oder Homokoppele sinn. An dëst Gesetz mécht dat ganz einfach méiglech.

Zu ville Kontroversen huet et gefouert - an dat war och d'Argumentatioun, firwat d'CSV virun zéng Joer net bereet war, deen dote Schrott ze maachen -, well se gesot hunn: Do hânt d'Filiatioun drun, do hânt d'Adoptioun drun, a mir mengen - dat war deemools déi Positioun -, dass awer do dat klassescht Familljebild eigentlech dat richteg ass, Papp, Mamm an d'Kand, an duerfir kënne mir eigentlech och net fir d'Opmaache vum Bestietnis sinn, well mer déi aner Konsequenzen eigentlech als Partei net wëllen akzeptéieren.

Haut gesäit d'CSV dat méi nuancéiert. Dat ass gutt esou, mä nach mengen ech, dass dat Argument, wat do virbruecht gëtt, net richteg ass an dass ee sech muss awer mat deem Argument auseesetzen. Duerfir si mir jo haut hei, fir dat ze maachen.

Ech mengen, et dierf een déi Kritiken net ignoréieren. Déi kann een hunn als éischt Reaktioun, well och normalerweis vill Leit jo déi eigentlech Adoptiounsprozedur guer net kennen. Wéi vill Leit hu scho konkret direkt mat Adoptiounen ze dinn? Si héieren dovunner an da gëtt och gesot: Majo, elo féiere se nach d'Recht op och e Kand an, stellt lech dat vir, wéi schrecklech! An da bräicht een nëmmen „schnipps“ ze soen, wéi wann dat am Katalog wär, „da gi mir eis do e Kand sichen an da kënnt dat dann an eis gläichgeschlechtlech Koppel“, an dann, wie weess dann, wat mat deem Kand do geschitt!

Well et soll ee sech jo näischt virmaachen: Hannert där ganzer Géigenargumentatioun do, do verstoppt sech, net nëmmen, mä awer zu engem gudden Deel, natierlech och eng Angscht virun der Homosexualitéit, eng Onkenntnis vun der Homosexualitéit a bei eenzele Leit sécherlech och eng Homophobie. Dat mierkt een tëschent den Zeile méi wéi dass dat kloer ausgedréckt ass.

A wann ech vu ganz intelligente Leit muss liesen, déi ech och emol kann hunn aus der Studentenzäit, dass se schreien, hei géif eppes gemaach ginn, wat géif widdert d'Naturgesetz goen... „Widdernatierlech“, eleng dee Begrëff, dee revoltéiert mech eigentlech schonn e bëssen, wéi dat ëmmer esou duergestallt gëtt, an dat ernnert mech awer un Zäite viru laange Jorzéngten, vun deenen ech gemengt hunn, dass déi definitiv eriwuer wäeren. Ech hat gehofft eigentlech, dass mer, wat déi Argumentatioun do ugeet, do schonn haut zu Lëtzebuerg awer am 21. Jorhonnert e bësse méi stabil mat eisen Argumenter a méi sachlech géifen dosto.

Mä et soll een, mengen ech, zur Kenntnis huelen, dass nach eng Rétsch vu Klischeeën bestinn, dass et eng Rétsch vu Viruerteeler och zu Lëtzebuerg nach gëtt, an et muss ee sech also, mengen ech, och ustengen, fir deene Viruerteeler an deene Klischeeën do esou wäit wéi méiglech mat allen Argumenter och entgéintzietrieden an ze probéieren, se och ewechzékriegen.

Dat Allerhéchst an eisen Aen, dat ass jo eigentlech, dass deem adoptéierte Kand seng Rechter respektéiert ginn, dass dat adoptéiert Kand Advantage zitt aus der Adoptioun. Dat ass e Prinzip iwwregens, dee fest verankert ass. Duerfir brauch een net ëmmer nach ze ennersträchen: Mir mussen nach eng Kéier elo soen, dass et hei em d'Interessi vum Kand geet!

An eise Code civil, am Artikel 343 vum Code civil steet dran, ech liesen, dat ass den Haaptartikel vun der Adoptioun: «L'adoption ne peut avoir lieu que s'il y a de justes motifs et si elle présente des avantages pour l'adopté.» Et ass also ganz kloer: Eng vun de Konditiounen ass den Intérêt de l'enfant. D'adoptéiert Kand muss Advantage aus där Adoptioun kriegen.

Dat ass jo och den Zweck vun der Enquête sociale, déi duerghefouert gëtt, déi bei jiddwerengem duerghefouert gëtt, wou eng Adoptioun stattfënn, egal wien dat ass, ob dat eng Koppel ass, ob dat eng eenzel Persoun ass. Déi huet ze kucken, ob déi gesetzlech Bedéngungen, gesetzlech Konditiounen erfëllt sinn: „justes motifs“, net verstoppte Motiver, anerer, déi net legitim wäeren, an d'Avantage, déi den Adopté aus deem Ganze kann erauszéien.

An eis Jurisprudenz zënter den 1980er Jore seet ganz kloer: «L'intérêt de l'enfant est une condition distincte et autonome de l'adoption de l'enfant.» Méi kloer, mengen ech, kann et net sinn. Da brauche mir, mengen ech, zu deem Thema net grouss Motiounen hei an der Chamber ze stëmmen. Wann e Gesetzestext kloer ass, d'Konditiounen festleet, ech mengen, dann hu mir dat als Chamber, déi och déi Gesetzgeber jo gestëmmt huet, zur Kenntnis ze huelen, well mer jo eigentlech mat där doter Approche zu honnert Prozent d'accord sinn. An dorunner wäert sech och näischt, keen Dibbelchen änneren, wa mer dat heite Gesetz hei stëmmen.

Dat Allerwichtigst also fir d'adoptéiert Kand ass an eisen Aen, dass et mat Léift a Gebuerenheet opwiisst, dass em keng physisch a keng psychesch Gewalt widerfiert an dass et och keng sozial Nout erleit. Dat ass jo dat, wat eigentlech zielt.

An duerfir fannen ech et och dann awer an engem gewëssene Mooss hypocrite, déi ganz Adoptiounsfro - dat ass d'Argumentatioun, wéi se vun de Géigner jo ëmmer erëm gebetsmühlentaarteg ervirgehuewe gëtt -, déi ganz Adoptiounsfro ze reduzéieren op d'Existenz vun enger männlecher oder weiblicher Referenzpersoun.

Dat ass een Element vu villen, sécherlech! Mä awer och an der Wëssenschaft ass déi dote Fro contestéiert, gëtt et där enger Theesen a gëtt et där aner Theesen. Mä wann een dat doten awer zur elengger Fro mécht, wou nëmmen déi dierf eigentlech ausschlaggebend sinn - dovunner hânt et of, ob dat Kand sech gutt oder schlecht entwéckelt -, dann ass dat fir mech e Schlag an d'Gesicht fir all déi Mammen, déi sech ploen Dag an, Dag aus, oft eleng, fir hirt Kand oder hir Kanner ze erzéien, oder all déi Kanner, déi haut schonn a gläichgeschlechtliche Koppelen opwuessen.

Et brauch jo keen ze mengen, dat géif et zu Lëtzebuerg net ginn. Et gi keng Zuelen hei zu Lëtzebuerg. A Frankräich hu se deslescht Zuelen erausginn. Et ass eigentlech ganz erstaunlech, wéi vill zegdausend, Zéngdausend Koppelen et a Frankräich gëtt, zu 80% sinn et weiblech Koppelen, déi haut scho Kanner erzéien. Och dat gëtt et zu Lëtzebuerg. An a priori ass mer keng Erkenntnis bekannt, dass et deene Kanner do géif méi schlecht goen an hir Entwécklung méi schwierig wär oder méi gestéiert wär wéi déi a gläichgeschlechtliche Koppelen (veuillez lire: an net gläichgeschlechtliche Koppelen).

Duerfir solle mer also net maachen, wéi wa mer hei géife bei null ufänken, wéi wann hei eng ganz net Epoch vun Ongewëssheet géif ugoen. Déi dote Faite gëtt et an der Realitéit an et soll een d'Realiteit dann och voll berücksichtigen.

An ech brauch hei net ze soen, wéi vill schlecht behandelt, wéi vill vernoléissegte Kanner et a sougenannten „normalen“ Famillje ginn. A wéi vill Kanner leiden a Familljeverhältnisse, déi zerrüttet sinn! Där ginn et der och zegdausend hei zu Lëtzebuerg, wou méintelaang, jorelaang Dag fir Dag gestridde gëtt, geschloe gëtt.

Wéi fro sinn déi Kanner an deenen dote schéinen heterosexuelle Koppelen, wéi se dem traditionellen Familljebild zu Lëtzebuerg hei - an de Käpp vun eenzelne Leit zumindest - entsprechen?

Duerfir, mengen ech, muss een déi dote Fro vill méi breet kucken, vill méi nuancéiert kucken, wéi dat an där sloganaarteger Diskussioun oft de Fall ass, déi mer deelweis amgang sinn, an deene leschte Wochen hei zu Lëtzebuerg och ze féieren.

Ech hunn et gesot, et ass falsch ze schwätzen, dass iergendwéi hei géif e Recht op e Kand entstoen. Net ee Buschaf vun deem heiten Text léisst esou eng Interpretatioun zou. De Code civil ass kloer. International Konventionen sinn och kloer. D'Praxis och hei zu Lëtzebuerg ass kloer an där doter Hisiicht: Adoptiounen ginn no Enquête sociale duerchgefouert. An et ass selbstverständlech, dass do all dat ganzt Ëmfeld muss gekuckt ginn, wou dat adoptéiert Kand soll erakommen, an dass een net ausschliesselech elo d'sexuell Orientierung do ze kucken huet. Déi eleng därer eigentlech guer net spillen, ausser wa se natierlech zu engem Verhale géif féieren, wat dem Kand net zoudréiglech wär.

Et ginn dann nach ganz vill Froe gestallt zu iergendwellechen hypothetesch Fäll, déi sech kënnen stellen, „wann“. Déi Leit, déi haut RTL gelauschtert hunn, hunn héieren, wéi vill Adoptiounen dass mer zu Lëtzebuerg hunn. Et sinn der häerzlech wéineg, manner wéi 20 aus dem Ausland. Déi eenzeg, déi nach duerchgefouert ginn, dat sinn eigentlech inlännesch, haaptsächlech nach inlännesch Adoptiounen.

Et muss ee sech eigentlech virstellen, wéi vill praktesch Fäll mer an deenen hypothetesch Fäll hätten, déi elo esou heftig dobaussen diskutéiert ginn. „Wann dann een aus dem Ausland géif kommen, dee mat enger Leihmutter...“, an esou virun an esou weider. Dat si jo déi Diskussiounen, déi momentan gefouert ginn, wéi wann dat géif de Regelfall gi muer. Dat do bleift déi absolut, absolut Ausnahm, a wann esou e Fall sech presentéiert, dann ass et am Noutfall un de Gerichter, fir dat ze trancheieren. A wann et néideg ass, kann och de Législateur dann agräifen.

Mä ech soen ëmmer, d'Gesetzter sinn do, fir den Normalfall, de Regelfall ze regelen! Och hei gëllt dat an dat kann och net anescht sinn. D'Gesetz kann net perfekt sinn an d'Gesetz muss ausgeüert sinn, fir eigentlech den allgemengen Intérêt, dat ass de Regelfall, propper, richtig a gerecht ze regelen. An dat mécht och deenen heiten Text.

All Koppele brauchen also Ënnerstëtzung, wa se hir Kanner erzeien, a mir sinn och als Politiker gehalten, derfir ze suergen, dass d'Gesellschaft sech och hei zu Lëtzebuerg weider esou entwéckelt, dass sech Kanner kënnen hei zu Lëtzebuerg voll entfalten. Dat ass eng Responsabilitéit, déi also och bei der Kollektivitéit läit.

Dës Regelung vun der Adoptioun ass zu honnert Prozent konform mat nationalen an europäesche Jurisprudenzen.

Dësen Text geet awer méi wäit, an de Rapporteur, den Här Meyers, huet et ugeschnidden, wéi nëmmen déi Fro. Dat ass natierlech den zentrale Punkt, dat ass dee kontroverser Punkt, fir d'Bestietnis opzemaache fir gläichgeschlechtlech Koppelen, mat alle Konsequenzen, ouni Diskriminierung, déi dat dann herno och bedeit, wat d'Filiatioun an haaptsächlech dann d'Adoptioun betrëfft.

Mä dëst Gesetz geet jo méi wäit, andeem och eigentlech eng Stärkung vum Bestietnis kënn doduerjer, dass preventiv a repressiv eigentlech nei Moosnamen an eist Gesetz mat agebaut ginn, fir forcéierte Mariagen a simuléierte Bestietnisser eigentlech entgéintzewierken, wou eng nei Responsabilitéit zousätzlech op den Officier d'état civil duerkënn. Dee muss, wann e seriö Indizie fënnt, dass esou e Mariage simulé kéint sech maachen, dat melle beim Parquet, deen dann zousätzlech Méiglechkeete kritt, fir sech ze opposéieren, fir fir d'Éischt e Sursis ze froen, an deen och herno spéiderhin, wann et sollt awer dozou kommen, och méi Annulationsméiglechkeeten huet, wéi dat haut de Fall ass.

Da ginn esou Saachen ofgeschafft, déi bei eisen Nopere schon ofgeschafft sinn. Mir brauchen, wéi gesot, ëmmer meeschtens e bësse méi laang wéi anerer. Dat ass den Délai de viduité. Do gesäit een, wéi schéin déi franséisch Sprooch ass: Et hält een en Term, dee kee versteet, a wou déi Däitsch da muss laang Sätz maachen, fir dat selwecht dann ze erklären.

De Certificat médical verschwënnt. De gesetzleche Mindestalter fir d'Bestietnis gëtt gläichgesat tëschent Mann a Fra op 18 Joer, mat Exceptionsméiglechkeeten. Alles dat sinn, mengen ech, ganz nätzlech Bestëmmungen, déi mer eis hei ginn an déi effektiv aus eiser Législatioun sécherlech eng vun deene modernsten an Europa maachen, wann d'Chambre deem heiten Text zoustëmmt.

Här President, ech sinn um Schluss vu mengen Ausféierungen ukomm. Ech mengen, mir sinn um Punkt hei, eng wichteg Reform ze stëmmen, déi vu ville Leit erwaart gëtt, déi och weiderhi vun enger Rei vu Leit wäert contestéiert ginn. Ech mengen, dass d'Diskussioun an der Gesellschaft doriwier sécherlech net mat der Debat an deser Chamber hei wäert zu Enn sinn.

Fir d'LSAP ass dës Reform vum Bestietnis, déi sech erëmispigelt am Artikel 143: «deux personnes de sexe différent ou de même sexe peuvent contracter mariage», den Ofschloss vun enger jorzéngtelaanger gesellschaftlecher a gesetzlecher Entwécklung. Ech mengen, mir sollte keng Angscht hunn, fir dee Schrott ze maachen. Dee Schrott ass einfach fälleg, a villen Ae vläicht souguer iwwerfällg.

Virun allem weisen awer och déi Experienzen, déi am Ausland gemaach gi sinn, eenzel Länner hunn deen dote Schrott jo scho viru knapp 15 Joer gemaach, dass all déi Befierchtungen, déi och haut elo un d'Wand gemoolt ginn, a kengem vun deene Länner komm sinn. A kengem vun deene Länner ass et zu deene Feelentwécklung komm, déi haut eropbeschwerer gi vun de Géigner vun deem heiten Text! D'Abendland ass net ënnergaangen an Dänemark, a Portugal, a Spuenien, an all deene Länner, déi déi dote Reform gemaach hunn. An ech mengen och, dass de Gros vun de Lëtzebuurger prett ass, fir deen dote Schrott matzemaachen.

Well ech soen et nach eng Kéier: Dat ass fir eis wichteg, an dat soll och dobaussen gewosst sinn, dass mat där heiter Reform, mat all deem Ëmgeréits vun zousätzleche Moosnamen, déi an de Code civil hei integréiert ginn, dass dës Reform net wäert dozou féieren, fir d'Famill an d'Bestietnis ze schwächen, mä am Géigendeel, si wäert d'Famill an d'Bestietnis stärken a gläichzäitig och eng bestehend Diskriminatioun ausschalten.

D'Bestietnis gëtt opgemaach fir Männerkoppelen, fir Fraekoppelen. Falsch Bestietnisser gi méi staark kontrolléiert. D'Rechter vun de Kanner bleiwe garantéiert.

Mir sinn der Meenung, dass dat heiten e gudenden Dag fir Lëtzebuerg ass. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Bodry. Nächst ageschriwwer Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi gréng Fraktioun wäert mat Freed dës Projet de loi stëmmen, well de Mariage pour tous ass eng Fuerderung vun der grénger Partei, säit et se gëtt. De Mariage an d'Adoptioun fir all Koppele stoungen nach ëmmer an onse Wahlprogramm. Mä et ass och fir mech perséinlech, muss ech och hei zouginn, e ganz emotionelle Moment, fir kënnen des Position, des gréng Position ze verrieden.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

Net zulescht, well d'Afféiere vun deser Gläichheit respektiv d'Ofschaf vum deser insoutenabeler Diskriminierung vun zwou Léiften tëschent zwou Persounen fir mech perséinlech ëmmer e groust Uleies wor.

Et ass e wichtige Moment fir all déi Koppelen, fir déi des Richtegstellung an onser Gesetzgebung wichteg ass, fir dat si och elo endlech kënnen de Wee an d'Gemeng fannen, net nëmme fir e Pacs ofzeschleissen, mä grad wéi jiddwereen an onser Gesellschaft sech och kënnen ze bestueden.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass och, wann net virun allem, e grouse Moment fir déi ganz Gesellschaft, fir ons alleguerten, well et ass e Changement fir ons Gesellschaft, e Changement, wéi d'Gesellschaft mat Diversitéit ëmgeet. Eng Gesellschaft iwwregens, déi scho méi laang prett dofir ass an déi op Politiker a Politikerinne gewaart huet, déi op de Législateur gewaart huet.

An et ass och vu Bedeitung, dass dës Projet de loi mat enger gréisstméiglecher Majoritéit gestëmmt gëtt, well esou e wichteg Gesetz verdéngt e grouse Konsens.

Zwee Ministeren, zwee Kommissiounspräsidenten, mä een eenzege Rapporteur: De Rapporteur verdéngt net nëmmen Unerkennung, well hien e perfekte mëndlechen a schrëftlechen Rapport presentéiert huet, mä virun allem, well et vill him ze verdanken ass, dass all Parteien, bis op eng kleng Sensibilitéit, demem Projet wäerten zoustëmmen.

An dofir am Numm vun der ganzer grénger Fraktioun, Här Paul-Henri Meyers, en häerzleche Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Ech wëll hei net op déi verschidden Avisen agoen, well déi schonns ebe vum Rapporteur

explizit presentéiert an och erkläert gi sinn. Vill méi wëll ech op e puer essenziell Punkte vun demem Projet de loi agoen.

An Europa ginn et mëttlerweil zéng Länner, déi de Mariage homosexuel agefouert hunn, an et ginn zousätzlech néng Länner, dorënner och Lëtzebuerg, déi de Moment e Pacs fir all Koppel agefouert hunn. 2001, dat war d'Joer, wou fir d'Éischt souwuel de Mariage fir homosexuell Koppelen eng éischte Kéier agefouert ginn ass, dat an Holland, an och de Pacs fir homosexuell Koppelen agefouert ginn ass, dat war an Däitschland.

Dës gesellschaftspolitesch Ännerunge sinn d'Resultat vu laangjäregen Debatten an Diskussiounen, souwuel an der Gesellschaft, a wëssenschaftleche Kreesser, a philosophesche Kreesser wéi och méi spezifesch an der Politik.

Oder muss ech vläicht soen „Errongenschaft“? Well, wéi vill gesellschaftspolitesch Themen huet och den Homomariage sech misse mat enger Rei vun Ofwier, Ängschten oder Zweifelen ausenanersetzen. Nach virun enger Generation wor Homosexualitéit en Tabu. An de viregte Generatione war Homosexualitéit fir déi eng eng Krankheet, déi huet misse behandelt ginn, a fir verschidden anerer eng Doudsënn, fir net ze soen e Verbrechen.

An obwuel ech dem Här Bodry recht ginn, dass d'Kierch hei zu Lëtzebuerg sech eenegermoosse roueg verhalten huet, ass et awer esou, dass d'Kierch ëmmer repressiv mat der Homosexualitéit ëmgaangen ass. A wann ee weess, wat fir eng Muecht d'Kierch nach iwwert déi viregt Generationen hat, Muecht iwwert d'Leit, well se d'Ängschte vun de Leit mëssbraucht huet, da kann ee verstoen, dass et vill Zäit gebraucht huet a vill Opklärung, fir deser Ängscht Sachlechkeet entgéintzesetzen.

Duerch all des Zäite woren déi concernéiert Persounen enger klorer Diskriminatioun ausgesetzt, enger Diskriminatioun, déi verhënnert huet, unzëerkennen, dass homosexuell sinn e Recht ass. Et huet also vill Iwwerzeegungs- an och Opklärungsarbecht kascht, eng ganz Generation laang, fir kënnen an der Gesellschaft d'Rechter vun homosexuelle Mënsche gläichstellen. An et huet och vill Zivilcourage kascht vun homosexuelle Mënschen a Koppelen, fir sech ze ouden a fir hir an deenen anerer hir Rechte ze kämpfen. Ech denken, dass et haut och dofir richtig ass, hinnen all ons Unerkennung dofir auszerichten.

An dofir ass et och falsch, wann ee seet, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass keng Debatt an der Gesellschaft stattfont huet... - Madame Presidentin, pardon! Dofir ass et falsch ze soen, dass keng Debatt hei an der Gesellschaft gefouert ginn ass. Déi lescht Jorzéngten hu regelméisseg Debatten an der Gesellschaft stattfont iwwert d'Thema „gläich Rechte a gläich Flichte fir homosexuell Mënschen“ en général a fir homosexuell Koppelen eben an demem Fall, an dëst op allen Niveaue vum gesellschaftleche Liewen.

A säit véier Joer, wou dës Projet de loi déposéiert ginn ass, gëtt och eng politesch Debatt gefouert, hei am Haus, mä och an der Gesellschaft hei zu Lëtzebuerg. An trotzdeem, an et ass och schonn hei gesot ginn, trotzdeem muss d'Opklärungsarbecht an Zukunft weider en Thema bleiwen, well eng Rei vu Mënschen zu Lëtzebuerg kënnen sech nach ëmmer net richtig virstellen, wat des Ännerunge vun haut mat sech bréngen, a virun allem, wat se net mat sech bréngen.

Neen, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, mat demem Projet de loi geheie mir net all Wäerter iwwer Bord a mir loosse och net all Chaos zou am Kader vun der Erziung vun onse Kanner a mir institutionaliséieren och net nei pervers Formen vu Sexualitéit.

Mä jo, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, mat demem Projet de loi institutionaliséiere mir gläich Rechte a gläich Flichte fir gläich Léiften. Mir erkennen offiziell eng nei Form vu Relatioun endlech un, déi et ëmmer ginn ass, mä déi bis nach viru Kuerzem net toleréiert war an déi munchmol och fir vill Misär a Malheur gesuergt huet.

Dofir eng éischt wichteg Konklusioun fir ons: Homosexuell Koppele kënnen grad wéi heterosexuell Koppele vun enger wichtiger Institution Gebrauch maachen, wa si dat wëllen. Domadder kritt en Deel vun der Bevëlkerung Accès op e fundamentaalt Recht.

E wichteg Thema an demem Mariage vu gläichgeschlechtleche Koppelen ass d'Adoptioun. Déi viregt Kommissioun, de Rapporteur huet et erkläert, déi viregt Commission juridique hatt decidéiert, den initiale Projet de loi an zwee opzedeeler respektiv d'Reform vun der Adoptioun an der Filiatioun onofhängeg vun der Reform vun Mariage ze considéieren. Dat war eng gutt Entscheidung, well mir esou déi wichteg Reform vun der Adoptioun an

enger nächster Phas mat der néideger Rou a lassgeléist vum Mariage kënnen ugoen.

Datt dëst eng Prioritéit net nëmme vun der Kommissioun ass, mä och vum Minister, beweist de Fait, dass mir ons an onsem Planning virgeholl hunn, des legislativ Aarbechte ronderëm d'Adoptioun an d'Filiatioun nach dëst Joer an der Commission juridique unzegoen.

Am Kader awer vum Adoptiounsrecht fir gläichgeschlechtlech Koppelen ass vill iwwert d'Adoptioun geschwat ginn. Mir begrëssen ausdrécklech, dass schonns déi viregt Justizkommissioun op dee Wee gaangen ass, sous peine d'opposition formelle, fir sech um belsche Modell ze inspiréieren, nämlech keng Diskriminatioun fir d'Adoptioun ze maachen a fir gläichgeschlechtlech Koppelen déi zwou Adoptiounsforme gelten ze loosse.

D'Kanner an de Famillje sinn och en Thema bei den Initiateure vun der Pétition publique „Schutz vum Kand“ gewiescht. Déi gréng Fraktioun huet eng Delegation vun dese Pétitionnairen op hir Demande hin empfangen, nom Prinzip, dass mir un all Austausch am Kader vun engem Projet de loi interesséiert sinn an d'Diskussiounen net scheien, och wa mir net enger Meenung sinn.

An eng Rei vu Bedenken deele mir och. Fir d'Éischt emol hu mir alle béid de Prinzip vum ORK gedeelt, dass et kee Recht op e Kand, mä nëmmen e Recht vum Kand ka ginn. Dëst zielt fir all Koppel, déi wëllt adoptéieren. Fir all Koppel! Dann deele mir och eng laangjäreg Fuerderung vum ORK, dass et muss méiglech sinn, dass e Kand seng biologesch Eltere ka kenneléieren. Och dat zielt fir all Koppel, déi wëllt adoptéieren.

D'Erkenntnis, dass et fir d'Kanner munchmol komplizéiert ka ginn am Fall vun engem Divorce oder am Fall vun enger Familie recomposée, kënnen mir och deelen, mä dëst, nach eemol, zielt fir all Koppel, déi sech bestit an déi sech duerno trennt - wa se Kanner huet - respektiv eng nei Relatioun ageet. Bis elo hu sech just heterosexuell Koppele gescheet. Datt d'Jugendgericht munchmol traureg Biografie vu Kanner begéint, d'äers si mir ons och bewosst, mä nach erëm eng Kéier zielt och des Erkenntnis fir all Koppel mat Kanner.

D'Diskussioun iwwert d'Adoptioun u sech wäerte mer sécherlech nach féieren, wa mir iwwert d'Reform vun der Adoptioun schwätzen. Dofir wollt ech hei och just e puer Reflexiounen gemaach hunn, fir kloerzemaachen, dass et och fir d'Kand keng Diskriminatioun ass, e Kand vun enger homosexueller Koppel ze sinn. Et kann héchstens eng Stigmatisierung sinn, a fir eng Stigmatisierung ass eng Gesellschaft verantwortlech an net d'Elteren. Dat, iwwregens, gesi mir och am Avis vum ORK.

Eng lescht Remarque zu demem Punkt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well et mech dach awer interpelléiert huet, wéi eng Argumenter munchmol ze héiere woren des lescht Wochen am Kontext vum Kand en général a vum Schutz vum Kand am Milieu familial en particulier:

All des traureg Beispiller vu Kanner a Jugendlechen, déi sech doheem an der Famill net erëmfannen, deenen an der Famill Schued ugedoe ginn ass, sinn traureg Tatsaachen. Dës Beispiller awer grad elo a Relatioun ze setze mam Mariage homosexuel an dem Recht op Adoptioun ass en Affront! An et ass schlicht net der Realitéit entsprechend. Gewalt, Mëssbrauch, Alkohol, Vernolëissegunge sinn e puer Ursachen, déi vill Misär an de Famillje bréngen - et ass schonn hei gesot ginn - an e Kand och hënneren, fir sech ze entfalten. Dofir, wa mir iwwer Kannerrechter an de Schutz vun de Kanner schwätzen, da kommt, mir nennen déi richtig Ursachen an déi richtig Auteurs vun desen Dramen!

Dofir ass fir ons déi zweetwichtigst Konklusioun: D'Wuelsen vun engem adoptéierte Kand an enger Famill häntk vum éierleche Verhale vun de Familljememberen of a virun allem vum éierleche Verhale vun den Elteren. D'psychesch Gesondheet vun engem adoptéierte Kand häntk dovunner of, dass dat Kand an der Wourecht opwiisst, an net dovun, ob d'Elteren homosexuell oder heterosexuell sinn.

► **Une voix.** - Richtig.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Des Weideren ass och richtigzustellen, dass, wa manner Kanner aus dem Ausland zur Adoptioun fräigi ginn, dëst a kenger Hisiicht eppes mat de verschiddenen Ziler vun demem Projet de loi ze dinn huet, notamment dem Fait, dass mir de Mariage an d'Adoptioun fir d'homosexuell Koppelen opmaachen. Eng Rei vu Länner hu mëttlerweil d'Convention de La Haye ratifizéiert, an dozou gehéiert och, dass d'Kanner prioritär am eegene Land solle bleiwen. Dat ass an onsen Aen och richtig an och gutt esou. Et gëllen also keng nei Regeln an déi, déi be-

stinn, hei oder am Herkunftsland, si fir jiddweren déiselwecht.

An dofir fir ons déi dréit wichteg Konklusioun: Et besteet also keen Amalgam tëschent Mariage homosexuel a manner Kanner fir d'Adoptioun.

Sécherlech ass de Mariage pour tous, deen elo agefouert gëtt, ee vun deene wichtigste Punkten aus dem Gesetz. An trotzdem sinn déi aner Annerungen net onbedeutend, loin de là! Zum Beispill, den initiale Projet de loi 5908, deen elo an dësem Projet de loi mat integréiert gëtt, regelt méi strikt de Mariage simulé, de Mariage blanc oder Mariage de complaisance, deen e Mëssbrauch vun der Institutioun Mariage ass, fir vun Avantagen duerch de Mariage ze profitéieren. Mä virun allem regelt en och méi strikt de Mariage forcé.

D'Prozeduren, déi zréckbehale gi sinn, sief et vum Officier de l'état civil iwwert de Buergermeeschter bis bei de Procureur, dee méi Pouvoir krit, grad wéi déi nei penal Mesuren ënnerstëtze mir Gréng ausdrécklech.

De Mëssbrauch vum Mariage, fir vun engem Avantage ze profitéieren, an de Gebrauch vu Gewalt, vun Drohung oder vun Drock, fir e Mariage ze vollzéien, si souwuel strofbar wéi och Sujet fir eng Annullatioun.

E weidere wichtige Punkt fir ons ass d'Gläichstellung vu Mann a Fra, wat den Âge légal vum Mariage ubelaangt. En principe muss och elo eng jonk Fra groussjähreg sinn, dat heescht 18 Joer hunn, fir sech ze bestueden, grad wéi e jonke Mann. An dëst ass fir ons grad wichteg, well et oft eng Parallell gëtt tëschent dem Mariage forcé an der Mannerjähregkeet vun der Fra.

Mat dësen zwou neie Mesurë ginn d'Rechter vun der Fra besser considéiert, voire an dësem Fall souguer protegéiert. Et gi wuel Dero-gationen dozou, mä och dës ginn, wéi et vum Rapporteur erkläert ginn ass, méi strikt reglementéiert. Et ass elo um Juge des tutelles, a mir denken, datt dat och déi richteg Persoun ass, fir d'Motifs graves ze definéieren an der jonker, mannerjähreger Fra gegebenfalls och eng gewëssen Autonomie vis-à-vis vun hiren Elteren ze garantéieren. Mir begrëssen dës nei Prozeduren, grad wéi datt se iwwert de Biais vum Juge des tutelles ofgewéckelt ginn.

Dofir, déi véiertwichtigst Konklusioun fir ons: D'Institutioun vum Mariage gëtt esou reforméiert, datt en Abusum Gebrauch vun dëser Institutioun engersäits méi schwierig gëtt an anerersäits méi strikt bestrooft gëtt, an d'Kontrollmechanismen dofir gi verstärkt.

Fénneft Konklusioun fir ons ass, datt d'Rechter vun der Fra an de Schutz vun der mannerjähreger Fra renforcéiert ginn, doduerch eben, datt den Âge légal fir eng jonk Fra och endlech op 18 Joer gehuewe gëtt.

Déi zousätzlech Adaptatiounen, déi an d'21. Jorhonnert gehéieren, wéi zum Beispill, datt eng gescheete Persoun oder Wittfra net méi muss waarden, fir sech erëm dierfen ze bestueden, datt deen Examen prénuptial net méi obligatoresch ass, oder eben, wat schonn oft hei genannt ginn ass, datt de Beruff vun de Conjointen net méi am Acte de mariage steet, kënne mir nëmme begrëssen. Et beweist jo och, wéi néideg déi Reform och op deem Niveau war.

Schlussendlech muss och ervirgehuewe ginn, datt dës Reform eng riseg Erausforderung wor, fir déi verschidde bestehend Texter ze adaptéieren an de bestehende Gesetzer, am Code civil, am Code du commerce, am Nouveau Code de procédure civile, an der Deuxième partie du Nouveau Code de procédure civile an am Code pénal. Do hunn net nëmmen d'Membere vun der Kommissioun, dorënner och oder virun allem de Rapporteur, fläisseg mat dru geschafft, mä och déi zoustänneg „FunktionärInnen“ aus dem Justizministère an déi Sekretäre vun der Commission juridique. Hinnen all e ganz grouse Merci fir dës enorm Aarbecht!

An dann als jëtzege Presidentin vun der Commission juridique wëll ech zum Schluss alle Membere vun der Commission juridique mäin häerzleche Merci och ausriichte fir déi äusserst positiv a konstruktiv Diskussiounen, déi mir während deene leschten Aarbechte vun dësem Projet de loi haten, well et ass extrem wichteg, an engem gesellschaftspoliteschen Dossier deen néidege Respekt vis-à-vis vun Aneschtdenkenden ze behalen. De Respekt virum Aneschtdenkende wëlle mir iwwregens och als Gréng behalen, sief et fir d'Pétitionnairen, déi net déi néideg Zoustëmmung an der Bevëlkerung fonnt hunn, sief et och fir den Avis minoritaire vum Statsrot, dee vun zwee vu senge Memberen ënnerschriwwen ginn ass.

Selbstverständlech - a vläicht gradesou gutt - kann ee bei gesellschaftspoliteschen Sujeten net, kann ee wahrscheinlech ni déi ganz Gesellschaft rassembleieren, mä et ass gradesou wichteg, datt déi politesch Responsabel et net

verpassen, d'Gesetzer de Besoine vun der Gesellschaft matzäiten ze adaptéieren.

Wat de Statsrot „réalité sociologique“ nennt oder den ORK eng „évolution rapide des mœurs“, dat sinn e puer Beschreibungen, déi ons, wann et dann nach néideg wär, irrémédiablement beweisen, datt mer net méi kënnen ons Gesellschaft no engem Code Napoléon aus dem Joer 1804 organiséieren.

An de Fait, datt mir haut praktesch à l'unanimité dëse Projet de loi stëmmen, ass, menge mir, e risegen, e risege gemeinsame Schrëtt no vir an der Gesellschaftspolitik vun dësem Land!

Selbstverständlech stëmme mir dee Projet, ech hunn dat schonn agangs gesot, an ech soen lech Merci fir d'Nolasschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Madame Loschetter, fir déi ganz flott Interventioun. Am Prinzip ass et elo u mir, mä vu dass de President net do ass, géif ech vläicht soen, dass den Här Kartheiser virdu schwätzt.

(**Brouhaha général**)

Wien ass nach...?

(**Interruption**)

Ah, et ass gutt.

E kënnt, e kënnt.

(**Hilarité**)

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

► **M. le Président.** - Sou, Merci villmools fir d'Madame Presidentin. Madame Presidentin, ech ginn lech dann elo d'Wuert als Riednerin vun Ärer Fraktioun. D'Madame Simone Beissel huet d'Wuert. Merci.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, onse Statsminister Xavier Bettel sot a senger Regierungserklärung den 10. Dezember 2013: „Vertraue setze mir och an d'Mënsche selwer. Mir mengen, dass si selwer fir sech - an net anerer fir si - déi beschten Entscheidungen treffen. An et ass net un eis an u kengem soss, fir iwwert déi Décisionen ze jugéieren. E modernt Land brauch en oppenen an toleranten Émgang mat deene Froen. E modernt Land garantéiert de Mënschen, dass si selbstbestëmmt a fräi decidéieren a liewe kënnen. An dofir wëlle mir och eng Politik vun der Ouverture am Beräich vun der Gesellschaftspolitik maachen. Mir wëllen den Droit de la famille moderniséieren, de Mariage opmaache fir gläichgeschlechtlech Partnerschaften an hinnen och d'Méiglechkeet ginn, fir kënne Kanner ze adoptéieren.“

En ass nach virugefuer mat de Reformen, déi solle kommen, datt heescht a Saache Scheedungsrecht, Accouchement anonyme an Interruption volontaire de grossesse, déi Saachen, déi schonn initiéiert sinn an déi sollen an dëser Legislatur duerchgesat ginn.

De Projet de loi iwwert d'Reform vum Mariage ass also den Ufank vun enger ganzer Bandbreit vu Gesellschaftsreformen, déi dës Regierung an Ugrëff wëll huelen. Eng Partie, an dat ass scho bei de Virriedner ugeklongen, an ech soen hinnen och Merci, ass vun der viregter Regierung initiéiert ginn. An et ass elo un dëser Majoritéit, fir déi Reformen, déi ech elo grad opgezielt hunn, dann och duerchzesetzen an dëser Mandature.

Dem Här Rapporteur Paul-Henri Meyers, dee fir säi wuelbekanntem Asaz wierklech scho seng Reputatioun huet, scho säit Laangem, wëll ech e ganz ausdréckleche Merci soen, well, wéi et scho gesot ginn ass, hien och ganz vill dozou bäigedroen huet, dass d'Diskussiounen ëm dës dach wichteg, mä sensibelt Thema an der Kommissioun ganz roueg a sachlech gefouert gi sinn. Ech wollt him och Merci soe fir säin exzellente schréfflechen a mündleche Rapport, aus deem jo erausgeet, dass mir haut nëmmen den Deal vum Mariage belichten an och wäerte stëmmen.

Den initiale Projet hat jo nach eng aner Approche, well et ass sougutt ëm de Mariage wéi ëm d'Adoptiounsrecht gaangen, mä 2012 ass dunn op Wonsch vun dem viregte Justizminister gesot ginn, et wär besser, en an déi zwee Projeten ze splécken: dee vun haut, dee mer elo prett hunn, dee mer haut elo amgang sinn ze diskutéieren a wäerte stëmmen, an dee vun der Adoptioun, wat jo och e ganz sensibelen ass a wou bestëmmt nach Debatten iwwert de Fong wäerte gefouert ginn.

Well dat esou ass, hunn awer déi bestëmmten Instanzen, déi intervenéiert sinn, an och ganz vill Associatiounen, déi de Projet de loi iwwert d'Reform vum Mariage aviséiert hunn, d'Adoptiounsfo trotzdeem an hire Gedanke bäibehalen an och aviséiert. Dat ass awer och legitim. Well ech mengen, wa mer eis d'Fro stellen, fir de Mariage opzemaache fir gläichgeschlechtlech Kop-

pelen, dann ass et ganz legitim, dass sech duerno direkt d'Fro gestallt gëtt: Jo, wéi geet dat da mat der Adoptioun? Well mir wëssen, dass klassesch, säit dem Code Napoléon vun 1804 ëmmer deen, dee bestuet war, och d'Recht hat, fir ze adoptéieren. An dofir sinn alleguerten déi Frostellungen, déi vu menge Virriedner an och haaptsächlech vum Rapporteur scho belicht gi sinn, ze verstoen a mussen och mat dem ganze Seriö behandelt ginn.

Während den Aarbechte vun der Kommissioun an och am Intérêt vun enger gudder Légistique sinn also an dem Kader vun dem Projet vum Mariage och déi aner Dispositionen - an ech wëll dat nach ënnersträichen, well dat mécht ganz vill Sënn an enger Optik vu gudder legislativer Aarbecht -, de Projet iwwer Schäinehen, de Projet iwwert de legalen Alter vum Bestietnis an engem Projet de loi 6172A vereent ginn.

Am Kader vun den Aarbechten zu der Reform vum Divorce huet d'Commission juridique och decidéiert, iwwert de Projet den Délai de viduité ofzeschaffen, wat mer elo haut zréckbehalen hunn. Den État civil, dat ass schonn ugekënnegt ginn, gëtt och moderniséiert, andeem eben d'Beruffer vun de concernéierte Leit net méi opgelécht ginn. Dann ass nach gesot ginn, wat och Sënn mécht, dass de Certificat médical prénuptial net méi eng Obligatioun ass, wann ee sech wëllt bestueden. Op déi Saache wëllt ech net méi agoen, well meng Virriedner hu se schonn zur Genüge belicht.

Här President, wann een d'Texter liest, déi an de leschte Méint, an ech géif souguer soe Joren, an net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, mä haaptsächlech och an deenen anere Länner produziéiert gi sinn iwwer gläichgeschlechtlech Koppelen, déi sech wëlle bestueden, da muss ee sech ëmmer d'Fro stellen, an dat geet aus den Texter eraus: Wéi ass et iwwerhaupt mat der Natur vun dem Mariage? Wéi ass et mat der Konzeptioun vun dem Mariage an der Evolutioun vun eiser Gesellschaft?

Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, dass d'Bestietnis ëmmer nach e Fundament vun eiser Gesellschaft ass. Et ass ëmmer traditionell gesot ginn, dass de Fortbestand vun dëselwechter doduerch assuréiert gëtt, dass e Mariage tëschent enger Fra an engem Mann och Kanner ervirbréngt.

Op där anerer Säit si mer eis all bewosst, dass mer elo mussen der Evolutioun vun der heiteger Zäit Rechnung droen a mir als Legislativ gefuere sinn, fir Regelwierker ze maachen, déi ebe just der Evolutioun vun haut gerecht ginn. Dat alles trëfft selbstverständlech zou an dem Kader vun der heiteger Debatt.

Mir wëssen, dass mat der Evolutioun sech esou vill geännert huet. Mir hunn esou vill elenggezéind Elteren, Deelelteren, et gëtt ëmmer méi Patchworkfamilljen. Dat heescht, net nëmmen huet déi ganz Gesellschaft sech geännert, mä u sech ass d'Institutioun vum Mariage iwwerhaupt net méi déi, déi mer nach virun aller Zäit, ech géif soen, op d'mannst nom Krich, kann hunn, a bis op d'mannst an d'70er Joren.

Wat mir e bëssleche feelt an eiser Diskussioun, et ass zwar schonn ugeschwat gi vun där enger oder där anerer Säit, ass d'Notioun vun der Gläichberechtigung. An ech géif emol dofir ufänken, dass mer géife schwätzen iwwert d'Gläichberechtigung zwësche Fra a Mann. Déi huet besonnesch wat de Mariage ubelaangt, an de leschte Jorhonnerte jo eng enorm Evolutioun fonnt. D'Plaz vun der Fra an engem Mariage ass haut, ech géif soe glécklecherweis, net méi déiselwecht wéi fréier.

D'Institutioun selwer huet och eng grouss Evolutioun fonnt duerch d'Aféierung vum Mariage civil, do ass jo schonn de Mariage ganz demokratiséiert ginn. Well vergiesse mer net, an elo ginn ech wierklech an d'Geschicht, dass beim Konzil vun Trient am 16. Jorhonnert zwou grouss Komponente vun deem Mariage souguer an de Steen agemeesselt gi sinn: Op där enger Säit war et d'Notioun vum Kontrakt, dat heescht wierklech d'Relation juridique tëschent de bestuete Leit, an op där anerer Säit war et d'Notioun vum Sakrament. Déi sinn a Stengtafelen agehummert ginn, an dann als Begleiterscheinung, awer net als Komponent, war et d'Indissolubilité vun dem Mariage: „...bis dass der Tod euch scheidet, auf immer und ewig.“

Alleguerten déi Leit, déi déizäit net zu der réimesch-kathoulescher Kierch gehéiert hunn, duerfte sech iwwerhaupt net bestueden. Déi aner, déi sech bestuet hunn, ware fir ëmmer an éiweg gebonnen. Et huet mussen déi franséisch Revolutioun komme mat der Introductioun vum Mariage civil den 20. September 1792, dunn ass de Mariage säkulariséiert ginn. All Notioun vu Sakrament ass ofgeschafft ginn an dee Moment ass och den Divorce agefouert ginn.

Mir hunn also de Gläichberechtigungsgedanken an de Fräiheitsgedanke scho vun der franséischer Revolutioun un, op d'mannst a sen-

gem Ufanksstadium. An dat ass esou gemaach ginn, dass net d'Relioun ze vill konnt Afloss droop huelen. An trotzdem? Well mer éierlech sinn a mir kucken, wou mer haut stinn, a mir kucken, wat fir e wäite Wee mir gemaach hunn an der Gesellschaft, mä och an dem ganze Familierecht säit 1804 - well d'Plaz vun der Fra jo haut awer glécklecherweis eng ganz aner ass!

De Jean-Marc Sauvé, de Vizepresident vum franséische Conseil d'État, seet, de Mariage wär, esou wéi dat sech historesch duerstellt, opgebaut op d'Spigelbild oder als Spigelbild vun enger gewësser Konzeptioun vum Ordre social, deen op enger reng patriarchalescher Organisatioun opbaut. Doraus ergëtt sech d'Legitimitéit vun der Unioun an eng ganz hierarchesch Opdeelung vun de Rechter a Flichte vun de Membere vun der Famil. Den Artikel 213 - dee mir jo och an eisem Lëtzebuurger Code hunn - vun Code civil vun 1804 seet dann och: «Le mari doit protection à sa femme, la femme obéissance à son mari». Klassesch Regeln, déi mir alleguerten als Juriste geléiert hunn a wou mer kucken, wéi d'Gesellschaft dann evoluéiert.

Da gëtt et nach besser, de Jean-Marc Sauvé interpretéiert de britesche Riichter an duerno Deputéierte William Blackstone, hie seet, an ech schwätzen dat awer am Kader vun der Konzeptioun vum Mariage: «Blackstone l'a également souligné, mais non sans un certain humour, en écrivant que», haalt lech un, «par le mariage, l'homme et la femme ne forment qu'un seul corps, celui de l'homme.»

(**Hilarité et interruption**)

Eisen aktuelle Code civil gesäit a sengem Artikel 213 vir, dat ass jo deen, dee mer och ëmmer liesen, wa mer d'Leit bestueden: «Les époux concourent dans l'intérêt de la famille à en assurer la direction morale et matérielle, à pourvoir à son entretien, à élever les enfants et à préparer leur établissement.» Dat ass jo ëmmer déi klassesch Formel, déi elo u sech wäert ëmgeännert ginn, wou haaptsächlech den Term vun „époux“ duerch „conjoints“ wäert ersat ginn. Dësen Artikel ass praktesch deckungsgläich mat dem Artikel vum heitege franséische Code civil.

E laange Wee vun 1804 bis zum Projet de loi vun haut, an e Wee, dee vläicht wichteg war, mä et ass gutt, dass mer haut déi Annerunge virhuelen, déi eiser heiteger Gesellschaft entsprechen.

An der Konzeptioun vun haut wëll ech nach ëmmer, nach eng Kéier, d'Valeur supérieure fir mech ënnersträiche vun der Gläichberechtigung vun de Leit, déi an enger Koppel bestuet ginn. An dem Wee vun de Frae vun 1804 bis haut, wou ech jo gesot hunn, de Mariage ass scho moderniséiert ginn, wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, an den Alex Bodry huet et scho gesot: E Meilesteen ass gesat ginn an de 70er Joren:

1972, wou de Chef de ménage ofgeschafft ginn ass an d'Fraen endlech mündeg gi sinn, wou se net nëmmen „assistées“ an „autorisées“ méi ware fir all Zorte vun Akten. Mä och ganz wichteg: 1974, wéi mer d'Reform vun de Régimes matrimoniaux duerchgezunn hunn, déi notament am Intérêt vun der bestueter Fra war, déi net geschafft huet, fir dass hir patrimonial Interesse konnten ofgeschéert ginn, notament am Fall vun enger Scheedung. Dat ware ganz wichteg Meilesteng, wat d'Institutioun vum Mariage betrëfft, ier mer zu där vun haut kommen.

Mat deem Projet de loi, dee mer haut wäerte majoritär stëmmen, maache mer u sech näischt aneschtens, wéi erëm eng weider Etapp um Wee vun der Gläichberechtigung a vun dem Principe de l'égalité virunzekommen. A mir bezéie gläichgeschlechtlech Koppelen hei mat eran an eis Iwwerleeungen, fir hinnen de Wee opzemaachen zum Bestietnis.

Et ass oft vu Leit gesot ginn, déi d'Valeur vun dësem Projet de loi ugeprangert hunn: Majo, brauche mer dat dann iwwerhaupt? Mir hu jo säit 2004 d'Partenariatsgesetz, do kënne jo scho gläichgeschlechtlech Koppele sech esou gutt organiséieren, dass et praktesch parallel ass zum Mariage.

Neen, et ass net d'selwecht! Well, wat déi ganz Differenz mécht vum Mariage zu dem Partenariat, dat ass ebe just den Akt selwer. D'Wichtigkeet, d'Formalitéit vun dem Akt, deen duerch de Mariage gesat gëtt a wou eis Gesellschaft dee Moment offiziell weist, dass mer wëllen de gläichgeschlechtliche Koppelen deeselwechte Stellwäert ginn an dem Mariage wéi den heterosexuelle Koppelen, an e ganz grouse Sprong no vir ass an eiser Legislatioun.



Här President, ech hunn am Ufank gesot, d'Fro vun der Adoptioun ass esou enk mat der Reform vun Mariage verbonden, dass een dese Sujet och an der Debatt vun haut kann uschwätzen, ouni dass mer awer nach en Débat de fond wäerten haut hei féieren, deen an enger spéiderer Etapp op alle Fall nach muss gemaach ginn, well et extrem wichteg ass.

Adoption simple, Adoption plénière, et ass scho vill elo haut dovunner gesot ginn. Ech wäert net méi weider op all Detailler agoen. D'Diskussioun war: Déi gläichgeschlechtlich Koppel, wat ka se? Am Ufank ass jo d'Regierung an och d'Commission juridique expressis verbis op eng Adoption simple agaan, well ëmmer d'Iddi war, fir dass nach e Lien biologique mat egal wéi där enger oder där anerer Säit vun dem Kand kéint gehale ginn.

Dunn ass e Paradigmewissel komm, wou de Statsrot gesot huet: Halt, stopp, dat geet géint de Principe de l'égalité vum Artikel 10bis vun eiser Verfassung, a wa mer A soen, da muss mer och B soen. Wa mer de Mariage opmaache fir gläichgeschlechtlich Koppelen, muss mer hinnen all Rechter ginn an dee Moment eis net op d'Adoption simple limitéieren. Si mussen d'Recht hunn, fir d'Adoption plénière ze kréien. D'Commission juridique huet dee Paradigmewissel matgemaach an ass dunn och op de Wee gaangen, fir d'Adoption plénière also guttzeheeschen am Kader vun dem Projéit.

A kengem Zeenario - an ech wëll dat nach eng Kéier ënnersträichen, well et ass extrem wichteg an et ass jo och vum Virriedner ugesprach ginn - geet et hei drëm, enger bestueter, an hei elo gläichgeschlechtlicher Koppel en Droit à l'enfant ze garantéieren. Et geet ëmmer nëmmen ëm d'Droits de l'enfant. An et ass duerch laangjäreg Jurisprudenz, dass ëmmer geschwat gëtt vum „intérêt supérieur de l'enfant“. An aus allen Zeile vun dem Projéit de loi kéint en och eraus.

Et ass vum Conseil d'État an och op anere Plazen opgeworf ginn, wéi et sech da mat de Rechter vum Kand am Fall vun enger Adoption plénière an Zukunft verhalte wäert. Notamment e Kand - an dat kéint ganz oft, wann e Kand e bestëmmten Alter huet - dann ufänkt, Froen ze stellen, wéi et sech mat senger biologeschen Originé verhält. Dat ass eng ganz sensibel a ganz wichteg Matière.

Ech mengen, mir kommen net do ronderëm, fir nach eng Kéier en Débat de fond iwwert déi Fro ze setzen, well fir de Moment hu mer do keng Recette miracle, fir ze kucken, a wat fir eng Richtung mer ginn. Mä dat ass eppes ganz Wichtige. Do ass och scho ganz vill Téit gefloss an all de Länner ronderëm, bis do versicht ginn ass... Well do war et a Frankräich, do ass et an déi eng Richtung gaangen, do huet dat kee gutt Resultat bruecht. Do si se erëm amgaangen zréckzeschrauwen. Mir muss kucken, a wat fir eng Richtung mir elo selwer ginn.

An dann nach eppes Wichtige: All Mënsch, all Koppel, wa se e Kannerwonsch huet an deem engen oder deem anere Moment vun hirem Liewen, muss sech jo d'Fro stellen, firwat se e Kand wëllen hunn. Dat ass bei deenen engen, déi e Kand wëllen iwwert den natierleche Wee kréien, eng grouss Fro, gradesou wéi bei deenen, déi e Kand wëllen adoptéieren. E Kand kréien, egal a wat fir engem Zeenario, ass ëmmer eng ganz grouss Responsabilitéit, an déi besteet bis zum leschten Otemzuch. Allequerten heibannen an déi baussent deser Chamber, déi Eltere sinn, wëssen dat ganz gutt.

Ech mengen, dass e Mënsch oder eng Koppel, déi wëllt e Kand adoptéieren, wat jo och an extrem wichtige Schrëtt ass, sech déi Fro - eng ganz déif Prise de conscience - mat aller Seriositéit muss stellen, well, wéi gesot, et ass eng Saach vu Responsabilitéit, mä et ass och eng Saach vu Liewensstellung, fir sech de Kannerwonsch ze erfüllen.

An ech sinn och sécher, wann ech kucken, wéi dobaussen dat geet mat den Adoptiounen an deenen anere Länner, dass sech déi richteg Froe vun deene Leit gestallt ginn. An dat ass och richteg esou, fir dass alles bei senger Uerdnung bleift an dee Moment och am Intérêt vum Kand seng ganz Sécuritéit an de fräien Développement vu senger Personalitéit kënne garantéiert ginn.

Wann een also de Pour an de Contre, an dat si jo haaptsächlech d'Géigner vun de ganzen Adoptiounsméiglechkeete vu gläichgeschlechtliche Koppelen, wann een déi elo op d'Wolleet, wéi gesot, kéint een net do ronderëm, dass mer eis nach eng Kéier de Kapp zerbrächen, wéi mer dat wëllen ugoen, wann

d'Kand wëllt seng biologesch Eltere kennen, an d'Eltere selwer mussen wëssen, wéi se sech dee Moment solle verhalen.

Ech ginn net méi op aner Dispositiounen an, déi nach am Mariage hei geännert ginn, déi extrem wichteg sinn, wou mer déi ganz Texter moderniséieren. Ech begrëssen et awer ausdrécklech, well dat ass eppes, wat mech ëmmer gestéiert huet, dass d'Fra sech konnt mat 16 Joer bestueden an de jonke Mann mat 18. Hei gëtt elo eng Uniformisatioun gemaach vun den Alteren. Dat ass och eng Saach fir d'Gläichberechtigung vu Mann a Fra an iwwerhaapt och bei gläichgeschlechtliche Koppelen, et soll all Mënsch déiselwech Konditiounen gestallt kréien.

Ech mengen, et ass och wichteg, well et gëtt eis ouni Problem d'Méiglechkeet, fir dee grouss Fléau - dee leider och zu Lëtzebuerg mat Momenter säin Onwiese gedriwwen huet - vun de forcéierte Mariage kënne valablement ze bekämpfen, well elo eben haaptsächlech d'Meedercher groussjäreg sinn an do aner Méiglechkeete sinn, fir deem dann entgéintzewierken.

Mir setzen also haut, Här President, Dir Damen an Dir Hären, mir setzen haut ee ganz wichtige Akt. Mir maachen dat am Bewusstsein, dass mir als Gesellschaft ons formell, offiziell a fräi dozou bekennen, dass all Mënsch déiselwech Rechter a Flichten huet an dat elementaart Recht huet, gläichberechtigt behandelt ze ginn.

Am Grondsazprogramm vun der Demokratescher Partei vun 2003 steet: „Wir glauben daran, dass, neben dem Individuum und der Gesellschaft, die Ehe und Familie schützenswerte Lebenszellen sind. Eine zeitgemäße Definition der Begriffe Ehe und Familie darf nicht allein von einer heterosexuellen Partnerschaft ausgehen. Ehe verstehen wir auch als eine vom Gesetz geschützte Lebensgemeinschaft, die unabhängig von dem Geschlecht der Partner existieren kann.“ Dat war 2003.

Konform zu deser Approche, konform och zu deser Regierungserklärung vun 2013, mat där ech ugefaangen hunn, finaliséiere mir haut eng weider Etapp um Wee vun der Gläichberechtigung, um Wee, wéi eng Konzeptioun mir dem Mariage ginn, also och, wéi eng Konzeptioun mir vum Zesummeliewen an onser Gesellschaft hunn.

Ech mengen, mir kënnen als Gesellschaft dese wichtige Akt, dee mir haut wäerte stëmmen, nëmmen ausdrécklech begrëssen. An an deem Kontext - an nach eng Kéier Merci un all déi, déi matgeschafft hunn un deem wichtige Projéit, deen extrem breet gefächert ass - bréngen ech mat Freed den Accord vun der Demokratescher Partei.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Bessel. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegen, et gëtt Momenter fir Sachlechkeet an et gëtt Momenter fir Polemik. An ech versprechen lech, mat grousser Sachlechkeet lech eis Analys vun der Definitioun, dem Sënn an dem Zweck vum Bestietnis ze presentéieren an duerezeleën, firwat dat mir de Mariage fir homosexuell Koppelen an dat domat verbonnt Adoptiounsrecht oflehen.

Mä fir d'Éischt gestatt Der mer ee Moment vu Polemik, nämlech vu Polemik doriwwer, wéi hei am Haus emgaange gëtt mat Pétitionnairen. Et geet ëm d'Virgänger vun deene leschten Deeg betreffend déi Leit, déi d'Petitioun zum Recht vum Kand virgeluecht hunn.

Ech muss feststellen: Hei an der Chamber gëtt et ëmmer besser! No den Ukennungen duerch d'Gambia-Majoritéit vu méi Transparenz...

(**Interruption**)

...vu méi Transparenz, méi Demokratie a méi Biergerbedeelegung hate mer eng éischt Unhéierung hei an der Chamber vun de Pétitionnairen iwwert de Projéit Tram. Woubäi „Unhéierung“ e falscht Wuert ass, well déi Leit goufen net ugehéiert, mä se goufen als Publikum méssbraucht vum Minister Bausch fir seng Pro-Tram-Priedegt. Den Dag drop gouf de Projéit an der Kommissioun duerchgebaatscht an déi Woch drop hei no Bulldozermanéier duerchgestëmmt.

De Pétitionnaire géint dat heite Gesetz blouf dat erspuert, well schréiftlech Ënnerschrëften net als equivalent zu elektronischen Ënnerschrëften ugesi ginn. Ausgerechent bei engem Projéit, deen an der Fënster als Antidiskriminierungsprojéit argumentéiert gëtt, gëtt diskriminéiert! Et ass fir mech eng kloer Altersdiskriminatioun, wa Leit, déi ebe kee Computer hunn oder net esou gutt mat Internet kënnen emgoen, sech net un enger Petitioun hei an

der Chamber däreft bedeelegen an net däreft hir Meenung zum Ausdréck bréngen.

Jo, d'Saache verbessere sech hei an der Chamber, well deene Bierger ass erspuert bliwwen, wat deenen anere geschitt ass, nämlech hei als Statiste vun enger Pseudobiergerbedeelegung op gutt Lëtzebuergesch gesot „veraascht“ ze ginn!

No der Ruinéierung vun der Biergerbedeelegung gëtt dann elo déi wichtigst Institution vun eiser Gesellschaft, de Mariage, ruinéiert. Den Term „Mariage“ gëtt usurpéiert, fir wiesensfriem politesch Fuerderungen duerchzusetzen. D'Wuert an d'Saach ginn hires Inhalts beraubt!

An elo kéint d'sachlech Analys. Wat ass de Mariage? De Mariage, d'Bestietnis gëtt et säit Urzäiten a gouf et scho laang, éier et eis parlamentaresch Demokratie gouf. Duerfir, Här Gloden, ass en och vill méi al wéi 200 Joer, de Code civil. An Urzäiten huet de Mënsch festgestallt, datt de Mariage déi richteg Grondzell vum mënschlechen Zesummeliewen ass. De Mariage, d'Famill, huet e friddlecht Zesummeliewe vun de Mënsche garantéiert an d'Erhalen an d'Entwécklung vum Mënsch an enger Zivilisatioun erméiglecht. D'Wuert selwer kéint vum latäneschen „Mater“, Mamm. Dat däitscht Wuert „Ehe“ kéint vun dem alhéichdäitschen „ēwa“, den „befriedete Raum“ an enger Gesellschaft.

De Mariage ass eng Institution, an net, wéi den Här Rapporteur gemengt huet, e simpele Vertrag. Et ass eng Institution, déi d'Keimzell ass vun eiser Gesellschaft. Si soll dem Intérêt général dengen an net engem Intérêt particulier. Ëmmer goug and drëm, Kanner d'Liewen ze schenken, se grouss ze zillen, kuerz, eng Famill ze grënnen.

Den Anthropolog Claude Lévi-Strauss huet de Mariage beschriwwen als den «socle pratique universel de la famille; la famille fondée sur l'union socialement approuvée de deux individus de sexes différents, qui fondent un ménage, procréent des enfants, phénomène pratiquement universel présent dans tous les types de sociétés. Les époux sont des individus de sexes différents et la relation entre les sexes n'est jamais symétrique.»

Mäin zweete Punkt: Firwat ass de Mariage och haut nach wichteg an eiser Gesellschaft? D'Famill, déi dem Mariage entspréngt, ass d'Verbindung tëschent de Generatiounen. Ouni si géif et just méi jonk a méi al Individue ginn. Mat hir gëtt et Elteren, Grousselteren, Urgrousselteren, Monnien, Tattaen, Kosengen a Cousinen.

De Mariage ass gekennzeechent vu géigesäitege Flichten, wéi sech géigesäitege hëllefen a bäizestoen, mä och a virun allem dem Versprechen, beieneenzebleiwen a sech trei ze sinn a gudder wéi a schlechten Zäiten. D'Bestietnis ass virun allem och dat: eng Institution, déi op Fidélitéit opgebaut ass, eng Pflicht, déi och eise Code civil a sengem Artikel 212 festhält. An och dat heite Gesetz geet un deen Artikel net fréckelen. Mä et ass bezeichnend, datt ee Member vun der juristescher Kommissioun gemengt huet, dat misst een de Bräiterscheit beim Bestietnis awer elo net wierklech virlesen.

Jo, Dir hutt recht, et ass hei gesot ginn, vill Famillje scheitern, vill Mariage scheitern. An eng vun deenen heefegsten Ursaache vun deem Scheitern ass ebe just de Broch vun dem Treiegeleebnis. Anstatt also klunge Kanner schonn am Virschoul- oder Primärschoulalter Sexualunterrecht ze ginn an hinne bäizebréngen, hiert Geschlecht wier dobäi zweetrageng, muss een eiser Meenung no nees Wäerter vermëttelen: Wäerter vu Responsabilitéit, vu Verantwortung, Treiheit a vun der Freed, déi eng intakt Famill bedeit fir d'Partner, fir d'Kanner a fir d'Kandskanner. Duerfir muss an eisen Aen de Stat, muss mir heibannen nei Gesetzesinitiativen huelen, déi déi Famill schützen a fërderen, an dat grad a méi schnellen a leider och méi belibegen Zäiten.

Eiser Meenung no gëtt haut hei genau de Contraire gemaach. Datt eis nei Regierung eng Aart Antifamilljeregierung ass, huet se schonn ugekënnegt, vum Ofschafe vun der Mammereint iwwer d'Kierzung vu Familljenzoulage bis hin zu där a mengen Aen onsäglecher Ausso vun der Antifamilljeministes, mir bräichte keng natalistesche Politik méi, mir hätte jo genuch Zouwanderung. Domadder widder sprécht des Regierung der Evidenz, datt eis Bevëlkerung vereelt a mir eng Alterspyramid hunn, déi um Kapp steet.

Erlaabt engem Riedner vun der gudder aler Rentnerpartei, sech seriö Gedanken ze maachen doriwwer, wien eng Kéier all deene Leit hir Rente soll bezuelen, déi haut cotiséieren, wa mer keng natalistesche Politik méi wëlle maachen. An dat Ehe-Ofschafungsgesetz vum heitegen Dag setzt deem Ganzen a mengen Aen d'Kroun op.

Woumat mer bei déi méi kruzial Fro kommen, drëtter Punkt: Firwat sollte gläichgeschlechtlich Koppele sech net bestueden däreft? Eng Institution, déi als erkläert Zil huet, fir Kanner ze procréieren, firwat soll déi ugewannt ginn op Leit, déi per definitionem keng Kanner procréiere kënnen? Ech fannen dat absurd an onerkläerlech! Wéi kéint e Mënsch op déi Iddi? Et gëtt argumentéiert mat Diskriminatioun, mä ech denken, dee wierkleche Motivationsfaktor ass d'Ideologie vum Gender mainstreaming. Gender, dat sougenannt „sozial Geschlecht“, am Géigesaz zum biologeschen.

Dese politesche Wellen huet sech international zur Aufgab gemaach: eng verpflichtend statistesch Gläichheet tëschent Mann a Fra an alle Bëraicher, mütterlech an elterlech Erziehung ofwäerten an de Kanner duerch staatlech Erziehung méiglechst fréi arieden, si hätte kee Sexe am Sënn vu männlech a weiblech, an jiddwee, deen de Contraire seet, schwätzt vu Geschlechterstereotypen. D'Kanner gi gegendert! A fir déi Ideologie ass dat, faktesch Ofschafe vum Bestietnis duerch eng Ermeidung - an näischt aneschtens geschitt hei - e weidere Schrëtt an eng gegendert, gemainstreamt Gesellschaft.

Mä Dir hutt recht, dat plakatiiv a virgeschobert Argument fir den homosexuelle Mariage ass net den Gender mainstreaming, mä eng behaupt Diskriminatioun vu Schwulen a Lesbe par rapport zu Heterosexuellen. Oder eng Fro vu Respekt, oder eng Fro vu „Léift erkennen“. A mengen Aen ass dat e falscht Argument. Et däreft een homosexuell sinn an eiser Gesellschaft, et däreft een zesummeliewen, an déi Partnerschaft ass och haut scho gesetzlech geregelt, wann een dat da wëllt. Et gëtt fir mech kee juristesche Grond, d'Institution Mariage opzemaachen.

A genau dat huet och den Europäesche Geriichtshaff fir Mënscherechter a sengem Urteel vum 24. Juli 2010 festgehalen. Näischt aneschtens! Den homosexuelle Mariage ze refuséieren, heescht kengesweeës géint homosexuell Leit ze sinn, hir Léift wëllen ze verbidden oder kee Respekt ze hu virun där Léift. Si emfanne bestëmmt eng echt Léift fir hir Partner. Mä de Stat ass net Riichter iwwer Gefiller! Hien organiséiert d'Zesummeliewen no objektive Kritären, an net nom Zeitgeist oder no der jeeeweileger Gefillslag an der Gesellschaft.

Ech weess och net, ob de Mariage wierklech déi Institution ass, déi eng Majoritéit vun Homosexuellen iwwerhaapt wëllt. Ech hu ganz vill schwul Frënn. An déi sote mer, déi allermeescht vun hinnen, si géifen net wëllen en Treueschwur ofginn, deen zum Mariage gehéiert.

(**Brouhaha**)

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Jo, och Heteroen...

► **M. Roy Reding (ADR).** - Ech hu mer geduecht, datt ech hei géif ënnerbrach ginn. De Volker Beck, parlamentaresche Geschäftsführer...

► **M. le Président.** - Neen, neen, Dir gitt net ënnerbrach. Ganz sécher net!

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci. Merci, Här President!

► **M. le Président.** - Voilà.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci. De Volker Beck, 2011 parlamentaresche Geschäftsführer vun deene Gréngen, sot an enger Publikatioun: „Wenn man darauf hofft, die Schwulen zu treuen Ehepartnern zu machen, muss und wird die schwule Beziehungsrealität den Gesetzgeber enttäuschen.“

Mä et geet jo bei Wäitem net nëmmen ëm déi bestuete Leit, et geet och ëm d'Kanner, woumat mer beim véierte Punkt wieren: d'Roll vum Kand an deem Ganzen. Duerch d'est Gesetz gëtt elo gläichgeschlechtliche Koppelen erlaabt, e staatlech unerkannt Bestietnis anzegoen, mat alle Konsequenzen, inklusiv engem vollen Adoptiounsrecht. Et kann ee soen, mir erlaben homosexuelle Koppelen d'Adoptioun, also kënne se elo eng Famill grënnen. An dobäi geet et net nëmmen ëm d'Stéifkanneradoption, déi oft an d'Feld gefouert gëtt. Neen, et muss en Adoptiounsrecht si pour tous, e Recht op e Kand am Géigesaz zum Recht vum Kand!

An a mengen Aen huet e Kand d'Recht op e Papp an eng Mamm, se ze hunn a mat hinnen opzewuessen. Déi beschit Plaz, wou e Kand kann opwuessen, ass seng natierlech, biologesch Famill. A défaut bei Adoptivelteren. E Kand an eng homosexuell Koppel ze ginn, heescht fir mech näischt aneschtens, wéi vermeintlech Rechter vun enger erwuessener Minoritéit op e Kand iwwert d'Wuel vum Kand ze stellen. Dat ass meng Iwwerzeugung!

Et ass och meng Iwwerzeugung, datt dat heiten net dee leschten Akt ass vun Attack op eis Famill als Grondstee vun eiser Gesellschaft.



Souguer déi éierlechst Verfechter vum homosexuelle Bestietnis ginn zou, datt op laang Siicht och fir enger sexueller Virleiften de Mariage nécessairement opgemaach gëtt: Polygamie, Polyandrie, Polyamorie.

Effektiv, wa mer de Mariage, d'Famill net méi definéieren als e Bond tëschent Mann a Fra an der Perspektiv, Kanner ze kréien, mä als eng staatlech Unerkennung vu sexueller Virleiften, dann d'äerften och zwou Frae mat engem Mann oder zwéi Männer mat enger Fra e Bestietnis agoen. Émsou méi, wa mer de Prinzip vun der Treiheet verschwanne loosse. Och gesetzlech reglementéiert an domat unerkannt Praktike wéi Leihmutterchaft, Fremdbefruchtung, et ass haut jo scho genuch driwwer geschwat ginn, sinn d'Konsequenze vun esou enger Politik.

Ech komme schon zum Schluss, ech erléesen lech, mä ech wollt awer net schléissen, ouni eng faszinant Émfro vun der britescher Zeitung „Telegraph“ ze zitieren.

(Interruptions)

Här Bodry, lauschtert no, elo léiert Der eppes.

► **Une voix.** - Dat ass awer keng Referenz.

(Interruptions et hilarités)

► **M. Roy Reding (ADR).** - Déi britesch Zeitung „Telegraph“ huet 1.600 Kanner ënner zéng Joer gefrot, wat si géifen änneren an der Politik, wa si Kinnek oder Kinnigin wieren a si d'äerften ee Gesetz erloossen. A wat mengt Der, wat d'Majoritéit vun deene 1.600 Kanner ënner zéng Joer gesot huet?

(Interruption)

„Ban divorce, ban divorce“, verbitt d'Scheidungen. Kéinte Kanner hiert Leed an hir Angscht, awer och hir Freed, an enger richteger an intakter Famill ze liewen, besser erausjäizen? Duerfir seet meng Partei klipp a kloer a geschlossen: Mir brauchen „Family mainstreaming“ an net „Gender mainstreaming“! Mir wëlle Gesetze fir d'Famill an net géint d'Famill! An duerfir lehne mir dat hei Gesetz of.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Näscht verstanen!

► **M. le Président.** - Merci. Deen nächste Riedner ass den Här Justin Turpel, deen um Wee ass. Här Turpel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Merci, Här President. D'Geschicht vun alle Gesellschaften, Här Bodry, ass d'Geschicht vu Klassekämpf. Dat hu gesot, Dir wësst et, Marx an Engels 1874 als Aféierung zu deem, wat nach haut bekannt ass ënner dem „Kommunistesche Manifest“. A mat Klassekämpf menge se d'Auseanersetzung zwéischen Ennerdréckten an Ennerdrécker. Och haut hu mer nach eng Gesellschaft vu soziale Klassen, an d'Ongläichheeten huelle souguer ëmmer méi zou!

Mä wourop wëll ech eraus? Och haut ass de gesellschaftleche Fortschritt e Resultat vu sozialen Auseanersetzungen, Mobiliséierung vum Ennerdréckten, Konflikter, Oplehnung a Kämpf, an net, wéi dacks gemengt gëtt, virun allem vu schlaue Leit, mä vu soziale Mobiliséierung. Och d'Gläichstellung vun Homosexuelle bei Bestietnis an Adoptioun ass e Resultat vun deene Mobiliséierungen.

Iwwerhaupt bleift de Kampf fir gläich Rechter eng vun deene wichtigste Auseanersetzungen vun der heiteger Zäit, an zwar esou laang, wéi et där sozialer Ongläichheete gëtt. Et bleift e permanente Kampf. Wat haut unerkannt ass, war et gëschter nach laang net. Et kéint ee vill Zitater fannen, wou mer erkläert kréien, firwat datt Frae kee Führerschäi solle maachen, well se net Auto kéinte fueren. Et kéint ee vill Zitater fannen, wou Gesetze motivéiert gi sinn domadder, datt Frae kee Bankkonto d'äerften opmaachen a firwat, oder keng Lounaarbecht unhuelen, wann de Mann hinnen dat net erlaabt. An där Beispiller kéint een eng ganz Rei soen.

Mä och am Fall vun der Gläichstellung vun Homosexuelle bei Bestietnis an Adoptioun ass et esou, datt mer nodréiglech am Fong geholl d'Gesetze upassen an dat, wat déi gesellschaftleche Entwécklung scho laang mat sech bruecht huet. Mir consacréieren am Fong geholl am Gesetz, wat scho laang eng Realitéit ass. An ech muss awer soen, dee Prozess ass awer nach laang net ofgeschloss!

D'Gläichbehandlung vu Mann a Fra ass net realiséiert. Déi ass net ofgeschloss, weder an der Erziehung nach am Berufsliewen nach an der Gesellschaft. D'Diskriminierung vun homosexuelle Koppelen ass net ofgeschafft. Mir brauchen nëmmen ze kucken, wat et vun Homophobie gëtt, vu Stigmatisierung vun Kanner vun homosexuelle Koppelen, an all déi Argumenter, déi an déi Richtung kommen.

An och d'Diskriminierung vun Homosexuellen iwwerhaupt ass net ofgeschafft. An dobäi sinn aner Froen, déi mer iwwerhaupt emol nach net

gebührend behandelt hunn, wéi déi vun den Transsexuellen, déi och diskriminéiert sinn, an och d'Recht hunn, datt d'Gesetze ugepasst ginn u gesellschaftleche Realitéiten.

Dozou gehéiert och d'Roll vum Sexe am État civil, deen e Stellewäert huet, dee vill ze vill grouss ass an deen ee muss carrément a Fro stellen. Esou wéi mer bereet sinn, de Beruff vum Conjoint a Fro ze stellen, muss mer och bereet sinn, de Stellewäert vum Sexe am État civil a Fro ze stellen. Esou wéi mer iwwerhaupt d'Roll vun der Famill als eenzeg unerkannt Liewensgemeinschaft vill méi staark mussen a Fro stellen an aner Forme vun Zesummeliewen och gesetzlech weider stäerken an ausbauen.

Ech weess, an den Här Reding huet eis et jo virun dokumentéiert, et gëtt ëmmer erëm Leit, déi all Fortschritt wëlle bremsen an deenen hiert Wielerkapital souguer d'Bremse vum gesellschaftleche Fortschritt ass, mä dat wäert de Fortschritt net ofhalen, an déi Auseanersetzungen och net, déi dozou nach wäerten an Zukunft néideg sinn.

Ech hunn och der Initiativ „Schutz fir d'Kand“, wéi se sech nennen, d'Fro gestallt, wéi mer gëschter mat hinnen zesumme waren, wéi vill Kanner da reng statistesch gesinn zu Lëtzebuerg mat hire biologeschen Elteren opwuessen a wéi vill datt der dat net maachen. A virun allem, ob déi da méi eng schlecht Erziehung hunn, déi net mat hire biologeschen Elteren zesummen opwuessen, wéi déi aner. Ech hat gehofft, ech krit eng Äntwert dorobber. Ech hu se awer net kritt.

Domadder wëll ech zu mengem zweete Punkt kommen, nämlech zu de Rechter vum Kand. Als Basis zu deem, wat ech soen, déngt fir mech en exzellenten Artikel, deen Der vläicht konnt d'lescht Woch liesen an der „woxx“, vum Psycholog, Familjetherapeut a Formateur Gilbert Pregno, dee leider nëmme gekierzt an der „woxx“ ofgedréckt war, mä awer trotzdem liesenswäert ass an deen ech mer a senger integraler Fassung besuergt hunn, well et wierklech derwäert ass.

Et gëtt keng, seet de Gilbert Pregno, pertinent Etüden, déi schlussfolgeren, datt homosexuell Koppele manner amstand wiere fir Kanner ze erzieie wéi aner. D'Zesummesetzung vun der Koppel ass nëmmer eng Donnée vu villen, déi d'Erziehung beaflossen. D'Erziehung ass villméi ee komplexe Phenomeen, dee sech net op eng Variabel reduzéiere léisst. E Kand brauch stabel a kohärent Relatiounen, kloer Bezugspersonen, déi et halen, begleeden, stäipen. An et ass näscht wat seet, datt homosexuell Koppele dat net kéinte maachen.

Am Géigendeel, wat e Kand net brauch, si Ligen. An et gëtt vill Ligen an der traditioneller Erziehung, och an den heterosexuelle Familljen. E Kand soll nimools gesot kréien, et hätt zwou biologesch Mammen a kee biologesch Papp oder zwee biologesch Pappen a keng biologesch Mamm. Esou Lige brauch een eise Kanner net ze erzielen, an dat ass awer dat, wat ënnerstallt ginn ass an enger Rei Lieberbräiwer, déi mer a leschter Zäit konnten am Kontext vun dem gläichgeschlechtliche Bestietnis an der Adoptioun liesen.

Iwwerhaupt stëmmt dat och, datt e Kand keng Lige brauch an der Adoptioun. D'Gebuertselteren an d'Erziehungseltere si meeschtens déi nämlech. An der Adoptioun net. Wichtig ass, datt d'Kand Zougang - a virun ass et och ugeschnidde ginn - kritt zu senger eegener Geschicht. Wichtig ass, datt d'Erziehungselteren him ee Moment d'Wourecht soen iwwert d'Hierkunft vu senger Gebuertselteren. An och do gëtt et keng Differenz zwéischen heterosexuellen Elteren an homosexuellen Erziehungselteren, fir se elo emol esou ze nennen.

Mir wëssen och, et gëtt net nëmmer een eenzege Modell vun Erziehungsgemeinschaft; net nëmmer eng heterosexuell Koppel ass fäeg, Kanner zu mündige Bierger ze erzieien. Haut geschitt dat a villen anere Formen. A schockéiert war ech, wéi mer vun der Initiativ „Schutz fir d'Kand“ gesot kritt hu gëschter, ech zitieren: „Wéi soll e Kand mat biologescher Mamm a Partnerin, déi net seng biologesch Mamm ass, zesummen ee Kader gi fir eng gesond Erziehung vun engem Kand, wat do net déi noutwendeg Bezugspunkte fanne kann?“ An domadder sollte mer kloergemaach kréien, datt eng heterosexuell Koppel iwwerhaupt net ka Kanner korrekt erzieien.

(Interruption)

Homosexuell! Pardon. Natierlech! ...datt eng homosexuell Koppel iwwerhaupt net Kanner ka korrekt erzieien.

Wéi ech d'Fro gestallt hunn, wéi dat da wier bei enger monoparentaler Famill, hunn ech keng Äntwert kritt. Well do stellt d'Fro sech d'nämlech. An och monoparental Eltere si capabel, Kanner gradesou korrekt ze erzieie wéi heterosexuell oder homosexuell Koppelen.

Gradesou schockéiert war ech gëschter, wéi ech héieren hunn: Wat ass dann, wann eng lesbesch Koppel decidéiert, mat enger homosexueller Koppel zesumme Kanner ze maachen? Dann hunn déi Kanner véier Elteren an aacht Grousselteren. Oh Schreck! Zitat: „Et féiert zu enger Situatioun, wou eng Sau hir Fierkelen net méi erëmfënnt.“ Zitat fäerdeg!

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Majo, da maache se aachtmol d'Kommioun.

(Hilarité)

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Aachtmol Kleeschen!

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Mä ech wëll eppes aneschtens soen. Ech mengen, elo scho gëtt et Familljen, wou Kanner no Scheedung a Recompositioun sechs oder aacht Grousselteren hunn. Meng eegen Enkelkanner, an ech si stolz dorobber, hu sechs Grousselteren, an dat ass och gutt esou.

(Interruptions)

Dat ass op jidde Fall besser...

(Interruptions)

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Dat gëtt Sträit...

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Neen, dat gëtt kee Sträit bei de Grousselteren, well et e Recht ass vun...

► **M. le Président.** - Loosst lech net ënnerbriechen.

(Hilarité)

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - ...well et e Recht ass vun Eltere vu gescheete Leit - vun de Grousselteren -, fir de Lien mam Kand ze halen. Och dat misste mer emol eng Kéier an eiser Législatioun consacréieren. Esou wéi et e Recht ass vun deenen neie Partner, déi Relatiounen ze hunn, déi wichtig si fir déi Kanner. An dat ass och gutt esou an op jidde Fall vill besser, wéi wa Koppelen zesummebleiwen, well se mengen, si missten zesummebleiwen, och wann d'Leift an d'Zesammenhalen an der gemeinsamer Erziehung vun de Kanner keng Roll méi spillen.

À propos „gär hunn“: Mir krute vun der Initiativ „Schutz fir d'Kand“ gesot, oder si mengen, d'Interesse vum Kand wier net eng Saach vu Léift, mä vu biologescher Ofstamung. Si hunn eis souguer gesot - an do fänkt et wierklech un, d'Moos vun Homophobie ze iwwerschreiden, déi absolut net tolerabel ass -, datt fir si ganz kloer wier, datt et an homosexuelle Koppele méi Fäll vu Mësshandlung vu Kanner géif gi wéi bei heterosexuellen Elteren. Dat sinn Affirmatiounen, déi muss ee ganz decidéiert zrëckwerfen, déi op iwwerhaupt kenge Fakte baséieren, mä déi wierklech, an ech gebrauchen et net gären: einfach wierklech platt rassistesche Homophobie duerstellen!

Ech wëll nach op zwéin Aspekter agoen, déi sech an deem heiten Zesammenhang stellen, déi awer onbedéngt missten diskutéiert ginn. Dat eent ass dee vun der PMA, vun der kënschtlicher Befruchtung, fir et op Lëtzebuergesch ze soen. Den Erfinder vun der kënschtlicher Befruchtung, de Jacques Testart, dee mécht haut, oder an engem Artikel elo am „Monde diplomatique“ de leschte Mount, opmierksam op zwou Saachen: éischten, datt duerch d'kënschtlich Befruchtung an den industrialiséierte Länner an der Zwëschenzäit ronn fënnf Milliounen Kanner op d'Welt komm sinn, déi soss net hätte kënnen op d'Welt kommen. An och ënnersträicht en d'Berechtigung vun der kënschtlicher Befruchtung.

E weist awer och op d'Geforen hin. D'Geforen, déi mer schon aus der Geschicht kennen, déi awer haut an enger industrialisierter Gesellschaft méi grouss sinn, déi vu Selektioun, vu Verbesserung vun der Mënschheet, vun der Rass. An den Testart seet, mir solle ganz gutt oppassen, fir den Ennerscheid ze maache bei der kënschtlicher Befruchtung zwéisch medezinescher Noutwendegkeet a gentecheschen Tricken, fir gesellschaftlech Produktivkräften anescht entwéckelen ze loosse, dat an enger neoliberaler Gesellschaft, wou een alles fir Sue soll kënnen kréien a wou do grouss Gefore bestinn.

Ech ginn net an op d'Vergläicher mat der Déirewelt, well se mer einfach zewidder sinn, mä déi awer weisen, wat op där Ebene alles bei de mënschleche Wiese méiglech ass.

Mä ech wëll awer drop hiweisen - a firwat soen ech dat hei? -, ech wëll drop hiweisen, datt dat dote kee spezifische Problem ass vun heterosexuelle Koppelen! Dat ass een allgemenge Problem! Dee stellt sech souwuel fir heterosexuell wéi fir homosexuell Koppelen. An dofir ass et wichtig, datt mer grad am Kader vun dëser Diskussioun keng falsch Diskussiounen féieren.

D'nämlech ass et iwwerhaupt mat den neie Reproduktionstechnologien an enger globaliséierter Gesellschaft, wou ee sech allméiglech Zeenarie ka virstellen. Vläch hunn eng Rei Leit deen israelesch-indesche Film „Global Baby“, pardon, „Google Baby“ gesinn, vun 2009. An d'Realiteit ass déi, datt mer haut Industrien hunn, wou Frae wéi Sklave behandelt ginn, och hormonell behandelt ginn, fir während zwee, dräi Joer Kanner auszedroen, fir duerno hiren eegene Kanner mat deene Suen, déi se dofir verdéngen, iwwerhaupt en normaalt Liewen ze erluben.

Mir hunn haut a Spuenien méi wéi 200 esou Kliniken. Mir hu Kliniken haut, net nëmmer a Russland an an der Ukrain, Zentre fir „mënschlech Produktioun“. A mir solle ganz gutt oppassen, et ass net nëmmer eng Fro vu Moral, mä och eng Fro vun Dignitéit vum Mënsch! An déi Froe solle gekläert ginn.

Mä wichtig ass et, datt déi Froe muss gekläert ginn onofhängeg vun der Diskussioun iwwer homosexuell Bestietnis an Adoptiounen. Dat si Froen, déi op jidde Fall muss gekläert ginn.

D'nämlech ass et mat deem, wat virdu gesot ginn ass: d'Recht, seng Filiatioun ze kennen, seng biologesch Elteren ze kennen, och an der Adoptioun. Dat si Froen, déi muss gekläert ginn! Déi muss mer diskutéieren. D'Rechter muss verankert ginn. Mir mussen doruwwer léigféieren, mä wann ech gelift net déi Diskussiounen an engem Kader féieren, mat deem se iwwerhaupt näscht ze dinn hunn.

Mir stëmmen dat Gesetz hei, well et e weidere wichtige Schrack ass zu der Ofschaffung vun Diskriminierungen.

Mir félicitéieren all deenen, déi sech an deene leschte Joren a Jorzéngten derfir mobiliséiert hunn, fir esou Diskriminierungen ofzeschaffen. A mir sinn eis bewosst, datt dee Kampf do muss weidergoen.

Ech si genee op 15 Minutten an ech huelle mer Zäit, fir zu der Motioun ze schwätzen herno, well ech nämlech net d'accord sinn, datt déi Motioun haut an dësem Kader soll gestëmmt ginn, egal wéi berechtigt se ass, well genee déi Relatioun gemaach gëtt, déi mer net solle maachen, mat gläichgeschlechtliche Bestietnisser. Mä dat erklären ech lech herno.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Turpel. Nächste Riedner ass den Här Marc Angel.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Här President, léif Regierungsvertreider, léif Kolleeginnen a Kolleegen, als zweeten LSAP-Spreecher schléissen ech mech natierlech de Wieder vu mengem Fraktiounspresident Alex Bodry un. Ech wëll och virun allem dem Rapporteur, dem Paul-Henri Meyers, Merci soe fir déi Geduld, déi e mat eis hat an der Kommissioun all déi Joren, an och fir säi gudd schréfflechen an och ganz gudden, nuancéierte mëndleche Rapport. Awer och all deenen anere Kolleeginnen a Kolleegen an der Kommissioun, wou mer laang a gutt hei un deem Projet geschafft hunn. An och deene ville Leit, déi Avice geschriwwen hunn. Mir hunn eng ganz Rëtsch vun Avisen, wou ech herno nach op einzelnere wäert zrëckkommen.

Een Ennerscheid zwéisch mir a mengem anere männleche Virriedner hei um Pult ass, dass ech net bestuet sinn oder och ni bestuet war. Firwat ass dat esou? Dat ass net, well ech e Vœux de chasteté oder de célibat ofgeluecht hunn. D'Ursach ass och net, dass ech ni eng seriö Partnerschaft agaange sinn, wou Léift, Respekt, Vertrauen a besonnesch och Loyautéit groussgeschriwwen sinn. Mä d'Ursach ass einfach déi, dass ech, wann ech mech hätt wëlle bestueden, opgrond vu menger sexueller Orientéierung dat net hätt dierfen. An duerfir freeën ech mech, dass mer haut och hei zu Lëtzebuerg e Gesetz stëmmen, wat ënner anere och enger grousser Inegalitéit an Diskriminatioun en Ënn setzt.

Ech fanne perséinlech, dass dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, gradesou wichtig, ganz wichtig ass fir mech an och fir meng Partei, well et am Fong eng Selbstverständlechkeet ass, dass all Mënsche gläich Rechter a gläich Flichte sollen hunn.

Wann een eng gesellschaftlech Institutioun, eng Institutioun wéi de Mariage, déi fir d'Gesellschaft esou wichtig ass, wann een déi reforméiert an opmécht fir homosexuell Koppelen, dann heescht dat och, dass een niewent dem Ophiewe vun enger Diskriminatioun och eng Unerkennung an eng Akzeptanz vun der Homosexualitéit ausdréckt an dass een och d'Leift zwéischen zwee Männer an zwou Fraen unerkennt.

Duerch dësen Text gi mer och e Message un all déi schwul Männer an all déi lesbesch Fraen, dass si Matbierger a Matbiergerinne si wéi all déi aner. Mir schützen also och Kanner a Jugendlecher mat dësem Projet, all déi Kanner, déi an homoparentale Famillje grouss ginn, an deene soe mer: Dir sidd Kanner mer all déi aner Kanner. An doduerch schütze wéi se och a ginn hinnen e Message mat op de Wee. A mir schützen och all déi jugendlech Jongen a Meedercher, déi mierken, dass se homosexuell sinn; a mir wëssen, dass d'Suiciderat bei homosexuellen Jugendleche vill méi héich ass wéi bei heterosexuellen, an och dofir schütze mer jonk Leit mam Vote vun dësem Gesetz. An och hinne gi mer de Message mat: Dir sidd genau sou Matbierger an dëser Gesellschaft wéi all déi aner.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll alle Virriedner hei Merci soen, vun der CSV, vun der LSAP, vun der DP a vun deene Gréngen. Si hu vill Argumenter bruecht, firwat d'Opmaache vum Mariage a vun der Adop-tioun fir lesbesch a schwul Koppelen richteg ass. An domat, mat deem, wat se gesot hunn, hu si och sämtlech Awänn géint d'Homo-Ehe, déi vum ADR-Spriecher komm sinn, awer och vun aneren, déi mer héieren hunn, hu si déi Argu-menter gutt gekontert. An ech gleewen och, dass all Argumenter géint d'Eherecht an och d'Adoptiounsrecht vu gläichgeschlechtliche Koppelen am Kär dach ëmmer déi Welt-schauung erëmispigelen, dass d'Liewe vun Ho-mosexuellen an dass d'Léift zwëschen zwee Männer an zwëschen zwou Frae géigeniwwer vun den heterosexuelle Mënsche man-ner-wäerteg ass.

Dofir fannen ech, dass de Rejet vum Mariage homosexuell und iergendwéi Ausdrock ass vun Homophobie. Et geet dobäi nämlech drëms, d'Gläichheet vun allen ze refuséieren an domat homosexuell Mënschen als Bierger zweeter Klass ofzestempelen. Dës Leit, déi géint de Mariage homosexuell sinn, déi hunn oft déi Konzeptioun vun enger hierarchiséierender Léift a vun enger hierarchiséierender sexueller Orientéierung, andeems se d'Heterosexualitéit als dat Bessert an dat Richteg ugesinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, e puer Reflexiounen och zur Adop-tioun an zum Schutz vum Kand. Et ass eng Tatsaach, a mir hunn et oft haut gesot, dass et kee Recht gétt op e Kand, mä dass et virun allem d'Rechter vun de Kanner gétt. An ech mengen, den Alex Bodry huet et och ganz gutt a senger Inter-ventioun bruecht, dass déi Prinzipie ganz fest schonn an eise Gesetzer verankert sinn.

Ech wëll och begrëissen, dass eis Press ganz nuancéiert dës Thematik ugaangen ass an net einfach gesot huet, geschriwwen huet, elo kann all homosexuell Koppel e Kand adoptéieren, mä dass se genau gesot huet, et geet drëm, d'Recht ze kréien, eng Demande ze maachen op d'Adop-tioun. An ech mengen, dat war ganz wichteg.

Wat d'Adop-tioun ubelaangt, hu mer Gesetzer a mir hunn och exzellente Servicer, déi vum Mi-nistère de la Famille ofhänken, déi hir Aarbecht an deene leschte Jorzénge exzellente gemaach hunn a wou ech iwwerzeegt sinn, dass se och nom Vote vun dësem Gesetz hir Aarbecht ge-nausou gutt weider wäerte maachen.

Wichteg ass et bei dësem Projet, wat d'Adop-tioun ubelaangt, dass mer virun allem deene ville Kanner, déi et scho ginn, an et ass och scho vu Virriedner gesot ginn, déi et scho ginn, déi an homoparentale Famillje liewen, dass mer dës Kanner an och hiren Elteren eng Rechtssécherheet ginn. Mir schützen also dës Kanner, wéi ech dat schonn ufanks gesot hunn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, nach e puer Argumenter wollt ech uschwätzen, déi ëmmer erëm vu Géigner vum Mariage ho-mosexuell ugefouert ginn. Et gétt oft gesot, déi Kanner hunn et schwéier, déi gi gemobbt. Mir wëssen, leider ass Mobbing eng Tatsaach haut zwësche Kanner, mä et gétt allméiglech Ur-saache fir Mobbing. An et ass un eis an der Poli-tik an et ass un den Erwuessenen, fir ze ku-cken, géint de Mobbing virzegoen an et dierf ee sech deem Mobbing net ënneruerden.

D'Kanner sollen a mussen esou erzu ginn, mat dem selbstverständleche Wëssen, dass et ebe verschidde Familljeforme ginn an dass d'Kan-ner aus homosexuelle Partnerschaften genau sou wéineg ugefouert solle gi wéi Kanner, déi aus Koppelen komme mat engem aneren eth-nesch Hannergrond zum Beispill.

An da gétt et en Argument och, an den Här Red-ing huet et jo och ugeschnidden, et gétt em-

mer en Argument bruecht vun de Géigner vum Opmaache vun dem Mariage, dass hei eng Mi-noritéit der Majoritéit esou een Nischenthema géif diktéieren, oder et gétt vun der Homo-lobby geschwat. Hei wëll ech soen, dat ass falsch, well ech mengen, hei geet et einfach drëm, dass eng Majoritéit unerkennt, dass se näischt ze verléieren huet, wa se enger Mini-oritéit méi Rechter zougesteet. Et ass net méi an net manner wéi dat, wat mer haut hei maachen.

Ech muss och soen, an deem Kontext kann ee soen, et muss ee jo och net en Ausländer sinn, fir géint Xenophobie ze sinn. Et muss een net eng donkel Hautfaarf hunn, fir géint Rassismus ze sinn. An et muss een och net homosexuell sinn, fir géint Homophobie ze sinn.

An dann dat Argument mat der Mamm a mam Papp. D'Kanner brauche virun allem Léift, Zouwendung a Vertrauen an hir Elteren, an et gi ganz vill Studien, och eng ganz wichteg amerikanesch Studie, déi iwwer 30 Joer ge-maach ginn ass, déi beweist, dass et Kanner aus schwulen a lesbesche Koppelen un näischt feelt, dass se eng gesond Entwécklung haten, genauso wéi aner Kaner aus heterosexuelle Beziéungen.

Deen eenzege Problem, deen do festgestallt ginn ass, ass déi rechtlech Onsicherheit an deene Familljen, déi do als Stressfaktor ugesi ginn ass, dass se net déiselwecht Rechter hunn. Dat war de Stress an dat ass deen eenzege Pro-blem, deen an esou Familljen opgetaucht ass. A mat esou engem Projet wéi deem heite setze mer jo deem Stressfaktor och en Enn.

Ech wëll och drun erënneren, dass et einfach wichteg ass fir d'Entwécklung vun de Kanner, dass et net onbedéngt wichteg ass, wéi d'Struktur vun der Famill ass, mä dass d'Quali-téit vun deenen innerfamiliäre Beziéungen enorm wichteg ass. D'Qualitéit vun de Beziéun-gen, wéi se matenee schwätzen, wéi d'Leit matenee emginn, dat ass, mengen ech, dat Allerwichtigst fir d'Kanner.

Ech hunn ufanks gesot, ech géif op e puer Rap-porten agoen. Ech wollt do op dräi Avisen zréckkommen, eischtens den Avis vun „Rosa Lëtzebuerg“. Ech wëll „Rosa Lëtzebuerg“, hirer Presidentin an hire Verrieder, déi haut hei uewe sinn, villmools Merci soe fir déi laang-jährig Aarbecht, déi se gemaach hunn, fir sech fir d'Rechter vun homosexuelle Fraen a Männer anzusetzen.

Ech ka mech erënneren, wéi „Rosa Lëtzebuerg“ gegrennt ginn ass, den Etienne Schneider, deen heibanne war, war ee vun de Grënnungs-membere deemools. Et waren niwient homo-sexuellen och ganz vill heterosexuell Männer a Fraen, déi do matgeschafft hunn. An et ass och haut nach esou, an ech fannen dat ganz gutt.

Ech wollt soen, ech freeë mech iwwregens, muer op déi Generalversammlung ze komme vun „Rosa Lëtzebuerg“, da kann dës Projet gefeiert ginn, well do si mer all Joers interpel-léiert ginn, firwat et esou laang géif daueren, bis dës Projet gewielt géif ginn. Muer ass et dann esou wäit, da kënne mer do aner Rieden halen.

„Rosa Lëtzebuerg“ huet an hirem Avis den Arti-kel 171 ugeschwat. Ech wëll elo net an den De-tail eragoen, mä do goug et drëm, do war d'Befierchtung, dass, wéi den Text ursprün-glech libelléiert war, een, dee Résident hei zu Lëtzebuerg wär, sech net dierft bestuede mat engem Résident - wa se gläichgeschlechtlech sinn - aus engem Land, wou de Mariage ho-mosexuell net unerkannt wär.

Do hate mer ganz laang Diskussiounen driwwer an do hu mer awer festgestallt an och preziséiert - an de Rapporteur huet dat ganz gutt a sengem Rapport erkläert, dofir brauch ech hei elo net drop anzegoen -, dass mer déi zwou Kondi-tiounen net als kumulativ ugesinn hunn, mä als alternativ. An ech mengen, dat war wichteg, dass „Rosa Lëtzebuerg“ an hirem Rapport dat gemaach huet an dass mir dat als Kommissioun clarifiéiert hunn. Mir hunn eis do ganz kloer och um belsche Gesetz orientéiert. An d'Belsch hunn do ëmmer eng ganz gutt Philosophie gehat, si hu gesot: «C'est notre loi, ce sont nos résidents et c'est notre ordre public qui prévaut.»

Den Avis vum Centre pour l'égalité de traite-ment ass och e ganz interessanten Avis. Dësen Avis begrëisst natierlech och d'Aboli-tioun vun enger direkter Diskriminatioun, déi op sexueller Orientéierung fondéiert. Hie mécht awer och opmierksam op e wichtige-n Aspekt, deen nach net ugeschwat ginn ass haut. Dat ass, dass een och opmierksam muss ginn op d'Transgender-Persounen an trans-sexuell Persounen, déi sech bis elo ëmmer hu misse scheede loossen, Zwangsscheidung, wa se mat deem Partner, mat deem se bestuet wa-ren, wollten zesummebleiwen an zesumme-liewen, wann do déi zwee dermat d'accord wa-ren. Dat war net méiglech, well eben de Ma-

riage vum selwechte Geschlecht net unerkannt war. Dat ass en Aspekt, mengen ech, deen och wichteg ass.

De Centre pour l'égalité erënnert awer och drun, an ech mengen, dat ass och wichteg, dat ze soen, dass de Kampf géint all Forme vun Diskriminatiounen an och besonnesch hei déi Diskriminatioun, déi op der sexueller Ori-entéierung baséiert, dass dee Kampf och wei-dergeféiert muss ginn um Terrain. An och an de Schoule muss a Richtung Eliminatioun vu Préjugé geschafft ginn.

Den Avis vum Ordre des Avocats vum Barreau hei vu Lëtzebuerg, ech mengen, dat ass och e ganz positiven Avis. Mä en erënnert un eppes, wat, mengen ech, wichteg ass, an e seet, dass mer am Droit de la famille, wéi en am Code civil codifiéiert ass, eng global an eng fundamen-tal Reform musse maachen, besonnesch wat d'Filiatioun ubelaangt, d'Autorité oder d'Res-ponsabilité parentale, an och den Divorce.

Ech mengen, d'Madame Loschetter, d'Pre-sidentin vun der Commission juridique, huet mat Recht gesot, dass déi Projekte virleien an dass dodru geschafft gétt. Mir mussen déi eng oder déi aner Artikele vläicht iwwerschaffen, mä ech weess, dass de Wëllen do ass, dat ze maachen. An ech mengen, et war wichteg, dass mer dat och hei rappeléiert hunn.

Dann ass och scho gesot ginn: Dës Projet ass net nëmme e Projet fir méi Egalitéit zwëschen homosexuellen an heterosexuelle Mënschen, mä och zwësche Männer a Fraen, well mer eben do den Alter elo ugeglaach hunn op 18 Joer; den Artikel 144.

Domadder gi mer och der Kannerrechts-konventioun gerecht, déi de Mariage vu Mi-neuréit verbitt, a mir schützen also och d'Kand. A mir ginn och der CEDAW-Konventioun hei gerecht - d'Konventioun iwwert d'Eliminatioun vun all Forme vun Diskriminierung. An déi Mesure, dass mer den Alter vu 16 op 18 erop-setzen, wat d'Fraen ubelaangt, ass och eng ganz wichteg Mesure, mengen ech, am Hi-bléck op de Phänomene vum Mariage forcé.

An onsem Nopeschland Frankräich ass d'lescht Joer mam Vote fir de Mariage pour tous eng hefteg a leider oft vill ze fanatesch politesch a gesellschaftlech Diskussioun zu Enn gaangen. Mir als LSAP freeën ons, dass dës Diskussioun iwwert d'Homo-Ehe hei am Haus, awer och hei zu Lëtzebuerg sachlech, fondéiert a gréisstendeels ganz fair gefeiert ginn ass.

Fir ons Sozialiste sinn d'Gläichheet vun alle Bier-gerinnen a Bierger virum Gesetz souwéi d'Ophiewe vun allen Zorte vun Diskriminatioun iewescht politesch Gebot. Dofir war et och wichteg, mengen ech - an den Här Bodry huet et gemaach -, drun ze erënneren, dass et d'LSAP war, déi sech 2009 an de Koalitionsver-handlung bei enger Rei gesellschaftspolite-schen Themen duerchsetze konnt.

Et ass fir e klenge Land wéi Lëtzebuerg wichteg, dass all Fraktiounen d'Zeeche vun der Zäit erkannt hunn an zesummen an der Commis-sion juridique vun der Chamber an déi richteg Richtung gaange sinn.

Dës Gesetz bréngt eis e grouse Fortschritt an dofir ass et och gutt, dass mer no laangem Diskutéieren a Schaffen an der Kommissioun, elo wou d'Texter all färdig waren, wou d'Avisen all do waren, dat Gesetz züege stëm-men an ëmsetzen.

Et wär e fatale Feeler gewiescht, wa mer elo nach Froe wéi künstlech Befruchtung an d'Leih-mutterschaft un de Projet de loi iwwert de Ma-riage gekoppelt hätten. Wat déi sougenannte Procréation médicalement assistée, PMA, an och d'Gestation par autrui, GPA, ugeet, do muss hei zu Lëtzebuerg, mengen ech, an Zukunft eng breet Diskussioun ugestouss ginn. Et handelt sech hei ëm äusserst komplex Froe mat, besonnesch wat d'GPA ugeet, gewësse Ri-siken. An dofir sinn d'Zivilgesellschaft an d'Par-teien hei gefuerdert, sech ze positionéieren, wat sécher net einfach gétt.

Ech sinn awer iwwerzeegt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass mer och déi Diskussioun hei zu Lëtzebuerg am géigesäitge Respekt an och sachlech wäerten diskutéieren kënnen. Da fanne mer och do an deene komplizéierten Theme mat Sécherheet, wéi och hei am Dossier „Re-form vum Mariage“, gutt a richteg Léisungen.

Als allerleschte Punkt wëll ech nach ën-nersträchen, dass mam Opmaache vum Ma-riage fir homosexuell Koppelen net nëmme déi Homosexuell sech freeën an homosexuell Famillje sech freeën, mä besonnesch déi hete-rosexuell Familljen, an och déi heterosexuell Fa-milljen, déi Familljemembere hunn, déi schwul oder lesbesch sinn, dass hire Fils, hir Duechter, dass hire Brudder, hir Schwëster, dass hire Frënd, hir Frëndin, dass hire Cousin, hir Cousine, dass hire Noper, hir Nopesch, dass hiren Aarbechtskolleg, hir Aarbechts-kollegin elo net méi diskriminéiert gétt.

Den Här Roy Reding hat ugeschwat den Ëm-gang mat de Pétitionnairen: Ech wollt just drun erënneren, dass säit 2009 no der Regierungserklärung vun där viregter Regierung gewosst war, dass zu Lëtzebuerg géif de Mariage ho-mosexuell ageféiert ginn. 2010 ass e Projet de loi déposéiert ginn, dat si véier bis fënnf Joer Zäit. Do hat ee laang Zäit, fir och mat Pabeier Ën-nerschräfte sammelen ze goen. Also maacht elo net, wéi wa mir hei déi allerleschten Netde-mokrate wäeren!

Léif alleguer, de Mariage ass a bleift eng wichteg Institutioun. Entscheedend beim Ma-riage, léif Frënn, ass, dass zwee Mënsche sech gär hunn a bereet sinn, Verantwortung ee fir deen aneren ze iwwerhuelen. Ob dës zwee Mënschen eng Fra an e Mann sinn, zwou Fraen oder zwee Männer, dat ass zweetrangeeg.

Dat gesot, freeën ech mech, dass mer, wéi ge-sot, hei eng flott Diskussioun haten, a soen lech alleguer Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Marc Angel. An deen nächsten geschriwwene Riedner an, mengen ech, och dee leschten ass den Här Fer-nand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här Pre-sident, Dir Dammen an Dir Hären, ech schlësse mech natierlech mengem Virriedner vun der ADR, dem Här Reding, un an allem, wat e ge-sot huet, an ech wollt just nach op e puer Argu-menter agoen, déi elo an der Diskussioun opkomm sinn.

Dat Éischt ass: Ass dat do wierkelech eis Priori-téit? Wa mer och ëmmer, wéi mer vun alle Säiten héieren hunn, iwwert de Schutz vum Kand an d'Rechter vum Kand schwätzen, da soen ech: Neen! Mir hätte sollen emol d'Schee-dungsgesetz op de Leescht huelen, well mir hunn hei am Land reell Problemer, déi Dausende vu Kanner concernéieren an och El-tere concernéieren, wéi d'Garde, d'Garde com-mune, d'Autorité parentale commune, den Hé-bergement alterné, de Problem vun der Non-représentation d'enfant. Dat si Problemer, déi Dausende vu Kanner a vun Elteren hei am Land betreffen, an dat hätte mer sollen als éischt Prioritéit gesinn.

Zweetens, d'Fro ass gestallt ginn: Däerf de Lé-gislateur sech amëschen? E muss sech amëschen, an zwar richteg! E mëscht sech jo net an eng Léift an, den Här Reding huet dat erkläert. Mir si jo net als Stat do, fir eng Léift ze habilitéieren. An déi Leit, déi soen, ma mir sinn diskriminéiert, well eis Léift net unerkannt gétt: Mä déi vun den Heterosexuelle gétt och net unerkannt - och wann den Här Gloden Rieden iwwert d'Léift hält -, et ass net den Objet vum Mariage!

Mä de Stat muss sech amëschen, fir d'Kanner ze schützen, wann et zum Beispill ëm bioethesch Froe geet. Et geet hei net nëmme ëm d'Adop-tioun. Et geet an engem grouse Mooss och ëm GPA a PMA. A fir lech dat emol ze illustréieren, liesen ech lech just ee Saz vir aus dem Rapport vum ORK, an dee seet fir sech, op wéi eng Entwécklung mer eis musse virbereeden. Den ORK, deen ass u sech eng Institutioun, déi sollt fir de Schutz vun de Kan-ner anrieden, wat en awer hei net mécht!

Dee seet: «Le recours à la PMA (procréation médicalement assistée) devrait être possible pour tous les couples, hétérosexuels, homo-sexuels, mariés, pacsés ou non.» Do gi mer also nach eng Kéier méi wäit. An dat ass den Avis vun enger Kannerschutzorganisatioun, déi a mengen Aen an dësem Avis versot huet, well hir Prioritéit war net de Schutz vun de Kanner, soss hätt se dat net geschriwwen.

Eng aner Saach ass d'Diskriminierung, jo, déi elengerzéiend Mammen. Den Här Bodry, mengen ech, huet dovu geschwat. Majo, bei deenen elengerzéiende Mammen ass d'Situa-tioun eng ganz aner. Déi Kanner, déi bei hinnen oder elengerzéiende Pappen opwuessen, déi hunn eng Filiatioun cohérente a complète, déi wëssen am Prinzip, wien de Papp ass. Si kënnen en och gesinn duerch den Droit de visite, wann deen dann exercéiert gétt. Déi Kanner, déi hunn eng Foto, och wann de Papp gestuerwen ass oder esou, déi hunn eng Foto do, déi wëssen, wien de Papp ass. Wann e gescheet ass, wësse se, wien en ass, si gesinn en.

Mä dat ass eng aner Situatioun wéi bei deenen, déi duerch eng GPA oder eng PMA eventuell an eng Situatioun kommen, wou se iwwer-haapt net wëssen, wou se hierkommen, wou se eng Filiatioun hunn, déi se net kennen. An et ass eppes ganz Schlëmme fir e Kand, wann et net weess, wann et einfach ni ka wëssen, wou et hierkënn. An dat riskéiert ze kommen, loosse mer eis dach näischt virmaachen!

Et geet net nëmme ëm d'Adop-tioun. Do sinn och Problemer, an et ass gesot ginn: Gutt, do gétt et Kontrollen. Mä an engem Fall vun



enger GPA zum Beispill gëtt et iwwerhaapt keng Kontroll! Mir muss léigiféieren an deem do Beräich an der Bioethik, an zwar an engem strenge Mooss, well wat mer maachen, dat ass: Mir maachen e Commerce op hei fir Kannerfabrikatioun, fir et ganz kloer ze soen, et ass dat, wat mer maachen! Mir hunn hei am Land keng Léigiféierung doriwwer, a wat geschitt, dat ass aus dem Land...

(Interruption)

Gelif? Dach, dach, natierlech, do gëtt et en Zesammenhang! Mä ënnerbriecht mech net, ech hunn nëmmen e puer Minutten, wann ech gelif, Här Bodry!

► **Une voix.** - Jo, mat deem Gestreits!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dir hat eng Stonn!

Da wollt ech...

► **Une autre voix.** - Dir braucht jo net drop ze reagieren!

► **M. le Président.** - Wann ech gelif! Et huet just den Här Kartheiser d'Wuert!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dann d'selwecht mat deenen dysfunktionalen heterosexuelle Koppelen. Natierlech gëtt et déi! Leider gëtt et déi! Mä et gëtt och dysfunktional homosexuell Koppelen,...

► **Une voix.** - Natierlech!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ...wou Leit drénken, Kanner schloen. Dat heescht, et kann een net elo soen, mir huelen déi gutt homosexuell Koppelen an déi béis heterosexuell Koppelen, a wéivillmol besser wär et engem Kand an enger homosexueller Koppel. Et kann een nëmme vergläichen, wat vergläichbar ass. An et muss een zouginn, datt op deenen zwou Forme vu Koppelen ganz einfach Dysfunktione bestinn. An eis Aufgab ass och do, fir d'Kanner ze schützen.

Dann, d'CSV huet hei juristesche Argumenter ugeféiert, et deet mer leed, déi kann ech net novollziehen! Wann Dir elo dat Uerteel kuckt, wat och vum Här Gloden zitëiert ginn ass, da seet den Europäesche Gerichtshaff fir Mänscherechter kloer an deem Uerteel: La Cour «n'est pas appelée à se prononcer sur la question de l'adoption coparentale par des couples homosexuels en elle-même et encore moins sur celle de l'adoption par des couples homosexuels en général.»

Wéi konnt et heizou kommen? Ma Eisträich, wat hei ugeklot war, hat de Fall in concreto argumentéiert. Et wor de Fall vun enger lesbescher Mamm, déi mat hirer Frëndin wollt eng Koadoptioun vun der Frëndin do (veuillez lire: eng Koadoptioun vun hirem Jong maachen). An Eisträich huet dee konkrete Fall argumentéiert. An dat ass emgedréit ginn an der Argumentatioun, wéi et och e bësse méi spéit war bei dem Fall vun der Sukzessivadoptione virum däitsche Bundesverfassungsgericht, well do ganz massiv „gelobbyt“ ginn ass - ech benotzen dat Wuert -, fir dorauer eng Diskriminatiounsaffär ze maachen. An esou ass dat Uerteel entstanen, well dunn d'Gericht gesot huet: Ma Eisträich huet net eppes bewisen - wat u sech am Ufank iwwerhaapt net den Objekt vum Prozess war.

Dat muss een einfach emol gesinn, a wéi engem Zesammenhang dat doten entstanen ass. An da si mer scho bei deem Thema vun den Etüden, well dat ass och hei gesot ginn: Et géife keng Etüde ginn! Ma sécher gëtt et Etüden, et muss ee se just wëllen zur Kenntnis huelen!

Et gëtt zum Beispill och eng, eis Commission nationale d'éthique huet sech op d'Etüd Hayez, déi am belsche Parlament viruläit an ëmmer do erëm zitëiert gouf, beruff. Mit hunn d'Etüd vum Dr. Maurice Berger, eng transversal Etüd, déi eigentlech iwwer 311 Etüden an deem Beräich genau analyséiert huet, wat se wäert sinn, wéi d'wëssenschaftlech Kohärenz dovunner ass. Extrem interessant ze liesen!

Mir hu Laangzäitstudien an den USA, wou et där Fäll gëtt, d'Etüd Regnerus - dat ass alles um Internet ze fannen, ganz bekannt Literatur an deem do Beräich -, déi all beweisen, datt d'Kanner, déi an homosexuelle Relatiounen sinn, däitlech méi schlecht dru si wéi déi, déi an heterosexuelle Koppelen opwuessen, well mer eng Diskriminatioun hei schafen!

Dir kuckt ëmmer déi Erwuessen, déi erwuesse Koppelen, mä mir schafen eng Diskriminatioun tëschent Kanner, déi an enger heterosexueller Koppel opwuessen an déi sech domadder kennen an hirer Identifikatioun an deenen zwee sexuelle Pole moossen, un hinne wuessen, sech kennen identifizéieren oder och an der Pubertéit se rejjéieren, wéi och ëmmer, an deenen, déi déi Méiglechkeet net hunn, well se einfach déi sexuell Altériteit net kennelieren an hirem Opwuessen.

An da gëtt et natierlech och déi Etüden, déi vun den Homosexuellenverbänn ëmmer erëm

ganz gär zitëiert ginn, mä ech wëll och doriwwer e Wuert soen. Déi beweisen nämlech strictement näischt! Och net déi, déi beim däitsche Bundesverfassungsgericht vun zéng verschiddenen Organisatiounen virgeluecht goufen a wou et u sech ëmmer déiselwecht war.

Dat ass eng reng subjektiv Befroung vu Leit, homosexuelle Koppelen, meeschtens lesbesch Mammen, déi sollen eng Eegenevaluatioun ginn, déi gefrot goufen: „Ma wéi sidd Dir dann als Elteren?“ An dann natierlech soen déi: „Ma mir si gutt Elteren, wéi déi aner och.“ Ech mengen, wie seet schonn, wann e gefrot gëtt: „Majo, wéi sidd Dir da mat de Kanner?“, „Ma ech si ganz schrecklech!“? Als Elteren, wie seet dat? Kee Mënsch! Oder bal kee Mënsch. Mä hei ass dat eng Etüd, wou einfach „1.059 Eltern in gleichgeschlechtlichen Lebensgemeinschaften zu vielfältigen Aspekten ihres Regenbogenfamilienalltags befragt“ goufen. 29 Kanner si gefrot ginn. Wat dat fir e Wäert huet - dat huet guer kee Wäert wëssenschaftlech!

An awer gëtt déi hei Etüd ëmmer erëm geholl. Si ass dem Bundesverfassungsgericht op d'mannst zéngmol virgeluecht ginn. Si ass an där oder anere Formen dem Europäesche Gerichtshaff fir Mänscherechter vun x Organisatiounen virgeluecht ginn, wat herno dozou gefouert huet, datt en anere Prozess geféiert gouf do wéi deen, deen eigentlech bezweckt war.

Dann ass gesot ginn: Ma mir hunn näischt ze verléieren als heterosexuell Koppelen oder als Gesellschaft, wa mer elo den homosexuelle Koppelen och dat Recht ginn, fir sech ze bestueden. Dat ass net wouer! Dat ass net wouer!

Éischtens fannen ech et net egal, datt mer d'Notiounen vun „Mamm“ an „Papp“ aus dem Code civil eraushuelen. Ech hänken un deenen Notiounen. Ech si wahrscheinlech net deen Eenzege hei am Land, dee seet, datt et schéin ass, Mamm oder Papp ze sinn. Ech sinn net Parent un oder Parent deux! Dat ass e groussen Ennerscheid.

Et ass sécher, datt mer manner Adoptiounen aus dem Ausland kënnen kréien. Et ass praktesch nëmme Südafrika, wat dat am Abléck nach zouléist, oder och... Bon, op jidde Fall si vill Länner do, déi keng Kanner vermëttelen a Länner, déi den homosexuelle Mariage erlaben.

Mir kréie ganz sécher eng méi héich Zuel vu psychologesche belaaachte Kanner, wéinst deene Problemer, déi och „Schutz fir d'Kand“ mat Recht opgezielt huet. An dat sinn der, déi sinn intelligent, contrairement zu de verschiddenen Argumenter, déi hei am Land - bon, hei am „Land“ net, mä hei am „Sall“, wollt ech soen - virbuecht ginn haut, well do eng ganz Rei ganz konkret Problemer sech stelle mat der Identifikatioun an der psychologescher Entwécklung vun Kand.

An dann ass natierlech déi grouss Fro hannendrun: Wat geschitt da mat deene Kanner an homosexuelle Koppelen a Scheedungssituatiounen? An och dat wär en Argument gewiescht, fir emol fir d'Éischt no der Scheedung ze kucken, ier mer nom Mariage kucken, well wat geschitt mat deenen?

Ass et net esou, datt, wa mer op eng Parenté d'intention kommen, wou et dann duergeet, fir ze soen: „Ech wëll e Kand“, fir dat och kënnen iwwer technesch Prozederen ze kréien, ass et dann net esou, datt herno och vläicht a verschiddenen heterosexuelle Koppelen eng ähnlech Evolutioun asetzt a gesot gëtt: „Ech wëll dat Kand“, oder: „Ech wëll dat Kand net méi?“ Well ech mengen, datt ass dann eng Diskriminatioun géint iwwer Heterosexuellen, wann homosexuell Koppelen iwwer eng Intention eng Elterenschaft kënnen kréien an déi aner un hir awer liewenslänglech gebonne sinn.

Dir wäert gesinn, bei deene Progrésen - an op dat Wuert kommen ech als lescht Bemierkung zréck -, déi mir hunn, wäerte mer gesinn, datt eng ganz Rei Entwécklungen kommen, déi de Kanner schueden. An si mir als ADR, well mer de Kanner net schueden an nimmols wëlle schueden, och mat deem Gesetz hei net d'accord.

An dann dat lescht Wuert iwwer de Progrés: Wat ass haut alles hei erzielt ginn, vum Klassenkampf bis zum Fortschritt bis zum Progrés, Gott weess wat?! Ma et ass net alles gutt, wat an der Gesellschaft geschitt! Et ass net, well mer ech weess net wéi eng Entwécklungen an der Gesellschaft hunn, datt mer déi mussen legaliséieren, datt mer muss léigiféieren, fir gesellschaftlech Entwécklungen ze rechtfertegen, ze institutionaliséieren, déi awer evident No-deeler hunn, déi mer ethesch net kënnen vertrieden. Well als Gesetzgeber hu mer en normativen an etheschen Opdrag. Mir kënnen dach net einfach soen: „Mir müssen den Entwécklung vun der Gesellschaft Rechnung droen!“ Här Juncker, ech dierf lech zitëieren.

Mä neen dat ass falsch! Mir müssen als Gesetzgeber kucken, ob déi Entwécklungen, déi an der Gesellschaft sinn, deenen etheschen a mora-

leschen Uspriechen entsprechen, déi de Wäerter vun eiser Gesellschaft entsprechen. A wa mer deen Test gemaach hunn, dann dierfe mer...

(Coups de cloche de la présidence)

Jo, Här President, ech weess, ech kommen zum Enn.

...dann dierfe mer eis soe mat guddem Gewëssen: „Mir hunn e gutt Gesetz gemaach.“ Wat haut geschitt, dat ass e schlecht Gesetz!

An en hallwe Saz nach, Här President: Den Här Bodry huet gesot, haut wier de leschten Akt.

(Brouhaha)

Ech soen lech, haut ass net de leschten Akt, well schonn den Här Angel an den Här Turpel hunn haut geschwat iwwer Transsexueller, Transidenter, an et wäert net laang daueren, bis mer hei erëm doriwwer schwätzen!

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

(Brouhaha général)

► **M. le Président.** - Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss an ech géif d'Wuert direkt weiderginn un de Justizminister, den Här Félix Braz.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. D'Chamber mécht haut déi fundamentaal Reform vum Mariage zënter senger Aféierung am Code civil am Joer 1804, virun also méi wéi 200 Joer. Am meeschten op dës Reform hu gewaart eis Matbierger, Fraen a Männer, déi zu gläichgeschlechtliche Partner higezu sinn an déi et als eng Diskriminierung empfannen, hu missen empfannen, dass hir Léift vun der Allgemeinheit net déiselwecht Unerkennung huet an och net déiselwecht Protektioun kritt wéi deenen aneren hir.

Fir si all an och ganz besonnesch fir hir Interesevertriedung vun „Rosa Lëtzebuerg“ ass haut als Éischt e ganz besonneschen Dag. A wann et dese Schrétt, dee mer haut maachen, gebraucht hätt, dann ass en haut gemaach. Haut si mer alleguerten e Stéck méi no beieneegerékelt an darselwechter Gesellschaft, an dat ass net iwwerall an Europa de Fall, zum Beispill a Russland. Et ass och net iwwerall an der Europäescher Unioun de Fall, zum Beispill an Ungarn. Mir sinn also net derduerch mat deem dote Problem. Mir müssen also weider opmierksam bleiwen an do reagieren an agéieren, wou et richtig ass am Intérêt vun all de Bierger, déi eis Gesellschaft bilden.

Et ass awer och e schéinen Dag fir vill Parteien: déi, déi et scho ganz laang am Wahlprogramm haten; déi, déi et e bësse manner laang am Wahlprogramm haten; déi, déi et nach ni am Wahlprogramm haten an déi et haut awer stëmmen. Merci fir all Jo, deen dese Projet haut an der Lëtzebuurger Chamber kritt. An dee Merci riichten ech am Numm vun der ganzer Regierung aus, awer och ganz gären a mengem perséinlechen Numm.

Merci awer och fir eng sachlech Debatt, déi et hei zu Lëtzebuerg ginn ass, hei an der Chamber, vu ganz weënen, klengen Ausruetscher - kommt, mir nenne se emol esou - ofgesinn, awer och an der Populatioun dobaussen. Et ass jo net, contrairement zu deem, wat Verschiddener behaupten, dass et zu Lëtzebuerg keng Diskussioun ginn hätt. Et ass duerch diskutiéiert ginn, an och scho méi laang diskutéiert ginn iwwer dese Projet, mä et trifft sech, dass déi allermeeschte Leit hei zu Lëtzebuerg zu Recht deem Projet oppe géint iwwerstinn.

Dat erkläert och, firwat dass déi Initiativ, déi de Mëtteg schonn e puermol genannt ginn ass, déi déi Petitioun, déi elektronesch, lancéiert huet, en fait ganz weëneg Succès hat. Dat läit einfach dorunner, dass déi meescht Leit dat esou net gesinn, wéi si! Si hunn do eng aner Meinung a stinn zu hirer. Méi schwéier, mengen ech, ass et net.

E Merci awer och un d'Commission juridique, déi aktuell, déi viregt, fir déi Aarbecht, déi do gemaach ginn ass. Merci natierlech un de Rapporteur, deen de Rapporteur bliwwen ass, och nom Majoritéitswiesse, nom Regierungswiesse. E ganz ausdréckleche Merci un de Paul-Henri Meyers, ech mengen, dee wierklech dozou bäigedroen huet, dass mer konnten an engem ganz breede Konsens schlussendlech haut dee Rapport unhuelen.

Merci och mengen zwee Virgänger am Amt, der Madame Modert, déi haut hei ass, dem Här Biltgen awer och, déi alle béid dee Projet virbuecht hunn a wou et mir haut iwwerlooss ass, dee Projet zu engem Ofschluss kënnen ze bréngen. Ech maachen dat ganz gären, an dofir och hinnen dee Merci, deen hinnen zousteet!

An e leschte Merci, den Här Bodry hat et och scho gesot, der Kierch zu Lëtzebuerg. Ech mengen och, wéi den Här Bodry, dass d'Kierch hiren Avis, dee meng Meinung net erëmgëtt - mä et ass hiert gutt Recht -, mä den Avis op

eng Aart a Weis formuléiert huet a besonnesch och zu engem Zäitpunkt an d'Diskussioun erabruecht huet, deen et erlaabt huet, dass et eng sachlech Diskussioun bliwwen ass. Dat war net iwwerall de Fall. Dat ass net all de Kierchen an Europa gelongen, déi sech mat esou Themen ausenanzersetzen haten. An ech fannen, dat soll een an dierf een och duerch esou soen.

Ech wäert duerno nach op d'Aspekter vum Mariage a vun der Adoptioun agoen. Ech wëll awer virun och nach op e puer aner Aspekter vun deem Gesetz agoen. Dës Gesetz huet nach eng Rei aner ganz wesentlech a wichteg Aspekter, déi elo beim Mariage kommen.

Dat Éischt ass d'Lutte géint de sougenannten „Mariage simulé“. Dat war eng Haaptsuerg vun den Auteurs vum Projet a si hu vill Wäert drop geluecht, an deem heite Projet do eng Rei Präzisierungen ze maachen. Dat betrëfft souwuel de Mariage de complaisance, dee sougenannten „Mariage blanc“, wou ee sech en Avantage dovunner erhofft, ob dat e professionellen ass, e sozialen, e steierlechen, e successoralen, oder awer och de Mariage forcé, wou een zumindest vun de béide Conjointen eigentlech a senger Meinung net fräi ass.

Mir ginn elo dem Beamte vum État civil d'Méiglechkeet, de Procureur d'État ze saisieren, wann en Zweifel huet opgrond vu seriösen Indicien. Dat ass a mengem Ae richtig, dass mer dat esou maachen.

An et ass och richtig, dass eng Rei Causé vum Nullitéit elo kënnen derbäikommen. Doduerch, dass mer an deem Gesetz op dem Punkt vun de Mariages blancs och méi konkret ginn, méi schaarf och ginn, mengen ech - an do bauen ech eng kleng Bréck zum Gesetz iwwer d'Nationalitéit -, misst dat eis et och an deem Gesetz erlaben, eng Dispositioun, déi mer virun e puer Joer geännert hunn aus der Suerg vun der Lutte géint de Mariage blanc, nämlech déi, dass de Conjoint vun engem Lëtzebuurger net automatesch och Lëtzebuurger ginn ass, a Fro ze stellen. Déi Dispositioun, denken ech, misst een a Fro stellen.

Mir hu jo och bei der Debatt iwwer de Projet de loi Biltgen eis hei geäussert, an déi allermeescht waren där Meinung, dass een op deen dote Wee soll goen, dass een eventuell soll erëm zréckkommen op déi Regel, déi mer haten, well mer en fait mat där do Regelung, fir deene puer Prozent Mariages blancs, déi et mat Sécherheet gëtt, bäizekommen, d'Liewe vun all de Lëtzebuurger zolidd behënnere während enger éischer Phas. Dat ass net richtig.

Mir kënnen net eng ganz Gesellschaft a Geiselaft huelle wéinst deene puer Prozent, déi mer wëlle bekämpfen. A well mer haut an deem Gesetz bei de Mariages blancs eis anstänneg Dispositiounen ginn, mengen ech, wär et ubuecht, dass mer am Kader vum Nationalitéitgesetz op dat zréckkommen an erëm de Conjointe vu Lëtzebuurger op eng ganz liicht Aart a Weis den Zougang zu der Nationalitéit erlaben.

Vu dass och elo gläichgeschlechtlech Koppelen sech dierfe bestueden, ass och dann déi Diskriminatioun, déi et fréier gouf, dass déi eng et hunn dierfen hirem Conjoint weiderginn an déi aner eben net, aus der Welt geschafen. Dat gëtt eis an der Zomm eng wesentlech besser Gesetzgebung wéi dat, wat mer haut hunn.

Den Âge légal vum Mariage passe mer fir béid un op 18 Joer. Et ass virdu scho genuch erkläert ginn. Dat ass eng wichteg Dispositioun, well och déi huet mat Gläichheet tëschent Mann a Fra ze dinn, a mir realisieren hei e Stéck Gläichheet, dat ass gutt esou.

Den Examen pré-nuptial - d'Gesondheitsministesch ass och Sall derbäi -, dee gëtt ofgeschafft. Dat geet zréck op eng Demande vum heitege Chamberspräsident an deemolege Gesondheitsminister aus dem Joer 2002 (veuillez lire: aus dem Joer 2012), dee gefrot huet, dass zu Lëtzebuerg, wéi a Frankräich am Joer 2008, den Examen pré-nuptial sollt ofgeschafft ginn, deen et zënter 1972 gëtt.

Dat ass och doduerch ubuecht, well d'Unzuel vu Kanner, déi ausserhalb vum Mariage op d'Welt kommen, ganz staark geklommen ass. Dat ass haut net wäit vun der Halschent vun de Kanner. Dofir mécht déi doten Dispositioun, déi och extrem weëneg Fäll depistéiert huet, eigentlech haut effektiv kee Sënn méi, an ech mengen, dass et och dofir gutt ass, dass mer dës Gesetz genotzt hunn, fir déi doten Dispositioun ofzeschaffen.

Iwwer den Délai de viduité ass och scho geschwat ginn. De Rapporteur huet d'Beispill genannt vun der Wittfra. Et geet awer och em ge-

scheete Leit, net nëmmen am Stierfall. Et betrëfft och de Fall vun de gescheete Koppelen, och do huet den Délai de viduité gespillt. Dee gëtt ofgeschaaft. Mir fannen, dat zu Recht. Och dat huet mat Gläichheet tëschent Mann a Fra ze dinn, och dofir ass déi doten Dispositioun an eisen Ae richtigeg.

Am État civil geschitt och eng Reform, nottamment duerch de Remplacement vun der Notion vun den Epouxen duerch déi vu Conjointen. Dat ass inhärent zu dëser Reform, dass een dat dote misst mat réaliseieren, dat ass och net vergiess ginn. Dofir geschitt dat elo mat deem heiten Projet.

Da gëtt och de Beruff bei deene Mentiounen, déi um Akt de l'État civil musse stoen, d'Indikatioun vum Beruff vun de Leit, déi sech bestueden, gestrach. De Rapporteur huet dat och schonn erkläert. E Kolleg hei aus der Chamber, deen ech elo net wëll mam Numm zitieren, huet gesot: „Jo, och dat mam Beruff, dat war fréier nach méi einfach, do huet een einfach gesot: Véier Hektar plus véier Hektar ginn aacht Hektar“, an dat war wuel esou richtigeg.

Lescht Modifikatioun, déi duerch dëst Gesetz geschitt, dat ass..., enfin, net Modifikatioun, mä noutwendeg Präzisierungen, déi ech wëll maachen, fir dass och dobaussen d'Gesetz elo richtigeg verstane gëtt a senger Portée: Dëst Gesetz wäert mat engem Délai vu sechs Méint no der Publikatioun am Mémorial a Kraaft trieden.

Dat heescht am Kloertext, dass, wann dëst Gesetz elo fäerdeg ass, nach eng Rei Aarbechte musse gemaach ginn um Niveau haaptsächlech vun den État-civilen, um informatiouneschen Niveau - dat ass eng Aufgab, déi dem SIGI obläit -, awer och um Niveau vun de Formatiounen. Elo hätt ee kënnen optimisteschen Délai vun dräi oder vläicht vu véier Méint drasetzen, dat wär awer riskant gewiescht, well dann hätte mer riskéiert, wann och nëmmen dat Geréngst géif schifflafen, dass mer beim A-Kraaft-Triede vum Gesetz en zolitte Couac hätten.

Mä grad bei dësem Gesetz wëll ech dat net. Ech huele léiwer deen Délai a Kaf, deen zwee Méint méi laang ass, a mir si sécher, dass d'Aarbechte kënnen gemaach ginn, fir dass dëst Gesetz ka reibungslos a Kraaft trieden. Ech mengen, mir waarden allegueren, oder déi meescht vun eis, esou laang op dat Gesetz, dass et op déi zwee Méint net ukënn, wa mer nëmme sécher sinn, dass et wäert vum éischten Dag u richtig applizéiert sinn a fir jiddwereen, deen drop waart, do eng Sécherheet besteet.

Wéi et ausgesäit, wäert de Statsrot de 24. Juni zesummekommen. Do kéinte mir eventuell da schonn d'Dispens vum zweete Vote kréien, wat géif erlaben, dass d'Gesetz fir den 1. Juli am Mémorial géif publizéiert ginn. An dat géif weider heeschen, dass d'Gesetz op eng praktesch Aart a Weis den 1. Januar 2015 géif a Kraaft trieden. Dat ass en Datum, deen ee liicht verhält, a mir schaffen drun, fir dass dat op den 1. Januar och wäert kënnen a Kraaft trieden.

Eng lescht Remarque: Mir maache mat dësem Gesetz och eng Ëmsetzung vun engem Arrêt vun der Cour constitutionnel. Mir hunn der jo eng Partie, där Arrête vun der Cour constitutionnel, déi nach keng Antwort kritt hu vum Législateur, a mir diskutiere jo och an der zoustänneger Institutionskommissioun am Kader vun der Verfassungsrevision, wéi mer generell solle mat deenen Arrête vun der Cour constitutionnel ëmgoen, déi e Gesetz oder an der Regel en Artikel, eng Dispositioun vun engem Gesetz fir antikonstitutionell erklären.

Ech si frou als Justizminister, dass mer haut mat dësem Text och ee vun deenen Arrête elo ëmsetzen an domadder fir Rechtssécherheet zu Lëtzebuerg suergen, nämlech den Arrêt vum Januar 2010, an deem d'Cour constitutionnel gesot huet, dass d'Prohibitiv vum de Venten entre époux eigentlech antikonstitutionell wär a géint den Artikel 10bis vun eiser Verfassung géif verstoussen. Dat gëtt mat dësem Gesetz och aus der Welt geschafen, déi Dispositioun, woumadder zumindest deem Arrêt vun der Cour hei elo eng Folleg gelescht wär.

Zu der Adoptioun, iwwert déi de Mëtteg vill geschwat ginn ass, an och am Virfeld. Ech wëll einfach, fir dass een och weess, vu wat ee schwätzt, vläicht just e puer Zuelen, e puer Fakten och nach eng Kéier rappeliieren. Dir kennt se, mä ech wëll se rappeliieren.

Fir d'Éischt emol déi Länner, aus deene Kanner op Lëtzebuerg kommen, déi fir d'Adoptioun fräi ginn. Dat sinn der net vill. Wann een déi lescht véier Joer hält, waren dat e Grapp voll

Länner. Dat waren: Südafrika, Bulgarien, de Cambodge, de Cap-Vert, Kolumbien, Südkorea, Haïti, Indien, Peru an d'Ukrain. Do sinn der derbäi, do war et nëmmen ee Kand an deene véier Joer. Ech hunn elo emol just all d'Länner wëllen oplëschen.

Do si Länner, déi falen ënnert d'Konventioun vu La Haye, also no deene Regeln, méi strikte Regele vun der Konventioun vu La Haye. An iwwert déi Länner, déi iwwert d'Convention de La Haye lafen, hu mer och prezis Zuelen. Et gëtt awer och Länner, déi nieft der Convention de La Haye lafen, do hu mer manner prezis Zuelen. Dat ass och e Manktum a mengen Aen, deen ee muss behiewen, do gëtt et keng esou prezis Zuele wéi an deem anere Fall.

Wann een d'Moyenne vun de leschte sechs Joer - déi hunn ech do geholl - zitt, da fënnst een eraus, dass den Total vun den Adoptiounen aus de Länner, déi Partenaire si vun der Convention de La Haye, dass mer do an der Moyenne néng Kanner pro Joer haten. Néng!

Aus de Länner, déi net Partner sinn an der Convention de La Haye, hu mer d'Zuelen net all. Si si mat Sécherheet méi héich, wéi vill méi héich, dat wësse mer awer net. Mä déi Zuelen, déi mir hunn, do leie mer bei 19 bis 20 Kanner pro Joer an der Moyenne. A bei den nationalen Adoptiounen, do leie mer bei zwee bis dräi Kanner an der Moyenne.

Dat heescht, mir schwätzen hei vun engem Phenomeen, der Adoptioun, dee plus/ minus bei ëm déi 30 Kanner pro Joer läit. Wahrscheinlech méi héich, well mir d'Zuelen net all hunn, mä méi grouss ass dee Phenomeen och net. Och dat muss een einfach sech eng Kéier virun Ae féieren, fir dass een och méi genee weess, vu wat dass mer eigentlech schwätzen.

Da kommen nach derbäi eng Rei Kanner, déi iwwer en Transfert vun der Autorité parentale op Lëtzebuerg kommen. Dat sinn auslännesch Décision-judiciaire, déi iwwert d'Exequatur hei ëmgesat ginn, déi lafen och nach eng Kéier parallel do derzou. Zum Beispill tëschent Lëtzebuerg an dem Cap-Vert gëtt et där alt e bësse méi oft.

Den Här Gloden huet am Numm vun der CSV virdu gesot an dat ass och duerno nach eng Kéier iwwerholl ginn, dass mir géife riskéieren, keng Kanner méi ze kréien aus bestëmmte Länner, well mer als Land elo dëst Gesetz géife stëmmen. Dat ass eng Suerg, déi kann een hunn, mä, wann een an déi Länner kucke geet, déi dat heite scho méi laang hunn, ass déi Suerg net bestätegt.

Déi Informatiounen, déi mer hunn, soen éischter, dass déi Länner soen: Mir sinn d'accord, weider Kanner an d'Ausland ze ginn, mir si just net d'accord, dass eng gläichgeschlechtlech Koppel se géif kréien. Mir sinn awer d'accord, dass weiderhin heterosexuell Koppele kënnen adoptéieren aus deem Land.

Mir ënnerwerfen eis deene Länner net. Wa mir géife soen: „Jo, da maache mir dofir dëst Gesetz net“, da géife mir jo déi dote Gesetzter iwwerhuelen, an déi fanne mir awer falsch! Dofir maache mir dëst Gesetz haut, well mir et richtig fannen. A mir hoffen natierlech och, dass weiderhi Kanner aus deene Länner op Lëtzebuerg kënnen kommen.

D'Zuel vun de Kanner, déi fir d'Adoptioun fräi ginn, geet allerdéngs zrëck. An dat ass kee schlechten Indicateur. Dat heescht an deene meeschte Fäll, dass an deene Länner d'Situatioun sech verbessert an dass déi net méi drop ugewise sinn, Kanner an d'Ausland ze ginn, dass déi d'Kanner kënnen bannen am Land halen. Et ass also net nëmmen eng schlecht an eng negativ Entwicklung, wa manner Kanner do si fir d'Adoptioun. Dat heescht an den allermeschte Fäll an de Pays d'origine, dass sech d'Situatioun verbessert huet.

Och nach e puer Fakten zu der legaler Situatioun haut zu Lëtzebuerg, well gemaach gëtt, wéi wann haut alles géif änneren, dat ass net richtigeg. Zu Lëtzebuerg kënnen haut scho bestuete Koppelen - dat sinn ëmmer heterosexuell Koppelen -, awer och Jonggesellen adoptéieren. A wann e Jonggesell adoptéiert, da freet keen, ob en des oder déi sexuell Orientatioun huet, soudass haut mat Sécherheet Jonggesellen, homosexuell Jonggeselle scho Kanner zu Lëtzebuerg adoptéiert hunn. Dat gëtt et also schonn zu Lëtzebuerg, dat ass näischt komplett Neies.

Dat gëtt et och schonn haut Koppelen, wou een adoptéiert huet an duerno e Partner kritt, wou also eng homosexuell Koppel e Kand gemeinsam zillt, wat awer nëmmen deen een adoptéiert huet. Trotzdem ass dat eng homosexuell Koppel, déi en adoptéiert Kand zillt. Och dat gëtt et schonn zu Lëtzebuerg an et ass ganz legal.

Oder de Fall, wou een aus enger viregter Hochzäit e Kand hat, gescheet gëtt, seng eigentlech sexuell Orientatioun spéit entdeckt

oder assuméiert a säin eegent Kand da mat sengem neie Partner an enger homosexueller Koppel grousszitt. Och dat gëtt et schonn. Dat ass ganz normal zu Lëtzebuerg.

Wat mir haut maachen, dat ass d'Afféiere vum Recht, eng Adoptioun unzefroen, och fir bestuete gläichgeschlechtlech Koppelen. Et ass dat, wat bäikënn, dat anert gëtt et schonn. Mir sinn zu Lëtzebuerg net bei null op deem dote Punkt, an dat ass och, mengen ech, gutt esou.

Wat mer haut maachen, dat ass en fait e Kader elo ze schafen, e gemeinsame Kader fir all déi Fäll, déi et kann an dëser Matière ginn. Dat ass dat, wat mir maachen. E gemeinsamen, inklusive Kader fir all d'Fäll, déi et gëtt schonn elo, an déi Fäll, déi an Zukunft wäerten derbäikommen.

Ech wëll och nach eng Kéier preziséieren, well dat ass schonn e puermol gesot ginn, vu jiddweregem iwwerengens, vun deenen, déi fir dësen Text sinn, an och deenen, déi géint dësen Text sinn: Et gëtt kee Recht op e Kand. Et gëtt och kee Recht op e Kand fir heterosexuell Koppelen, dat muss een net extra preziséieren, wann et ëm de Mariage fir gläichgeschlechtlech Leit geet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Et gëtt selbsterständlech kee Recht op e Kand, fir keng Zort vu Koppelen, net fir déi heterosexuell an net fir déi homosexuell. Et gëtt effektiv hei nëmme Rechter vun de Kanner, an et gëtt zolidd national Texter, international Texter, zolidd national an international Jurisprudenzen, déi dat dote beleen, an dorunner wäert näischt änneren! Strictelement näischt wäert dorunner änneren.

Wa gläichgeschlechtlech Koppelen, déi bestuet sinn, an Zukunft eng Demande stellen, da gëtt am Kader vun der Enquête sociale gepréift, ob déi Leit kompetent sinn, sech eegnen, fir e Kand kënnen ze adoptéieren. An dat gëtt d'selwecht gekuckt an net anescht gekuckt wéi bei den heterosexuelle Koppelen: genausou kritesch, genausou vorsiichtig, well et eben ëm d'Kand geet.

Mä dat ass näischt Neies an do ännert och näischt. Do hu mer masseg Texter a Jurisprudenzen, déi dat beleen. Well wat brauch e Kand? E Kand brauch Elteren, déi fir Gebuergeenheit suergen, mat Verstand, mat Léift, mat Eierlechkeet a virun allem mat Zouverlässegkeet. Dat ass dat, wat d'Kanner brauchen.

Dofir, déi Kritiken, dass gläichgeschlechtlech Koppelen dat eventuell net kéinten oder dass déi Leit, déi hiert Kand eleng zillen, dat manner gutt géife maachen, well se dann eleng wäeren an net méi e Papp an eng Mamm, déi Kritiken, et ass wierklech eng op de Bak fir déi Leit, déi Kanner eleng erzéien. Wierklech eng op de Bak fir déi Leit!

An ech mengen, och déi Suerg, déi ausgedrëckt gëtt bei deene Kritiken, wa gesot gëtt, déi Kanner, deene kann et herno net esou gutt goen, wa se an enger gläichgeschlechtlecher Koppel opgezogen ginn: Et gëtt ëmmer gesot, fir déi Kanner ass et schweier, well se an enger gläichgeschlechtlecher Koppel opwuessen. Net, well et an der Koppel problematesch wär, mä herno dobaussen, d'Akzeptanz vun der Gesellschaft.

Ech mengen, dass déi Leit, déi dat soen, hire Fall projézieren op d'ganz Gesellschaft!

► **Une voix.** - Genau!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Dat ass e klassesche Phenomeen an der Psychologie. Dir ënnerstellt der Gesellschaft, gradesou réckstänneg ze si wéi Dir selwer. Mä si ass et net!

► **Une voix.** - Très bien!

(**Interruptions**)

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Si ass et net. D'Gesellschaft wäert net esou reagieren, wéi Dir dat duerstellt, well si ass net an hirer grousser Majoritéit esou réckstänneg op deem dote Punkt. D'Gesellschaft, mengen ech, ass iwwerengens a gesellschaftspolitesche Fro bal ëmmer - bal ëmmer! - virun der Politik. D'Politik ass meeschtens hannendran a gesellschaftspolitesche Froen.

(**Interruption**)

An ech mengen och... Jo, dat mam Referendum, dozou kënnen mer eng Kéier ganz gare seriö diskutieren!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, da kommt!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Well ech entdecken nämlech, dass ëmmer de Wonsch nom Referendum waakreg gëtt, wann ee mierkt, dass een an der parlamentarescher

Debatt keng Zoustëmmung fënnst. Da gëtt op emol de Referendum entdeckt.

(**Brouhaha général**)

Ech hunn lech nach ni, ech hunn lech nach ni héieren, Här Kartheiser, antrieden...

(**Interruptions diverses**)

Ech hunn lech nach ni, ech hunn lech nach ni héieren antrieden, Här Kartheiser, dass dat, wat d'ADR fir richtig fënnst, engem Referendum ënnerstellt gëtt.

► **Une voix.** - Dach!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Kee Problem!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Ech wëll lech awer soen, Här Kartheiser,...

► **M. le Président.** - Sou, wann ech gelift, ech géif bieden, de Minister ausschwätzen ze loosse, an de Minister bieden, sech un d'Chamber ze adresséieren!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Selbsterständlech!

Mä et gëtt Referenden, déi fannen all fënneg Joer statt an déi heesche Wahlen!

► **Une voix.** - Très bien!

(**Brouhaha**)

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Fir d'ADR huet dat geheescht an deene leschten 20 Joer: vu siwe Sätz op fënneg, vu fënneg Sätz op véier, vu véier Sätz op dräi. A wann Der esou weidermaacht, sidd Der déi aner Kéier zu zwee an da sidd Dir och eng, wann Der net gutt oppasst, eng...

(**Brouhaha**)

...da sidd Dir och eng dysfonctionnel Koppel, Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Dir hutt déi lescht Wahlen déi Richtung och ageschloen, Här Braz!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - ...da sidd Dir eng dysfonctionnel Koppel, Här Gibéryen, mat Ärer Partei. A wann...

► **M. le Président.** - Sou. Also keng Zwigesprécher méi, wann ech gelift! Här Minister, fuert elo weider!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Selbsterständlech!

► **M. Jean-Claude Juncker (CSV).** - Da wësst Der jo, dass d'Wahle Wahle sinn an dass ee sech un d'Resultater dovou soll halen...

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Selbsterständlech!

(**Brouhaha**)

A wann eng Majoritéit, déi et virun net gouf, eng Majoritéit kritt, dann ass et dann déi nei Majoritéit, do hutt Der ganz recht!

► **Une voix.** - Très bien!

► **Une autre voix.** - Weider esou!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Da gëtt iwwert d'Etüde geschwat, déi bruecht ginn. Dat kennt ee jo och aus der Debatt a Frankräich. Wat do net alles mat Etüde ronderëmhandelt ginn ass!

Fakt ass, dass déi Etüden, déi erausfannen, dass et fir d'Kanner problematesch ka ginn, wa se an enger gläichgeschlechtlecher Koppel opwuessen, ëmmer ganz rapid konnten entlarvt ginn, wat d'Origine vun deenen Etüde betrëfft. En fait beleen déi Etüde just d'Meenung, déi déi Leit wollten affichéieren.

Elo kann een och deenen, déi de Contraire beleen, och deelweis vläicht dee Reproche maachen, dat mag sinn! Déi Leit, déi sech awer seriö domat beschäftegen op engem universitären Niveau, Unien, déi net gefierft si vu vireran, déi fannen dat doten net eraus.

Dir hutt vun Amerika geschwat. Ech wëll lech just op eng Etüd verweisen aus Amerika, dat ass den „Official journal of the American Academy of Pediatrics“, eng ganz seriö Instruktioun, déi sech mat där doter Fro och beschäftegt huet. Déi widerleeën déi doten Thees. Déi widerleeën déi doten Thees! An Dir kënnst awer wierklech net den Amerikaner op där doter Fro ënnerstellen, si wäeren elo terribel, terribel progressistesch! Do leeft, och op där heiter Fro, ganz viles an der Diskussioun mat.

Ech wëll lech op déi heiten Etüd verweisen, déi kloer beleet, dass dat net de Fall ass. Ënnert dem Stréch résuméiert et sech dann awer op dat, wat ee fir richtig oder fir falsch hält a wéi oppen oder net oppen ee bestëmmte Leit an eiser Gesellschaft géintwuersteet. Dat seet méi aus wéi vill Etüden, besonnesch déi, déi sech wëlle beméien ze widerleeën, dass et deene Kanner gutt ka goen. Dat ass net esou.

Ech wëll och preziséieren, dass mat dësem Gesetz jo keen eppes ewechgeholl kritt. Et gëtt jo gemaach wéi wann hei esou eng Zort Emverdeelungskampf amgaange wär. Mä dat stëmmt dach ganz einfach net! Mir ännere jo näischt op deene wesentleche Froen, déi sech an deem dote Beräich stellen.

An dësem Gesetz ännert jo strictement näischt un eiser Législatioun iwwert de Lien biologique, dat, wat Dir esou héichhaalt. Wou ännert dann hei iergende Komma un engem Gesetz, wat de Lien biologique betrëfft? Deen natierlech eent vun de Fundamenter ass vun der Gesellschaft. Mä net dat eenzegt. Mä eent dovunner.

Wou ännert hei an dësem Gesetz iergendepes un der Présomption de paternité? Wou ännert iergendepes un deem doten absolute Grondprinzip? D'Présomption simple, nach ëmmer gewiescht, wëll ech och preziséieren. Mä do ännert och näischt. Dat sinn „fundamentals“ an dat ännert hei net.

De Mariage civil huet dach eigentlech d'Empreinte vun der Gläichheet a sech. Déi Konzeptioun vum Mariage civil, wéi mer se haut kennen, dréckt dach en fait nëmme eng Fräiheet aus, déi d'Bierger an eisem Land hunn, sou wéi se och am Artikel 146 vum Code civil formuléiert ass a vun der Origine un net geännert huet. Nämlech den Artikel, dee seet, dass et kee Mariage ka ginn ouni Consentement.

An deem Artikel seet och, dass dee Consentement an der „pleine liberté“ muss ausgedréckt ginn. Et ass e Recht, wat een huet, eng Fräiheet, déi een huet, déi auszedrécken. An dee Grondgedanke vun der Fräiheet, deem iwwerdree mer iwwerengs haut op de Mariage fir all d'Membere vun eiser Gesellschaft. An zu där Fräiheet gehéiert jo dann och - dat muss ee vläicht eng Kéier rappeléieren - d'Fräiheet, sech net ze bestueden. Wa mer haut de Mariage aféieren, dann ass dat keng Flicht, déi mer aféieren. Jiddweree bleift fräi, sech ze bestueden, wann e mengt, en hätt dee Richtegen oder dat Richtegt fonnt. A wann net, kann een och al a glécklech ginn, wann een net bestuet war.

Et gëtt och gesot, mir hätten net genuch diskutéiert iwwert déi heite Matière. Dat ass net richtig. An et sinn och vill Avisen erakomm, a scho méi laang erakomm, zënter 2010, vun der Commission nationale pour la protection des données - fir nëmme der e puer ze nennen, net all -, dem Ombudscomitée fir d'Rechter vum Kand, wat eng ganz seriö Institutioon ass. Den Här Kartheiser huet se a Fro gestallt. Ech deelen déi Afrostellung net, a contraire, déi maachen eng exzellente Aarbecht, och wa se an hire Konklusiounen dann net Är Meenung ënnerstëtzen.

De Centre pour l'égalité de traitement, de Barreau vu Lëtzebuerg, „Rosa Lëtzebuerg“, Transgender Lëtzebuerg an d'Avisé vum Statsrot, dat sinn der awer vill, déi sech ganz seriö mat dëser Matière auserneegeat hunn, an dorivwer eraus och d'Commission juridique.

Mir wäerten eis och an deenen nächste Joren nach mat e puer anere Projeten hei an der Chamber ofginn, déi och mat de Kanner ze dinn hunn. Net nëmme, mä och mat de Kanner ze dinn hunn.

Een ass genannt ginn, dat ass den Divorce. Ech hoffen, dass mer den Divorce elo séier wäerten an der Chamber kënnen virubréngen. Mir mussen probéieren natierlech, déi Fro vum Splitting vun de Pensiounsrechter ze klären. Wa mer déi net séier genuch gekläert kréien, mengen ech, muss een de Projet awer kënnen maachen. Den Divorce muss virugeen. D'Belsch huet sech och net éiweg ophale gelooss duerch déi Diskussiounen do. Ech hoffen, dass mer et fäerdegbréngen, zesumme mam Kollege Romain Schneider - mir schaffe schonn drun -, dat dote gemeinsam ze léisen, dat wär besser. Wann net, mengen ech, muss de Projet iwwert den Divorce definitiv virukommen, well do geet et effektiv och em vill Rechter vun de Kanner.

Dann en anere Projet: deen iwwert d'Filiatioun, deen och schonn an der Chamber ass. Och dat ass e wichtege Projet. Och do gi Saachen dra behandelt, déi am Intérêt vum Kand sinn. Zum Beispill den Accès vun de Grousselteren - also, dat ass elo e Beispill, dat nach net am Text ass, wou ech awer driwwer nodenken, ob mer dat net och an den Text sollten eranhuelen -, den Accès vun de Grousselteren an aneren, wéi et a Frankräich virgesinn ass, och am Kader vun der Filiatioun, dann dass mer wëllen d'Differenz ofschafen tëschent Enfants légitimes an Enfants naturels. Ma wat méi séier, wat besser! Och dat wäerte mer maachen.

Mir wäerten awer och Dispositiounen aféieren - an déi sti schonn am Projet de loi, de Chamberpräsident weess dat - iwwert d'Procréation médicalement assistée, déi sougenannt „PMA“.

Mir wäerten awer och bei der GPA mussen virukommen. Och do steet schonn an engem Projet de loi, dass een déi soll formell verbidden. Dat ass och meng Meenung. Et ass eng Saach, déi aus enger Rei vu Grënn méi wéi contestabel ass. Schonn eleng dowéinst, well nach ni eng räich Fra enger aarmer Fra hire Bauch zur Verfügung gestallt huet. Dee Fall ass et an de GPAen nach net ginn. Dat eleng ass e Grond, fir äusserst kritesch deem géintiwwerzestoen.

Allerdéngs muss een awer och drun denken, dass et Kanner gëtt, déi entstinn aus GPAen, vläicht souguer och aus illegale GPAen, a mat där Fro mussen mer eis och beschäftegen. Beim Verbuete vun de GPAen kënnen mer net blann an daf si fir d'Schicksal vun deene Kanner, déi net gefrot an net gewollt aus enger oft illegaler GPA entstanen sinn. Mir kënnen net nëmme mam Verbuete all Froe beäntweren. Mir mussen méi wäit denke wéi dat, am Intérêt vun de Kanner. Schwierig Fro! Mä mir mussen eis mat där Fro beschäftegen.

Dat si just e puer Beispiller, Här President, an ech kommen zum Schluss vun de Projeten, déi hei scho leien. E leschte Projet ass dee vun der Responsabilité parentale, deen déi Responsabilité commune zu Lëtzebuerg soll endlech aféieren. D'Gerichter applizéieren dat schonn oft - net ëmmer, mä schonn oft. Et wär gutt, wa mer et séier och zu Lëtzebuerg an engem Text hätten. Dorunner schaffe mer.

Dat wäeren, Här President, déi Remarques, déi ech am Numm vun der Regierung wollt maachen. Ech wëll als Ofschluss wierkelech nach eng Kéier all deene Merci soen, déi sech un der Diskussioun bedeelegt hunn. Ech mengen, Lëtzebuerg gëtt mat deem Vote, dee mer elo an e puer Minuten oder an e puer Sekonde wäerten huelen, e méi solidairesch, méi gerecht Land, an dat ass gutt esou.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci und dem Här Justizminister.

Domat si mer um Enn vun enger Diskussioun ukomm, déi sachlech an digne gefouert ginn ass, woufir ech Merci soen. A mir géifen direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6172A kommen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6172A et dispense du second vote constitutionnel

De Vote geet un. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6172A ass mat 56 Jo-Stëmme, bei 4 Nee-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Haldorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ont voté non: M. Aly Kaes;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Et bleift nach d'Fro, ob d'Chamber d'accord ass, fir d'Dispens vum zweete verfassungsmeissegé Vote ze ginn.

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert.

Motion 1

Mir sinn dann nach a Präsenz vun enger Motioun, déi abruecht ginn ass vun de Kollege vun der CSV, déi, mengen ech, motivéiert ass. Sinn dozou Wuertmeldung respéktiv eng Stellungnahme vun der Regierung?

Den Här Bodry huet d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, Här President, déi Motioun do iwwerrascht e bëssen. Ech muss soen, ech hunn e bëssen den Androck, dass et eng Alibimotioun ass, déi hei vun der CSV proposéiert gëtt, well se eigentlech sech haaptsächlech doduerch kennzeechent, dass se oppen Dieren arennt.

Si freet zum Beispill, elo freet se dat - et freet ee sech, firwat dass elo déi Fro hei gestallt gëtt; mir schwätze jo hei net iwwer eng Reform vum Adoptionsrecht, mä et geet em de Mariage -, stellt se d'Fro vun den Enquêtes sociales. Mä ech weess dach, de Ministère de la Famille ass nach haut ëmmer u sech deen, deen déi Associatiounen agréiert, déi déi Enquêtes sociales do maachen. Wéi sou gëtt elo gefrot bei dëser Geleeënheet, zoufälleg an deem Moment, wou d'Adoptioun opgeet och fir gläichgeschlechtlech bestuete Koppelen, dass elo soll eng Evaluatioun gemaach gi vun den Enquêtes sociales?

Huet d'CSV Indican, dass déi Enquêtes sociales an der Vergaangenheet net uerdentlech gemaach gi wäeren? Wa se der huet, stellt sech d'Fro, wéi sou se näischt ënnerholl huet, well se jo d'politisch Responsabilitéit an deem doten Domän während 25 Joer ouni Interruption exercéiert huet.

Datselwecht, hei gëtt nach eng Kéier déi Thees iergendwéi ënnerschwelleg iwwerholl, wéi wann eventuell d'Interesse vum Kand net am Mëttelpunkt géife stoe vun der Adoptioun. Ech muss dann nach eng Kéier hei den Text selwer vum Code civil erunzéien. Den Artikel 343, dee seet: «L'adoption ne peut avoir lieu que s'il y a de justes motifs», dat ass déi éischt Konditioun, «et si elle présente des avantages pour l'adopté.»

Et gëtt eng fest Jurisprudenz vun eise Gerichter, déi ganz kloer festgestallt huet, dass den Intérêt de l'enfant eng vun de fundamentalen, autonome Konditiounen ass zu Lëtzebuerg, fir dass iwwerhaupt eng Adoptioun ka gesprach ginn.

D'Adoptiounen hei zu Lëtzebuerg gi vun de Gerichter gesprach. Ech gesinn also schwéierlech, wéi de Gouvernement - am Sënn vun enger Séparation des pouvoirs -, wéi d'CSV dat hei drolecherweis fuerdert, misst derfir suergen, dass u sech déi Adoptiounen, déi geschwat ginn, hei gewësse Kritären entsprechen an ëmmer mussen den Intérêt supérieur de l'enfant garantéieren. Ech weess net, wéi d'Regierung soll esou eppes maachen. Dat ka jo héchstens dann, wann eppes schifgeet, iwwert d'Gesetz goen, dat mer da missten änneren, wann d'Gesetz misst geännert ginn.

Erstaunlech ass och d'Fro, dass d'CSV elo hei fuerdert, d'Regierung soll considéieren, fir déi europäesch Konventioun iwwert d'Adoptioun vun de Kanner vun 2008 ze ënnerschreien. Ech stelle just d'Fro: Wéi sou ass bis elo dat doten net considéiert ginn? Wéi sou huet de Ministère de la Famille, dee jo do eng direkt Responsabilitéit huet, respéktiv de Ministère de la Justice an déi respéktiv Ministeren, wéi sou hu si dat vun 2008 bis Dezember 2013 net gemaach, wann hei u sech dat hei elo gefrot gëtt?

Also, ech hunn e bësse Problemer. Bon, ech verstinn, firwat dass déi Motioun kënn. Mä ech hu wierkelech Problemer, déi doten Operatioun, déi d'CSV hei wëllt maachen, matzemaachen. An duerfir wäert natierlech och meng Fraktioun déi heite Motioun net stëmmen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President, an och Merci un d'Kollege vun der CSV fir déi Motioun hei. D'ADR wäert se net matstëmmen, aus dräi Grënn.

Éischtens, déi juristesche Argumentatioun, déi d'CSV zu dësem Text inspiréiert huet, ass eng, déi mir net deelen. Ech hat d'Geleeënheet virudrun op der Tribün, dat ze erklären.

Zweetens steet op zwou Plazen an dësem Text, datt den «caractère préjudiciable d'une adoption pour un enfant ne dépend pas de l'orientation sexuelle de son ou de ses parent(s) adoptif(s)». Mir deelen déi Meenung ganz kloer net, well mer der Meenung sinn, datt e Kand fir seng Entwécklung en zweegeschlechtlech Elterepuer brauch.

An ausserdeem hunn ech jo och kënnen opmierksam maachen op all déi Problemer, déi sech besonnesch bei enger Scheedung vun homosexueller Koppele wäerte stellen, déi nach vill méi schlëmm sinn a vill méi komplizéiert si wéi déi, déi bei enger heterosexueller Koppel wäerten entstoen.

Aus deene Grënn, Här President, kann d'ADR dësen Text net matstëmmen. Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. Den Här Wiseler huet d'Wuert an dann den Här Turpel.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Jo, just ganz kuerz,...

► **M. le Président.** - An dann den Här Berger.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - ...fir ze soen, ech wëll och nach eng Kéier soen, datt ech fannen, datt déi Diskussioun hei op eng gutt Aart a Weis an digne gefouert ginn ass. Dat war net de Fall an all de Länner.

Ech wëll awer och elo zum Schluss nach eng Kéier kloer soen - net datt hei d'Impressioun duerch dës Motioun entsteet, datt d'CSV hei am Fong net dat géif mengen, wat se géif maachen -, mir hunn dësen Text kloer an däitlech déposiert, en ass vun engem CSV-Minister weidergefuert ginn, vun engem CSV-Rapporteur ausgeschafft ginn, an déi Fraktioun hei huet den Text och gestëmmt. Eis Meenung ass also kloer an däitlech.

Mir héieren awer och, wat dobausse fir eng Diskussioun ass. An dofir ass et fir eis wichtig, datt erkläert gëtt an datt d'Akzeptanz och vun der Chamber hei ausgeet fir deen Text, dee mer total droen, fir datt deen Text och dobaussen op Akzeptanz stéisst.

Dat, wat mer hei an där Motioun froen, ass am Fong dat, wat a multiplen Diskussiounen, inklusiv an der Chamberskommissioun, duerkdiskutiert ginn ass an och do a sech à l'unanimité ugeholl ginn ass, wat par ailleurs och an dem Commentaire des articles vun dem Text steet an einfach freet, datt d'Recht vum Kand virgeet an net d'Recht op d'Kand, ob dat elo fir hetero- oder fir homosexuell Koppelen ass, genau identsch, genau d'selwecht.

An dat wollt mer nach eng Kéier ganz einfach...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Et steet an den Texter vun haut.

► **M. Claude Wiseler (CSV).** - Genau, mä mir wollten dat, mir wollten et nach eng Kéier ganz kloer an däitlech einfach ënnersträichen, fir datt et och jiddwerengem kloer ass. C'est tout. An ech wëll net, datt deen Exercice anescht verstane gëtt. An dat ass awer fir eis wichtig, fir et nach eng Kéier ze ënnersträichen. Ech wollt déi Erklärunge ginn.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Wiseler.

Ech hunn nach d'Wuertmeldung vun der Madame Loschetter an dem Här Berger. Här Berger. An dann d'Madame Loschetter. An dann den Här Turpel. Jo, kommt, mir ginn dem normalen Tour no!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Jo, Merci, Här President. Ech wëll eigentlech do weiderfuere oder mech uschléissen un dat, wat de Kollege Alex Bodry gesot huet. Et sinn hei eng Rei Elementer, wou d'Regierung invitéiert gëtt, verschidde Saachen ze maachen, wou ee sech effektiv ka froen, firwat dat net an der Vergaangenheet scho gemaach ginn ass, ob dat d'Evaluatioun ass vun den Enquêtes sociales, ob dat d'Signature ass vun der Convention européenne.

A wat en zweet Argument ass fir meng Fraktioun, fir déi Motioun hei net ze stëmmen, dat ass och, datt am leschten Tired da Rieds geet vun dem Kader vun den «méthodes de procréation et techniques médicales de procréation». Sécherlech ass dat derwäert, och driwwer ze diskutéieren. An Zukunft wäerte mer dat sécherlech maachen. Mä dat war awer net de Kader hei haut de Mëtteg, wou mer spezifesch driwwer diskutéiert hunn, sou datt dat an engem anere Kontext da ka gemaach ginn.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Berger. D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Jo, Merci, Här President. Mir wäerten déi heite Motioun och net matdroen, an dat ass dräi Grënn. Dat Éischt ass, well effektiv an den „Inviten“ verschidden Instanzen ugeschriwwen sinn, op déi mir och keen Impakt hunn an op déi mir och keen Impakt dierfen a sollen hunn.

Dat Zweet ass, well verschidde Saachen an den „Inviten“ drastinn, wou mer souwéiso schonn e Konsens, en Ordre du jour an e Planning hunn, notament an der Commission juridique. An Dir wësst alleguerten och, datt déi Saachen elo um Ordre du jour stinn.

An dat Drëtt ass d'Argument vun dem Sprecher vun der CSV. Ech denken, wa mer wëllen d'Thema, wat dobaussen d'Leit opreegt, berouegen, da brauche mer keng Motioun, mä dann ass et virun allem d'Serenitéit an onsen Diskussiounen an onsen Debatten, wat dëst ubelaangt, déi de Calme dobausse wäert erëm herstellen oder wäert festegen. Well, wann e puer Wellen héichgeschloen hu genau an deenen Ursaachen, dann ass et, well duerk falsch Argumentatioun an duerk net richtig



Informationen eng gewëssen Onrou opkomm ass. Dofir denken ech, datt mer mat där néideger Serenitéit keng Motioun brauchen an datt och dat, wat d'Leit elo de Moment op eemol am Kader vun dësem Projet de loi beschäftegt, wierklech keng Motioun brauch, fir datt erëm Rou hiergestallt gëtt.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Loschetter. Den Här Turpel huet d'Wuert.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).**- Merci, Här President. Ech wollt dräi Saache soen. Ech hat et jo scho virun uegkennegt. Éischtens, datt am Kader vun där heiten Diskussioun wéi och a villen aneren Diskussiounen eng ganz Rei Froen an Themaen ugeschnidde gi sinn, déi doudsicher berechtigt sinn, fir diskutéiert ze ginn a behandelt ze ginn. Et soll awer ganz kloer sinn, datt eng Rei vun deenen Themaen sech net stellen duerch d'Tatsaach, datt mer hei eng Gläichstellung maache vu gläichgeschlechtliche Koppelen am Bestietnis a bei der Adoptioun.

An esou wéi déi Motioun (veuillez lire: déi Motioun vun der CSV) hei formuléiert ass, praktesch vun Ufank un, gi grad alleguerten déi Argumenter, déi vun deenen, déi géint d'Gläichstellung waren, virbruecht gi sinn, hei iergendwéi opgegraff. Vun «droit à l'enfant» iwwer «adoption aux personnes et couples de même sexe» an esou weider bis hin zu «renforcer la protection de l'enfant» sinn dat alles an dësem Kader falsch Messagen. Déi stellen eng Konvergenz hier zwëschen deem, wat hei gefuerdert gëtt, an deene falschen Argumenter, déi dobaussen zirkuléieren iwwer déi gläich Rechter vu gläichgeschlechtliche Koppelen par rapport zu heterosexuelle Koppelen.

Ech fannen, mir hate wierklech eng gutt Debatt, mir insgesamt, wat de Minister och ënnerstrach huet, och hei an der Chamber. Ech fannen, mir sinn och an engem Diskussionsprozess, wou eng Rei aner Saache musse gekläert ginn.

An ech géif wierklech hei en Appell maachen un d'CSV, fir déi Motioun haut hei net zur Ofstëmmung ze stellen, well, esou berechtigt wéi eng Rei Froen sinn: Si gehéieren net an dese Kader. An ech mengen, et wier gradesou gutt, wa mer déi berechtigt Froen an där nächster Woch, an där nächster Chamberswoch, och no Ofstëmmung mat deenen anere Fraktiounen, kéinten an eng Motioun faassen, fir datt mer dat haut net an een Zesummehang stellen, dee falsch wier.

Dofir mäin Appell ganz kloer un d'CSV: Macht wann ech gelift haut net déi Konvergenz, déi Der jo eigentlech wollt évitieren an hei awer ënnerschwellig erëm eng Kéier maacht mat falschen Argumenter am Kontext vun dëser Diskussioun! Et huet näischt mat dëser Diskussioun ze dinn. Et dierf näischt mat dëser Diskussioun direkt ze dinn hunn. An da komme mer an zwou Woche bei der nächster Chambersitzung dorobber zrëck.

Si ass d'ailleurs net komplett. Zum Beispill d'Recht op d'Filiatioun, ze wëssen, wien déi biologesch Eltere sinn, ass net dran ugeschnidde. Dat ass och ee Punkt, dee wichteg ass, an deen ass net am Text mat dran.

Dofir mengen ech: Zitt se wann ech gelift zrëck! Dann hu mer haut eng kloer Haltung, wat d'Gläichstellung ugeet, an op all déi aner

Froen komme mer zrëck. Wann d'CSV se awer net zrëckzitt, da stëmme mir an dësem Zesummehang op jidde Fall dergéint.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Turpel. Den Här Justizminister huet d'Wuert.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Här President, d'Regierung schléisst sech den Argumenter vun de Majoritéitsvertrieder an och vum Här Turpel un. Mir sinn och der Meinung, dass déi Motioun an där Form net kann uegholl ginn.

► **M. le Président.**- Merci. Da bleift mer näischt anescht iwwer, wéi zur Ofstëmmung iwwerzegoen.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Ech mengen, mir froen de Vote électronique, Här President.

Vote sur la motion 1

► **M. le Président.**- Selbstverständlech. Merci. De Vote ass lancéiert. Wie mat der Motioun d'accord ass, stëmmt Jo, a wien net mat der Motioun d'accord ass, stëmmt mat Neen.

(Interruption et hilarité)

De Vote ass lancéiert.

(Interruptions)

Ech hunn awer 60 Stëmmen.

(Hilarité)

Also, mir hunn eng ganz intelligent Maschinn hei. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun ass mat 37 Nee-Stëmmen, bei 23 Jo-Stëmmen ofgelehnt.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Marcel Oberweis), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

Ont voté non: MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur, M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

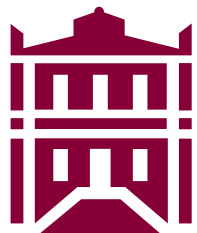
MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Domat wäre mer um Enn vun der Sëtzung vun de Mëtteg respektiv den Owend ukomm. Mir gesinn eis erëm muer de Mëtteg um zwou Auer. Kommt gutt heem!

Merci, d'Sëtzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 18.39 heures)



SÉANCE 26

JEUDI, 19 JUIN 2014

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. le Président

2. 6655 - Projet de loi relatif à la construction du centre pénitentiaire d'Uerschterhaff

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Georges Engel

- Discussion générale: Mme Sylvie Andrich-Duval, Mme Josée Lorsché, M. Gusty Graas, M. Gast Gibéryen, M. Serge Urbany

- Prises de position du Gouvernement: M. Félix Braz, Ministre de la Justice (M. Serge Urbany intervient), M. Serge Urbany (parole après ministre), M. Félix Braz, Ministre de la Justice, M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures (M. Claude Wiseler pose une question)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

3. Retrait du rôle des affaires

- M. Michel Wolter

4. Question élargie n°2 de M. Claude Adam sur la promotion du secteur du jeu vidéo

- M. Claude Adam - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

5. 6315 - Projet de loi

- portant réorganisation de l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services et portant organisation du cadre général pour la surveillance du marché dans le contexte de la commercialisation des produits,

- modifiant

* la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures,

* la loi modifiée du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits,

* la loi modifiée du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie,

* la loi du 25 mars 2009 relative à la compatibilité électromagnétique,

* la loi modifiée du 27 mai 2010 relative aux machines,

* la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets, et

* la loi du 21 décembre 2012 concernant les équipements sous pression transportables, - abrogeant la loi modifiée du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services

- Rapport de la Commission de l'Économie: M. Claude Haagen

- Discussion générale: M. Laurent Mosar, Mme Joëlle Elvinger, M. Henri Kox, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel

- Prise de position du Gouvernement: M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

6. 6673 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel

- Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Eugène Berger, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany

- Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Jean Asselborn et Félix Braz, Ministres; M. Camille Gira, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.04 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. le Président.**- D'Sëtzung ass op.

Ech wollt d'Regierung froen, ob se Kommunikatiounen ze maachen huet?

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Neen, Här President.

► **M. le Président.**- Ech soen dem Justizminister Merci.

Da kënnen mer direkt zum Ordre du jour iwwerzegoen. Als éischte Punkt hu mer um Ordre du jour de Projet 6655 iwwer de Bau vun engem Établissement pénitentiaire um Uerschterhaff. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Ech hu bis elo Aschreiwunge vun der Madame Andrich, der Madame Lorsché, den Häre Gusty Graas, Gast Gibéryen a Serge Urbany. Et ass nach ëmmer Zäit, fir sech ze mellen.

An ech ginn elo direkt d'Wuert dem Rapporteur, dem honorabelen Här Georges Engel. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

2. 6655 - Projet de loi relatif à la construction du centre pénitentiaire d'Uerschterhaff

Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Georges Engel (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass schonn e spezielle Moment hei fir mech, haut virun lech hei ze stoen als Rapporteur vum Projet de loi 6655, deen de Bau vun enger Maison d'arrêt um Uerschterhaff zu Suessem als Objet huet. An dat, well et an engem Land mat der Gréisst vu Lëtzebuerg net esou oft virkënt, dass een eng Untersuchungs-

haftanstalt baut an et duerfir schonn e groussen a wichtege Projet mat gesellschaftlechtem Impakt ass, dee mer haut hei wäerte stëmmen.

Den Dépôt vun dësem Projet ass den 12. Februar 2014 gemaach ginn. De 26. Mäerz gouf ech als Rapporteur genannt. Den 23. Abrëll huet d'Kommissioun den Avis vum Statsrot - deen Avis, deen awer schonn den 20. Dezember 2013 erakomm ass - analyséiert. An de 4. Juni huet d'Kommissioun du mäin Rapport approuvéiert.

Ech hu meng Interventioun vun haut an dräi Deeler opgedeelt, éischtens den aktuelle Kontext, deen zum Projet gefouert huet, zweetens

de Bau selwer an drëtens verschiddelech Remarquen.

Zur aktueller Situatioun a firwat mer dese Bau brauchen: Sait méi wéi zéng Joer geet d'Zuel vun de Prisonnéier zu Lëtzebuerg stännege an d'Luucht. De Centre pénitentiaire Lëtzebuerg, den CPL, de Prisong vu Schraasseg also, deen 1984 opgoung an 2002 ausgebaut gouf, huet eng maximal Capacitéit vu 600 Prisonnéier. An de Joren 2006 an 2007 waren et der awer bal 700, déi do waren. D'Zuele goungen awer elo an deene leschte Jore liicht erof, kënnen awer vun engem Moment op deen aneren nach ëmmer variéieren, och no uewen.

D'Evolutioun vun der Unzuel u Prisonnéier ass schlecht virausgesinn, e Phenomeen, deen een a ganz Europa kennt. Dowéinst a well de Prisong zu Schraasseg ëmmer ganz héich beluecht ass, an ausserdeem, well condemnéiert Prisonnéier a Prisonnéier an Untersuchungschaft hei zesummen ënnerbruecht sinn - fir 2013 waren et 598 Prisonnéier, also zwee ënnert der normaler maximaler Capacitéit, an dovunner waren 284 an U-Haft -, huet d'Regierung dunn 2005 decidéiert, nient Schraasseg a Giwenech en drëtten Centre pénitentiaire ze bauen.

Dësen Zenter gëtt gebaut als Maison d'arrêt an ass ausschliisslech geduecht fir Untersuchungschaftlingen. Just bei verschiddenen Ausnahmen, notament wann et ëm d'Intégrité physique et morale, ëm d'Gesondheet, ëm d'Formatioun oder d'Aarbecht vum Prisonnéier geet, kann een do eng Derogatioun maachen.

Dozou kënn och nach, dass an engem iwwerfällten oder bis op déi leschte Plaz gefüllte Prisong, deen also ëmmer bis op dem kriteschen Niveau vum Beluechtsinn ass, d'Aarbecht mat de Prisonnéier, déi op eng gutt Réinsertion sociale achséiert ass, schwierig ass an och d'Sécherheet, och déi vum Personal, an d'Uerdnung an d'Disziplin net genuch assuréiert sinn.

An dësem Kader kéint een elo och eng grouss Diskussioun iwwert de Strofvollzuch féieren, iwwer Sënn an Onsënn vun Haftstrofen, iwwert de Choix vun enger Politique expansionniste, gläichesat mat méi a längere Strofen a méi Infrastrukturen, fir méi Leit anzespären, oder enger Politique réductionniste, wou de Prisong als lescht Solutioun ugesi gëtt, wou „front-door solutions“ - also ier een d'Leit aspäert - gesicht ginn a wou „back-door solutions“ virgeze ginn, nämlech déi fréizäitig Entloosung aus dem Prisong.

Och wann dës Maison d'arrêt no enger bestëmmter Aart a Weis gebaut gëtt, déi virausbléck léisst, a wéi eng Richtung de Strofvollzuch zu Lëtzebuerg an Zukunft wäert goen, well dës huet och Auswierkungen op d'Infrastruktur, ass et menger Meenung no net haut de Moment, fir iwwert d'Reform vun der Administration pénitentiaire an d'Reform vun der Exécution des peines ze schwätzen.

Dës gëtt am Kader vun de Projets de loi 6381 an 6382 gemaach. Dës huet och an der Kommissioun bei der Presentatioun vu mengem Rapport bemierkt. An am Unhang vu mengem Rapport hutt Der och e Brief vum Justizminister Félix Braz vum 6. Februar 2014 gehat, dee kloer ausseet, dass dës Diskussioun dann och an där Reform do virgesinn ass.

Wichtig war, dass mer eng Réunion jointe tëschent der Commission du Développement durable an der Commission juridique gemaach hunn, wou kloergestallt gouf, dass de Bau vum dem CPU, dem Centre pénitentiaire Uerschterhaff, der Reform vum Strofvollzuch, esou wéi se bis elo geplangt an diskutéiert gouf, och entsprécht.

Zum Bau, dat urbanistescht Konzept: De Centre pénitentiaire Uerschterhaff kéint an de Südweste vum Land, an d'Gemeng Suessem, nient d'WSA, op de Lieu-dit „Uerschterhaff“. Dat, nodeems déi deemoleg Regierung schon eng laang Zäit no engem géeegeente Standuert fir eng Maison d'arrêt gesicht huet a sech keng Gemeng fonnt huet, fir dës Institutioun opzehuelen.

D'Gesamtgréisst vum staatlechen Terrain - wat iwwerengs e grouse Virdeel ass vun dësem Projet, dass de Stat eng ganz Rei vun Terrainen do am Besëtz huet - ass 40 Hektar, woubäi der ongeféier 8 Hektar dann hei duerch d'Konstruktioun genotzt ginn.

D'Accessibilitéit gëtt assuréiert duerch d'Konstruktioun vun enger neier Strooss, déi den CR110 an d'Rue de Limpach matenee verbënnt. Déi Strooss muss dann awer nach gebaut ginn. An den CPU wäert natierlech herno och un de Busréseau aus dem Süden, den effentlechen Transport, dann ugeboune sinn.

D'Gebai ass an enger hexagonaler Form, integréiert sech esou gutt wéi méiglech an d'Landschaft an hält den Dénivelé, deen et hei

gëtt, als positiv Eegenschaft mat an de Projet eran. Déi maximal Capacitéit läit bei 400 Prisonnéier. De Gesamtkäschtpunkt läit bei 155,650 Milliounen Euro. D'Consummations-, d'Entretiens- an d'Fonctionnementskäschte leie bei ronn 26 Milliounen am Joer.

D'Bauzäit läit bei dräi Joer. Den Terrain, fir kënnen drop ze bauen, ass derbäi, iwwer eng Modification ponctuelle vum PAG vun der Suessem Gemeng ëmklasséiert ze ginn. Als optimistesche géif ech emol den Datum vun 2017, deen an engem Rapport aus der Kommissioun esou ervirgeet, bezeichnen, als ganz optimistesche, dass dann déi Maison d'arrêt sollt funktionsfäeg sinn.

Dann zur Exploitatioun an zur Konstruktioun: De Centre pénitentiaire Uerschterhaff gëtt gebaut no de Règles pénitentiaires européennes. Dës Regele sinn den Outil de référence fir d'Administratiounen, wou mat 108 Regelen, déi souwuel déi elementar Rechter vu Gefangenen, de Strofvollzuch, d'Gesondheet, d'Sécherheet, d'Inspektioun an d'Kontroll an de Prisong betreffen, d'Liewen an engem Prisong geregelt gëtt.

Den CPU gëtt no deem neiste Sécherheetskoncept gebaut, garantéiert d'Sécherheet vun de Prisonnéier, vum Personal, vum de Visiteuren an natierlech och vun der Populatioun ronderëm, do wou de Prisong dann och gebaut gëtt. Dës Sécherheetskoncept soll natierlech och all Invasioun an all Evasioun verhënneren. D'Gebaier sinn esou, dass d'Déplacementer mat de Prisonnéier esou effizient wéi méiglech gehale sinn.

D'Gebai besteet aus autonomen a modulären Unitéite fir d'Ënnerbréngung, fir d'Versuergung, fir verschidden Aktivitéiten, fir Spadséiergänger - natierlech Spadséiergänger an der Enceinte vum Gebai, dat versteet sech vum selwen.

D'Konstruktioun ass esou, dass d'Aarbechtskonditiounen fir d'Personal an d'Liewenskonditiounen vun de Prisonnéier den aktuellen Standards entsprechen.

D'Zellen an déi verschidde Pavillone sinn esou konfiguréiert, dass d'Eenzelënnerbréngung vun de Prisonnéier op en absolute Minimum reduzéiert gëtt, dee fir de korrekten Fonctionnement vum Etablissement onëmgänglech ass.

An deem Sënn sollen d'Prisonnéier a sougenannt „Gemeinschaftsregimer“ ënnerbruecht ginn. Dat heescht, d'Prisonnéier verbréngen déi meescht Zäit, Fräizäit, am Grupp a si just fir d'Nuetsrou eleng an hirer Zell. Dës Regime ass ëmsou méi wichtig fir e Prisong wéi dee vum Uerschterhaff, wou d'Prisonnéier jo alleguer an Détention préventive sinn a bis zu hirer Veruerteelung jo och als onschëlleg gëllen.

D'Ënnerbréngung gëtt a véier Pavillone vu 36 Wunngruppen op engem Total vu véiermol dräi Stäck gemaach. All Wunngrupp, modulär opgebaut, huet Zelle fir ee bis zwee Prisonnéier, e Raum fir verschidden Aktivitéiten an e Wunnraum, deen och als lesraum zielt.

D'Gebai ass a Stäreform geplangt, wat eng Rei vu Virdeeler huet: eng grouss Sécherheet wéinst der Visibilitéit, et kann ee mat enger reduzéierter Zuel vu Personal schaffen, si optimiséiert d'Kommunikatioun a suert fir eng effikass Organisatioun.

Am Ganze ginn et dräi Type vun Zellen, ech hu gesot: Eenzelzellen, Duebelzellen an och Zelle fir Personnes à mobilité réduite, esou wéi dat och an de Règles pénitentiaires européennes festgehalten ass. 1% vun de Käschte vum Gebai ginn investéiert an Énergies renouvelables. Virun der Dier ass e Parking vun 301 Plaze virgesinn.

Dat alles zum Bau an zur Exploitatioun. Erlaabt mer awer elo nach, den drëtten Punkt unzuegoen, dat si verschiddelech Remarquen zu vereenzelte Punkten.

Zu de Visiten: No der Kontroll ginn d'Visiteuren an de Parloir mat och enger gewëssener Unzuel vun individuelle Kabinen. D'Visité sinn iwwerwaacht, mä et ass virgesinn, wéi dat och schon an aneren EU-Länner de Fall ass, fir d'sozio-familiär Bindungen net ze zerstëieren, ënner gewëssene Bedéngungen net iwwerwaacht Visiten och ze erméiglechen.

Wat de Service médical ubelaangt: Déi gelegte medezinesch Interventiounen sollen hei an der Maison d'arrêt Uerschterhaff duerchgefouert ginn. Wann awer e speziellen Traitement néideg ass, kann dee betreffene Prisonnéier och op Schraasseg bruecht ginn, oder wann e komplizéierten oder laangwierigen Traitement ze maachen ass, kann en och an e Spidol bruecht ginn.

Wat sécuriséiert Unitéiten ugeet fir Prisonnéier, déi eng Gefor fir sech selwer oder fir aneren duerstellen, beziéungsweis aus physischen oder disziplinaresche Grënn, esou kënnen dës a

speziell aménagéierten Zellen ënnerbruecht ginn, wou si da 24 op 24 Stonnen iwwerwaacht ginn.

Eppes ganz Wichtige ass d'Formatioun an de Sport, well déi meescht Prisonnéier wäerte jonk Erwuessener sinn. Virgesi si verschidde Klassenzëmmer, eng Bibliothék, eng Sportshal an och e Sportterrain. Déi gesécherert Häff fir den Ausgang, déi sinn um Daach vun all Pavillon virgesinn.

Och wann et eng Untersuchungshaftanstalt ass, wou d'Prisonnéier manner laang agespaart sinn, sinn esou Infrastrukture wéi déi heiten extrem wichtig. Virun allem geet et jo drëms, dass déi Leit, déi elo an der Maison d'arrêt sinn, erëm - wa se erëm dobausse sinn - eens ginn am Liewen. An d'Resozialiséierung ass ëmmer iewescht Zil vun esou engem Openthalt.

Zu den Auditioenen: Fir d'Auditioone vun den Untersuchungsjuridictiounen si speziell Büroer virgesinn, wou och Videokonferenze méiglech sinn. Dës Videokonferenze sollen hir Base légale am Projet de loi 6381 iwwert d'Reform vum Strofvollzuch kréien. Dës Mesurë si geduecht, fir d'Transporter vun de Prisonnéier an d'Stad ze reduzéieren, wat manner Risiko, manner Traffic an och manner Käschte bedeit.

Et sief och notéiert, dass de Justizminister duerch de Prinzip vun der Séparation des pouvoirs d'Magistraten natierlech net zwänge kann, dës Interrogatoiren oder Videokonferenzen am CPU ze maachen. Mä hei si se awer elo emol infrastrukturell virgesinn, déi Méiglechkeete bestinn also am CPU Uerschterhaff.

Zum Institut de formation pénitentiaire: Wann een eng nei Struktur mécht, da brauch een och méi Personal. An et ass och wichtig, dass een dat Personal, wat een huet, och gutt weiderbilt. Duerfir sinn déi équipéiert Klasesäll virgesinn. Dës Klasesäll sinn extrem wichtig fir dat zousätzlech Personal, wat gebraucht gëtt, a wou da schon an der Ausbildung déi Leit, déi dohinner wëllen dee Beruff erléiere kommen, sech kënnen dann do scho familiariséieren mat deene reellen an de realistesch Konditiounen an esou enger Institutioun.

All Büroer vun der Administratioun ginn am zentrale Gebai op haaptsächlech zwee Stäck regruppéiert, wou sech dann och d'Kantin fir d'Personal befënt.

D'Sécherheet ass assuréiert duerch e Konzept mat Mauere ronderëm, déi eng Héicht vu sechs Meter hunn, duerch Obstacles mécaniques an en Dispositif de détection, Videokameraen an thermesch Kamerae bannen a baussen, en integréierte System fir d'Commande vun den Dieren an de Sassen, en Alarmsystem fir d'Personal, e System fir d'Detektioen vu GSMen. A wat sinn d'Risikoe bei esou engem Gebai? Natierlech d'Aggressioun am Gebai, Evasiounen, verbuede Waffen, Kontakter mat anere Leit, déi een net soll hunn, Handyen, Sabotage an och natierlech d'Attack vu baussen.

Och fir deem zousätzlech entgéintzewierken, ass eng Unité de garde et de réserve mobile hei installéiert, e Gebai fir maximal 60 Polizisten, responsabel haaptsächlech dann och fir den Transport vun de Prisonnéier. Dës Unitéit ass ausserhalb vum CPU ugesiedelt, an noer Proximitéit awer vum CPU, wat och eng Partie Trajete wäert reduzéieren an de Sécherheetsdispositiv ronderëm déi Maison d'arrêt dann och natierlech wäert renforcéieren.

Wann all dës Aarbechte gemaach sinn an den CPU dann och fonctionnéiert, bitt dat eis dann och d'Geleeënheet, de Prisong zu Schraasseg aus-respektiv ëmzebauen. An och do kënnen dann déi Aarbechtskonditiounen geschafe ginn, déi néideg sinn, fir e moderne Strofvollzuch kënnen ze assuréieren.

Wéi Der am Rapport vum 26. Mäerz och konnt liesen, huet d'Suessem Gemeng finanziell Kompensatiounen kritt, dat ënner Form vun erhéichte staatleche Subventiounen fir d'Konstruktioun vun effentleche Gebai an engem Droit de superficie fir en Terrain. Dës Kompensatiounen goufe vun der viregter Regierung ausgehandelt a sinn och du vun der jëtzege Regierung iwwerhol ginn.

Zum Avis vum Statsrot: En huet eng Rei vu Recommandatiounen, eng Recommandatioun, fir eng Spezialisatioun vun deenen eenzelne Prisong per Gesetz ze definéieren an ze regelen, ginn. De Statsrot bedauert, dass dës net geschitt ass am Projet de loi vum Fonctionnement vun de Centres pénitentiaires a vum Uerschterhaff. De Statsrot frett dann d'Auteurs vun deenen zwee Projet-de-loien, dës Projets de loi ënner dësem Gesichtsponkt och ze réexaminéieren. A wéi scho virdru bemierkt, gëtt dës Remarquë vum Statsrot dann och Rechnung gedroen, wa mer de Projet de loi 6381 an och 6382 mat der Reform vum Strofvollzuch an der Reform iwwert d'Administration pénitentiaire hei behandelen.

Ech kommen zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Merci all de Mataarbechter, déi gehollef hunn, dës Projet auszuschaffen an elo hei zu engem Vote kommen ze loosse. D'Gebai steet nach net, mä de Wee, dee bis dohinner geholl gouf, dat ass dee Wee, deen an déi richteg Richtung geet.

Heimadder ginn ech dann och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. Eischt ageschriwwen Riednerin ass d'Madame Sylvie Andrich-Duval, déi matzäit ukomm ass, trotz Stau.

► **Discussion générale**

► **Mme Sylvie Andrich-Duval (CSV).** - Merci, Här President. Här President, léif Kolleginnen a Kollegeen, just e Gebai, kéint ee soen, fir dat mer haut gréng Luucht ginn. Mä, léif Kolleginnen a Kollegeen, et ass kee Gebai wéi déi aner, well et handelt sech ëm e Prisong, an e Prisong baut een net all Dag.

De Rapporteur Georges Engel, deen als Député-Maire vun der Gemeng Suessem jo haut eigentlech zwou Kapen ophuert, huet eis dee wichtige Projet op eng detailléiert Aart a Weis virgestallt. Duerfir soen ech him Merci fir säin exzellente schrëfflechen a mündleche Rapport. Ech wäert mech och dofir op e puer Kommentare beschränken, dat engt op de Kontext vum Projet an déi aner op de Bauprojet selwer.

Zum Kontext: Dës Bauprojet ass jo agebett an eng global Reform vum Strofvollzuch a vun der Prisongsverwaltung, déi ënner der viregter Regierung, méi genee ënner der Fiederféierung vum deemolege Justizminister François Biltgen, op den Instanzewee bruecht gouf a vu senger Nofolgerin, der Madame Octavie Modert, virgedriwwen gouf. Dës Reform gëtt mat dësem Bauprojet deelweis ëmgesat.

De But vun dëser Reform ass engersäits e méi humanen an effiziente Strofvollzuch, deen am Aklang ass mat den internationale Rechtsvirgaben, ënner anere der Europäescher Mënschenrechtskonventioun an de Recommandatiounen vum Conseil de l'Europe, anersäits, d'Integratiounschancë vun den „hors-la-loi“ an eiser Gesellschaft ze verbesseren.

Déi inhaltlech Diskussioun leie selbstverständlech an der Kompetenz vun der Justizkommissioun vun der Chamber. Jiddefalls ass déi konstant Iwwerbeleung vum Prisong zu Schraasseg schwéier mat deenen do genannte Prinzipien ze vereenbaren a stellt ausserdeem net ze leugnend Sécherheetsproblemer, schwierig Aarbechtsbedéngunge fir d'Personal, déi trotz alldem musse fir Uerdnung an Disziplin suergen.

Dofir ass et dréngend, dass mer deem virleiende Gesetzesprojet haut gréng Luucht ginn, an ech ënnersträichen, dass et d'CSV-Fraktioun war, déi insistéiert hat, dass en op den Ordre du jour koom vun der zoustänneger Kommissioun, wou en dann och zesumme mat de Membere vun der Justizkommissioun analyséiert gouf.

Zum Bauprojet selwer: De Bau vun engem neie Prisong fir Häftlingen an Ënnersuchungschaft erlaabt et eischtmoleg zu Lëtzebuerg, veruerteelt Prisonnéier vu Prävenuen, also déi nach net condemnéiert sinn a fir déi folgelech nach d'Onschildsvermutung gëllt, ze trennen. Domat wäert de Prisong Uerschterhaff d'Capacitéit vum aktuelle Prisong vu Schraasseg a vun der Anstalt vu Giwenech ëm 400 Plazen erweidern, fir op eng global Capacitéit vun zirka 900 fir Erwuessener ze kommen.

De Prisong vu Schraasseg wäert domat ëm praktesch d'Halschecht vu senger Prisonnéier erlichtert ginn. A vum gesamte Personalbestand, dee bei ronn 800 läit, sinn der erëm ëm déi 300 fir den Uerschterhaff virgesinn, nieft natierlech deene 60 Poliziste vun der Unité de garde et de réserve mobile, UGRM genannt, déi an engem Niewegebai affectéiert sinn an déi jo mam Transport vun de Prisonnéier beoptraagt sinn.

D'Fonctionnalitée vum virleiende Bauprojet, fir deen ech de viregten Nohaltegekeets- an Infrastrukturminister Claude Wiseler a seng Mataarbechter félicitéieren, ginn dem héijen Usproch vun engem moderne Prisongswiese gerecht. Si erfëllen net nëmme déi néideg Sécherheetsbedéngunge bannen a baussen, vun der Enceinte, mä erméiglechen et och, dass engersäits d'Liewen an d'Behandlung vun de Prävenue während hirem wann och eischer méi kuerzen Openthalt ënner mënschewürdege Konditiounen oflafen an an engem gudde Klima stattfannen.



Esou gëtt zum Beispill derfir gesuergt, dass gutt forméiert Personal keng Waffen dréit, dass souwuel d'Gemeinschaftsraum wéi d'Zëmmeren eng confortabel Gréisst hunn an och behënner-tegerecht sinn, dass d'Prisonnéier kënnen Aktivitéiten hunn an dass d'Visité vun der Famill an de Kanner a wüerdige Verhältnissen méiglech sinn. Anerersäits ass et awer och méiglech, eng optimal Virbereedung vun der Entloosung vun de Prisonnéier hei ze garantéieren.

Et ass kloer, dass de Bau deemno fir Prisonnéier an Ennersichungshaft konzipéiert ass a just an Ausnahmefäll fir veruerteelt Prisonnéier soll benotzt ginn oder, wéi schonn ugedéit, och als Iwwergangsléisung während den Embaubaarbechte vum Prisong zu Schraasseg, wat eng besonnesch Erausforderung wäert gi fir de Justizminister.

Bleift natierlech e Wuert ze soen zum Site vum Uerschterhaff, nieft der WSA, dee bekanntlech wéi all Site seng Virgeschicht huet. An dofir ass d'Realisatioun vun deem Projet och u gewësse Konditiounen gebonnen. Deemools huet d'Demande vun der Regierung am Joer 2007, fir dee Prisong do an der Gemeng Suessem ze realiséieren, fir grouss Opreegung bei de Suessemer Bierger gesuergt.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

An doropshin huet jo mengen Informatiounen no och de Gemengerot an enger parteiwwergräifender Delegation dee Projet do enger geneeër Analys ënnerzunn an all Aspekter vun deem Dossier gekuckt, och alternativ Siten.

An de Suessemer Gemengerot huet dunn an enger unanimen Motioun den 28. Abrëll 2008 dem Projet säi prinzipiellen Accord ginn, opgrond vun der Zousou vun der Regierung, dass esou mann wéi méiglech Mouvementer géife stattfannen am Zesummenhang mat de Gefaangenentransporter, an awer och nach aner Konditiounen gestallt: éischters, dass de Projet an deenen uegekënnegten Dimensiounen gebaut gëtt an dass dat deen eenzege staatleche Projet ass, deen op deem Site soll realiséiert ginn; zweetens, dass de Buergermeeschter dann eréischt d'Baugenehmung soll ginn, wann engersäits d'Machbarkeetsstudie vum Projet an d'Virstudie vum Bau ofgeschloss wieren an och den Accord vum Gemengerot kréischen; an anerersäits, weinst deem héijen Traficopkommes, d'Upassungsarbechte vum Stroossennetz mat engem neien Accès zum Site scho fäerdeg, ugefangan oder an der Planung verbindlech wäit fortgeschritt wieren.

An e weidere Punkt: dass d'Architektur vum Gebai sech ästhetesch an den Terrain sollt afügen. E véierte Punkt, eng Rei Kompensatiounen - den Här Rapporteur huet et scho gesot - vum Stat un d'Gemeng Suessem, déi si sollen entschiedegen, fir d'Nuisancen ze kompenséieren, déi duerch dee Projet hei entstinn. An dass e Verrieder vun der Gemeng kéint de Suivi vun deemem Projet begleeden.

Wat déi Virgabe vun der Dimensioun an der Architektur ubelaangt, mengen ech, ass et kloer, dass dee Projet dat alles respektéiert. A fir d'CSV ass et och korrekt, dass eng Gemeng, déi bereet ass, an engem Solidaritéitsgeescht en nationale Projet opzehuelen, dee gewëssen Onannehmlechkeete mat sech bréngt, eng Rei Kompensatiounen kritt. Dat war och scho bei anere Projeten an der Vergaangenheet de Fall.

Den Här Nohaltegekeets- an Infrastrukturminister huet jo och dann an der zoustänneger Chamberskommissioun bestätegt, dass déi nei Regierung d'Engagementer vun der viregter Regierung och géif anhalen. An den Här Rapporteur huet et gesot, dass verschidden effentlech Gebaier solle mat méi engem héije staatlechen Taux subventionéiert ginn, gradesou wéi dass en Droit de superficie vun dräi Hektar fir d'Implantatioun vun engem Logistikzenter fir de Centre Hospitalier Emile Mayrisch an d'Zithaklinik soll kënnen méiglech sinn.

Domat wieren och déi Konditiounen erfüllt, wat d'CSV begréisst. Wat allerdéngs d'Konditiounen ubelaangt, déi mat der Baugenehmung vum Buergermeeschter zesummenhängen, besteet nach Klärungsbedarf. Dofir meng Froen un den Här Minister, oder déi Häre Ministeren op der Regierungsbänk: Wéi verleeft et elo konkret mat deenen diversen Etüden? Wat gëtt weini gemaach?

A meng zweet Fro ass gebonnen un d'Fro vun dem Trafic. Déi 300 Leit Personal mat der Police plus d'Visiteure fir 400 Prisonnéier brénge ganz vill Verkéier op de Site, an d'Gefaangenentransporter, déi realisteschweis net ausblewen, déi bedéngen nieft de Sécherheitsproblemer an dem héije Käschtepunkt och vill Va-et-vient.

Dofir meng Froen, déi do drunhänken: Wéi gesäit et elo mam Planing an Timing vun de Ponts & Chaussées aus, wat d'Stroosseninfrastrukturen an de Bau vun enger neier Verbindungsstrooss ubelaangt, déi jo soll eng Verlängerung si vun der Pénétrante vum Échangeur Gadderscheier erfort iwwert den CR110 bis an d'Lampecher Strooss zu Zolwer, zousätzlech zu engem Busarrêt natierlech? An des Onkäschte si jo och en plus net an dem virleiende Gesetzesprojet virgesinn.

Déi Fro, déi nach drunhänkt: Huet den Här Minister sech verséichert, dass en d'Baugenehmung vum Buergermeeschter kritt onofhängeg dovun, ob Gefaangenentransporter mussen gemaach ginn oder ob d'Auditiounen vun de Prisonnéier vun den Untersuchungsriichter an der Plaz gemaach ginn oder via Videokonferenzen, wéi d'Gebai et och erméiglecht, oder och, ob d'Chambre du conseil op der Plaz ka siégéieren oder net? D'Séparation des pouvoirs, hu mer héieren, déi bedéngt jo nämlech, dass een de Magistraten do keng Virgaben dierf imposéieren.

D'Baugenehmung ass awer net déi eenzeg administrativ a prozedural Hürd, déi muss geholl ginn, mä d'Emklasséierung vum Terrain, deen am Moment eng Gréngzon ass, kann eréischt nom Vote vun haut virgeholl ginn. An den Här Minister hat virgeschloen, dass dat net sollt iwwert de Wee vun engem POS, also engem Plan d'occupation du sol staatlecher-säits geschéien, mä dass, vun dem Accord de principe vun der Gemeng Suessem, et dem Gemengerot Suessem ze iwwerloosse wier, fir déi punktuell Ännerung vun dem allgemenge Bebauungsplang, vum PAG vun der Gemeng ebe virzubereeden.

Dofir eng weider Fro un den Här Minister: Hutt Derlech do verséichert, a wéi engem Délai dat do ka stattfannen?

Doriwwer eraus sinn awer och nach aner Prozeduren hifälleg, esou d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur an och d'Permission de voirie. Kann do den Accord vum Ëmweltministère och an engem rasonablen Délai virleien?

Et läit an Ärer Verantwortung, an der Verantwortung der Regierung, fir alles dëst op eng koordinéiert Aart a Weis ze maachen, fir dass dat esou ofleef, fir dass de Prisong ouni Verzögerunge ka gebaut ginn. Dofir meng lecht Fro un Iech: Wéini am Fong gedenkt Der, mam eigentleche Bau kënnen unzefänken? Sinn an där geschater dräijähriger Bauzeit déi Genehmungsprozeduren, déi Délairen, sinn déi do matagerechent oder net?

Egal wéi, fir d'CSV ass et jiddefalls wichteg a richtig, dass, wann eng Gemeng hei parteiwwergräifend en Zeeche setzt, dass de Prinzip vun der Solidaritéit spillt, wann et drëms geet, Verantwortung ze iwwerhuele fir en nationale Problem - an dat ass jo nach laang net iwwerall de Fall an och net an all Dossier -, wann dat esou ass, da sollen d'Awunner aus der Gemeng och esou mann wéi méiglech Schued hunn an och esou mann wéi méiglech Onannehmlechkeeten.

Här President, déi ronn 155 Milliounen Euro an déi net onerhiefflech Folgekäschten sinn néidegt a gutt investéiert Geld, fir e seriöse Gesellschaftsproblem esou gutt wéi méiglech a besser ze géréieren. An dofir ginn ech och heimat den Accord vun der CSV-Fraktioun zu deem an hiren Aen dréngende Projet de loi.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Madame Andrich, fir déi konstruktiv Interventioun. Nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madame Josée Lorsché vun déi gréng. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Madame Presidentin. Léif Kolleeginnen a Kollegen, ech denken, den Numm John Lennon ass jiddwerengem heibannen e Begrëff, zumindest deene Leit, déi scho méi laang op dëser Welt ënnerwee sinn. Et war en engagéierte Sänger, dee vu Friden a Gewaltlosegkeet op der ganzer Welt gedreemt huet. En huet 1971 dat schéint Lidd geschriwwen „Imagine“. Néng Joer drop ass e selwer d'Opfer gi vun engem kriminellen Akt vu Gewalt.

Wat ech domat wëll soen, ass eigentlech just: Mir kënnen vun enger Welt dremmen ouni Gewalt, mir kënnen se imaginéieren, wéi am Lidd, mä d'Realitéit beweist, dass et se net gëtt. Déi héich Zuel vu Persounen, déi an eisem Land zu enger Prisongstraf condamnéiert sinn oder an Untersuchungschaft sätzen, seet genuch.

Am Juli 2013 louch déi Zuel zu Schraasseg bei iwwer 700; dat war fir d'Éischt, wou d'700-Grenz iwwerschritt ginn ass. Donieft muss een och un déi hallef oppe Struktur zu Giwenech denken, wou och nach eng 70 Leit ënnerbruecht waren. Et ass kloer, dass déi Zuele vu Joer zu Joer variéieren, mä et ännert näischt

drun, dass d'Moyenne ëmmer ze héich läit, scho jorelaang. D'Limite vun der verträglecher Capacitéit ass längst erreecht, respektiv se ass iwwerschritt.

Trotzdem kritt een ëmmer erëm d'Fro gestallt, ob mir dese Prisong iwwerhaupt brauchen. Mir hunn der jo schonn zwee. Déi Fro hätt een eigentlech scho virun 20 Joer kënnen stellen a schonn deemools hätt ee se misse mat Jo beäntwerten. A mir brauchen en och nach haut, well ouni de Bau vum Uerschterhaff huet de moderne Strofvollzuch zu Lëtzebuerg keng Zukunft.

Och wann de Gedanken un e Prisong éischer e Gefill vu Beklemmung ervirriff oder un e gesellschaftlechen Échec denke léisst, kann ee bei deemem Projet eigentlech just erlichtert sinn, well et endlech zum Bau kënn. Den akute Plazmangel gëtt mat deemem Projet behuween a Schraasseg kann entlaascht ginn.

Allerdéngs geet et net just ëm Plaz, et geet ëm vill méi. Et geet drëm, dass endlech déi néideg Kaderbedéngunge geschafe ginn, fir de moderne Strofvollzuch zu Lëtzebuerg zur Réalitéit ze maachen.

Natierlech handelt et sech ëm e Bauprojet, deen an d'Kompetenze vun Infrastrukturminister fällt, mä awer muss ee soen, dass och juristesche Voleten an deemem Projet erëmfanne sinn. Och de Georges Engel huet drop higewisen, dass mer am Hierscht Enn des Jores eng Diskussioun wäerte féieren iwwer zwee weider Gesetzesprojeten, déi mer haut dann net wäerte weider verdéiwen a well mer virun allem där Diskussioun och net virgräife wëllen.

Well awer juristesche Voleten bei deemem Projet determinant waren, mussen mer awer licht drop agoen. Et ass jo schliisslech esou, dass d'Architektur vun engem Gebai zoustänneg ass fir dat, wat herno am Gebai kann oflafen. An et ass och esou, dass d'Architektur vun engem Gebai zoustänneg ass fir d'Wuelbefanne vun de Leit. Dat ass net nëmme am Prisong esou, dat zielt fir all Gebaier.

Op de moderne Strofvollzuch bezunn heescht dat, dass souwuel de Bannen-wéi och de Bauseberäich vun Prisong de Grondrechter vun de Prisonnéier muss Rechnung droen. Dës Grondrechter sinn, wéi gesot, vum Conseil de l'Europe definéiert ginn a sinn och duerch ganzer 107 konkret Recommendationen ergänzt ginn.

Ee vun de wichtigste Prinzipien besteet ebe just doran, dass d'Untersuchungshäftlinge vun definitiv condamnéierte Prisonnéier getrennt mussen ginn. Dës Konditioun ass iwwerengs och am Artikel 10 vum Pacte civil vun de Vereenten Natiounen festgehal ginn, dee seet: Beschëllegter sinn, ofgesi vun aussergewöhnleche Situatiounen, vu Veruerteelte getrennt ënnerzuebréngen an esou ze behandelen, wéi et hirer Position als Netveruerteelten entsprécht. Dat heescht an anere Wieder, dass d'Untersuchungshäftlingen esou behandelt mussen ginn, dass net den Androck entsteet, se géifen zur Verbéssung vun enger Strof festgehal ginn. Se hu keng Strof kritt, da kënnen se och keng Strof verbéissen.

Well d'Untersuchungshäftlingen zu Lëtzebuerg säit jeehier zesumme waren an darselwechter Anstalt wéi déi Condamnéiert, gëtt eist Land regelméisseg vun internationalen an nationalen Organisatiounen kritiséiert, wéi ënner anerem och der Ligue des Droits de l'Homme. Dat ass bedauerlech fir e Land, wat sech gäre mat humanitäre Wäerter schmückt an et ass keng gutt Zensur fir Lëtzebuerg. Ëmsou méi erferelech ass et dann awer, wann ee weess, dass ebe just de Projet vum Uerschterhaff dës miserabel Situatioun wäert berengegen, andeems eng Struktur geschafe gëtt, déi eenzeg an eleng den Untersuchungsäftlingen zeguttkënn.

Domat gëtt de Prisong vu Schraasseg zu 40 Prozent entlaascht. Dat ass vill, well ganz genee 40 Prozent vun de Prisonnéier zu Schraasseg sinn an Untersuchungschaft. Grad dësen Aspekt ass an eiser Meinung determinant a wichteg gewiescht fir d'Planung vun deemem Gebai.

D'Resultat, wat dobäi erauskomm ass, léisst sech weisen: Souwuel am Wunnberäich wéi och am Bauseberäich gëtt déi sozial Kontakter, d'Autonomie an d'Bewegungsfreiheet vun den Inhaftéierte geförder, während et nëmme an gewëssen Noutfäll zur Isolatioun soll kommen.

Ech wëll och eppes soen zu der Begleedung duerch den SPSE, de Service psycho-socio-éducatif, deen eng ganz grouss Roll an de Prisong spillt. Mir hoffen, dass déi Aarbecht elo wäert verstärkt ginn, fir individuell op all Prisonnéier kënnen anzegoen, jee no senger Situatioun a jee no sengem Bedürfnis. D'Aarbecht vun deemem Service gëtt méi wéi jee gebraucht a féiert hoffentlech dozou, dass d'Prisonnéier nees Perspektive viru sech hunn an net nach just an e schwarz Lach kucken an dass domat och déi

héich Zuel vu Suiciden an de Prisong wäert erfolgen. Och dofir ass Lëtzebuerg bekannt an och dat ass keng gutt Zensur fir eist aktuell Prisongswiesen!

Léif Kolleeginnen a Kollegen, gutt Aarbecht kann dee Service nëmme leeschten, wann déi néideg an déi richtig Plaz dofir geschafe gëtt, emol onofhängeg dovun, dass dee Service eiser Meinung no och personalméisseg misst opgestockt ginn, um Uerschterhaff an zu Schraasseg.

Wichtig sinn awer och d'Raimlechkeete fir d'Formatioun a fir manuell Aktivitéiten oder och fir de Sport. D'Formatioun vum Personal ass dat eent, d'Formatioun vun de Prisonnéier dat anert, och déi soll net vergiess ginn. Ech hu gesinn, dass och Bibliothéiken do sollen age-richt ginn, wat eng gutt Saach ass. Bei verschiddene Prisonnéier muss et drëms goen, den Usschloss zu der Schoul net ze verpassen, vu dass et meeschtens jonk Leit sinn, oder eben eng feelend Ausbildung nozehuelen, wann d'Zeit et erlaabt.

A bei aneren, muss ee soen, do muss et drëms goen, se zum Schaffen ze kréien, hinne Loscht ze maachen op Aarbecht, manuell Aktivitéiten duerchzuführen an op Kreativitéit ze bauen.

Bei anere kënn de Sport zum gréisste Virdeel. Déi sozial Kontakter an den Opbau vu Frëndschaften am geliefte Alldag ze féieren, soll d'Zil si vun dëser Architektur. Dat ass eng informell Manéier, fir zur Resozialisatioun bäizuedoen. Ebe just de Sport huet wichteg Auswierkungen, net nëmme op d'Gesondheet, op d'Wuelbefannen an op d'Kierperbefannen allgemeng. De Sport huet haaptsächlech och Auswierkungen, wann et drëms geet, sozial, integrativ an therapeutesch ze schaffen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Besonnesch ervirhiewe wëllt ech och d'Tatsaach, dass d'Personal - als éischten Uspriechspartner vun de Prisonnéier - innerhalb vun der Enceinte keng Waffe wäert droen. Nëmme esou kann eng Relatioun opgebaut ginn, déi op Vertrau baséiert an net, wéi üblicherweis, op Mësstrauen.

Eng aner wichteg Relatioun, déi een net sollt vergiessen, ass d'Relatioun zu der Famill, natierlech am Fall, wou d'Prisonnéier iwwerhaupt Famill am noen Ëmfeld hunn. Dat ass nach laang net ëmmer de Fall an eisem Land. Hei gëtt Neiland betrueden, well d'Visiten oniwwerwaacht kënnen oflafen, eppes, wat an enger Haftanstalt bis elo net üblich war, wat awer ëmmer méi opkënn. Mir ënnerstéizen dës Dispositioun voll a ganz, well se de perséinleche Lien vun Prisonnéier zu senger Famill oprechterhält an net wéi bei iwwerwaachte Gespëcher zu Hemmschwelle féiert.

Net ze vergiessen natierlech sinn och beim Uerschterhaff déi Prisonnéier, déi opgrond vun hirem Alter oder hire spezifesche Bedürfnissen an enger ageschränkter Mobilitéit liewen an awer mussen Rechnung gedroe kréien. Nëmme wann d'Konzept mat der Architektur verschmëlzt, ass dat, wat ech alles opgezielt hunn, méiglech.

Dofir de Lien och zu de juristesche Voleten. Mir begrëssen ausdrécklech dowéinst, dass déi enk Zesummenaarbecht tëschent dem Justizminister an dem Infrastrukturminister respektiv dem Statssekretär zu deemem ausgeräifte Projet gefouert huet, wat et och erméiglecht, vum klassesche Régime cellulaire op de vill méi fortschrëttleche Régime en commun iwwerzegoen, dat heescht, dass d'Prisonnéier net méi eleng an hirer Zell mussen sätzen.

A sengem Rapport ass de Georges Engel nach vill méi wäit op d'Detailler agang. Dofir wëll ech déi net widerhuelen, wëllt him awer villmools Merci soe fir seng Aarbecht, an dat am Numm vun der grénger Fraktioun.

Et fällt op, Léif Kolleeginnen a Kollegen, allgemeng gesinn, dass dës Infrastruktur sech an d'Entwécklung vun de Prisongsinfrastrukturen an Europa areit. Domat steet den Uerschterhaff am krasse Géigesaz zu den Infrastrukturen aus fréieren Zäiten, wou et net ëm de Mënsch gaangen ass, mä ëm de Fräiheitsentzuch. Während déi éischt Prisongen aus daischteren a fiichte Kerkeren ouni Fenster bestanen hunn, gi se haut éischer op der grénger Wiss gebaut, do, wou d'Prisonnéier d'Beem gesinn, déi de Laf vun der Zeit symboliséieren, vläicht grad de Laf vun där Zeit, déi se mussen ofwaarden, bis se befreit ginn.

De Basisprinzip vun de moderne Prisongen ass einfach: D'Architektur an d'Landschaftsbild sollen dozou féieren, dass d'Gefill, iwwerwaacht an agespaart ze sinn, esou niddereg wéi méiglech ass.

Wéi wäit d'Architektur vum Prisong sech op d'Vehalen an op d'Perceptioun vun de Prisonnéier auswirkt, huet de franséische Schrëftsteller a Philosoph Michel Foucault



schon am Joer 1975 a sengem Wierk „Surveiller et punir“ beschriwwen. An deem Wierk ass den Auteur op den Effet vun sougenannten „Panopticon“ agaan, engem zentralen Iwwerwachungsturm, deen um Enn vum 18. Jorhonnert an England erfonden ginn ass an d'Prisoninfrastruktur vum 19. Jorhonnert inspiéiert huet.

Laut dem Michel Foucault hat deen Tuerm eng besonnesch effikass Wierkung. An der Enceinte vum Prisong huet en nämlech dozou gefouert, dass d'Prisonnier sech permanent iwwerwaacht gewosst an iwwerwaacht gefillt hunn, souguer, wann den Tuerm guer net besat war. An anere Wierder, d'Prisonnier haten d'Prisonmaueren, bildlech ausgedréckt, am Kapp, mam Resultat, dass op Waffen an op Gewalt verzicht konnt ginn.

Um Uerschterhaff - an doriwwer si mer frou - wäert och op Waffen a Gewalt verzicht ginn, allerdéngs net an der Logik vum 18. an 19. Jorhonnert, mä an der Logik vum 21. Jorhonnert, déi op e moderne Strofvollzuch setzt an op d'Menscherechter.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nodeems d'Diere vum Prisong am Gronn am Joer 1985 zougemaach gi sinn, well déi mëttelalterlech Zoustänn net méi tragbar waren, gëtt de Prisong vu Schraasseg net zougemaach. Wann den Uerschterhaff Enn 2017/2018 a Betrieb geet, kënnt et zum Réaménagement vum Prisong vu Schraasseg, fir weider Verbesserungen am pénitentiaire Beräich ze erreechen.

Mir wëssen, den Zäitplang ass stramm, Här Minister, Här Statssekretär, mä mir sinn iwwerzeegt, lech geet d'Energie net aus, och net, wann Der sprinte musst.

An deem Sënn soen ech lech alleguer villmools Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Lorsché. Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, an engem regelméisseg Rhythmus diskutéiere mer jo hei an der Chamber iwwert den Strofvollzuch, besonnesch awer och, well sech nei Entwécklungen an der Gesellschaft vollzunn hunn. Deen Débat vun haut kann ouni Zweifel an déi Tradition agereit ginn, och wann et sech natierlech prioritär ëm e Bauprojet handelt. Mä mir wëssen alleguer, an d'Virriedner hunn dat schonn hei betount, dass Infrastrukturen natierlech am Strofvollzuch eng wesentlech Roll spillen.

E klenge Réckbléck an d'Geschicht weist och, dass de Prisong ëmmer natierlech e kriddelechen Thema war, net nëmmer hei op der Tribün, mä och dobaussen. No 1869 gouf jo déi fréier Abtei Münster de Männerprisong. 1891 hat du schon eng Kommissioun der Regierung matgedeeit, dee Prisong géif net den «conditions psychologiques et morales» entsprechen. 1909 gouf dunn den Neibau vun engem Prisong um Plateau Fort Neipperg proposéiert, allerdéngs ni realiséiert. A wat och interessant ass: An der Okkupationszäit am Zweete Weltkriech war iwwregens dee Plateau Fort Neipperg och virgesinn, fir e Prisong ze bauen, wat awer och, wéi gesot, net realiséiert gouf.

De Männerprisong am Gronn - an et si jo mat Sécherheet nach eenzel Leit, déi sech och dorunner kënne gutt erënneren -, dee war jo an engem ganz schlechten Zoustand an et koum jo do den 30. Oktober 1975 zu engem Opstand, wou jo virun allem och eng memorabel Geiselnahme stattfonnt huet a wou d'Gebriider Bernardy eng gewësse Roll do gespillt haten.

Dofir gouf jo och 1973 e Concours ausgeschriwwen, fir de Bau vun engem neie Prisong virzehuelen. An 1977 ass dunn hei an der Chamber de Bau vum Prisong zu Schraasseg decidéiert ginn, dee jo 1984 och konnt a Betrieb geholl ginn.

Zwëschent 1974 an 1979, wéi d'Kolleege vun der CSV jo schonn eng Kéier an der Opposition waren, do goufe jo besonnesch hefteg Debatten ëm de Strofvollzuch hei zu Lëtzebuerg gefouert. Et goufen Aussoe gemaach, wéi wann de Gronn e Fënnestärenhotel wär, a Schraasseg ass duergestallt ginn, wéi wann dat eng nei Luxusherberg fir Dëtenué géif ginn. A wéi gesot, den Toun, deen deemools geherrscht huet, war jo net deen allerfeinsten. A wann een emol am „Lëtzebuerg Wort“ aus där Zäit géif noliessen, da géif ee feststellen, dass do d'Demission vum deemolege Minister, dem Robert Krieps, jo ganz oft gefuerdert gouf.

1986 hat eng Spezialkommissioun „Sécurité publique“ an hirem Rapport Folgendes geschriwwen: «L'escalade de la violence des dernières années, amplifiée par les reportages à sensation des media, a inévitablement conduit

à une saturation de la capacité d'émoi de la population. À cela s'ajoute le déplorable culte de la violence propagée par les mass media. La violence, même sous ses formes les plus odieuses, est enregistrée par le public comme un banal fait divers. En plus, les critères éthiques et moraux se sont modifiés dans la société occidentale, au fil du temps.» Wéi gesot, dat sinn 28 Joer hier.

An am Rapport iwwert den Débat d'orientation, deen 2007 hei stattfonnt huet, konnt een an deem Kontext dann och nach Folgendes liesen: «Depuis ce rapport», also dee vun 1986, «les nouvelles technologies, dont notamment les jeux vidéo, ont favorisé une image „positive“ de la violence, surtout auprès des plus jeunes, donc des plus vulnérables, et la sensation que la violence fait en quelque sorte partie de la société. S'y ajoute un manque de repères, d'ordre familial ou social, qui frappe une couche de plus en plus importante de la population.» Ech mengen, Wieder, déi och haut nach ouni Zweifel ze denke ginn!

Gewalt, an dat ass dat, wat leider ze bedauern ass, gëtt nawell gären heiansdo an eiser Gesellschaft deelweis banaliséiert. Dat dierf natierlech ënner kengen Emstänn sinn. D'Fro, déi sech natierlech stellt: Wéi solle mer mat där Problematik do ëmgoen?

Eng Mëschung vu gezielter Erziigungsarbecht, präventive Moosnamen a Repressioun kann d'Antwort sinn. Repressioun ass natierlech ëmmer déi ultieme Léisung, mä mir komme leider an engem moderner Gesellschaft och net laanscht d'Repressioun. An da si mer natierlech ganz séier bei der Diskussioun och iwwert d'Infrastrukturen.

Eis Populatioun wäert och an Zukunft wuessen. A mir sollen eis och kengen Illusiounen higninn: Och wäert leider d'Kriminalitéit net ofhuelen! Et ass also ganz kloer, dass dee Bau vun engem drëtten Projet hei vun engem Prisong méi wéi noutwendeg ass.

De Prisong vu Schraasseg, an ech mengen, och do seet een näischt ganz Neits, kämpft jo - leider, muss ee soen - mat engem gewëssen Imageproblem: Ausbréch - et waren iwwregens 26 Tentativ bis 2007, duerno kee méi -, Drogenhandel, Iwwerbesetzung, Suiciden - 60 Stéck an deene leschte 70 Joer! - a Gewalt gi leider mam CPL associéiert. Mä ech fannen awer, dass et ongerecht ass, fir e Prisong ëmmer esou negativ duerstellen, well et gëtt wahrscheinlech kee Prisong op der ganzer Welt, deen net och vun enger ganzer Rei Problemer heemgesicht ginn ass, an zënter dass e besteet.

Datt de Schraasseger Prisong seng maximal Capacitéiten erreecht huet, dat ass jo och net nei. Mir haten 1984 205 Gefaangener, op de leschte 17. Mee waren dat der 676, wann ee Giwenech derbäizelt. «La surpopulation carcérale constitue un problème majeur à l'heure actuelle face auquel un État de droit digne de ce nom se doit d'agir.» Citatioun aus dem Rapport vum Juni 2007, dass sinn, wéi gesot, ganz genee siwe Joer hier.

An deemools ass och gesot ginn, dass Schraasseg op kee Fall dierf en „prison fourretout“ sinn. An net méi spéit wéi de leschte 17. Mee huet jo den Direkter vu Schraasseg am „RTL Background“ och ganz kloer op déi Problematik higewisen a gesot, dass eng maximal Zuel vu 500 Prisonnier u sech ideal fir de CPL wier.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'DP ass jo ouni Zweifel e kloren Unhänger vun engem gutt funktionéierende Rechtsstat, duerfir begreisse mir haut ganz kloer och de Projet vun dem drëtten Prisong hei am Land. Mir haten an der Vergaangenheet jo regelméisseg schonn op des Thematik higewisen, sief dat iwwert de Wee vu Questions parlementaires, sief dat iwwer Heures de questions (veuillez lire: Heures d'actualité), sief dat iwwer Interpellatiounen.

An ech wëll och hei nach eng Kéier drop hiweisen, dass deen heitege Statsminister, de Xavier Bettel, an der Vergaangenheet méi wéi emol deen een oder deen anere Justizminister an d'Schweisse bruecht huet duerch seng ganz geziilt Interventiounen zu de Mësstänn am Strofvollzuch hei zu Lëtzebuerg. An ech wëll och drun erënneren, dass schonn an enger Interpellatioun vum 5. Juli 1995 d'DP souguer d'Asetze vun enger Spezialkommissioun iwwert de Wee vun enger Motioun gefuerdert hat, fir där Problematik do kënnen Här ze ginn.

Datt elo d'Untersuchungshäftlinge vun de veruerteelte Prisonnier getrennt ginn, entsprécht natierlech engem moderne Strofvollzuch, wat mer nëmme kënne begreissen. Mir droen och domat dem Artikel 9 vun dem Gesetzesprojet 6382 iwwert d'Reform vun der Prisonsverwaltung Rechnung.

An deem Kontext hei muss een awer och emol erëm eng Kéier op de Rôle vum Conseil de

l'Europe hiweisen, dee jo ouni Zweifel eng ganz wesentlech Roll an der Entwécklung vun engem humane Strofvollzuch an deene leschte Jorzéngte gespillt huet. Et ass och dowéinst e bëssen ze bedauern, dass grad déi Institutionen vläicht net ëmmer déi néideg Ennerstëtzung dobausse bei der grousser Populatioun fénnt.

Dann direkt e Wuert zum Site: Natierlech ass et net einfach, e Site ze fannen, an natierlech ass et nach vill méi schwéier, och eng Gemeng ze fannen, déi bereet ass e Prisong op hirem Territoire opzehuelen. An et si jo genuch Gemegepolitik heibannen, an déi wäerte mer dat jo wahrscheinlech net falsch maachen, dass et mat Sécherheet vill méi einfach ass, en nationale Sportkomplex op säin Territoire ze huelen, wéi eben e Prisong.

An ech wëll dat ganz kloer hei soen, et soll een d'Gemeng Suessem hei wierklech luewen, dass se de Courage hat, fir dee Schrack do ze goen, well - an de Georges Engel weess dat vill besser wéi ech - et war jo mat Sécherheet net esou einfach. A wann een e bëssen esou zréckkuckt, wat eenzel Leit, besonnesch am Joer 2006/2007, esou vu sech ginn hu vis-à-vis och vun de lokalen Autoritéiten, well se bereet waren, dee Prisong op hirem Territoire opzehuelen, dat war jo bestëmmt net ëmmer ganz lëschtig, an d'Gemeng huet sech awer trotzdem do duergesat.

An ech wëll och nach eng Kéier un déi Motioun hei erënneren, déi d'Madame Andrich schonn hei zitéiert huet vum Abrëll 2008, déi iwwregens och vun der lokaler DP-Sektioun deemools matgedroe ginn ass, wat am Fong och scho ganz kloer de Beweis war, dass d'DP net nëmmer un nationalen Niveau, mä och um lokalen Niveau déi lokal Autoritéiten - onofhängeg, op wat fir enger Plaz dass se souzen - ënnerstëtzt huet.

Datt d'Gemeng hei eng Rei finanziell an och aner Virdeeler als Géigeleschtung kritt, fannen ech net méi wéi normal. An dat soll och esou sinn. Et kann net nëmme sinn, dass d'Gemenge sech d'Grimmelen eraushuelen, mä och déi Gemengen, déi bereet sinn hei en Akt ze maachen am Intérêt national, sollen och deementspriedend dann eng gewësse Kompensatioun ouni Zweifel zegutt hunn.

Wat d'Terrainen u sech ubelaangt - an de Rapporteur, deem ech iwwregens wëll och hei villmools Merci soe fir säi schrëftlechen a säi mündleche Rapport -, ass et jo esou, dass déi jo och schonn am Besëtzt vum Stat sinn, wat natierlech munches wäert an Zukunft erméiglechen.

Zum Bau u sech vläicht e puer Remarques: Ech mengen, et ass evident, dass och hei awer muss robust Material gebraucht ginn. Ech hunn och mat Interesse festgestallt, dass den alternativen Energien eng breet Iwwerleeung..., also dass déi och do genotzt ginn - 1%, mengen ech, ass et vun de gesamten Dépensen. Ech hunn de Rapport zwar, mengen ech, gutt gelies, et ass mer allerdéngs net opgefoll, wat mam Reewaasser geschitt. Et kann awer sinn, dass ech dat iwwersinn hunn. Ech hunn awer d'Gefill, wéi wann dat iergendwéi net mat berücksichtegt gi wär. Dowéinst kéint een awer och deen Aspekt vläicht nach eng Kéier iwwerdenken, well et ass och wichteg, dass de Stat an d'Gemengen op deem Gebitt awer mam gudden Beispill virginn. Datt d'Aussenanlagen naturno gestalt ginn, ass evident an ass och hei ze ënnersträchen.

Mat Satisfaktioun muss een dann awer och feststellen, dass d'Konzeptioun vun deene véier Pavillonen an den Zellen eng besser Form vun Zesummeliewen erlaabt. An et ass och hei schonn ugeschnidde ginn, dass sech natierlech - Gott sei Dank - eng immens positiv Entwécklung am Strofvollzuch gemaach huet, dass och haut de Prisonnier soll nach wie vor a senger voller Dignitéit gesi ginn an dass och de Prisong muss esou konzepéiert ginn, dass awer e würdegt Liewen hannert de Mauere méiglech muss sinn. Ech fannen et och ganz positiv, dass hei Zellen aménagéiert gi fir Dëtenuen, déi e physischen Handicap hunn.

De Virdeel jiddefalls vun deenen neie Logementer besteet doran, dass e Maximum vun der Zäit an der Gemeinschaft ka verbruecht ginn an déi dann och deementspriedend no de Besoine kënnen échangéiert ginn.

Datt elo a verschiddene Fäll och Visiten ouni Surveillance méiglech sinn, ech mengen, och dat entsprécht engem moderne Strofvollzuch. Dat ass och ze begreissen. Allerdéngs muss een och do realistesch sinn, dass et natierlech net ka fir all Fäll gellen. Mä hei muss een och Vertrauen an d'Direktioun hunn, déi mat Sécherheet scho weess, wéini am Fong geholl dann eng Visite ouni Surveillance vir sech goe kann.

Am Prisong muss d'Wuelbefanne vun de Prisonnier nach ëmmer e gewëssene Stellwäert behalen. An dowéinst ass et och wichteg, dass

do eng Rei zousätzlech Infrastrukturen virgesinn. Ech denke virun allem un déi sportlech Aktivitéiten, déi do kënne gemaach ginn, well Sport jo awer och derzou bäidréit, fir gewëssen Aggressiounen ofzebauen. Wichteg ass et och, dass deem kulturellen Aspekt hei eng Bedienung zoufält duerch den Beispill och d'Aménagéiere vun enger Bibliothék. Allerdéngs muss d'Gesellschaft, wéi gesot, engem Dëtenu dann och d'Chance bidden, déi haart Zäit esou sennvoll wéi méiglech kënnen ze notzen. An ech verweisen och hei op der DP hire Wahlprogramm vum 2013, wou mer kloer geschriwwen haten: „Weiterbildung und die Möglichkeit von Schul- und Berufsabschlüssen im Gefängnis tragen zur Resozialisierung der Betroffenen bei.“

Am Gesetzesprojet 6381 iwwert d'Exekutioun vun de Strofen ass jo dann och virgesinn, dass eng sougenannte Videokonferenz ka virgesinn. Hei am neie Prisong Uerschterhaff gëtt jo dann déi Infrastruktur och aménagéiert. Dat ass a priori och e Mëttel, wat an der Zukunft soll vläicht verstärkt gebraucht ginn, well et eng Rei Virdeeler mat sech bréngt - ënner anerem entfällt den Transport. Allerdéngs muss eng absolut Sécherheet garantéiert ginn, dass een net iwwer aner Weeër kann zum Beispill esou Liveschaltung mat suivéieren - dat wier natierlech alles aneschtens wéi virdeelhaff.

Op där anerer Säit dierf een awer och net ver-giessen, dass sougenannte Videokonferenzen awer och deen een oder deen aneren Nodeel hunn. Ech denken zum Beispill drun, dass d'Kierpersprooch net esou zum Virschäin kënnt, wéi wann de Face-à-face zwëschent dem Dëtenu an dem Procureur oder dem Untersuchungsrichter stattfénnt.

E weidere positiven Aspekt ass dann awer ouni Zweifel och de Formatiounsinstitut. Ech mengen, hei gëtt den zukünftege Giichtercher d'Méiglechkeet gebueden, och direkt op der Plaz selwer sech mat hirem neie Lieu de travail ze familiariséieren an duerfir ass och déi Infrastruktur ze begreissen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer natierlech vun engem Prisong schwätzen, da komme mer net derlaanscht virun allem op den Haptaspekt hinzewiesen, dass ass natierlech d'Sécherheet. Duerfir ass et evident, dass déi performant Systemer do mussen gebraucht, genotzt ginn, fir dass eben Évasiounen esou wäit wéi méiglech mussen évitéiert ginn.

Wa mer scho vun Évasiounen schwätzen, da wëll ech vläicht nach eng Kéier kuerz un déi lescht spektakulärst erënneren, dass war den 20. Februar 2007 vum Nuka Kujtim, dee jo dann anscheinend aussergewéinlech Héichspréngerqualitéiten hat. Jiddefalls war dat jo dat Evénement, dat zu ganz villen Diskussiounen gefouert huet, dass awer och dozou bäigedroen huet, dass zousätzlech Efforte gemaach gi sinn, fir d'Sécherheet ze garantéieren. An ech mengen, dass een och an Zukunft soll permanent dem Aspekt Sécherheet grous Rechnung droen a firwat och net sech permanent mat auslännesche Spezialiste konzertéieren.

D'Typologie vun dem neie Gebai an enger Y-Form misst jiddefalls och, wéi gesot, mat Vernetzung vu villen Aktivitéiten, zu enger verbesserter Sécherheet bäidroen. D'Unité de garde et de réserve mobile mat 60 Polizisten ass och e weidert Element, dat am Fong geholl d'Sécherheet wäert zousätzlech garantéieren.

An engem Prisong dierf natierlech och eng adequat medezinesch Versuergung net feelen. Et ass evident, dass déi sech awer soll op déi néidegst medezinesch Ennerstëtzung limitéieren. An dass hei elo net e Spidol am Uerschterhaff aménagéiert ginn ass, fanne mer op alle Fall ganz normal.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer vläicht zum Schluss, nach e puer Bemierkungen ze maachen iwwert den Aspekt vun der Resozialisierung vun Dëtenuen, well jo awer dee Projet hei an deem Kontext muss gesi ginn a well dee Projet hei jo awer och eng Rei Neierunge mat sech bréngt, déi zu engem méi humane Strofvollzuch wäerte féieren.

An ech wëll hei un den DP-Justizminister vun 1973 erënneren, dass war den Eugène Schaus, an hien huet deemools eng ganz interessant Ausso gemaach: «Les responsables de l'exécution des peines et des établissements de détention se sont en effet rendu compte que ce ne sont pas des améliorations de détail qui changeront notre système pénitentiaire, mais qu'il y a lieu de procéder à un changement radical de politique pénale et de considérer comme primordial non pas l'institution en tant que telle, mais la personne humaine, et cela vaut et pour le personnel de garde et pour le détenu.»

Ech mengen, och haut sinn esou Aussoen ouni Zweifel nach vu ganz grousser Wichtigkeet.

A bei den Debatten ëm den Ausbau vum Schraasseger Prisons de 7. Juli 1992 hat och meng heiteg Fraktiounskolleegin, déi war deemools scho Member vum Parlament, d'Anne Brasseur, eng ganz interessant Ausso gemaach, wat ebe méi eng staark Resozialisierung vun den Détenuen ubelaangt. Ech zitieren: „Et gi leider Leit, déi sinn net averstane mat engem Strofvollzuch, wou de Gefaangenen d'Méiglechkeet soll gi sinn, sech erëm an d'Gesellschaft anzeglidderen. Deene muss ee soen, dass, wann een en ekonomesche Calcul mécht, een et dach muss faerdigbréngen, dass déi Détenuen erëm an d'Gesellschaft agegliddert ginn, well et gëtt vill méi deier, wa se récidivieren.“ Och dat, mengen ech, ass eng Ausso, déi hir voll Gültigkeet nach huet.

No der Realisatioun vun dem Projet Uerschterhaff steet ouni Zweifel dann och den Émbau vum Schraasseger Prisons um Programm. Mir müssen eis eben an eiser Gesellschaft déi néideg Mëttele ginn, fir eng gelonge Resozialisierung och vun den Détenuen ze erméiglechen. An, wéi gesot, nach eng Kéier: De Projet vun haut weist ouni Zweifel an déi richteg Richtung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Käschte vum Uerschterhaff belafe sech op praktesch 156 Milliounen. Dat ass natierlech a priori vill Geld. Mä och do soll ee sech kengen Illusiounen higinn. Wa bis mam Bau ugefaange gëtt, an den Här Engel huet jo hei vu fréistens 2017 geschwat, wann ech e gutt verstanen hunn, wäerten natierlech d'Präisser bis dohinner kaum zrëckgaange sinn, mä wäerten nach an d'Luucht gaange sinn, soudatt ee sech awer och muss op eng gewëss Augmentatioun vun den Devisen hei astellen.

Trotzdem ass et awer evident, dass dee Bau hei iwwerwichtig ass. An d'Demokratesch Partei steet an all sengen Dimensionen zu dem Bau, wéi gesot, vun engem drëtten Prisons hei am Land, zu dem Bau vum Uerschterhaff. An ech bréngen an deem Sënn och selbstverständlech d'Zoustëmmung vun der DP.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Gusty Graas. Nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll vun eiser Säit aus fir d'Éischt och dem Kolleg Georges Engel als Rapporteur Merci soen zu deemem Projet. Ech mengen, dass hie Rapporteur vun deemem Projet ass, ass scho bal eng Normalitéit. Et ass e Projet mat enger laanger Virgeschicht, mat där seng Gemeng vill befaasst war an och vill Problemer huet missen aus dem Wee raumen.

Mir wëssen alleguer, dass e Bau vun engem Prisons, dat ass net déi populärsten Initiativ, déi e Politiker kann huelen, wann en deen an iergendwéi enger Gemeng an enger Uertschaft implantéiert. Et ass wuel populär an och richteg a gutt am Kader vun engem moderne Strofvollzuch, dass mer Prisons bauen. Mä déi Gemeng oder déi Uertschaft, déi e Prisons kritt, do ass et selbstverständlech vill méi schwierig, fir de Bierger dat verständlech ze maachen.

Dat war och eng vun deene grouse Suergen an der Gemeng Suessem, wou jo vill Leit sengerzäit op d'Barrikade gaange sinn, wou Initiativen ënnerschriwwen gi sinn, wou einfach vill Leit gemengt hunn, dee Prisons géif fir si negativ Konsequenzen, fir si direkt oder fir d'Leit aus der Émgegend, matbréngen.

D'Gemeng war deemools zu Suessem ganz clever a gutt informéiert an orientéiert, wéi se decidéiert huet, fir en iwwerpartieelechen Aarbechtsgrupp anzesetzen, dee sech mat all deene Suergen a Bedenke vun de Leit befaasst huet, wou Entrevüé stattfonnt hu mat deene verschiddene responsabele Ministeren. Ech mengen, et war den Här Frieden an den Här Wiseler, déi déi Zäit och mat der Gemeng zesumme waren, mat Verwaltungen an esou virun, fir driwwer ze diskutieren, fir de Suergen, déi d'Bierger an d'Gemeng hunn, fir deenen esou wäit ze begéinen.

Et ass deemools doropshin, no all deenen Diskussiounen an der Gemeng Suessem, eng Motioun gestëmmt ginn, déi dunnt och eestëmme vun allen am Gemengerot vertrusteene Partei gestëmmt ginn ass, wat beweist - deemools war den Nico Schroeder vun eiser Partei do och derbäi -, ech mengen, dass all Partei sech hirer Responsabilitéit bewusst wa-

ren. Et ass och hei an der Chamber diskutéiert ginn an och hei an der Chamber war eng Éstëmmegekeet deemools, fir e Prisons ze bauen, soudatt souwuel op nationalem wéi op lokalem Plang iwwerpartieelech do eng Meinung erauskomm ass. An ech mengen, dat ass och an esou engem wichtige Projet wéi deem heite wichtig.

Et ass awer wichtig, dass mat der Gemeng a mat de Leit diskutéiert ginn ass, well déi Froen, déi d'Leit sech gestallt hunn, déi ware jo awer berechtigt. An ech mengen, wa mer herno och d'Resultat kucken, wat no all deenen Négociatiounen erauskomm ass, dann huet dat jo och säin Zweck gehat, dass d'Leit an d'Gemeng sech eng Rei vu Froen gestallt hunn an dass déi Diskussiounen waren, well déi meescht Punkte jo konnte positiv Resultater kréien, soudatt de Suerge vun der Gemeng an de Suerge vun de Bierger konnt gréisstendeels Rechnung gedroe ginn.

Déi éischt Fro, déi sech iwwerhaupt gestallt gëtt, wa vun esou eppes geschwat gëtt, ass: Brauche mer iwwerhaupt en neie Prisons? Ech mengen, dat ass eng legitim Fro. Awer déi Chifferen, a meng Virriedner hu se hei genannt, an an der Vergaangenheet ware se net besser, déi hunn awer kloer bewisen, dass een en drëtten Prisons hei zu Lëtzebuerg brauch. An duerfir ass et och, mengen ech, kloer gewiescht, dass déi Fro relativ einfach opgrond vu statisteschem Material vun de Realitéiten ze beäntwertete war.

Déi zweet Fro war dann de Site. Et ass kloer, dass, wann ee muss eng Plaz eraussuchen, fir e Prisons ze maachen, et ass wéi a villen anere Saachen, da weess jiddwereen eng Plaz, wou et gutt wier, wou et besser wier, mä si ass meeschtens net an hirer direkter Émgegend. An esou ass et och mat engem Prisons. Déi Zäit si vill aner Nimm genannt ginn. A jiddwereen, dee vun engem Site betraff war, dee konnt och erëm aner Siten nennen, vun deenen e gemengt huet, dass e géif besser hkommen. An duerfir, mengen ech, muss ee scho Respekt hu virun enger Gemeng Suessem, dass si bereet war, fir eben hei dermat d'accord ze sinn, fir dass op hirem Territoire dese Prisons gebaut gëtt.

Et muss ee wëssen, dass d'Gemeng Suessem vill Saachen an deene leschte Joren op sech geholl huet, déi vun nationalem Interesse waren. A wann ech elo denken an d'Bauschuttdeponie, déi och elo erëm op den Terrain vun der Gemeng Suessem komm ass; wann ech weess, dass eng Nopeschgemeng, fir hiren Trafic ze entlaaschten, eng Émgehungsstrooss da wëllt eben op d'Suessem Gemeng eriwuerdrécken, wou dann och mat Versteedemeng eng Oppositioun do entstanen ass, da muss ee bedenken, dass d'Leit trotz allem awer do virsiichteg sinn an och gutt berode sinn, dass se sech net alles grad op d'Nues drécke loosse. Hei waren d'Leit an d'Gemeng, mengen ech, rasonabel. A si hunn och festgestallt, nodeem dass all déi Garantië komm sinn, dass se konnte mat rouegem Gewësse Jo zu deem Site soen.

Eng drëtt Fro, déi d'Leit sech gestallt hunn, dat waren d'Risiko, déi mat engem Prisons verbundene sinn. Et ass natierlech, dass de Prisons en negativen Touch huet. A wann ee méi wäit zrëckkuckt an d'Geschicht vun de Prisons, an de Kolleg Gusty Graas huet e puer Stéck opgezielt, da war dat mat Flucht an esou virun an engem Prisons, dat war fréier méi op der Dagesuerdnung, wéi dat haut de Fall ass. An engem modernen, gutt geplangten a gutt géréierte Prisons vun haut ass dat nu wierklech d'Exceptioun. Et bleift sécherlech ëmmer e Reschtrisiko bestoen, deen een net kann évitieren. Mä ech mengen, egal wou een een hi-setzt, dee Reschtrisiko besteet och ëmmer. An dee Risiko bedeit och net, dass onbedéngt de Leit aus dem direkten Émfeld eppes ka geschéien, mä dee Risiko kann och, wann eng Flucht kënnt, méi wäit vum Prisons ewech seng Konsequenzen dann hunn.

Ee weidere Punkt ass den zousätzlechen Trafic, deen esou ee Prisons géif mat sech bréngen. Bon, ech mengen, och do sinn infrastrukturell Léisunge fonnt ginn, wat d'Stroossen ubelaangt, soudatt och do konnt eng Léisung fonnt ginn.

Soudatt ee ka soen, dass déi laang Prozedur, déi vill Diskussiounen, déi waren, awer och bewisen, dass mer hei zu Lëtzebuerg, wa mer wierklech wëlle vun alle Säiten zu engem positive Resultat kommen, dass een da schonnt dee Wee ka goen an net brauch ze fäerten, mat de Bierger a Kontakt ze kommen a se ëm hir Meinung ze froen.

A mir haten net méi spët wéi gëschter an och viru 14 Deeg eng Diskussioun, wou iwwer Referende geschwat gouf. Ech sinn iwwerzeegt dervun, wann ee méi déi Biergerparticipatioun mécht, méi Referende mécht an et mécht een en objektiven Dialog, wou een „derfir“ an „dergeint“ op de gläichen Niveau setzt, een

erausfënn, dass de Bierger scho genuch Gerechtheekesënn a sech huet, fir dann Décisiounen ze huelen, déi am Interesse vun der Allgemengheet wieren. Dat, wat hei am Klenngen exercéiert gëtt, kann een och am Groussen exercéieren. De Bierger soll een net fäerten, mä et huet een an der Politik all Intérêt, fir mam Bierger zesummen no Léisungen ze sichen.

Ech géif dann nach op ee méi spezifesche Punkt agoen, an do hätt ech dann och eng Fro un de Justizminister. Et ass scho virun ugeklongen. Mir hunn d'Untersuchungshäftlingen, déi mer hei sëtzen hunn. Mir hu modern Infrastrukturen hei opgeriicht, an d'Fro, déi sech stellt, et ass geschwat gi vun der Séparation des pouvoirs, am Ursprung ass am Fong gesot ginn, wa mer schonnt do esou eng Infrastruktur maachen, da wier et jo normal, dass d'Enquêteuren, d'Untersuchungsriichtere sech géifen op déi Plaz déplacieren, fir dass dann do ze maachen, amplaz dass een all déi Leit, déi do asëtzen, géif bei den Untersuchungsriichtere féieren. Da gëtt gesot, am Kader vun der Séparation des pouvoirs kéint een den Untersuchungsriichtere net obligéieren, fir deen Déplacement ze maachen.

Ech muss lech éierlech soen, dass ech dat als eng relativ breet Interpretatioun vun der Séparation des pouvoirs gesinn. Ech mengen, dass e Minister oder d'Politik sech net an eng Enquête amëscht, dass schéngt mer ganz normal ze sinn an och énnert d'Séparation des pouvoirs ze falen. Mä wat elo déi infrastrukturell Praxis ubelaangt oder dat Zur-Verfügung-Stellen, sinn ech awer duerchaus der Meinung, dass do d'Politik misst kënnen intervenéieren.

Och wa mer hei soen: Mir hunn d'Méiglechkeet vu Videokonferenzen. Tant mieux, wann dat méiglech ass, dass een een Deel ka vun deenen Enquêtes iwwer eng Videokonferenz maachen, da soll een dat maachen, da brauch weder deen een nach deen anere sech ze déplacieren. Mä am Fall, wou sech muss déplacéiert ginn, mengen ech, sollt een dach awer versichen, et op e Minimum ze reduzéieren, dass ee muss mat den Détenue sech déplacieren, mä dass et duerchaus, mengen ech, awer ubruecht ass, dass och en Untersuchungsriichtere, vu dass d'Infrastrukturen do sinn, sech kéint dann dohinnerbewegen oder déplacieren, fir d'Aarbecht dann do op der Plaz ze maachen.

Et ass virgesinn, dass mer hei 60 Poliziste kéinten derbäikréien. Et muss ee wëssen, dass déi net fir d'Observatiounen banne sinn, mä am Fong fir baussen. A wann een da weess, dass dovunner de Gros op den Transport geet, well dat hir Haaptföunctioun ass, da gesäit een och, dass dat een enorme Käschtepunkt ass, niewent dem Risiko, dee besteet, wann déi Transporter gemaach ginn. Dat ass mat engem enorme Käschtepunkt verbonden.

An ech mengen, och an enger Zäit, wou mer als Stat alles derfir maachen, fir Suen ze spueren, wou d'Finanzen enk sinn, ass dat och ee vun de Kritären, déi ee muss berücksichtegen, soudatt ee muss och kënnen mat Leit, déi Untersuchungsriichtere sinn, awer seriö diskutieren. An ech sinn och der Iwwerzeugung, dass een do kann e Wee fannen, dass déi Transporter vun Détenuen op en absolute Minimum misste reduzéiert ginn an dass een de Rescht op der Plaz misst kënnen maachen.

Dat gesot, Här President, fanne mer dat heiten e gudder Projet an ech bréngen duerfir och d'Zoustëmmung vun eisem Grupp.

Merci.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Gibéryen. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Serge Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech mengen, et soll een och hei d'Fakte kucken. Ech hu wéineg bis elo iwwer Fakten héieren. Wann ee kuckt, de Moment hu Schraasse plus Giwenech, dass ass den oppene Strofvollzuch, zesumme 700 Plazen. Dorënner sinn 300 Untersuchungsstäfflingen de Moment zu Schraasseg ënnerbruecht.

Mir huelen hei eng Décisioun, fir en neie Prisons ze baue fir 400 Untersuchungsstäfflingen. Wa mer dat zesummerechnen mat deene 700 Plazen, déi elo schonnt do sinn, da komme mer op 1.100 Plazen. Dat sinn natierlech 400 Plaze méi wéi bis elo. Dat ass en Zouweess vun der Population carcérale ëm 57%, wann ech richteg gerechtheek hunn, op dee mer an Zukunft baue wëllen. 57% méi Leit, déi am Prisons sëtzen, wann d'Capacités an Zukunft ganz ausgenutzt ginn. Dat ass, mengen ech, en notabelen Zouweess, och wann ee vergläicht esou mat europäeschen an internationalen Zuelen, wat een emol vläicht hätt misse maachen am Virfeld.

Ech weess och, dass am Regierungsprogramm viles drasteet. Ech weess, dass Reformen

ugekënnegt sinn am Droit pénal. Déi Formulierungen, déi do drastinn, sinn awer ganz vag. Do steet: «Le Gouvernement entamera des réflexions sur le développement des alternatives aux poursuites pénales pour certains types d'infractions.» Domat kann ech emol esou a priori net ganz vill ufänken. Et sinn och Reformen ugekënnegt an der Prisonspolitik. Et gëtt do geschwat iwwer Alternativen zum Prisons.

Ech wëll awer soen, dass sinn Ukënnegungen, dass si Reformen deelweis, vun deenen nach guer net kloer ass, a wat fir eng Richtung dass se ginn a wat fir eng Envergure dass se wäerte kréien a wéi se zu der Léisung vun de Problemer vun der Prisonsbesetzung, vun der Prisonspopulatioun wäerte bäidroen.

Ech gesinn d'Realitéit, wéi se haut awer ass. D'Realitéit, dass ass zum Beispill eng Strofpolitik, déi vun de Gerichter ugewannt gëtt, déi dacks ze vill repressiv ass. Dat soen déi Leit, déi all Dag domadder ze dinn hunn. D'Strofjuren zum Beispill.

Ech hunn eng Table-ronde am „woxx“ vum 28.2.2008 erëmfonnt, wou e Bericht driwwer drasteet, wou den Här Rosario Grasso vun der ALAP, vun der Associatioun vun der Strofrechtler, seet, „en règle générale, les juges luxembourgeois n'y iraient pas de main morte avec les incarcérations“. Esou gi seng Wierder do erëmbrecht.

D'Realitéit ass och eng Strofpolitik duerch d'Regierung an duerch d'Chamber, duerch nei Gesetzter, déi mer an deene leschte Jore gestëmmt hunn, vun deenen ech mech net kann erënnere, dass eent a Richtung vun Erlichterung vun de Strofe gaangen ass, mä éischer a Richtung vun enger Verstärkung vun de Strofen. Mir haten érischt viru Kuerzem hei esou ee Projet am Kontext vun der Drogopolitik.

An dobäi wier ech beim Thema vun der Drogopolitik. D'Realitéit ass och do, an zwar iwwer Joren ewech, dass mer am Prisons eng Populatioun hu vu Leit, déi do incarcéiert sinn opgrond vun enger Condamnatioun wéinst Drogendelikt. Een Drëttel vun allen Infractiounen, wéinst deene Leit am Prisons sëtzen, dat sinn Drogendelikt.

Et muss ee soen: Dobäi kommen nach aner Delikt derbäi, déi eventuell am Kontext mat Droge sinn, wéi Beschafungskriminalitéit, Volen an esou weider, soudass a Wierklechkeet wahrscheinlech d'Populatioun, déi am direkte Kontext mat Drogerepressioun steet, a Wierklechkeet nach wahrscheinlech méi héich wäert si wéi deen een Drëttel.

Ech zitieren d'Madame Thérèse Michaelis vum Centre de Prévention des Toxicomanies aus dem „Quotidien“ vum 24.6.2011, wou se seet, an där Matière: «La répression ne mène à rien.» A si bezitt sech ausdrécklech op e Rapport vun 2011 vun der Commission mondiale pour la politique des drogues, dee seet: «La guerre mondiale contre la drogue a échoué.» an dee weiderfiert: «Partout dans le monde, la grande majorité des arrestations cible ces „petits poisons“ non violents et du bas de l'échelle dans le marché des drogues - ils sont plus visibles, faciles à prendre et n'ont pas les moyens de se payer une porte de sortie. Il en résulte que les gouvernements remplissent les prisons de délinquants mineurs purgeant de longues peines, à grands frais, et sans aucun impact sur l'échelle ou la rentabilité du marché.» Dat heescht, an deem offizielle Rapport gëtt d'Drogopolitik vun enger ganzer Partie vu Regierung an Fro gestallt.

Ech wëll soen, dass an där Kommissioun, an där internationaler Kommissioun eng ganz Rei Leit dra sinn, wéi drai ehemoleg Presidenten aus Latäinamerika, wéi dee fréieren amerikaneschen Ausseminister Shultz - bestëmmt kee Lénken -, wéi dee fréieren UNO-Generalsekretär Kofi Annan oder wéi zum Beispill dee weltbekannte Schréftsteller an Nobelpräisträger Mario Vargas Llosa. An ech géif lech wierklech emol recommandieren, déi Konkusiounen aus deem Rapport do ze liesen am Zesammenhang mat enger Drogopolitik, déi repressiv ausgerichtet ass an déi zu näischt féiert, ausser vläicht zum Géigendeel vun deem, wat soll errecht ginn.

An ech mengen, et géif enger Majoritéit, Här President, déi gesellschaftlech Reformen ugekënnegt huet an och schonnt deelweis duerghefuert huet, dat hu mer gëschter gesinn, gutt zu Gesiicht stoen, hir vag Ukënnegungen, déi fir de Moment am Regierungsprogramm drastinn zu Alternativen zu Prisonsstrofen, géif konkretiséieren an e wierklechen Débat géif féieren iwwer eng aner Drogopolitik, iwwer d'Dépénalisierung oder wäitgehend Dépénalisierung vun den Drogen. An ech mengen och, dass d'Acteuren um Terrain nëmme waarden op esou Signaler.

Ech wëll do och nach eng Kéier aus deemselwechten Interview déiselwecht Madame Mi-



chaelis zitieren: «En ce qui concerne l'Europe, je ne pense pas que tous les responsables politiques soient convaincus des lois actuelles. Cela concerne par exemple aussi une partie de nos députés. Mais aucun d'eux n'a le courage de prendre l'initiative pour les changer.» A si freet sech ausdrécklech op de Bericht vun där internationaler Kommissioun, deem se hire vollen Appui gëtt.

An deem Bericht gëtt och gefuerdert, Tabuen ze briechen. An ech mengen, dat ass dat, wat mer mussen hei maachen. A mir mussen wierklech eng Diskussioun féieren, wéi dat iwwerengens an der Traditioun vun der grénger Politik ass, wéll ech awer hei betounen! D'Madame Renée Wagener huet hei Proposition-de-loien eragin, déi herno zréckgezu gi sinn, déi ganz kloer an déi Richtung vun der Dépenalisierung vun den Droge gaange sinn.

(Interruption)

De Rapport fuerdert och en Émdenken an der UNO a kritiséiert den Drock vun den USA op déi Länner, déi eng aner Drogepolitik wëlle maachen. An ech mengen, dass dat och een Hannergrond ass bei deem Ganzen, den Drock, deen international ausgeübt gëtt, fir eng repressiv Drogepolitik ze maachen. An ech hoffen, dass déi nei Regierung sech opraaft, fir do eng Ännerung ze maachen, och fir deem Drock ze widerstoën. Och dem Drock iwwerengens vun deene konservativen a repressive Kräften, déi et hei am Land nach ëmmer gëtt.

An ech mengen, dass et no 2001 erëm un der Zäit wier, fir eng weider Etapp an déi Richtung ze maachen. 2001, wéll ech betounen, ass de perséinleche Konsum vu Cannabis net stroffräi gemaach ginn, wéi heiansdo gesot gëtt, mä prisongsfrei gemaach ginn. Et stinn nach ëmmer Amendementen um perséinleche Konsum vu Cannabis. Mä all déi aner Problemer sinn net geléist.

Duerch d'Press ass viru Kuerzem e Bericht gaange vun enger bekannter Sportlerin, déi zu sechs Méint Prisong mat Sursis weinst Konsum vu Kokain veruerteelt ginn ass. Déi nächste Kéier ass et kee Sursis méi. An da muss ee sech froen: Wann esou Leit, déi e Problem hu mat Drogekonsum, an de Prisong kommen, gëtt domat ee Problem geléist, wat deen Drogekonsum ugeet? Natierlech gëtt do kee Problem geléist!

D'Madame Lorsché huet den John Lennon vir-drin zitiert an engem komplett anere Kontext. Et sollt een emol vläicht...

(Brouhaha)

...den John Lennon a ganz vill aner Artisten aus där heroescher 68er Generatioun, et sollt een déi emol vläicht zitieren am Zesammenhang mat Drogekonsum!

(Interruptions diverses)

Da komme mer méi no bei d'Realitéit!

► **M. le Président.** - Ech wollt lech just soen, Här Urbany, de Mikro ass un.

(Hilarité)

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Dat hunn ech och ganz bewusst fir de Mikro gesot, Här President.

Wann all déi Moosnamen, déi ech elo opgeziet hunn, géifen ugewannt ginn, dat heescht, Reformen am Code pénal, Reformen am Strofvollzuch. Ech weess, dass e Gesetzesprojekt virläit. Mä dee Gesetzesprojekt, dee läit schonn e Joer laang op Ais! Dee Gesetzesprojekt läit schonn zweeanhallet Joer do zënter sengem Dépôt, ouni dass eppes geschitt ass.

Wa géif dat, déi Dépenalisierung bei den Drogen, ausser vläicht bei der grousser Kriminalitéit, emol an Ugrëff geholl ginn an emol eng aner Diskussioun doriwuer an der Gesellschaft gefouert ginn, da géife mer mat Sécherheet och zu enger anerer Prisongssituatioun kommen an zu engem Ofbau vun de Plazen an de Prisongen. Net zu engem Opbau, wat mer heimadder maachen. Wéi ëmmer an der Lëtzebuurger Politik gëtt einfach emol drop lass gebaut an d'Wäiche ginn net gestallt a Richtung vun där neier Strofpolitik, déi am Regierungsprogramm ugekënnegt gëtt, mä a Richtung vun neie Prisongsplazen, fir mat der aktueller Strofpolitik weiderzefueren.

Dat ass d'Ursach, firwat mir als déi Lénk dee Projet hei net wäerte stëmmen.

Et ass geschwat gi vum Gemengerot vu Suessem, deen unanime dee Projet schonn ugeholl huet. Ech wéll hei keng Lokalpolitik maachen; ech maachen dat nach op der Plaz, wou et noutwendeg ass. Mä ech wéll awer soen, bei där Décisioun ware mir deemools net derbäi, mir waren do net am Gemengerot a mir hunn déi Décisioun och net matgedroen. Mir hunn awer...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Dir hutt elo grad „unanime“ gesot!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Mir hunn awer ëffentlech eis Stellung geholl. An déi Stellungnahm war keng NIMBYs-Stellungnahm. Déi Stellungnahm... Dat hunn aner Leit gemaach! Déi Stellungnahm war déiselwecht...

► **M. le Président.** - Dir misst elo zum Schluss kommen, Här Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ech si ganz zum Schluss.

Déi Stellungnahm war genau déiselwecht wéi déi, déi ech elo geholl hunn. Aus allgemengen, iwwergeuerdneten Iwwerleeunge fanne mer, dass déi hei Décisioun, en neien drëtte Prisong ze bauen - et ass a Wierklechkeet e véierten, wann een de Centre de rétention um Findel derbäihält -, dass dat eng Décisioun ass, déi komplett an déi falsch Richtung geet.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Domat wär d'Diskussioun ofgeschloss. A fir d'Regierung huet den Här Justizminister, den Här Félix Braz, d'Wuert.

Prises de position du Gouvernement

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Ech wéll just och scho matdeelen, dass de Kolleeg Camille Gira och nach wäert op eenzel Froen agoen.

Esou wéi de Strofvollzuch ass an engem Land, sinn och herno d'Chancë fir eng Neesagliderung vun den Détenuen an der Gesellschaft. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg an de leschte Jorzéngte wéineg qualitativ Spréng kënne maachen. En éischte war 1984, wou de Prisong am Grond zougemaach ginn ass a Schraasseg a Betrib geholl ginn ass. An haut, 30 Joer duerno, maache mer fir d'éischte Kéier nees e grouse Sprong an der Qualitéit vun eisen Infrastrukturen.

De Prisong vu Schraasseg ass iwwerbeluecht, en ass schonn zënter laange Joren iwwerbeluecht. Och wann e seng Capacitéit vu 600 genee erreecht, ass en eigentlech nawell iwwerbeluecht, well et dann net méi erlaabt ass, am Prisong déi Opdeelunge kënne virzehuelen, déi mussen sinn, fir an engem moderne Strofvollzuch elementar Prinzipien a Regele kënne ze respektéieren.

Dat heescht, wa mer haut eng Zuel hu vu 600 plus/minus Détenue bei enger Capacitéit vu 600, dann heescht dat net, dass de Prisong net iwwerbeluecht wier. En ass et nawell. An e war et an de leschte Joren och schonn dramatesch. Mir hate scho bis zu 700 Leit bannent de Mauere vu Schraasseg. An do kënt Der lech virstellen, wat dat heescht fir den Alldag vun de Leit, déi do agespaart sinn, awer och fir den Alldag vun de Leit, déi do schaffen.

Mir hunn eng Rei Kritiken, national, awer och international an de leschte Jore kritt weinst där Iwwerbeleueung, awer och weinst dem Fait, dass Prévenuen an Détenuen hei zu Lëtzebuerg net getrennt sinn. Mir kruten och scho Kritiken, well zu Lëtzebuerg en héije Pourcentage, d'Halschent quasi vun de Leit am Prisong Untersuchungsgefänglinge sinn.

Da gëtt gesot, mir géifen ze vill séier op de Geriichter, an der Magistratur zréckgräifen op d'Instrument vun der Untersuchungschaft. Dat erkläert sech awer an deene meeschte Fäll domadder, dass mer ganz vill Netrésidenten hunn, déi zu Lëtzebuerg am Prisong sinn a wou do natierlech ee vun deenen dräi Grënn, nämlech d'Fluchtgefor, ginn ass.

(Coups de cloche de la présidence)

Ganz oft ganz reell. An dat bréngt mat sech, dass mer vill Leit effektiv zu Schraasseg hunn, déi Untersuchungsgefänglinge sinn. Mä dat huet eng rationell Erklärung. Dat ass net, well hei zu Lëtzebuerg do besonnesch streng géif geschaff ginn.

Et ass och eng aner international Kritik, déi mer nach virun e puer Woche formuléiert kritt hunn, nämlech déi, dass zu Lëtzebuerg en héije Pourcentage vu Suicidë wär. Ech wéll déi Kritik awer esou net gëlle loosse. Déi muss ee ganz staark relativéieren. Zu Lëtzebuerg, ech mengen, den Här Graas hat déi Zuel genannt, mir haten an deene leschte 60, 70 Joer 60 Suiciden.

(Coups de cloche de la présidence)

Dat ass manner wéi ee pro Joer. Elo ass dat esou eng geréng Zuel, dass se statistesch natierlech ganz séier riskéiert...

► **M. le Président.** - Wann ech gelift, lauschtert dem Här Justizminister no!

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Elo ass dat natierlech eng Zuel, déi esou geréng ass, wann een do an engem Joer d'Ongléck huet, een oder zwee Suicidë weider ze hunn, ass een, héich gerechent op d'Populatioun, natierlech direkt europawäit ganz schlecht.

Mir haten awer och scho Joren, wou mer zu Lëtzebuerg, ech mengen, dat war 2008 fir

d'lescht, kee Suicide haten am Prisong. Wa mer dee Moment d'Behauptung opgestallt hätten, Lëtzebuerg beweist weltwäit, dass een e Prisong ka féieren ouni Suiciden, da wär dat fir dat Joer zwar richtig gewiescht, statistesch wär déi Ausso awer mat Sécherheet net richtig. Wa mer se gemaach hätten, hätte mer eng Behauptung gemaach, déi mer net kënne opstellen.

Duerfir soen ech, bei deenen Zuelen, déi genannt sinn, all einzelne Fall ass dramatesch. An zu Schraasseg gi ganz vill Efforte geholl, ganz vill Efforte gemaach an der Betreueung vun de Prisonnéier. Besonnesch wann een eng éischt Indication bei engem huet, dass do ee vläicht net esou gutt drop ass an net esou gutt drun ass, dat gëtt extrem eescht geholl. Do ass ee ganz enke Suivi.

Leider kritt een et ni esou, dass et keen ass. Mä ze soen, wéi dat international geheescht huet, mir hätten do e spezifesche Problem, méi wéi an deenen anere Länner, dat ass net richtig. Duerfir ass eis Situatioun ze kleng, fir eng statistesch relevant Ausso a Konklusioun kënne ze zéien. Wichtig ass, dass mer probéieren, mat ganz ville Moyenen deene Fäll ganz opmierksam nozekucken.

Egal wéi, zu Lëtzebuerg besteet e grousst Reformbedürfnis am Strofvollzuch. An ech wéll haut keng grous Debatt mat lech maachen iwwert de Strofvollzuch. Mir kréien nämlech d'Geleeënheet, dat ze maachen am Kader vun de Projeten 6381 an 6382. D'Regierung schafft am Moment un Amendementen, déi se un deenen Texter wéllt maachen. Mir ginn dervun aus, dass mer déi virum Enn vum Joer nach wäerte kënne an der Chamber déposéieren. An da kënne mer an der zoustänneger Kommissioun, an duerno och an der Plénière, eng wierklech grondsätzlech Debatt an Diskussioun iwwert de Strofvollzuch féieren.

Ech wéll just e puer Stéchwierder haut erwähnen. Déi éischt Remarque, déi ech wéll maachen, ass, dass ech frou sinn, dass hei zu Lëtzebuerg keng Partei derfir antrëtt, fir am Strofvollzuch Privatisierungen ze maachen. An anere Länner probéiere se, hir infrastrukturell Problemer doduerch ze léisen, dass se der privater Initiativ et erlaben, am Strofvollzuch aktiv ze ginn. Ech sinn ausdrécklech als Justizminister frou doriwuer, dass et hei zu Lëtzebuerg kee gëtt, deen op deen dote Wee wéllt goen. Et ass en Effort vun der Kollektivitéit an dee solle mer och weiderhin zesumme maachen.

Mir hunn awer Méiglechkeeten effektiv, an den Här Urbany ass virduerz drop agaangen, fir den Drock op de Prisong ze verréngeren. An des Regierung wäert dorunner schaffen. Den Här Urbany ass e bëssen ongedëlleg, en hätt gär, dass mer no siwe Méint dat alles gemaach hunn. Eng Legislatur dauert fénnef Joer. A mir schaffen intensiv während deene fénnef Joer. Mir wäerten also och op deem dote Punkt, an do kënt Der Vertrauen an eis hunn, esou wéi d'Majoritéitsdeputéierten, dass d'Regierung dat wäert maachen.

Mir mussen dat a Fro stellen, den Tout-pénal. Mir mussen méi staark setzen op déi alternativ Peinen, wéi zum Beispill Travaux d'intérêt général. Och de Recours op d'elektronesch Foussfessel. Och eng Afrostellung vun der Drogepolitik. Dir hutt lech ganz staark derfir agesat, Dir bestätegt domadder de Regierungsprogramm, Här Urbany. Well och do gëtt déi repressiv, déi eesäitig repressiv Politik an deem Beräich a Fro gestallt, well se net zillféierend ass. An och do wäert d'Regierung aktiv ginn.

(Interruption)

Iwwerengens läit de Pourcentage vun der Drogekriminalitéit am Prisong net bei engem Drëttel, mä e läit bei 28%, also e bësse manner, an en ass och an de leschte Jore lüch réckleefeg gewiescht. Och dat sollt Der wëssen.

Dir hutt och op d'Initiativ vun der Madame Wagener, déi scho méi laang zréckläit, virduerweisen. Vun de Lénke gëtt et nach keng esou eng Initiativ, stellen ech just, objektiv gesot, fest! Esou vill zum Courage, deen anerer an Aren Aen net hunn!

Dann, wou och nach Reformbedürfnis besteet, dat ass an der Exécution des peines. Do gëtt et e Projet de loi, wéi gesot, do schaffe mer drun. Dat ass deen, dee maassgeblech beaflosst, wéi herno d'Chancë si bei der Resozialisierung.

Mir wäerten och eng Administration pénitentiaire schafen, dat ass de Projet 6382, well mir hu mam Vote vun haut dann en drëtte Prisong zu Lëtzebuerg a mir wëllen eng generell Administratioun doriwuer stellen, fir dass et och eng eenheetlech Politik an deem dote Beräich gëtt.

A mir hunn natierlech och en anere Reformbedarf, nämlech am CPL vu Schraasseg selwer. Wa bis eng Kéier de CPU um Uerschterhaff bis a Betrib geholl ass, da muss och do munches sech änneren.

Um Niveau vun de Virbereedungen op der Betribnahm vun Uerschterhaff, do leeft ganz vill. Mir hunn eng Rei Aarbechtsgruppen agesat, déi sech domadder beschäftegen. Do sollen herno jo 400 Leit dra sinn. Do mussen awer och nach 330 Leit rekrutéiert ginn. Dat ass e grouse Personalopwand. Déi Leit kënne och net um leschte Stéppel rekrutéiert ginn. Déi mussen jo och nach spezifesch forméiert ginn. Déi mussen och zu Schraasseg reell Erfahrung kënne sammelen. Dat heescht, dat ass e Virlaf en vue vun der Ouverture vun Uerschterhaff, dee relativ important ass. An et gëtt elo scho seriö dru geschafft.

Ech denken och, dass mer solle relativ séier eng provisoeresch Nominatioun vum zukünftigen Direkter vun Uerschterhaff virhuelen, fir dass och do esou séier wéi méiglech eng Persoun sech perséinlech responsabel spiert fir dat, wat um Uerschterhaff soll a Betrib goen.

Um Uerschterhaff wäerte vill Aktivitéite méiglech sinn am Sportsberäich, do gëtt och eng Bibliothék virgesinn, do wäerte besonnesch fir de Vollet vun de Visité speziell Efforte gemaach ginn, och fir déi sougenannten „Visites non surveillées“. Och dat wäert um Uerschterhaff en Thema sinn. An den Uerschterhaff wäert dann ebe méiglech maachen, dass mer iwwerhaapt eng Trennung vun de Prévenuen an den Détenue wäerte kréien.

Den Uerschterhaff gëtt awer och nach aus engem anere Grond wichtig, nämlech fir och de Leit, déi am Prisong schaffen zu Schraasseg, de Giichtercher an der Haaptsaach, et och ze erlaben, eng gewësse Rotatioun ze hunn. Hire Beruff ass ganz, ganz contraignant. An déi Leit hunn am Moment praktesch, ech soen ëmmer: „Et si bal déi Eenzeg, déi liewenslänglech hunn.“ Déi kommen aus deene Mauere vu Schraasseg net eraus. An dat ass iergendwann eng Kéier eppes, wat op d'Gemitt schléit.

Och aus deem Grond ass et gutt, dass mer e weidert Gebai kréien, fir och do e gewëssene Roulement kënne an der Zukunft fir d'Giichtercher ze organiséieren tëschent deenen dräi Gebai. Dat ass fir d'Qualitéit vun hirer Aarbecht eppes, wat mat Sécherheet dénglech ass.

D'autant plus wou mer mengen, dass de Rôle vun de Giichtercher éischer soll méi e wichtege sinn. Si sinn net méi déi an der Zukunft, déi nëmmen ewechspären, si sinn eigentlech deen éischten Intervenant beim Détenu selwer. An hire Rôle soll a mengem Aen an deenen nächste Joren opgewäert ginn. Dat entsprécht och hirer Virstellung, och der Interesseverriedung vun de Giichtercher hirer Virstellung. Si sinn duerchaus gewéllt, deen doten Job nei ze definéieren an em méi eng grouss Bedeutung ze ginn am alldeeglechen Émgang mat de Prisonnéier. An ech mengen, dass dat esou eng gutt Saach ass.

Mir wäerten awer och ab dem nächste Joer schonn en Aarbechtsgrupp asetzen, dee sech mat der Zukunft vu Schraasseg beschäftegt. Well Schraasseg, wann d'Untersuchungshäftlinge bis do eraus sinn, dann endlech d'Geleeënheet kritt, sech esou ëmzeorganiséieren, och ëmzebauen, dass een alles dat, wat een an deene leschten 20 Joer bedauert huet, net kënne ze maachen, dass een dat endlech och zu Schraasseg ka maachen.

Duerfir ass och dem Här Urbany seng Rechnung virdrun net richtig, wann e seet: „Et komme 47% Plazen derbäi.“ Dir hutt vergiess, déi ofzerechnen, déi zu Schraasseg erëm zréckgebaut ginn, wa mer déi Raimlechkeeten anescht wäerten an der Zukunft notzen, fir Formatiounen a fir Aarbecht kënne ze maache mat den Détenuen. Är Rechnung, déi hippt also a geet net wierklech op.

A wann Der lech esou vehement géint dat Gebai do wéint, Här Urbany, muss ech lech och soen, dass Der eigentlech amgaange sidd, objektiv derfir ze plädéieren, dass et weiderhin zu Lëtzebuerg bei enger Nettrennung tëschent Détenuen a Prévenue bleibt. An dat ass fir mech net akzeptabel. Ech si ganz decidéiert derfir, dass zu Lëtzebuerg endlech d'Détenuen an d'Prévenue getrennt ginn!

Dat ass eng elementar Regel haut an dem moderne Strofvollzuch! A wann Dir lech derfir asetzt, dass dat Gebai hei net gebaut gëtt, setzt Dir lech objektiv derfir an, dass hei zu Lëtzebuerg, contrairement zu deenen allermeschte Länner an Europa, weiderhin Détenuen a Prévenuen zesummen agespaart bleiwen. Dat muss Der dann och a leschter Konsequenz akzeptéieren!

(Brouhaha)

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Neen, déi Trennung kann och anescht gemaach ginn.



► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Här President, ech wëll eng...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Déi kann och zu Schraasseg selwer gemaach ginn, awer op eng aner Manéier.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Ech wëll eng lescht Remarque...

► **M. le Président.**- Här Urbany, Dir kënnt lech jidderzäit Parole après ministre froen. Mä elo loosse mer de Minister schwätzen.

(Interruption)

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Ech wëll eng lescht Remarque just nach maachen, fir dass de Kolleeg Camille Gira och zu senge Froe kann äntweren. D'Fro ass gestallt gi vum der Madame Andrich-Duval an och vum Här Gibéryen vum de Videokonferenzen. Et ass esou, dass mir am Uerschterhaff raimlech alles elo virgesinn. Mir wäerte Säll virgesi fir Interrogatoiren. A mir wäerten och déi technesch Méiglechkeete virgesinn, fir Videokonferenze kënnen ze maachen.

Et ass awer esou, dass et net um politesche Pouvoir ass, ze decidéieren, wéi d'Instruktioune gemaach ginn. Ech hoffe perséinlech, dass dat wäert genotzt ginn, besonnesch d'Säll fir Interrogatoiren. Bei de Videokonferenzen hunn ech selwer e bësse méi Bedenken, well ech mer awer soen, dass dee perséinlechen, direkte Kontakt keng onwesentlech Saach ass, besonnesch am Beräich vum deem, wou mer haut hei schwätzen. Mä d'Säll fir d'Interrogatoiren, mengen ech absolut, dass et wünschenswert wier, wann déi géife genotzt ginn. A mir wäerten da gesinn, wann de Prisong bis a Betrib geet, ob dat genotzt gëtt, ob et genuch genotzt gëtt oder net. An da kann ee sech nach ëmmer Gedanken doriwwer maachen.

En attendant, mengen ech, ass et haut wichtig, dass mer déi Raimlechkeete virgesinn. Dat maache mer. An dat halen ech haut fir dee positiven Aspekt.

E lescht Wuert, just nach Här President, fir der Gemeng Suessem Merci ze soen. D'Gemeng Suessem huet do hir Verantwortung mat iwwerhol. Net, well se sech beknéie gelooss huet, mä well deemools och, no enger objektiver Analys vu méi Siten, erauskomm ass, dass de Site Uerschterhaff mat objektive Kritären, déi festgeluecht gi waren am Virus, dee beschte wier. An d'Gemeng Suessem huet sech deenen Argumenter net widderst. Si huet déi Konklusionen akzeptéiert, well et sachlech begrënt Konklusionen waren.

Ech sinn och der Meenung, dass et net méi wéi richtig ass duerfir, dass et staatlech Ënnerstëtzung fir d'Gemeng Suessem gëtt. An déi nei Regierung huet dat direkt bestätegt. An ech halen dat ausdrécklech fir richtig. Duerfir nach eng Kéier e grouse Merci un d'Gemeng Suessem. Eng Gemeng, déi ech och gutt kennen, well ech och an där Gemeng opgewuess sinn. An ech kennen déi Suessem fir hir Dialogbereitschaft an duerfir, dass se hir Verantwortung iwwerhuelen.

Dat gesot, ginn ech dem Camille Gira nach d'Wuert, fir op déi aner Froen ze äntweren.

Merci lech alleguer!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci, Här Justizminister. Ech hunn d'Demande fir Parole après ministre vum Här Serge Urbany. Ech bieden lech, kuerz ze sinn, well Der virdu schonn Är Zäit iwwerschratt hat. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Bon, ech ka mer erlaben, ganz kuerz ze sinn. Alles, wat elo gesot ginn ass vum Här Braz, dat steet och schonn op ville Plazen. Do sinn och Prozedure scho laang amgaangen. Déi Diskussioun gëtt an der Gesellschaft scho laang gefouert.

Mä ech hale just fest, wat elo geschitt, dat ass e weidere substanzialen Ausbau vum de Prisongskapacitäten, deen dem aktuelle Besoin awer net entsprécht, mä wäit, wäit, wäit doriwwer erausgeet. An ech fannen, ier een esou eng Décision hält an do Infrastrukture baut, hätt een emol missen e Gesamtkonzept virleeden an doriwwer diskutéieren.

Och e Gesamtkonzept, wéi et mat Schraasseg weidergeet zum Beispill. Wou ass dat Konzept dann? Dir werft mir vir, ech wier géint eng Trennung vun Détenuen a vun Untersuchungshäftlingen. Mä ech ka mer virstellen, dass dat och op aner Manéiere méiglech ass. Dass et méiglech ass, dat zu Schraasseg selwer ze maachen.

Wann een d'Population carcérale wesentlech kann erfesetzen, zum Beispill duerch eng aner

Drogepolitik, dann ass et och méiglech, an anere Raimlechkeeten deeselwechte Prinzip vum der Trennung ze vollzéien. Mä dat feelt alles! Déi Diskussioun ass net gefouert ginn.

Mä kloer ass: Hei gëtt e fest Konzept gebaut a Punkt fäerdeg. An dat ass dat, wat ech hei bemängelen. An dat ass och d'Ursach, firwat mer wäerten do dergéint stëmmen, well mer net de Besoin de Moment gesinn dovunner.

► **M. le Président.**- De Justizminister huet nach eng Kéier kuerz d'Wuert.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.**- Här Urbany, ech äntweren lech da just mat e puer Zuelen, fir ze weisen, firwat dass dat, wat Dir sot, net opgeet. Mir hu 600 Leit zu Schraasseg, 28% hu mat Drogekriminalitéit ze dinn, dat sinn der 168. Wa mer also elo esou eng revolutionär Drogepolitik hätten, dass mer keen Eenzege méi zu Schraasseg hätten, dann hätte mer der nach ëmmer 432 zu Schraasseg.

Vu dass mer d'Halschent dovunner Untersuchungshäftlingen hunn, da kënnen mer also ouni e weidere Bau, dat sinn der dann nach ëmmer wäit iwwer 200, da kënnen mer nach ëmmer ouni e weidere Bau d'Untersuchungshäftlinge vum den Détenuen net trennen. Dofir bleiwen ech dobäi.

An Dir musst lech eng Kéier do seriö mat lech selwer beschäftegen. Wa mir keen neit Gebai zu Lëtzebuerg bauen, kréie mir zu Lëtzebuerg d'Détenuen an d'Prévenuen ni getrennt, souguer wa mer eng Drogekriminalitéit hätte mat null Détenuen am Prisong! Stellt lech där Realitéit an da sidd Der vläicht och op där richteger Säit.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci. Domat ass déi Ausenanersetzung eriwwer. An ech géif...

(Interruption)

Ech hunn am Moment d'Wuert a soss keen aneren, Här Urbany. An ech géif domat déi Diskussioun ofschléissen an dem Här Statssekretär, deem ech elo d'Wuert ginn, soen, dass en nach annerhallef Minutt huet.

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härren, ech hätt guer näischt gesot, wann net eng Rei Deputéierten hei eng Rei Froe gestallt hätten. Dofir wollt ech aus Sicht vum Nohaltekeetsministère ganz kuerz e puer Präzisierungen a Bemierkungen zum Bau nach an zu der Prozedur maachen, déi exklusiv geduecht sinn, fir Äntwerten un d'Deputéierten ze ginn.

Well d'Regierung dovun ausgang ass, dass dese Projet haut mat enger grousser Majoritéit géif gestëmmt ginn, hu mer eis erlaabt, eng Rei Planungen, déi mam Bau selwer, mä och indirekt mam Bau ze dinn hunn, weiderzedriewen, esou dass ech lech ka soen, dass, wat de Stroossebau ubelaangt, d'Planung fäerdeg ass. An dass een dervu kann ausgoen, dass am Fréijoer 2015 mat den Aarbechten ugefaange gëtt. Ech wëll awer präzisieren, dass et do net nëmme em déi Strooss geet. Do sinn och zwee Rond-pointen, déi zousätzlech musse gebaut ginn an et sinn och Ännerungen um Échangeur Lankels geduecht, well mer wierklech effektiv och dervun ausginn, dass hei méi Trafic kënn.

De Kommodosdossier ass agerecht an ass als komplett fonnt ginn, wat undeit, dass domadder sécher kee Problem kënn, well ganz oft de Problem vu laangen Dauere vu Kommodosprozedure méi dermat ze dinn huet, dass d'Dossieren net komplett sinn, wéi dass d'Verwaltung net séier géif schaffen.

D'Autorisatioun vum der AGE, also Waasserwirtschaftsamt, ass de facto net do, gëtt integréiert an d'Kommodosprozedur. Ech kann lech awer soen, dass dat Konzept, wat d'Bâtiments publics virgeluecht huet, den Accord vum Waasserwirtschaftsamt kritt huet. An deem Kontext kann ech och dem Här Graas äntweren an him soen, dass gekuckt gi war, ob d'Reewaasser am Gebai net kéint benotzt ginn. Dat ass awer onméiglech weinst deene groussen Distanzen, déi mer do hunn. Wann ech lech soen, dass d'Mauer eleng 800 Meter huet!

Duerfir gëtt awer probéiert, fir d'Versickerung vum Waasser wäitstméiglech ze erlaben. Éischtens hu mer gréng Diech op de Gebaier a sämtlech Surfaces extérieures sinn duerchlässe, mat Ausnahm vum den Zirkulationsflächen. An dat Waasser, wat dann ufält, gëtt an en natierleche Reewaasserréckhaltebecke gemaach, esou dass mer och do, mengen ech, ganz ekologesch sinn.

Wat d'Émklasséierung ugeet, dat läit natierlech elo virun allem un der Gemeng, fir dat ze maachen. De Buergermeeschter seet mer, dass den Ufank vum der Prozedur amgaang ass, dass hire Bureau d'études dovun ausgeet, dass, och wann et 8 ha sinn op där doter Plaz, keng SUP muss gemaach ginn. Ech wëll mech elo net hei zur Fénster erausleeden, mä ech mengen awer,

dass effektiv hei an deem Land scho Projete gemaach gi sinn, wou den Impakt op d'Ëmwelt wesentlech méi grouss ass, esou dass ee kann dervun ausgoen, dass do och keng riseg Schwierigkeete wäerten entsto.

Ech kann lech och confirméieren, dass déi richtig Décision, déi des Regierung geholl huet, fir d'Waasserwirtschaftsamt an den Ëmweltministère ze leeën, generell schonn haut dozou féiert, dass eng Rei Autorisatioune méi séier virukommen.

Da wollt ech, trotz allem, wann ech lech soen, dass ech net mengen, dass déi parallel Autorisationsprozeduren elo nach éiweg wäerten daueren, awer dee bëssen ze vill optimistische Timing hei wëll e bëssen zrëckhuelen. Ech weess net, vu wem dee kënn. Mä d'Bâtiments publics soen eis, dass onofhängeg vun den Autorisatioune, wann déi bis Mëtt d'nächst Joer do sinn, awer ee ganz realistesch muss dervun ausgoen, dass d'Soumissiounen da fréistens am Hierscht 2015 kënnen geschéien. Da kënnen déi éischt Aarbechten 2016 ugoen.

A wann een dann awer realistesch mat dräi Joer rechent, da wëll ech awer soen, dass dann, wann hei vun 2017 op jidde Fall geschwat gëtt, dat net realistesch ass, an och nach 2018 optimistisch ass. Dir musst awer bedenken, dass dat do en Objet ass vum 150 Milliounen Euro. A mir wëssen, déi, déi an de Gemenge sinn oder waren, wëssen, wéi laang mer mat enger Schoul vu 5 bis 10 Milliounen amgaang sinn, vun der Planung bis zur Exekutioun, esou dass een awer do realistesch sollt bleiwen!

Mä mir wäerte selbstverständlech alles maachen, fir dass mer esou séier wéi méiglech ukommen an och fäerdeg ginn. An an deem Sënn wäert de Projet d'exécution bis Enn 2014 esou wäit fäerdeg sinn. Also doru läit et net. Mä da kënn awer déi normal Prozedur. An Dir wësst, wéi vill Projete schonn duerch e Recours bei enger Soumissioun no hanne gedroe gi sinn, esou dass ech deen e bëssen iwwerdriwwenen Optimismus hei ganz e bësse wéilt dämpfen.

(Interruption)

► **M. le Président.**- Jo, den Här Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Här President, d'ärf ech dem Här Statssekretär eng Fro stellen?

► **M. le Président.**- Jo, wann Der mer net rose sidd, dass ech em dann nach e puer Sekonne ginn.

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Noutgedrongenerweis sinn ech lech net rosen, Här President.

Ech wollt u sech d'Fro stellen, ob och déi Froen, déi gestallt gi si vum der Gemeng Suessem, an der Motioun am Gemengerot gestallt gi sinn oder gestëmmt gi sinn, notament wat d'Gefaangentransporter ugeet an d'Konditioun, fir dat d'Autorisatioune vun der Gemeng kommen, dat esou mann wéi méiglech Gefaangentransporter solle gemaach ginn, haaptsächlech déi, wa solle Gefaangener vun Untersuchungsrichter verhéiert ginn, dass dat sollt sur place gemaach ginn oder Videokonferenz gemaach ginn, ob déi ganz Froestellung, wou d'Wichtigkeet ëmmer erëm ënnerstrach ginn ass, ob dat och geléist ginn ass, respektiv wa se net vun der Justizsäit ka geléist ginn, ob dat awer vun der Gemengesäit dann och akzeptéiert gëtt an ob Der do sécher sidd, dass Der déi noutwendeg Autorisatioune, fir de Bau schnellstméiglech uzefänken, och kritt.

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.**- Also de Buergermeeschter seet mer, dass d'Zesummenaarbecht mat de staatleche Verwaltungen exzellent ass. An eis Verwaltungsleit soe mer, dass d'Zesummenaarbecht mat der Gemeng exzellent ass, esou dass ech dervun ausginn, dass alles dese Projet wäert bremsen, mä sécherlech net d'Feele vun enger Baugenehmigung vum Rapporteur, deen haut hei de Projet virgestallt huet.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci. Wou ech ganz léif d'Regierung och nach eng Kéier géif appelléieren, och wann zu zwee geschwat gëtt, fir d'Riedezäit ze respektéieren. Merci.

Domat wäre mer um Schluss vun eisen Diskussiounen ukomm a mir géifen iwwert de Projet de loi 6655 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6655 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratioune.

De Vote ass ofgeschloss an de Projet ass mat 58 Jo-Stëmmen an 2 Nee-Stëmmen ugehall.

Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher,

Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Losché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Merci. Dann ass dat esou decidéiert. Den Här Wolter.

3. Retrait du rôle des affaires

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Här President, kann ech d'Wuert kréien, fir de Retrait ze maache vum enger Proposition de loi?

► **M. le Président.**- Jo, selbstverständlech.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Här President, ech hat den 3. Juli vum leschte Joer eng Proposition de loi portant modification de l'article 17(3) de la loi du 21 mars 2012 relative aux déchets gemaach. Et war nämlech e Konflikt opkomm an der Interpretatioun vum deem Gesetz, no der Fro, op wat fir eng Aart a Weis d'Gemenge missten d'Obligatiounen erfüllen, fir bei der Reduzierung vum Offall bäizedroen.

Et ware Gemengen, déi waren der Meenung, dass d'Gewicht vum der Tonn, also d'Liter vum der Tonn, dass dat géif duergoen. Et ass iwwergens déi ganz grouss Majoritéit vu Gemengen, déi no deem System fueren. D'Verwaltung hat an deem Moment awer gemengt, dass ee misst entweder op d'Frequenz oder op d'Gewicht goen.

Fir deem aus dem Wee ze goen, hat ech dee Moment déi Proposition de loi déposiert. De Statssekretär, den Här Gira, huet entre-temps bei enger Rei vu Gemengen d'Gewicht vum der Tonn, dat heescht de Volume vum der Tonn, pardon, de Volume vum der Tonn akzeptéiert als Prinzip, huet also domadder kloergestallt, dass d'Regierung d'Interpretatioun vum Gesetz vum 2012 akzeptéiert.

Hien huet mer och verséichert, dass an deenen nächste Joren d'Gemengen, déi op dee Wee wëlle goen, Autorisatioune kréien, esou dass meng Proposition de loi eigentlech iwwerflësseg ass an ech géif se och domadder zrëckzéien.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Wolter. Da géife mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Do geet et ëm eng sougenannte Question élargie, eng Fro mat Zousatzfro vum honorabelen Här Claude Adam iwwert d'Promotioun am Beräich vum de Videospieler. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

4. Question élargie n°2 de M. Claude Adam sur la promotion du secteur du jeu vidéo

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President. Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwert déi lescht Joren huet een aus dem Ressort vum Wirtschafts- a Medieministère oft héieren, dass sech nei Entreprises am Beräich vum der Videospillbranche zu Lëtzebuerg niddergelooss hunn.

Als Ureiz dofir hunn déi Entrepris selwer ëmmer vun de steierleche Virdeeler an der gudder Netzinfrastruktur geschwat. Mat Kabam an Zynga verloossen eis elo zwou vun deenen Entreprises. An et sinn net grad déi Mannst! De Grond dofir wier kee steierlechen, mä hätt éischer mat der Main-d'œuvre ze dinn, déi zu Lëtzebuerg schwierig ze rekrutéieren wier, gouf aus dem Wirtschaftsministère erkläert.

ler ech zu menge Froe kommen, wëll ech de Sujet, iwwert deen ech schwätzen, awer nach eng Kéier kuerz encadréieren. Wat versti mer

ënnert der Videospillbranche konkret hei zu Lëtzebuerg? Déi gréisser Entrepreneuren, déi sech iwwert déi lescht Joren hei am Land nidderge-looss hunn, schéngen mir éischter Publisher vu Spiller ze si wéi Entrepreneuren, déi am Développement schaffen.

Et ass awer grad de Volet vum Développement vun der Videospillbranche, deen am interessantsten ass, well et dee méi kreative Volet ass. Et geet do ënner anerem ëm héichqualifizéiert Aarbechtsplazen a ganz vielfältege Beräicher. Fir een usprochsvolle Videospilltitel hierzestellen, brauch een d'Kompetenz, ënner anerem, vu Programmierer, Grafiker, Kënschtler aus dem audiovisuelle Beräich, Auteuren, Iwwersetzer an esou weider. Déi Branche kéint zu enger Diversifizéierung vun eiser Ekonomie bäidroen, wa mer eis net just op de Volet vun de Publisher beschränken, mä och op d'Kreativindustrie setzen, déi do derhannert steet.

D'Uni Lëtzebuerg kéint hei agebonne ginn an eng Roll spillen. Mir hunn och am Secondaire Méiglechkeeten, fir jonk Leit an de Beräicher vun der Informatik, Grafik, 3D-Design an esou weider auszubilden. Mir hunn Netzinfrastrukturen, déi attraktiv sinn an nach méi attraktiv ginn. Mir hunn am europäesche Verglach Sproochervielfalt a Sproochekompetenz. Dat sinn alles Virussetzungen, déi, esou mengemeer, en attraktive Kader schafe fir d'Kreativindustrie am Beräich vun de Videospiller.

Aner Länner hu scho virun 20 Joer, wou d'Gaming-Branche nach an de Kannerschong stoung, hei investéiert. De Québec zum Beispill ass duerch eng geschéckt ekonomesch Weichestellung haut zu engem vun den zentrale Standuerten fir d'Videospillentwicklung ginn an huet dat säitdem net bereit, well déi Branche duerch ëmmer méi performant Technologie quasi stänneg am boomen ass a sech haut virun der Film- a Museksindustrie net méi ze verstoppe brauch. Videospiller sinn haut, genee wéi Film a Musek, Kulturgut. A genee wéi bei Film a Musek dréit déi Branche gutt a schlecht Friichten. Dofir sollt ee se och als Kulturgut férdere, wat gläichzäiteg och eng ekonomesch Perspektiv mat sech bréngt.

Am Regierungsprogramm hu mer an deem Kontext stoen, ech zitieren eng Kéier kuerz d'Säit 65: «Le Gouvernement continuera à soutenir activement le secteur de la production audiovisuelle, en tenant compte des nouvelles formes de production de contenus tels que le gaming et notamment ceux liés à la diffusion sur Internet.» An op der Säit 139 nach eng Kéier: «Le Gouvernement développera également, dans un débat interactif, des initiatives concrètes pour certains secteurs spécifiques, par exemple, un plan d'action sur les industries créatives et la culture numérique, y inclus les nouveaux médias et le gaming.»

Virun deem Hannergrond kommen ech dann zu mengem Froen un de Wirtschaftsminister. Eischten wéilt ech gäre méi Geneeës iwwert den Hannergrond wëssen, wéi esou déi zwou Entrepreneuren Lëtzebuerg verlosse wëllen. Wéi gesäit de Minister de Standuert Lëtzebuerg an deser Fro? Wéi sinn déi aktuell Aussichten? De Minister hat Enn Mee gesot, et géife Gesprécher mat enger Rei Firmen aus deem Beräich gefouert ginn. Gëtt et do schonn éischt Resultater oder ass et eventuell nach ze fréi do derfir?

Da wéilt ech vun der Regierung héieren, wat konkret geplangt ass, fir Lëtzebuerg als Standuert, nieft den Ureizer, déi et schonn huet, méi attraktiv ze maachen, speziell och fir de Volet vun der Kreativindustrie, also der Spillentwicklung. Sinn ähnlech Mesur geplangt, wéi se a ville Länner Usus sinn? Net just am Québec, mä och eis franséisch an eis däitsch Noperen hu reagiert. Huet sech d'Regierung mat de Modeller aus dem Ausland befaasst?

Schlussendlech: Wat hält de Minister beispillsweis enger Aart Gaming-Fong, nom Virbild vum Film-Fong? Dat heescht, datt zu Lëtzebuerg produziéiert Spiller geförderd respektiv encouragéiert géife ginn. Respektiv, wéi eng aner Forme vu Forderung schwiewen der Regierung vir?

An, fir komplett ze sinn, Här Minister, wéilt ech lech och eng Fro stellen, oder wéinstens mat op de Wee ginn, fir Are Kolleg Héichschoul- an Educationsminister: Wéi eng Roll kann a soll d'Schoulwiesen an och d'Uni Lëtzebuerg am Kontext vun der Gaming-Branche spillen? Sollen Ausbildungsweeër an déi Richtung am Secondaire ugebuede gi respektiv weider ausgebaut ginn? Wéi steet et an deem Kontext mat der informatischer Fakultéit vun der Uni? Gesäit d'Regierung do d'Chance vu Synergieën tëschent de Voleten Ekonomie, Uni a Kultur?

Ech soen lech Merci am Viraus fir Är Opmierksamkeet a fir d'Antworten.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Adam. Et sief just drop higewisen, dass e seng Zäit erschëpft huet. Wann en dann nach eng Zousaz-

fro ze stellen huet, déi misst da ganz kuerz ausfallen. Den Här Wirtschaftsminister huet d'Wuert.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech probéieren dann och an... Wéi vill Minutten hunn ech, Här President?

► **M. le Président.** - Dir hutt der ganz vill, Dir hutt der zéng.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Zéng. Majo, dat geet duer, fir da komplett ze äntweren.

Fir d'Alleréischt wéll ech dem honorabelen Här Adam soen, dass et effektiv esou ass, dass d'Firma Kabam decidéiert huet, sech vu Lëtzebuerg zréckzézéien, aus deem Grund effektiv, dass se haaptsächlech dat néidegt qualifizéiert Personal, also Kreativer am Beräich vun der Entwécklung vu Spiller, vum Gaming, dass se déi net fannen an där Zuel, wéi se se brauchen.

Dir hutt vun enger zweeter Firma geschwat, dat ass Zynga, fir se net ze nennen, mä dat war awer eng Feelinformatioun bis dato. Dat heescht, déi hunn nach keng esou eng Décisioun geholl. An dofir wéll ech dat just hei kloerstellen, dass dat net de Fall ass.

Fir op Kabam zréckgekomen, dat ass eng Firma, déi e bësse manner wéi 20 Leit hei occupéiert, déi, wéi gesot, e Problem huet mat qualifiziertem Personal. Mä ech kommen herno awer nach dorobber zréck.

Ech mengen, mir hunn zwou Zorte vu Firmen am ICT-Beräich, och am Gaming-Beräich, déi zu Lëtzebuerg sinn. Déi eng sinn haaptsächlech oder exklusiv hei gewiescht wéinst dem TVA-Regime, wou Der jo wësst, dass ab 2015 dee Regime ännert. Dat huet näischt mat der TVA-Erhéijung ze dinn, déi déi Regierung hei decidéiert huet, mä dat huet einfach domat ze dinn, dass d'TVA an Zukunft net an deem Land bezuelt gëtt, wou de Produit kaaft gëtt, mä an deem Land, wou dee sétt, deen de Produit keeft.

Dat heescht, vu dass mir jo ëmmer dat Land waren, an nach ëmmer bleiwen, mat där niddregster TVA, war et fir déi Firmen en Avantage, hei ze sinn. Et war hinne doduerch also egal wéi een europäesche Client bei hinne kaaft huet, hate se ëmmer déi bëllest méiglech TVA. Dat gëllt jo ab 2015 net. An dofir hunn déi Firmen, déi an deem Beräich oder wéinst deem Argument hei waren, keen Ureiz méi, dann definitiv hei ze bleiwen.

Mir hunn awer eng ganz Rei, an ech mengen, dat ass déi iwwerwältigend Majoritéit vun de Firmen, déi awer hei sinn, déi och wëllen hei bleiwen, nodeem dass déi TVA-Situatioun do ännert. Firwat? Vläch just, fir dat eng Kéier kuerz ze rappeléieren: Wat sinn déi Haaptargumenter, firwat déi Firmen hei zu Lëtzebuerg sinn an och frou hei zu Lëtzebuerg sinn? Zum engen, an da sinn ech bei der Gaming-Industrie ënner anerem, ass et den Ennvironnement sécurisé, also d'sécuriséiert Paiementer. Well wann Dir e Spill wéllt spillen, musst Der jo och dofir bezuelen. A mir hunn do eng extrem gutt Infrastruktur, wat d'Paiementer ueget.

Ech wéll lech just drun erënneren, dass Lëtzebuerg vun där héchster Kategorie vu Sécherheitsdatenzentren der direkt véier Stéck huet, dat heescht Tier IV - net well mer der véier hunn, mä den Niveau vu Sécurité, deen de Moment definéiert ass als deen Héchsten, deen et gëtt, heescht Tier IV -, a mir hunn där Datenzentren véier Stéck.

Eis gross Konkurrente si London, Amsterdam, Frankfurt a Paräis. Ech wéll just soen, dass London genee een esou Datenzenter huet, dass Amsterdam, Frankfurt a Paräis iwwerhaapt keen esou Datenzenter hu vun deem Niveau vu Sécurité. Dat heescht, just fir eng Kéier duerzestellen, wat mer awer hei an deem Land investéiert hunn an deen dote Beräich. An dat zitt natierlech eng ganz Rei Sociéitéten un, och am Beräich vun der Finanzplaz.

Dann en anere groussen Avantage, dat ass eis Bandbreet, déi extrem gutt ass, well mer extrem vill Investissementer gemaach hunn. D'Latency, dat heescht d'Zäit, déi ee Signal brauch bis op eng Plaz an erëm zréck, och do si mer absolute Spétereider!

D'Sécurité vun eise Réseauen, wat am Gaming-Beräich extrem wichtig ass, nämlech, dass d'Verbindung net ënnerbrach gëtt. Wann Dir an engem Spill amgaange sidd ze spillen an duerch iergend en Émstand gëtt Är Verbindung ënnerbrach, dat ass net schéin. Dat ass kee Verkafsargument. An och do hu mer eng extrem gutt Sécurité, e stabile Réseau.

Eis Elektreschpräisser si fir déi dote Firmen, well mer déi an der Kategorie vun den Industrien - also d'Datenzentren - klasséiert hunn, profitéieren déi vun deene beschten Elektreschpräisser, déi mer europawäit hunn.

A wann Der wësst, dass den Haaptkäschtepunkt vun engem Datenzenter d'Consummation vun der Energie ass, well eben extrem vill dovou gebraucht gëtt, wann déi natierlech hir operationell Coûte kënnen relativ niddreg halen, well d'Energiepräisser, d'Elektreschpräisser niddreg sinn, da répercutéiert dat sech natierlech och op deenen hir Clienten, den Datenzentren hir Clienten, nämlech d'Gaming-Firmen, a kënnen also präiswäert hei hir Offeren och ubidden.

Fir eng ganz Rei Firmen ass et och wichtig, dass een zu Lëtzebuerg kann zu honnert Prozent sech approvisionnéieren u grénger Energie. Virun allem mierke mer, dass IT-Firmen aus den USA ganz staark dorun interesséiert sinn, fir sech och dee grénger Mantel do kënnen unzedinn. An de Fait, dass mir à même sinn, fir honnert Prozent gréng Energie unzebidden, ass och oft e wichteg Verkafsargument.

An dann, last but not least, eppes wat eemoleg ass zu Lëtzebuerg, wat mer an anere Länner net hunn, dat ass eist neit Faillitëgesetz an deem dote Beräich. Wou et esou ass, dass de Client, deen an engem Datenzenter ass, also ech soen elo emol d'Gaming-Firma, déi am Datenzenter Client ass, fir iwwert deen eben hir Clienten ze zerwéieren, dass déi am Fall vun enger Faillite vun esou engem Datenzenter d'Recht huet, hir Donnéeën, déi se am Datenzenter huet, ze récupéieren, ier herno déi Installatioun kënnen verkaaft gi respektiv an d'Mass vun der Faillite ginn. Dat gëtt et néierens soss.

Dat heescht, wann Dir Client an esou engem Datenzenter sidd an aneren europäesche Länner an den Datenzenterbedreier ass Faillit, dann ass alles, wat Dir do stockéiert hutt, all Är Donnéeën si fort. An dat hu mir hei net. Dat heescht, Dir hutt hei d'Chance dat ze récupéieren. Wat natierlech extrem wichtig och fir déi Firmen ass, dass se hir Bases de données awer nach hunn.

Bon, vläch nach eng Remarque. Do gëtt et jo en internationalen Index, deen an 148 Länner erhuewe gëtt, fir d'Kompetitivitéit vun de verschidene Länner am Standuert vum ICT-Beräich ze kontrolléieren, dat ass den „Networked Readiness Index“. Do ware mer 2012 op der Plaz 23 vun 148 Länner, 2013 ware mer schonn op der Plaz 13 an elo dést Joer si mer op der Plaz 11. A mir sinn an deene wichtigsten Domänen - well do sinn eng ganz Rei Kategorien - op der Plaz 1 weltwäit wat eis Infrastrukturen ueget. An dofir mengen ech, dass mer hei wierklech eis Hausaufgabe gemaach hunn an dass mer et zu Lëtzebuerg wierklech fäerdeg bruecht hunn, zu engem internationalen Hub fir ICT ze ginn.

Dir hutt mech awer och gefrot: Wat kënnen mer nach maachen, fir eis nach weider ze verbessern? An ech ginn lech och vollkomme Recht. Et ass ëmmer nach e Moyen do, fir sech ze verbessern, fir d'Land nach besser opzestellen.

Dofir géif ech op e puer Saachen agoen. Zum engen, wat elo de Gaming-Beräich ueget, si mer zënter Kuerzem elo och ganz aktiv op deenen internationale Gaming-Foiren. Ech nennen der dräi: Gamescom zu Köln, ChinaJoy zu Shanghai an G-Star a Korea. Wou ech och wéll soen, dass mer am Moment mat enger ganzer Rei Entrepreneuren aus dem Gaming-Beräich, déi koreanescher Hierkunft sinn, amgaange sinn ze négociéieren, fir déi op Lëtzebuerg ze kréien. An ech géif mengen, dass mer do an deenen nächste Méint eng ganz Rei positiv Annoncë wäerten hu vu weidere Firmen, déi op Lëtzebuerg kommen, speziell eben och aus Korea.

Et ass och esou, dass de ganzen ICT-Secteur, an och de Gaming-Secteur, ee feste Bestanddeel ass vun all Wirtschaftsmissioun, déi ech uechert d'Welt maachen, fir eise Secteur ICT ze verkafen.

An dann hutt Der geschwat vun der Schoul. Ech mengen, dass - wat ech virdu gesot hu vu Kabam, déi d'Land verlossen, well se net genuch där Kreativer hunn - dat ee reelle Problem ass. Mä awer net nëmmen ee reelle Problem, dee mer am Gaming-Beräich hunn, mä ee reelle Problem, dee mer generell am ICT-Beräich hunn, dee mer och am Aérospatial risquéieren ze kréien, nämlech deen, dass mer net genuch Ressourcen hunn, fir an deene Secteuren ze schaffen.

An dofir nach eng Kéier vun deser Plaz aus en Appel, deen ech net midd ginn ze maachen un déi jonk Leit, déi elo deemnächst wäerten hir Premières- oder Tréizièmesexeame maachen, wa se da wéille studéieren, dass se sech wierklech sollen iwwerleeën, ob se dann net Iddi hätten, an ee vun deenen dote Beräicher studéieren ze goen, well dat sinn déi Beräicher, wou mer an deenen nächste Joren nach massiv Aarbechtsplaze wäerte schafen an déi och interessant sinn.

Ech mengen, dee ganzen ICT-Beräich, de Biotechnologieberäich, Ekotechnologien och, den

Aérospatial, all déi Saachen, Ingenieure generell, gi gebraucht, dass déi jonk Leit sech wierklech Gedanken maachen, fir vläch déi virgetréppelt Weeër, wou hir Eltere studéieren gaange sinn, emol ze verlossen a sech an nei Saachen eranzewoen.

Mir mussen och kucken, wéi mer dann entretemps, bis eis jonk Leit dann dat dote studéiert hunn an och wierklech d'Relève kënnen huelen, qualifizéiert Leit kënnen aus dem Ausland unzéien op Lëtzebuerg, fir an deenen dote Branchen ze schaffen.

An da wollt ech nach ee leschte Punkt soen. Dir hutt geschwat vun engem Fong, ob et net interessant wär, e Fong opzeleeën. Dat trëfft sech gutt, dass Der déi Fro stellt - a si ass net bestallt, wéll ech hei soen. Mä mir hu viru Kuerzem, wéi mer deen Digital Luxembourg op d'Bee gesat hunn an der Regierung, och gesot, dass mer wéilten e Seed Fund opleeën am ICT-Beräich, fir ebe just de Start-upen am ICT-Beräich - wourënner dann och de Gaming fällt - kënnen d'Méiglechkeet ze gi fir en Accès zu Kapital, wat extrem wichtig ass.

Dir wësst, dass mer elo viru Kuerzem de Luxembourg Future Fund lancéiert hu mat ronn 150 Milliounen Euro am Ekotechnologieberäich. Mir hunn de Biotech Fund lancéiert mat 25 Milliounen Euro. An ech mengen, dass et elo un der Zäit ass, dass mer eis och iwwerleeën, ebe just esou ee Seed Fund ze lancéieren am ICT-Beräich. A gitt emol dovunner aus, dass mer dat och wäerte maachen.

Merci, Här Adam.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Wirtschaftsminister. Dir hutt allen zwee Är Zäit erschëpft.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Den Här Wirtschaftsminister war awer esou komplett a senger Äntwert, datt ech zefridde sinn.

► **M. le Président.** - Wonnerbar. An ech sinn dann och zefridden.

Da kënnen mer zum nächste Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6315. Et geet do ëm d'Reorganisatioun vum ILNAS, dem Institut mam ganz laangen Numm. De Basismodell ass d'Basis vun der Riedezäit. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, d'Madame Joëlle Elvinger, den Här Henri Kox an den Här Roy Reding. Et ass nach ëmmer Zäit, fir dat ze maachen. En attendant huet de Rapporteur, den honorabelen Här Claude Haagen, d'Wuert.

5. 6315 - Projet de loi

- portant réorganisation de l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services et portant organisation du cadre général pour la surveillance du marché dans le contexte de la commercialisation des produits,

- modifiant

* la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures,

* la loi modifiée du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits,

* la loi modifiée du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie,

* la loi du 25 mars 2009 relative à la compatibilité électromagnétique,

* la loi modifiée du 27 mai 2010 relative aux machines,

* la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets, et

* la loi du 21 décembre 2012 concernant les équipements sous pression transportables,

- abrogeant la loi modifiée du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services

Rapport de la Commission de l'Économie

► **M. Claude Haagen (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. De Projet de loi 6315, deen dat bestehend Gesetz vum 20. Mee 2008 iwwert d'Kreatioun vum ILNAS - an de Pre-



sident huet schonn op den Numm higewisen -, den Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services abrogéiert, ass den 10. August 2011 vum Wirtschaftsminister hei an der Chamber déposéiert ginn.

Mir hunn also, falls dësse Projet de loi géif votéiert ginn, een neie gesamten Text an domadder een neit Gesetz, dat den ILNAS definéiert an och géiéert.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers hunn hir Avisen zum Projet de loi ginn.

Den 12. Juli 2012 huet déi zoustänneg Ekonomieskommissioun mech als Rapporteur designéiert an huet och direkt mat der Analys vum Projet de loi ugefaangen.

Den 23. Oktober 2012 huet de Statsrot säin Avis ginn an opgrond vun deem Avis an opgrond vun de Remarquen an den Oppositions formelles huet déi zoustänneg Kommissioun d'Amendementer eragereecht. Am Ganzen huet den Échange zwéischent der Wirtschaftskommissioun an dem Statsrot zu véier Avis complémentaires säitens der héijer Kierperschaft gefouert.

Wéi gesot, ass den ILNAS eng Administratioun, déi énnert der Autoritéit vum Wirtschaftsministère ass an déi den 20. Mee 2008 gegrennt ginn ass.

An der Wirtschaftskommissioun ass haaptsächlech iwwert déi zukünfteg Struktur, iwwert déi finanziell Gestiou, iwwert de Contrôle politique souwéi iwwert déi ekonomesch Bedeitung a Roll vum ILNAS diskutéiert ginn.

De Fonctionnement vum ILNAS huet zu Lëtzebuerg engersäits de Problem vun de Ressources humaines, déi esou effektiv wéi méiglech mussen schaffen, an anersäits ass den ILNAS Member vun engem internationale Réseau, dee seng eegen Normen huet a fixéiert an déi den ILNAS forcéiert ass, ze respektéieren. Den Netrespekt vun dësen Normen géif ganz einfach den Ausschloss aus deem internationale Gremium mat sech bréngen.

D'Struktur, wéi gesot, vum ILNAS war e groussen Diskussionspunkt beim Statsrot souwéi an der Kommissioun. D'Onofhängegkeet an d'Impartialitéit um Niveau vun enger Administratioun waren dem Statsrot vu besonnescher Wichtigkeet. Dëst émsou méi, well de Regruppement vu verschiddene Fonctiounen a Missiounen zu juristeschen Differenze kéint féieren. Op déi aner Manéier erlaabt de Regruppement vu Missiounen an Departementer natierlech och eng méi effikass Ausféierung, an déi administrativ Prozedur ginn natierlech och méi vereinfacht.

D'Haaptargument vum Statsrot war, dass eben dës Regruppement vun de Missiounen net matene juristeschen kompatibel schéngen ze sinn. Dëst Argument ass mat dem Dépôt vum Projet de loi iwwert den Archivage électronique écartéiert ginn. Den Archivage électronique ass elo aus dësem Projet de loi erausgeholl ginn an ass zu engem eegene Projet de loi ginn, dem Projet de loi 6543, deen den 12. Februar 2013 hei am Haus déposéiert ginn ass. De Statsrot huet sech mat dësem Virgang averstane gewisen.

Här President, dësse Projet de loi gesäit véier haaptsächlech Objektivier vir. An zwar d'Upassung vum Fonctionnement vum ILNAS an déi europäesch Gesetzgebung souwéi un déi europäesch an international Normen. D'Iwwerwaachung vum Marché vun de Produits fabriqués ze verstärken, ass een anert Objektiv. D'Directives «nouvelle approche», déi an der Kompetenz vun der ITM sinn, un den ILNAS ze transferéieren. An zu gudder Lescht d'Grënnung vun engem Bureau national de métrologie.

D'Ofkierzung ILNAS heescht, wéi gesot, Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services. A wéi säin Numm et seet, sinn hei déi verschidde Missiounen schonns bal all ernimmt.

Dësse Projet de loi gesäit fir dës Administratioun sechs verschidden Departementer vir. An dat sinn: een Organisme luxembourgeois de normalisation; een Département de la confiance numérique; een Office luxembourgeois d'accréditation et de surveillance, als Ofkierzung OLAS genannt; een Département vun der Surveillance vum Marché; ee lëtzebuergesche Büro, wéi virdru gesot, vun der Métrologie; an een Departement vum Budget an der Administratioun.

Dir Dammen an Dir Hären, als Rapporteur schéngt et mir am wichtigsten ze sinn, de Fonctionnement an d'Missiounen...

(Coups de cloche de la présidence)

...vum ILNAS ze presentéieren. All déi aner technesch a juristeschen Iwwerleeungen an Detailer fannt Der a mengem schrëftleche Rapport souwéi am Exposé des motifs vun dësem Projet de loi.

Komme mer awer elo zu deene verschiddenen Departementer. Dat éischt Departement vum ILNAS ass den Organisme luxembourgeois de normalisation. D'Attributiounen vun dësem Departement sinn enner anerem, fir déi offiziell Normen, déi vun Ministère fixéiert ginn, ze iwwerpräieren. Déi néideg Publikatiounen oder Annulatiounen souwéi d'Transpositioun vun europäeschen Normen am Memorial si wichtig, fir d'Entreprisé ganz einfach an courant ze halen.

Dëst Departement huet och d'Méiglechkeet, technesch Comitéen an Aarbechtsgruppen, zum Beispill zesummegeat aus Acteuren aus der Lëtzebuergescher Wirtschaft, ze grënnen, fir d'Normen ze géieren.

Lëtzebuerg huet an dësem Domän vun den Normen an den techneschen Règlementatiounen och eng Obligatioun, fir der Europäescher Kommissioun an deenen aneren États membres all Projeten iwwert d'technesch Regele vu Produkter a Servicer weiderzeginn. Dës Prozedur, déi och vun deenen aneren Länner ugewant gëtt, erlaabt eng preventiv Kontroll vu Produkter a schützt domat déi fräi Zirkulatioun vu Produkter a Servicer innerhalb vun der Europäescher Unioun.

D'Norme solle keng Brems si fir d'Ekonomie an hir Acteuren, mä si sinn au contraire eng Protektioun fir responsabel Entrepreneuren, an dëst am Sënn vum Consommateur an och, wéi gesot, vum Producteur.

Ee weideren zweeten Departement ass d'Confiance numérique. D'Zoustännegkeet vun dësem Departement ass haaptsächlech, fir d'Kompetenz vun de Prestatairé vum Service de dématérialisation ze kontrolléieren, ze garantéieren an ze akkreditéieren. Eng sougenannte Liste de confiance mat Informatiounen iwwert d'Prestataires de services de certification, déi sougenannte PSC, muss vum ILNAS am Departement Confiance numérique opgestallt an à jour gehale ginn. Op dëser „trusted list“ sinn Zertifikaten, déi vun deem jeeweilegen État membre un nationalen Niveau akkreditéiert sinn.

Een drëtten Departement ass den OLAS, also dat nationaal Gremium fir d'Akkreditatioun an d'Surveillance vun den Organismes d'évaluation, déi d'Konformitéit vun den Normen iwwerpräieren. D'Missioun vun dësem Departement ass et, fir d'Organismes d'évaluation unzëerkennen an ze kucken, ob si der nationaler an europäescher Législatioun entsprechen. De Fonctionnement souwéi d'Akkreditatioun vun dësen Organismes d'évaluation si vun dësem Departement virginn. E Règlement grand-ducal bestëmmt de System vun der Unerkennung vun dësen Organismes d'évaluation de la conformité.

Den OLAS assuréiert och um nationalen Niveau déi verschidde Relatiounen, wéi d'Kommunikatioun an d'Koordinatioun vun deene verschiddene Laboratoiren, an organiséiert des Weidere och Auditen iwwert dës Laboratoiren.

Dir Dammen an Dir Hären, de véierten Departement vum ILNAS huet als Missioun d'Surveillance vun de Marchéen. Dee ganze Programme de surveillance gëtt um Internetsite, also an der Transparenz, vum ILNAS publizéiert, an et ass kloer, dass dësse Programm vun de verschiddene Ministèren an zoustännegen Administratiounen ausgeschafft ginn ass. Déi verschidde Marchéer gi vu Gasapparater iwwer Lifter, Miessinstrumenter, Sécherheet vu Spillsaachen a Sécherheet vun all méigleche Produkter, fir der nëmmen e puer ze nennen.

Am Fall vun engem Accident, duerch dee kierperlech Schied géifen entsto, muss d'Sécurité sociale dem Département de la surveillance vun dem ILNAS dëst direkt mellen. Dës Informatioun geet weider un den zoustänneg Vertrieeder vun der Regierung souwéi un de concernéierten Direkter vun der zoustänneger Administratioun. Den Département de surveillance géiéert och um nationale Plang ee Système d'alerte rapide vun der Europäescher Unioun, de sougenannten „RAPEX“, an dat am Fall vun esou engem Incident.

Zu Lëtzebuerg gëtt d'Iwwerwaachung vun de Marchéer vun der ITM, dem ILNAS, dem Commissariat aux affaires maritimes, dem Wirtschaftsministère, dem Ministère de la Santé, dem Aarbechtsministère an dem Ministère du Développement durable et des Infrastructures assuréiert.

Als Beispill: Am Joer 2010 sinn 48 verschidde Geschäfte kontrolléiert ginn. Ronn 250 Produkter si méi genau kontrolléiert ginn. 18 Artikeler si

verbuede ginn. 1.985 Notifikatiounen iwwert den europäeschen Warnsystem sinn traitéiert ginn. Sechs Produkter, déi énnert d'Direktiv vun der Sécurité générale des produits falen, si vum Maart geholl ginn. 27 verschidde Spillsaachen sinn énnersicht ginn, woubäi sech erausgestallt huet, dass 20 Spillsaachen net konform waren.

Här President, de fënneften Departement ass nei, an zwar dee vun der Métrologie, deem seng Missioun et ass, Normen, dat heescht Wäerter ze fixéieren, ze ennerhalen, ze verbesseren, an dëst en fonction vum de Gebräucher am Land, an dann och hir Uwendung un déi international Wäertunitéiten an Normen ze assuréieren.

Lëtzebuerg ass nach eent vun deene wéinegste Länner an Europa, wat nach kee Bureau national de métrologie huet. Dësse Bureau de métrologie begräift all Zorte vu Métrologie, dat heescht déi wëssenschaftlech, déi industriell oder déi legal. Mir si mat Zypern nach dat eenzeg Land an der Europäescher Unioun, wat net associéiert ass an der Conférence générale des poids et mesures a wat d'Convention du Mètre nach net énnerschrivwen huet.

Souwuel um wëssenschaftlech wéi och um ekonomesch Plang ass ee Bureau de métrologie immens wichtig, dëst och am Sënn vun den aktuellen a potenzielle Laboratoiren hei am Land. Den Departement vun der Métrologie kann nei Normen aféieren a muss och d'Gesetzgebung uwennen, zum Beispill wat d'Méthode vum Weie vun Artikelen ugeet, wéi gewie gëtt, wéi kontrolléiert gëtt, wéi een Artikel iwwerhaapt kann erfassen, an dëst ëmmer am Sënn an am Intérêt vum Consommateur a vum Producteur. Et versteet sech vum selwen, dass dës Kritären den internationale legalen Unités de mesure entspreche mussen an hinne Rechnung droe mussen.

De sechsten Departement vum ILNAS ass den Departement vum Budget a vun der Administratioun, dee sech duerch d'Terminologie scho selwer erkläert.

Här President, zum Schluss ass nach ze bemerken, dass den ILNAS fir eis Lëtzebuergescher Ekonomie an hir Acteure wichtig ass. Mir hu momentan ee gewësse Retard par rapport zu anere Länner, haaptsächlech den asiatesche Länner. Lëtzebuergescher Entreprisé mussen a solle sensibiliséiert ginn, dass, wa si vun Ufank un un der Schaffung vun internationalen Normen mat schaffen, si direkt kënnen ee grouse kompetitiven Avantage hunn. Dat émsou méi, well déi Mataarbecht zu Lëtzebuerg gratis ass, wat an anere Länner net ëmmer de Fall ass. Dëst ass besonnesch ee grouse Virdeel fir d'PMEn, dat heescht déi sougenannte kleng Entrepreneuren.

Dat gesot, soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren, an ech bréngen heimadder den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Rapporteur. Ech wëll just d'Kolleginnen an d'Kollegen drop opmierksam maachen, dass am Moment e bëssen ze vill Gegemmel am Sall ass an dass dat de Riedner extrem stéiert.

(Interruptions)

Ech géif dann den nächste Riedner bidden, op d'Riednerpult ze kommen. An dat ass keen anere wéi den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech kann hei vu menger Plaz aus e puer Wuert soen. Fir d'Alleréisch, fir nach eng kéier ze betounen dat, wat de Rapporteur elo scho gemaach huet, dass dësse Projet eng relativ laang parlamentaresch Vergaangenheet huet an dass et selten e Projet gëtt, deen esou oft vum Statsrot aviséiert a réaviséiert gëtt; am Ganze véiermol.

Dat mécht de Mérite vum Rapporteur émsou grouss, well deen huet sech hei missen an engem technesch äusserst komplexen Émfeld erfannen. An en huet haaptsächlech eng gutt Konditioun gebraucht, fir dat duerchzéien. An duerch seng Qualitéiten, déi mer un em kennen, hat en och keen alle vill grouse Problem, fir dat ze maachen. Duerfir ee ganz grouse Merci dem Rapporteur. Mir wäerte bien entendu eis Zoustëmmung zu deem Projet do ginn.

Ech hätt awer just vläicht eng allerlescht Remarque an éischer eng Fro un den zoustänneg Minister, well an deem Projet och d'Réglementatioun vun der Akkreditatioun a vum Contrôle vun de Prestataires de services am Commerce électronique geregelt gëtt, wat eigentlech eng ganz wichtig Roll vun deem ILNAS ass.

An an deem Kontext schéngt mir, an ech si bestëmmt do net deen Eenzeg, déi Meenung gëtt sécherlech vun deene meeschte vun

de Kollegen och hei gedeelt, ass den Dateschutz och essenziell.

An do ass eigentlech meng Fro, Här Minister, inwiefern elo den ILNAS an Zukunft och mat der Commission nationale de la protection des données do zesummeschafft, wat effektiv d'Akkreditatioun an d'Surveillance an de Contrôle vun deene Prestataires de services ugeet.

Dat gesot, nach eng kéier ee ganz grouse Merci a Félicitatiounen un de Rapporteur, a mir wäerten dee Projet mat Begeescherung stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Mosar. An d'Wuert huet d'Madame Joëlle Elvinger.

► **Mme Joëlle Elvinger (DP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, op dëser Plaz wëll ech kuerz op den allgemenge Kader vum Gesetzestext iwwert d'Reorganisatioun vum ILNAS agoen, ouni awer dobäi an d'Déift vun den techneschen Detailer ze goen, well de Rapporteur dat jo schonns ausféierlech gemaach huet.

Den ILNAS, oder Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services, ass eng Autoritéit, déi vläicht net esou bekannt ass, mä entwerft wichteg Fonctiounen iwwerhëlt, an dat am Beräich vum Opstellen an Erhale vun national an international unerkannten Normen.

Dës Norme kënnen vu ganz ënnerschiddlecher Natur sinn, mä et geet ëmmer dorëms, e bestëmmte Standard oder Referenz bei verschiddene Produiten anzeféieren a sécherze stellen.

Ech wëll lech an deem Sënn e puer Beispiller ginn, dat einfachste Beispill vläicht als Éischt: Mir wëssen alleguerten, wat en DIN-A4-Blat ass. Et ass e Blat, wat der Norm DIN A4 entsprécht, oder deem seng Dimensionen 210 op 297 mm entsprechen. Dës Norm, déi schonn an den 20er Joren agefouert gouf, mécht eis d'Liewe méi einfach, andeems mer alleguerten direkt wëssen, wat gemengt ass. Awer och sinn zum Beispill d'Imprimanten op dës Pabeier ausgeluecht, soudass een direkt am Buttek weess, dass d'Imprimante, déi ee kafe wëllt, och DIN-A4-Pabeier bedrécke kann.

En anert Beispill betrëfft d'Fernseher. Wa mer haut an e Geschäft ginn, da fanne mer verschidde Modeller, wat d'Qualitéit vum Bild ugeet. Et gëtt zum Beispill „high definition“, „ultra high definition“ a 4K-Resolutiounen. Och hei verstoppe sech hannert dësen Nimm technesch Elementer. Si ginn dem potenzielle Keefer awer eng schnell Indikatioun, wat hie sech à propos Bildqualitéit vum Fernseher erwaarde kann.

Här President, ech mengen, dës Beispiller illustéieren op eng einfach Manéier, dass esou Normen, wéi den ILNAS se produzéiert, e Bestanddeel vun eisem Zesummeliewe sinn. Well sech d'Technologien awer ëmmer weiterentwickelen, wéi zum Beispill bei den Téléeeën, muss den ILNAS mat dësen Evolutionne Schrëtt halen. Folglech ginn et och ëmmer nei Entwécklungen um europäesche Plang, wat dës Normen ugeet, un déi sech den ILNAS upasse muss. Et ass genau an dësem Zesammenhang, wou de Gesetzestext, iwwert dee mir de Mëtteg schwätzen, sech positionéiert. Et geet drëms, den ILNAS ze reorganiséieren, soudass en den aktuellen Ufuerderunge vun enger Wëssensgesellschaft ka gerecht ginn.

Här President, et ass wichtig, dass mir haut de Mëtteg dësem Gesetzesprojet eng breet Zoustëmmung ausschwätzen, well et e Gesetzestext ass, vun deem immens vill Betriber profitéieren, fir sech weiderzuentwickelen, a vun deem Privatpersone profitéieren, wa se Produkte kafen a benotzen.

Ech wëll och op dëser Plaz dem Rapporteur villmools Merci soe fir säin exzellente an ausféierleche schrëftleche wéi och mëndleche Rapport. An ech ginn och heimadder den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Elvinger. Dann huet d'Wuert den Här Henri Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Majo, Här President, och vun der grénger Fraktioun wëll ech dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche schrëftleche Rapport an och säi mëndleche Rapport. En huet op déi Problematik higewisen, insbesondere, wat d'Struktur vun dem ILNAS ugeet. Doriwwer ass effektiv schonn an der leschter Legislatur debattéiert ginn. Dës kéier hu mer eng gutt Léisung fonnt. Dofir Merci nach eng kéier fir d'Ausdauer. An domadder ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!



► **M. le Président.**- Merci dem Här Kox. Dann huet den Här Kartheiser d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, och vun eiser Säit aus kann een nëmme feststellen, dass alles gesot ass. En häerzleche Merci un de Rapporteur. Ech schlësse mech ganz gär am Numm vun der ADR all deene luewende Wieder un, déi de Rapporteur sech verdéngt huet. Och vun eiser Säit aus eng ganz grouss Zoustëmmung zu deem Gesetz.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci. Den Här Turpel huet d'Wuert.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).**- Jo, ech brauch net méi ze erklären, wéi wichteg datt d'Normalisatioun ass an de Contrôle och vun der Qualitéit vu Spillsaachen op europäescher Ebene, och d'Sécherheet vun den elektreschen Apparater. Also, alles dat mécht scho Sënn, soulaang wéi mer net bei d'Krëmmt vun de Bananne kommen, mä hei geet et jo net dorëms. Hei geet et jo em sënnavoll Standarden, Sécherheitsnormen, déi musse kënnen kontrolléiert ginn, geregelt ginn an esou weider.

Et si just e puer Saachen, déi mech e bësse beonrouegen am Projet, esou wéi en elo virläit. Dat eent, dat ass de Rôle vun der ITM, déi hei eng Rei Aufgaben ewechgeholl kritt. Pour cause, well se do mat Contrôle befaasst war, déi se näischt uginn. Am Artikel 22 geet och Rieds vun den Accidenter, iwwert déi d'ITM bis elo informéiert ginn ass a se elo net méi informéiert ginn ass. Ech weess net, ob dat esou gutt ass.

Dat Zweet, wat mech beonrouegt, dat ass, datt mer wëssen, datt d'Struktur net genuch Personal huet. An dat ass jo och erkläert an den Exposé des motifs, an do soll dann d'Méiglechkeet geschafe ginn, fir op Sous-traitanten, op Privatfirmaen zréckzegräifen, wat ech net onbedéngt esou eng gutt Iddi fannen an esou engem wichtige normative Beräich.

An zum Schluss wëll ech soen, datt mir trotz deene Froen a Bedenken de Projet stëmmen, wéinst senger gesamer Wichtigkeet an och an der Perspektiv an an der Expectative, datt déi Normen, déi hei kontrolléiert ginn, net hifälleg ginn, wa mer ee Fräihandelsafkommen kréien, wat dorobber erausleef, fir déi Saachen hei ze ennerwanderen. Mä wann ech d'Sensibilitéit vun den Deputéierte kennen, fir dat alles ze halen, dann dierft ech mer do eigentlech keng Suerge maachen an da misst eigentlech den TTIP scho laang um Tipp leien, da bräichte mer net méi driwwer ze schwätzen.

Merci.

► **M. le Président.**- Domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun. An d'Wuert huet elo de Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Merci, Här President. Ech wëll fir d'Aleréisch dem Rapporteur Merci soe fir deen exzellente Rapport, dee mer och erlaabt, dass ech hei stoe bleiwen an net muss no vir kommen, fir nach weider vill Explikatiounen ze ginn, well dat alles ganz gutt erkläert war. Et ass effektiv en héich techneschen Dossier.

Ech wëll just kuerz op déi Fro agoe vum honorablen Deputéierte Mosar. Et ass esou, dass dat heite Gesetz de Grondstee leet fir de Contrôle vun der Akkreditatioun. An all weider Zesummenaarbechten, zum Beispill wat den Dateschutz ugeet, ginn herno iwwer Lois spéciales gemaach. Dat war och an den Diskussioun mam Statsrot eng Fuerderung, fir ze soen: Dir kënnt dat net elo alles an ee Gesetz maachen, Dir musst dat au cas par cas maachen.

An da vläicht zum Här Turpel. Ech mengen, déi Zesummenaarbecht, déi mer hei ustriewe mam Privatsecteur a verschiddene Punkten, dat hëlleft eis effektiv méi effikass kënnen virzegoen, méi effikass kënnen ze schaffen an och kënnen Käschten ze spuere. Ech hunn do keen Zweifel, dass dat positiv wäert verlafen.

Op dem Här Turpel seng Uspüllung, wat den TTIP ugeet, ginn ech elo léiwer net an, well soss misst ech awer no vir kommen, an dat erspueren ech mer hei.

Ech wëll nach just op dëser Plaz dem Direkter vum ILNAS, dem Här Reiff, an och hirem Jurist, dem Här Gudmannsson, e grouse Merci soe fir déi Aarbecht, déi se hei geleescht hunn, well ëmmerhin ass et net nëmme eng Modifikatioun vun engem Gesetz, mä mir hu carrément dat ganz Gesetz, wat bestanen huet mat all deenen Onmasse vu Reglementen, op den Tipp geheit an alles komplett nei verfaasst, wat keng einfach Aufgab ass.

Dofir ee grouse Merci u si an och un hiert ganz Team. Merci lech.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Wirtschaftsminister. A mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6315 iwwerzoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6315 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss an de Projet 6315 ass unanime ugeholl mat 60 Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber dermat d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech lech Merci. Dann ass dat esou d'cidéiert.

Mir kommen dann zum leschte Projet vun eiselem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 6673 iwwert déi fräi Zirkulatioun vun de Leit an d'Immigratioun. D'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorablen Här Marc Angel.

6. 6673 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Här Minister, léif Kollegeginnen a Kollegen, dëse Projet huet den Aussen- an Immigrationsminister den 31. Mäerz hei an der Chamber déposéiert. Direkt ee Mount drop kumt den Avis vum Statsrot an dunn hu mer an der Kommissioun och ganz séier geschafft a mir konnten de 5. Juni de Rapport an der Kommissioun unhuelen.

Wourëms geet et heibäi? Et geet em dräi punktuell Modifikatiounen vum Immigrationsgesetz, wat mer jo hei am Joer 2008 unanime an dëser Chamber gestëmmt hunn. An dës Modifikatioun war néideg, well d'Europäesche Kommissioun eng Evaluatioun vun der Ëmsetzung vun der sougenannter Directive «retour» gemaach huet. An dofir hu mer missen e puer Punkten hei änneren.

D'Regierung huet de Projet de loi also ganz séier op den Instanzeweeg geschéckt, fir ebe just deene Remarqué vun der Kommissioun Rechnung ze droen a fir d'Ouverture vun enger Procédure d'infraction, esou wéi den Artikel 258 vum Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne dat virgesäit, fir dat alles ze verhenneren.

Den éischte Punkt vun deenen dräi Punkte weist, dass et sech wierklech nëmme em eng minimal Modifikatioun handelt. D'Directive «retour» férdert d'Méiglechkeet vun den Départ volontaires. An an deem Kontext regelt se och am Artikel 8 den Délai fir deen Départ volontaire an och d'Verlängerung vun deem Délai, an ech zitieren: «...en tenant compte des circonstances propres à chaque cas, telles que la durée du séjour, l'existence d'enfants scolarisés et d'autres liens familiaux et sociaux».

Or, am Lëtzebuerger Gesetzestext, am Artikel 111 vum Immigrationsgesetz stinn dës Beispiller net dran. An dat war och deemools vun eis esou hei gewollt, well dee Moment, wou den initialen Text formuléiert gouf, huet de Statsrot regelméisseg eis drop opmierksam gemaach, dass mer keng Beispiller a Gesetzestext sollen opzielen. En huet dat kritiséiert. An en huet awer elo, wéi en dësen Avis gemaach

huet, Verständnis dofir gewisen. A mir hunn elo eben déi betreffend Dispositiounen opgrond vun deene Remarqué vu Bréssel an den Text ageschriwwen, wat souwéiso bei der Ëmsetzung vun deem Text a wat an der Praxis souwéiso ëmmer hei zu Lëtzebuerg esou gemaach ginn ass, wéi et och elo do steet. Et ännert sech also an der Praxis näischt.

Den zweete Punkt betrëfft Fäll, wou niewent enger Décision de retour och eng Interdiction d'entrée sur le territoire prononcéiert gëtt. De betreffend Artikel 112 Paragraph 1 am Immigrationsgesetz gëtt also komplettéiert an deem Sënn, dass eng Persoun, géint déi eng Interdiction d'entrée sur le territoire ausgeschwat gouf, doriwier informéiert muss ginn, dass hir Donnéeën an de Schengener Informationssystem SIS II komme wäerten.

Och den Inhalt vun där heiter Demande vun der Kommissioun geet eiser Meenung an och der Meenung vum Conseil d'État no net kloer aus der Direktiv ervir. Mä d'aussepolitisch Kommissioun hat awer kee Problem, dës Dispositioun am Sënn vum Text vun der Europäescher Kommissioun ze änneren.

An dann déi drëtt Ännerung, dat ass eng Modifikatioun vum Artikel 140 vum Immigrationsgesetz, déi wéinst enger Jurisprudenz vun der Cour de justice vun der Unioun geännert muss ginn. An an deem betreffend Arrêt, do schwätzt d'Cour sech géint penal Sanktiounen wéinst engem Séjour illégal géint Persounen aus, déi aus Drëttstate kommen, wann net d'Prozedur aus der Direktiv komplett applizéiert gouf, dat heescht, wann d'Mesures coercitives aus dem Artikel 8 vun der Direktiv net ugewannt goufen oder, am Fall vun der Rétioun, wann d'Durée maximale vun der Rétioun net eriwwer ass. Deen neien Artikel 140 limitéiert also penal Sanktiounen op déi Fäll, bei deenen eng Procédure de retour applizéiert gouf an deejinegen illegal am Land bleift, ouni e Motiv fir en Non-retour ze hunn.

Voilà, Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, dat gesot, hoffen ech natierlech, dass mer dëse Projet de loi kënnen unanime stëmmen, an ech ginn domadder och den Accord vun der sozialistescher Fraktioun.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Rapporteur. Ech hu Wuertmeldungen, hei op dëser Säit vum Här Wiseler.

Discussion générale

► **M. Claude Wiseler (CSV).**- Jo. Just, Här President, ganz kuerz, fir dem Rapporteur Merci ze soe fir dee Rapport. Et ass effektiv hei jo eng Adaptatioun vum Text, déi noutwendeg ginn ass duerch d'Evaluatioun, déi d'Europäesche Kommissioun gemaach huet. An et si minimal Modifikatiounen, déi hu missen och schnell gemaach ginn dofir haut hei. Mir wëssen awer, datt och nach eng ganz Rei aner Ännerungen an deem Gesetz hei virgesi sinn. Mir waarden och mat Spannung drop, datt déi Ännerunge kommen, déi eis och als wichteg erschéngen.

Ech wollt also och a kuerze Wieder just den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Text ginn.

Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Wiseler. Den Här Berger huet d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Ech wäert mech och ganz kuerz halen. Effektiv war hei eng gewëssen Urgence a mer sinn och ganz frou, datt d'Regierung hei schnell agéiert huet, fir déi puer kleng Adaptatiounen, Modifikatiounen kënnen eranzeginn. Hei an der Chamber hu mer och datt schnell evaküiert. Duerfir jiddwerengem Merci, deen dorunner geschafft huet. Besonnesch awer dem Rapporteur wëll ech Merci soe fir seng gutt Aarbecht an och säi gudden, kuerzen, mä awer pertinente Bericht. An deem Sënn wëll ech och natierlech den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Berger. Dann huet d'Wuert gefrot den Här Kartheiser.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Här President!

► **M. le Président.**- Ah, entschëllegt. Entschëllegt!

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Ech hat gemengt, mir wieren agedro gewiescht. Ech wollt och kuerz...

► **M. le Président.**- Selbstverständlech hutt Dir dann d'Wuert, Här Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).**- Merci, Här President. Mir ännere mat dësem Gesetz dräi

Dispositiounen am Gesetz vum 29. August 2008 iwwert d'libre circulation vun de Persounen an iwwert d'Immigratioun. De Rapporteur huet et gesot, mir reagieren domadder op Observatiounen vun der Europäescher Kommissioun. An datt eng gewëssen Urgence do ass, ass och gesot ginn. Soss géife mer riskéieren, eng Procédure d'infraction ze kréien.

Ech bréinge fir déi gréng Fraktioun den Accord zu dësem Projet de loi. Ech wollt dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mündleche Rapport. An ech wëll awer och all deene Leit heibannen an dobaussen, déi mengen, et misst ëmmer alles direkt a matenee geschéien, soen, och als Majoritéitsdeputéierten, datt mer heimadder net alles realiséieren, wat am Regierungsprogramm zum Thema Immigration steet. Ech ginn och elo net an den Detail an. Ech mengen, den Här Wiseler huet et ugeschwat. Fir 2015 ass e Gesetz ugekënnegt. Do waarde mer drop. An ech mengen, mir sinn eis och alleguerte bewosst, datt mer Immigration an Integratioun net kënnen lassgeléist vunenee kucken.

Mir sinn eis bewosst, datt Mënschenhandel an illegal Immigration e Problem sinn. Ech sinn awer och der Meenung, dat een net soll iwwerdreien. Et kann een et awer och net négligéieren. Mir brauchen e Kader fir eng legal Immigration, an Europa an och zu Lëtzebuerg. D'Lëtzebuerger Regierung soll sech op europäeschem Niveau derfir setzen, datt d'Immigrationspolitik vum Prinzip vun de Mënscherechter an dem Respekt virun der Mënschewürd gefouert gëtt. Wéi gesot, 2015 solle mer dann en neit Gesetz kréien.

Lëtzebuerg ass eent vun deene Länner, dat déi meeschten Demandeurs d'asile kritt, natierlech par rapport zu den Zuele vun den Awunner. An datt d'Gemege sollen hir Verantwortung iwwerhuelen, steet och am Regierungsprogramm. Merci all deene Gemengen, déi dat bis elo scho gemaach hunn. Ech mengen, et sinn der eng Rei. An datt der nach eng Rei nokommen, dat steet och dann nach aus.

Duerfir, wéi gesot, dee Projet de loi hei kritt den Accord vun der grénger Fraktioun, mä domadder ass d'Thematik net ofgeschloss.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci och dem Här Adam. D'Wuert huet den Här Kartheiser an duerno den Här Urbany.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vun eiser Säit aus och e Merci un de Rapporteur. Mir stëmmen dat Gesetz mat. Mä firwat stëmmen mer et mat? Well déi drëtt Modifikatioun, den Artikel 140, do ass effektiv Substanz dran.

Mä ech mengen, mir sollten dësen Text emol eng kéier kucken, fir e Liicht ze werfen op d'Relatioun zwëschen der Europäescher Kommissioun a Lëtzebuerg.

Wat sinn déi Punkten, iwwert déi mer hei esou séier ewechginn? Wat kréie mer reprochéiert vun der Europäescher Kommissioun, fir dann eventuell eng Infractionprozedur unzeféieren?

Dat muss ee sech emol virstellen, wat hei vun eis verlaangt gëtt! A wéi mir hei follege géint iwwer der Europäescher Kommissioun wéi e Schoulbof sengem Schoulmeeschter! Ech ginn lech dat emol nach eng kéier, den Här Angel huet et zwar gutt proposéiert, mä loosse mer et nach eng kéier emol kucken.

Also, dat éischt ass, datt mer sollte Beispiller an en Text setzen, wou mer eng gutt Formulatioun am Gesetz haten. Mir haten eng allgemeng Formulatioun: «eu égard à la situation personnelle de l'étranger». An elo solle mer e puer Beispiller dohersetzen, vun deenen de Statsrot, mat Recht, ëmmer gesot huet, mir sollte keng Beispiller an e Gesetzestext stellen. Dat ass eng mauvaise Technique législative. Dat wësse mer jo all heibannen. A mir hunn dat jorelaang hei praktizéiert.

Elo, well d'Europäesche Kommissioun mengt, do sollten esou Beispiller drastoen, well dat eng Valeur indicative et illustrative hätt, mä all Beispill huet par définition eng Valeur indicative et illustrative, dat ass de Propre dovun, d'Definitiv dovun, aucune valeur ajoutée, an da soe mir: Ah jo, majo, dann ännere mir hei eis Technique législative hei am Land, well Dir dat mengt, an da schreiw mer dat dran. Dat, fanne ech, ass séier ëmgefall. An esou séier soll een net ëmfalen.

D'selwecht bei deem zweete Kommentar. Den Här Angel huet dat jo och gesot. Elo musse mer draschreiw eppes, wat iwwerhaupt net



am europäesche Reglement virgesi war, an de Statsrot huet dat och selwer gesot. Déi Direktiv an dat Reglement, op dat mir eis bezéien, dovunner seet de Statsrot, mat Recht: «ne contient aucune règle sur l'information de la personne signalée».

Mir hunn also kee Feeler bei der Ëmsetzung vun där Direktiv gemaach respektiv bei der Applikatioun vum Reglement. An elo solle mer, obschonn iwwerhaapt dat net virgeschriwwen ass, eng Formulatioun drasetzen iwwert d'Informatioun vun deene betreffene Leit. An zwar gëtt se och nach esou spezifesch gemaach mat Bezuch op e bestëmmte Rechtstext mat dem Artikel, soudatt mer dat dann all Kéiers nach mussen ännere goen, wann eng Ännerung am europäesche Rechtskierper dann entsteet. Dat ass dann ze vill spezifesch.

Op deenen zwee Artikelen maache mer also Modifikatiounen, déi och nach eng mauveise Technique législative sinn, ouni datt se an der Substanz eppes änneren, wéinstens net zum Gudden, nach éischer zum Schlechten.

Mam drëtte Punkt kënnen mer d'accord sinn, dat ass eng Verbesserung. An dofir stëmme mer d'Gesetz och.

Awer dann nach eng Bemierkung, well mer hei och national net ganz zefridde si mat där Prozedur, wéi dat hei leeft. An zwar hätte mir gär als ADR jo och eng kloer Trennung tëschent deene Funktiounen vun eise verschiddenen Institutiounen am Stat, fir datt se besser fonctionnéieren.

Mir bedauern, datt deeselwechten Expert, deen d'Regierung ëmmer am Parlament vertritt, wann heiriwwer geschwat gëtt, och Member am Statsrot ass. Mir géifen eis wënschen, datt do eng personell Trennung geschitt. An dann, wann eng personell Trennung geschitt, da kéint een och vläicht mat méi Aen op esou Texter kucken a méi informéiert a mat méi Distanz déi Saachen evaluéieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet den Här Serge Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Jo, Här President, ech si mam Här Adam grondsätzlech d'accord, dass mer e schlecht Immigrationsgesetz hunn an dass nach villes muss dru verbessert ginn.

Hei gëtt am Fong geholl an deem drëtte Punkt eppes geännert, an zwar, dass ee bis elo konnt direkt an de Prisong kommen, wann ee sech illegal hei opgehale huet. Ech mengen, et muss een emol fir d'Éischt kritiséieren, dass dat 2008 iwwerhaapt an dat Gesetz iwwert d'Immigratioun konnt opgeholl ginn, esou eng Moosnam. Mir hu virdrun iwwert d'Iwwerbevölkerung am Prisong geschwat zum Beispill, just nëmmen dee Lien wëll ech hei maachen.

Wat elo drasteet als Text, dat ass eng liicht Verbesserung. Et ass awer och keng grondsätzlech Verbesserung, well nodeem ee bis an Abschiebehaft war, kann een ëmmer nach an de Prisong gesat ginn, wann een trotzdem sech dann hei am Land ophält.

Ech sinn ausnahmsweis fir eng Kéier d'accord mam Här Kartheiser, wat e seet zu där schlechter Technique législative, well wann een an e Gesetzestext Beispiller erasetzt, dat fannen ech ganz schlecht. An ech hunn déi Formulierung virdrun och vill, vill besser fonnt, relativ gesinn, an deem relativ negative Kontext, an deem all déi Dispositiounen stinn.

Mir wäerten eis aus all deenen Iwwerleeungen bei deem Gesetz hei trotzdem awer nach enthalen, well mer einfach fannen, dass an engem schlechte Kontext hei léigiféiert gëtt. A mer hoffen, dass wierklech e seriöt Gesetz vu Verbesserung vun Immigrationsbestëmmunge wäert kommen.

► **M. le Président.** - Domat si mer um Einn vun eisen Diskussiounen. An d'Wuert huet den Ausseminister, den Här Jean Asselborn.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Ech wëllt fir d'Alleréisch lech, awer och de Fraktiounen an der ganzer Chamber Merci soe fir déi Flexibilitéit. Dir wësst, et war um Ordre du jour. Et ass erofgeholl ginn, et ass elo erëm drop. An ech soen lech Merci, well effektiv hätte mer do eng Procédure d'infraction riskéiert. An et weess ee jo net, wéi déi Geschichten ausginn.

Bon, zwou Saachen: Ech mengen, et gëtt generell eng Identité de vues, an ech si mat jiddwerengem d'accord, mam Här Adam a mam Här Urbany och, dass dat hei näischt ze dinn huet mat deem neien Immigrationsgesetz. Dat neit Immigrationsgesetz ass an der Aarbecht. Zil ass et, fir am Hierscht scho méi wäit ze kommen an dann effektiv 2015 driwwer ofzestëmme.

Dat hei ass eng Korrektur, déi mer imposéiert kréie vun der Kommissioun. Här Kartheiser, et kann een elo domadder d'accord sinn oder net. Dir hutt doudsécher och a verschiddenen Aspekter Recht. Mä ech wëll vläicht just soen, dass dat, wat elo am Gesetz hei steet, mir och esou applizéieren.

Wéini hu mer Exceptionne ginn iwwer 30 Deeg eraus? Wann zum Beispill eng Persoun ofgewise war, déi erwaart huet. Dat hu mer gemaach. Mir hunn et och gemaach an deenen allermeeschten Fäll, wou mer et konnte maachen, bei Scolariséierungen. Dass mer, während d'Kanner an der Schoul sinn, dass mer do net dann d'Retounen organiséiert hunn. Ech mengen, déi Beispiller, déi elo gefrot ginn, déi bezéie sech dorobber. Dofir solle mer eis net ze vill opreegen. Mir hunn dat do och effektiv esou praktikéiert.

Bei deem leschte Punkt. Also, ech si mat lech d'accord, Här Urbany: Am Gesetz steet elo dran, dass een nëmmen därer vum enger penaler Suite schwätzen, wann alles gemaach ginn ass, fir déi Retounen och méiglech ze maachen. Mä mir wëssen awer, dass et Länner gëtt, leider, och net wäit vun Europa ewech, wou et net méiglech ass, Retounen ze organiséieren. Där Länner gëtt et. An duerfir kéint et sinn, dat ass awer dann d'Décioun selbstverständlech vum Parquet, fir ze poursuivéieren, an dann ass et jo nëmme just op eng Décioun pénale hin, wou dann och géif ebe Prisong décidéiert ginn. Dat ass jo evident.

Och dat ass, wéi d'Leit mer gesot hu vun der Immigratioun, en Ausnahmefall. An dat ass och net, dass dat doten elo iergendeppes ännert un der Praxis, wéi se hei zu Lëtzebuerg geschitt ass.

Ech wëll och soe vläicht nach, fir ofzeschléissen: Ech sinn absolut net d'accord mam Här Kartheiser. Mir solle frou sinn hei am Land, dass mer Fonctionnairen hu wéi d'Madame Ecker zum Beispill, déi immens vill schafft, mam Sylvain Wagner, mam Här Reiter zesammen, an der Direktioun vun der Immigratioun, fir dass mer hei gutt Gesetzer hunn.

Mir hunn net esou vill Leit hei zu Lëtzebuerg, déi kënnen gutt Gesetzer a gutt Transpositiounen vun den Direktive maachen. An duerfir wëll ech deene Leit hei, ech hoffen och an de meeschten vun Ären Nimm, e grouse Merci soen, dass se dat maachen an dass mir dann hei d'Chance kréien, och gutt Gesetzer kënnen duerch d'Chamber ze bréngen an och an der Regierung unzehuelen.

Merci villmools.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Jean Asselborn. Mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6673 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. D'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass ofgeschloss an de Projet 6673 ass mat 58 Jo-Stëmme bei 2 Enthaltungen, déi motivéiert sinn, ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par M. Marcel Oberweis), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry (par M. Marc Angel), Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. Eugène Berger), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber dermat d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

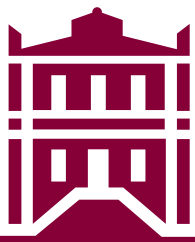
Ech soen lech Merci.

Domat ass d'Sëtzung vun haut ofgeschloss a mir gesinn eis an der Plénière erëm uganks Juli. Merci.

(Fin de la séance publique à 16.52 heures)

- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.



Sommaire

1. Ouverture de la séance publique
 - M. le Président
2. Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de sa proposition en tant que candidat pour la présidence de la Commission européenne
 - M. le Président
3. Communications du Gouvernement
 - M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État
4. Octroi du titre honorifique à un fonctionnaire de l'Administration parlementaire
 - M. le Président
5. Communications
 - M. le Président
6. 6698 - Proposition de loi
 1. modifiant la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;
 2. autorisant la création par les communes de classes spécialisées d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays
 - Déclaration de recevabilité: M. le Président
7. 6699 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national sur l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe
 - Déclaration de recevabilité: M. le Président
8. Ordre du jour
 - M. le Président
9. Heure de questions au Gouvernement

Question n°50 du 30 juin 2014 de M. Edy Mertens relative au permis de conduire spécifique pour les agents des services de secours, les autorisant à conduire, sans être titulaire du permis de conduire «poids lourds», un véhicule automoteur d'une masse maximale autorisée excédant 3.500 kg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

 - M. Edy Mertens - M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur

Question n°51 du 2 juillet 2014 de M. Marc Spautz relative aux futures orientations au niveau du système d'allocations familiales au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

 - M. Marc Spautz - Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration

Question n°52 du 2 juillet 2014 de M. Franz Fayot relative à la forte diminution de l'intensité de R&D des entreprises en 2012 constatée par la Commission européenne dans le cadre de son évaluation du Programme national de réforme 2014 (cf. document COM(2014) 417), adressée à M. le Ministre de l'Économie

 - M. Franz Fayot - M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie

Question n°53 du 2 juillet 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à l'indépendance du pouvoir judiciaire, adressée à M. le Ministre de la Justice

 - M. Fernand Kartheiser - M. Félix Braz, Ministre de la Justice

Question n°54 du 1^{er} juillet 2014 de M. Henri Kox relative à la biodiversité et le cadastre des biotopes, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

 - M. Henri Kox - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement

Question n°55 du 2 juillet 2014 de Mme Nancy Arendt relative aux qualifications requises pour la surveillance des activités balnéaires pendant les vacances scolaires adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

 - Mme Nancy Arendt - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n°56 du 1^{er} juillet 2014 de M. André Bauler relative à l'évolution des réserves nationales en eau potable suite à la sécheresse des dernières semaines, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

 - M. André Bauler - Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement

Question n°57 du 2 juillet 2014 de M. Justin Turpel relative à la suppression du taux super-réduit de 3% sur les résidences secondaires, adressée à Mme la Ministre du Logement

 - M. Justin Turpel - Mme Maggy Nagel, Ministre du Logement

- Question n°58 du 2 juillet 2014 de M. Roger Negri relative à l'allumage permanent des feux de croisement des voitures comme il est le cas déjà dans de nombreux autres pays européens, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- M. Roger Negri - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- Question n°59 du 2 juillet 2014 de M. Gilles Roth relative aux problèmes de circulation sur les autoroutes causés par les chantiers en cours ou à venir, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- M. Gilles Roth - M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
- Question n°60 du 2 juillet 2014 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la création d'un organe consultatif d'étudiants, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
- Mme Claudia Dall'Agnol - M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
10. 6637 - Projet de loi portant approbation
 - des amendements portés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 signés à Antalya et du 22 octobre 2010 signés à Guadalajara à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications telles qu'amendées par la suite;
 - des réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 à Antalya et du 22 octobre 2010 à Guadalajara
 - Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. Claude Adam
 - Discussion générale: Mme Simone Beissel, Mme Diane Adehm, M. Yves Cruchten, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel
 - Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 11. 6640 - Projet de loi portant approbation
 - du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle,
 - du Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union postale universelle,
 - des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole final, signés au Congrès postal universel de Genève, le 12 août 2008
 - Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: Mme Tess Burton
 - Discussion générale: Mme Diane Adehm, Mme Simone Beissel, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Justin Turpel
 - Prise de position du Gouvernement: M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, M. Justin Turpel (parole après ministre), M. Xavier Bettel
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 12. 6420 - Projet de loi
 - modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un Fonds National de la Recherche dans le secteur public;
 - modifiant la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg
 - Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace: M. André Bauler
 - Discussion générale: Mme Martine Hansen, Mme Taina Bofferding, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser (M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche intervient), M. Justin Turpel
 - Prise de position du Gouvernement: M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État; M. Etienne Schneider, Vice-Premier Ministre; MM. Félix Braz, François Bausch, Mme Maggy Nagel, MM. Dan Kersch, Claude Meisch, Mmes Corinne Cahen et Carole Dieschbourg, Ministres.
- (Début de la séance publique à 14.03 heures)**

1. Ouverture de la séance publique

► **M. le Président.**- Ech maachen heimat d'Sëtzung op.

2. Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de sa proposition en tant que candidat pour la présidence de la Commission européenne

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt zum Ufank vun der Sëtzung am Numm vun eis alleguer, wann Der erlaabt, dem Jean-Claude Juncker félicitéieren, dass de Conseil européen hien a senger Sëtzung vum 27. Juni 2014 mat grousser Majoritéit als nächste President vun der Europäescher Kommissioun virgeschloen huet.

An der Persoun vum Jean-Claude Juncker hunn d'Stats- a Regierungschefen engem iwuerzeegten Europäer d'Vertraue geschenkt, deen en

plus op eng laang Erfahrung zrëckkucke kann a mat deene Wäerter, fir déi an eisen Aen Europa muss stoen, staark verbonnen ass.

Mir wënschen dem Jean-Claude Juncker bonne Chance fir déi nächst Etappen.

Ech wollt da froen, ob d'Regierung Kommunikatiounen ze maachen huet?

(Assentiment)

De Premier huet d'Wuert.

3. Communications du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État.**- Här President, ech hätt zwou Kommunikatiounen lech matzedeele. Déi éischt ass och schonn an der Press gewiescht an huet elo kee Lien mat der Kommissioun, mä am Kader vun de Festivitéite vun Nationalfeierdag huet d'Regierung och decidéiert, dem Jean-Claude Juncker den Titel vum Eierestatsminister ze allouéieren. Ech wollt dat och heibanne soen.

An an deem Kontext, wéi Der och scho matgedeele kritt hutt, mat där Nominatioun vum Här Juncker als Kandidat vum Conseil, deen elo am Europaparlament de 16. d'Vertraue sollt kréien an deem seng ganz Kommissioun dann nach am Oktober datselwecht muss maachen, si mer fir dee Vide, deen elo do war - de Fait, dass d'Madame Reding jo als Europadeputéiert vereedeget gëtt -, si mer zur Iwwerzeegung komm, dass et net gutt wier - och wa verschidde Leit gemengt hunn, et sollt ee kee Kommissär nennen -, si mir der Meinung gewiescht, et wier wichteg, e Kommissär ze nennen.

Et kann net sinn, dass e Stull eidel bleift, well soss géif dat och heeschen, dass et mat maner Leit geet, a virun allem, dass dann d'Lëtzebuerger och nach en eidele Stull hunn; dat ass net gutt. An do huet d'Regierung sech och op d'Kandidatur vun der Madame Martine Reicherts geeenegt an déi ass dann och proposéiert ginn. An de Courier ass och gëschter erausgangen un den Här Barroso an un de Conseil.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Statsminister. Keng zousätzlech Matdeelungen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

4. Octroi du titre honorifique à un fonctionnaire de l'Administration parlementaire

Da wollt ech d'Chamber informéieren, dass opgrond vun enger Décisioun vum Bureau vun der Chamber an nom Artikel 42 vum Beamtestatut vun der Chamber dem Här Alain Bossele, Premier huissier dirigeant, deen d'Joer an déi wuelverdängt Pensioun geet, den Eierentitel vu senger Fonctioun zouerkant gouf. Mir wënschen dem Alain, deen en Urgestein vun dësem Haus ass, all Guddes fir déi nei Etapp.

5. Communications

Dann hunn ech folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) D'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Froen a vun den Äntwerte läit hei um Dësch.

2) D'Lëscht vun de Projeten, déi säit der leschter Sëtzung an der Chamber deponéiert goufen, ass un d'Fraktioun verdeelt ginn.

3) Eng Lëscht mat de Petitiounen, déi de 26. Juni fir d'Éischt vun der Petitiounskommissioun an du vun der Conférence des Présidents als recevabel erkläert gi sinn, ass de Fraktiounen zougestallt ginn.

4) Dann huet d'Commission juridique eng Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés» an d'Liewe geruff, déi sech wéi folgt zesummesetzt: den Här Léon Gloden, den Här Franz Fayot, den Här Guy Arendt, d'Madame Viviane Loschetter an den Här Roy Reding. A wann ech mech net iren, ass den Här Franz Fayot President vun där Sous-Kommissioun.

5) Dann hunn d'Commission de l'Environnement an d'Kommissioun vum Développement durable eng Sous-commission «chargée de la préparation du débat d'orientation avec rapport sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie» agest. Si setzt sech aus deenen Häre Marco Schank, Félix Eischen, Eugène Berger, Max Hahn, Frank Arndt, Roger Negri, Claude Adam, Henri Kox, Justin Turpel a Fernand Kartheiser zesummen. An den Henri Kox iwwerhëlt d'Présidentschaft vun där Sous-Kommissioun.

Communications du Président - séance publique du 2 juillet 2014

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6700 - Projet de loi portant approbation de l'amendement au Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, adopté à Doha le 8 décembre 2012

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 24.06.2014

6701 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la prolongation de la participation du Luxembourg à la mission civile de l'Union européenne «EUCAP Sahel Niger»

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 27.06.2014

6702 - Projet de règlement grand-ducal relatif à la prolongation de la participation du Luxembourg à la mission «État de droit» menée par l'Union européenne au Kosovo (EULEX KOSOVO)

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 27.06.2014

6703 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective

Dépôt: M. Dan Kersch, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 01.07.2014

3) Les pétitions publiques suivantes ont été déclarées recevables en date du 26 juin 2014:

Pétition publique n°379 - Et gëtt eng Alternativ! Remboursement intégral des médicaments homéopathiques

Dépôt: 27.05.2014

Pétition publique n°397 - Lutte contre les abus sexuels et l'exploitation sexuelle des enfants, ainsi que la pédopornographie

Dépôt: 13.06.2014

Pétition publique n°398 - Fir d'Trennung vu Kierch a Stat - Pour la séparation de l'Église et de l'État

Dépôt: 13.06.2014

4) La Commission juridique a constitué une Sous-commission «Modernisation du droit luxembourgeois des sociétés» composée de M. Léon Gloden, M. Franz Fayot, M. Guy Arendt, Mme Viviane Loschetter et M. Roy Reding.

5) La Commission de l'Environnement et la Commission du Développement durable ont constitué une Sous-commission «chargée de la préparation

du débat d'orientation avec rapport sur l'orientation politique ainsi que le cadre d'action en matière de climat et d'énergie» composée de MM. Marco Schank, Félix Eischen, Eugène Berger, Max Hahn, Frank Arndt, Roger Negri, Claude Adam, Henri Kox, Justin Turpel et Fernand Kartheiser.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

Wann d'Chamber do dermat d'accord ass, dann ass dat esou?

(Assentiment)

Dann ass et esou. Merci.

6. 6698 - Proposition de loi

1. modifiant la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. autorisant la création par les communes de classes spécialisées d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays

Déclaration de recevabilité

Dann huet an hiner Réunion vum 26. Juni d'Présidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi 6698 iwwert den Enseignement fondamental an d'Schafe vu Klasse fir Kanner, déi nei an d'Land kommen, ausgeschwat. Déi Proposition de loi gouf de 17. Juni vum Här Fernand Kartheiser deponéiert.

Schléisst d'Chamber sech där Décisioun oder Proposition un?

► **Une voix.** - Jo.

► **M. le Président.** - Dann ass dat esou décidéiert.

(La proposition de loi 6698 est renvoyée à la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.)

7. 6699 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national sur l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe

Déclaration de recevabilité

An d'ärselwechter Réunion huet sech d'Présidentekonferenz och fir d'Recevabilitéit vun der Proposition de loi 6699 iwwert d'Organisation vun engem Referendum iwwert d'Bestietnis fir gläichgeschlechtlich Koppelen ausgeschwat. Déi Proposition de loi, ouni Rücksicht op elo dat, wat um legislative Plang geschitt ass, gouf de 17. Juni vum Fernand Kartheiser deponéiert.

Schléisst d'Chamber sech där doter Proposition un?

(Assentiment)

Dann ass och dat esou décidéiert.

(La proposition de loi 6699 est renvoyée à la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.)

8. Ordre du jour

Den Ordre du jour, deen d'Présidentekonferenz virgeschloen huet, fannt Der an Ärem Dossier.

Mir fänken haut u mat der Froestonn an dann, aus Rücksicht op den Terminkalenner vun deenen eenzelne Regierungsmemberen, hu mer am Accord mat der Präsidentekonferenz eng aner Gruppéierung vun de Projete gemaach; wat awer näischt un der Aarbecht vun der Chamber ännert.

Ass d'Chamber mat där proposéierter Formel vun dem Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou a mir fänke mat enger Froestonn un d'Regierung un. Wéi Der wësst, ass déi Froestonn geméiss Artikel 83 vum Chambersreglement, dat reglementéiert: De Froesteller huet zwou Minutten Zäit an d'Regierung véier Minutten Zäit, fir dorop ze äntwerten. Ech wäert och drop oppassen, dass déi Zäit genee respektéiert gëtt.

Déi éischt Fro riicht sech un de Minister vum Développement durable a kënnt vun Här Edy Mertens, an et geet em de Führerschäi fir d'Mataarbechter respektiv d'Agente vun den Hëllefsgeschlechter. Den honorabelen Här Mertens huet d'Wuert.

9. Heure de questions au Gouvernement

- Question n°50 du 30 juin 2014 de M. Edy Mertens relative au permis de

conduire spécifique pour les agents des services de secours, les autorisant à conduire, sans être titulaire du permis de conduire «poids lourds», un véhicule automoteur d'une masse maximale autorisée excédant 3.500 kg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

► **M. Edy Mertens (DP).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, bon, ech hätt eng Fro un den Nohaltegkeetsminister betreffend de Führerschäin, pardon, un den Här Innenminister betreffend de Führerschäin vun eisen Ambulancier. Ech hu ganz vill Kontakt mat hinnen als Landdokter a si hu mech deslech op dee Problem higewisen.

Et ass nämlech esou, dass hei am Land en Ambulancier ka mat engem normalen Autoführerschäin eng Ambulanz steieren, och wa se iwwer 3.500 Kilo weit, wat ganz schnell de Fall ass och, hunn ech mer soe gelooss, bei deenen neien Ambulanz, déi mer kréien. Ech mengen, mäi Kolleeg Max Hahn weess, vu wat datt ech do schwätzen.

Et ass esou, dass eng Dispositioun hei am Land besteet, si kënnen hei am Land domat fueren. Mä si hu mer d'Fro gestallt, wéi ass dat elo, wa se an d'Ausland fueren. A bei mir do uewen ass dat dach awer éfters de Fall, dass nämlech d'Patienten drop halen, op Sankt Vith oder op Baaschtnech gefouert ze ginn. An déi Ambulancier hunn Ängscht, dass hire Führerschäin do net valabel wier. An ech wësst gären, wéi dat wier an, wann et esou ass, wat den Här Minister gedentk ze maachen, fir déi Situatioun ze klären.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Si war zwar un den Här Nohaltegkeetsminister gericht, mä...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Jo, mä...

► **M. le Président.** - D'Regierung huet sech...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - ...d'Kompetenz vun den Ambulancier läit beim Innenminister.

► **M. le Président.** - Voilà. An et ass den Innenminister, deen dorop wäert äntwerten. Den Här Dan Kersch huet d'Wuert.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Merci, Här President. Effektiv, déi Problematik, déi hei ugeschwat gëtt, ass d'Problematik vum Gewicht vun eisen Asazween insgesamt. An et ass effektiv esou, dass d'Leergewicht eleng scho vun den Ambulanz am Moment op 3,2 t kann eropgoen. An dat bréngt dann d'Problematik mat sech, dass effektiv dat méi wéi 3.500 kg sinn, wann dat besat ass. Emsou méi, wann och nach zousätzlech Material vun de SAMUe muss matgefouert ginn. An dofir ass schon d'lescht Joer e Règlement grand-ducal geholl ginn, deen de Code de la Route ofännert an deem Sënn, dass déi Leit, déi fir d'Protection civile aktiv sinn, wa se eng extra Genehmigung vun Intérieur hunn, kënnen da Gefiere fueren, déi bis 4,25 t ginn.

Ech muss allerdéngs soen, dass dat richtig ass, dass déi Genehmigung selbstverständlech nëmme op den Territoire vum Grand-Duché reduzéiert ass, dass mer also d'Problematik hunn, dass, wann déi Gefierer an d'Ausland ginn, mer effektiv dee Problem kéinte kréien, deen den Här Mertens hei opgeworf huet. An dofir si mer amgaangen, souwuel mat der Belsch wéi och mat Frankräich an och mat Däitschland bilateral Accorden ze fannen, fir dass et vice versa méiglech ass, dass déi Asazween ze gebrauchen, och wa se déi 3,5 t géifen iwwerschneiden.

Ech wollt vläicht soen, dass den Accord, wat d'Belsch ugeet, souwäit ënnerschrëft ass, dass mer awer just nach drop waarden, dass déi nei Belsch Regierung en place ass, fir dat da kënnen ze maachen.

Mir sinn och mat de Fransouse scho relativ wäit virukomm. D'Concertatioun si scho geschitt an et ass eis Ambitioun, nach dëst Joer zu engem Accord ze kommen.

Den Thema ass och ugeschnidde gi bei Geleeënheet vun der Ministerkonferenz tëschent der Lëtzebuurger Regierung an der Regierung vu Rheinland-Pfalz, an do ass festgehale ginn, dass dat net kann um Niveau vun de Länner geregelt ginn, mä dass mer dat müssen um Niveau vum Bund maachen. An och do sinn déi éischt Consultatiounen scho geholl ginn, soudass ech mengen, dass mer déi Problematik do erkannt hunn an dass mer och esou séier wéi méiglech wäerte Remedur schafen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Innenminister. Déi nächst Fro, dat ass d'Fro N°51, kënnt vun Här Marc Spautz a riicht sech un d'Familljeministesche a betrëfft de Regime vun de Familljenzoulagen. Den Här Spautz huet d'Wuert.

- Question n°51 du 2 juillet 2014 de M. Marc Spautz relative aux futures orientations au niveau du système d'allocation familiales au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, meng Fro geet an déi Richtung: D'Madame Familljeminister hat mer am Januar geäntwert, dass am Laf vum Joer gegebenefalls Annerunge géifen un de Familljenzoulage virgeholl ginn. D'Regierung ass amgaangen, de Budget ze ficeléiere fir d'Budgetsjoer 2015, soudass ech dovun ausginn, dass da schon d'Décisioun gefall ass, ob eppes geschitt un de Familljenzoulagen oder net.

Dofir ass meng Fro: Gëtt eppes geännert fir d'Budgetsjoer 2015?

Dat huet jo Relatioun mam Statsbudget. Dat huet awer och Relatioun mam Privatbudget vun de Leit doheim, fir dass si och wëssen, wat am Joer 2015 op se zoukënn, a gegebenefalls och op de kommunale Budget, well deemno, wat jo dann déi nei Proposition wier, misste jo och d'Gemenge Bescheid wëssen, fir 2015 deementsprechend hir Budgete kënnen opzestellen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Spautz. An d'Wuert huet d'Familljeministesche, d'Madame Corinne Cahen.

► **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration.** - Här President, ech soen dem honorabelen Deputéierte Marc Spautz villmools Merci fir d'Fro. Dir froet mech e bëssen iwwert den Timing, an Dir hutt richtig gesot, ech sot „am Laf vum Joer“, a mir sinn och amgaangen, am Moment drun ze schaffen.

Ech erlabe mer awer, vun der Geleeënheet ze profitéieren, well ech jo e bëssen Zäit hunn, fir nach eng Kéier ze insistéieren, op wat mer elo schaffen a wéi mer am Moment am Fong geholl virginn. Mir wëllen op kee Fall d'Liewensart a -weis vun de Leit jugéieren oder och a Fro stellen. Mir sinn der Meenung, dass jiddweree soll kënnen a muss liewen, wéi e wëllt, an och virun allem säi Familljeliewen a seng Kanner esou soll kënnen organiséieren, wéi en dat virhuet. Et steet eis op jidde Fall net zou ze jugéieren. A mir respektéieren do och all Choix an dësem Kontext.

Et ass awer natierlech esou, dass déi dräi Partner am Koalitiounaccord festgehale hunn, dass mer fir d'Zukunft eng aner Politik hei am Land wëlle maachen. Dëst ass och wuel néideg. Mir hunn national an awer och op europäeschem Plang, zum Beispill, ons engagéiert, fir d'Zuel vun de Fraen um Aarbechtsmarché ze erhéien. Mir hunn ons verpflichtet, fir d'Chancgläichheet ze férdere. An d'Chancgläichheet tëschent Mann a Fra, dat heescht och, finanziell onofhängeg vum Partner ze sinn, sech sozialversichert ze hunn an deemno och natierlech, a mir schwätzen dacks driwwer, spéiderhin eege Pensiounsrechter ze hunn. Dat ass zum Beispill eppes, wat mer an deene ganzen Diskussiounen hei berücksichtegen.

Do dernieft wëlle mer awer och virun allem an dësen Diskussiounen d'Startchanc fir d'Kanner berücksichtegen am Liewen. All Kand ass gläich. A mir müssen eben derfir suergen, dass weder d'Nationalitéit nach de sozialen Hannergrond ausschlaggebend sinn dofir, ob e Kand an Zukunft méi Chancen huet oder net.

Mir stellen awer och fest, dass mer eis op där enger Säit déi Ziler do ginn hunn, op där anerer Säit awer d'Objektiver de Moment op jidde Fall nach net erfüllen. An der Schoul op jidde Fall dikéiere leider de sozialen Hannergrond respektiv d'Nationalitéit nach ëmmer ze dacks d'Reussite oder den Échec vun de Kanner. A genee dat veranlasst eis dozou, eis Politik aus de vergaangene Joren, déi ech hei wierklech net beuerteelen oder bewäerte wëll, ze iwwerschaffen a se eben un d'Ziler unzepassen, déi mer eis haut als Gesellschaft ginn, an eben och, fir de Besoine vun de Leit - an alle Leit - an de Familljen a virun allem de Kanner wëlle gerecht ze ginn.

Bon, mir sinn, wéi gesot, amgaangen ze kucken tëschent de Ministèren, net nëmme um Familljeministère, mä och um Niveau Kannergeld, mä awer och an der Logementspolitik, an der Schoulpolitik, an dann an enger zweeter Phas dann och um Niveau vun de Steieren, fir eng ganzheetlech Politik ze maachen, eng ganzheetlech Approche ze kréie par rapport zu de Kanner an zu de Familljen.

Mir kucken eben d'Kannergeld net isoléiert, mä am Zesummespill mat Leeschtungen, déi mer op anere Plaze ginn. An dat Ganzt ebe mam Zil, dass d'Kanner an d'Famillje solle gestärkt ginn. Dat heescht, d'Kannerarmut wëlle mer systematesch bekämpfen op all Niveau an d'Startchancen an d'Liewe wëlle mer wierklech verbesseren.



Bon, déi Diskussioun sinn, wéi gesot, nach voll amgaangen tëschent eise Ministère. Dofir dann e Wuert zur Method an zum Timing. Ech hu vun Ufank un den Dialog mat de Sozialpartner gesicht a wäert dat och an Zukunft wëllen esou maachen. D'Zil ass et natierlech, am Intérêt vum Land, vun de Leit a virun allem awer vun de Kanner déi beschtméiglech Politik fir d'Zukunft ze maachen.

Soubal mer zu ofschléissende Konklusiounen komm sinn, wäert ech natierlech och d'Chamber doriwwer informéieren. An ech wier och frou, wa mer hei am Haus dann och eng Diskussioun kéinten doriwwer féieren.

Wéi gesot, déi ganzheetlech Approche ass eis wierklech wichteg, déi ass méi wichteg wéi den Timing. Mä mir schaffen äifreg drun. An ech sinn am Fong confiante, dass mer awer dann dat iergendwann eng Kéier méi prezis kënne matdeelen. Dëst Joer dauert bis den 31. Dezember, dofir hunn ech jo dann nach e bëssen Zäit.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och der Familljeministesch. Mir kommen dann elo zur Fro N°52, an déi kënnt vum Här Franz Fayot a betrëfft d'Recherche- an d'Développements-Aarbecht an eise Betriber. Den Här Franz Fayot huet d'Wuert. An ech géif och bieden, dem Riedner nozelauschteren.

- Question n°52 du 2 juillet 2014 de M. Franz Fayot relative à la forte diminution de l'intensité de R&D des entreprises en 2012 constatée par la Commission européenne dans le cadre de son évaluation du Programme national de réforme 2014 (cf. document COM(2014) 417), adressée à M. le Ministre de l'Économie

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Et ass eng Fro, déi sech un den Här Wirtschaftsminister richt. Am Kader vun hire Recommandatiounen am Kontext vum Programme national de réforme huet d'Europäesch Kommissioun Ufank Juni folgende Constat gemaach, dee gemaach ginn ass am Kontext vun der Kompetitivitéit vum Land a méi spezifesch, wat Recherche & Développement ugeet zu Lëtzebuerg, an do seet d'Kommissioun an hirer Virlag fir de Conseil, an ech zitieren:

«Le quadruplement de l'intensité de R&D du secteur public depuis 2000 reflète la volonté de renforcer la capacité de recherche publique, mais le Luxembourg n'est pas en bonne voie de réaliser son objectif d'intensité de R&D pour 2020, fixé à 2,3-2,6% du PIB, étant donné la forte diminution de l'intensité de R&D des entreprises (qui a chuté de 1,53% du PIB en 2000 à 1% en 2012). Les résultats du Luxembourg en ce qui concerne les indicateurs de coopération entre organismes de recherche publics et entreprises devraient être encore améliorés. La réforme entamée en 2013 sur le renforcement des pôles d'innovation doit être poursuivie.»

Baséierend op deem Constat hätt ech e puer einfach Froen: Engersäits, wéi erkläert sech de Wirtschaftsminister de Réckgang vun der Recherche am Secteur privé an déi mangelhaft Kooperatioun, déi ugeprangert gëtt vun den europäeschen Autoritéiten, tëschent Recherche publique an Entrepreneurs engersäits?

Zweetens, handelt et sech der Regierung no em e laangfristigen Trend oder ass dese Phänomeen reng krisenbedéngt?

A schlussendlech, wat fir eng Initiative sinn ugeduecht, fir des Situatioun ze verbessern?

Ech soen Iech elo scho Merci fir d'Äntwerten.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Fayot. D'Wuert huet de Wirtschaftsminister, den Här Etienne Schneider.

► **M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op d'Fro vun honorabelen Deputéierte Fayot, wéll ech fir d'Alleréisch emol virausschécken, dass d'Dépense vun der Recherche & Développement ganz oft zyklisch verlafen, och mat der Croissance an engem Land, dat heescht mam Räichtum, dee verdéngt ka ginn och an den Entrepreneurs.

Et ass esou, dass d'Kris, déi mer kennen zënter deene leschte fénnef Joer, natierlech och dozou gefouert huet, dass speziell am private Beräich, bei der privater Recherche d'Dépenses an den Entrepreneurs erofgaange sinn. Dat géllt als generell Remarque. An dat erkläert och, dass den Taux sech eigentlech de Moment ëm 1,5% vum PIB beleeft, woubäi mer en Zil eis ginn hunn, fir en Taux vu Recherche publique a privée ze hu vun zwëschen 2,3% an 2,6% vum PIB bis d'Joer 2020.

Et ass awer esou, dass an deemselwechten Zäitraum d'Recherche publique weider an d'Luucht gaangen ass, dat zum engen duerch d'Uni, d'Uni Lëtzebuerg, déi eng ganz Rei Fuer-

schungsprojeten huet, zum aneren duerch déi verschidde Centres de recherche publics, wou Der wësst, dass mer viru Kuerzem och eng Reform gemaach hunn, wat d'Centres de recherche publics ugeet, dass déi méi enk zesummeschaffen, dass déi méi effikass zesummeschaffen. Et ass esou de Moment, dass mir e Ratio hu vun engem Drëttel Recherche publique an zwee Drëttel Recherche privée.

Paradox un deene Statistiken, déi eigentlech no enne weisen, ass awer, dass d'Recherche privée a Chiffres absolut an de leschte Joren an d'Luucht gaangen ass. Dat heescht, mir haten 2010 ronn 400 Milliounen Euro, déi an d'Recherche privée investéiert gi sinn. 2011 waren et 416 Milliounen Euro an 2012 442 Milliounen Euro. Et ass awer och esou, dass, wann een dee Chiffre absolu vergläicht mam PIB, dann ass et eng licht Décroissance, wann een dat prozentual zum PIB rechent, well de PIB an darselwechter Period e bësse besser geklommen ass oder méi schnell geklommen ass, wéi d'Ausgaben an der Recherche geklomme sinn.

Ech wëll Iech awer och hei den Detail gi vun der Recherche am Beräich vun der Industrie, well dat awer ëmmer e Sujet ass, deen interessant ass. Och hei ginn d'Chifferen an d'Luucht: 2010 182 Milliounen, 2011 193 Milliounen an 2012 212 Milliounen Euro.

Et ass awer esou, dass an engem Beräich speziell d'Recherche privée erofgaangen ass, an dat ass dee vun den Entrepreneurs de services. Dat si ganz oft Banken. Am Kader vun deenen hire Spuermoosnamen, am Kader och vu Fusione vu Banken, am Kader vu Retraité vun der Lëtzebuerger Finanzplaz ass dee Montant erofgaangen. An dat erkläert eigentlech, dass mer bei deenen 1,5% generell vum PIB de Moment hänke bleiwen an dass mer do nach mussen en Effort vu ronn 1% maachen, fir 2020 och eis Ziler ze errechen.

Vläicht just fir Iech ze soen: An där Period vun 2008 bis 2012 hu mer insgesamt 298 RDI-Projeten ënnerstëtzt. Dat waren Investissementer vu ronn 502 Milliounen Euro, mat Subsidien, déi mir ginn hu vu ronn 179 Milliounen Euro. Eleng fir d'Joer 2003 (veuillez lire: 2013), an dat, mengen ech, ass dee positiven Effet, hu mer e Rekordjoer vun Dossieren, déi erageerecht gi sinn, 111 Dossieren eleng an deem Joer mat Investitiounen vun 228 Milliounen Euro.

An do derbäi kommen nach Investitiounen an eise neie Régime de jeunes entreprises innovantes, wou mer also neie jonken Entrepreneurs, Start-upen etc. hëlfehen, hir Rechercheprojeten ze stäipen. Do sinn nach 40 zousätzlech Projeten derbäikomm mat engem Volume vun 18,6 Milliounen Euro. Dat heescht, wéi mer décidéiert hunn, dee Régime vun de jeunes Entrepreneurs innovantes anzeféieren, dass dat definitiv Abnehmer fënnt an dass dat positiv ass fir den Développement vun der Économie.

En conclusion kann ee soen, dass zënter dem leschte Joer d'Tendenz erëm drastesch no uewen ass, wat eis Recherchedépenses ugeet, an dass mir eis als Regierung d'Zil ginn hunn, d'Recherche publique an d'Recherche privée vill méi enk mateneen ze verbannen, an dass och déi Suen, déi mer fir d'Recherche publique ausginn, och Retombées économiques kënnen op d'Lëtzebuerger Land hunn. Dat sinn eng Rei Pisten, déi mer diskutéieren am Haut Comité pour l'industrie, an déi wäerte mer och weider verfollegen.

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Wirtschaftsminister. Déi nächst Fro kënnt vum Här Fernand Kartheiser an et geet ëm d'Onofhängegkeet vum Pouvoir judiciaire. Den Här Kartheiser huet d'Wuert.

- Question n°53 du 2 juillet 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à l'indépendance du pouvoir judiciaire, adressée à M. le Ministre de la Justice

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, villmools Merci. Déi Fro adresséiert sech un den Här Justizminister a bezitt sech op e ganz wichtege Piliere bei der Onofhängegkeet vun der Justiz. Dat ass de Prinzip vun der Inamovibilité des juges, dat e Richter net ka géint säi Wëllen op eng aner Plaz versat ginn. Dat ass jo ganz wichteg, fir ebe seng Onofhängegkeet ze garantéieren, dat en net kann iergendengem Drock ausgesat ginn.

Dee Prinzip ass och an enger ganzer Rei vun internationalen Instrumenter festgehalten. Mir haten hei an der Chamber, wéi mer doriwwer diskutéiert haten zejoert, ënner anerem d'Charte européenne sur le statut des juges zitéiert. Et gétt och bei der UNO d'Principes fondamentaux relatifs à l'indépendance de la magistrature. Also, et gétt eng Rei internationaler Texter, déi op deen do Prinzip insistéieren.

Wou ass elo de Problem? Mir hunn hei zu Lëtzebuerg dat Gesetz vum 7. Juni 2012 iwwer

d'Attachés de justice, wat u sech dee Prinzip zum Deel a Fro stellt. Mir woren eis däers och bewosst, wéi mer hei dat Gesetz diskutéiert haten. A mir haten eng Motioun hei ugeholl an der Chamber, déi ënner anerem och vun deene Gréngen a vun der ADR ënnerschriwwen gi war an déi gesot huet, mir sollten deen do Prinzip no engem Joer kucken. Mir sollten emol e Bilan maachen a mir sollten - wahrscheinlech war dat jo och domadder verbonnen - déi Iddi fir e kohärent System do erëm hierstellen, deen eben dee Prinzip vun der Netversetzbarkeet vun de Richter erëm géif stäerken.

D'Fro ass also: Ass iwwerhaapt déi Dispositioun an deem Gesetz, déi mer deemools geholl haten, nach néideg? Wëllt d'Regierung eis e Bilan gi vun där doter Situatioun? A wéi kënne mer et maachen, fir erëm konform zu internationalen Texter ze sinn, sou datt d'Onofhängegkeet vun der Justiz besser garantéiert ass doduerch, datt d'Richter net kënne géint hire Wëlle versat ginn?

Villmools Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. An d'Wuert huet de Justizminister, den Här Félix Braz.

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Merci, Här President. Ech wëll, ier ech op dem honorabelen Här Kartheiser seng Fro aginn, awer just och de Wunsch äusseren, dass ech kéint, wéi meng Kollegen och, wann eng Heure de questions ass, am Libellé vun der Fro ganz e bësse méi Informatiounen kréie wéi «indépendance du pouvoir judiciaire». Dat ass, wéi wann Der géift schreiven, Dir hätt eng Fro u mech am Beräich vun der Justiz. Da weess ech genausou vill, wat Der wëlls hutt. Also, ech äntwerte gären op d'Fro, mä ech wär wierklech frou, wann ech awer ganz e bësse méi kéint am Intitulé dran hunn, fir dass ee weess, em wat dass et geet, da kann een d'Äntwert och besser kalibréieren.

Just zwou Remarquen dozou. Dir verweist op déi Motioun, déi deemools gestëmmt gi war. Ech soen Iech Merci fir de Rappel, well dee Bilan ass an där Form, wéi en an der Motioun énoncéiert ginn ass, net gemaach ginn. An ech wäert dann Ar Fro als Ulass huelen, fir genau dat ze maachen, wat an där Motioun gesot ginn ass, well déi Motioun, déi war pertinent. Zu Recht hu mer gesot, mir sollten dat bilanzéieren. Dat ass bis haut net geschitt, an ech wäert dat doten als Ophänkert huelen.

Ech wëll awer nach eng zweet Remarque maachen. De Prinzip vun der Inamovibilité, dee steet jo och zu Lëtzebuerg an der Verfassung am Artikel 91, an et gétt eng Diskussioun doriwwer och, wéi een dat am Gesetz iwwer d'Organisation judiciaire soll interpretéieren. Och do gouf et jo eng Diskussioun an der Commission juridique nach virun de Wahlen, wou sech eigentlech e Konsens dégageiert hat, fir engem spezifische Wunsch vum Groupement des Magistrats Rechnung ze droen. Deem ass allerdingens net an deenen Délaie Rechnung gedroe ginn, déi de Groupement des Magistrats gefrot huet.

Et gouf och do eng Proposition de loi, déi an der Chamber läit a vun der Chamber muss virubrecht ginn. Dat ass net dem Justizminister säi Rôle, fir déi Proposition de loi, och wann e selwer als Deputéierten Auteur dovunner war, virunzebréngen. Déi läit eendeiteg elo bei der Chamber. Ech hale se nach ëmmer fir pertinent, well et en Engagement vun der Chamber gouf, och wann et divergent Interpretatiounen gétt.

De President vum Groupement, dee seet ganz kloer, et sollt a kengem Beräich kënnen en Déplacement ginn ouni den Accord vun betraffene Magistrat. Deem géintiwier seet de Procureur général, dass een e Ënnerscheid muss maachen tëschent engem Déplacement, dee gedeckt ass duerch d'Inamovibilité, oder enger Délégation à caractère temporaire, bei där senger Meenung no den Accord vum Magistrat net verlaangt wier.

D'Chamber hat sech dozou geäussert. Ech suiweieren natierlech mat Intérêt, wéi déi Diskussioun an der Chamber weidergeet op deem dote Punkt. A fir de Rescht wäert ech déi Motioun gären opgräifen, fir dee Bilan, dee mer eis hei engagéiert haten ze maachen, och als Regierung elo ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Justizminister. Déi nächst Fro kënnt vum Deputéierten Henri Kox a betrëfft e Kadaster fir d'Biotopen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

- Question n°54 du 1^{er} juillet 2014 de M. Henri Kox relative à la biodiversité et le cadastre des biotopes, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

► **M. Henri Kox (déli gréng).** - Jo, Merci. Effektiv geet et ëm d'Biodiversitéit hei am Lëtzebuerger Land. Dir wësst, dass et net grad ganz gutt bestallt ass ëm d'Biodiversitéit, fir net ze

soen, relativ schlecht bestallt ass. Dofir ass d'Ministesch jo amgaang, an Zesummenaarbecht mat der Landwirtschaft konkret Schrëtt an d'Wee ze leeden. Mir wollten awer hei vläicht méi kloer Detailer nach eng Kéier vun hir wëssen.

Dofir hunn ech ganz konkret véier Froen u si. Dat ass éischtens: Wéi ass dann elo effektiv d'Situatioun hei am Land? Wéi ass se an der EU? Wéi sti mer do am Verglach?

Eng zweet Fro: D'Élaboratioun vun de Biotopkadasteren, wéi geet déi vir sech? A wéi eng Moosname gedenkt den Umweltministère, ganz speziell d'Umweltministesch, ze ergräifen, fir déi Programmer am Naturschutz ëmzesetzen?

Dann en drëtten Volet, och op Basis vum Koalitionsvertrag, an deem steet, dass eng enk Zesummenaarbecht mat der Landwirtschaft ugestriift gétt: Wéi wäit ginn elo d'Aidë fir d'Landwirtschaft ausgeweit? Oder wéi eng Programmer sinn dofir do, fir an deem Beräich och eng Verbesserung kënnen ze kréien?

An dann de véierte Volet, deen, mengen ech, och gradesou wichteg ass. De Moment sinn d'Biotopkadasteren um Internet ze fannen. Wéi eng weider Informatiounscampagnë si vun der Ministesch geplangt a wéi gétt de grand Public da fir déi Problematik sensibiliséiert?

Ech soe Merci fir d'Äntwerten.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Kox. D'Wuert huet d'Umweltministesch, d'Madame Carole Dieschbourg.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Villmools Merci, Här Kox, fir des Froen. Et ass esou, dass déi Froe vill gestallt ginn. Mir hate se virun zéng Minutten nach an der Chamberskommissioun, an et sinn och vill Baueren, déi sech Froen zu dem Biotopkadaster stellen.

Vläicht awer fir d'Éischt dräi, véier Wuert, firwat mer dat iwwerhaapt maachen. Et ass einfach net gutt - an dat huet den Henri Kox och scho gesot - ëm d'Biodiversitéit an Europa, awer och virun allem zu Lëtzebuerg bestallt. Mir sinn immens zersiedelt an den Zoustand vun eiser Aartevillfalt ass net gutt. An dat geet eben och aus eise Rapporten ervir, déi mer d'lescht Joer op Bréssel geschéckt hunn.

Mir sinn alertéiert, well mer - och wa mer eis mat anere Länner vergläichen an Europa - schlecht dostinn. D'Halschent vun de Biotopen a vun den Déieren- an de Planzenaarte sinn an engem schlechten Zoustand, laut dem Rapport. Bei de Bongerte gesi mer e Réckgang an de leschte Jore vu 50%. Fiichtgebiddere: minus 80%. Besonnesch betraff sinn, wa mer vu Biotope schwätzen, déi blummeräich Méiwisen am Oppeland an d'Fiichtgebiddere sinn och betraff.

E grouse Réckgang verzeechne mer zum Beispill och bei de Vigel - vun 59% -, wou mer gesinn, dass se an engem État non favorable sinn. Dat muss mer dann och mellen. Bei de Päiperleken hu mer zënter 1990 e Réckgang vu 70% a bei den Amphibie gesäit et och net gutt aus.

Dat heescht, mir mussen elo oppassen, an dofir si mer och amgaang, dat a) ze thematiséieren a b) dann och fir Transparenz ze suergen. Well wa mer wëllen net nëmmen déi Aarte schützen, mä och eisen EU-Direktive gerecht ginn, da muss mer dat natierlech Gläichgewicht an eis Ekosystemer erhalen an da muss mer déi Aarten erhalen, well si hunn och eng ekonomesch Valeur, eng Valeur, andeem se zum Beispill och de Baueren hëlfehen, dass hir Planzen iwwerhaapt kënne bestäubt ginn. Mir brauchen deen Ekosystem; mir brauchen e gesunde Buedem, an dofir maache mer et. An dofir hu mer eben och dee Biotopkadaster de 17. März online gestallt.

De Biotopkadaster, deen hei ugeschwat ginn ass, deen ass an Zesummenaarbecht mat der Landwirtschaft erstallt ginn tëschent 2007 an 2012 an en ass kartéiert ginn, an zwar vun agréierten Experten, déi landeswäit déiselwecht Virlag haten. Dat war e Formulaire, deen ausgefüllt ginn ass, dat heescht, op enger Basis ass dat Ganz erstallt ginn. An dat ass eben elo dëst Joer online gestallt ginn.

Et huet jo och nach missen an Tëschenzäit adaptéiert ginn an dann eben op de Géoportail op d'Kaarten dropkommen. Sou dass et haut, an dat geet an de Beräich vun der Informatioun, fir jiddereen u sech um Géoportail sichtbar ass. Well een awer net nëmmen am Kader vun der Transparenz ka soen: Do hu mer elo Biotopen, do hu mer elo dat, wat laut dem Naturschutzgesetz vun 1982 an awer och laut



deem haut gëltegen Naturschutzgesetz vum 2004 am Artikel 17 geschützt ass - déi wäertvoll Liewensraum -, well mer also net nëmme kënnen soen, do si se elo, hu mer de Baueren och nach e Leitfaden, wat e Berodungsinstrument ass, matginn. E Berodungsinstrument: Wat maachen ech mat wéi enger Zort Biotop? Sou vill dozou.

Ech denken, dass mer, wa mer vun de Biotope schwätzen, net sollten an eng Polemik erakommen. Biotope sinn nëmme 3,6% vun der Landwirtschaftlecher Notzfläch. Dat si vu Landwirtschaftlech genotzter Fläch nëmme 4.600 ha. Dat ass wierklech nëmme e ganz kleng Prozentsaz.

De Biotopkader mam Leitfaden zesumme sinn och an d'Zesummenaarbecht mat der Landwirtschaft erastallt. Am Kader vun der Elaboratioun vum Leitfaden sinn och 30 Betriber ausgewielt gewiescht aus dem Landwirtschaftleche Beräich; déi hunn och hiren Avis am Virfeld eng Kéier ofginn. A mëttlerweile hu mer eng Versioun um Internet stoen, déi jiddere sech kann erfueden, déi och wierklech adaptéiert ass, dass d'Baueren och gutt kënnen dermat schaffen.

Zu dësem Thema offen Informatioun: Mir hunn u sech...

► **M. le Président.** - Madame Minister!

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Jo.

► **M. le Président.** - Dir misst zum Schluss kommen.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Ech misst zum Schluss kommen.

► **M. le Président.** - Dir sidd schon iwwert déi véier Minuten eraus.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Okay. Da soen ech lech kuerz, wat mer virhunn.

(Hilarité)

Dëse ganze Weekend si mer op der Foire agricole mat eiser Natur- a Bëschverwaltung. Mir stinn de Bauere Ried an Äntwert, wou hir Biotope sinn a wat een haut nach kann op deene Fläche Sënnvolles maachen, fir dass mer déi och erhalen. Da ginn d'Baueren nach eng Kéier eenzel ugeschriwwen, wou se hir eenzel Parzellen drop hunn a wou se och de Leitfaden kréien. An da gi mer och nach eng Kéier an d'Landwirtschaftskammer a fir de Rescht ruffen ech d'Leit op, dass se wierklech gären eng Kéier kënnen op eisen Internetsite kucke goen. En ass fir jiddere sichtbar.

Merci.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci.

► **M. le Président.** - Merci, mam Wonsch, dass d'nächste Kéier och e Kadaster gemaach gëtt vun deenen eenzelne Kapitele vun der Äntwert.

(Hilarité)

Merci der Madame Ëmweltministeresch. Déi nächst Fro kennt vun der Madame Nancy Arendt an dréit sech ëm d'Qualifikatioun vun de Surveillanté bei Waasserspiller oder -sportaarte während de Schoulvakanzen.

Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°55 du 2 juillet 2014 de Mme Nancy Arendt relative aux qualifications requises pour la surveillance des activités balnéaires pendant les vacances scolaires adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

Mme Nancy Arendt (CSV). - Merci, Här President.

Wéi kéint et och anescht sinn? D'Period vun de Vakanze kënn ëmmer méi no a flott Aktivitéiten, fir d'Kanner während der schoulfräier Zäit ze betrieien, ginn ëmmer méi heefeg organiséiert. Oft ginn dës Reesen am waarme Summerwieder bei d'Waasser, also bei d'Mier, bei Séien, bei Flëss, bei Baachen, bei Weieren, also op Plazen, déi net ëmmer vu Schwammmeeschteren iwwerwaacht ginn, fir d'Sécherheet ze garantéieren.

Déi Leit, déi hei d'Kanner an de Vakanzekolonie betrieien, encadréieren, leeschte mat Sécherheet eng ganz gutt Arbecht. D'Fro stellt sech awer, ob et net vu Virdeel wär, wann dës Leit en éischte Brevet de sauvetage an der Täsche hätten oder zumindest ee vun hinne brevetéiert wär, am Fall wou e Kand am Waasser an Nout géif geroden.

Déi nämlecht Fro stellt sech iwwregens och fir

d'Schoulpersonal, dat och keen esou e Brevet obligatoresch muss hunn, wann et an eng Vakanz mat de Kanner fiert. Mir kënnen eis all nach un deen dramatesche Virfall erënneren, wou am August 2008 e Jong vun aacht Joer zu Blankenberge erdrong ass. Et ass kloer, dass esou ee Brevet de sauvetage ni eng Garantie gëtt, dass kee Kand méi erdréngt, mä esou een éischte Brevet zum Beispill, deen eng kuerz Formatioun vermittelt an deen déi éischt wichteg Mouvementer léiert, fir e Kand aus dem Waasser ze zéien, gradesou wéi, wat een duerno als éischt Hëllef muss maache kënnen, kéint awer den Ennerscheid maachen tëschent dem Liewen an dem Doud.

Ech weess, dass et ëmmer méi eng grouss Demande vu Leit gëtt, déi op hir eegen Initiativ hi sech un d'Fédération Luxembourgeoise de Natation et de Sauvetage wenden, fir sech ze informéieren a sech brevetéieren ze loosse. Allerdéngs wësse se oft net, wat se vu Brevet maache sollen, an et ass och näischt festgeloecht.

An dësem Kontext wéilt ech den Här Minister froen, ob e sech net schon iwwerleucht huet, ob et net vläicht besser wär, esou ee Brevet eventuell obligatoresch ze maachen, an, wa jo, wéi ee Brevet den Här Minister géif recommandéieren fir déi Leit, déi regelméisseg Kanner a Vakanzekolonie betrieien.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Kemp-Arendt. An d'Wuert huet den Éducatiouns- a Jugendminister, den Här Claude Meisch.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Kemp-Arendt huet mer d'Fro gestallt, wéi mer probéieren, de Maximum vu Sécherheet ze garantéieren, wa Schouklasse, Jugendgruppen, Kannergruppe bei d'Waasser ginn.

Fir d'Alleréisch emol, dass d'Kanner bei d'Waasser ginn, mengen ech, dat war nach ëmmer esou, et ass haut esou an dat wäert och nach ëmmer esou sinn, do gëtt et eng magesch Unzéiungskraaft, déi mer vläicht net ëmmer verstinn, als Eltere vläicht net méi esou richtig verstinn, mä trotzdem gesäit een: Waasser a Kanner, dat passt einfach beieenen.

A wann ee kuckt, wéi wäit mer haut, wat d'Surveillance ubelaangt, op eenzelne Plazen awer sinn, op bal deenen allermeeschste Plazen, op jidde Fall all deene Plazen, déi ëffentlech ausgedeele sinn, wou ee ka schwamme goen, sief dat op der Plage, sief dat bei eenzelne Séien, sief et natierlech an deene villen ëffentleche Schwämmen, och de Schwämmen, déi ënner fräiem Himmel funktionéieren, déi jo e groussen, grouse Succès hunn, dann ass et do haut surveilléiert. An et gëtt vu qualifiziertem Personal - vu Schwammmeeschteren - surveilléiert.

Dat war soss net ëmmer de Fall. Well viru Generatiounen ass een einfach esou op de Séi gaangen an et ass ee riicht an d'Waasser gesprongen. Haut hu mer also do emol schon op jidde Fall eng ganz aner Situatioun, wéi dat soss ëmmer war.

D'Regel fir all déi dote Kategorien, déi ech genannt hunn - Schouklasse, wéi awer och Jugendgruppen, wéi awer och ganz besonnesch d'Vakanzekolonien -, ass, dass, wann ee schwamme geet, dann dohinner, wou eng Surveillance do ass. Dat heescht, dass net dat Personal, wat den Encadrement vun de Kanner mécht während der Kolonie oder während dem Ausfluch, eleng responsabel ass fir d'Sécherheet.

Sécherlech soll dat deenen och eng Suerg sinn, mä si sollen ëmmer dohinner goen, wou och anert Personal ass, wat qualifizéiert ass, fir am Noutfall kënnen direkt ze intervenéieren, sou dass do op d'mannst déiselwech Sécherheet ass, wéi wann ech als Papp oder als Mamm mat menge Kanner op déiselwech Plaz schwamme ginn, wou ech och net onbedéngt selwer kann intervenéieren, mä wou ech awer d'Gewëssheet hunn, dass anert qualifizéiert Personal op der Plaz do ass.

Generell ass et esou, dass mer natierlech eng grouss Suerg hunn - an déi deele mer mat deene Gestionnairen, virun allem och de Gestionnaire vun de Vakanzekolonien, déi och regelméisseg bei d'Waasser, haaptsächlech bei d'Mier, ginn -, dass déi Animateuren, déi do matginn, eng héich Formatioun hunn, virun allem och wat d'Sécherheitsstandarden ubelaangt.

Do hu mer den normalen Animateur, deen op d'mannst 150 Stonne Formatioun gemaach huet. Den Animateur, deen eng Responsabilitéit och dréit, fir e ganze Grupp ze leeden, deen huet 300 Stonne Formatioun gemaach. An innerhalb vun där Formatioun ass d'Sécherheet vun de Kanner, vun deene Jonken, ee

vun de ganz, ganz grouse Schwéierpunkten. Mir hunn och doriwwer eraus e Règlement grand-ducal, wat sech bezitt op d'Vakanzekolonien, wou och d'Sécherheet nach eng Kéier ganz besonnesch ervirgestrach ginn ass, sou dass also och do op den Träger vun deenen dote Aktivitéiten d'Obligatioun läit, sech do intensiv drëm ze këmmere.

Wat elo d'Fro ubelaangt, ob mer net do dee Brevet, deen Der genannt hutt, oder anerer missten obligatoresch maachen, denken ech, dass dat och sécherlech eng Diskussioun ass, déi ee ka féieren. Ech wëll dat net hei kategoresch oflehen. Ech denken awer och, dass mer musse kucken, dass mer Leit fannen, déi dat dote maachen, déi och bereet sinn, dat ze maachen. An ech denken, dass déi Regelung, déi mer haut hunn, op jidde Fall eng maximal Sécherheet scho bitt, nämlech déi, fir ganz kloer drop ze insistéieren, dass ee just däréif op Plaz goen, wou dann och wierklech eng aner Surveillance do ass vu Leit, déi meeschtens méi wéi deen dote Brevet nach hunn an déi jo dann exklusiv fir d'Sécherheet op deene Plazen do zoustänneg sinn.

E Stéck méi Formatioun fir déi Leit, déi den Encadrement maachen - deen éischter pädagogesch Encadrement: Et wär awer sécherlech net esou, dass mer dat géife vu vireran oflehen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Claude Meisch.

Déi nächst Fro kënn vum Här André Bauler a riicht sech un d'Ëmweltministeresch. Et geet ëm d'Entwécklung vun den Drénkwaasserreserven.

Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°56 du 1^{er} juillet 2014 de M. André Bauler relative à l'évolution des réserves nationales en eau potable suite à la sécheresse des dernières semaines, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement**

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Ech wollt eng Fro un d'Madame Ëmweltminister stellen. Och wa mer um Weekend e bësse Ree kruten, hu mer et zurzäit mat enger Drécheperiod ze dinn, déi och der Planzewelt scho plazeweis ze schäfe mécht.

An deem Kontext wollt ech d'Madame Minister folgendes froen: Wéi sinn d'Drénkwaasserreserven an de leschte Méint hei zu Lëtzebuerg evoluéiert? Kann d'Madame Minister eis Informatiounen liwweren iwwert den aktuelle Stand vun den Drénkwaasserreserven oder Waasserreserven um Stausee zu Esch-Sauer a wéi hu sech déi Reserven entwéckelt?

Gëtt an der Regierung eventuell dru geduecht, d'Bevëlkerung opzeruffen, Waasser ze spueren? A wéini kéint eng Phase d'alerte ausgeléist ginn?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Bauler. D'Wuert huet d'Ëmweltministeresch.

► **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement.** - Här President. Merci, Här Bauler, fir Är Fro. Sécherlech mécht deen een oder anere sech Suergen, mä ech kann awer soen: Neen, et gëtt kee Problem mat der Quantitéit vun eisem Drénkwaasser. Lëtzebuerg huet vun der Quantitéit hier kee Problem. Mir hunn zwar an der leschter Zäit net vill Ree gehat. Mir haten awer am Wanter Reen, an dofir sinn och eis Grondwaasserniveaun am Wanter geklommen. An och wann de Stauséi elo niddreg ass, hu mer och um Niveau vum Stauséi genuch Reserven, fir d'Drénkwaasserreservierung vu Lëtzebuerg sécherzestellen.

Zum Waasserpegel, well Der deen awer elo ugeschwat hutt: Beim Stauséi ass et esou, dass mer de Pegel u sech am Wanter wéinst dem Héichwaasserrisiko e bësselen eroffueren, an do ass dat eng vun de Prioritéiten nieft der Drénkwaasserreservierung. An am Summer ass et esou, dass normalerweis elo den Niveau hätt kënnen erëm e bësse méi héich ginn, an zwar hätt e kënnen op 320 m kommen. Dat huet éischer en touristeschen Hannergrond, well et dann och méi schéin ausgesäit.

Et ass esou, dass mer am Moment op 315 m sinn. Dat ass net tragesch. 2011 war en op 314 m an dëser Zäit. Dat heescht, um Drénkwaasserniveau ass kee Problem. Dat Eropstauen ass net geschitt, well et huet eben an där Zäit, wou dat hätt kënn geschéien - tëschent Mäerz, Abrëll, Mee -, net vill gereent, an dofir ass dat elo net nach eng Kéier an d'Luucht gaangen. Dat ass awer net tragesch.

Alles, wat elo am Juni komm ass, dat gëtt dann éischer vun der Natur absorbéiert. Dofir geet dann den Niveau och net an d'Luucht. Et ass awer esou, dass dat alles keng Tragik ass. Mir hu genuch Waasser, an elo kann et héchstens sinn, dass mer e bësse méi Algen hunn. Awer

och do ass virgesuergt. De SEBES huet eng extra Anlag fir dës Fäll, fir d'Waasser eben och propper opzebereeden. Dat heescht, um Niveau vum Drénkwaasser ass kee Problem.

Dir hat vun enger Phase d'alerte geriet. Et ass éischer esou, dass kann eng Phase orange eng Kéier ausgeruff ginn. Déi lescht war 2006 ausgeruff ginn, no enger ganz laanger Drécheperiod. Dat sinn awer éischer infrastrukturell Messuren, well eis Behälter net dorobber ausgeriicht sinn, esou vill Puffer ze hunn.

Mat der Versuergungséischerheet vum Drénkwaasser huet dat allerdéngs näischt ze dinn, an dat ass och elo fir dës Joer esou net virauszugesinn. Well Dir wësst et all: Elo geschwënn - Métt Juli - fänken d'Vakanzen un. Da wäerten esou oder esou vill Leit fort sinn, a wann da bis am August de Congé collectif ass, dann ass et ëmmer en Abroch. Wat awer net heesche wëllt, dass een net de Leit awer soll soen, dass se respektvoll mat der Ressource Waasser sollen ëmgoen. Dat ass awer fir ëmmer de Fall, net nëmme elo am Summer.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Ëmweltministeresch. Déi nächst Fro kënn vum Här Justin Turpel an et geet ëm d'Ofschafe vum superreduzierten TVA-Saz. D'Wunnengsbauministeresch daërf sech scho prethalen.

- **Question n°57 du 2 juillet 2014 de M. Justin Turpel relative à la suppression du taux super-réduit de 3% sur les résidences secondaires, adressée à Mme la Ministre du Logement**

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Et si vill Leit, déi maache sech Suergen, net nëmme iwwert d'Eropsetze vun der TVA am Allgemengen, mä och iwwert d'Eropsetze vum TVA-Saz bei de Wunnengen, wou mer jo de Moment dee superreduzierten Taux vun 3% hunn, deen da soll op 17% an d'Luucht goen, sou wéi d'Regierung dat ugekënnegt huet, an dat an enger Situatioun vu Pénurie vu Wunnengen, wou d'Wunnengen ze deier sinn a wou mer der net genuch hunn.

An dofir hunn ech fënnf ganz prezis Froen un d'Madame Minister vum Logement:

Éischt Fro ass déi: Wou ass dee Projet vun der Regierung drun? Dat heescht, a wéi engem Stadium befënt net dee Projet sech?

Zweet Fro: Wéi wëllt Der iwwerhaupt, esou wéi mir et verstanen hunn, eng Zweetwunneng definéieren? Wann ech zum Beispill kucken, dass eventuell e Stot eng Wunneng baut fir hir Kanner, fir déi dat eng Éischtwunneng ass, da si fir mech domat eng ganz Rei Problemer verbonnen.

Drëtt Fro: Bréngt Der et iwwerhaupt fäerdeg, fir d'Gläichheet vum Bierger virum Gesetz duerch déi Ennerscheeder, déi Der do wëllt aféieren - Éischtwunneng, Zweetwunneng bei Privatpersounen, Gesellschaften an esou weider -, ze wahren?

Déi véiert Fro - an ech mengen, do komme mer méi nach bei dee wichtigste Aspekt dovun: Wat sinn d'Konsequenzen vun esou enger Erhéijung vun der TVA fir de Wunnengsmaart, fir d'Präisser, fir eng Wunneng ze kafen, respektiv fir d'Loyereren?

Déi fënneft a lescht Fro ass déi, fir gewuer ze ginn, ob, fir déi Konsequenzen do ze evaluéieren, eng Etüd gemaach ginn ass; wa jo, ob et méiglech ass, déi Etüd ausgehändegt ze kréien, respektiv wann neen, ob et net noutwendeg wär, fir awer esou eng Etüd ze maachen, fir d'Konsequenzen op de Wunnengsmaart, op d'Präisser, op d'Loyere genee ze kucken.

An ech hunn déi Fro och bewosst un d'Wunnengsbauministeresch gericht, net un de Finanzminister. Well et geet mir hei net ëm d'Incidence financière op de Budget, mä et geet mir hei ëm d'Konsequenzen fir de Wunnengsbau an där Situatioun, wou mer zu Lëtzebuerg dru sinn. A fir hir d'Saach ze vereinfachen, fir der Kritik, déi d'Regierung virdu gemaach huet, virzebeugen, hunn ech d'Fro ganz detailléiert gestallt - alle fënnf am Detail -, sou dass et méi einfach misst sinn, drop ze äntwerten.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Justin Turpel. An d'Wuert huet elo d'Wunnengsbauministeresch, d'Madame Maggy Nagel.

► **Mme Maggy Nagel, Ministre du Logement.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert elo dann natierlech den Här Turpel enttäusche mat där Äntwert, déi ech hei virbréngen. Éischtens, den Taux super-réduit, jo, Här Turpel, ass en Thema, an e ganz wichteg Thema an all eisen Diskussiounen, déi mer am Kader vum Projet de loi vun der TVA amgaange sinn ze féieren. An ech betounen „déi mer amgaange sinn ze féieren“ an der Regierung. An do hu mer eis, net nëmme Dir,

mä och mir hunn eis all déi Froen do schonn am Regierungsrot gestallt.

A wann et esou wäit ass, wa mer déi Diskussiounen ofgeschloss hunn, dann, kann ech lech soen, da gëtt dee Projet de loi vun der TVA der Chamber presentéiert. An da wäert Der och vum Finanzminister an allen Detailler och déi Antworten op déi Froen kréien, déi net nëmmen Dir stellt, mä och vläicht nach aner Leit hei am Sall.

De Logement huet seng Aarbecht gemaach. An de Logement wäert och e Freideg am Regierungsrot Stellung zu verschiddene Punkten huelen. Ech wäert och duerno, wann de Premier mech mathält, an de Point de presse goen, mä ech waarden awer of - net hei an der Chamber -, fir op Är Froen ze äntwerten, mä da wäert Der vläicht Äntwerte kréien, nodeems datt dat Ganz am Regierungsrot ofgekläert ass, wat dann och den Taux super-réduit vun der TVA ugeet.

Ech kann lech awer eppes anescht soen, nodeems datt mer nach de Moien zesummesouzen, den Innenminister, den Dan Kersch, an ech, datt den Taux de subventionnement fir de Locatif subventionné, deen déi viregt Regierung vu 75% op 70% erofgesat hat, datt mer do proposéieren am Regierungsrot, fir deen erëm eropzehiewen op 75%, fir am soziale Wunnensbau de Mesuren, déi dann duerch esou Taux super-réduits, déi erofgesat ginn oder eropgesat ginn, entgéintzekommen. Dat ass dat, Här Turpel, Här President, wat ech hei der Chamber wëll op déi dote Fro haut äntwerten. *Affaire à suivre!*

Merci.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Dat heescht, d'Deputéiert mussen an d'Pressekonferenz kommen?

► **M. le Président.** - Merci. Et ass eng Fro, eng Äntwert. An da komme mer zu der nächster Fro. Dat ass d'Fro vum Här Roger Negri un den Nohaltegkeets- an Infrastrukturnminister iwwert d'permanent Umaache vun den Autosluuchten.

Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°58 du 2 juillet 2014 de M. Roger Negri relative à l'allumage permanent des feux de croisement des voitures comme il est le cas déjà dans de nombreux autres pays européens, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Villmools Merci, Här President. De 24. September 2008 huet d'Europäesch Kommissioun eng Direktiv erausginn, 2008/89, wou et drëm geet, während dem Dag e speziell Dageslicht op deenen neien Autoen anzeféieren. Dat ass bei den normale PKWen elo ab 2011, vum 7. Februar 2011, a bei de Camionen, fir esou ze soen, vun 2013 de Fall.

Et si bis elo ronn 22 Länner an Europa, déi dat Dageslicht hunn. Bei neien Autoen ass et also Pflicht, fir déi anzubauen. Déi all Autoen brauchen net ëmgerüst ze ginn. Wéi gesot, et ginn an Europa ronn fënnf Länner, wou an där Hisicht nach guer keng Recommendation ass, fir an deem Sënn och d'Sécherheet ze hiewen, wéi d'Europäesch Kommissioun dat festgehalen huet.

An doropshi wollt ech de Minister froen, ob d'Regierung gedenkt, an där Hisicht eppes ze maache fir d'Sécherheet, oder wéi mer dat gesinn, Här Minister.

Merci fir Är Äntwert.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Negri. D'Wuert huet den Här Nohaltegkeetsminister, deen elo do ass.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Merci dem Här Negri fir déi Fro. Am Moment ass et esou, datt et nëmmen an den osteuropäesche Länner, a Skandinavien an an der Schwäiz obligatoresch ass, fir d'Luuchten am Dag unzuhunnen. Bei eis a bei eisen Nopeschlänner ass et eng Recommendation. An et ass just obligatoresch fir d'Motorradsfuere oder d'Deux-roues motorisés, respektiv wann dagsiwwer d'Wiederkonditiounen esou schlecht sinn, datt d'Visibilitéit net méi gutt genuch ass. Et ass och esou, datt, wann d'atmosphäresch Konditiounen et virschreien, ee muss d'Luuchten umachen an datt, wann ee se dann net umécht, souguer e Protokoll dropsteet vu 74 Euro.

Et ass awer elo esou, wéi den Här Negri et och sot, déi europäesch Direktiv vun 2008, déi schreift vir, datt an Zukunft all Autoen, nei Autoen, déi - ab 2011 war et - op de Marché komm sinn, mussen équipéiert si mat automatesche Luuchte fir am Dag. Haut gesäit ee jo och, wann een déi nei Autoe kuckt, déi hunn dat jo alleguerten, esou datt à moyen terme souwéi esou dat wäert de facto de Fall sinn. Dofir huet d'Regierung och net wëll, do elo nach

ze reglementéieren, well dat net ganz vill Sënn mécht, well an e puer Joer kee méi domadder (veuillez lire: kee méi ouni déi) fiert.

Ech soen lech awer och, datt et bei de Motorradsfuere Kritik gëtt par rapport zu där Léisung, well datt d'Motorradsfuere am Dag sollen d'Luuchten unhunnen, dat ass jo, fir datt si solle besser gesi ginn, dat heescht, fir datt ee soll vu Wäitem detektéieren, datt et e Motorrad ass, an natierlech verwëscht dat sech, verschwénnt dat, wann op eemol d'Autoen och d'Luuchten all unhunnen. Dat heescht, dee Sécherheetsfacteur, deen do en faveur gespillt huet vun de Motorradsfuere, datt deen zum Deel dovunner, also ganz doduerjer verschwénnt.

Mä, wéi gesot, à moyen terme ass dat souwéi esou dann de Fall an dofir wëlle mer net méi nach extra reglementéieren.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här François Bausch. Déi nächst Fro kënn vum honorebelen Här Gilles Roth a geet iwwert d'Provoziéierung vu Verkéiersstauen duerch Chantieren op den Autobunnen.

Den Här Roth huet d'Wuert.

- **Question n°59 du 2 juillet 2014 de M. Gilles Roth relative aux problèmes de circulation sur les autoroutes causés par les chantiers en cours ou à venir, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wéi Der richteg sot, meng Fro, déi betrëfft eigentlech déi Megastauen, déi mer an der rezenter Vergangenheit ëmmer méi oft, praktesch dagdeeglech op eisen Autobunnen hunn. An de leschte Samschdeg war et eleng op der Areler Autobunn, der A6 Richtung Stad, e Stau vun iwwer 12 Kilometer!

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - En neie Minister!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - D'Autobunn, déi war, trotz Départ vun de Belsch an d'Vekanz, op eng Spur reduzéiert...

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Se wëlle Stau provozéieren.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...an all aner Nationalstroossen inklusiv d'Areler Strooss zu Mamer, Richtung „Belle Étoile“, déi waren och als Auswäichstroossen total iwwerfëllt. An des Stauen, Här President, déi sinn eigentlech net op Accidenter eleng zrëckzeféieren,...

(**Interruptions**)

...mä op Entretienaarbechten, déi op der Autobunn gemaach ginn,...

► **M. le Président.** - Mä si schéngt awer ganz lëschtig ze sinn.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...sief dat duerch Luuchtepoteauen, déi ofgeseet ginn,...

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **Mme Viviane Loschetter (déi gréng).** - Et voilà!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - ...d'Méine vun de Ramplien an d'Erneuerung och vu Fuerspuren.

Dofir wëllt ech, Här President, an deem Kontext folgend Froen un de Verkéiersminister an Nohaltegkeetsminister stellen:

Éischtens, kënnen déi Ennerhaltsaarbechten net besser koordinéiert ginn an zum Beispill deelweis nuets duerchgefouert gi respektiv zesumme gemaach ginn? Well oft steet e Schëld do, d'Autobunn, déi wier op eng Spur reduzéiert, an da ginn awer schon d'Hitteer aacht Stonne virun der Zäit opgestallt, sou datt domat och schon eleng e Stau provozéiert gëtt.

Firwat ginn d'Leit net schon op der Autobunnspofahrt doriwwer informéiert, datt esou e Stau drop ass? Firwat fonctionnéiert de sougenannte TMC-System, mat deem d'Autofuere eigentlech iwwer hiren Navigationsystem iwwert d'Verkéierslag informéiert ginn, net zu Lëtzebuerg? A wat fir eng Moosname gedenkt de Minister ze huelen, fir d'Verkéierssituatioun ze verbessern?

Ech soen lech villmools Merci fir Är Äntwerten.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Gilles Roth. An d'Wuert huet den Här Nohaltegkeetsminister.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Och Merci dem Här Roth fir déi Fro. Ech sinn e bëssen iwwerrascht, datt d'Situatioun sech zënter dem 5. Dezember 2013 esou dramatesch verschlechtert huet op eise Stroosereise.

(**Interruptions diverses**)

► **Une voix.** - Dat ass dat Eenzeg, wat sech verännert huet!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Dat schéngt wierklech zum Sport ginn ze sinn, datt

alles sech esou dramatesch verschlechtert huet zënter dem 5. Dezember 2013!

Spaass bäisäit. Ech mengen, et ass esou, datt mer op dem...

► **Une voix.** - Ausser d'Wieder.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Jo, ausser d'Wieder, dat ass besser ginn.

(**Hilarité**)

Spaass bäisäit. Et ass esou, datt mer pro Joer plus ou moins 1.200 Chantieren op eise Autobunnréseau hunn. Déi sinn zum Deel natierlech duerch Accidenter, zum Deel awer natierlech sinn et och Chantieren, déi muss sinn, well d'Autobunne muss frëschgemaach ginn aus Sécherheetsgrënn an esou weider an esou virun.

An ech kann lech just soen, datt déi Chantieren organiséiert ginn en fonction vun dem Ausmooss vum Chantier oder dem Impakt, dee se op d'Circulatioun hunn. An do spillt natierlech d'Sécherheet, un éischter Stell fir d'Usageren an d'Leit, déi um Chantier schaffen, eng Roll. Et spillen awer och mat d'Vacances scolaires an eisen Nopeschlänner. D'Météoskonditiounen mussen och berücksichtegt ginn. Am Wanter an Hierscht ass et natierlech esou, eng Rei Saache kënnen do net duerchgefouert ginn, zum Beispill en neien Tapis ze maachen, dat geet aus meteorologesche Grënn nëmmen an där gudder Saison.

An dann natierlech de Congé collectif oder awer och Manifestatiounen, gréisser Manifestatiounen, insofern natierlech Ponts & Chaussées se kennen, dat heescht, wéi zum Beispill de Marathon, Rock-A-Field, Rockhal, Foiren. E ganze Koup ginn der ëmmer ugemellt an da gëtt dat och berücksichtegt bei der Planung vun de Chantieren.

An dem Moment nach net geet, dat ass, muss ech leider soen, datt d'Manifestatiounen um kommunalen Niveau am Zesummenhank mat Chantieren och kënnen mat berücksichtegt ginn. An et ass esou, datt déi zwar duerch eng Permission de voirie effektiv jo mussen ugefrot ginn, mä bis elo war et esou, datt déi net mat an d'Koordinatioun erageholl gi sinn.

Dat wäert sech awer änneren, well ech hu menge Servicer eng Instruktioun ginn, fir en neien informatesche System opzebauen, deen och déi dote Saache mat berücksichtegt. Dat setzt awer natierlech viraus, datt d'Gemengen och sougutt hir eege Chantiere wéi och d'Sportsmanifestatiounen oder wat et och ëmmer ass... An dem Fall vun Här Roth war jo nach, wann ech dat richteg an Erënerung hunn, eng Sportsmanifestatioun a senger Gemeng, op deem Territoire, wat...

(**Interruption**)

Gelif? Jo, neen, mä ech wëll lech just soen, déi Sportsmanifestatioun, déi war net bekannt. Well dee Chantier do, dee war laang virdu geplangt, mä déi wouss d'Administratioun vu Ponts & Chaussées net, huet déi net gemellt kritt gehat. Bon, an du ass se net berücksichtegt ginn.

Mä, wéi gesot, nach eng Kéier, dat ass awer elo geännert ginn, wëll ech lech soen. Ech betounen, et ass geännert ginn - dat ass also e Changement zënter dem Dezember d'lescht Joer, deen elo wäert kommen am positive Sënn, wéi Dir et jo gären hätt -, datt mir en neien informatesche System wëllen opbauen, wou alleguerten d'Donnéeën sollen afleissen, fir datt dann déi och all kënnen bei de Chantiere berücksichtegt ginn.

Et ass awer allerdéngs och esou, datt och haut scho gewësse Saachen zousätzlech berücksichtegt ginn, wann zum Beispill op der Autobunn och souguer urgent Saache muss gemaach ginn, da gëtt opgepasst, wéi den Trafic ass am Sens vun der Direktioun, wou do muss geschafft ginn. Zum Beispill heescht dat op der Autobunn tëschent Mamer a Stroossen, datt an Direktioun vun der Stad eréischt ab moies 10 Auer dierf geschafft ginn. Dat heescht, tëschent 8 an 10 Auer dierf dat net gemaach ginn, ebe fir ze berücksichtegen, datt do vill Verkéier ass.

An et gëtt awer leider - leider, muss ee soen -, mir hu relativ vill Interventions d'urgence op eisen Autobunnen. Zwou, dräi bis véier sinn dat der den Dag, also um ganzen Autobunnréseau, esou datt dat net onheefeg virkënn, an et ass och net ëmmer einfach ze geréieren.

Wat elo d'Nuetsaarbecht ubelaangt, dat ass eng Fro, déi sech natierlech och stellt, déi ech mer selwer och schon oft gestallt hunn a wou mer och schon diskutéiert hunn, mä do muss een och wëssen, do spille ganz vill Saache mat. Do spillt mat natierlech de Kaméidi. Et ass deemno, wou de Chantier ass: Wann et an der Émgegend ass vun Haiser an esou weider, da geet et iwwerhaapt net.

Et spillt mat natierlech och d'Sécherheet vun deenen aneren Autofuere, awer och natierlech

vun de Leit, déi op de Chantieren nuets muss schaffen. An dann natierlech ass et och relativ komplex, fir nuets déi Chantieren ze organiséieren, dann natierlech d'Disponibilitéit vun den Entrepreneuren an de Leit, déi d'Chantieren iwwerwaachen. An den Impact financier muss natierlech och do mat berücksichtegt ginn. Ee grouse Problem ass awer och deen...

► **M. le Président.** - Här Minister, Dir misst zur Konklusioun kommen.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Jo, ech kommen zur Konklusioun, Här President.

Ee grouse Problem ass awer och deen, datt op villen Deeler vun eise Autobunnréseau, haaptsächlech zum Beispill de Contournement, do gëtt et quasiment keng Spëttestonnen, mä do ass vu méindes bis freides aacht Stonnen den Dag ëmmer deen nämlechten Trafic, esou datt et do ganz schwier gëtt, fir nach drop ze schaffen, an dat natierlech och en immensen Impakt huet, wann do eppes passéiert op esou enger Strooss, da geet definitiv direkt am ganze Land näischt méi!

An duerfir, hannert där heite Fro verstoppt sech och d'Fro vun eiser Organisatioun, vun eiser Mobilitéit en général, déi mer wierklech muss staark iwwerdenken, well mir hunn nëmmen e beschränkte Raum a mir kënnen net 20 Autobunnen iwwerenee bauen. An ech mengen, duerfir spillt de MoDu-Konzept och eng Roll herno an deem Ganzen hei, fir datt mer eng besser Situatioun kréien.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Minister. Dir sidd eis déi nächste Kéier bal zwou Minutte schëlleg.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci.

► **M. le Président.** - Da komme mer zur leschter Fro fir de Mëtteg. Et ass d'Fro vun der Madame Dall'Agnol un den Héichschulminister betreffend d'Schafe vun engem konsultativen Organ fir Studenten.

- **Question n°60 du 2 juillet 2014 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la création d'un organe consultatif d'étudiants, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche**

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Här Minister, et gi jo zu Lëtzebuerg e puer Organisatiounen, déi d'Interessie vun de Studente verrieden. An am Kader vun den Diskussiounen iwwert d'Studentebourssen, do hunn déi verschiddene Organisatiounen jo och zum Deel ganz ënnerschiddlech Positiounen vertrat. Dofir wollt ech de Minister Claude Meisch dann och froen, ob et net oportun wär, en nationale Studentengremium ze grënnen, deen als Organe consultatif géif funktionéieren an dem Minister ebe bei eventuellen zukünftege Reformen als Uspriechpartner zur Verfügung géif stoen.

Et kéint ee sech do jo eventuell um Modell vun der Conférence nationale des élèves, och CNEL genannt, inspiréieren, déi duerch d'Gesetz vum 27. August '97 an d'Liewe geruff gouf. D'CNEL, déi setzt sech zesummen aus engem Delegeierten aus de Schülercomitéen vun all de Lycées uechtert d'Land. A wéi am Règlement grand-ducal vum 12. März '98 virgesinn, vertritt dann d'CNEL d'Schüler beim Minister a kann och dem Minister Propositionen iwwer all Froen, déi d'Schüler betreffen, ënnerbreeden. An de Minister soll d'CNEL och iwwer all Dossier aus dem Enseignement secondaire informéieren.

Eng Instanz also, déi sech aus Verrieder vun deene verschiddene Studentenorganisatiounen géif zesummesetzen, déi regelméisseg géif tagen an déi vum Minister um Courant gehale géif ginn iwwert d'Entwécklungen an der Héichschulpolitik, déi kéint e konstruktiven Dialog mat de Schüler, pardon, mat de Studente sécherlech vereinfachen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Claudia Dall'Agnol. An d'Wuert huet den Här Héichschulminister.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech selwer a vill Leit am Land hunn d'Studentenlandschaft jo déi lescht Wochen a Méint besser kennegeléiert a konnten och feststellen, wéi déi lescht Deeg, do konnte mer feststellen, datt dat net ëmmer esou alles unanime war, wat mir do héieren hunn. Wat vläicht net direkt e Problem ass, well natierlech kënnen et do verschidde Meenunge ginn zu eenzelne Punkten, wat awer e Problem durgestallt huet sécherlech an

där ganzer Diskussionsphas, déi mer elo esou gutt wéi hannert eis leien hunn, well een awer gären Interlocuteurs hätt, wou ee weess: Fir wie schwätze se, si se repräsentativ, ass dat gedroen, wat mir do héieren?

An ech hat och e bësschen d'Gefill, wéi wann dat Bild an der öffentlecher Meenung, och an de Medien zum Deel, net ëmmer deem entsprach huet, wéi et an der ganzer Studentenschaft eigentlech war. Et ass awer e Gefill an et ka ganz subjektiv sinn.

Duerfir ass déi Fro effektiv pertinent, ob een net awer misst a Richtung goe vu méi enger offizieller, och legitimierter Studentevertriedung, déi dann natierlech och den offiziellen Dialogpartner wär vun der Regierung oder vun deem engen oder anere Minister, wann en eppes mat den an iwwert d'Studenten ze diskutéieren hätt.

D'CNEL, an Dir hutt et gesot, ass eigentlech e ganz gutt Beispill do, e relativ rezent Beispill, wou mir jo elo och nach eng Keier e Schrëtt weider gemaach hunn, andeem mer och Personal mat zur Verfügung stellen, fir datt een do méi eng professionell Gestoung ka garantéieren, fir datt och déi geliefte Demokratie bei de Schüler wierklech ka funktionéieren. An d'Regierung géif sech sécherlech esou enger Iwwerleeung net verspären.

Ech selwer hat, wéi ech d'ACEL empfangen hunn - an dat war relativ fréi, wéi ech dee Ministère iwwerholl hunn -, mat hinnen doriwwer geschwat, an d'ACEL och ass eigentlech en Demandeur, fir an esou eng Richtung ze goen. Woubäi d'ACEL jo haut schon eng Struktur huet, déi e bësschen där vun der CNEL entsprécht, vu datt se e Gremium ass, wou Vertrieeder aus all de Studentecerclé vun deenen einzelnen Unissted mat dra sinn, an duerfir schonn déi öffentlech Meenung, wat d'Studenten ubelaangt, awer e Stéck wäit kanaliséiert huet an e Sproochrouer ass vun engem ganz groussen Deel vun de Studenten.

Mä d'ACEL selwer seet, datt een eigentlech e Schrëtt do méi wäit soll goen an dat och soll institutionaliséieren, esou datt ech denken, datt een ab dem Hierscht kann an déi dote Richtung och méi scharf iwwerleeën. An ech géif awer dann och d'Demande maachen, datt déi Studentevertriedungen, déi mer haut hunn, déi sech jo och alleguerten elo am Kontext vun de Bourssen zu Wuert gemellt hunn, datt och déi mat do géifen driwwer diskutéieren, fir datt mer net herno eng Diskussioun iwwert d'Struktur vun der Studentevertriedung géife kréien, fir datt mer do e breede Konsens géifen da kréien.

Dat géif et sécherlech an Zukunft méi einfach maachen, fir mat de Studenten iwwert deenen een oder anere Punkt kënnen ze diskutéieren. An et géif d'Studenten insgesamt stäerken, fir och en Input an d'Politik respektiv an d'Gesellschaft eranzeginn. An dorunner hu mer alleguerten en Interessi.

Villmools Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Héichschulminister.

Mir sinn um Enn vun eiser Froestonn, déi genee 62 Minuten hat, a mir géifen zum nächste Projet vun eisem Ordre du jour iwwergoen. Dat ass de Projet de loi 6637, eng Konventioun betreffend d'international Telekommunikationsunion.

D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet direkt de Rapporteur, den honorablen Här Claude Adam. Ech hu bis elo zwou Inscriptiounen, et ass nach Zäit.

10. 6637 - Projet de loi portant approbation

- des amendements portés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 signés à Antalya et du 22 octobre 2010 signés à Guadalajara à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications telles qu'amendées par la suite;

- des réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 à Antalya et du 22 octobre 2010 à Guadalajara

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

► **M. Claude Adam (déi gréng), rapporteur.** - Merci, Här President. Léif Kollegen a Kolleginnen, de Projet de loi 6637 ass den 20. Dezember 2013 vum Ausseminister déposéiert ginn. Mat dësem Projet de loi huele mer déi Amendementer un, déi an de plénipotentiaire Konferenz vun der Union internationale des télécommunications - ech wäert dat Dénge dann ëmmer UIT ofkierzen - de 24. November 2006 zu Antalya an der Türkei an den 22. Oktober 2010 zu Guadalajara a Mexiko déciéiert goufen.

Fir de Projet de loi e bësse méi verständlech ze maachen: D'UIT ass e spezialiséiert Institut vun de Vereenten Natiounen am Beräich vun den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien an huet hire Sëtz zu Genève. D'UIT beschäftegt sech weltwäit mat den techneschen Aspekter vun der Telekommunikatioun. D'Wuerzele vun där Organisatioun ginn zrëck bis op 1865, deen Dag, wou den Internationalen Telegrafverein gegrënnt gouf.

Haut huet dës UN-Organisatioun 193 Memberstaten. Do derbäi kommen nach eng ganz Rei Régulateuren aus den Technologies de l'information et de la communication an eng ganz Partie Unien a ronn 700 Betriber aus dem private Secteur. Et gëtt haut e puer Milliarden Abonnente vu mobilen Telefonen an och e puer Milliarde Leit, déi d'Televisioun kënnen kucken. Milliounen Leit notze Servicer iwwer Satellit, zum Beispill andeems se sech iwwer hire GPS guidéiere loosse.

D'UIT hëlleft, dee weltwäite Kommunikatiounssystem oprechtzëerhalen, andeems se zum Beispill d'Radiofrequenzen zoudeelt an och d'Position um Orbit vun de Satellite regelt. D'UIT ass also weltwäit déi Instanz, wou Regierungen a Privatentreprisen e Konsens kënnen sichen a fanne fir allmëiglech Froen, déi de Secteur vun den Technologies de l'information et de la communication betreffen.

Den ieweschte Gremium vun der UIT ass d'Conférence plénipotentiaire, déi all véier Joer aberuff gëtt. Hei versammele sech déi 193 Memberstaten an huelen Décisiounen iwwert déi strategesch Orientatioun, d'Finanzéierung, d'Wahl vun den Direktionsmemberen, wéi zum Beispill dem Generalsekretär.

Eng kleng Klammer maachen ech hei op. Deen aktuelle Generalsekretär, den Dokter Hamadoun Touré, war dëst Joer am März zu Lëtzebuerg op Besuch. Hien hat eng Konferenz fir d'Associatioun vun den Ingenieure gehalen. Hie war zu Besuch op der Uni Lëtzebuerg an e war och op Besuch bei eisem Premierminister Xavier Bettel. Domat weist jo och schonn déi Organisatioun, datt se souwuel Regierungen wéi Héichschoule wéi och Industrieller interesséiert. Klammer zou.

Wat sinn dann elo déi Amendementer, déi mer mat dësem Gesetz unhuelen?

D'Unions huet decidéiert, sech nach méi opzemaache fir d'Zivilgesellschaft, de Privatsecteur an déi akademesch Welt. De But vun där Ouverture ass et, fir mat deem ëmmer méi schnelle Rhythmus vun der technescher Evolution kënnen Schrëtt ze halen an esou de Bedierfnesser souwuel vun de Memberstate wéi och vun de Konsumenten entgéintzekommen.

De System vun de Kontributiounen soll méi flexibel ginn. D'Dauer vun de Conférences plénipotentiaires soll méi kuerz gehale ginn. D'Notioun vum „observateur“ soll méi large interpretéiert ginn.

Déi Reserven, déi Lëtzebuerg bei de Konferenz vun Antalya an zu Guadalajara formuléiert hat, bleiwe weider bestoen. Déi Reserven, dat sinn „des réserves pluriétatiques“, wou entweder all EU-Member oder awer eng Rei Länner déiselwecht Virbehalter hunn. Dës Reserve sinn och alleguer am Projet de loi opgezielt.

D'Chambre des Métiers huet hiren Avis de 25. November 2013 ginn an hat näischt géint de Projet anzuwenden. Datselwecht géllt fir d'Chambre de Commerce, där hiren Avis op de 5. Dezember 2013 datéiert ass. De Statsrot hat a sengem Avis vum 6. Mee 2014 just proposéiert, datt mer am Projet sollte prezisieren, datt déi Konferenzen zu Antalya an zu Guadalajara waren.

De 7. Mee 2014 sinn ech an der Kommissioun vum Enseignement supérieur, der Recherche, de Medien, der Kommunikatioun an esou weider als Rapporteur designéiert ginn. Mir sinn dem Wonsch vum Statsrot nokomm, mir hunn déi néideg Annerunge gemaach. An den 30. Juni ass de Rapport zum Projet de loi 6637 eestëmmege ugeholl ginn.

Ech bréngen dann och heimat den Accord vun der grénger Fraktioun an ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Adam. Eischten ageschriwwene Riedner ass d'Madame Beissel.

Discussion générale

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virop dem Här Claude Adam en härezeleche Merci fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport. Et ass e komplizéierte Secteur, deen awer extrem wichteg ass fir Lëtzebuerg als Member vun der UIT.

Mat dësem Projet de loi regulariséiere mer eis Situatioun, well mer jo wëllen am Conseil sinn, fir och bei den TICen ze moderniséieren. D'Amendementer droe mer bien entendu, well et geet drëm, eng Ouverture ze maachen, déi zäitgeméis ass, sougutt op d'Société civile wéi de Secteur privé. Dat heescht, d'Zuel vun den Acteuren, déi gëtt verbreedert.

An dann, wat d'Reserven ugeet, déi droe mer bien entendu och, well dat si Reserven, déi jo net nëmme vu Lëtzebuerg kommen, mä déi vun der ganzer Europäescher Unions gedroe ginn, fir dass mer eis vis-à-vis vun anere Länner kënnen schützen.

Dat gesot, begrësse mir dëse Projet, a bien entendu bréngen ech den Accord vun der DP-Fraktioun.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Beissel. Dann huet d'Wuert d'Madame Diane Aehm.

► **Mme Diane Aehm (CSV).** - Jo, Merci, Här President. Och ech géif dem Rapporteur Claude Adam villmools Merci soe fir säin exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport. Wéi scho gesot, mir huelen haut verschidde Changementer un, déi schonn 2006 an 2010 ënnerschriwwen gi sinn. Als CSV begrësse mir dës Changementer ausdrécklech. Mir sti voll do derhannert. An ech ginn heimadder och den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och. Nächste Riedner ass den Här Yves Cruchten.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Här President, da soe mir och dem Här Claude Adam villmools Merci fir säin detailléierte Rapport. Deenen Erklärungen, detailléierten Erklärungen, déi en eis elo ginn huet, ass näischt méi bäizéifügen, an duerfir kënnen mir dann och dee Projet matdroen als sozialistesche Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Leschten... Ah, den Här Kartheiser! Ech hat lech net agedroen. Dir hutt awer d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci fir d'Wuert. Och mir schlëissen eis dem Merci un de Rapporteur un. Ech mengen, et wor ganz interessant, all déi Erklärungen, historischer an technescher, ze héieren. Mir hu just zwou Bemierkungen, wat den Text ugeet.

Dat Éischt ass, wat d'Reserven ugeet. Et ass scho richtig, datt der do eng Partie derbäi sinn, déi am Kader vun der Europäescher Unions ugeholl goufen. Et steet awer am Rapport vum Här Adam, et wäeren «principalement des remarques formulées conjointement avec les autres États membres». Wann dat esou ass, da wiere mir interesséiert, fir ze wëssen: Wat sinn dann elo déi national Suergen, wou mer eben net mat deenen aneren zesummeginn? A wat sinn do déi Reserven, déi elo Lëtzebuerg selwer huet? An aus wéi enge Grënn?

Déi zweet Bemierkung, déi betrëfft eng allgemeng Suerg, déi d'ADR huet, wat eis Kontributiounen bei internationalen Organisatiounen ugeet. Mir soen, mir solle selbsterständlech e Bäitrag bezuelen, awer proportional zu deem, wat aner ähnlech State bezuelen. Elo ass et esou, datt an deenen Annerungen, déi mer haut hei unhuelen an déi mir och als ADR gär matstëmmen, awer eng Dispositioun steet, déi seet, de Systeme des contributions géif méi flexibel ginn.

Gläichzäitig gesi mer an deenen Dokumenter, déi mer haten, datt awer elo keng Incidences budgétaires, op jidde Fall emol fir dëst Joer, virgesi sinn, wat de Statsbudget ugeet. Eis Fro ass also dohier: Plangt d'Regierung iergendeng Annerung, wat eis Kontributiounen ugeet? Oder huet déi do Dispositioun iergendwelch Implikatiounen op laang Siicht fir de Statsbudget? Oder bezuele mer eng Kontributioun, déi proportional ass zu deem, wat aner Länner da bezuelen, ouni doriwwer erauszegoen?

Ech soen lech villmools Merci.

► **M. le Président.** - Merci och. Nächste Riedner ass den Här Justin Turpel.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - D'UIT huet u sech eng wichteg regulativ Funktioun, déi net

soll a Fro gestallt ginn. Déi betrëfft haut net méi wéi am Ursprung den Telegraf an duerno den Telefon, mä déi huet sech weiderentwéckelt iwwert d'Mobilnetzer bis hin haut zum Internet.

Dat, wat mer haut diskutéieren oder approuvéieren, ass am Fong geholl dat, wat schonn 2006 respektiv 2010 ausgehandelt ginn ass. Mir stëmmen och do derfir, well mer grosso modo déi regulativ Aspekter, déi dodraner sinn, guttheeschen. Och wa mer net onbedéngt mat alle Reserven, déi Europa do ënnerschreift, d'accord sinn, zum Beispill wat d'Souveränitätsrechter iwwert de Loftraum ugeet, iwwert dem Äquator, déi déi Länner fir sech verlaangen a wou Europa net d'accord ass, well se och do wëlle mat hire Satelliten hin. Et wier och schwéier, fir et anescht ze maachen, mä do ass eng Kontradiktioun, déi ni geléist ginn ass.

Et muss een awer trotzdeem drop hiweisen, dass déi nächst Konferenz, wou Diskussiounen bestinn, bevirsteet am Dezember 2014. Et muss een och drop hiweisen, dass d'UIT net déi eenzeg Instanz ass, déi regulativ Aufgaben an deem dote Beräich huet.

Ech gräife just eng eraus, dass d'ICANN, déi am Fong geholl déi ganz DNSen, Internetadressen, High-level-Domänen an esou weider géréiert a wou et och Bestriewunge gëtt... D'ICANN ass am Fong geholl méi also eng Struktur, déi en place gesat ginn ass vun den Utilisateuren, déi awer ganz gutt funktionéiert.

Et sinn awer eng Rei Regierungen, déi wëllen der ICANN hir Attributiounen ewechhuelen, grad am Beräich vun den Domänen a vun den High-level-Domänen a vum Internet, a wëllen déi un d'UIT ginn. Wat als Konsequenz hätt, wann d'UIT dat géif unhuelen, dass net méi d'Utilisateuren dat géife kontrolléieren, mä Statene, an dass d'Domänen an d'Aushandele vun, d'Zouweisung vun Domänen am Internet géif e Spill ginn tëschent Statene a Regierungen, wat eng ganz aner Nues gëtt, wéi dat de Moment de Fall ass.

Op wat ech eraus wëll, ass dat, fir ze soen, mir sollen net nëmme nodréiglech Konventiounen an Annerungen approuvéieren, mä mir sollen eis och d'Moyene ginn, fir esou Saachen am Virfeld ze diskutéieren. Well dat do wäert eng vun den Diskussiounen am Dezember 2014 sinn. Mir solle wierklech kucken, wéi eng Moyenen dass mer eis kënnen ginn, fir déi Diskussiounen do am Virfeld ze féieren an net herno einfach just ofzehaken, nodréiglech ofzehaken, wat diskutéiert ginn ass. Well dat am Virfeld ze diskutéieren, ass déi richtig Aart a Weis, fir Afloss ze kréien op dat, wat op eis zoukënn a wat mer duerno da gudde Gewëssens kënnen approuvéieren.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci och. Domat hu mer d'Diskussionsronn ofgeschloss. An d'Wuert huet d'Regierung, den Här Statsminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias.** - Merci, Här President. Fir d'Éischt wëll ech och dem Rapporteur e grouse Merci soen. En huet et gesot, dass de Secrétaire général vun der UIT, den Här Touré, zu Lëtzebuerg war. An et soll een net hei mengen, dass d'UIT a Lëtzebuerg kee Lien hätten, esou wéi ee kéint mengen, dass dat..., ob mir elo cotisationsméisseg wéi, wat oder wou.

Ech wëll just soen, dass mir du point de vue Satelliten ee vun deene Gréissten - ee vun deene Gréissten! - op dësem Globus sinn an dass d'UIT eng ganz grouse Roll huet och an deene Secteuren, déi se huet, an dass dowéinst d'Aarbecht, déi d'UIT mécht, an d'Zesummenaarbecht, déi mer mat Lëtzebuerg hunn - well mir sinn ëmmer Demandeur fir kënnen Frequenzen och ze kréie fir d'Satelliten an och fir d'Satellite kënnen op Orbit ze setzen -, dofir och ganz wichteg ass, an et ass ganz wichteg, dass déi gutt Relatiounen mat der UIT bestinn.

Mir sinn och Membre fondateur vun der UIT. Dat heescht, et ass näischt Neies. Mir hunn och dës le départ do eis Memberschaft erkläert.

A wéi ech gesot hunn, et ass ee Secteur, dat ass dee vun der Radiocommunicatioun, dat ass deen, dee justement och d'Utilisatiounen vun de Frequenzen, de radioelektrische Frequenzen och regelt an dee wierklech vun enger ganz, ganz grousser Wichtigkeet ass och fir eis Gesellschaft, déi zu Betzder ass.

Ech ginn elo net an den Detail an iwwer wéi oft d'Sitzungen tagen oder wien dohinner kënn. Ech hunn zwou prezis Froen gestallt kritt, da wëll ech och dorop äntwerten.

Déi éischt ass déi Reserv. Déi Reserv ass am Fong, well den 3. Dezember 1976 eng ganz Rëtsch vu Länner, déi um Äquator sinn, gesot hunn, si hätte gär eng Reserv a si hätte gär re-



servéiert Plazen. Déi hunn nämlech gefrot «conférent aux pays équatoriaux des droits souverains sur certaines portions de l'orbite des satellites géostationnaires, et qui est mis en cause par les États signataires de la contre-réserve.» Dat heescht, dat wor den 3. Dezember 1976, wou déi Länner dat gefrot hunn, a säitdeem gëtt et eng Contre-réserve, wou och Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet; ausser Kolumbien, déi säitdeem och op hir Reserv verzicht hunn.

A wéi gesot, iwwert de finanziellen Impakt, ech hunn net Kenntnis, dass do sollt eppes geännert ginn. Ech hunn och dem Här Touré gesot, dass fir d'Kontribution vum de Länner et am Moment net opportunt wier, wann do eppes géif änneren. Dat wier delikat, de Leit ze soen, mir géifen op där enger Säit gäre spueren an op där anerer Säit géife mer d'Kontributionen erhéijen.

Ech muss lech awer just soen, dass et fir verschidde Länner dramatesch wier, wa se bei der UIT net kéinten um Dësch sëtzen, well se hir Cotisatioun net bezuele kënnen. Well do, wou mir heiansdo soen, et wier deier, fir verschidde Länner ass dat ganz, ganz vill méi. An dowéinst gëtt et vläicht och heiansdo Solidaritéit an internationalen Organisationen, déi och gefrot gëtt.

Mä wéi gesot, ech hunn déi Demande nach net elo kritt, fir do e Rééquilibrage ze maache vum de Cotisatiounen. A wann dat de Fall wier, kann ech gäre bei d'Chamberskommission da kommen, fir hinnen dat da matzedeele. Ech si frou op jidde Fall, wa mer hei eng grous Zoustëmmung kréien.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och der Regierung. Mir géifen dann iwwert den Ensembl vum Projet de loi 6637 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6637 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6637 ass unanime uegheoll.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Diane Adehm), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Losché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser);

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber och bereet, d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Jo. Dann ass dat esou décidéiert. Merci.

Mir géifen dann zum nächste Projet iwwergeen. Dat ass de Projet de loi 6640 an do geet et ëm eng Konvention iwwert déi Universell Postunioun. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht.

An d'Rapportrice, d'Madame Tess Burton, huet direkt d'Wuert.

11. 6640 - Projet de loi portant approbation

- **du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle,**

- **du Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union postale universelle,**

- **des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole final, signés au Congrès postal universel de Genève, le 12 août 2008**

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias, des Communications et de l'Espace

► **Mme Tess Burton (LSAP), rapportrice.** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den 20. Dezember d'lescht Joer ass de Projet de loi 6640 vum Ausseminister Jean Asselborn déposiert ginn. Mat deem Gesetzesprojet huele mir verschidde Protokoller un, déi d'Union postale universelle betreffen.

Et handelt sech dobäi ëm den achte Protocole additionnel vum der Constitution vum der Union postale universelle an ëm den éischte Protocole additionnel vum Règlement général vum der Union postale universelle. A mat deem Projet ginn och verschidde Ännerungen an der Konvention vum der Union postale an am Ofschlossprotokoll uegheoll, déi béid um Weltpostkongress den 12. August 2008 zu Genève ënnerschriwwen gi sinn.

Erlaabt mer, fir d'Éischt e puer Wieder der Union postale ze soen.

D'Union postale universelle, op Lëtzebuergesch de Weltpostveräin, ass 1874 gegrënt ginn an ass säit 1948 eng Sonderorganisation vum de Vereenten Natiounen. D'Union postale universelle, ofgekierzt UPU, huet hiren Haaptsätz an der Schwäiz zu Bern an zielt de Moment 192 Memberstaten, dorënner eben och säit 1875 Lëtzebuerg.

Sënn an Zweck vum Weltpostveräin ass d'Regelung vum der internationaler Zesummenaarbecht vum deenen nationale Postadministrationen am Kader vum internationale Postverkéier. D'Haaptaufgab vum der Union postale universelle besteet doranner, déi weltwäit an zäitno Zoustellung vu Bréiwer a Päck iwwert d'Landes- a Sproochegrenzen eraus sécherzestellen.

D'Noutwendegkeet vum enger Instanz wéi der UPU gëtt däitlech, wann ee sech d'Zuelen ukuckt, déi dat weltwäit Postwiese beschreiben: 5,3 Milliounen Leit schaffe weltwäit bei der Post, 642.000 Postbüroer ginn et op der ganzer Welt an 346 Milliarde Bréiwer a 6,5 Milliarde Päck ginn all Joers verschéckt.

Eng ganz praktesch Bedeitung fir deen eenzelne Postclient huet de Weltpostveräin virun allem dann, wa Bréiwer oder Päck verluer ginn. Fir dese Fall ass et d'UPU, déi en Entschiedungsbetrag agefouert huet an nach bis haut festleet. Et ass och de Weltpostveräin, deen d'Coupons-réponse internationaux erausgëtt. Dës Coupone kënnen an all Land vum der Welt an Timberen ëmgetosch ginn an d'UPU bezilt d'Präisdifferenzen zu deene verschidde Länner.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de 24. Kongress vum der Union postale universelle huet vum 23. Juli bis den 12. August 2008 op Invitatioun vum der Schwäizer Konföderation stattfonnt. 180 Membere vum der UPU waren op deem Kongress representéiert. Hei goufen eng Rei vun Dokumenter ënnerschriwwen, déi d'Zukunft vum de Postdëngschter betreffen.

Bei der Ënnerschrëft vun deenen Akten huet Lëtzebuerg sech der Deklaratioun vum de Memberstäte vum der Europäescher Unioun ueggeschloss, fir d'Akte vum Kongress vu Genève am Respekt vum europäeschen Traité an de Regele vum „Accord général sur le commerce des services“ vum der Welthandelsorganisation ze applizéieren.

Den Arrangement iwwert d'Bezuelservicer vum der Post gouf net um Kongress vu Genève geännert, mä Lëtzebuerg huet deenen Arrangement zu Genève weider verlängert an ënnersträicht domat weiderhin de Wellen, un deem Arrangement festzehalen.

D'Haaptännerungen, déi zu Genève beschloss gi sinn, betreffen de strategesch, de finanziellen, de legislativen an den organisatoresche Plang vum der UPU. Wat de strategesch Plang ubelaangt, sou huet de 24. Kongress vum der UPU sech Richtung Zukunft orientéiert a sech als Zil gesat, d'Postdëngschter méi a Richtung vun den neien Technologien ze entwéckelen. D'Poststrategie vum Nairobi, déi formal um Kongress 2008 uegheoll gouf, ass als Instrument gewielt ginn, fir dës Zil ze errechen.

De Kongress huet ausserdeem décidéiert, d'Post an hir elektronesch Dëngschter ze moderniséieren an den EMS, den Express Mail Service, duerch nei Servicer ze erweideren. Aner wichteg Décisiounen betreffen d'Afféierung vun engem System fir d'Frais terminaux, dee sech un de Käschten orientéiert.

Wat de finanzielle Plang ubelaangt, esou huet de Kongress e méi flexibel Finanzéierungsmodell uegheoll, deen et de Memberstaten erlaabt, an der Zäit tëschent zwee Kongresser, déi all véier Joer stattfannen, eng Bäitragklass ze wälen, déi iwwer hirer aktueller läit. Dës Flexibilitéit soll et erlaben, zukünfteg budgetär Defiziter auszegläichen, déi d'Ëmsetzung vu ver-

schiddeenen Entscheedungen an ambitiöse Projekte kéinte gefährden.

Um legislative Plang da gouf d'Definition vum „pays membre“ duerch déi vum „opérateur désigné“ ersat, dës fir der Liberalisatioun vum Postsecteur Rechnung ze droen. D'Regime vum der Responsabilitéit an der Reklamatioun goufen och der aktueller Praxis uegepasst.

Dann, um organisatoresche Plang, huet de Kongress en neie Verwaltungsrat an en neie Conseil d'exploitation postale gewielt, mä Lëtzebuerg huet fir des zwee Organer awer keng Kandidatur gestallt.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 6. Mee 2014 säin Accord fir dese Projet ginn an hat just nach eng Ännerung vum Titel virgeschloen. Dës Ännerung gouf och vum der Chambre de Commerce proposéiert, déi och hiren Accord zu deem Projet ginn huet. D'Kommission huet des Ännerung vum Titel och uegheoll. An d'Chambre des Métiers huet an hirem Avis dem Projet och zugestëmmt. Mäi schrëftleche Rapport gouf dunn den 30. Juni dës Joer unanime an der Kommission uegheoll.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer zum Schluss nach e puer kleng Remarques:

D'Approbatioun vum den Décisiounen, déi elo um 25. Kongress vum 2012 geholl gi sinn, wäerten den Objet vum engem anere Projet de loi ginn, well all Ännerung soll eng formell Approbatioun duerch en nationaalt Gesetz kréien.

D'Lëtzebuurger Post ass och net ofhängeg vum der formeller Approbatioun vum deemem Gesetzesprojet, well si muss elo schonn déi international Obligatiounen, déi sech aus deenen internationalen Texter erginn, an der Praxis uwenden.

De finanzielle Bäitrag, dee Lëtzebuerg bei der UPU muss bezuelen, fir Member ze sinn, entsprécht enger Eenheet bei der UPU, an dat waren 2013 34.543,50 Euro.

Ofschléissend soen ech lech Merci fir d'No-lauschteren an ech ginn natierlech den Accord vum der LSAP-Fraktioun zu deemem Projet de loi.

Merçi.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Burton. Dann huet d'Wuert déi éischt ageschriwwen Riednerin, d'Madame Diane Adehm.

Discussion générale

► **Mme Diane Adehm (CSV).** - Merci, Här President. Ech géif vläicht direkt der Rapportrice, der Madame Tess Burton, villmoos Merci soe fir hiren ausféierleche Rapport, an och, dass se schonn en Ausbléck ginn huet iwwert dat, wat an Zukunft kënn. Et handelt sech, wéi beim Projet virun, ëm d'Approbatioun vu verschidde Changementer aus dem Joer 2008.

Mir begrëissen dat als CSV-Fraktioun an ech ginn och heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci villmoos. Nächst Riednerin ass d'Madame Simone Beissel.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Merci, Här President. Virop och hei vum der DP-Fraktioun en häerzleche Merci un d'Madame Tess Burton fir hiren exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport an deemem ganz techneschen, awer ganz wichtege Secteur fir Lëtzebuerg.

Et geet jo hei drëm, zwee Protokoller plus d'Amendementer unzuhuelen, fir eis Situatioun ze reguliséieren. Wat ganz wichteg ass, dat ass, dass d'Strategie, déi hei verfollegt gëtt vum der UPU, eben déi ass, fir déi ganz Services postaux un déi nei technologesch Entwécklungen unzebannen a vill méi performant ze maachen. Dat ass och fir Lëtzebuerg ganz wichteg.

De Premierminister huet viru gesot, dass dee ganze Secteur fir eis wichteg ass, an d'Post gehéiert och zu dem Telekommunikatiounssystem. Mir wëlle jo an deem ganze Secteur ganz performant sinn, praktesch e Global Player. An dofir muss mer dese Projet unhuelen, dee wichteg ass fir Lëtzebuerg.

Ech brénge bien entendu den Accord vum eiser Fraktioun.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och der Madame Beissel. An d'Wuert huet den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech wollt just der Rapportrice Merci soe fir hiren exzellente mëndlechen a schrëftleche Rapport an ech bréngen den Accord vum der grénger Fraktioun fir dese Projet de loi.

► **M. le Président.** - Merci villmoos. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmoos Merci, Här President. Och vum eiser Säit aus der Madame Burton e grouse Merci fir hire ganz flotten a komplette Rapport.

Mir hunn hei an deemem Projet eng Situatioun, déi e bëssen ähnlech ass wéi déi viru bei der Union internationale des télécommunications, asouwäit, dass et hei eng finanziell Dispositioun drasteet, déi de Memberstaten et erlaabt, fir eng „classe de contribution supérieure à la leur“ ze wälen an der Period tëschent zwee Kongresser.

D'Fro ass also och hei: Gëtt Lëtzebuerg dovunner betraff oder huet d'Regierung wëlles, eng Classe de contribution supérieure ze huelen? Ech mengen, déi Fro ass an enger Zäit, wou mer mussen jo e bësse spueren, méi wéi berechtigt!

Dovunner ofgesinn, si mir natierlech och frou iwwert déi Adaptatiounen, well ech mengen, et besteet jo ouni Zweifel - an et ass och gutt esou - e grouse Konsens, dass mer wëllen an deem doten Domän wierklech e Spëtzerreider op der Welt sinn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. A leschte Riedner ass den Här Justin Turpel.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Merci. Also mir schwätzen hei wuelverstanen iwwert de 24. Kongress, deen 2008 zu Genf war, a vum deem, wat do décidéiert ginn ass, haaptsächlech op zwou Ebenen: nei Technologien, wat gesot ginn ass, mä awer och déi aner Ebene, déi een net soll ignoréieren, dat ass déi weider Liberaliséierung vum Telekommunikatiounsberäich. Dat bréngt jo mat sech, ënner anerem: Memberlänner ginn ersat duerch Opérateuren, Dëngschtleeschunge ginn ersat duerch Wuere. An dat ass e Prozess, dee vum dem GATT, vum AGCS an iwwert d'OMC an d'WEE geleet ginn ass, deen net nëmme Guddes mat sech bréngt.

An et ass och dowéinst, wou mir eis bei deemem Projet wäerten enthalen.

Dann ass geschwat gi vum Bléck an d'Zukunft. Wann d'Zukunft awer 2012 ass, dann ass dat schonn u sech e bësse witzeg oder e bësse signifikativ fir d'Aart a Weis, wéi mer hei schwätzen! De 24. September 2012 war zu Doha am Katar dee 25. Kongress. An do wäert eis dann och soss näischt méi iwwreg bleiwen, wéi just nach dat ofzeseenen oder ze refuséieren - mä dat wäert jo hei wahrscheinlech d'Majoritéit net maachen -, wat do uegheoll ginn ass.

An dann, wa mer wierklech vum der Zukunft wëlle schwätzen, da misste mer de 26. Kongress kucken, deen 2016 stattfënn; en ass jo all véier Joer. An do maachen ech deen nämlechten Appell wéi bei deemem Projet virun: ob mer net d'Méiglechkeet emol géife fannen, ob mer eis net d'Moyene solle ginn, fir am Virfeld ze diskutéieren, besonnesch an esou sensibele Beräicher wéi deem vum der Liberaliséierung vum effentlechen Dëngschtleeschungen.

An zum Schluss stellen ech mer d'Fro, an ech wëll och der Chamber d'Fro stellen, ob esou Projekte wéi déi hei, déi trotzdeem international Konventiounen sinn, ob déi net missten hei mat enger Majoritéit qualifizéiert ofgestëmmt ginn, fir uegheoll ze ginn.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Turpel. An elo huet direkt d'Regierung d'Wuert, den Här Statsminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias.** - Här President, ech mengen, hei ass alles gesot ginn. Ech wëll och der Rapportrice Merci soe fir de Rapport. An esou, wéi och elo just vum Virriedner gesot ginn ass, dat heite sinn d'Konklusione vum der Sitzung, déi zu Genève stattfonnt huet. An déi vum Doha, déi Enn 2012 stattfonnt huet, wäerten an engem separate Projet de loi och hei déposiert ginn.

Dem Här Kartheiser seng Fro - ech soen et nach eng kéier hei, iwwert d'Wichtegkeet vum den Telekommunikatiounen: Hei steet dran, dass et géif erlaben, duerch déi aner Kontributionen, vläicht Projeten ze maachen, déi ee soss net kéint maachen, déi awer am Intérêt vum der Union internationale och wieren. Et soll een an cas par cas kucken, soen ech lech ganz éierlech. Menger Meenung no sinn einfach verschidde Länner, déi gesot hunn: Mir wëllen net eng Erhéijung. An dofir war dat d'Komproméssléisung, wou gesot ginn ass: Ma

déi, déi wëlle méi héich kontribuéieren, kënnen da méi héich kontribuéieren.

Wa Projekte sinn, déi net méiglech sinn ze maachen, wann d'Kontributiounen net gehéicht ginn, dann hunn ech kee Problem, fir och meng politesch Responsabilitéit bei lech sichen ze kommen, fir ze kucken, ob mer dat solle maachen oder net. Mä, wéi gesot, fir elo einfach ze soen, mir héijen, ouni ze wësse firwat, do gesinn ech och net eng Ursach derfir.

An ech géif mech och freeën, wa mer hei eng Majoritéit, eng grouss Majoritéit op jidde Fall, Här President, fir dee Projet hätten.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Statsminister. A mir géifen dann och direkt zum...

(Interruption)

Jo? Parole après ministre?

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Jo.

Ech hunn d'Fro gestallt vum Vote, vun der Majoritéit qualifizéiert. An déi aner Fro, déi ech dem Statsminister gestallt hat, war déi, ob mer net sollen - scho beim Projet virdrun an och elo hei nach eng Kéier -, ob et net méi Sënn géif maachen, mir géifen am Virfeld iwwer esou Saachen, iwwer esou Themaen diskutéieren. D'Regierung, déi huet de Kalenner vun deem, wat usteet. Et wier da gutt, wann d'Regierung eis géif zur Zäit informéieren.

An deem Zesummenhang stellt sech och d'Fro, ob et net méi korrekt wier, d'Vertrieder vun der Regierung géife mat engem Mandat op esou Sitzung goen, déi awer nëmmen all véier Joer stattfannen a wäicht Décisiounen huelen. Ech wollt awer do nach eng Kéier nohaken, fir do zu deenen zwou Saache Prezisiounen ze kréien.

Merci.

► **M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias.** - Här President.

► **M. le Président.** - Här Statsminister.

► **M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias.** - Parole après député dann.

Ech wollt just hei ennersträichen, dass déi Konferenz dräi Woche gedauert huet. An do ass och eng Dynamik an enger Konferenz. A wa mir au préalable an all Konferenz, international Konferenz, wou mer ginn, mussen soen, mir kënnen näischt decidéieren, well mer net wëssen, wat eis Chamber doriwwer seet! Hei si jo Dispositiounen, wou mer der Meinung sinn, dass se am Intérêt vun der Saach sinn.

An zu Lëtzebuerg war nach ni e Mandat préalable gefrot ginn, ob dat elo fir en Europäesche Conseil ass, ob dat fir Dispositiounen um europäeschen Niveau oder bei internationale Gremien ass. Wann dat eng nei Fuerderung vun der Majoritéit sollt sinn, soll een dat maachen. Mä ech mengen, dass dës Dispositioun kompatibel sinn zu där Politik, déi mer och eis engagéiert hunn, fir déi nächst véier an en halleft Joer mindestens nach ze maachen.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Statsminister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet 6640 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6640 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

59 Deputéiert hunn um Vote deelgeholl, 57-mol Jo, 2 Abstentounen, wou ech dovun ausginn, dass déi motivéiert sinn. De Projet ass domat ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden (par Mme Nancy Arendt), Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Diane Adehm), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spatz, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete verfassungsméissege Vote ze ginn?

(Assentiment)

Dat ass dann esou decidéiert. Merci.

Dee leschte Projet vun eiseim Ordre du jour ass de Projet de loi 6420 iwwert de Fonds National de la Recherche. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. De Rapporteur, den Här Bauler, steet scho prett.

Den Här André Bauler huet d'Wuert, fir de Projet ze presentéieren.

12. 6420 - Projet de loi

- modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un Fonds National de la Recherche dans le secteur public;

- modifiant la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, nieft dem Pisa-Wëssensmagazin, deen elo scho fënnel Joer op der Tëlee leeft an deen een net méi spéit wéi de leschte Sonndeg fir déi 85. Kéier kucken konnt, gehéieren de Science Festival oder och nach d'Chercheurs à l'école zu deenen Initiativen, déi de Fonds National de la Recherche an d'Liewe geruff huet a finanziell ennerstëtz, fir d'Effentlechkeet fir méi Fuerschung hei zu Lëtzebuerg ze sensibiliséieren.

Den FNR huet sech an de leschte 15 Joer zu engem wichtege Partner entwéckelt, wann et drëm geet, d'Kultur vun der Wëssenschaft ze promovéieren. Och de Science Festival ass eng eemoleg Geleeënheet, fir den Dialog tëschent der Wëssenschaft an der Gesellschaft ze féieren. Den FNR ennerstëtz d'Promotioun vun der Kultur, der wëssenschaftlecher Kultur. Dat ass extrem wichtig, fir bei eiser Jugend den Appetit an den Intérêt un de Wëssenschaften ze erwächen a waakreg ze halen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech méi genee op de Gesetzesprojet u sech aginn, erlaben ech mer, desen Text a méi e generelle Kontext ze stellen. Am 21. Jorhonnert hânt de Räichtum vum Land méi wéi jee vum Wësse vu senger Bierger of. Eise Wuelfstand wäert ëmmer méi op wëssenschaftlech Entwécklungen an op déi technologesch Uwendungen vun deem neie Wëssen opgebaut sinn. Dofir ass et essenziell, datt mir als Land a Fuerschung, Entwécklung an an d'Innovatioun investéieren, fir eis Zukunft ofzeséieren.

D'Fuerschung, a besonnesch déi effentlech Fuerschung, déi jo iwwert den FNR ennerstëtz gëtt, soll sech virun allem mat de wichtege Eerausforderunge vun eiser Zäit beschäftegen. An de leschte Joren huet sech kloer gewisen, datt déi Länner, déi eng zolidd Fuerschungsbasis hunn, d'Kris besser bewältege konnte wéi Länner, déi net esou staark an d'Fuerschung investéiert haten. Eis Fuerschungslandschaft gouf an de leschte Joren diversifizéiert. Stat an FNR hunn dozou hire respektive Bäitrag gelescht.

Et gouf och néideg, eise Fuerschungssystem ënnert d'Lupp ze huelen a kritisches ze belichten. Mëtt des leschte Jorzéngts ass desen Exercice an d'Wëe geleet ginn. 2005 huet déi deemoleg Regierung der OECD dofir eng Analys an Evaluatioun vun eiseim nationale Fuerschungs-, Innovatiouns- an Entwécklungsdispositif uvertraut. Och d'Stärkten an d'Schwächte vum effentleche Recherches-System goufen analyséiert.

De Fonctionnement vun FNR gouf 2010 bewäert. Op Basis vun all deenen Evaluatiounen gouf festgehalen, fir déi gesetzlech Ännerunge virzehuelen, déi sech onweigerlech opdrängen. De Gesetzesprojet, dee mir haut guttheesche sollen, huet als Zil, dat modifizéiert Gesetz vum 31. Mee 1999, dat den FNR an effentleche Secteur geschafen huet, an dat modifizéiert Gesetz vum 12. August 2003, dat d'Uni Lëtzebuerg an d'Liewe geruff huet, ze adaptéieren.

Ech wëll nach eemol drun erënneren, datt den FNR geschafe gouf, fir de Fuerschungsaktivitéiten am effentleche Secteur eng zousätzlech Impulsioun ze ginn, dëst mat enger duebeler Missioun. Engersäits goung et mam FNR-Gesetz drëm, fir Gelder ze sammelen, ze verwalten an anzesetzen, déi aus effentlechen a private Quelle kommen, fir um nationale Plang d'Recherche an déi technologesch Ent-

wécklung am effentleche Secteur ze ennerstëtzten. Anerersäits ass et drëms gaangen, e permanente Reflexiounsprozess ze féieren, mat Hëllef vun deem déi national Fuerschungspolitik opgrond vu wirtschaftlechen Donnéeën kann orientéiert ginn.

Den FNR gëtt aus dem Statsbudget finanziert, mä an de leschte Joren huet den FNR et ëmmer nees fäerdegbruecht, Drëttmëttel aus den europäesche Fuerschungsprogrammer ze kréien, dëst an der Héicht vun 3% bis 5% vu senger Reetten. Em 4% vun den Dépense ginn zurzäit an d'Personalkäschten, 2% an d'Promotioun vun der Fuerschung an em déi 90% fléissen a Projeten, déi zesumme mat der Uni, de CRPen, dem CEPS, dem Stateg, dem CHL, dem Naturhistorische Musée an dem Statslabo souwéi anere Partner ëmgesat solle ginn.

Den FNR ennerstëtz d'Recherche am effentleche Secteur mat engem diversifizéierte Portfeuille vun Instrumenter, denke mer un thematesch a strukturell Fuerschungsprogrammer, Begleedungsmoosnamen oder Hëllef fir Formation-Recherche. D'Entwécklungen an der Fuerschung an an der Innovatioun am leschte Jorzéngt hu kloer gewisen, datt den FNR op legalem Plang ugepasst muss ginn. Heibäi geet et och drëm, d'Recommandatiounen vun der OECD a vum Cabinet d'experts zumindest deelweis ëmzesetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 6420 gouf den 3. Abrëll 2012 duerch den deemolegen Héichschoulminister François Biltgen déposéiert an nieft dem Statsrot vun der Salariaats-, der Handels- an der Statsbeamtekummer aviséiert. Fir den Detail vun de legislativen Aarbechten erlaben ech mer, op de schrëftleche Rapport ze verweisen.

D'Gesetzesmodifikatiounen situéieren sech op sechs Niveaue. Ech wëll se hei kuerz résuméieren.

Éischtens: D'Missioun vum FNR ginn à jour gesat. De Gesetzesprojet klarifizéiert d'Aufgabe vum FNR, andeems an d'Natur an d'Ziler vum Fong senger Aktioun preziséiert an andeems an d'Roll vum FNR als Haaptinstrument an als Bailleur de fonds an der Regierung hirer Fuerschungspolitik gesäit. Dese Projet féiert och d'Notioun vun der Valorisation vun de Resultater an der effentlecher Fuerschung an. Et geet also och drëm, fir derfir ze suergen, datt d'Fuerschung um Terrain hire gréisstméiglechen Nidderschlag féint.

Zweetens: De Krees vun de Bénéficiaire soll erweidert ginn. Dese Krees gëtt folgendermoossen definéiert: Et sinn dat d'Établissements publics, déi d'Recherche als Haaptmissioun an hirer Base légale ageschriwwen hunn; effentlech Organismen, Services an Etablissementer, déi an den Domänen, déi si betreffen, Fuerschungsaktivitéiten ennerhuelen; d'Associatiounen an d'Fondatiounen ouni Gewënnzweck, déi dem modifizéierte Gesetz vum 21. Abrëll 1928 ennerleien an déi Fuerschungsaktivitéiten ennerhuelen an deenen Domänen, déi si uginn. Si brauchen awer en Agrément vum Minister.

Drëttens: Fir d'Autonomie vum FNR ze stärken, gesäit de Gesetzesprojet vir, datt d'Relatiounen tëschent dem FNR an dem Stat duerch eng méijährig Konventioun geregelt ginn, déi engersäits déi allgemeng Politik vum FNR, seng strategesch Choixen, seng Aktivitéiten a seng Ziler festhält an op där anerer Säit d'Mëttel definéiert, déi de Stat dofir zur Verfügung stellt.

Véiertens: D'Governance vum FNR gëtt nei definéiert. Den FNR setzt sech aus zwee Organer zesummen, dem Verwaltungsrot an dem wëssenschaftleche Rot, dem sougenannte Conseil scientifique. Fir d'Autonomie vum FNR ze stärken, ginn d'Rolle vun deenen zwee Organer nei definéiert. An deem Kader gëtt och eng méi kloer Trennung tëschent den Aufgabe vum Conseil d'administration an deene vum Generalsekretär agefouert. De Verwaltungsrot ass fir d'Strategie zoustänneg, während de Generalsekretär fir d'Ëmsetzung vun deser Strategie responsabel zeechent.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Mat deem Projet soll de Verwaltungsrot an Zukunft nëmmen nach mat externe Perséinlechkeeten, déi also vun ausserhalb vum FNR a senger Bénéficiaire kommen, besat ginn. Dës Leit ginn ausgewielt en fonction vun hirer wëssenschaftlecher Kompetenz an hirer Expertise, och um Terrain vun der Valorisation vun der Recherche. D'Zuel vun de Membere geet erof vun 12 op 9.

Déi automatesch Verriedung vu verschiddene Ministären am Verwaltungsrot gëtt ofgeschafft. Am Géigenzuch gesäit de Projet vir, datt d'Funktioen vum Regierungskommissär agefouert gëtt. Dese participéiert un de Sëtzunge vun Verwaltungsrot mat beroderen Stëmm, kann awer Décisiounen an suspens halen, wa se net de Reglementer oder de Kontrakter mam Stat entsprechen.

De Verwaltungsrot vum FNR muss och net méi all Entscheedungen, déi mat der Verwaltung vum Fong ze dinn hunn, huelen. De Conseil d'administration definéiert déi generell Politik an d'Strategie vum FNR am Kader vun der pluriannueller Konventioun. Et ass de Generalsekretär vum FNR, deen de Chef vum Exekutiv ass an deen den FNR dirigéiert, deen déi deegleche Entscheedungen an der Gestiou vum FNR hëlt. Hie rapportéiert regelméisseg un de Conseil d'administration. Dese Gesetzesprojet verstärkt also d'Roll vum Generalsekretär. Am Gesetz vum 1999 hat hie virun allem eng administrativ Aufgabe.

Wat de Conseil scientifique ugeet, esou gëtt deen an deem Sënn reforméiert, datt an Zukunft d'Bénéficiaire vum FNR, y compris d'Uni, net méi an deem Gremium vertruede sinn. Dëst geet jo och aus de Recommendatiounen vun der OECD ervir. Dëst ass noutwendeg, fir datt d'Entscheedungen an aller Transparenz an Neutralitéit geholl kënnen ginn.

Fënneftens: Den Dispositif vun den Aides an der Formation-Recherche gëtt modifizéiert an deem Sënn, datt och Écoles doctorales oder Fuerschungsschoulen iwwert de Wee vun den Aides à la Formation-Recherche finanziert ginn. D'Bewertungskritäre fir dës kollektiv Subventiounen applizéieren sech net op den individuelle Projet, mä op de méijährige Programm vun der École doctorale. Dës Dokterschoule ginn net nëmmen eng wëssenschaftlech Kultur mat op de Wee, mä droen och maassgeblich dozou bäi, datt déi jonk Chercheuren - dat ass wichtig - an d'Beruffsliewen integréiert ginn.

Lëtzebuerg stet am europäesche Kontext scho ganz vir, wat d'sozial Ofsécherung vun de Chercheuren ugeet, an och bei deenen, déi eréischt an der Recherche ufänken. Well a ville Länner d'Doktorande sech nach ëmmer mat Boursen ouni Aarbechtsvertrag, ouni integréiert Sozial- a Pensionsversécherungen zefridde musse ginn, hunn d'Doktoranden an d'Postdoktoranden hei zu Lëtzebuerg dee Virdeel, datt si enner engem Aarbechtsvertrag kënnen schaffen.

Sechstens: Zum Schluss ass nach ze bemerken, datt dese Projet de Joi d'Fonctionarisatioun vun den Employés d'État virgesäit, déi am Département Recherche an Innovatioun vum Héichschoulministère schaffen. Well et am aktuelle Gesetz keen effektive Kader gouf, hunn d'Renforcementer u Personal sech iwwert de Wee vu Rekrutement an der Carrière vum Employé d'État gemaach. Well dës Agenten awer Aufgabe wouerhuelen, déi mat der Ausféierung vun de souveräne Missioun vum Stat ze dinn hunn, solle si an Zukunft vum Statsbeamtestatut bénéficiéieren.

Madame Presidentin, fir den Detail vun de verschiddenen Aise vun de Chambres professionnelles wëll ech aus Zäitgrënn op mäi schrëftleche Rapport verweisen. Ech wëll awer e puer Punkten opgräifen, déi de Statsrot a sengen Avisen opgeworf huet. De Conseil d'État huet säin Avis den 23. Oktober 2012 ginn. De Statsrot plädéiert fir eng optimiséiert Governance vum Fuerschungssektor. D'Ännerungen, déi am Gesetzesprojet virgesäit sinn, géifen zu enger Erweiderung vun de Kompetenze vum FNR féieren, ouni awer e Rééquilibrage vu sengem Interventionsfeld an eng Restrukturatioun vun den effentlechen Institutiounen, déi vum Finanzement vum FNR profitéieren, ze viséieren.

De Statsrot schwätzt sech géint d'Éligibilitéit vun effentlechen Etablissementer a Services aus, déi d'Recherche net als Haaptaktivitéit hunn an déi vun hiren eegene Budgete finanziert ginn. E schwätzt sech och géint Vereenungen a Stëtzungen ouni Gewënnzweck aus, déi vum Finanzement vum FNR kéinte profitéieren. Den FNR kéint doduerjer riskéieren, net nëmmen eng Superstruktur fir de Finanzement vun aneren Etablissementen publics ze ginn, mä och eng Adress fir Demandes de subventions de tous genres.

Wat d'Zesummesetzung vum Verwaltungsrot vum FNR ugeet, esou plädéiert de Statsrot derfir, déi geplangten Dispositioun, déi eng équilibréiert Verriedung vu Männer a Frae virgesäit, ze preziséieren an eventuell Quoten anzeféieren. De Statsrot huet sech och géint d'Asetze vun engem Regierungskommissär ausgeschwat, deen eng Supervisiounsmissioun hätt. Dës Missioun kéint senger Meinung no vun de Verwaltungs- an Direktiounsgremie vum FNR gelescht ginn.

De Statsrot huet och d'Fro vun den Immobilien opgegraff, déi an d'Kapital vum FNR ze integréieren wieren. Et kéim zu enger Opposition formelle, wann dës Immobilien, also Gebaier, Equipement, etc. net an enger separater Annex vum Gesetz opgeléicht géife ginn.

Dann huet de Statsrot sech och nach prinzipiell d'accord erkläert, fir den Employéen, déi am zoustännegen Département vum Héichschoulministère schaffen, de Statut vum Fonctionnaire ze ginn.

A sengem Avis complémentaire vum 30. Abrëll 2013 huet de Conseil d'État drop bestanen, datt d'Jetonen an d'Indemitéiten, déi de Membere vum FNR-Verwaltungsrot, vum Conseil scientifique an dem Regierungskommissär bezuelt ginn, obligatoresch iwwer Règlement grand-ducal musse fixéiert ginn.

A sengem zweeten Avis complémentaire vum 20. Dezember 2013 huet de Statsrot d'Regierungsamendement a puncto Propriété foncière vum FNR a Jetons de présence guttgeheescht. Et ass an der Kommissioun festgehale ginn, datt d'Mise à disposition vu Gebaier, Equipementer an esou weider déi bescht Lösung ass, déi zréckbehalte ka gi fir all d'Établissements publics, déi am Beräich Héichschoul, Fuerschung an Innovatioun a terme an der Cité des Sciences zu Belval implantéiert ginn.

A sengem drëtten Avis complémentaire vum 6. Mee 2014 huet de Conseil d'État sech finalement derfir ausgeschwat, eng Loi générale auszeschaffen, wat déi équilibréiert Vertriebung vum deenen zwee Geschlechter an de Verwaltungsrot vum den Établissements publics betrëfft. Am Regierungsprogramm steet nämlech geschriwwen, datt an de Verwaltungsrot vum den Établissements publics eng équilibréiert Vertriebung tëschent Männer a Frae soll sinn. Dëst wier e Piller vun der Politik, déi d'Égalité tëschent Männer a Frae promovéiert.

Fir dëst Zil ze errechen, peilt d'Regierung bis 2019 eng Representatioun vu 40% vum ennerrepresentéierte Geschlecht un. D'Kommissioun huet dofir de 24. Februar 2014 en Amendement parlementaire an deem Sënn eragerecht. De Statsrot hätt also léiwer gesinn, wann eng Loi générale zu deem Thema komm wier, well dat och vermeide géif, datt ähnlech Dispositiounen bei der Ausaarbechtung vum anere Gesetzestexten iwwersi kéinte ginn.

D'Kommissioun huet sech finalement majoritär derfir ausgeschwat, fir elo emol an deem Gesetzesprojekt an och am Projet de loi iwwert d'CRPen der Regierung hirem Wonsch Rechnung ze droen a festzehalen, datt d'Proportional vum de Membere vum Verwaltungsrot vum all Geschlecht net enner 40% ka leien.

Souwäit also zu den Avisa vum Statsrot. Fir all aner Detailler verweisen ech, wéi gesot, op mäi schrëftleche Rapport.

Zum Schluss wëll ech all deene Leit Merci soen, déi zu deem Rapport bäigedroen hunn, deen dese Méindeg 30. Juni an der Kommissioun majoritär ugeholl gouf. Merci der Presidentin an de Memberen aus der zoustänneger Héichschoulkommissioun fir hir Iwwerleeungen an hir konstruktiv Mataarbecht. E besonnesche Merci geet och un d'Madame Huberty, dat ass d'Sekretärin vun der Héichschoulkommissioun, déi déi redaktionell Aarbecht ronderëm dese Gesetzesprojekt wéi gewinnt mat vill Kompetenz an Zouverlässigkeit begleet huet. Merci och de Beamten aus dem Héichschoulministère, déi der Kommissioun Erklärungen geléiwert hunn.

Ech schlësse meng mëndlech Interventioun, andeems ech dann och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu deem Projet de loi abringen. Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci dem Här André Bauler fir säi breet gefächerte Rapport an deem interessanten an esou wichtege Secteur fir Lëtzebuerg. A Merci och fir déi léif Merci vun Ärer Säit un eis alleguerten.

Als éischt ageschriwwen Riednerin ruffen ech elo op d'Tribün d'Madame Martine Hansen.

Discussion générale

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Madame Presidentin. Als Alleréischte e grouse Merci un de Rapporteur, den Här André Bauler, fir dee ganz detailléierte Rapport. De Rapport war esou detailléiert, datt ech mech, mengen ech, ka mat guddem Gewësse relativ kuerz halen. An ech ginn dovunner aus, datt déi mannst vun lech do eppes dergéint hunn.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg huet am Verglach zu aneren europäesche Länner net nëmmen eng relativ jonk Geschicht am Beräich vun der Recherche, mä och eng net ganz typesch Geschicht, an dat, well mer scho Fuerschungszentren haten, ier mer iwwerhaupt eng Uni kritt hunn. No deems Luxinnovation viru genee 30 Joer gegrënnt ginn ass, ass 1987 de legale Kader vun der Recherche publique definéiert ginn an déi zwee éischt CRPen, de CRP Lippmann an de CRP Tudor, si gegrënnt ginn. De CRP Santé kounn dunn 1988 an de CEPS/Insead 1989 derbäi. Och d'Upassung vun dese Gesetzter ass zimlech dréngend.

Datt d'Verstärkung vun der Innovatioun an domadder gekoppelt vun der Recherche absolut noutwendeg war, fir eis Economie erëm méi

ze diversifizéieren, dat war ni a Fro gestallt. Mä dës jonk Recherche, déi fir déi ekonomesch Entwécklung vun eisem Land e wichtege Pfeiler ass, huet e richtege Kader gebraucht. Dofir ass 1999 dunn den FNR an och den Héichschoul-, Kultur- a Recherche-Ministère gegrënnt ginn.

Ech wëll kuerz op déi eigentlech Missioun vum FNR zréckkommen, och wa mäi Virriedner dat scho gemaach huet. De Fonds National de la Recherche soll Impulser fir d'Fuerschung zu Lëtzebuerg ginn. Eng vun den Aufgaben ass d'Matfinanzéierung vun de Fuerschungsprogrammer. Fir awer kënnen eng Selektioun vum deenen ze ennerstëtzende Programmer ze maachen, hu missen déi national Prioritéite vun der Recherche festgeluecht ginn. Dës sinn 2007 opgrond vun de Recommandatiounen vum FNR am Kader vu senger FNR-Foresight éischtmoos festgehale ginn.

Dank dem FNR hu sech zu Lëtzebuerg iwwer all déi Joren thematesch Beräicher an der Fuerschung profiléiert. Den FNR huet sech zu engem onëmänglechen, absolut wichtege, zuverlässigen an effizienten Organ am Lëtzebuerg Fuerschungswiesene entwéckelt. Dofir wëll ech op deser Plaz all den Acteure vum FNR an och vum Héichschoulministère, déi an deem Beräich schaffen - déi setzen do uewen -, e grouse Merci soen. Den FNR ass eist Haaptinstrument, fir eng adequat Émsetzung vun der Recherche ze garantéieren.

Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Upassung vum Gesetz vun 1999 ass éischters duerch den eegenen Erfolleg, duerch déi rasant Entwécklung vun eiser Recherche, virun allem vun der Recherche publique, noutwendeg ginn. Wéi rasant d'Evolutioun vun der Recherche hei zu Lëtzebuerg war, léisst sech ganz däitlech duerch d'Entwécklung vun de Budgetsdépensen an deem Beräich beleeden:

- Am Joer 2000 goufen 28 Milliounen Euro éffentlech Gelder fir den RDI-Beräich ausginn; 13 Joer duerno hat sech dat verzéngfacht.

- 2000 louch de Budget vum FNR fir den RDI-Beräich bei 1,2 Milliounen Euro, 13 Joer duerno bei 52 Milliounen Euro.

En zousätzlechen Ustouss, fir d'Gesetz unzepassen, koun, sou wéi den Här Bauler et gesot huet, duerch d'Recommandatiounen vun der OCDE. Den Haaptobjektiv vun där Etüd, déi vum Fuerschungsministère an Opdrag gi gi war, war, fir d'Stärkten an d'Schwächte vun eiser Recherche ze definéieren a virun allem och fir d'Governance vun der éffentlecher Recherche ze analyséieren, well d'Effizienz vun deser Governance ganz staark de sozioekonomeschen Impakt, dee mer eis jo vun der Recherche erwaarden, beaflosst.

Ech wëll elo net nach eemol am Detail op all d'Upassungen agoen, mä trotzdem wëll ech heizou e puer Saache soen.

Wichtig ass et, datt d'Missioun vum FNR ugepasst gi sinn. Säi Rôle als Bailleur de fonds a seng Bedeitung, fir d'Politique gouvernementale am Beräich vun der Recherche émsesetzen, ginn zousätzlech ennerstrach. Wichtig ass awer och, datt den FNR zu der Valorisation vun de Resultater aus der Recherche publique bäidréit, fir datt dës Resultater e positiven a konstruktiven Impakt op d'Entwécklung vun der Wirtschaft, eiser Gesellschaft an eiser Kultur hunn.

Datt d'Feld vun de méigleche Bénéficiairen erweidert gëtt, kann nëmme virdeelhaft fir d'Entwécklung vun eiser Recherche sinn. Natierlech ginn déi eenzel virgestallte Projekte vun deenen eenzelne méigleche Bénéficiairen nach vum FNR evaluéiert, ier decidéiert gëtt, ob de Projet ennerstëtz gëtt oder net. Et geet also hei an alleréischter Linn ëm d'Qualitéit vun der Recherche an net ëm d'Quantitéit, wéi een dat vläicht kéint mengen, doduerch datt d'Éligibilitéit méi grouss gemaach gëtt.

Och d'Governance vum FNR huet missen ugepasst ginn. De Projet de loi 6420 féiert de Prinzip vun der Muechtentrennung um Niveau vun der Governance an. Déi jeeeweileg Kompetenz vum Conseil d'administration, vum Conseil scientifique a vum Secrétaire général si ganz kloer opgedeeelt.

De Conseil scientifique soll de Conseil d'administration assistéieren, vun deem en d'Berodermissioun am wëssenschaftleche Beräich huet. Am Conseil scientifique däerf kee Bénéficiaire méi dra sinn; dat ass absolut noutwendeg, fir d'Transparenz an d'Neutralitéit ze garantéieren.

Am Conseil d'administration sinn d'Ministère net méi direkt vertrauden. Als Contrepartie, sou wéi den Här Bauler et gesot huet, a well virun allem och ee bemierkenswäerte Budget trotzdem zur Verfügung gestallt gëtt, ass de Commissaire du Gouvernement, sou wéi bei der Uni, als Observateur mat Voix consultative agefouert ginn.

Engersäits gëtt een also dem FNR eng méi grouss Autonomie an de Finanzen, an der Ad-

ministratioun, an der Recherche. Anersäits kritt hien awer och méi Verantwortung do duerch a muss deemno och fir Transparenz an Effikasitéit suergen. De Contrat de performance ass en zousätzlecht Instrument vun der Regierung, fir zesumme mam FNR d'Ziler vun der Politik an deem Beräich festzehalen.

Och d'Aféierung vun der Aide à la Formation-Recherche «collective», déi et elo erlaabt, fir d'Écoles doctorales oder d'Écoles de recherche duerch den Intermédiaire vun der AFR matzefinanzéieren, ass duerch d'Entwécklung vun der Recherche zu Lëtzebuerg absolut noutwendeg ginn a wäert et och erlaben, d'Chercheuren iwwert dës schoulesch Strukturen ze féieren an hinnen och bei enger beruflecher Carrière spéiderhin ze hëllefen.

D'Fonctionariséierung vun de sechs Employés d'État am Fuerschungsdepartement ass ebenfalls eng absolut wichtege Moossnam a war dofir vum deemolegen CSV-Minister virgeschloen ginn.

Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach eng lescht Bemierkung, ier ech zum Schluss kommen.

An zwar wëll ech och nach kuerz op d'Representatioun vun de verschiddene Geschlechter an de verschiddene Conseilen agoen. Als CSV hate mer och schonns 2012 an der éischter Versioun vum Projet de loi 30% virgesi fir dat manner representéiert Geschlecht. Dir hutt dese Prozentsaz, sou wéi et an Ärem Regierungsprogramm steet, op 40% gehuewen, wat a priori och net schlecht ass, falls Der eben d'Leit fannt. Dat ass am Beräich vun de Science leider net ëmmer evident.

Ech wëll awer nach eemol drop hiweisen, datt mir als CSV - sou wéi och de Conseil d'État - et besser fonnt hätten, wann Der een allgemengt Gesetz fir all d'Établissement-publice gemaach hätt, fir eben ze verhéieren, datt mer all eenzelt Gesetz mussen upassen, respektiv fir ze verhéieren, datt dës Saach emol eng kéier kéint an engem Gesetz vergiess ginn.

Dat gesot, Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech ofschléissend nach eemol betonen, datt déi ganz positiv Entwécklung vun der Recherche hei zu Lëtzebuerg och e Beweis fir dës laang, geziilt a geschlossene Politik vun de Regierungen zënter den 80er Joren ass.

D'CSV huet sech bis d'lescht Joer deser Responsabilitéit och ëmmer ugeholl a mir sinn der fester Iwwerzeugung, datt mer d'Recherche an d'Innovatioun wäit no vir bruecht hunn, zesumme selbstverständlech mat eise Partner. D'CSV huet och jorelaang op eng budgétaire Prioritéit fir dese Beräich gepocht, an dat huet sech ausbezuelt.

D'Recherche ass eis Matière première, eis éischt Ressource, déi eis d'Méiglecheete gëtt, eis wirtschaftlech, gesellschaftlech a kulturell sou ze entwéckelen, wéi mer dat brauchen. Mir dierfen eis déi Chance net entgoe loossen, zemoos an Zäiten, wou viles géinnert huet - am Finanzwiesene oder och an der Industrie. A viles wäert sech och nach änneren.

Den FNR ass hei en onëmänglechen Acteur. Et ass also méi wéi wichtege, deser Institutioun déi adequat an adaptéiert Moyene weiderhin zur Verfügung ze stellen an hire legale Kader unzepassen.

Dir Dammen an Dir Hären, wéi Der gesitt: Ech si begehert vun der Recherche an och vum FNR. Ech ginn natierlech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu deem Projet de loi. Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Madame Hansen, fir Är flott Interventioun. Als nächst Riednerin ass d'Madame Taina Bofferding ageschriwwen.

► **Mme Taina Bofferding (LSAP).** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, aus engem Avis zur Beurteilung vun der Strategie vum FNR, deen de Fuerschungsministère viru Joren an Opdrag ginn huet, geet ervir, dass den FNR maassgeblech dozou bäidréit, déi wëssenschaftlech Qualitéit vun den éffentleche Fuerschungsprojeten ze erhéien an d'Wëssenschaftskultur am Land ze féieren.

Wëssenschaft a Fuerschung mat éffentleche Gelder ze ennerstëtzten, ergëtt sech aus der zentraler Bedeitung, déi der Produktioun vun neiem Wëssen an dem Weiderréien um d'Gesellschaft zuegëtt. An domadder zielt déi systematesch Sich no neien Erkenntnisser enner Uwendung vu wëssenschaftleche Methoden a geplangter Form zu de gréisste Grondlage vun enger positiver Zukunftsentwécklung.

Wëssenschaft a Fuerschung si Moteure vun der gesellschaftlecher, technescher a wirtschaftlecher Entwécklung vun eisem Land an domadder och e wichtege Bäitrag zur Sécherung vu Wuelstand a Liewensqualität. Wëssenschaft a Fuerschung sinn net «de l'art pour l'art», mä sollen och ëmmer eng gesellschaftlech Rele-

vanz hunn. Wann Institutiounen mat Steiergelder finanziéiert ginn, mussen se alle Beräicher vun der Gesellschaft zueguttommen. Dofir ass et och richtig, dass den FNR weiderhin aktiv dozou bäidréit, dass dat de Fall ass.

Wëssen ass en éffentlech Gutt, a well Grondlagefuerschung an applizéiert Fuerschung zum Beispill net nëmme Bildung a Kultur an eiser Gesellschaft beräicheren, mä och Wuelstand a vollekswirtschaftlechen Erfolleg sécheren, mussen se vum Stat ëmfangräich erméiglecht an ennerstëtz ginn. An dëst gehéiert zu de wictegsten Aufgabe vun engem moderne Stat.

Fir d'sozialistesche Fraktioun ass kloer, dass d'Politik an der Pflicht ass, der Wëssenschaft, a speziell der éffentlecher Fuerschung, genuch Entfaltungsméiglecheeten ze ginn, a se net aus der finanzpolitescher Perspektiv eraus ënnert dem Deckmantel vun der Effizienzsteigerung an e wirtschaftslasteg Korsett däerf zwéngen.

Fuerschung brauch e staarken éffentleche Secteur. Eng finanziell a konzeptuell Kooperatioun mat der Wirtschaft gëtt wichtege Impulser fir d'Fuerschung an d'Innovatioun. Dëst däerf awer net éffentlech diskutéiert a gesaten Objektiv vun der Wëssenschaftsentwécklung ersetzen. Fuerschungsprojeten, an deenen hirem Zentrum just de finanziellen Notzen - fir net ze soen: just de Profit - steet, kënnen fir d'LSAP keng Antwort op déi sozial an ekonomesch Erausforderungen a Problemer ginn, déi virun eis stinn. Dofir nach eemol: D'Fuerschung an d'Entwécklung mussen sech virun allem un de Besoien vun der Gesellschaft orientéieren an net just un den Interesse vun de Grousskonzernen.

Nun, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fuerschung kascht Geld. A mat der Kreatioun vum FNR viru 15 Joer gouf eng wichtege Finanzierungsquelle fir Wëssenschaftlerinnen a Wëssenschaftler geschaf. Mat deem Instrument ass och sécher gestallt, dass Lëtzebuerg an d'Wëssenschaft, d'Fuerschung an d'Entwécklung investéiert.

De Stat suert mat sengen Aktivitéiten a finanzielle Bäitrag derfir, dass d'Fuerschung an d'Innovatioun e gudden, villsäitegen Nährbuedem zu Lëtzebuerg virfannen. Dozou gehéieren zu den direkten Investitiounen an Hëllefstellung vill weider Tätigkeeten, déi op den éischte Bléck éischter e lasche Lien hunn, wéi d'Investitiounen an d'Infrastrukturen an an d'Bildungsqualität.

Fir d'sozialistesche Fraktioun muss d'Fuerschungspolitik finanziell a konzeptuell esou ausgerichtet sinn, dass se den internationale Verflechtung vu Wëssenschaft a Wirtschaft, de steigende Käschte vun der Fuerschung, der Komplexitéit vun de Fuerschungsaktivitéiten an dem Strukturwandel vun de Fuerschungsorganisatiounen begéint.

D'Haaptaufgab vum FNR besteet an der konkurrenzhalteger Auswierkung vun de beschte Fuerschungsvirgäbe vun de Chercheuren an an der Finanzéierung dovun. An dat geet vum Doktorand iwwert de Postdoktorand, de Junior Scientist bis hin zum Senior Scientist. Den FNR bréngt d'Fuerschung weider an dréit se an d'Éffentlechkeet, woumadder mir wäertvollt Wësse fir d'Gesellschaft, d'Wirtschaft an d'Politik kréien. Och soll de wëssenschaftlechen Nowues bei der Sich no neien Erkenntnisser ennerstëtz ginn. Hei spillt d'Promotioun vun der Culture scientifique, wéi dem Science Festival, dee virunner schonn ugeschwat ginn ass, oder dem Internetsite science.lu eng wichtege Roll, an deemno ass et och gutt, dass dës Elementer am Gesetz solle festgehale ginn.

Weider mécht eng Reformulatioun vun den Tâche vum Fong Sënn. Säi Generalsekretär hat an engem Zeitungsartikel um Ufank vu sengem Mandat ugefouert, dass den FNR als onofhängege Lien tëschent der Regierung an de Fuerschungsrichtungen ze considéiere wär.

Den FNR beréit d'Regierung an éffentlech Arichtungen a wëssenschaftleche Froen. Als eng Stëmm vun der Wëssenschaft am politeschen a gesellschaftlechen Discours begleet de Fong politesche Entscheidungsprozesser mat wëssenschaftlechem Sachverstand. Fir d'Vergi vun éffentleche Fuerschungsgelder brauche mer en demokrateschen, partizipatoreschen a verlässlechen Entscheidungsprozess, dee fräi vun Interessekonflikt ass an net vun der Industrie dominiéiert gëtt. An de Fong ass e Garant dofir.

Fir d'Glawierdegkeet vun der Wëssenschaft ass d'Schafung vun Transparenz an der Finanzéierung noutwendeg. Hei entscheet net e Lous dorwuer, wien d'Gelder kritt, mä verständlech an transparent Kritären. En externen Avis duerch

Experten ass wesentlech fir Transparenz a Fairness vum Auswielverfahren.

Den FNR ass net just e wichtegt Instrument bei der Verdeelung vu Gelder, mä och bei der Sécherung vun der Qualitéit vun der Fuerschung, déi ënner anerem doduerch ginn ass, dass Experten a renommiert Wëssenschaftler aus dem Ausland kontrolléieren a beurteilen.

Wat d'Eligibilitéit betrëfft, fir iwwerhaupt dären eng Demande ze stellen, sou ass oft kritisiert ginn, dass d'Wielbarkeet ze streng geregelt wär. D'LSAP begrësst deemno, dass mam neie Gesetz weider öffentlech Etablissementer a Servicer souwéi och Asblen a Fondatiounen, déi sech am Beräich vun der Fuerschung respektiv fir d'Fuerschung engagéieren, künfteg dären eng Demande fir eng finanziell Ënnerstützung eraginn.

Weider ass et fir meng Partei och verständlech, dass d'Aides à la Formation-Recherche, also déi Stipendien, déi virun - mengen ech - véier oder aacht Joer agefouert goufen, dass déi och fir Projeten, déi méi am Allgemengen, also als Ensemble ze kucken sinn, künfteg ze ënnerstëtzen kënnen genotzt ginn.

Neierdäns soll de Fong och aktiv an der Valorisation des résultats vun der öffentlecher Fuerschung deelhuefen, woumadder gemengt ass, dass Fuerschungsergebnisser méiglechst schnell dem prakteschen Notzen zougefuert solle ginn.

Eng weider Recommandatioun, déi d'OECD an hirer Analys opgefuert hat, ass eng méi kloer Definitioun vun de Missiounen an Objektivier vun den einzelnen Acteuren, woubäi eng besser Gouvernance ugestriift soll ginn. Wichteg ass, dass den FNR gestärkt gëtt an d'Matwierke vun de Memberen do konzentriert gëtt, wou et fir Förderungsdecisiounen am effikasssten ass. De Partage des pouvoirs mécht deemno Sënn.

Fir der Objektivitéit gerecht ze ginn, sollen am Conseil d'administration nach just Membere vu baussen als Experten en fonction vun hire Kompetenzen erausgesicht ginn. D'Aufgab vum Verwaltungsrat besteet net méi doranner, Entscheedungen zur Gestéion vum Fong ze huelen, mä déi generell politesch Ausrichtung a Strategie ze bestëmmen am Kader vun den Ziler, déi an der Convention pluriannuelle festgehale gi sinn.

Weider Ännerunge gesi vir, dass Membere vum Conseil scientifique net méi gläichzäiteg Bénéficiaire vum FNR därefer sinn, wat deem consultativen Organ méi Transparenz an Objektivitéit a sengen Decisiounen erlaabt. Och d'Membere vun de vereenzelte Ministère sollen net méi am Conseil d'administration siégieren.

Fir awer eng gewësse Kontroll iwwert d'Etablissement ze hunn, am Sënn vun der technescher an administrativer Handhabung wéi och dem Observéieren vun de gesetzleche Regelungen, wéi bei de Konventiounen, gëtt de Commissaire du Gouvernement agefouert.

Och dem Chef vun der Exekutiv, also dem Generalsekretär säin Tätigkeetsfeld soll erweidert ginn, andeem hie sech net méi op den administrative Beräich limitéiert, mä künfteg och den „daily business“ gëiere soll an an deem Kontext all néideg Decisioun kann huelen.

E leschte Punkt, op deem ech wëll agoen, ass e ganz wichteg fir meng Partei, well mer mam Stëmme vun deem Gesetz och d'Chancen- an d'Geschlechtergerechtheet an de Verwaltungsreit ganz gezielt förderen. Haut bréngt mer de Steen un d'Rulle mat der Dispositioun, dass am Verwaltungsrat kee Geschlecht mat manner wéi 40% därefer vertrauede sinn. Eis Verfassung schreift déi rechtlech an tatsächlech Gläichstellung vu Fra a Mann vir. Dass d'Regierung se an hirem Programm festgehale huet a mir haut als Chamber enger Geschlechterquot zustëmmen, entsprécht eigentlech just der Erfüllung vun enger verfassungsmëssiger Virgab.

Ouni Quot wär de Fraendeel - well dat ass nun eemol dat Geschlecht, wat hei viséiert gëtt - am CA bal net oder nëmme lues erhéicht ginn. Fräiwëlleg Vereenbarungen hunn an de vergaangene Joren näischt bruecht, well bis haut ass et net verbueden, dat Geschlecht, wat an der Minoritéit ass, ze förderen oder carrément Gremie paritétesch ze besetzen. Eng Quot ass keen Allheilmittel, mä hëlleft, de Prozess sécherlech méi séier virunzedriewen. An dobäi soll den öffentleche Secteur eng Virbildfunktion anhuelen a sech bewegen, amplaz weiderhin e schlecht Beispill duerstellen.

Ofschléissend wëll ech da betounen, dass haut fir d'Éischt eng Geschlechterquot an engem Gesetz festgehale gëtt, an dat, Dir Dammen an

Dir Hären, ass wichteg an et ass richtig, an zwar esou laang, bis dat Selbstverständlech endlech alldieglech gëtt.

An deem Sënn: Merci. An ech ginn dann och heimadder den Accord vun menger Fraktioun zum Gesetzestext.

Ech mengen, ech hat am Ufank vergiess, dem Här Bauler Merci ze soe fir säi Rapport; dann huelen ech dat selbstverständlech no.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci, Madame Bofferding, fir déi interessant Ried, wou Der notament d'Wichtigkeet vun der Fuerschung an der Fuerschungspolitik an enger moderner Gesellschaft ënnersträicht an nach eng extra Lanz fir d'Gens femina hei bricht.

Elo ass et um Här Claude Adam, dem nächsten ageschriwwene Riedner, deen ech hei op d'Tribün bidden.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Madame Presidentin. Et war e laange Wee, bis dese Projet hei an d'Plénière komm ass. Den Dépôt war jo schon am Abrëll 2012. Mir si beim drëtten Rapporteur ukomm. Mir hunn nom Avis vum Statsrot zweemol Amendementer an der Chamberskommissioun agereecht an och d'Regierung hat den Text amendéiert, sou datt de Statsrot en éischten, zweeten a schlussendlech en drëtten Avis complémentaire huet missen ofginn.

Ech wollt dann, fir et net ze vergiessen, direkt dem honorabelen Här Bauler villmools Merci soe fir säi gudden mëndlechen a schréffleche Rapport. An engems soen ech och senge Virgänger Merci, well déi Aarbecht huet sech jo elo iwwer eng laang Zäit gezunn.

Dee Gesetzesprojet huet, wéi dat sech gehéiert, en Exposé des motifs, an deen Exposé fänkt u mat engem Historique vun e puer wichtige Statiounen vun der Politik vun der Recherche am leschte Jorzéngt.

Ouni hei wëllen op den Detail anzegoen, ass et mer awer wichteg, nach eng kéier drun ze erënneren, datt mir zu Lëtzebuerg immens vill Suen an d'Recherche investéiert hunn. Esou sinn déi Zommen, déi aus dem Statsbudget an d'Recherche gefloss sinn, an deene leschte Joren enorm an d'Luucht gaangen: vun 28 Milliounen am Joer 2000 op 280 Milliounen am Joer 2012. An eréischt d'lescht Woch huet de Statssekretär Marc Hansen eng Konvention mam FNR fir d'Joren 2014 bis 2017 ënnerschriwwen, iwwer eng Dotatioun vun 232 Milliounen Euro, Suen, déi den FNR mat Hëllef vu senge Programme a Konditiounen an d'Acteuren vun der Recherche publique weiderleet. A bei des 232 Milliounen, déi den FNR kritt, kommen nach 854,4 Milliounen Euro derbäi, déi de Stat direkt an d'Uni an an d'CRPen investéiert.

Mir haten zu Lëtzebuerg ëmmer déi speziell Situatioun, datt d'Recherche privée verhältnisméisseg vill méi héich louch wéi d'Recherche publique. Bedauerlecherweis weisen d'Chiffere, datt mer déi Dynamik vun den Dépense vun der öffentlecher Hand leider net am Privatsektor erëmfannen. Hei geet d'Héicht vun den Investissementer leider net vu Joer zu Joer erop. Hei gëtt et eng gewësse Stagnatioun, souger e lichte Réckgang vun den Investissementer.

Ee Problem ass zum Beispill, datt vill vun de Betriber bei eis am Land keng Lëtzeburger Betriber sinn, mä Filiale vun internationale Konzerne zu Lëtzebuerg. Dat géllt fir de Bankesektor, awer net nëmme fir dee Secteur.

Et entzitt sich menger Kenntnis, ob et eng Relatioun gëtt tëschent dem Eropgoe vun de staatlechen Investissementer an dem Eropgoe vun de privaten. Et ass awer eng Entwécklung, vun där ech mengen, datt si et verdéngt, genee ënner d'Lupp geholl ze ginn.

Mir stieche vill öffentlech Gelder an d'Recherche, mä eigentlech leie mer nach ëmmer ënnert deenen Ziler, déi sech déi lescht Regierung alleguer gestach haten. Zënter 2004 wëlle mer 1% vun eisem PIB investéieren. 2012 louche mer bei 0,66%. An och, wa mer all Budgetposte sollen a mussen op hiert Spuerpotenzial ënnersichen, da solle mer eis awer bewosst sinn, datt mer grad mam Domän vun der Recherche och d'Basis vun der zukünftiger Entwécklung an eisem Land leeën.

Mir hu mat der Schafung vun der Uni Lëtzebuerg am Joer 2003 och nach e weideren zukunftssträicheren an deiere Projet lancéiert. Hei sinn d'Dépense laang Zäit och all Joer ëm en zweestellige Prozentsatz geklommen. An och, wann den Här Tarrach viru Kuerzem gemengt hat, hie géif net all déi Gelder kréien, déi e gäre gehat hätt, ginn ech dovun aus, datt eis Regierung och weiderhin eng Prioritéit am Opbau an am Ausbau vun eiser Uni gesäit.

Leif Kollegen a Kolleginnen, méi wéi 25 Joer no der Schafung vun den éischte Centres de

recherche publics, gutt zéng Joer no der Schafung vun der Uni Lëtzebuerg a ronn 15 Joer no der Schafung vum FNR kënnen mir hei zu Lëtzebuerg houfreg sinn op déi Investissementer, déi mir hei gemaach hunn.

D'Héichschoulpolitik vun eisem Land léisst sech net op eng méi oder manner grousszügig Bourssepolitik reduzéieren. Do kréie mer jo nach genuch Zäit, fir driwwer ze diskutéieren am Detail. Haut hu mer eng ronn 5.000 Leit, déi am Beräich vun der Recherche schaffen, an och dat ass eppes, wourop mer houfreg kënnen sinn.

Am Numm vun der grénger Fraktioun kann ech just ausdrécklech déi Efforte vun deene leschte Regierungen a vun deser Regierung am Héichschoul- a Fuerschungsbereich ënnerstëtzen. Dat géllt fir déi allgemeng Ustrengungen, am Detail hu mir natierlech schon eng Rei Differenzen zu deem, wat déi viregt Regierungen decidéiert haten. Ech wäert, wann och net haut, bestëmmt nach Geleeënheet kréien, dorop ze schwätzen ze kommen.

Eng kruzial Fro fir d'Politik ass natierlech, ob mer déi Suen, déi mer an de Fuerschungs- an Héichschoulbereich investéieren, och beschtméiglech investéieren. Eng Fro stellen ech mer schon zimlech laang, an ech erlabe mer och haut, dem Fuerschungsminister se hei op deser Plaz ze stellen.

Eise Fuerschungsministère ass jo eigentlech ee Wahnsinnsministère mat engem verréckte Wuesstum. Wéi ass eise Fuerschungsministère opgestallt? Hu mer genuch Personal a Sachkompetenz, fir mat guddem Gewësse kënnen ze behaapten, datt mer d'Entwécklung vum Fuerschungssektor am Grëff hätten?

Definiere mir an eisem Ministère eis Fuerschungspolitik oder gi mir just Suen, vill Suen aus, an anerer decidéieren, wat mat deene Sue geschitt? Wat erwaarde mir eis vun der Fuerschung? Misste mer net och de Conseil supérieur de la recherche opwäerten? Bräichte mer net eppes wéi en „chief adviser“ am Fuerschungsministère, ähnlech wéi et esou e Poste bei der EU-Kommissioun gëtt?

Et wier an eisen Aen net schlecht, wa mer op Aenhéicht mat den Experte vun der OCDE kéinte matdiskutéieren. Ech stellen net a Fro, datt mer déi Expertise vun der OCDE brauchen an drop zréckgräifen. Mir kënnen och gréisstendeels mat der Analys an de Recommandatiounen vun 2006 d'accord sinn, wou ënner anerem eng Gouvernance déficiente a verschiddene Beräicher vu Recherche & Développement an Innovatioun festgestallt gëtt. Ech muss awer och soen, datt ech zimlech onzufrieden war mat der Entrevue, déi mer an der Héichschoulkommissioun mat de Verrieder vun der OCDE haten.

Mir sinn déi Éischt, déi eng zweet Etüd vun der OCDE froen, mat där mer eis da bescheinege loosse, ob mer eis Hausaufgabe gemaach hunn, déi mer bei der éischter Etüd opgebrummt kruten. Och wann ee Rapport eréischt fir 2015 virgesinn ass, hunn d'Experten duerchbléckt gelooss, datt mer a kuerzer Zäit zimlech gutt geschaff hätten an datt et elo drëm géif goen, wéi mer déi nächst Etappe géifen definéieren.

D'OCDE hat eng ganz Rei Entrevuë mat Acteuren aus der Recherche publique an aus der Recherche privée. Ech wënsche mer, datt déi Entrevuë besser geplangt a strukturéiert ware wéi déi Entrevue mat eiser Chamberskommissioun, dat kéint der Seriositéit vum Rapport nëmme guttdinn.

Komme mer da bei den eigentlechen Objet vum Projet de loi vun haut, den FNR. Den FNR - dat ass alles schon ënner enger ähnlecher Form gesot ginn, ech kann et duerfir kuerz maachen, et ass mer awer wichteg, fir et nach ze rappéléieren -, den FNR ass 1999 an d'Liewe geruff ginn. En ënnerstëtzt d'Recherche am Secteur public. De Rôle vum FNR ass méi grouss ginn am Laf vun de Joren. Seng Part vum Budget huet sech op plus/minus 20% vun der Gesamtveloppe agependelt.

Den FNR hat vun Ufank un zwou Missiounen, zwou Haaptmissiounen: éischtens, Suen aus öffentlechen a private Quellen asammelen, géieren an ausginn, fir Recherche an Développement am öffentleche Secteur ze féieren, an zweetens, e permanenten a fundéierten Denkprozess iwwert d'Orientéierung vun der nationaler Recherche- an Développements-Politik ze ënnerhalen.

Den FNR huet sech duerfir an der Vergaangeneheet och eng Rei Instrumenter geschaf, déi all hir spezifesch Ziler hunn an déi sech, menges Wëssens, och alleguer bewährt hunn. Ech nennen der just e puer: ATTRACT, CORE, INTER, PEARL.

Mam Gesetz vum 19. August 2008 iwwert d'Aides à la Formation-Recherche huet den FNR d'Aufgab kritt, och des Hëlfelefen ze gërie-

ren. Mat den Aides à la Formation-Recherche kënnen eenzel Fuerscher ënnerstëtzt gi bei hiren doktoralen oder postdoktorale Studien zu Lëtzebuerg an och am Ausland. Eng vun den Haaptkonsequenzen vun der Analys vun der OCDE vun 2006 war d'Ausschaffe vun de Contrats de performance ënner anerem och mat dem FNR.

Da gëtt et och nach eng Evaluatioun vum Fonctionnement vum FNR vun enger Sociétéit „Innovation, Territoires et Développement en Europe“. Déi Firma gëtt et zwar schon zënter 2011 net méi, hir Recommandatiounen sinn awer beim FNR gutt opgeholl ginn, an um Niveau vun der Gouvernance misste se och an deem Gesetzesprojet ëmgesat ginn.

An domat wëllt ech dann och nach eng kéier op déi Haaptelementer vun eisem Gesetzesprojet 6420 kuerz agoen a se kommentéieren.

Éischtens, d'Missioun vum FNR ginn opgefrescht. Mir hu keng Problemer mat der Neidefinitioun vun de Missiounen vum FNR. Mir ginn och kee fundamentale Changement. Et gëtt kloergestallt, datt d'Haaptmissioun vum FNR d'Gestioun an d'Attributioun vu Fuerschungsgelder ass, datt et awer och weider eng Missioun vum FNR bleift, sech am Prozess vun der Entwécklung vun der Fuerschung zu Lëtzebuerg anzubringen.

Méi explizit wéi am ale Gesetz steet am neie Gesetz, datt et eng Aufgab vum FNR ass, sech och ëm - an ech zitieren - «l'application et la valorisation des résultats de recherche de ces programmes» ze këmmern.

Dat fanne mer engersäits gutt, datt mécht nun emol einfach Sënn, an net nëmme an den ekonomesche Beräicher, mä och, wat d'Sozialstudie betrëfft. Ënner anerem och wëlle mer awer drun erënneren, datt et hei lwwerschneidung mat de Missiounen vun Luxinnovation gëtt an datt mer mussen oppassen, datt mer keen double Emploi kréien.

Zweetens, de Kader vun den Organismen, déi eng Hëllef vum FNR kënnen kréien, gëtt erweidert. Och dese Punkt begrësse mer ausdrécklech.

Wann déi zwee éischt Punkten am neie Gesetz éischer eng Ofréschung vun dem Inhalt vun de Punkten 1 bis 4 vum ale Gesetz sinn, ass et virun allem de Punkt 3, deen eng Neierung bréngt: Associatiounen a Fondatiounen kënnen iwwert den FNR geféiert ginn. Dat fanne mer gutt an et versteet sech vum selwen, datt de Fait, datt eng Associatioun oder eng Institutioun ka geféiert ginn, net heescht, datt se automatesch geféiert ginn, mä selbstverständlech mussen och si Kritären erfëllen, fir an de Genoss vun enger Hëllef ze kommen.

Drëtters, mir yerbesseren d'Gouvernance. Den FNR ass en Etablissement public an en ass souwuel op finanziellem, administrativem wéi och wëssenschaftlechem Plang autonom. Mir ënnerstëtze selbstverständlech des Autonomie vum FNR, ënnerstëtzen awer och déi Garantien, déi solle sécherstellen, datt Autonomie a Responsabilitéit Hand an Hand ginn. Den FNR kritt vill öffentlech Gelder zur Verfügung. Et ass legitim ze wëssen, wat domat geschitt.

D'Relatiounen tëschent dem FNR an dem Stat ginn iwwer pluriannuell Konventiounen geregelt, déi vergläichbar si mat de Contrats de performance. Dat ass net nei, ech hat jo schonn um Ufank vu menger Ried och vun der ganz rezenter Konventioun geschwat.

D'Organe de gouvernance ginn nei definéiert. Am Conseil d'administration sëtzen nëmme méi extern Spezialisten, déi opgrond vun hirer Expérience a Kompetenz ausgesicht ginn. D'Verrieder vun deene verschiddene Ministère sinn net méi am Conseil. Duerfir ass awer nei derbäi e Commissaire du Gouvernement, a mir fannen dat och richtig an och noutwendig, datt esou ee Kommissär un de Réuniounen deelhält, och wann en nëmme eng Voix consultative huet.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.**)

Mat deem Gesetz stärke mer d'Positioun vum Generalsekretär vum Conseil d'administration. Op deem Poste wäert an Zukunft deen nach méi staarke Mann oder déi nach méi staark Fra vum Conseil sëtzen.

À propos Mann oder Frau: Mir hu jo an deem Gesetz och festgeschriwwen, datt all Sexe muss mindestens zu 40% am Conseil vertrauede sinn. Dat war zwar en zimlechen Hin an Hier, mä en attendant eng gesetzleche Regelung vun der Madame Ministesch vun der Chancëgläichheit, déi en allgemenggültige Charakter fir all staatlech Institutionen huet, ënnerstëtzt déi gréng Fraktioun des Démarche ausdrécklech.

Bleift dann nach de Conseil scientifique, un deem senge Missiounen sech eigentlech näischt Wesentlech ënnert, wou just keng Bénéficiaire vun den Hëlfelefen méi därefer dra sinn,

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg s.a. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress s.a. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

wat am Interessi vun der Transparenz vun den Décisionen natierlech richtig ass.

Véiertens, et gi sougenannt „kollektiv“ Hëllef fir d'Formation-Recherche agefouert, eng Measure, déi mer guttheeschen, gradesou wéi och d'Fonctionarisatioun vun den aktuellen Employés d'État am Département Recherche et Innovation vum Héichschoulministère.

Bleift nach ee Punkt, fir dee mer bis elo nach keng nohalteg Léisung fonnt hunn a wou mer och net allze vill optimistesche sinn, datt den FNR eng grouss Hëllef ka ginn: Am Beräich vun den Erziungswissenschaften an an de gesellschaftspolitesche Froen oder Erausforderungen, wéi zum Beispill der multikultureller Zesummesetzung vun eiser Populatioun, oder an der Fuerschung vun eiser rezenter Geschicht sinn d'Fortschreter net esou däitlech wéi an anere Beräicher. Dat geet ënner anerem och aus der zweeter externer Evaluatioun vun eiser Uni ervir. Dës Branchen hunn do mat enger Note „bien“ däitlech manner gutt ofgeschnidde wéi zum Beispill den Droit, d'Luxembourg School of Finance oder d'Biomedezin.

Firwat datt mer mengen, datt och vum FNR vläicht dee Problem net nohalteg ka geléist ginn? Majo, et ass einfach d'Zesummesetzung vun Conseil d'administration vum FNR. Déi léisst drop schléissen, datt d'Akzenter vun der Fuerschung éischter op Sujete fokusséiert ginn, déi als ekonomesch méi relevant betruucht ginn.

Ech wëll duerfir nach eng kéier un e Passage aus dem Regierungssaccord erënneren, wou et heescht, datt d'Recherche och soll dozou bäidroe, Léisunge vun aktuelle gesellschaftleche Problemer ze fannen, sief et am Beräich vun der Educatioun, der Integratioun, dem sozialen Zesummenhalt oder dem Erhalt vun der Umwelt.

An domat bréngen ech den Accord vun der grénger Fraktioun zu deem Projet an ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Adam. Nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeem ech déi puer Interventiounen de Mëtteg nogelauschtert hunn, wëll ech eigentlech net déi Ried halen, déi jiddweree scho gehalen huet, andeem en e bëssen op dat Gesetz agaan ass a widderholl huet, wat am Gesetz steet, an dat e bëssen esou kommentéiert huet. Mä ech mengen no deem, wat mer héieren hunn, ass et wichteg, och nach e puer Considératiounen derbäizemaachen.

Éischtens wëll ech ufänken, fir dat och net ze vergiessen, mat engem grousser Merci un de Rapporteur, deen et méi wéi verdéngt huet, fir säi mëndlechen a schrëftlechen Rapport. An ech wëll gläich ufügen, datt et normal a wichteg ass, datt mer eis Fuerschungslandschaft hei zu Lëtzebuerg regelméisseg iwwerpräiwen, och duerch extern Avisen, awer datt mer dann och musse vläicht kucken, wem mer dee Rôle uvertauen.

Ass et richtig, d'OECD ze froen? Ass et richtig - ech weess net, wat d'Justificatioun war -, fir deen oder dee Cabinet d'experts zu Paräis ze beoptragen? Hätte mer net och missen Avisen hu vu groussen Acteuren an der Fuerschungslandschaft selwer, wéi engem Conseil national de la recherche scientifique, vu Fraunhofer, vu Max-Planck an aneren, déi awer en anere Bléckwénkel hunn an eng aner Expertise nach hätte kënnen erabrénge wéi elo just eng OECD. Dat ass emol eng éischt Fro, déi ech an de Raum wëll stellen.

Ech weess net, ob den Här Minister mech héiert, mä vläicht, wann en herno eng kéier nolauschtert, da kënne mer dann och an der Diskussioun dorop agoen. Mä ech hunn d'Hoffnung bal haut opginn, datt den Här Meisch nach nolauschtert. Ech waarde just... Ah voilà, ech mengen, entschëllegt, Här Minister, mä ech hat gehofft, Dir géift mer nolauschteren.

► **M. Claude Meisch, Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Ech lauschteren lech no!

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Majo, dat ass schéin. Gutt!

Déi zweet Bemierkung, déi ech wollt maachen, dat ass, datt, nodeem mer hei eng Diskussioun haten, dann d'Fro ass: Wat ass eigentlech d'Verhältnis tëschent Politik a Fuerschung? Wat si legitim Fuerscherunge vun der Politik? A wat sinn illegitim Fuerscherunge vun der Politik, op jidde Fall emol méi problematescher?

Legitim ass et sécher, wa mer gär e Return on investment hätten. D'Valorisation vun der Recherche scientifique an hire Resultater, déi och an deem Gesetz ugeschwat gëtt, ass sécher legitim. Do si jo och e puer Acteuren hei am Land, déi sech zum Beispill ëm Start-upe bekëmmere. An ech mengen, dat musse mer och konsequent fuerscheren, Flexibilitéit do eranzebréngen, souwäit et nëmme geet, fir do och mam Ausland an eisen Haaptkonkurrenten an deem do Beräich wierklech kënnen matzhalen.

Ech mengen, do musse mer nach e Stéck Wee goen. Mir mussen eis och déi Secteuren erausuchen, déi am kriseschterste sinn, wou mer d'Recherche kënnen esou ëmsetzen, datt se och méi laangfristeg Retombéeë fir eis Economie huet. Also legitim: de Return on investment.

Dat Zweet, wat och a mengen Ae legitim ass, ass, datt mer fir d'Visibilitéit vun eiser Fuerschung suergen, fir datt och Lëtzebuerg bekannt ass als e Land, wat dann d'Fuerschung ënnerstëtzt. Do kann ee sech heiansdo d'Fro stellen: Gëtt dat genuch gemaach?

Ech huelen als Beispill dat neit Max-Planck-Institut, wat jo vun eis finanziéiert gëtt. Mä wou schaffen déi Chercheuren? Sinn déi net dacks am Ausland? Sinn déi sech bewusst, datt se vu Lëtzebuerg bezuelt ginn? Wat ass d'Retombée fir Lëtzebuerg en termes de visibilité vun deene Chercheuren, déi dann do schaffen?

Dat sinn awer Froen, déi, mengen ech, och legitim sinn. Well wa mir hei schon esou Investitiounen maache wéi zum Beispill d'Max-Planck-Institut, dat mer elo hei ufänken, da muss och garantiéiert sinn, datt do och an der Communauté scientifique internationale Lëtzebuerg als Wëssenschaftsstanduert identifizéiert gëtt an datt net nëmme gesot gëtt: „Hei, dat ass en däitscht Institut zu Lëtzebuerg“, mä och déi Lëtzebuurger Identitéit vun deem Institut da kloer erausgestrach gëtt.

Dat sinn also legitim Considératiounen an der Wëssenschaft.

An da gëtt et awer problematesch. Mir hunn zum Beispill, wa mer froen: „Wéi eng Wëssenschaft soll da gemaach ginn an a wéi enge Rahmbedéngungen?“, mir hunn dat elo net hei diskutéiert oder nach net vill diskutéiert. D'Spriecherin vun der LSAP huet gesot, d'Fuerschung an d'Entwécklung misste sech un d'Besoinne vun der Gesellschaft upassen. Dat ass eng Deelwourecht.

D'Wëssenschaft ka sech net dorobber limitéieren. Si ass net, wéi dat hei ka gelies ginn, e Sujet vun engem, oder Objet vun engem totalen Utilitarismus. An der Wëssenschaft muss et Plaz gi fir Initiativ, et muss Plaz gi fir Grondlagefuerschung, och ëmmer méi hei zu Lëtzebuerg,

well mer eis awer an eng aner Kategorie erabewege lues a lues. Et kann net nëmme eng Recherche appliqué sinn op Zäit.

An et muss gekuckt ginn, no wéi engen ethesche Kritären déi Wëssenschaft dann hei am Land fonctionéiert. Mir haten nach viru Kuerzem geschwat vun enger wichteger ethescher Komponent a verschiddene biomedezinesche Beräicher. Mir dierfen och do net hannendrubeliewen.

Also, d'Wëssenschaft dierf net d'Sklavin vu gesellschaftleche Besoinen sinn, mä si muss an hirem eegene Wäert, an hirer eegener Entfaltungsméiglechkeet respektéiert ginn. Wéi gesot, mir sinn hei an engem Spannungsverhältnis tëschent deem, wat mir eis kënnen erwaarden als Stat duerch eise Finanzement, an deem, wat mer awer och u Respekt musse brénge virun der Fräiheet an der Onofhängegkeet vun der Wëssenschaft.

Mir haten och kuerz geschwat - ech mengen, den Här Adam hat dat rappeliert - iwwert déi gesellschaftspolitesche Froen, déi och op der Uni Lëtzebuerg diskutéiert ginn. Mir mussen oppassen, och op der Universitéit, datt d'Universitéit an déi Fuerscher, déi do schaffen, net zu engem verlängerten Aarm vu Ministère ginn, net schaffen - zum Beispill an Ärem Beräich, an engem anere Beräich, an der Educatioun - praktesch als subventionéiert Fuerschungsinstitut, dat fir e Ministère schafft an dann och d'politesche Ziler vun deem Ministère iwwerhëlt oder mat formuléiert. Dat ass net den Objet vun der akademischer Onofhängegkeet vun enger Universitéit.

An och do, mengen ech, si mer op e Wee gaangen, dee vläicht net dee richtegen ass a wou ee muss och vun der Pädagogik op der Universitéit oder vun anere vun deene Beräicher erwaarden, datt se sech hirer Onofhängegkeet, hirer akademischer Onofhängegkeet géintwärtig eiser Regierung bewusst sinn, quitte datt natierlech eng finanziell Bréck do besteet.

Nach zwou aner Bemierkungen, déi vläicht och vum Statsrot opgeworf gi sinn. Déi éischt, déi ass och vum Statsrot opgeworf ginn an déi ass seriö: Mir liewen an engem ganz klengen Land. An an engem ganz klengen Land kann ee wierklech duerch déi Méiglechkeet, déi an deem Gesetz geschafte gëtt, nämlech datt Asblen och kënnen bezuelt gi fir Fuerschungsaarbechten, datt se kënnen subventionéiert ginn, an e Genre Subventionungsklientelismus erarutschen. Déi Angscht gëtt bei mir nach bestärkt, zënter datt ech héieren hunn, datt déi gréng Kollegen dat ganz gutt fannen. Dat ass fir mech kee ganz positivt Zeechen.

Ech géif warnen do virun, fir wierklech elo hinzugeen an déi Asblen do als e ganz wichtige Usprichpartner fir eis wëssenschaftlech Hëllef ze gesinn, well dat risquéiert, an déi do Richtung ze goen. Et wär besser, wierklech ze probéieren, op engem héijen Niveau wëssenschaftlech Aarbecht, Fuerschung ze bedreiwen, wéi do an e Lëtzebuurger „Klengkleng-Subventionungsklientelismus“ eranze-rutschen. Déi Gefor ass op jidde Fall reell, an ech sinn dem Statsrot dankbar, datt en déi opgeworf huet.

Déi zweet Bemierkung, dat sinn déi Quoten, déi jo iwwerall hei grouss Begeescherung ausgeléist hunn. Ech wëll elo net d'Positioun vun der ADR iwwer Quote widderhuelen. Dir kennt se. Mä ech wëll déi vun der DP vläicht kuerz virlesen.

Dat ass an enger Zeitung. Wësst Der, op mengem Schreifdësch läit vill, an ech hunn do eng „Femmes Magazine“ vum Oktober 2013 leie gehat. Do liesen ech elo, wat eng eminent Kolleege, Är Kolleege aus der Regierung, d'Madame Maggy Nagel, gesot huet: «Le DP se prononce contre l'introduction de quotas. En tant que parti libéral, nous sommes d'avis que ce n'est pas le sexe, mais plutôt la formation et les qualifications professionnelles d'une personne qui doivent être déterminantes.»

A wou d'Demokratesch Partei recht huet, huet se recht! Also, do kënnen mir als ADR nëmme „Bravo!“ soen. Et ass och eis Positioun. Mä et wunnert eis, datt Dir déi Positioun einfach esou opgitt! Dir hutt déi jorelaang verdeedegt.

Ech hunn och elo net héieren, datt Dir am Starter Schäfferot, wou elo nach ee Mann an ech weess net wéi vill Damme sëtzen, een Här an ech weess net wéi vill Dammen, datt Dir elo do wëllt Quoten aféieren am Starter Gemengerot.

Dat ass einfach: Déi Quotendiskussioun ass eng onsënneg Diskussioun! Mir sollte kucken - wéi et och am Sënn vum Gesetz ass -, datt mer qualifizéiert Leit kréien, wou d'Geschlecht vollkommen egal ass, mä datt mer gutt, déi bescht Leit kréien. An déi solle mer huelen, ob Fra oder Mann ass komplett egal.

An ech verstinn all déi Parteien net, déi engersäits eis wëllen erklären an anere Politik-

beräicher, do, wou et se arrangéiert, datt dat Geschlecht nëmme e soziaalt Konstrukt ass, datt et iwwerhaapt kee biologesch Geschlecht ausser äusserlech Geschlechtsmerkmalen gëtt. Do ass et dann nëmme e soziaalt Konstrukt. Wa mer awer hei an dese Beräich kommen, ass et op eemol determinant, fir Posten ze kréien! Do ass einfach eng Kontradiktioun.

Net nëmme, datt mir déi ganz Quotendebatt als onsënneg emfannen an diskriminatoresch géintwärtig deene Fraen, déi sech herno als Quotefrae fillen, dacks du Onrecht, mä virun allem ass et och inkohärent, well déi léng Parteien déi eng kéier d'biologesch Geschlecht relativéieren an et dann an anere Gesetzer, wann et hinne da passt, zu engem determinante Kritär vun hirer Politik erhiewen. Déi ganz Diskussioun ass komplett onsënneg.

Anescht wéi d'DP bleiwe mir awer bei eiser Positioun a mir wäerten och laangfristeg do recht kréien.

E leschte Kommentar iwwert d'Quoten, do kann een nach vläicht soen: Wësst Der, déi grouss Gefor dohannert, bei all deenen do Saachen, souwuel bei dem Usproch vum totalen Utilitarismus vun der Wëssenschaft, deen d'LSAP haut hei erhewen huet, wéi och bei de Quoten, do ass eng Gefor hannendrun, an dat ass d'Politiséierung vun der Wëssenschaft!

Mir kënnen mat deem Gesetz an allgemeng an eiser Politik net higoen, fir wierklech déi gesellschaftlech Uspréich un d'Wëssenschaft esou wäit ze dreiwien, datt mer d'Wëssenschaft politiséieren. Dat dierf net sinn! An ech mengen, eis Verantwortung ass och do, fir kloer Grenzen ze hunn. Dat géllt souwuel fir déi Asblen, et géllt bei de Quoten, et géllt beim Utilitarismus, et géllt beim Return on investment. Mir hunn einfach en Devoir de retenue als Politik, wa mer iwwert d'Wëssenschaft schwätzen a wa mer mat hir ze dinn hunn.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, soen ech lech villmools Merci fir Är Opmierksamkeet. Aus all deene Suergen, déi ech elo hei konnt virbréngen, wäerte mir eis enthalten. Mir fannen et ganz schéin, ganz richtig, ganz gutt, datt mer d'Wëssenschaft hei am Land fuerscheren, och iwwert de Fonds National de la Recherche, datt mir se férdere a fuerscheren, awer mir hu vill Suergen an deem Beräich, och Suerge mat deem Gesetz, an duerfir kënnen mir net derfir stëmmen. Mir enthalten eis.

Villmools Merci!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Nächste Riedner ass den Här Justin Turpel, deen och scho prett ass.

► **M. Justin Turpel (déi Léng).** - Merci, Här President. Ech brauch d'Wichtigkeet vun der Recherche hei net ze ënnersträichen, an zwar net nëmme als Recherche, fir der Wirtschaft ze dengen, an net nëmme fir dat, wat en direkten Impakt fir d'Economie soll hunn. D'Fuerscher hunn et net ëmmer einfach. Si haten et net ëmmer einfach an der Geschicht a si hunn et haut och nach net ëmmer einfach. Duerfir wëll ech op véier Punkten agoen.

Deen éischten ass ebe just dee vun dem Risiko vun der Fuerschung. Eng Fuerschung kann net ëmmer en direkt Resultat hunn, e faassbart Resultat hunn. D'Fuerschung ass risikoräich, net nëmme fir déi Leit, déi doranner schaffen, mä och fir d'Projeten u sech. Dat stëmmt grad fir jonk Fuerscher, déi sollen ugereggt ginn, fir och a riskante Beräicher Fuerschung ze bedreiwen.

D'Meenung, eng Fuerschung misst sech ëmmer direkt lounen, ass einfach falsch. Ech wëll einfach d'Beispill gi vun Amerika, wou d'Meenung déi ass, datt, wa vun honnert Fuerschungsprojeten een eppes gëtt, dann huet dat sech rentéiert. Dann huet dat sech rentéiert, an et ass net dat ëmgedréit Verhältnis, wat muss sinn.

Den zweete Punkt, deen ech wëll opwerfen, ass deen, deen hei ugeschnidde ginn ass souwuel vum Vertrieber vun der LSAP wéi vun de Gréngen: d'Zilsetzung vun der Fuerschung. Mir hunn effektiv, an dat gëtt mer ze denken, am Projet de loi, am Exposé des motifs drastoen, datt dat soll gemaach ginn, wat en direkten ekonomeschen Impakt huet. En direkten ekonomeschen Impakt heescht: fir d'Wirtschaft, fir d'Betribler, fir d'Konzerner. An ech mengen, et ass virun, an ech wëll dat och ënnersträichen, ausdrécklech do virun gewart ginn.

Den utilitaristesche Charakter vun der Fuerschung, dee muss een a Fro stellen, an och de breede Charakter, dee muss garantiéiert sinn. An der Fuerschung muss een och kënnen Themaen uschniden, déi net direkt der Wirtschaft

eppes bréngen, mä déi gesellschaftleche Méiwäert schafen. Ugeschwat ginn ass den Erziéungsberäich, ugeschwat ginn ass d'Sozialfuerschung, ugeschwat ginn ass och d'gesellschaftlech Fuerschung am Beräich vun Demokratie.

An ech kann den Här Kartheiser berouegen: Déi Leit, déi an deem Beräich fuerschen a schaffen, déi wäerte sech dergéint wieren, fir e politeschen Aarm ze gi vu Ministèreen a vu Ministerialbeamten. D'Onofhängegkeet vun de Fuerscher ass och an deene Beräicher eng absolut Virusatzung, déi ee muss respektéieren.

D'Zilsetzung vun der Fuerschung ass net nëmmen d'Fro vun net ze vill utilitaristeschen a breet gefächert, mä ass och d'Fro vun der Recherche appliquée a vun der Recherche fondamentale, well ganz dacks de Pendel vill ze vill op d'Säit vun der Recherche appliquée fällt, wat och eppes ze dinn huet mat de Fuerschungsberäicher, em déi et geet.

An da soll een zwéin Aspekter net vergiessen, déi bei der Fuerschung eng Roll spille mussen. Dat éischt, dat ass deen och vun der Vulgariséierung vun der Fuerschung a vun de Fuerschungsergebnisser, fir déi an d'Gesellschaft eranzebréngen. Och dat ass eng Préoccupatioun vun der Fuerschung, déi net soll op der Säit gelooss ginn, well nëmmen doduerjer kritt se hire breedend Effet an nëmmen doduerjer kritt se en Impakt an der Gesellschaft op enger breeder Basis.

Deen zweeten Aspekt, deen een net soll aus den Ae verléieren, dat ass, mir schwätze jo net nëmme vu Fuerschung, mä mir schwätze vu Recherche et Développement. Dat ass de ganzen Développement, d'ganz Entwécklung vun deem, wat sech hannendrun ergëtt vun Implikatiounen, vun deem, wat dat un Ëmsetzung, vun deem, wat dat a konkrete Projekte mat sech bréngt, erëm eng Kéier net nëmmen a wirtschaftlecher Hisiicht, mä och a gesellschaftlecher Hisiicht.

Déi zwéin aner Punkten, op déi ech kuerz wëll agoen: Dat eent ass dee léidege Problem, deen mer an deem Projet de loi hei net léisen, dat ass d'Situatioun vun der Prekarisatioun, vun der Planungsunsécherheet vun de Chercheuren doduerch, dat si am Fond déi eenzeg Kategorie vu Salarié sinn, deene mer e Contrat à durée déterminée vu 60 Méint, vu fënnf Joer zoumudden, wëssend - mä ech hu keng Chiffieren, ech weess net, ob de Minister eis se haut ka ginn oder ob mir iwwer eng Question parlementaire déi sollen norechen -, dat et awer interessant wier, fir emol gewuer ze ginn: Wéi laang sinn déi Projeten, déi déi verschidde Chercheure kréien? No deem, wat ech héieren hunn, sinn dat meeschtens zwee bis dräi Joer, de Maximum ass jo fënnf Joer.

Mä do stelle sech eng ganz Rei Froen vun Onsécherheet. Wat ass d'Planungssécherheet, déi e Chercheur kann hunn, deen eng Famill wëllt hunn, wann en ëmmer esou limitéiert ass? Dat féiert dozou, an ech mengen, elo an dem leschten „Forum“ vum Abrëll 2014 steet nach e flotten Temoignage iwwert: Wéi soll ech do eng Famill ernähren? Selwer schold! Oder: Huet een net besser, et géif ee sech räich bestueden oder räich ierwen? Oder: Solle mer d'Wissenschaft net erëm an d'Klouschter setzen, wou se CDien hunn?

Also, dat sinn trotzdem eng ganz Rei berechtigt Froen, bis hin zu der Situatioun vu Fraen, an dat gëtt et ganz konkret, déi, well se schwanger sinn, net méi hire Kontrakt verlängert kréien, oder Schwangerschaft, well aner Leit op de Projet gesat si ginn.

Ofgesi vun der Fro: Wat maache mer an deene Projeten, déi iwwer fënnf Joer daueren? Well där gëtt et och. Gi mer deenen dann en CDI, deen een nom Gesetz misst huelen, oder huelle mer deen Nächsten an der Rei, fir déi Fuerschungsaarbecht weiderzeféieren?

Also, mir sinn a kenger ganz gudder Situatioun, wat d'Planungssécherheet a wat d'sozial Ofsécherung vun de Chercheuren, haaptsächlech jonke Chercheuren ugeet.

An dee leschte Punkt, deen ech wëll opwerfen, ass en ähnleche Punkt, deen sech ergëtt aus dem Gesetz vum 2008, deen am Règlement grand-ducal festgeschriwwen ass iwwert d'Aides financières. Dat ass deen vun der Clause de mobilité, déi Clause de mobilité, déi mir de Postdoktoranden imposéieren doduerch, dat mer verlaangen, dat se an aner Länner ginn. Dat mutt einfach un, déi Obligatioun, wéi eng relativ administrativ Oplag, déi einfach u sech näischt direkt mat der Realitéit ze dinn huet, aus zwou Considératiounen eraus.

Déi éischt Considératioun ass déi: Et gëtt Situatiounen, och Familijsituatiounen mat Kanner, wou een net kann dat maachen. Déi Leit, déi kommen dann net an de Benefiss vun den Aide-financières, déi se awer bräichten.

An dat Zweet ass - an dat ass dat, wat een mengen ech, haaptsächlech soll considéréieren -, dat d'Fuerscher selwer an engem Ëmfeld liewen, wou souwiesou eng immens Mobilitéit an en immensen Austausch besteet, deen vläicht formal net esou formaliséiert ass, wéi dat hei verlaangt ass, mä deen awer sécherlech méi reell ass, wéi wann ech elo künstlech während enger gewässer Zäit vu Lëtzebuerg, vun der Uni Lëtzebuerg op Tréier, op d'Uni Tréier ginn. Also ech mengen, datt schon den Austausch vill méi villfältig ass, wéi dat ugeholl gëtt.

Do wier et sënnvoll, wann ee géif effektiv e Bilan maache vun der Clause de mobilité an dat iwwerdenken. An do ass et d'Initiative gouvernementale, well et ass e Règlement grand-ducal, deen dat kann änneren.

Déi Saachen do gesot, wëll ech also trotz verschidde Zweifel, déi ech um Projet de loi hunn, hei den Accord gi vun eise Grupp, eiser Fraktioun zu dem Projet de loi, inklusiv zu de Quoten, déi mer onbedéngt esou laang musse bäibehalen, wéi mer Leit hu wéi den Här Kartheiser, déi sech aus hiren Ursachen do dergéint wieren.

Op aner Froe sollte mer sécherlech zréckkommen, wéi déi vun der Ausrichtung vun der Fuerschung. Ech hoffen, dat de Minister deem, wat och d'Verrieder vun der LSAP a vun deene Gréngen hei gesot hunn iwwert d'Ausrichtung vun der Fuerschung, kann zoustëmmen, ausdrécklech kann zoustëmmen. Well dat schéngt mer e wichtige Punkt ze sinn, op dee mer mussen zréckkommen, och wann d'Zusammensetzung vum Conseil d'administration deem net onbedéngt Rechnung dréit.

Ech wier dann och frou, wa mer op d'Fro vun de Contrats à durée déterminée vläicht an engem anere Kontext, wou dat misst diskutéiert ginn - an d'Regierung selwer och iwwert d'Clause de mobilité - kéinten zréckkommen.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Turpel. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm an d'Wuert huet d'Regierung, den Här Héichschoul- a Fuerschungsminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Här Président, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Alleréisch wëll ech all den Intervenanten hei Merci soen. Mir hunn eng breet, net déi maximal breet Zoustëmmung, mä awer eng breet Zoustëmmung fir deen Text hei an, ech mengen, och fir eng Rei vu grondleeënden Iwwerleeungen, wat d'Ausrichtung vun der Fuerschungspolitik hei zu Lëtzebuerg ubelaangt. Datt déi awer e breede Konsens hei am Haus fonnt huet, dat huet een de Mëtteg hei am Laf vun der Debatt nach eng Kéier eraushéieren.

E spezielle Merci géif ech ganz gär dem Rapporteur, dem André Bauler ginn. Hien huet deen Dossier zesumme mat mir am Ministère kennegeleiert an en huet säin Abléck, deen en do kritt huet, mat eriwuer, mat deem Fachwësse mat eriwuer an d'Chamber bruecht, an ech mengen, dat huet en de Mëtteg hei nach eng Kéier ganz kloer ënner Beweis gestallt.

Ech muss opgrond vu sengem Rapport, opgrond awer och vu villen aneren Interventiounen, déi nach eng Kéier op de Fond vum Text agaange sinn, net méi nach eng Kéier erklären, wat an deem Gesetz hei steet. Ech wëll awer nach eng Kéier rappelléieren - et ass awer och vun einzelen Virriedner ugefuert ginn -, op wat fir eng dynamesch Aart a Weis sech d'Fuerschungslandschaft hei zu Lëtzebuerg an de leschte 15 Joer, also zanterdeem de Fonds National de la Recherche gegrënnt gouf, entwéckelt huet.

Déi Gelder, déi mer an d'ëffentlech Fuerschung investéiert hunn, déi hu sech verzéngfacht. Mir hu vill méi Chercheuren haut zu Lëtzebuerg, mir hunn international ganz renomméiert Fuerschungsinstituter. A wa mer haut en neit Gesetz maachen a wa mer amgaange sinn, doriwwer eraus, nieft deem Gesetz, och aner Gesetzer nei auszeriichten, da si mer jo och amgaangen, eis Fuerschungslandschaft fir déi nächst fofzég Joer nach eng Kéier nei opstellen.

A wa mer eis elo emol virstellen, dat een och nëmmen eng deelweis comparabel Entwécklung iwwert déi nächst fofzég Joer nach eng Kéier hätt, dann, mengen ech, hu mer dat erreicht, wat mer brauchen hei zu Lëtzebuerg, fir nämlech staark präsent an der Wëssenschaft ze sinn.

Jiddereen huet dat gesot a jiddereen huet et ënnerstrach, dat mer nëmme kënnen eko-

nomesche Wuelstand halen, dat mer och nëmme kënnen gesellschaftlech Problemer léisen, wa mer eis selwer druginn ze fuerschen, eis selwer druginn ze erkennen, dat mer doduerjer och e Stéck, eng Nueslängt viraus behalen. Dat ass, mengen ech, ee vun de groussen Opdrag, deen d'Politik hei huet an dee se dann awer weidergëtt un aner Instanzen, wéi an deem Fall un de Fonds National de la Recherche.

Mir mussen awer och wëssen, dat bei allen Efforten, déi mer och nach zousätzlech kënnen maachen an och wëlle maachen - an och des Regierung wëll déi maachen -, dat mer eis awer musse cibléieren, dat mer grad als klengt Land mat engem Grapp voll Acteuren do net alles kënnen maachen, net op allen Terraine kënnen doheem sinn an dat mer dann awer scho solle kucken, do, wou mer fuerschen: Da kommt, mir kucken et awer do ze maachen, wou et eis awer e Stéck wäit bréngt!

Wa mer an der Economie zum Beispill soen, dat mer ICT-Standuert weider wëlle ginn, dat mer an der Biomedezin eis weider wëllen developéieren, nun, da läit et jo awer op der Hand, dat, wa mer Fuerschungsaktivitéiten zu Lëtzebuerg wëlle favoriséieren, dat mer et eben och grad an deenen Domänen do maachen, fir eng Vernetzung hinzekréien, fir dat mer den Transfer vun der Grondlagefuerschung, der ëffentlecher Fuerschung eran an d'Entwécklung vun neie Produiten, vun neie Prozesser, fir dat mer deen och besser hikkéieren, wéi mer dat an der Lescht vläicht konnte maachen.

Ech wëll awer nach eng Kéier kloer ënnersträchen, dat de Regierungsprogramm eng kloer Sprooch schwätzt an dat eigentlech fir d'éischte Kéier e Regierungsprogramm esou eng kloer Sprooch schwätzt, dat mer, wa mer Efforte maachen iwwert d'Fuerschung, dat mer déi net nëmme maachen, fir nei Betriber unzezéien, dat mer se net nëmme maachen, fir nei Aarbechtsplazen ze schafen, fir e Stéck wäit méi kompetitiv ze ginn, fir en Argument ze hunn, Betriber an eng ekonomesch Aktivitéit vläicht op Lëtzebuerg ze lackelen.

Neen, mir maache se och, well sech eng Rei vu grundsätzleche gesellschaftleche Froen hei zu Lëtzebuerg stellen, wou mer och en Input brauche vun der Fuerschung. An ech denken, dat mer do awer och déi Acteuren hei zu Lëtzebuerg an der Fuerschung sollen encouragéieren, eis do eng Hand mat unzepacken. Woubäi ech net wëll ausschléissen, dat d'Regierung an eenzel Ministèreen och emol eng Kéier ausserhalb vu Lëtzebuerg kucke ginn, fir do eng Etüd gemaach ze kréien. Mä eis Situatioun ass heiansdo esou spezifesch, dat deen Know-how, deen een dofir bräicht, eigentlech ganz schwéier muss bei engem aneren opgebaut ginn, deen mer awer vläicht hei zu Lëtzebuerg da mëttlerweil hunn, well do d'Situatioun awer da méi no läit.

Dofir denken ech, dat mer gutt drun dinn, och eise Fuerschungsinstituter, virun allem och der Uni, mat op de Wee ze ginn, dat se och eng Aufgab an deem doten Domän ze spillen hunn, dat se bei gesellschaftleche Froen, wann et ëm d'Integratioun geet, wann et ëm eise Schoulsystem geet, wann et ëm d'Méi-sproochegkeet hei am Land geet oder ëm ganz aner Sujeten, dat se och do kënnen vun enger grousser Bedeitung sinn.

De Fonds National de la Recherche strukturiert eigentlech op eng exemplaresch Aart a Weis eis Fuerschungslandschaft. An et ass oft gesot ginn haut de Mëtteg hei: D'Politik kann net decidéieren, wou gefuerscht gëtt. An ech gesinn eigentlech och net eng aner Méiglechkeet, wéi dat een eben eng Agence huet wéi de Fonds National de la Recherche, deen d'Projeten evaluéiert.

Ech mengen net, dat een dat als Ministère ka maachen iwwer eng Administratioun. An ech mengen, dat et gutt ass, wann dat vun der Politik ewechgeréckelt ass, dat d'Politik vläicht d'Ziler definéiert, dat d'Politik och vläicht nach de Kader definéiert, dat se och de budgetäre Spillraum kann, virun allem vun der ëffentlecher Fuerschung, definéieren, mä dat innerhalb vun deem Kader, deen definéiert ass, awer do d'Fachwësse virun allem muss kucken: Wéi kréie mer dat am beschten ëmgesat?

An den FNR ass eent vun deene ganz wichtegen Instrumenter, fir eis Fuerschungslandschaft ze strukturéieren an och finalement mat ze decidéieren, wat da gefuerscht gëtt a wou vläicht Projeten dann awer net den Zilsetzung gerecht gi si respektiv net de Qualitéitsusprech gerecht gi sinn. Well dat ass och, mengen ech, ee vun deene ganz groussen Aspekter, déi bis haut schon agehale goufen, déi awer mat deem Gesetz nach eng Kéier gestärkt ginn, dat mer, wa mer fuerschen, dat op engem ganz héijen Niveau musse maachen, fir eis als Fuerschungsstanduert weider ze positionéieren no baussen.

Héich qualitativ Fuerschung hei zu Lëtzebuerg, déi strahlt och no baussen an zitt weider héich qualitativ Acteuren an d'Land un - eppes, wat mer jo onbedéngt wëllen. An et muss ee jo awer och kucken, dat et net nëmmen dréms geet, hei Geld ëmzedréien. Et geet finalement awer och dréms, eppes doduerjer ze errechen an eppes a Bewegung ze bréngen.

Bon, dat Gesetz hei, an et ass oft widderholl ginn, baséiert sech op eng Rei vu groussen Pisten. Et ass eigentlech insgesamt d'Upassung vum Fonctionnement vum FNR en fonction vun der Entwécklung vun der Fuerschungslandschaft an deene leschte fofzég Joer. Opgrond vun der Entwécklung awer och, déi den FNR eigentlech selwer scho matgemaach huet, ouni dat et tel quel am Gesetz stoung, ass viles, wat haut schon am FNR geschitt, elo mat iwwerholl ginn an deem Gesetz.

D'Gouvernance selwer vum FNR ass nach eng Kéier op de Leescht geholl ginn, wou d'Indépendance virun allem nach eng Kéier gestärkt ginn ass. Et ass nach eng Kéier méi staark cibléiert ginn, wat d'Bénéficiairen ubelaangt. Mir hunn och nach eng Kéier en Elargissement gehat vum Instrument vun der Aide à la Formation-Recherche, déi dann och op Kollektivitéite kann ausgeweit ginn.

An et gëtt nach eng Kéier e ganz staarken Akzent gesat op déi Initiativen, déi de Fonds National de la Recherche an de leschte Jore ganz besonnesch geholl huet, nämlech fir d'Culture scientifique hei zu Lëtzebuerg ze stärken. An ech mengen, dat musse mer maachen. Ech selwer hunn deen Domän elo virun enger Rei vu Méint entdeckt. A wéi villen anere Lëtzebuurger ass et mir gaangen: dat ech grouss Ae gemaach hunn. Well vill aner Leit hei am Land, déi wëssen net, wat an deene Fuerschungszentre geschitt, wien do tätég ass, op wat fir engem Niveau do geschafft gëtt.

Vill Leit komme vun der Uni a wëssen eigentlech och nach net, dat Fuerschung an e Fuerscher ze ginn zu Lëtzebuerg eng reell Alternativ mëttlerweil ginn ass. Déi Zäit, wou meng Generatioun vun der Uni komm ass, do war dat eigentlech och net esou. Do hat een net déi dote Chance. Haut ass et awer esou, mä et wëssen nach ganz vill Leit et net. An ech mengen, dat mer do e kohärent Konzept nach eng Kéier mussen entwéckelen, bei deem den FNR och e wichtegen Acteur ass an der Ëmsetzung, fir d'Fuerschungsaktivitéite bei d'Leit ze droen am Land, fir dat mer verstinn, wat do geschitt.

Et geet och do eigentlech finalement ëm eng politesch Akzeptanz. Wa mer hei wëllen decidéieren - an ech hunn de Mëtteg keen héieren, deen de Contraire gesot huet -, dat mer nach méi Geld wëllen an déi ëffentlech Fuerschung investéieren, da musse mer kucken, dat dat matgedroe gëtt am Land.

Et geet awer och dréms, fir den Interessi un der Matière schonn och relativ fréi bei Kanner, bei Jugendlechen, bei jonke Leit ze stimuléieren, well wa mer keng jonk Leit hunn, déi virwëtzeg sinn, déi wëlle siche goen, déi wëlle Froe beäntwerten, da wäerte mer och keng nächst Generatioun vu Fuerscher kréien. A bis ewell ginn an de Fuerschungsinstituter hei am Land ganz vill verschidde Sproocher geschwat an et gëtt weineg Lëtzebuergesch geschwat. Mir hunn et effektiv do nach net fäerdegbruecht, jonk Leit hei vu Lëtzebuerg ze motivéieren, och an deenen doten Zukunftssektoren hei am Land eranzegeen. Dat ass dofir, mengen ech, wierklech eng vun de ganz groussen Erausforderungen, déi net nëmme virum FNR leien, mä fir déi déi gesamt Politik, och d'Éducation nationale, sech do nach muss méi staark ustrengen.

Dat heiten ass net deen eenzeg Gesetzesprojet, mat deem mer probéieren, eis Fuerschungslandschaft nei ze strukturéieren. Mir hunn eng Fusioon vun zwee wichtegen Acteuren, dem Centre de recherche public Gabriel Lippmann an dem Henri Tudor, déi virun der Dier steet, déi den 1. Januar 2015 soll a Kraaft treden, déi zënter Längerem och esou preparéiert ginn ass.

Mir hunn e Gesetzesprojet nach an deem Haus leien iwwert d'Universitéit, an deem, wann een awer elo kuckt, wat fir e Wee inhaltlech dee Gesetzesprojet gemaach huet, eigentlech net méi vill drasteet. An ech denken, dat een dofir awer nach eng Kéier sech Zäit soll huelen an dat d'Regierung dat soll maachen, och d'Parlament dat soll maachen a vläicht d'Uni och selwer: fir driwwer nozedenken, ob mer, wa mer wierklech un d'Gesetz gi vun der Uni, ob mer net dann nach eng Kéier méi grundsätzlech sollen driwwer nodenken.

Mir wëssen, dat d'Uni och den 1. Januar 2015 en neie Recteur kritt. Mir wëssen, dat mer nei Kontrakter mat der Uni a mat de Fuerschungszentre gemaach hunn, déi bis 2017 solle lafen, dat mer och do gesot hunn, dat an der Mëtt nach eng Kéier e Break ka gemaach ginn, fir nei ze verhandelen an och



vläicht eng nei Ausrichtung ze kréien, datt also och virun allem d'Joer 2015 e wichtegt Joer ass, e Reflexionsjoer virun allem och soll si fir dee ganzen Domän Héichschoul a Fuerschung hei zu Lëtzebuerg, wou mer nach eng kéier grondsätzlech Froe sollten diskutéieren.

An ech hätt eigentlech léiwer, datt mer dee legislative Prozess vum Gesetz vum der Uni eréischt da géife weiderdreien, well dann hätte mer vläicht eng aner Vue op d'Struktur vum der Uni Lëtzebuerg - wéi se da fir d'Zukunft soll sinn - wéi mer dat haut hunn, wou mer eng Rei vun Äntwerten nach net hunn.

Et ass vu ville Riedner ugemierkt ginn, an ech mengen, datt dat eng Evidenz ass, datt et bei der Fuerschung net nëmmen drëms geet, datt mer Geld verdeelen, mä datt mer et richtig verdeelen, fir datt et eben do ukënn, wou et am sënnavollste verdeelt ass. An et ass jo eigentlech dat och eng zentral Aufgab vum Fonds National de la Recherche.

Et ass och ugeschwat ginn, ob mer a puncto Gouvernance, net vum Fonds National de la Recherche, mä vum der ganzer Fuerschungspolitik eigentlech zu Lëtzebuerg, ob mer do richtig opgestallt sinn, virun allem och am Fuerschungsministère. De Claude Adam huet déi Fro hei an de Raum gestallt.

Bon, et fällt schon op, datt mer e Ministère si mat grouse Budgeten, awer mat klengem Staff, well mer staark Acteuren natierlech ronderëm hunn, mat den öffentleche Fuerschungszentren, mat der Universitéit, wou déi Budgete jo och higinn a wou déi, mengen ech, och op eng ganz kompetent Aart a Weis verschafft ginn.

Mä natierlech muss d'Politik d'Méiglechkeet hunn, de Suivi ze maachen, den Iwwerbléck ze halen, ze garantéieren, datt de politesche Willen herno nach ëmmer och ëmgesat gëtt. An dofir ass dat doten eng Fro, déi effektiv ka gestallt ginn, ob mer do bis ewell eis déi Moyene ginn hunn, fir dat ëmmer ze errechen.

De Regierungsprogramm gëtt och eng Rei vun Indikatiounen dorobber. De Regierungsprogramm schwätzt vill vun der Gouvernance vum eiser Fuerschungslandschaft am grouse Ganzen. E schwätzt awer och vum Dialog, Dialog tëschent der Politik an den Acteuren an der Fuerschung, fir och do nach ze kucken: Wou kënne mer eis vläicht méi staark nach d'Wuert ginn, fir an eng gewësse Richtung ze goen? A wéi kann d'Politik de Fuerscher an de Fuerschungsacteuren, den Instituter vläicht soen, wat d'Politik och denkt, wat wichteg wär ze maachen? A wéi kënnen déi Acteuren awer och der Politik soen, wou vläicht dat eent oder dat anert Rad nach eng kéier méi staark misst gedrëit ginn an eng gewësse Richtung, fir datt et dann awer méi einfach gëtt, fir um Terrain den Ziler e Stéck wäit méi no ze kommen.

Et ass eng Fro gestallt ginn iwwert de Max-Planck-Institut. Do hätt een och iwwer aner Instituter kënne schwätzen. Mä dat weist eigentlech, wéi wéineg datt mer wëssen hei am

Land, wat an deenen Instituter heiansdo geschitt. Ech war mam André Bauler de Max-Planck-Institut kucken. Dat ass impressionant. Do si brillant jonk Leit aus ganz Europa, déi do hir Dokteraarbecht schreiwen. An ech mengen, datt dat engem Land wéi Lëtzebuerg gutt zu Gesiicht steet.

Am Laf vun deene leschte Méint ass ëmmer erëm gesot ginn, mir géifen ze wéineg Efforte maachen als Lëtzebuurger Land am Beräich vum Héichschoulwiesem, well mir e bëssen op d'Käschte vun deenen anere géife liewen, well mer eis Studenten alleguer an d'Ausland schécken.

Ech denken, datt dat heiten e Bäitrag ass, wou mer och jonke Leit soen: Kommt op Lëtzebuerg. A mir ginn e Stéck dovunner zréck, an et ass eppes, wat bei eis passt. Déi kucken zur Fënster eraus, da kucke se op den Europäesche Gerichtshaff. An déi wäeren net op Lëtzebuerg an net op déi dote Plaz komm, wann den Europäesche Gerichtshaff net do wär. An ech mengen, datt dat och eng Fro vu Siège vun esou Institutione ka méi einfach maachen. Ech denken an déi vill Affekotenétuden, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, déi sécherlech net oninteresséiert sinn, och Fuerschungsaktivitéit ronderëm sech ze hunn an eng Proximitéit zur Fuerschung an deem doten Domän ze hunn.

Ech denken och, datt déi jonk Leit, déi do erausginn, sécherlech net herno alleguerte wäerten hei zu Lëtzebuerg weider fuerschen oder soss iergendzousch hiert Brout verdéngen. Mä ech kann lech awer soen, wa se iergendzousch an enger Brësseler Administratioun herno eng kéier sëtzen a se wëssen, wat Lëtzebuerg ass a wien hinnech vläicht gehollef huet, hiren Doktertittel hei ze kréien, datt dat net onbedéngt zum Nodeel vun eisem Land wäert sinn. Ech mengen, datt mer do ganz differenziéiert dann och mussen drun eruegoen. A fir d'Alleréischt musse mer awer kucken, wat da wierklech do geschitt, ier mer et kënne bewäerten.

D'Onofhängegkeet vun der Fuerschung ass och vum Här Kartheiser ugeschwat ginn. Jo, mir mengen allegueren, datt mer onofhängeg Instituter brauchen, well mer mengen, datt d'Fuersche selwer als handelnden Acteur näischt dierf sinn, wou d'Politik ze bestëmmen huet, wat ee mécht a wat een net dierf maachen, an deene Grenzen, déi mer an engem Rechtsstat awer dann duerch en demokratesche Prozess musse kënne setzen.

Ech denken och, datt dat extrem wichteg ass, wa mer wellen eescht geholl ginn dobaussen an eiser Fuerschungsaktivitéit, datt mer dann eisen Instituter eng Onofhängegkeet kënnen zougustoen, well dat ee vun deene wichtigste Kritären ass, wann et drëms geet, fir ze decidéieren, ob e Standuert da wierklech à même ass, d'Qualitéit ze errechen oder net.

Ech denken awer och, datt déi Onofhängegkeet muss ëmmer gesi ginn an engem Kontext an datt och e Fuerschungsinstitut, wann e sech orientéiert, dat net nëmmen no banne ka maachen, mä och no bausse muss maachen, fir datt en awer gesäit, a wat fir enger Gesellschaft

datt en existéiert. An ech wëll do emol net nëmmen dovunner schwätzen, vu wem ee säi Geld krit, mä awer och dovunner, wat fir een Auftrag datt een huet, fir fir déi Gesellschaft och do ze schaffen an eppes Positives ze bewierken.

Dofir ass et wichteg, datt déi Acteuren awer och - bei aller Sympathie fir d'Iddi vun der Onofhängegkeet, an déi brauche mer - bereet sinn, driwwer nozedenken, wat fir eng Roll datt si och an engem klengen Land wéi Lëtzebuerg heiansdo ze spillen hunn.

Dann zur Fro vun de Quoten...

► **M. le Président.** - Här Minister, ech wëll lech just drop opmierksam maachen, dass lech Är Zäit fortgelaf ass.

► **M. Claude Meisch, Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.** - Dir kënnt lech virstellen, wann ech lech soen, datt déi Quot, déi hei agefouert gëtt, wann dat dee leschte Punkt ass, deen ech nach wëll dévélépéieren, datt ech mech do zimlech kuerzfaasse wëll, vu de Passé vu menger Partei, deen den Här Kartheiser jo hei - net zu Onrecht d'ailleurs, well alles, wat en hei virgedroen huet, dat stëmmt - dévélépéiert huet.

Et ass, wéi ech de Mëtteg héieren hunn, dat éischt Gesetz, an deem dann eng Geschlechterquot definéiert gëtt. Et war eng virgesinn am éischte Projet, dee schon 2012 déposéiert ginn ass, vun 30%. D'Regierung huet generell gesot, datt mer op 40% wëllen eropgoen, virun allem emol bei deenen öffentlechen Instituter a bei deenen öffentleche Conseils d'administration, op déi d'Regierung selwer en Afloss huet.

Ier een emol iwwerhaapt driwwer diskutéiert nämlech, ob a private Gesellschaften an de Conseils d'administration esou eng Quot misst agefouert ginn, mengen ech, musse mer als Politik awer selwer eis Responsabilitéit iwwerhuelen an do emol kucken, datt mer zu engem besseren Équilibre bei den Décisioungsgremien tëschent Männer a Frae kommen. Dat ass dat, wat am Regierungsprogramm steet. Dat ass dat, wat mer och hei an deem Gesetz maachen. A well am éischte Gesetz eng Quot drastoung, hu mer dunn och gesot: Ma da kommt, da setze mer se direkt esou fest, wéi de Regierungsprogramm dat dote festleet a proposéiert.

An dofir si mer eben och net op déi Recommandatioun agaangen, fir e generell Quotegesetz ze maachen, well ech awer och mengen, datt et herno secteur par secteur och nach eng kéier muss gekuckt ginn, net well ech zweifelen un deene 40%, mä well een awer muss kucken, wéi schnell a wou an op wéi eng Aart a Weis ee se soll kënnen ëmsetzen. Hei denken ech, datt ee se kann ëmsetzen, datt ee se och muss ëmsetzen an datt een och kompetent Männer a Frae fënn. Well mir hu jo net gesot, datt et nëmme Frae musse sinn. Mir hunn hei vum „sexe sous-représenté“ geschwat, deen op 40% awer soll représentéiert, minimal représentéiert sinn.

Ech denken, datt et absolut méiglech ass, och hei am Land an och aus dem Ausland - well et sollen net nëmme Leit hei aus dem Land sinn - Leit ze motivéieren, an déi Conseils d'administration do ze kommen. A wann dat mir elo de Ruff als gréisste Feminist sollt abréngen, well ech deen Éischte sinn, deen hei esou e Gesetz dann däerf verteidegen, da kann ech domadder och nach ganz gutt liewen. Vlächtt sinn ech souguer iergendzousch e bëssen houfreg drop.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och dem Här Minister.

Mir sinn domat um Enn vun den Diskussiounen ukomm a mir géifen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6420 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6420 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. De Vote ass ofgeschloss.

59 Deputéiert hunn um Vote deelgeholl a 56-mol gouf mat Jo gestëmmt, bei 3 Abstentatiounen, wou ech dovun ausginn, dass déi genuch motivéiert sinn.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Luc Frieden, Léon Gloden (par M. Laurent Mosar), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker (par Mme Nancy Arendt), Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gustav Graas, Max Hahn, Alexander Krieps et Edy Mertens;

MM. Claude Adam, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter, M. Roberto Traversini et Mme Christiane Wickler;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Ass d'Chamber dann och bereet, fir d'Dispens vum zweete verfassungsméisige Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech lech Merci.

Domat si mer um Enn vun eiser Sëtzung vun haut ukomm. Rendez-vous muer de Mëtteg um zwou Auer. Merci!

(Fin de la séance publique à 17.15 heures)

- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur **www.chd.lu**.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur **www.chd.lu**, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre **www.chd.lu**.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur **www.chd.lu**.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.

www.chd.lu



Sommaire des séances publiques n^{os} 24, 25, 26 et 27

24^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 278
Communications	p. 278
Ordre du jour	p. 278-279
Dépôt de deux propositions de loi par M. Fernand Kartheiser	p. 279
Validation des élections européennes	p. 279-280

6469 - Projet de loi relatif aux droits et obligations du patient, portant création d'un service national d'information et de médiation dans le domaine de la santé et modifiant:

- la loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers;
- la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;
- le Code civil

p. 280-286

6554 - Projet de loi portant

1) transposition de la directive 2011/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2011 relative à l'application des droits des patients en matière de soins de santé transfrontaliers;

2) modification du Code de la Sécurité sociale;

3) modification de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire;

4) modification de la loi modifiée du 31 juillet 1991 déterminant les conditions d'autorisation d'exercer la profession de pharmacien;

5) modification de la loi modifiée du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé;

6) modification de la loi modifiée du 11 avril 1983 portant réglementation de la mise sur le marché et de la publicité des médicaments;

7) modification de la loi modifiée du 16 janvier 1990 relative aux dispositifs médicaux

p. 286-290

6639 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Serbie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 7 juin 2013

p. 290-291

25^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 291
Ordre du jour	p. 291

6687 - Projet de loi portant modification de la loi du 19 juin 2013 relative à l'identification des personnes physiques

p. 291-293

6172A - Projet de loi portant

a) réforme du Titre II.- du Livre I^{er} du Code civil «Des actes de l'état civil» et modifiant les articles 34, 47, 57, 63, 70, 71, 73, 75, 76, 79, 79-1 et 95;

b) réforme du Titre V.- du Livre I^{er} du Code civil «Du mariage», rétablissant l'article 143, modifiant les articles 144, 145, 147, 148, 161 à 164, 165 à 171, 173 à 175, 176, 177, 179, 180 à 192, 194 à 199, 201, 202, 203 à 206, 212 à 224, 226, 227, introduisant les articles 146-1, 146-2, 175-1, 175-2 nouveaux et abrogeant les articles 149 à 154, 158 à 160bis, 178, le Chapitre VIII et l'article 228;

c) modification des articles 295, 351, 379, 380, 383, 390, 412, 496 alinéa 1^{er}, 509-1 alinéa 2, 730, 737, 791, 847 à 849, 852 alinéa 3, 980 alinéa 2, 1405, 1409 et 1676 alinéa 2 et abrogation des articles 296, 297 et 1595 du Code civil;

d) modification de l'article 66 du Code de commerce;

e) modification des articles 265 alinéa 1^{er}, 278 et 521 du Nouveau Code de procédure civile;

f) introduction d'un Titre VI.bis nouveau dans la Deuxième Partie du Nouveau Code de procédure civile;

g) introduction d'un Chapitre VII.-I nouveau au Titre VII du Livre I^{er} du Code pénal;

h) abrogation de la loi du 23 avril 1827 concernant la dispense des prohibitions du mariage prévues par les articles 162 à 164 du Code civil; et

i) abrogation de la loi du 19 décembre 1972 portant introduction d'un examen médical avant mariage

p. 293-306

26^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 306
---------------------------------	--------

6655 - Projet de loi relatif à la construction du centre pénitentiaire d'Uerschterhaff

p. 306-312

Retrait du rôle des affaires

p. 312

Question élargie n^o 2 de M. Claude Adam sur la promotion du secteur du jeu vidéo

p. 312-313

6315 - Projet de loi

- portant réorganisation de l'Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services et portant organisation du cadre général pour la surveillance du marché dans le contexte de la commercialisation des produits,

- modifiant

* la loi modifiée du 17 mai 1882 sur les poids et mesures,

* la loi modifiée du 31 juillet 2006 relative à la sécurité générale des produits,

* la loi modifiée du 19 décembre 2008 établissant un cadre pour la fixation d'exigences en matière d'écoconception applicables aux produits consommateurs d'énergie,

* la loi du 25 mars 2009 relative à la compatibilité électromagnétique,

* la loi modifiée du 27 mai 2010 relative aux machines,

* la loi modifiée du 15 décembre 2010 relative à la sécurité des jouets, et

* la loi du 21 décembre 2012 concernant les équipements sous pression transportables,

- abrogeant la loi modifiée du 20 mai 2008 relative à la création d'un Institut luxembourgeois de la normalisation, de l'accréditation, de la sécurité et qualité des produits et services

p. 313-315

6673 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

p. 315-316

27^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 317
---------------------------------	--------

Discours à l'attention de M. Jean-Claude Juncker à l'occasion de sa proposition en tant que candidat pour la présidence de la Commission européenne

p. 317

Communications du Gouvernement

p. 317

Octroi du titre honorifique à un fonctionnaire de l'Administration parlementaire

p. 317-318

Communications

p. 318

6698 - Proposition de loi

1. modifiant la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental;

2. autorisant la création par les communes de classes spécialisées d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays

p. 318

6699 - Proposition de loi relative à l'organisation d'un référendum national sur l'ouverture du mariage et de l'adoption aux couples de même sexe

p. 318

Ordre du jour

p. 318

Heure de questions au Gouvernement

- Question n^o 50 du 30 juin 2014 de M. Edy Mertens relative au permis de conduire spécifique pour les agents des services de secours, les autorisant à conduire, sans être titulaire du permis de conduire «poids lourds», un véhicule automoteur d'une masse maximale autorisée excédant 3.500 kg, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

p. 318

- Question n^o 51 du 2 juillet 2014 de M. Marc Spautz relative aux futures orientations au niveau du système d'allocations familiales au Luxembourg, adressée à Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration

p. 318-319

- Question n^o 52 du 2 juillet 2014 de M. Franz Fayot relative à la forte diminution de l'intensité de R&D des entreprises en 2012 constatée par la Commission européenne dans le cadre de son évaluation du Programme national de réforme 2014 (cf. document COM(2014) 417), adressée à M. le Ministre de l'Économie

p. 319

- Question n^o 53 du 2 juillet 2014 de M. Fernand Kartheiser relative à l'indépendance du pouvoir judiciaire, adressée à M. le Ministre de la Justice

p. 319

- Question n^o 54 du 1^{er} juillet 2014 de M. Henri Kox relative à la biodiversité et le cadastre des biotopes, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

p. 319-320

- Question n^o 55 du 2 juillet 2014 de Mme Nancy Arendt relative aux qualifications requises pour la surveillance des activités balnéaires pendant les vacances scolaires adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

p. 320

- Question n^o 56 du 1^{er} juillet 2014 de M. André Bauler relative à l'évolution des réserves nationales en eau potable suite à la sécheresse des dernières semaines, adressée à Mme la Ministre de l'Environnement

p. 320

- Question n^o 57 du 2 juillet 2014 de M. Justin Turpel relative à la suppression du taux super-réduit de 3% sur les résidences secondaires, adressée à Mme la Ministre du Logement

p. 320-321

- Question n^o 58 du 2 juillet 2014 de M. Roger Negri relative à l'allumage permanent des feux de croisement des voitures comme il est le cas déjà dans de nombreux autres pays européens, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

p. 321

- Question n^o 59 du 2 juillet 2014 de M. Gilles Roth relative aux problèmes de circulation sur les autoroutes causés par les chantiers en cours ou à venir, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

p. 321

- Question n^o 60 du 2 juillet 2014 de Mme Claudia Dall'Agnol relative à la création d'un organe consultatif d'étudiants, adressée à M. le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

p. 321-322

6637 - Projet de loi portant approbation

- des amendements portés par les Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 signés à Antalya et du 22 octobre 2010 signés à Guadalajara à la Constitution et à la Convention de l'Union internationale des télécommunications telles qu'amendées par la suite;

- des réserves formulées par le Luxembourg lors des Conférences de plénipotentiaires du 24 novembre 2006 à Antalya et du 22 octobre 2010 à Guadalajara

p. 322-323

6640 - Projet de loi portant approbation

- du Huitième Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle,

- du Premier Protocole additionnel au Règlement général de l'Union postale universelle,

- des amendements à la Convention postale universelle et à son Protocole final, signés au Congrès postal universel de Genève, le 12 août 2008

p. 323-324

6420 - Projet de loi

- modifiant la loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un Fonds National de la Recherche dans le secteur public;

- modifiant la loi modifiée du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg

p. 324-329